Chambre des Députés
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Compte rendu officiel

D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire p. 03-08

Nouvelles lois p. 09

Séances publiques n^os 102, 103 et 104 p. 10-79

Questions au Gouvernement p. 80-99

2023-2028

n°42

Sommaire

Actualité parlementaire .... p. 03-08

Nouvelles lois .... p. 09

Séances publiques .... p. 10-79

102e séance du mardi 28 octobre 2025 p. 10-20

103e séance du mercredi 29 octobre 2025 p. 21-47

104e séance du mercredi 29 octobre 2025 p. 48-79

Questions au Gouvernement .... p. 80-99

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Contenu rédactionnel :
Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

Concept et layout :
brain&more
agence en communication,
Luxembourg

Droits d'auteur :
Sauf mention contraire,
les illustrations appartiennent
à la Chambre des Députés.

Impression :
Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

Date d'impression :
08/12/2025

PRINTED IN LUXEMBOURG

EU Ecolabel www.ecolabel.eu

FSC www.fsc.org

Visite officielle en Grèce

La délégation luxembourgeoise a été accueillie par le Président du Parlement grec, M. Nikítas Kaklamánis (4e à droite).

La politique migratoire, la défense, les nombreux défis de l'Union européenne : ces sujets ont été abordés lors de la visite officielle du Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, qui a lieu du 23 au 26 novembre 2025 en Grèce. La délégation accompagnant le Président était composée de MM. Mars Di Bartolomeo et Marc Spautz et de Mmes Taina Bofferding et Diane Adehm, membres du Bureau, ainsi que de M. Gusty Graas, Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région.

« Dans un monde mouvementé, il importe de nouer des alliances au-delà des partenariats traditionnels avec nos pays voisins », a affirmé le Président de la Chambre face à son homologue grec, M. Nikítas Kaklamánis, lors de cette première visite officielle de la Chambre des Députés en Grèce. Le Président du Parlement hellénique a rappelé que les Grecs gardent un souvenir très positif de l'attitude bienveillante du Luxembourg à l'égard de leur pays lors de la crise des dettes souveraines de la zone euro en 2010.

Une vision commune en ce qui concerne la défense et l'Ukraine

Les discussions ont mis en évidence une convergence entre les positions du Parlement grec et celles de la Chambre des Députés en matière de défense et concernant l'Ukraine. L'effort grec pour la défense est particulièrement élevé comparé à celui d'autres pays européens : depuis plusieurs années, la Grèce consacre environ 3 % de son PIB à ce secteur, voire davantage à l'heure actuelle. Les interlocuteurs grecs ont expliqué cette situation par les relations compliquées avec les pays voisins, notamment avec la Turquie, qui occupe un tiers de l'île de Chypre.

Le Président du Parlement grec a souligné que son pays s'est clairement positionné en faveur de l'Ukraine et a adhéré aux sanctions européennes contre la Russie. Ce conflit aurait toutefois eu un impact sur la Grèce, entraînant des répercussions négatives sur le secteur du tourisme ainsi que sur les exportations grecques vers la Russie. Le Président de la Chambre a, quant à lui, insisté sur la nécessité de trouver des positions communes entre pays européens.

Positions alignées concernant la migration et la politique sociale

Les deux Présidents de parlement ont également exprimé leur soutien au pacte sur la migration et l'asile. M. Kaklamánis a regretté que certains États membres de l'Union européenne s'opposent à l'accueil de migrants sur leur territoire. De nombreux défis européens ont été abordés au cours des échanges. L'Europe aurait négligé l'action sociale, ont constaté MM. Wiseler et Kaklamánis. Ils ont souligné l'importance de prendre des décisions claires afin d'éviter que les populations ne se tournent vers les partis extrémistes.

Le même parallélisme entre les positions de leurs pays respectifs a pu être constaté lors de l'entretien de M. Wiseler avec le Président de la République hellénique, M. Konstantínos Tasoúlas. Les discussions portaient sur la politique de défense, sur la question migratoire ainsi que sur les positionnements de l'Europe dans les conflits internationaux actuels.

Échange de vues avec des partis d'opposition

L'élargissement de l'Union européenne figurait parmi les sujets abordés lors de la rencontre avec le représentant parlementaire du parti politique PASOK, M. Dimitrios Mantzos. Face à la délégation luxembourgeoise, ce dernier a plaidé en faveur d'une ouverture de l'Union européenne aux Balkans occidentaux, sous réserve toutefois du respect des critères de Copenhague qui définissent les exigences politiques, économiques et juridiques en matière d'adhésion.

M. Mantzos a exprimé sa profonde inquiétude par rapport à la manière dont le pacte de migration et d'asile entrera en vigueur en 2026, tandis que lors de la réunion suivante, les interlocuteurs du parti politique SYRIZA ont signalé leur opposition au pacte en question. Les pays périphériques de l'Union européenne, a souligné le Président du parti SYRIZA, M. Sokrátis Fámellos, ne devraient pas être des garde-frontières au service des autres pays de l'Union européenne.

Les députés luxembourgeois ont en revanche pu constater des convergences de vues des deux partis au sujet de l'Ukraine ou encore la nécessité de faire avancer l'intégration de l'Union européenne.

Rencontre avec le groupe d'amitié parlementaire

Finalement, les discussions lors de la rencontre avec les membres du groupe d'amitié au Parlement grec ont tourné autour de sujets d'actualité comme la crise climatique, l'énergie, la défense, l'intelligence artificielle et l'évolution de l'Union européenne.

Des questions bilatérales ont clôturé l'entrevue : le Président de la Chambre des Députés a plaidé pour une augmentation des vols directs entre Athènes et le Luxembourg, surtout en vue de la présidence grecque de l'Union européenne en 2027. Les quelque 7.000 Grecs vivant au Luxembourg seraient bien intégrés. Parmi eux, 2.000 personnes détiennent la double nationalité gréco-luxembourgeoise. Par ailleurs, une cinquantaine de Luxembourgeois vivent en Grèce, pour la plupart des conjoints de citoyens grecs ou encore des ressortissants grecs ayant acquis la nationalité luxembourgeoise à la faveur d'un séjour professionnel au Luxembourg.

Assermentation d'un nouveau député

M. Michel Lemaire a prêté serment au cours de la séance publique du 20 novembre 2025 au matin.

Conseiller communal de Clervaux et jusqu'à récemment collaborateur parlementaire au sein de son groupe politique, M. Lemaire a rejoint les bancs de l'ADR au Parlement en remplacement de M. Jeff Engelen, qui, à l'âge de 72 ans, a décidé de prendre sa retraite.

Le nouveau député a dès à présent intégré cinq commissions parlementaires, dont la Commission de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture, la Commission de la Fonction publique et la Commission du Travail.

M. Michel Lemaire lors de sa prestation de serment

Réunion du Comité permanent et séance plénière du Conseil parlementaire interrégional

M. Claude Wiseler (2e à droite) et ses homologues du Conseil parlementaire interrégional

Le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, s'est rendu à Bruxelles le 14 novembre 2025 pour participer au Comité permanent du Conseil parlementaire interrégional (CPI). Cette réunion a offert une occasion privilégiée d'échanger avec ses homologues de la Grande Région autour de thématiques économiques, sociales, culturelles ainsi que de la coopération transfrontalière.

L'engagement démocratique et les compétences civiques et numériques au centre des discussions

Un des moments forts de la réunion fut l'intervention de Mme Karen Haegemans, représentante de la Direction générale de l'Éducation, de la Jeunesse, du Sport et de la Culture (DG EAC) de la Commission européenne, qui a présenté les initiatives actuelles de la Commission visant à renforcer la protection de la démocratie en Europe.

Parmi ces actions figurent :

– la mise en place d'un bouclier européen de la démocratie, destiné à mieux lutter contre l'ingérence étrangère et les cyberattaques ;

– le développement des compétences nécessaires à l'engagement démocratique, en plaçant l'éducation à la citoyenneté au cœur de la vie démocratique ;

– la création d'une union des compétences, visant à doter chaque citoyen des aptitudes indispensables pour mener une vie épanouissante et accéder à des emplois de qualité ;

– l'adoption d'un plan d'action sur les compétences de base, avec un accent particulier sur les compétences civiques et numériques.

La dimension numérique a été mise en avant comme un enjeu primordial : sa maîtrise est indispensable pour identifier et contrer la désinformation, mais aussi pour permettre une utilisation sûre, responsable et éthique des outils numériques. Elle constitue également un levier essentiel pour encourager l'engagement démocratique des jeunes dans l'espace en ligne.

Au cours des discussions, le Président de la Chambre a recommandé que la Commission européenne intègre, en plus des analyses nationales existantes, une évaluation spécifique de la citoyenneté européenne, afin d'enrichir la compréhension des dynamiques démocratiques au sein de l'Union.

Enfin, Mme Haegemans a présenté l'espace européen de l'éducation, un cadre de coopération visant à faire de l'éducation à la citoyenneté une priorité stratégique pour les États membres.

Le 21 novembre 2025, le Vice-Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, a quant à lui participé à la 73e séance plénière du CPI, également à Bruxelles.

La Grande Région, laboratoire vivant de l'Europe de demain

Les présentations des différents rapports des commissions thématiques et des différents projets transfrontaliers au sein du Comité permanent le 14 novembre 2025 ont mis en lumière une conviction partagée : la Grande Région constitue l'un des espaces où l'Europe s'expérimente le plus concrètement.

Au cœur des échanges, l'Université de la Grande Région (UniGR) et le projet ECHO'GR

L'UniGR, une institution née d'un projet Interreg Grande Région et depuis pérennisée, démontre chaque jour le potentiel d'un espace académique sans frontières. La création prochaine d'un groupement européen de coopération territoriale (GECT) UniGR ouvre la voie à une gouvernance encore plus intégrée.

Le projet ECHO'GR qui est en cours de réalisation illustre la dimension citoyenne et culturelle de cette coopération, en invitant les jeunes à réfléchir à la mémoire et à la construction démocratique.

Les débats sur l'avenir des fonds européens de cohésion, en particulier Interreg et FEDER, ont rappelé leur rôle déterminant dans la réussite de ces initiatives. Les orateurs ont souligné que, sans ces soutiens, de nombreuses innovations éducatives et scientifiques ne pourraient pas voir le jour.

Au terme de la rencontre, une conviction s'impose : la Grande Région est non seulement un territoire de coopération, mais aussi un terrain d'essai privilégié pour l'Europe du futur. Une Europe vécue au quotidien, portée par ses universités, ses chercheurs, ses étudiants et l'engagement constant de ses partenaires institutionnels.

M. Fernand Etgen a souligné l'importance de la coopération transfrontalière au sein du CPI.

COP30 au Brésil : les députés ont mené des échanges à distance

La 30e Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP30) a eu lieu du 10 au 21 novembre 2025 à Belém, au Brésil. Cette année, et contrairement aux éditions précédentes, la Chambre des Députés a décidé de ne pas envoyer de délégation sur place. La raison de cette décision : les prix des hébergements ont explosé sur la période couverte par les événements liés à la COP30, rendant un séjour de plusieurs jours sur place difficilement justifiable.

Cela n'a pas empêché Mme Joëlle Welfring et M. Paul Galles de suivre les événements de la Conférence en tant que représentants de la Chambre des Députés et de s'engager à distance afin de faire progresser les dossiers climatiques. Ils ont notamment pu échanger dans la soirée du 20 novembre 2025 avec le Ministre de l'Environnement, M. Serge Wilmes, qui s'était déplacé à Belém pour participer aux négociations, afin de l'entendre sur l'évolution des discussions et pour lui faire part de la position de la Chambre des Députés. Ils ont également débattu avec des représentants de la société civile qui se trouvaient sur place, notamment avec des jeunes luxembourgeois de l'initiative Youth4Climate.

Comment avez-vous vécu cette participation à distance de la COP30 ?

Mme Joëlle Welfring : *C'est autre chose de suivre un tel événement à distance que de pouvoir s'impliquer sur place en rencontrant les nombreuses personnes qui*

Mme Joëlle Welfring et M. Paul Galles ont pu échanger à distance avec le Ministre de l'Environnement, M. Serge Wilmes, et des jeunes luxembourgeois de l'initiative Youth4Climate.

viennent s'engager pour la protection du climat. Mais on peut tout de même œuvrer à distance. Nous avons agi concrètement en tant que Chambre : nous avons écrit des lettres à la Présidence de la COP30, au Sénat et au Parlement brésiliens afin d'encourager une inclusion des peuples autochtones aux négociations pour la protection des forêts tropicales. Nous venons aussi de mener des échanges avec l'équipe du Gouvernement qui négocie sur place afin de leur transmettre nos positions.

***M. Paul Galles :** C'était spécial. D'une part, j'étais un peu triste car le Brésil est pour moi une sorte de seconde ou troisième patrie. J'y suis très souvent, je suis un grand admirateur de la forêt tropicale. Je connais les enjeux politiques internes du Brésil. Le combat contre la pauvreté, pour le climat. Ce sont des situations très difficiles et je voulais aller sur place pour m'en rendre compte.*

Mais nous avons fait au mieux en tant que Chambre, compte tenu de la situation. Nous avons décidé que les hébergements étaient tout simplement trop chers. Mais nous avons pu participer aux échanges à distance et nous avons reçu les informations dont nous avions besoin grâce aux échanges directs avec le Ministre de l'Environnement et les jeunes présents sur place.

Les négociations climatiques semblent devenir plus difficiles au fil des COP successives. Gardez-vous espoir ?

***Mme Joëlle Welfring :** Oui, bien sûr. Il faut continuer à travailler. Je pense que les rencontres comme la COP30 sont toujours importantes, même si elles suscitent à chaque fois de grands espoirs qui ne sont jamais satisfaits. Il est important de réunir les décideurs une fois par an afin de faire émerger des solutions. Ce sont parfois des petits pas, mais cela reste des avancées, et c'est très important pour que le sujet du climat reste au centre des préoccupations.*

Il semble qu'il y ait une autre ambiance et un autre engagement sous la direction du Président brésilien, M. Luiz Inácio Lula da Silva. Cela donne espoir pour que les choses bougent. On voit l'importance de la présence et de l'engagement des bonnes personnes qui s'impliquent. Le Président brésilien a la sensibilité nécessaire pour s'engager en faveur des personnes économiquement plus faibles comme les peuples autochtones et d'autres catégories de population. Le plan demandé par de nombreux pays pour sortir des énergies fossiles sera, si son exécution fait partie de la décision globale, une avancée. C'est quelque chose qui donne de l'espoir.

***M. Paul Galles :** Oui, je garde espoir depuis plusieurs années. La dynamique était prévisible. Après la COP21 qui a donné lieu aux Accords de Paris, les choses allaient devenir plus difficiles, car tous les pays sont désormais sous pression pour montrer la manière dont ils remplissent leurs engagements. L'Accord de Paris a mené à des objectifs concrets et on nous rappelle en permanence qu'il faut se tenir à ces engagements. Et tous les pays ne le font pas. Alors il y a des négociations. Des positions contraires. Je vois cela depuis des années. C'est épuisant, cela coûte beaucoup d'énergie.*

Mais il y a deux éléments qui me donnent de l'espoir.

D'abord, la Présidence brésilienne est d'une grande qualité. Elle est bien préparée, elle sait comment dialoguer avec les gens. C'est différent de ce qui fut le cas aux éditions récentes.

Deuxièmement, nous avons compris ces dernières années que tous les enjeux politiques que l'on veut faire avancer doivent être pensés de manière économique. Les avancées ne doivent pas affaiblir l'économie. Tous les pays luttent pour leur économie. Et je pense que la COP est bien équipée, avec des instruments adaptés pour atteindre à la fois les objectifs économiques et climatiques.

Quelle est l'importance de l'engagement des jeunes ?

***Mme Joëlle Welfring :** C'est d'une importance centrale. Je suis heureuse que trois lycées luxembourgeois soient présents à la COP30, en plus des délégués officiels des jeunes qui ont pu participer aux négociations. L'expérience qu'ils transmettent aux jeunes avec lesquels ils sont en contact ici est très importante, afin qu'ils voient que malgré les doutes, quelque chose est en train de se faire. Et que si des gens se mobilisent, ce qui a été le cas à Belém, où les gens ont été dans la rue, cela exerce une influence sur les négociations. Qu'on peut faire bouger les choses, si on s'engage.*

***M. Paul Galles :** C'est vraiment essentiel. Les jeunes nous rappellent, à nous qui sommes un peu moins jeunes, ce qui est important. Il s'agit d'enjeux qui touchent plusieurs générations. On dit souvent que les jeunes sont l'avenir, c'est incomplet. Ils sont aussi le présent, avec nous. La planète est notre bien commun. Mais ils y resteront plus longtemps. Cela signifie qu'ils exigent de nous que nous pensions dès aujourd'hui à demain et à après-demain. Cette dimension manque parfois dans d'autres champs politiques et est très forte ici. Je suis super content qu'autant de jeunes luxembourgeois soient engagés.*

4e édition de la Plateforme internationale pour la Crimée

La 4e édition de la Plateforme internationale pour la Crimée s'est tenue les 23 et 24 novembre 2025 à Stockholm, au Riksdag, dans un contexte géopolitique particulièrement tendu. L'événement a réuni des Présidents et représentants de Parlement issus de presque 70 pays, ainsi que de nombreuses institutions transnationales et internationales. La Chambre des Députés y était représentée par M. Fernand Etgen, Vice-Président. Les parlementaires présents ont réaffirmé d'une seule voix leur soutien inconditionnel à l'Ukraine.

> « Ensemble, nous sommes plus forts que les ennemis de la démocratie et de la liberté »
>
> Andreas Norlén, Président du Parlement suédois

Le Président du Parlement suédois, M. Andreas Norlén, a souligné l'importance de défendre les valeurs démocratiques et le droit pour l'Ukraine de choisir librement son avenir. Il a insisté sur la nécessité d'une coopération accrue entre les nations pour contrer les ambitions impérialistes des grandes puissances. Selon lui, l'Europe est entrée dans une période où elle doit se défendre, y compris par la force, face aux aspirations territoriales de la Russie. Il a appelé à maintenir les lignes rouges fixées par l'Ukraine et à reconnaître les souffrances des populations vivant sous occupation russe en Crimée.

> « Vladimir Poutine cherche à obtenir une reconnaissance légale pour ce qu'il a dérobé et à bafouer le principe d'intégrité territoriale et de souveraineté »
>
> Volodymyr Zelensky, Président ukrainien

Le Président ukrainien, M. Volodymyr Zelensky, a remercié les participants d'avoir rappelé au monde que l'annexion de la Crimée par la Russie en 2014 est une violation du droit international. Il a rappelé les principes essentiels qui ont permis au continent européen de connaître sa plus longue période de paix. Cette stabilité repose avant tout sur la reconnaissance mutuelle de chaque nation et de chaque État, nonobstant sa taille.

M. Zelensky a souligné que ces fondements incluent le respect de la vie humaine ainsi que le refus de toute remise en cause des frontières par l'usage de la force. Le Président a également insisté sur la nécessité de rejeter toute volonté de domination d'autres nations et toute entreprise conduisant à des guerres d'agression. Ces principes, a-t-il rappelé, demeurent indispensables pour préserver la paix et garantir un avenir stable pour l'Europe.

Le Président du Parlement ukrainien, M. Ruslan Stefanchuk, a, lui aussi, exprimé sa gratitude envers les délégations présentes, rappelant que la Plateforme ne constitue pas seulement un lieu central de discussion sur les moyens de restituer la Crimée à l'Ukraine. Elle vise également à débattre des moyens de mettre un terme à l'agression russe, de contrer le rejet de l'ordre international et de progresser vers un processus de paix incluant l'Ukraine et l'Europe, dans le respect des lignes rouges ukrainiennes.

© Riksdag / Melker Dahlstrand

Le Riksdag à Stockholm a accueilli cette année les membres de la Plateforme internationale pour la Crimée.

Les interventions des parlementaires ont convergé autour de trois messages clés :

– Aucune discussion sur l'Ukraine sans l'Ukraine, aucune discussion sur l'Europe sans l'Europe. L'Ukraine et les États européens doivent être pleinement associés à toute négociation de paix ou tout accord ayant un impact sur leur sécurité.

– Aucune violation de l'intégrité territoriale de l'Ukraine. Une paix juste ne peut inclure la cession de territoires conquis par la force. Le droit international doit être strictement appliqué et les frontières nationales doivent être respectées.

– Aucune amnistie pour les responsables du conflit et des atrocités. Une paix durable doit inclure des sanctions contre les instigateurs de l'invasion et les auteurs de crimes de guerre.

M. Fernand Etgen a apporté le soutien de la Chambre des Députés à ces positions, rappelant l'engagement sans faille du Luxembourg en faveur de la liberté de l'Ukraine. Il a insisté sur la participation indispensable de Kyiv à toute négociation de paix et sur la nécessité de défendre le droit international ainsi que les droits humains universels. M. Etgen a également souligné l'importance de poursuivre en justice les auteurs de crimes de guerre commis contre des civils et des enfants, en Crimée comme ailleurs en Ukraine.

« Mir wëlle bleiwe wat mir sinn »

Fernand Etgen, Vice-Président de la Chambre des Députés

Le Vice-Président de la Chambre a rappelé que la devise luxembourgeoise s'applique également à l'Ukraine, qui doit pouvoir rester ce qu'elle est : un pays en paix, libre de choisir son destin, doté de frontières respectées et non continuellement menacées par ses voisins.

La rencontre s'est conclue par l'adoption unanime de la Déclaration de Stockholm, qui appelle au retour de la Crimée sous souveraineté ukrainienne, à une fin du conflit et au rétablissement des frontières internationalement reconnues d'avant 2014.

« Les garanties de sécurité pour l'Ukraine doivent être réelles »

Alors que les pourparlers sont en cours sur un plan de paix pour l'Ukraine, les messages forts au niveau parlementaire se multiplient en faveur d'une « paix juste et durable » en Ukraine – et en Europe.

Une vingtaine de Parlements, ainsi que le Parlement européen, ont cosigné une déclaration commune qui réclame cette « paix juste et durable » pour l'Europe et pour l'Ukraine. Ce sont les présidents des commissions chargées des affaires étrangères, dont M. Gusty Graas, Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région, qui ont défini un certain nombre de lignes rouges. « Rien sur l'Ukraine sans l'Ukraine, et rien sur l'Europe sans l'Europe » peut-on lire dans cette déclaration, signée le 24 novembre 2025.

Dans leur déclaration, les présidents des commissions chargées des affaires étrangères rappellent que « de véritables négociations ne peuvent débuter avec une demande faite à l'Ukraine d'accepter préventivement les exigences russes. L'ère des empires est révolue, et les notions d'"intérêts sécuritaires" russes qui s'étendraient au-delà de ses frontières ou présumeraient le droit, pour la Russie, de façonner l'ordre de sécurité européen, ne seront jamais acceptées par l'Europe. Tout accord doit se concentrer sur la fin de la guerre, la sécurisation de l'avenir de l'Ukraine et le soutien à sa reconstruction ».

« Toute négociation doit commencer par un cessez-le-feu immédiat »

Les cosignataires affirment par ailleurs que « les garanties de sécurité pour l'Ukraine doivent être réelles : fondées sur des engagements juridiquement contraignants et renforcées par des forces de réassurance en Ukraine ainsi que par les capacités nécessaires pour dissuader toute agression future. L'Ukraine ne doit pas être soumise à des limitations concernant ses forces armées, ni à des contraintes relatives à ses politiques étrangères ou intérieures, alors que la Russie n'en subirait aucune ».

Une autre exigence énoncée stipule que « la Russie doit retirer ses troupes des territoires occupés et s'engager auprès des instances internationales afin de garantir la responsabilisation des auteurs d'atrocités ». Par ailleurs, « toute négociation doit commencer par un cessez-le-feu immédiat ».

Retrouvez la déclaration commune (en anglais) en scannant le code QR suivant :

Parité, violence, discrimination : l'APCE se mobilise pour les femmes

La Commission permanente de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) s'est réunie à Chișinău le 21 novembre 2025. C'était la seconde fois que la Moldavie endossait cette responsabilité depuis son adhésion au Conseil de l'Europe en 1995. Au cœur des discussions ont figuré les développements récents autour de la Convention d'Istanbul qui ont eu lieu en Lettonie, la situation politique moldave suite aux dernières élections législatives, ainsi que la problématique de la discrimination genrée dans l'accès aux soins de santé.

Un mandat pro-européen pour la Moldavie

En examinant les élections législatives moldaves du 28 septembre 2025, la Commission permanente a validé un rapport soulignant le caractère compétitif et pluraliste du scrutin. Le rapporteur, M. Christopher Said, de nationalité maltaise, est revenu sur l'analyse en reconnaissant la capacité des électeurs moldaves à exprimer un choix politique véritable, malgré un contexte hautement polarisé.

En effet, ces élections se sont déroulées dans un environnement marqué par d'importantes pressions informationnelles, à l'origine notamment de campagnes de désinformation générées à l'aide de l'intelligence artificielle, l'envoi de faux observateurs et des tentatives de manipulation des scrutins orchestrées depuis Moscou. Face à ces défis majeurs, le verdict électoral n'en apparaît que plus significatif. Les citoyens moldaves ont massivement confirmé leur engagement sur la voie européenne. Le rapport invite le nouveau Gouvernement, conduit par Mme Maia Sandu, à capitaliser sur ce mandat pro-européen en renforçant la résilience institutionnelle, conformément aux standards du Conseil de l'Europe, en consolidant la transparence électorale et en neutralisant les usages détournés des ressources administratives.

Une résistance citoyenne en Lettonie

Un débat d'actualité a été tenu sur la mobilisation citoyenne pour la défense des droits de l'homme et de la démocratie, illustrée par les développements récents en Lettonie. La Convention d'Istanbul – seul instrument international juridiquement contraignant contre la violence envers les femmes – a fait l'objet d'une tentative de retrait par le Parlement letton le 31 octobre 2025.

Cette mobilisation a démontré la capacité de la société civile à infléchir les trajectoires politiques. En seulement quatre jours, plus de 70.000 signatures de citoyens ont été collectées, poussant la Saeima, le Parlement de la République de Lettonie, à ajourner sa décision et à reporter le vote après les élections législatives de 2026.

Dans ce contexte, Mme Octavie Modert a rappelé que « nous ne pouvions plus tenir pour acquis que nos

valeurs communes restent universellement partagées ». La Vice-Présidente de la délégation luxembourgeoise a appelé à la vigilance face au risque d'une érosion progressive des protections accordées aux femmes et aux minorités vulnérables, mettant en garde contre une généralisation en Europe des dérives observées en Lettonie.

Une santé sans discrimination

Les parlementaires ont adopté à l'unanimité une résolution pour combattre les discriminations et les violences fondées sur le genre. Ces problèmes empêchent beaucoup de personnes d'accéder correctement aux soins de santé. La résolution demande aux États membres d'agir concrètement. Notamment les commissions de la santé des parlements sont encouragées à organiser régulièrement des débats publics sur la santé des femmes et des personnes LGBT. Les États membres sont également appelés à mettre en place des programmes de sensibilisation et de prévention contre ces discriminations. L'idée est d'utiliser la diplomatie féministe comme outil pour progresser sur ce sujet à tous les niveaux.

L'APCE a encore adopté de nouvelles règles pour garantir plus d'égalité entre les femmes et les hommes. À partir de janvier 2026, chaque délégation nationale devra compter au minimum 40 % de femmes et 40 % d'hommes, au sein des délégations tout comme parmi les représentants. L'objectif à long terme est, d'une part, d'atteindre la parité complète – comme c'est déjà le cas au sein des délégations auprès de l'Union interparlementaire (UIP) – et, d'autre part, d'en faire une norme. Mme Modert a salué cette avancée, tout en rappelant que la délégation luxembourgeoise respecte déjà cette parité.

Mme Octavie Modert, Vice-Présidente de la délégation luxembourgeoise auprès de l'APCE, a représenté la Chambre des Députés dans la capitale moldave.

Session d'automne de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE

Le sort des enfants ukrainiens au centre des échanges

La délégation luxembourgeoise était composée de M. Emile Eicher, Mme Alexandra Schoos, M. Claude Haagen, M. Gilles Baum et M. Marc Lies (de gauche à droite).

La délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE (AP-OSCE) s'est rendue à Istanbul du 16 au 19 novembre 2025 pour participer à la session d'automne de l'Assemblée. Placée sous le slogan : « The OSCE at 50: Revitalizing Multilateralism through Dialogue and Cooperation », la réunion a mis en avant la création de l'organisation en 1975 et la signature de l'Acte final d'Helsinki.

Les contributions financières importantes du Luxembourg au budget de l'Assemblée ont été saluées

La session a débuté par une réunion de la Commission permanente, au cours de laquelle les chefs de délégation ont examiné les activités récentes et les projets à venir de l'OSCE. M. Gilles Baum, chef de la délégation luxembourgeoise auprès de l'AP-OSCE, a représenté le Grand-Duché lors de ces discussions.

À plusieurs reprises, les contributions extrabudgétaires du Luxembourg pour 2025 ont été saluées. Alors que la situation budgétaire de l'OSCE se complique face à l'augmentation des demandes et des coûts, l'Assemblée dépend en effet de ressources complémentaires. Le trésorier de l'AP-OSCE, M. Johan Büser, a salué les moyens financiers déployés par le Luxembourg, tout en soulignant que ceux-ci avaient permis de mener un large éventail d'initiatives en Europe du Sud-Est.

Les missions d'observation électorale (MOE), qui constituent l'une des missions fondamentales de l'OSCE, ont été passées en revue, notamment celles qui ont eu lieu récemment en Roumanie, en Albanie et en Moldavie. Des membres de la délégation luxembourgeoise ont participé aux deux dernières missions. La prochaine mission d'observation aura lieu au Kirghizistan, où M. Claude Haagen assumera le rôle de coordinateur spécial.

L'Assemblée parlementaire s'engage pour le retour des enfants ukrainiens

La première session de l'Assemblée s'est tenue sous le titre : « Bridging Perspectives: Reinforcing Dialogue, Mediation, and Trust in an Era of Uncertainty ». C'est à cette occasion que le Président de l'AP-OSCE, M. Pere Joan Pons Sampietro, a annoncé que l'Assemblée rejoindra la Coalition internationale pour le retour des enfants ukrainiens, devenant ainsi la première organisation internationale à y adhérer.

Au cours de son intervention, M. Baum a condamné la guerre d'agression menée par la Russie en Ukraine. Il a également évoqué les instabilités en Bosnie-Herzégovine, en Serbie et au Kosovo, convaincu que la clé d'une paix durable réside dans une véritable perspective d'adhésion à l'UE pour les Balkans occidentaux.

« La Russie doit être tenue pleinement responsable de ces crimes odieux »

La deuxième session de l'Assemblée s'est concentrée sur le thème « Strengthening Rule-Based Global Trade: Safeguarding Fairness, Connectivity, and Sustainable Growth ». Dans ce contexte, des experts du monde académique et économique ont partagé leurs analyses sur les développements actuels, expliquant que les tensions géopolitiques pèsent également sur le commerce mondial. Face à ces défis, la résilience serait essentielle.

La dernière session, intitulée « Human Dignity First: Protecting Lives, Upholding Rights, and Supporting Families and Communities », a réuni des intervenants de l'UNICEF et de l'UN OCHA, qui ont souligné l'importance cruciale du financement public pour les ONG et les organisations internationales. Tout en mettant l'accent sur les droits de l'homme, M. Baum est revenu sur le sort des enfants ukrainiens enlevés par la Russie. Il a appelé à une intensification des efforts de l'OSCE, déclarant que « la Russie doit être tenue pleinement responsable de ces crimes odieux, qui bafouent non seulement les droits de l'homme, mais aussi l'essence même de la dignité humaine ».

« Réfléchir de manière ambitieuse »

Lors de la séance de clôture, le chef de la délégation turque a souligné la grande importance des thématiques abordées lors de cette session à Istanbul, ville à la croisée de l'Orient et de l'Occident. Le Président de l'AP-OSCE a encouragé les participants à « réfléchir de manière ambitieuse ». Il a conclu en insistant encore une fois sur le message de M. Baum concernant la libération des enfants ukrainiens détenus par la Russie.

Zoom sur les défis actuels en matière de droits de l'enfant

M. Charel Schmit a remis son rapport d'activités pour l'année 2025 à M. Claude Wiseler, Président de la Chambre, et à Mme Barbara Agostino, Présidente de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.

Les députés ont pris connaissance du rapport annuel 2025 de l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher (OKaJu), M. Charel Schmit, le 17 novembre 2025. L'OKaJu a exposé certains défis constatés dans le cadre du travail pour les droits de l'enfant et a indiqué dans quels domaines des adaptations législatives seraient bénéfiques et nécessaires.

La présentation du rapport annuel de l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher est un rendez-vous traditionnel à l'occasion de la Journée internationale des droits de l'enfant, le 20 novembre.

Lors de l'échange avec les députés, l'OKaJu s'est entre autres prononcé pour :

– l'introduction de « safeguarding policies » (des instruments de prévention et de protection) au sein de toutes les institutions et organisations où des enfants sont encadrés ; l'OKaJu a plus concrètement fait référence au domaine du sport où la mise en place d'instruments de prévention et de protection serait particulièrement bénéfique ;

– une norme légale clairement définie pour que les enfants et jeunes ne soient pas exposés sans restriction aux médias sociaux et à l'environnement numérique ;

– des adaptations à apporter au cadre légal dans le contexte du devoir de vigilance sur la chaîne d'approvisionnement afin de mieux pouvoir protéger les droits de l'enfant et ceci notamment par rapport à l'industrie pornographique établie au Luxembourg ;

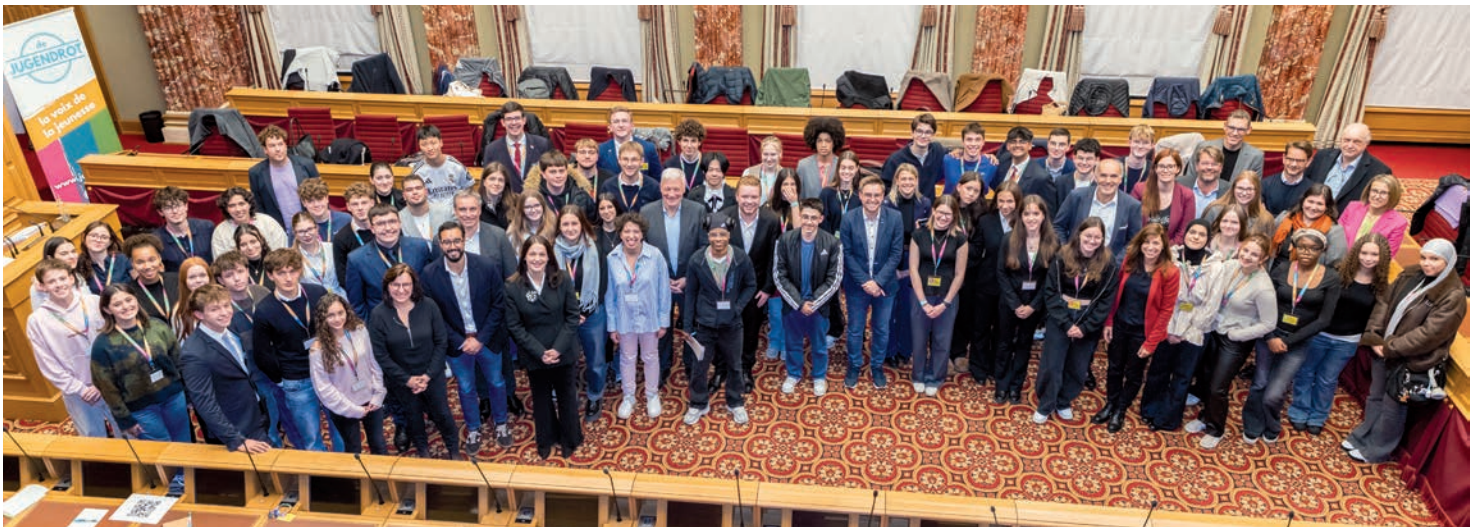
– l'ancrage dans le Code civil du droit à une éducation sans violence ;

– une analyse des risques, notamment en ce qui concerne le risque de passage à l'acte chez une personne ayant consommé du matériel pédopornographique (CSAM – Child Sexual Abuse Material) ; dans ce contexte, l'OKaJu s'est également référé à deux propositions de loi déposées par Mme Sam Tanson et M. Marc Baum ;

– un contrôle de qualité approprié dans les institutions de placement d'enfants ; M. Schmit a précisé qu'en 2025, 1.523 enfants sont placés, dont 61,3 % en institution, tout en attirant l'attention des députés sur le fait que 17 nouveau-nés sont concernés par ces placements, un chiffre qui serait en augmentation.

Les détails du rapport seront analysés dans le cadre des travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.

20e édition du « Jugendkonvent » à la Chambre



Quelque 50 jeunes ont participé à la 20e édition du « Jugendkonvent ».

À l'occasion de la 20e édition de la Convention des jeunes, les participants ont rencontré des représentants politiques du Luxembourg pour échanger sur des sujets d'actualité.

En amont des discussions en salle plénière, les jeunes participants ont préparé leurs positions dans le cadre de quatre ateliers thématiques :

– Futur démocratie - Comment veux-tu décider demain ? / Zukunft Demokratie - Wéi wëlls du muer entscheeden?

– La démocratie agit ! – La démocratie agit-elle ? / Demokratie wierkt! Wierkt d'Demokratie?

– Démocratie à l'école / Demokratie an der Schoul

– Démocratie et inclusion / Demokratie an Inklusioun

L'édition inaugurale de la Convention des jeunes a eu lieu le 13 mai 2005 et a été organisée à ce moment en amont du référendum sur le Traité établissant une Constitution pour l'Europe, sous le nom de « Convention jeunes sur la Constitution européenne ».

Elle se tient chaque année et s'inscrit dans une série d'événements à la Chambre des Députés qui, coorganisés avec la Conférence générale de la jeunesse du Luxembourg (CGJL, également connue sous le nom de « Jugendrot »), visent à promouvoir la participation citoyenne auprès des jeunes.

Échange d'informations entre services répressifs dans l'UE

8489 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 22 février 2018 relative à l'échange de données à caractère personnel et d'informations en matière policière en vue de la transposition :
1° de la directive (UE) 2023/977 du Parlement européen et du Conseil du 10 mai 2023 relative à l'échange d'informations entre les services répressifs des États membres et abrogeant la décision-cadre 2006/960/JAI du Conseil ;
2° de la directive (UE) 2023/2123 du Parlement européen et du Conseil du 4 octobre 2023 modifiant la décision 2005/671/JAI du Conseil en ce qui concerne sa mise en conformité avec les règles de l'Union relatives à la protection des données à caractère personnel

Le projet de loi a pour objet de transposer en droit national la directive (UE) 2023/977 ainsi que la directive (UE) 2023/2123.

La directive (UE) 2023/977 actualise le cadre juridique en matière d'échange d'informations entre les services répressifs des États membres de l'Union européenne. Elle établit des règles visant à permettre un échange plus rapide et plus efficace des informations, en vue de prévenir et détecter les infractions pénales ou de mener des enquêtes en la matière. En vertu de ces nouvelles dispositions, chaque État membre de l'Union européenne est tenu de mettre en place un point de contact unique, opérationnel en permanence, chargé de coordonner et de faciliter les échanges d'informations dans des délais déterminés.

La directive (UE) 2023/2123 consiste principalement à mettre en conformité la décision 2005/671/JAI relative à l'échange d'informations concernant les infractions terroristes avec la directive (UE) 2016/680 « police-justice » du 27 avril 2016. La directive (UE) 2023/2123 prévoit notamment les finalités de traitement des données à caractère personnel lesquels doivent être respectés par la Police grand-ducale et l'Administration des douanes et accises dans leurs échanges d'informations avec Europol et d'autres États membres de l'Union européenne.

Dépôt par M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures, le 31/01/2025
Rapportrice : Mme Stéphanie Weydert

Travaux de la Commission des Affaires intérieures
(Présidente : Mme Stéphanie Weydert) :

05/02/2025	Désignation d'un rapporteur Présentation du projet de loi
18/06/2025	Examen de l'avis du Conseil d'État Adoption d'une série d'amendements parlementaires
02/07/2025	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
22/10/2025	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État Présentation et adoption d'un projet de rapport

---

Vote en séance publique : 29/10/2025
Loi du 28 novembre 2025
Mémorial A : 2025, n° 524, page 1

Vidéosurveillance à des fins policières (VISUPOL)

8512 – Projet de loi portant modification de l'article 43bis de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale

Le projet de loi a pour objet d'adapter l'article 43bis de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale, article relatif à la vidéosurveillance à des fins policières (VISUPOL) dans l'espace public. Il vise à réformer la procédure qui encadre l'autorisation de placement sous vidéosurveillance des lieux accessibles au public, laquelle est, selon les auteurs du projet de loi et au regard de l'expérience acquise depuis l'introduction de cet instrument en juillet 2021, trop compliquée pour « répondre de manière efficace aux besoins sécuritaires ».

Les adaptations proposées portent notamment sur les autorités habilitées à proposer des lieux à soumettre sous vidéosurveillance, la liste des lieux présentant un risque particulier de commission d'infractions pénales, les entités intervenant dans la procédure d'autorisation, la durée de validité de l'autorisation de vidéosurveillance ainsi que les modalités de son renouvellement.

Dépôt par M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures, le 18/03/2025
Rapportrice : Mme Stéphanie Weydert

Travaux de la Commission des Affaires intérieures
(Présidente : Mme Stéphanie Weydert) :

27/03/2025	Désignation d'un rapporteur Présentation du projet de loi
11/06/2025	Examen de l'avis du Conseil d'État Adoption d'un d'amendement parlementaire
22/10/2025	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État Présentation et adoption d'un projet de rapport

---

Vote en séance publique : 29/10/2025
Loi du 28 novembre 2025
Mémorial A : 2025, n° 525, page 1

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** **p. 10**
   M. Claude Wiseler, Président
2. **Communications** **p. 10**
   M. Claude Wiseler, Président
3. **Ordre du jour** **p. 11**
   M. Claude Wiseler, Président | Mme Taina Bofferding
4. **Déclaration de M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, sur la politique européenne et étrangère** **p. 11**
   M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

Présidence : M. Claude Wiseler, Président

Au banc du Gouvernement : M. Luc Frieden, Premier ministre ; M. Xavier Bettel, Vice-Premier ministre ; Mme Yuriko Backes, M. Gilles Roth, M. Léon Gloden, M. Eric Thill, Ministres

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

2. Communications

Ech hu follgend Kommunikatiounen ze maachen.

Éischtens: D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

Zweetens: D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

An drëttens: D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président – séance publique du 28 octobre 2025

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets suivants ont été déposés auprès de l'Administration parlementaire :

8638 – Projet de règlement grand-ducal modifiant :
1° le règlement grand-ducal modifié du 14 novembre 2016 concernant la protection de la sécurité et de la santé des salariés contre les risques liés à des agents chimiques sur le lieu de travail ;
2° le règlement grand-ducal du 13 mars 2025 concernant la protection des salariés contre les risques liés à l'exposition à des agents cancérigènes ou mutagènes ou à des substances reprotoxiques sur le lieu de travail

Dépôt : M. Georges Mischo, Ministre du Travail, le 14/10/2025

8640 – Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;
2° de la loi du 23 décembre 2005 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2006 ;
3° de la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques

Dépôt : M. Gilles Roth, Ministre des Finances, le 15/10/2025

8641 – Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2024

Dépôt : Commission des Comptes, le 16/10/2025

8642 – Projet de loi portant modification :
1° de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ;
2° de la loi modifiée du 19 mai 2003 modifiant :
1) la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ; 2) la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État ;
3) la loi modifiée du 28 mars 1986 portant harmonisation des conditions et modalités d'avancement dans les différentes carrières des administrations et services de l'État ;
4) la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'État ;
5) la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois ;
6) la loi modifiée du 27 mars 1986 fixant les conditions et les modalités selon lesquelles le fonctionnaire de l'État peut se faire changer d'administration ;
et portant création d'un commissariat du Gouvernement chargé de l'instruction disciplinaire ;
3° de la loi modifiée du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État ; et
4° de la loi du 18 juillet 2018 relative au statut disciplinaire du personnel du cadre policier de la Police grand-ducale, en vue de la mise en œuvre du point 7 de l'accord salarial dans la Fonction publique du 9 décembre 2022 et du point 15 de l'accord salarial dans la Fonction publique du 29 janvier 2025

Dépôt : M. Serge Wilmes, Ministre de la Fonction publique, le 16/10/2025

8645 – Projet de loi relative à la rénovation et à l'extension de l'ancien Lycée technique agricole à Ettelbruck pour les besoins du Lycée technique d'Ettelbruck

Dépôt : Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 22/10/2025

8646 – Projet de loi portant modification du Code de la consommation en ce qui concerne le Conseil de la consommation et le règlement en ligne des litiges de consommation

Dépôt : Mme Martine Hansen, Ministre de la Protection des consommateurs, le 22/10/2025

8647 – Projet de loi relative aux mesures de protection contre les organismes nuisibles aux végétaux et aux contrôles officiels et autres activités officielles en matière de santé des végétaux

Dépôt : Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture, le 22/10/2025

3) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

3836 – Demande de pétition publique : Fir d'lëtzebuergesch Sprooch als obligatorescht Fach mat Schreifkompetenzen an alle Schoulen a Lycéeën

Dépôt : M. Aleks Jevdokimov, le 13/10/2025

3837 – Demande de pétition publique : Plus d'éducateurs dans les maisons relais

Dépôt : Mme Carine Gomes Domingues, le 13/10/2025

3838 – Demande de pétition publique : Installation de dispositifs réfléchissants (catadioptres) sur les autoroutes non éclairées du Luxembourg

Dépôt : M. Sami El-Gabbas, le 14/10/2025

3839 – Demande de pétition publique : Parking : 30 min gratuites soins à domicile

Dépôt : Mme Adrienne Bellomo, le 14/10/2025

3840 – Demande de pétition publique : Lëtzebuergesch Bréiwer

Dépôt : Mme Celine Schmit, le 15/10/2025

3841 – Demande de pétition ordinaire : Pour la possibilité de transférer volontairement le congé parental d'un parent à l'autre

Dépôt : M. Cyril Blum, le 15/10/2025

3842 – Demande de pétition publique : Pour la protection des libertés fondamentales et de la souveraineté individuelle dans le cadre du déploiement du eIDAS 2.0

Dépôt : M. Sven Eli Lima Soares, le 16/10/2025

3843 – Demande de pétition publique : Pour que les compteurs d'électricité tournent dans les 2 sens

Dépôt : M. Frédéric Claude Adelin Nicolas, le 16/10/2025

3844 – Demande de pétition publique : Protection urgente des familles monoparentales et résidents vulnérables au Luxembourg

Dépôt : Mme Grace Ndzeme Walker, le 17/10/2025

3845 – Demande de pétition publique : Amélioration du suivi des demandeurs d'emploi et des pratiques des employeurs à l'ADEM

Dépôt : Mme Grace Ndzeme Walker, le 17/10/2025

3846 – Demande de pétition ordinaire : Verstärkter Einsatz mobiler Radarkontrollen und Anpassung der Sanktionen

Dépôt : M. Bob Mannes, le 18/10/2025

3847 – Demande de pétition publique : Pour une réforme structurelle, équitable et ambitieuse de la TVA superréduite en faveur des rénovations

Dépôt : M. Baas Brimer, le 20/10/2025

3848 – Demande de pétition publique : Fahrlizenzentziehung für Frauen und Ältere

Dépôt : M. Bruno Marques Ramos, le 20/10/2025

3849 – Demande de pétition publique : Interdiction de mise à mort des homards ou autres crustacés par ébouillantage

Dépôt : Mme Sara Laura Pica, le 20/10/2025

3850 – Demande de pétition ordinaire : Faire cesser la série de vols dans les véhicules stationnés au plateau Altmünster (Clausen, Luxembourg) en sécurisant la rue

Dépôt : Mme Lydia Kamenoff, le 20/10/2025

3851 – Demande de pétition publique : Pour autoriser, sous conditions strictes, le port de sprays au poivre pour l'autodéfense au Luxembourg

Dépôt : M. Enzo Vittorio Emanuele Schrijen, le 21/10/2025

3852 – Demande de pétition ordinaire : Projet de loi n° 8627 – CRD VI – Observation technique sur l'exigence de dotation de capital des succursales de pays tiers

Dépôt : M. Paul Letzelter, le 21/10/2025

3853 – Demande de pétition publique : Pétition pour la promotion du contrôle et de l'élimination des espèces invasives au Luxembourg

Dépôt : M. Christophe Riquier, le 22/10/2025

3854 – Demande de pétition publique : Égalité des conditions légales entre les trottinettes électriques et les véhicules de 49 ccm³ au Luxembourg

Dépôt : M. Laurent Jeannot Germain Coos, le 24/10/2025

3855 – Demande de pétition ordinaire : Proposition de pétition concernant le système de pension

Dépôt : M. Pascal Gross, le 24/10/2025

3856 – Demande de pétition publique : Digital Zertifizéierung vun der Carte d'identité iwwer MyGuichet.lu mat Face ID

Dépôt : M. Lionel Reinhard, le 24/10/2025

3857 – Demande de pétition ordinaire : Objet : Pétition relative à l'obligation de coordination entre les administrations publiques et à l'interdiction de se limiter à la réponse « cela ne relève pas de nos compétences » sans orientation vers l'autorité compétente

Dépôt : Mme Edyta Potalska, le 25/10/2025

N.B. Les intitulés des pétitions sont susceptibles d'être modifiés tant que la Conférence des Présidents n'a pas statué sur leur recevabilité. Dans le cadre du présent compte rendu, l'Administration parlementaire se réserve le droit d'apporter certaines corrections d'ordre grammatical et orthographique aux intitulés des pétitions.

(Tous les documents peuvent être consultés auprès de l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Den Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn.

(Interruption)

Ech wëll Iech nach zwou Informatioune matdeelen.

De Rapport vum Projet de loi Nummer 8494 ass eréischt gëschter Moien duerch Lettre circulaire vun der Mobilitéitskommissioun ugeholl ginn. Den Delai vun dräi Deeg tëscht der Diffusioun vum Rapport an den Diskussiounen an der Sëtzung ass awer domat agehale ginn.

Zweetens: De Rapport vum Projet de loi Nummer 7650 ass wuel den 23. Oktober 2025 an der Agrikulturkommissioun ugeholl ginn, mee et hunn nach missen e puer Ännerunge virgeholl ginn an dofir ass d'Diffusioun vum Rapport eréischt de Moie geschitt, soudass den Delai vun dräi Deeg tëscht der Diffusioun vum Rapport an den Diskussiounen an der Sëtzung net kann agehale ginn. Deemno gëtt proposéiert, datt d'Chamber eng Derogatioun gëtt, andeems se den Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, unhëlt.

An deem Sënn wollt ech froen, ob d'Chamber mat dem Ordre du jour esou d'accord ass.

An da gesinn ech eng Wuertmeldung vun der Madamm Bofferding. Madamm Bofferding, Dir hutt d'Wuert.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Merci, Här President. Mir si mat deene Modifikatiounen averstane. Par contre froe mer kuerzfristeg, e Projet de loi, den 8399, vum Ordre du jour erofzehuelen. Et ass d'Schafung vum nationalen Akafs- a Logistikzenter an der Santé. Dir hutt alleguerte matgedeelt kritt vun der CGFP – si haten de Moien e Pressecommuniqué erausginn –, dass si net domadder averstane sinn. Dass ee géint e Gesetz ass, ass elo näischt Aussergewéinleches, mee trotzdeem, mir sinn hei awer an engem ganz anere Cas de figure. Hei geet et drëms, dass si elo wäerte virun d'Conciliatioun goen. Si hunn och e Bréif un d'Ministesch geschéckt, wou si dorop higewisen hunn. Do krute si als Äntwert, dass als Éischt mol soll de Projet de loi gestëmmt ginn. An da géif ee kucken, wéi ee sech dann do géif eenegen. Da géifen d'Diskussioune stattfannen.

Mir si jo villes vun der Regierung gewinnt am Sozialdialog, mee dat heite fanne mer awer net déi gutt Manéier. Mir géifen et méi propper fannen, wann een deen elo géif emol kuerzfristeg erofhuele vum Ordre du jour, fir dass dat géif propper gekläert ginn. Well hei gëtt et nach Klärungsbedarf. Do sinn nach Diskussiounen.

An dofir eeben eis Demande, fir deen – ech mengen, et ass en Donneschdeg de Mëtten, wou e virgesinn ass – dee Moment kënne vun der Dagesuerdnung erofzehuelen. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bofferding, fir déi Wuertmeldung. Ech géif froen, ob dozou Kommentare sinn, ob ee wëllt Stellung huelen, well mir missten elo decidéieren, wat mer maachen, ob mer den Text um Ordre du jour halen oder ob mer den Text net um Ordre du jour halen.

(Interruption)

Gutt, da géif ech fir d'éischt e Vott maachen iwwert d'Propositioun, fir dee Punkt vum Ordre du jour erofzehuelen, also d'Propositioun, déi d'Madamm Bofferding gemaach huet.

Vote sur la modification de l'ordre du jour

Wien ass mat der Madamm Bofferding hirer Propositioun d'accord?

Merci.

Ass een, dee sech enthält?

Wien ass géint déi Propositioun?

Dann ass d'Propositioun vun der Madamm Bofferding ofgeleent.

An da géife mer un de Vott vun dem Ordre du jour kommen. Kann ech dovunner ausgoen, datt d'Chamber mat dem Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz en also initialement virgeschloen huet, averstanen ass?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert a mir féieren de Programm esou duerch, wéi en initialement virgeschloe ginn ass.

(Brouhaha)

4. Déclaration de M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, sur la politique européenne et étrangère

Mir héieren haut de Mëtten d'Deklaratioun vum Här Xavier Bettel, Minister fir auswäerteg Ugeleeënheeten an Aussenhandel iwwert d'Europa- an Aussepolitick vun der Regierung. Här Minister fir auswäerteg Ugeleeënheeten an Aussenhandel, Dir hutt d'Wuert. Här Minister.

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Merci, Här President.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, alljoers hu mer deen Exercice, fir eng Kéier en Tour iwwert de Globus ze maachen, fir ze kucken, wéi et op där anerer Säit vum Globus ass. Awer et sollt een och ganz oft als Ausseminister, an och zoustänneg fir d'Groussregioun, net vergiessen, wat direkt hannert der Grenz stattfënnt an der Groussregioun, an och, wéi wichteg déi fir eis ass.

Zënter dem leschte Joer ass vill geschitt. Et ass en neie President an Amerika gewielt ginn. Et ass am Moment e Waffestëllstand am Noen Osten. An der Ukrain ass leider d'Situatioun nach ëmmer net gutt. Et deit sech och am Moment net e Friddensofkommes vusäite vu Russland un.

Wa mer vun Onstabilitéit schwätzen − an ech wäert duerno méi an den Detail goen −, muss een iwwert de Sudan kënne schwätzen, iwwer Venezuela, iwwer eng fragill Situatioun an de Grands Lacs. Et muss een am Moment vun Tensioune schwätzen am Balkan tëschent verschiddene Länner, an och tëschent Thailand an engem Noper. An ech kéint d'Lëscht weiderféieren … An ech wäert duerno, wa mer den Tour duerch d'Kontinenter maachen, och op deen een oder deen aneren agoen. Mee dat heescht ganz vill Onstabilitéit.

Mir hunn och eng nei politesch Situatioun, eng gewësse politesch Onstabilitéit a Frankräich, eng Regierung, déi 24 Stonne gehalen huet. Dat sinn och Situatiounen, déi mer virdrun net kannt hunn.

Mir hu muer an Holland Walen. Mir hunn en neie Premierminister an Tschechien, den Här Babiš, fir deen elo och nach just ze nennen. Mir hunn extreem riets Parteien, déi a ganz ville Länner an de Sondagë ganz vir sinn, an Däitschland eng AfD, déi an deene leschte Sondagë virun enger CDU ass, e Geert Wilders an Holland, deem seng Partei am Moment éischt Partei ass, eng FPÖ an Éisträich, déi éischt Partei ass, e Front national, deen a Frankräich éischt Partei ass. An d'Lëscht geet esou weider, wou een awer och gesäit, dass do Situatioune sinn, déi net déi previsibelst Zukunft verspriechen.

An där Situatioun muss ee sech am Fong d'Fro stellen: Wat ass dann d'Roll vun engem awer stabille Land? Dat muss ech soen: eng stabill politesch Landschaft an engem klenge Land. Et soll een elo net Egotrippen hunn a mengen, mir géifen alles aleng kënnen decidéieren, en Afloss hu wéi ganz grouss Länner. E Land, wat duerch de Multilateralismus lieft, wat duerch déi Relatiounen, déi et mat deenen aneren huet, och eng Vertrauensrelatioun konnt opbauen. E Land, wat Siège ass vun enger Rëtsch europäeschen an internationalen Institutiounen. E Land, wat sech am Fong och fir de Fridden a fir d'Sécherheet asetzt, ouni d'Wäerter ze vernoléissegen … An et gëtt wéineg Länner − an dat wëll ech jiddwerengem hei au départ soen −, déi am Fong esou vill profitéiere vun enger sécherer internationaler Lag a vum Respekt vun de Wäerter wéi e klengt Land.

Déi Garantië si justement Garantien, dass net dee Stäerksten deen ass, deen deem manner Staarke Saache kann imposéieren.

Ech hunn et gesot, elo ass et knapp e Joer hier, dass an Amerika de President Trump erëmgewielt ginn ass. Mir haten, a mengem virege Liewen, och scho Kontakt mat der Administratioun vum President Trump a mir sinn der Meenung, dass et och wichteg ass, en oppent an éierlecht Gespréich mat hinnen ze hunn. Ob een et wëll oder net, onofhängeg dervun, wien elo President ass an Amerika, ass Amerika eise gréisste Partner ausserhalb vun Europa, besonnesch wat de Commerce ugeet, mee och a Beräicher wéi zum Beispill der Sécherheet.

An aus deem Grond si mir ëmmer beméit gewiescht, fir awer och mat eisem transatlantesche Partner eng heiansdo e bësse méi komplizéiert, mee awer ëmmer eng Relatioun ze hunn an den Dialog och oprecht ze

halen. Ech hat am Abrëll 2025 meng éischt Echangen zu Washington, wou ech och deemools d'Lisa Kenna gesinn hunn. De Marco Rubio war net do. Si hate mech awer invitéiert. A virun allem hat ech och de Jamieson Greer gesinn, dat war den Handelsrepresentant, deen déi ganz „tariffs" ausgehandelt huet. Do hat eis Ambassadrice zu Washington och e Mëttegiessen organiséiert.

Ech war och op d'Westküst an an Texas, wou eeben eis kommerziell Opportunitéiten am Mëttelpunkt stoungen. An et war och wichteg, do en Echange ze hunn, zum Beispill mam Gouverneur, wat tëschent Lëtzebuerg an Texas méiglech ass.

Dat, wat mer Suerge mécht an der Relatioun tëschent Amerika an ... Dat ass net nëmme mat Lëtzebuerg, dat ass am Fong de Multilateralismus, mat deem aneren. Et sinn déi Agencen, et ass dat Gemeinsaamt, dat Internationaalt, wou een awer gesäit, dass e gewëssene Retrait do ass vun der amerikanescher Säit, och bei Finanzementer vu verschiddenen internationalen Organisatiounen. A mir gesinn awer och, dass den Här Trump sech bewosst ass, dass en awer och eng Roll huet op internationalem Niveau. An ech hoffen, dass zum Beispill beim Accord, deen den Här Trump am Moment tëschent Israel a Palästina gemaach huet, duerno och gekuckt gëtt, zum Beispill an engem Sécherheetsrot, fir do gemeinsam Truppe kënnen ze huelen, fir eng Stabilisatiounsmissioun am Gaza kënnen zesummen ze decidéieren.

Mir hunn och gesinn, dass dem Här Trump seng Wal Ännerunge mat sech bruecht huet. En huet, ob een et wëll oder net, et awer fäerdegbruecht, dass zum Beispill bei de Grands Lacs, wat och nach ganz fragill ass, awer e gewëssene Calme komm ass, dass tëschent Aserbaidjan an Armenien e gewëssene Calme komm ass, dass am Mëttleren Osten, also Moyen Orient, dat hunn ech virdru gesot, och e gewëssene Calme komm ass.

Mee, wéi gesot, ech hat dat eng Kéier ugekënnegt, wann ee gefrot ginn ass vun der Press, ob een dann zum Beispill eng Kandidatur vum Donald Trump fir de Friddensnobelpräis géif ënnerstëtzen ... Fir mech war dat an Israel, wann dat hält, en éischte Schratt, mee d'Ukrain kann een net vergiessen ...

Et kann een net, wann een ee Succès huet, a wann ee sech engagéiert huet, dass ee jo dee wier, deen all Konflikt kéint léisen – an ech wëll just drun erënneren, dass dat jo dee sollt sinn, dee bannent 48 Stonne sollt geléist ginn –, deen einfach vergiessen! An ech hoffen, dass den Här Trump sech och bewosst ass, dass hien am Moment deen ass, deen an deem doten Deel vun döser Welt déi gréisst Influenz huet. Dat ass esou, ob mer et wëllen oder net!

Wann ech nämlech bei der Ukrain sinn, gesi mer do, dass eng Aggressioun vu russescher Säit komm ass, an déi Aggressioun ass nach ëmmer do. Mir si fir e gerechte Fridden. Mir si fir e richtege Fridden. A fir e richtege Fridden ze kréien an e gerechte Fridden, muss d'Ukrain och staark un de Verhandlungsdësch kommen. Wann d'Ukrain geschwächt a Verhandlunge kënnt, ass dat net gutt, weeder fir Friddensverhandlungen nach fir d'Ukrain.

D'lescht Woch hate mer hei zu Lëtzebuerg e Conseil des affaires générales an e Conseil des affaires européennes, wou och déi ungaresch Kolleegen, eng Kéier den Ausseminister an eng Kéier den EU-Minister, do souzen, wou déi Rumeur jo zirkuléiert ass, dass den Här Putin an den Här Trump sech géifen an Ungarn treffen.

Ech muss Iech perséinlech soen, Här President, dass dat vis-à-vis vun all deenen anere 26 Länner awer zimmlech e Schlag an d'Gesiicht war. Dass grad dat Land erausgesicht ginn ass, wat am Moment souguer Negociatioune vun Accessioun vis-à-vis vun enger Ukrain blockéiert! Wat am Moment och d'Hëllef fir d'Ukrain blockéiert. Dass dann déi zwee sech am Fong do zu Budapest géifen treffen! Ech hunn do dem Ausseminister an dem Europaminister gesot, dass, wa si der Meenung wieren, dass dat déi richteg Plaz wär, ech op d'mannst vun hinne géif erwaarden, dass den Här Selenskyj mat invitéiert gi wär.

Da kritt ee geäntwert, jo, si wiere jo da just den Organisateur gewiescht. Ech muss Iech soen, ech hunn dat am léifsten, dass déi Reunioun elo iwwerhaapt net zu Budapest stattfënnt an dass am Fong d'Ukrain gestäerkt gëtt. Well Negociatiounen ouni d'Ukrain um Dësch sinn Negociatiounen, déi net am Interêt si vun dësem Dossier.

Mir hunn am Fong hautdesdaags eng Sécherheetsarchitektur, déi awer instabill ass, kommt, mir sinn éierlech. Mir hunn och als europäesche Kontinent zënter dem Zweete Weltkrich awer e bëssen eis reposéiert um Verlooss op en amerikanesche Partner, wou am Fong den Här Trump seet – an ech sinn elo elo net hei, fir den Här Trump ze verteidegen –: „Mir sinn amgaangen, är Steiergelder, léif Amerikaner ze benotzen, fir am Fong d'Sécherheet vun engem europäesche Kontinent kënnen ze garantéieren." A wéi den Här Trump gewielt ginn ass, huet e gesot: „Domadder geet et duer! Domadder geet et duer! Jiddweree muss seng Part de responsabilité huelen!"

Ech wëll just drun erënneren: Wéi ech als Premier ugefaangen hunn, do ware mer ënner 0,5 %. Ënner 0,5 %! An et ass dann awer schwéier, ze erklären, dass et onsem Land esou gutt geet, a mir ware bei 0,5 %. An dofir sinn ech frou, dass mer – och scho mat de Virgänger, dem Étienne Schneider an dem François Bausch, an och haut mat dem Yuriko Backes – Ministeren hunn, wou weider déi Solidaritéit an dësem Projet vun der NATO ass, fir och nees seriö kënne matzediskutéieren.

Et ass schwéier ze erklären. Ech hunn et ëmmer probéiert. A mir hunn eng Arméi vun 800, 900 Leit, dat heescht, mir hunn net déi selwecht Moyenen. Mee mir sollen net einfach soen, dass mer net gewëllt sinn, am Fong eis Part de responsabilité matzedroe bei de Käschte vun der NATO.

„Europe First" kéint jo eppes sinn, wat elo e Populist Iech géif soen, well d'Amerikaner soe jo „America First". Mee virun allem dierf et ni „Europe Alone" sinn oder „America Alone". Dat geet net! Dee Solidaritéitsmechanismus, déi Ënnerstëtzung, déi een huet, dat Verloossen een op deen aneren, muss nees opgebaut ginn.

De Premierminister, d'Defenseministesch an ech selwer waren och zu Den Haag op deem Sommet, wou dunn op eng Kéier déi Zuel vu 5 % do gesot ginn ass, déi ee misst als Zil eng Kéier erreechen. Mee fir eis ass et wichteg, an ech insistéieren och dorop, zesumme mam Premierminister, mat der Defenseministesch – an ech gesinn och den Noper riets, de Finanzminister –, hu mer och en Interêt, dass mer net nëmme Sue verdeelen, eng Depense maachen. An dofir hunn ech och als Aussenhandelsminister déi Missioun, fir bei verschidde Betriber kucken ze goen, wou mer kënnen à moyen terme oder à long terme och e Retour économique hunn. Mir sinn och an der Regierung amgaangen, ze kucken, wéi do de Cadre légal ganz kloer ka sinn, fir dass ee kee Reproche ka maachen.

Mee ech weess elo schonn, Här President, deen Dag, wou eng Firma kënnt, déi iergendeppes produzéiert, do wäert jiddwereen nees soen: „Muss dat zu Lëtzebuerg sinn?" Nee, et kann och zu Tréier sinn, et kann och zu Metz sinn an et kann och zu Arel sinn! Si kënnen och do d'Aarbechtsplaze schafen a mir kënnen do akafe goen. Mir mussen awer just eng Kéier wëssen, wat mer wëllen.

Une voix | Très bien!

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Mir hunn, Här President ... Also, do muss ech och e Mea culpa maachen. Wann ee mer gesot hätt viru 26 Joer, wéi ech hei gewielt gi sinn als jonken Deputéierten, dass ech hei eng Kéier, wéi nennt een dat, hei op der Tribün géif stoen, um Riednerpult géif stoen an erklären, dass ee misst méi fir d'Militärausgabe ginn, dann hätt ech Iech selwer gesot: „Nee, ech gleewen net drun. Dat kann net sinn! Mir kënnen dat net!" Mee d'Situatioun haut an déi Ongewëssheet, déi Onsécherheet, dat bréngt mat sech, dass d'Dissuasioun en Deel am Fong vun der Diplomatie an och vun der Defense ginn ass an dass ech och elo där Meenung sinn.

An ech war och wierklech, Här President, rassuréiert iwwert déi lescht Sondagen, déi gemaach gi sinn, iwwert d'Akzeptanz vun dem Lëtzebuerger, deen och gesäit, dass mer an d'Defense wëllen investéieren, an d'Ukrain investéieren, an och an ons eege Sécherheet, ons eegen Zukunft.

Mir sinn, Här President, am Moment als Lëtzebuerg weider bereet, d'Ukrain ze ënnerstëtzen. Mir hunn et gemaach dès le départ, mir maachen et elo nach a mir maachen et och weider. Mee ech war selwer dräimol an der Ukrain, och eng Kéier zesumme mat der Defenseministesch, wou mer och Rendez-vous hate mam President, mat der Madamm Selenska an och mam Ausseminister, a wou mer Mauere kucke gaange sinn, Här President, vu jonke Leit, déi am Krich gestuerwe sinn. Déi meescht ware vill méi jonk wéi ech. An dat ass dee Moment, wou ee sech da bewosst ass, wat een eng Chance huet, an engem Land grouss ginn ze sinn, wou een am Fong net muss Angscht hunn als Papp oder als Mamm: Kënnt mäi Fils muer heem? Dat ass awer haut d'Realitéit an der Ukrain an och nach op anere Plaze ronderëm d'Welt.

An d'Ukrain ënnerstëtzen, heescht och deen europäesche Wee. An ech wäert duerno bei der Europapolitick, bei der Erweiderung, och dorop kommen. Mee d'Ukrain muss net musse wielen. D'Ukrain muss net soen: „Mir wëlle Fridden a Sécherheet", oder: „Mir wëllen Europa", oder: „Mir wëllen d'NATO". Si mussen net gesot kréien: „Dir dierft eppes vläicht huelen, an dann decidéieren anerer, wat fir iech gutt ass!"

Déi humanitär Hëllef, Här President, ass och weider wichteg. An net méi spéit wéi de Moien hat ech d'Chance, zesumme mat engem jordanesche Prënz an och mat eisem Grand-Duc, d'Ouverture ze maache vun enger Konferenz, déi am Fong d'Innovatioun vum Demining mécht. Am Moment gëtt nämlech méi investéiert an d'Fuerschung vu Waffe wéi an d'Protektioun géint Waffen. Et ass eeben déi Defensewell, déi mer am Moment hunn. Mee mir erfannen ëmmer méi technologesch Saachen.

Beim Demining muss een zum Beispill wëssen, dass, souguer wann e Friddensaccord bis ënnerschriwwe ginn ass, zéng, zwanzeg, drësseg Joer duerno nach ëmmer Leit blesséiert ginn. Wéi ech zesumme mam Här Graas a mam Här Clement am Laos war, hu mer sur place Verschiddenes gesinn. De But vun enger Minn ass net, dass ee stierft. De But vun enger Minn ass, dass ee blesséiert gëtt, fir am Fong ni méi schaffe kënnen ze goen a fir ëmmer markéiert ze sinn. Dat ass d'Realitéit. An dofir sinn ech jo och ganz frou, dass mer déi Konferenz kënnen hei zu Lëtzebuerg maachen.

Ech wäert elo op Gaza a Palästina an Israel kommen. Mee do ass einfach eng gewësse Situatioun, déi mer am Moment hunn, wou mer am Fong ganz oft nokucken, wéi Saachen zerstéiert ginn. An an den nächste Wochen a Méint oder Jore wäerte mer nees Konferenze maache fir den Opbau vun deene Plazen, déi vun anere Mënsche futti gemaach gi sinn.

An ech wëll och, well de Ministère des Affaires étrangères ass och mam Ministère de la Défense am selwechten Intitulé, dofir Merci soen der Stellvertriederin a Ministerin, mat hirer ganzer Ekipp, fir déi dräi D-en, well d'Defense, d'Diplomatie an d'Dissuasioun gehéieren am Fong an den Developpement, déi Saache passen all zesummen, fir eeben och do déi Koordinatioun kënnen ze maachen.

Iwwert d'militäresch Hëllef: Ech hunn Iech gesot, mir solle vun 2 % op 5 % eropgoen. Ech wëll just drun erënneren, dass mer op den RNB bis 2035 gekuckt ginn. An do soen ech der Madamm Backes Merci, an och dem Premierminister Frieden, deen zesumme mam Här Rutte dat ausgemaach huet, dass mer dat op den RNB gerechent kréien. Well wann et op de PNB gerechent gi wier, da wier d'Rechnung nach vill, vill méi héisch gewiescht, wéi dat de Fall ass.

(Interruption)

Jo, mee den Här Bausch och. Ech hu scho virdru gesot, den Här Bausch, ech kann och allkéiers, wann ech vun Defense schwätzen, den Här Bausch soen, dann ass d'Madamm Tanson zefridden. Den Här Bausch deemools och. An et ass awer gefestegt ginn elo op deem leschte Sommet. Dat war zu Den Haag, dat war dëst Joer, wou den Här Bausch net méi an der Regierung war.

Mir sinn och bei der Coalition of the Willing – wou ech d'Foto viru Kuerzem gesinn hunn, wou eise Premierminister nieft dem Här Macron am Elysée souz –, wou mer och eebe kucken, wéi mer kënnen zesummen, net nëmmen als Europa ... Well dat Schlëmmst wier, an dat ass jo dat, wat am Fong de President Putin am léifste gären hätt: dass een d'Gefill kritt, dass et e Krich ass vun Europa géint Russland. Dofir ass d'Coalition of the Willing och esou wichteg, well et eeben do och weltwäit Partnere sinn, déi do matmaachen.

Här President, mir gesinn, dass och am Osten aner Länner no bei Russland sinn an och do ferm destabiliséiert ginn.

D'Walen a Moldawien: Et waren elo emol Walen, wou kee genau wosst, wéi et géif ausgoen. An ech war mam belschen Ausseminister viru Kuerzem a Moldawien, an dat Schlëmmst, fannen ech, ass ëmmer, wann een dohinner geet, fir ze soen: „Wielt net déi aner, wielt déi do, well déi hu mer léiwer." Dat, fannen ech, soll een net maachen. Mee et soll een einfach de Leit soen, wéi e Choix se hunn, an da musse si selwer hire Choix huelen. Mir sollen net de Leit diktéieren, wat wichteg a wat richteg ass.

Et si massiv hybrid Attacke gewiescht, a fir eis war et wichteg, do och eng Ënnerstëtzung ze ginn, fir och kënne vun do aus op Odessa an d'Ukrain weiderzegoe mam Här Maxime Prévot.

Aserbaidjan an Armenien – dat hunn ech scho virdru gesot –, do ass et d'Situatioun och ganz fragill. Mäin estnesche Kolleeg huet mer gëschter geschriwwen, dee war just zu Baku d'lescht Woch. Deen huet mer och gesot, dass et wichteg ass, op Baku ze goen, well déi Länner ... Mir haten d'lescht Woch och hei zu Lëtzebuerg eng Reunioun mat deene Länner: Tadjikistan, Turkmenistan, Kasachstan, Usbekistan.

A mat all deene Länner hate mer eng Reunioun hei zu Lëtzebuerg – an ech hunn der nach e puer vergiess. Do ass et immens wichteg, dass Der wësst, dass déi Länner nach ënnert enger richteger Influenz aus Russland och sinn.

A un eis ass et, och do deenen ze soen, dass se och eng Partnerschaft sollte mat der EU hunn. Dat ass besser wéi eng Partnerschaft op där anerer Säit.

Mir hunn a kuerzer Zäit Walen an Armenien. Wann ee kuckt, wéi eng Destabilisatioun elo a Moldawie war, muss een och d'Armeenier ënnerstëtzen, fir dass dat do net och geschitt.

Georgien, muss ech Iech soen, Här President, ass eng grouss Enttäuschung. Bei Georgien hate mer gehofft, dass et géif an déi richteg Richtung goen. Ech mengen, den Här Cruchten, mat deem ech och en Echange hat, war och fir d'Walen als Observateur do. Bei de Chamberswale war en do, wou am Fong verschidde Leit vläicht mam Resultat net zefridde waren, mee keng Constate waren, dass do Frauden, op jidde Fall à grande échelle, gewiescht wären. Dat ass déi eng Saach.

Duerno sinn elo d'Lokalwale komm. Bei de Lokalwalen ass net méi esou kloer, ob do wierklech alles super gelaf ass oder net. Mee mir gesinn op jidde Fall, dass Georgien ëmmer méi wäit vun der EU ewechréckelt wéi dass et méi no kënnt.

Mir gesinn et bei deem Gesetz iwwert d'ausläännesch Agenten, mat deem d'Zivillgesellschaft ënner Drock gesat gëtt. Elo d'Repressioune vu Manifestanten no de Walen. D'EU ass responsabel fir alles, wat bei hinnen net fonctionéiert, an oppositionell Kandidate ginn och verhaft.

Mir stinn als EU an och als Lëtzebuerger Land hannert der Zivillgesellschaft, déi sech am Fong fir eng demokratesch an och eng europäesch Zukunft wëll asetzen. Mee mir mussen den Dialog och erhalen.

Elo am Dezember hunn ech eng Reunioun zu Wien. Do wäert ech och mat der georgescher Ausseministesch zesummekommen. Well de Problem, dee mer ganz oft als EU hunn, ass deen: D'lescht Woch an där Reunioun, déi ech genannt hunn a wou eng Rëtsch vu Länner do waren, war Georgien net invitéiert. An dat ass de Problem!

Wann een awer wëll deene Länner soen, wat gutt oder net gutt ass, muss een och en Echange mat deene Länner hunn. Mir kënnen net nëmmen iwwer Länner schwätzen, ouni mat de Länner och en direkten Echange ze hunn.

Mir haten d'Presidence vum Conseil de l'Europe, Här President. Et war keng einfach Zäit, an ech mengen, déi Membere vum Conseil de l'Europe ... Mir hate gehofft, mir kéinten do beim Kosovo och e bësse weiderkommen, mee do war en Engagement vu verschiddenen Autoritéite bei de Gemengen, wou mer gewaart hunn. Mee no de Wale krute mer ëmmer versprach, dass am Kosovo deen Text géif amendéiert ginn. Et schéngt es, wéi wann den Här Kurti et nees net fäerdegbruecht hätt, eng Majoritéit ze fannen, an de Risk vun Neiwalen am Kosovo ass och am Moment um Dësch.

Ech war och ganz frou, mat der Madamm Margue en Text iwwert den Affekoteberuff an d'Protektioun vum Affekoteberuff zu Lëtzebuerg den 13. Mee hei kënnen ze ënnerschreiwen. An a menger viregter Capacitéit war ech och um Sommet vum Conseil de l'Europe, dee mer haten zu Reykjavik, wou jo d'Iddi och vun deem Register vun den Dommage-corporellen och fir d'Ukrain opkomm ass. A mir hunn och hei zu Lëtzebuerg am Fong d'Kreatioun vun deem Tribunal och ënnerstëtzt.

Här President, dee Sujet, dee mer hei an der Aussepolitick am meeschten déi lescht Méint, Wochen, mee och Joren diskutéiert hunn, ass d'Situatioun am Noen Osten. Ech muss Iech soen, dass et dramatesch Situatioune gi sinn.

Fir d'éischt déi Biller vum 7. Oktober, déi kee sollt vergiessen: e Festival, e Museksfestival, wou jonk Leit zesummekomm sinn, déi ëmbruecht gi sinn, e Kibbuz, deen attackéiert ginn ass – a gleeft mer, déi Leit am Kibbuz sinn déi, déi am nooste sinn zu de Palästinenser an déi ganz oft Friddensaktiviste sinn –, Geiselen, déi geholl gi sinn.

An dunn eng israeelesch Äntwert, bei där mer am Ufank alleguerte gesot hunn, et wär normal, si hätten d'Recht op eng Defense. An op eng Kéier huet een awer keng Argumenter méi fonnt fir dat, wat geschitt ass, op eng Kéier huet ee keng Wierder fonnt, keng Argumenter, keng Defense méi fonnt, a wéi ech selwer – an ech war oft genuch do ënnen – huet ee probéiert, am Fong hinnen ze soen: „Hei, wa mer Iech sollen hëllefen, da musst Dir eis hëllefen. Mir kënnen am Moment keng Argumenter fanne fir dat, wat bei Iech do ënne geschitt."

Mir hunn och gesinn, dass d'Repercussioune sech awer och exportéiert hunn. Den Antisemitismus ass an d'Luucht gaangen. Verschidde Judden traue sech net, hir Relioun oppen ze liewen, traue sech net, eng Kippa unzedoen. Mir gesinn, dass och op deem anere Bord verschidde Mosleme sech onsécher fille vis-à-vis vun extreemrietsen Antisemitten och op där Säit.

Mir gesinn, dass een, wann een net géint Israel ass, automatesch géint Palästina ass, wann ee fir Palästina ass, een automatesch géint Israel muss sinn. Ech selwer – an dat ass eppes, wat mer zu Lëtzebuerg net kannt hunn – sinn, wéi mer mam Carole Hartmann a mam Lex Delles op enger Terrass souzen z'iessen, aggresséiert ginn, eppes, wat ech virdrun an deene 26 Joren, an deenen ech Politick maachen, ni hat, wou ech vernannt gi sinn a wou ech wierklech am Fong op eng Kéier hu misse fortgoen an d'Police huet missen asprangen, fir dass ech fortkéim, eppes, wat ee virdrun net kannt huet. Dat heescht, et ass am Fong e Konflikt, deen Dausende vu Kilomeeter wäit ewech ass, mee deen awer och seng Repercussiounen hei bei eis fënnt.

Ech wäert elo net méi am Detail agoen op alles, wat geschitt ass, mee wat fir mech immens wichteg ass, ass, dass déi Reconnaissance komm ass. Mir hu laang driwwer diskutéiert. Ech weess, dass Verschiddener vun Iech gesot hunn, mir hätten et scho virun zéng, virun zwielef, virun aacht, viru fënnef, viru véier, virun dräi Joer, deemools, wéi Slowenien, Norwegen, Irland a Spuenien et gemaach hunn, solle maachen. Deemools hu mer gemengt: „Kommt, mir maachen et, wann et wierklech och en Impakt huet."

Tatsächlech si mer zu enger Rëtsch vu Länner, déi och zu New York ënnerschriwwen hunn, wou mer och e Suivi maachen. Mat deem New York Call ass och e ganze Suivi, dee gemaach gëtt. Well et geet jo net nëmmen ëm d'Unerkennung. Et ass jo dat, wat wichteg ass. Et geet jo och drëms, wat duerno geschitt, the day after, wou mer amgaange sinn, ze kucken, wéi mer nees eng Autorité palestinienne kréien, déi eng gewëssen Autoritéit huet. Am Moment huet se déi net.

An da war zum Beispill an Europa gesot ginn: „Da kommt, mir kucken, esou séier wéi méiglech Walen ze organiséieren a Palästina." Ech géif do virdru warnen, elo direkt Walen ze organiséieren. Et ass besser, et ass eng Transitiounsregierung do, dass d'Palästinenser och eng gewëssen Hoffnung nees gesinn an engem Changement, ier se de Risk hunn, dass muer en Hamas awer nees kéint un der Muecht sinn. An dann hu mer alles verluer. Zesummen, gemeinsam hu mer dann alles verluer!

An dowéinster ass et wichteg, dass mer do den Neiopbau vu Palästina hunn. An d'Sécherheet vun Israel gëtt am Fong de Fridden och a Palästina.

An déi Zweestaateléisung ... Et si vill Leit, déi fir eng Zweestaateléisung sinn. Et soll een ophalen, ze mengen, dass all Israeeli géint eng Zweestaateléisung ass oder all Palästinenser géint Israel ass. Et si vill Leit, déi wëllen en coexistence liewen an och am Fridde liewen.

Ech sinn och frou, dass mer hei an der Chamber déi lescht zwielef Méint ni wierklech op eng brutal Aart a Weis eng politesch Ausernanersetzung haten iwwert d'Ënnerstëtzung vun der UNRWA. Dat ass a verschiddene Parlamenter ganz heavy gewiescht. Soll een d'UNRWA nach ënnerstëtzen? Soll een d'UNRWA net méi ënnerstëtzen?

Wann ee sur place ass, gesäit een, dass d'UNRWA d'Educatioun ..., dass d'Santé ... Zum Beispill 400 Distributiounspunkte vun Iessen huet d'UNRWA a Palästina, a Gaza organiséiert.

Duerno ass jo dee Plang komm vun Israel mat Amerika, wou nach véier Punkte waren – véier Distributiounspunkten! Wann Der wësst, wéi vill Leit gestuerwe sinn, just well se Iesse siche gaange sinn. An dowéinster hu mer d'UNRWA weider ënnerstëtzt.

Dass d'UNRWA perfekt war, seet keen. An et fënnt jiddwereen doudsécher e Beispill, wou bei der UNRWA, bei deenen iwwer 20.000, 30.000 Leit, déi do awer geschafft hunn, deen een oder deen anere vläicht net e Gudde war. An do si Lëschten, déi zirkuléiert sinn.

Dofir huet d'Ministesch Colonna, déi fréier franséisch Ausseministesch, och e Rapport gemaach, wou eeben drastoung, wat net géif goen a wat gutt wier.

Zum Beispill hate se bei der UNRWA e Schoulbuch. Ech weess, dass dat jo och duerno viral gaangen ass, mee do war e Schoulbuch, do war eng Terroristin dran an dat war awer eng Apologie vum Terrorismus. Do hu mer der UNRWA gesot, dat géif net goen. D'UNRWA huet eis och gesot, dass déi Säit net méi an de Schoulbicher ass.

Also d'UNRWA ass bereet, Saachen ze änneren, fir irreprochabel ze ginn, wa verschidde Kriticke sinn.

Mir hunn den Drang, an dat muss ee soen, den USA, dem Katar, Ägypten an der Türkei, an ech hat och Kontakt mat deene véier, mam Här Rubio, mam ägypteschen Ausseminister, mam türkeschen Ausseminister, mam kataresche Premierminister, deen och Ausseminister ass, fir eeben och e bëssen Echoen ze kréien iwwert déi Diskussioun, déi se hate fir dee Waffestëllstand, deen am Moment an der Gazasträif stattfënnt, fir e bëssen de Storytelling, wéi dat geschitt ass, och kënne matgedeelt ze kréien.

Wat fir eis wichteg ass, ass, dass de Waffestëllstand och hält. An ech soen Iech, en ass fragill. Haut geet et e bëssi besser, mee déi lescht Deeg hat een d'Gefill ..., well et ass drëms gaangen, ob se d'Läichen nach géife kréien oder ob se d'Läichen net géife kréien an déi aner Säit wousst net, ob d'Hëllef da géif erakommen oder net géif erakommen.

Et hat ee bal d'Gefill, dass deen een an deen aneren en Argument sicht, fir am Fong kënnen ze soen: „Et ass elo fäerdeg. Mir fänken elo nees un." An dofir sinn ech frou, well dat Ganzt hänkt un engem seidene Fuedem, sou dass et am Interêt vu jidderengem ass, dass mer weider do an déi Richtung all zesummeschaffen.

An dem President Trump seng Pläng si vläicht fir de Waffestëllstand gutt, mee wat ass d'Autorité palestinienne, wat ass d'Roll vun der Autorité palestinienne?

Wéi geet et do weider? Et sinn all déi Punkten, mengen ech, wou et wichteg wier, dass d'EU och mat involvéiert gëtt, well meeschtens, Här President – et ass e bëssen traureg, et ze soen, an ech maachen do Mea Culpa –, sëtzt d'EU net mat um Dësch, wa Saachen ausgehandelt ginn, mee duerno kréie mir als EU ganz oft d'Rechnung.

Mir dierfen eis och net vun engem Waffestëllstand blende loossen, mir mussen d'Situatioun um Terrain och weider am A behalen. An dat net nëmmen a Gaza, mee och am Westjordanland an och zu Ostjerusalem.

Mir gesinn, dass eng Siidlungspolitick vun Israel weidergedriwwe gëtt, wat pure provoc ass am Moment a riskéiert, och nees eng Kéier do Ueleg op d'Feier ze schëdden.

Fir mech ass et einfach net akzeptabel, wann een och sur place war ..., wou ech da mat engem Bauer diskutéiert hunn, deen Olivefelder hat an deen déi da vun deem engem Dag op deen aneren ewechgeholl kritt. Wann dann den Israeeli sech installéiert an dee seet: „Dat ass elo mäint", wou deem palästinenseschen Olivebauer säi ganzt Liewe virdru war, da sinn dat fir verschiddener vun Iech vläicht 40 Beem, mee dat ass fir dee säi Liewen!

An dat sinn déi Saachen, wou ee muss wëssen, dass doduercher d'Situatioun sech um Niveau vun der Kollegialitéit tëschent de Länner och net wäert verbesseren.

Pläng wéi och den E1-Plang vum rietsextreeme Finanzminister Smotrich sinn och eng enorm Gefor fir eng Zweestaateléisung. An et muss een och wëssen, dass Israel jo och responsabel war fir d'Eranzéie vun de Steiergelder aus Palästina. An am Moment hu se se zeréckgehal, wéi Norwegen am Fong. Norwege war zoustänneg, fir d'Suen ze kréien an dunn de Palästinenser se weiderzeginn. A wéi Norwege Palästina unerkannt huet, hunn d'Israeelien decidéiert, dass se déi Suen net méi géife weiderginn, mam Fait, dass hautdesdaags Palästina Milliounen – Milliounen! Milliounen! – net kritt.

An doduerch riskéiert och nach den État palestinien e Kollaps. Wa se op eng Kéier hir Police net méi bezuelt kréien, hir Beamten net méi bezuelt kréien, hir Zaldoten net méi bezuelt kréien ... Wéi soll ee wierklech wëssen, wéi do d'Situatioun um Terrain ass?

D'Situatioun huet sech och um Terrain net verbessert no Occupatiounen, no Affrontementer, no zerstéierten Existenzen, no Haass. Dat ass och d'Realitéit um Terrain. Dat heescht deen, deen elo mengt, dass do vun haut op muer alles wäert blitzeblank sinn an ouni Problem verlafen, dee läit falsch. Dat wäert och eng Zäit brauchen.

Fir mech wier et och wichteg, dass mer de Plang, deen den Donald Trump negociéiert huet, geschwënn ëmgesat kréien. An esou wéi ech et och schonn hei gesot hunn, ass et wichteg, dass mer den Drock op béide Säiten oprechterhalen.

An ech hat Iech et och gesot: Um nationalem Niveau wëlle mir ..., an ech wäert och an deenen nächste Wochen, Madamm Tanson, an d'Kommissioun kommen, fir Propositiounen ze maachen, déi mer kënnen der Chamber virschloen.

Ech géif dat och gären ... Ech leeën alles op den Dësch, wat mer kënne maachen. Da muss d'Chamber decidéieren, wat se wëll. Zum Beispill en Importverbuet vu Produiten aus de Kolonien, dat wier, mengen ech, e wichtegt Zeechen. Militäresch Exporter an Israel gi fir de Moment an de facto schonn zanter Méint och net autoriséiert.

An ech wäert zesumme mam Här Gloden – an ech sinn och frou, dass en hei ass – an der Regierung eng Diskussioun féieren, fir ze kucken ..., well am Moment hu mir am Fong keng Base juridique, fir en nationalen Areesverbuet géint Persounen ... Wéi déi Fro komm ass vum Ben-Gvir a vum Smotrich. Dat heescht, am Moment sinn esou Texter net ginn. Ech hunn Iech d'lescht Woch, oder virun zwou Wochen, wéi ech hei war, schonn eng Kéier gesot: De Fait ass, dass d'Holländer jo de Schenge-Raum aginn hunn ..., souwisou dierfe se net méi an de Schenge-Reseau erakommen.

Mee fir mech ass et wichteg, dass mer op deenen dote Base-juridiquen zesummeschaffen, fir ze kucken, wat do méiglech ass a wat net.

En anere Sujet am Noen Osten, deen ons als EU dat lescht Joer vill beschäftegt huet, ass den Iran. Mam Zwielefdeegkrich huet et ee Moment esou ausgesinn, wéi wann de Konflikt sech iwwert de ganzen Noen Osten ausbreede géif.

Mir wëllen all net, datt den Iran d'Atombomm kritt, mee d'Ugräife vun Atomzentrale kann an dierf net d'Léisung sinn. Dofir setze mir eis och als Land weider an am Kader vun onsem Mandat an der AIEA, fir erëm un de Verhandlungsdësch ze kommen a fir dass d'AIEA och de vollen Zougrëff op den Atomprogramm vum Iran kritt.

Wann ech iwwer schwéier Situatiounen uechter d'Welt diskutéieren, da sinn déi zwou, déi ech elo zitéiert hunn, déi, wou déi meescht Attentioun an déi meescht Bléck fokaliséiert sinn.

Mee mir dierfen och net aner Regioune vergiessen. A wéi ech d'lescht Woch beim Conseil des affaires étrangères scho gesot hunn: D'Situatioun am Sudan ass katastrophal. Am Sudan sinn eng 13 Millioune Leit op der Flucht. Et si 25 Millioune Leit, déi ënner enger akuter Ernärungskris an enger humanitärer Noutlag leiden, déi och an där Géigend am Moment ouni Verglach sinn.

Oft hu mir leider net genuch Zäit, fir iwwer dës Regioun ze schwätzen. Ganz oft ass et souguer an internationalen Treffe bei „any other business", wat ech och bereien. A fir eis ass och wichteg, dass d'EU weider en inklusiven Dialog tëschent de Konfliktparteie fërdert.

Op menger Rees an de Kenia ass mir dat och ganz konkreet virun Ae gefouert ginn. Den Ausseminister huet betount, datt hien hofft, datt Europa sech geschwë fir dee vergiessene Krich och e bëssi interesséiere wäert.

An deem Sënn hunn ech mech am CAE och dofir ausgeschwat, dass dee Sudan-Punkt eegestänneg an net, wéi ech Iech virdru gesot hunn, als „any other business" soll ervirgehuewe ginn.

Well de Sudan esou wéineg Opmierksamkeet kritt, och bei der UNO, hate mir am September zu New York och eng Diskussioun organiséiert, wou mir Membere vun der Société civile aus dem Sudan d'Geleeënheet ginn hunn, hir Visioun fir eng friddlech Zukunft ze deelen.

Trotz diplomatesche Fortschrëtter bleift d'Situatioun bei de Grands Lacs awer nach ëmmer ganz fragill.

Den Ofschloss vum Friddensaccord tëschent der Demokratescher Republick Kongo an dem Ruanda vum 27. Juni zu Washington mat den USA als Mediator ass e Schratt an déi richteg Richtung. Gläichzäiteg ass awer déi humanitär an déi securitaire Kris am Oste vun der Demokratescher Republick Kongo och ganz alarmant, mat massive Verstéiss géint de Waffestëllstand.

A mir ënnerstëtze weider déi aktuell Vermëttlungsprozesser, inklusiv deene vun Doha an der Afrikanescher

Unioun. Déi mussen och konkreet ëmgesat ginn, fir eng nohalteg Friddensléisung kënnen ze fërderen.

Mir ruffen dozou op, de politeschen Drock ze erhéijen, fir en effektive Waffestëllstand, humanitär Zougangsweeër, de Schutz vun der Zivillbevëlkerung an och de Respekt vun der territorialer Integritéit ze garantéieren.

Dat wat ganz wichteg ass, ass, eisen afrikanesche Kolleegen och ze hëllefen, sech ze hëllefen. Mir hu ganz oft als europäesche Kontinent d'Gefill, mir missten hinnen diktéieren, wat se ze maachen hunn. A fir eis ass et och wichteg, dass d'afrikanesch Länner mat onser Ënnerstëtzung hir Verantwortung iwwerhuelen, hir Konklusioune kënnen zéien an och déi néideg Moyenen hunn, fir do déi néideg Mesüre kënnen ze huelen.

Eng Géigend, vun där am Moment net méi vill geschwat gëtt, mee déi fir eis och Repercussiounen huet – an op déi wäert ech bei menger Ried als Kooperatiounsminister méi laang am Detail agoen –, ass déi vum Sahel.

Mat déi gréisst Verännerung ass, dass mer awer e bilateralen Desengagement am Sahel hunn. Dir wësst, dass de Burkina Faso, den Niger an de Mali Länner waren, wou mer laang Joren eng Vertrauensrelatioun haten an och Kooperatiounspolitick gemaach hunn.

Mir sinn net onbedéngt wëllkomm, dat ass dat Éischt, dat musst Der wëssen. D'Sécherheetslag ass och net gutt. D'Militärregierungen an dësen dräi Länner sinn extreem sensibel op iergendwellech Kritick. A well mer awer deelweis nach Mataarbechter um Terrain hunn, wëll ech net ze vill an den Detail goe vun deene Mesüren, déi mer huelen.

Mee wat fir mech wichteg ass, ass, dass mer, och wa mer en Desengagement au niveau bilateral hunn … Ech hat e Kontrakt ze ënnerschreiwen, eng Konventioun mat engem Kolonell, an ech hat domadder Problemer. An dowéinster wëlle mer weider de Multilateralismus, weider d'ONGen och ënnerstëtzen, well et sinn d'Leit, déi duerno d'Victimme si vun engem Desengagement. An dofir muss een och kucken, wéi een do ka weider hëllefen.

Mir hunn an dësen dräi Länner mat vill Gedold an och Ausdauer, awer ënner ëmmer méi schwieregen an ëmmer méi geféierlechen Ëmstänn, ons Engagementer probéiert anzehalen. A mir probéieren och, dat ofzeschléissen, fir wat mer eis engagéiert hunn.

An ech wëll och vun dëser Plaz hei profitéieren, Här President, fir onse Mataarbechterinnen a Mataarbechter, déi do an deene schwéiere Situatioune sinn – an net nëmmen an dem Sahel, mee och iwwerhaapt an der Kooperatioun –, e grousse Merci ze soe fir hiren Asaz op deene schwierege Posten.

Ech hu virdru gesot, dass et wichteg ass, och Partnerschaften ze verdéiwen. Heiansdo huet een nämlech d'Gefill, dass ee bei der EU a Reunioune kënnt, wou een net no neie Partner sicht. Mee dat ass just e falscht Bild, well ganz oft – a mir hunn och ganz vill Reunioune mat Partner – huet een d'Gefill, dass Europa nees dee sicht, mat deem et net eens gëtt.

Kanada ass zum Beispill e gutt Beispill, mat deem mer gutt eens ginn a mat deem mer och eis Relatioune wëlle verdéiwen. Ech hunn den 11. Juni vun dësem Joer och eis Ambassade zu Ottawa ageweit. Mir hunn dëst Joer och den 80. Joresdag vun onse Relatioune mat Kanada celebréiert. An eis Relatioune mat Kanada sinn iwwert déi lescht Jore vill gewuess an och d'Relatiounen tëschent Kanada an der EU ginn ëmmer méi ausgepräägt. Et war jo och ee Moment esou eng Story, déi gelaf ass, ob Kanada net dat 28. EU-Land sollt ginn. Mee mir begréissen am Fong déi verstäerkten Zouwendung vu Kanada Richtung Europa a mir freeën eis och, déi Relatioune kënne weider opzebauen.

Wann ech vu Partnerlänner schwätzen, dann ass och Latäinamerika ganz wichteg. An do hat ech, wéi ech zu New York war, bei der UNO, och eng Reunioun mat den Ausseministeren, den EU-Ausseministeren an och deenen aus Latäinamerika an aus de karibesche Staaten. Dat ass eeben och eng gutt Occasioun, fir sech mat dëser Regioun zu den aktuelle globale Situatiounen auszetauschen.

Ech hunn de Moien och menger jamaikanescher Amtskolleegin eng SMS gemaach, well et schéngt, wéi wa se do riskéieren, an den nächste Stonne mat engem ganz schlëmmen Hurrikan, Melissa, wierklech Problemer ze kréien. An dat ass am Fong dat, woumat ech heiansdo vläicht deen een oder deen aneren enttäuschen, well ech Iech net alles ëmmer direkt matdeelen. Mee fir mech ass och en Deel vun Diplomatie eeben eng SMS- oder eng WhatsApp-Diplomatie, wou een e Krees vu Frëndschaft a Vertrauensrelatioune mat deem engen a mat deem aneren opgebaut huet, wou ee sech och kann echangéieren. An ech waarden do op eng Äntwert vun där Madamm. Ech hat dat och schonn deemools mam Cap Vert gemaach oder och mat anere Regiounen op der Welt, wann esou Saache sinn.

Ech hunn och d'Éier, am November als Vizepremier de Premier ersetzen ze goen op de Sommet vun der CELAC, dat ass a Kolumbien. Dat ass och meng éischt Rees a Kolumbien. Ech sinn do och gespaant ze kucken, wéi d'Relatioune sech mat Lëtzebuerg kënne verdéiwen. Do ginn ech nom Sommet och an El Salvador, an de Guatemala, an a Costa Rica.

Vun der Madamm Kallas hunn ech och d'Kap kritt, fir Europa am El Salvador ze vertrieden, eeben och fir den EU-Effort fir Outreach mam Rescht vun der Welt. De Guatemala ass nämlech e Land, mat deem mer neierdéngs amgaange sinn, ze kucken, an der Kooperatioun zesummenzeschaffen.

Déi viregt Regierung hat och schonn decidéiert, eng Ambassade a Costa Rica opzemaachen. Ech ginn déi och aweien. A fir eis ass et wichteg, dass mer am Fong de Leit do och hëllefen, fir dass se net tributär si vu Kartellen, vum Drogenhandel a fir dass och d'Applicatioun vum internationale Recht stattfënnt.

Et ass wichteg fir eist klengt Land – an ech hunn Iech et virdru gesot –, och gutt Relatioune mam Rescht vun der Welt ze hunn. D'EU mécht dat, mir maachen dat, a fir eis sinn déi perséinlech Bezéiungen ze fleegen an och virun allem net ze ënnerschätzen.

Ech hunn och d'Chance, dass ech ënnert dëser Regierung d'Vertraue kritt hunn, fir nieft dem Ausseministère och de Kooperatiounsministère an och de Commerce-extérieurs-Ministère ze hunn, wou ganz oft deen ee mat deem aneren am Fong imbriquéiert ass. Ech sinn elo ganz éierlech mat Iech: d'Politick a Palästina maachen ech zum Beispill als Ausseminister, mee déi konkreet Hëllef maachen ech als Kooperatiounsminister, well do ass am Moment och déi konkreet Hëllef mat der UNRWA oder mat deene Saachen, wou mer déi och ëmsetze kënnen.

Wa mer vum Rescht vun der Welt schwätzen, da gëtt et och déi ganz grouss Länner, déi sech zesummen treffen als G20. Ech hat do och d'Chance, wéi ech zu New York war, vun de Südafrikaner invitéiert ze sinn a vun de Singapurer, wou mer zesumme gekuckt hunn, wéi mer do kéinten och méi enk zesummeschaffen. De Sommet wäert den 22. an 23. November zu Johannesburg sinn.

An et bleift spannend ze gesinn, wéi Südafrika sech och no der Presidence weider fir Theeme wéi Scholden, Nohaltegkeet, Klimafinanzéierungen an Energietransitioun engagéiert an ob d'USA als nächst G20-Virsëtzland dës Dynamik opgräifen a weiderféieren oder net. Ech hunn Iech et virdru gesot: Am Moment huet een éischter d'Tendenz ze gesinn, dass se sech wéilten desengagéiere vum Multilateralismus. Wa se elo d'Presidentschaft kréie vum G20, sinn ech gespaant, wéi et do weidergeet.

Här President, et gëtt … D'Afrikanesch Unioun – wann ee vu Regruppementer vu Länner schwätzt –: Do wäert de Premierminister de 24. an de 25. November op Luanda an Angola goen, wann ech richteg informéiert sinn. Mir haten och schonn am Mee e Ministertreffen zu Bréissel, wou mer ënnerstrach hunn, wéi wichteg eng staark Partnerschaft tëschent der EU an der Union africaine am Fong och ass, an dat besonnesch an där Situatioun, wéi se ass. D'Zil vum Sommet ass, zesummen op Konflikter ze reagéieren, Mënscherechter ze schützen an de Wuelstand an d'Sécherheet vun de Bierger op béide Kontinenter och ze stäerken.

Indien: Do war ech am Mäerz op de Raisina Dialogue invitéiert, dat ass e Forum, dee si och organiséieren, wou ech en Echange konnt hu mam Premierminister an och mam Ausseminister vun Indien an och eng Rëtsch Acteure vun der Zivillgesellschaft an der Ekonomie konnt treffen. Do ginn aktuell a geoekonomesch Erausfuerderungen diskutéiert, zu Delhi. An et ass am Fong och wichteg, als europäeschen Acteur deen Dialog mat Indien ze sichen.

Säit ronn zwanzeg Joer hu mir eng Ambassade zu Delhi, déi ass och wichteg fir eis bilateral Relatiounen. An de kommende Méint – oder op jidde Fall an deenen nächsten zwee Joer – wäert ech … Mir hunn och eng Invitatioun kritt vun der indescher Staatscheffin, fir 2026 oder 2027 eng Staatsvisitt an Indie kënnen ze organiséieren, an ech freeë mech och driwwer, dass mer dat och kënne maachen.

Mat Indien ass och … Mir solle wëssen, dass Indie ganz grouss ass, e ganz, ganz grousst Land ass. An dat selwecht gëllt och fir China, mee ech wëll mech elo awer fir d'éischt op Indie fokaliséieren. Et ass wichteg, dass mer Indien, wéi elo zum Beispill dee Manöver war, wou se zesumme mat russeschen a mat chineeseschen Truppen do ënnerwee waren, net direkt da kategoriséieren als Frënd vu Russland. Mir hunn och international d'Tendenz …, an ech hunn do Messagë kritt vun aneren Ausseministeren, déi mer do gesot hunn: „Kuck, d'Inder, déi riskéieren, eis muer mat unzegräifen, wa Russland Europa attackéiert!" Ech géif wierklech …, den Dialog, d'Diplomatie ass fir mech net déi vun Hyperreaktivitéit, mee déi vun au contraire sech zesummesetzen an du coup och kënne Saachen ze deseskaléieren.

Erlaabt mer, duerch deen Tour duerch Asien eng Kéier kuerz drop anzegoen: Um ASEAN-Sommet war ech och, dat war zu Vientiane. Do hate mer d'Chance, als eenzegt EU-Land och invitéiert ze ginn, als Invité d'honneur, wat och wichteg war, fir do kënne mat de Länner dohannen ze diskutéieren. Mir encouragéieren eng regional Kooperatioun, och a Südostasien. An esou wéi ech et virdrun och gesot hunn dès le début: Thailand a Cambodge, dat war op eng Kéier ganz kriddeleg ginn. Mir mussen do och weider den Dialog förderen, fir dass territorial Streidereien net militäresch Repercussioune mat sech bréngen.

Ech war och viru Kuerzem a Malaysia, wou jo och eng Friddensdeklaratioun zu Kuala Lumpur adoptéiert gouf no der ASEAN-Presidence. An et war mir och ganz wichteg, a Malaysia ze sinn. Ech hat do de Premierminister an den Ausseminister gesinn, a mir konnten och do en Echange hu mat der

ökonomescher Welt dohannen. Mir sinn och interesséiert ze kucken, wéi een dee kéint verdéiwe mat Lëtzebuerg.

Singapur ass ee vun onse laangjäregsten an eelste Partner an Asien an et bleift och eise gréisste kommerzielle Partner. An am Zesummenhang mam 50-järege Joresdag vun onser diplomatescher Bezéiung, hate mir och am Mäerz d'Éier, de President vu Singapur hei zu Lëtzebuerg mat enger ministerieller Delegatioun kënnen ze empfänken. An déi Haaptthemee vun der Visitt waren Handel, Ekonomie, Finanzen, Zivillschutz a Kultur.

Direkt Suivien – well d'Staatsvisitte si gutt, mee wa se och e Suivi kënnen hunn, ass et besser –: Mëtt November geet eng Delegatioun vun enger 30 Vertrieder vum Finanzsecteur op Singapur, fir um Singapore FinTech Festival 2025 deelzehuelen. An déi Woch drop wäert och den Inneminister Léon Gloden mat enger Delegatioun vum CGDIS, déi bei der SIDEX-Expo 2025 iwwer Zivillschutz ee vun den Haaptparticipantë wäert sinn ... Dëst weist, wéi dynamesch ons Relatioune justement mat Singapur sinn. Dofir, net méi spéit wéi d'nächst Woch verstäerke mir dann och ons Präsenz zu Singapur mat der gradueller Eréffnung vun enger Ambassade.

D'Philippinnen: Do musse mer d'Relatiounen och weiderbréngen. Ufangs d'nächst Joer hunn ech och wëlles dohinner ze goen, fir ons Diskussiounen ze verdéiwen an och nei Dieren opzemaache fir ons Lëtzebuerger Betriber. Manila ass e laangjärege Frënd vu Lëtzebuerg an Asien. Mir ënnerhalen 2026 mat de Philippinnen 80 Joer diplomatesch Relatiounen, dat ass och derwäert ze feieren!

De Vietnam, wa mer vun der Diversifikatioun schwätzen, dat ass e laangjärege Partner. Hire Vizepremierminister huet ons och am Mäerz hei zu Lëtzebuerg besicht. Vietnam huet wëlles, eng international Finanzplaz opzebauen an ass ganz interesséiert un eisem Knowhow vun eiser Finanzplaz hei zu Lëtzebuerg.

En immediat Resultat vun eise rezente Gespréicher ass och, dass d'Lëtzebuerger Touristen an d'Geschäftsreesender fir eng Rees vu bis zu 45 Deeg elo kee Visa méi brauchen, fir an de Vietnam anzereesen.

Indonesien – et ass dat gréisst Land a Südostasien – spillt och eng Schlësselroll an där Regioun. Kierzlech konnten och mat der EU Negociatiounen ëm e Fräihandelsofkommes ofgeschloss ginn, wat eeben och hir bedeitend Roll fir den EU-Marché ënnersträicht. An de kommende Méint a Jore wäerte mir versichen, den Dialog och mat hinnen ze verstäerken, a versichen, de kulturellen an och den ekonomeschen Austausch mat Jakarta ze verdéiwen.

Thailand – do hu mer jo och eng Ambassade zu Bangkok. A wann ee kuckt, wéi vill Länner se vun do aus couvréiert, muss do déi Ëmstrukturéierung kommen, wat ech jo virdrun och gesot hunn, dass d'Iddi elo ass, fir och zu Singapur eppes opzemaachen.

Souwuel um politesche wéi och um ekonomeschen Niveau si mir amgaangen, eis staark a laangjäreg Bezéiunge mat Thailand ze verdéiwen. Deemno wëlle mir och zum Beispill an der nohalteger Entwécklung, der Digitalisatioun, an de Finanzen, an der Logistik nach méi enk zesummeschaffen.

Japan, Här President – et war en intensiivt Joer 2025. Vill vun Iech waren och a Japan. Zu Osaka hu mer vill Succès och gehat. Doki Doki war e volle Succès. Ech wäert och eng Pressekonferenz organiséieren zesumme mam Här Hansen a mat eisem Commerce extérieur, fir e bëssen den Topo ze maachen iwwer de Bilan vum Pavillon. Mee et war e ganz, ganz, ganz grousse Succès a ganz, ganz positiv Echoen, déi mer kritt hunn.

2027, Här President, feiere mir eis och 100 Joer Relatioune mat Japan. An do schaffe mer drop hin, wéi mer kënnen och ons Echangen ze verdéiwen a ville Beräicher: am Space, an der Santé, a Secteure vun der Recherche. De Rover vun ispace, dee jo zu Lëtzebuerg gebaut ginn ass, ass e perfekt Beispill vun enger gudder Kollaboratioun, déi Lëtzebuerg zesumme mat Japan och huet.

Südkorea: Wann Dir eng Kéier a Südkorea gitt, da wäert Der gesinn, wéi e Respekt se fir Lëtzebuerg hunn, well eis Leit och deelgeholl hunn ... A wann ech déi Biller kucken, déi ech elo déi lescht Jore gekuckt hunn, wéi ech zesumme mam Ierfgroussherzog vun deemools a Grand-Duc vun haut zesumme mat de Veterane vum Koreakrich zesummekomm sinn: Déi meescht sinn net méi do. Déi meescht sinn net méi do. An dat war och e vergiessene Krich, wann ee vu vergiesse Kricher schwätzt. Dat war och een, wou Fräiwëlleger decidéiert hunn, do matzegoen a Korea. A wann Der haut a Korea gitt, gleeft mer: Si hu Lëtzebuerg net vergiess. A mir hunn do bei hinnen eng extra Plaz och kritt.

Ech wëll och Korea Merci soen. Si hunn eng Ambassade hei zu Lëtzebuerg opgemaach. Mir hunn och eng Ambassade zu Seoul opgemaach. A mir schaffen zesumme mat hinnen an der IT, an der Mobilitéit an och an der Konnektivitéit.

China: Am November d'lescht Joer, no menger Ried, hat ech eng Rees zesumme mam Minister Delles op Beijing, op Shanghai an och op Hongkong. De Schwéierpunkt vun dëser Missioun waren déi gréng Technologien an och den Automobillsecteur. Mir musse mat China weider an Diskussioune bleiwen, och wa mer net ëmmer déi selwecht Meenung hunn. An et si verschidde Sujeten, déi schwéier sinn. Et soll een iwwer alles kënnen diskutéieren. Wann ech mam Premier oder mam Vizepremier a mam Ausseminister zesummekommen, muss een iwwer alles diskutéiere kënnen. Et gëtt d'Manéier, wéi een et seet, mee et soll een net Angscht hunn, iergendeppes ze soen. Ech mengen, de Respekt, d'Manéier ass déi, dass een iwwer alles muss kënnen zesummen diskutéieren.

Ech bleiwen och der Meenung, dass China e groussen Afloss kéint hunn op Russland, och well se awer – do gëtt nach ëmmer driwwer diskutéiert – eng Rëtsch vu Saache liwweren, déi et de Russen erlaben, kënne Waffen ze bauen. Dat ass dat, wat een och liese kann. A fir mech wier et wichteg, dass Beijing säin Afloss op Russland wierklech géif intensivéieren, fir dass och den Drock gemaach gëtt, fir dass de Krich do soll ophalen.

Wa mer vu China schwätzen, musse mer och wëssen, dass se am Klimawandel op der enger Säit e sacré Pollueur sinn, mee awer op der anerer Säit och e sacré Producteur de solutions. An dofir solle mer och weider mat China op deenen dote Punkte schaffen. Et ass dee gréisste Produzent vun Technologien, vun erneierbaren Energien. Dat ass d'Realitéit och haut. A China spillt och eng Schlësselroll an de BRICS an och a villen aner Organisatiounen. A China, wëll ech och just soen, huet zum Beispill am Ukrain-Krich net ëmmer fir Russland gestëmmt. Si hunn och Texter gestëmmt, déi och éischter an eis Richtung gaange sinn. An dofir ass et wichteg, dass China sech och bewosst ass, wéi en Impakt et huet, deemno a wéi eng Richtung dass et och geet.

Wann ech déi lescht Festivitéite gesi fir den 80. Anniversaire vum Enn vum Zweete Weltkrich, muss ech Iech soen, dass déi Biller vum Xi Jinping, op der enger Säit den Här Putin, op der anerer Säit den Här Kim Jong-un, net Biller waren, déi mir Freed gemaach hunn. Dat ass esou. Dat si keng Biller, déi engem Freed maachen. Mee mir dierfen eis awer net an deen Narrativ, dee jo am Fong dem Här President Putin an d'Kaarte spillt, vun „The West against the Rest" eranzéie loossen. Well dat ass et wierklech net. An dofir solle mer och net selwer verschidde Länner ewechdrécken, wa se au contraire Partnerschafte sichen an d'Gefill kréien, dass mir keng Partnerschafte wéilten.

Erlaabt mer just, nach iwwer de Bhutan an d'Mongolei kuerz ze schwätzen. Mam Bhutan a mat der Mongolei schaffe mer och gutt zesummen. Mat der Mongolei feiere mer d'nächst Joer de 50. Anniversaire vun onsen diplomatesche Relatiounen an och 25 Joer Kooperatioun. Si hunn zwee grouss Noperen: China a Russland. A si brauchen och déi zwee Nopere fir alles, wat se importéieren an exportéieren. D'Mongolei huet et awer fäerdegbruecht, eng lieweg Demokratie ze bleiwen déi lescht 30 Joer.

Am Bhutan war ech och, an do hu mer en Echange gehat mat der Hotelschoul. An ech wëll och vun hei aus der Hotelschoul vun Dikrech e grousse Merci soen, déi e richtege Partner ginn ass och an der Kooperatiounspolitick. Well d'Kooperationspolitick ass net nëmme Suen oder mat ONGe Saache maachen, mee et ass och, de Leit eppes bäibréngen.

A wann ee vun Iech eng Kéier d'Geleeënheet huet, an de Cap Vert ze goen: Duerch déi Decisiounen, déi vu viregte Regierungen ..., et war keng Regierung vu mir, mee eng vun deene viregte Regierungen hat eng Kéier decidéiert, dass eng Hotelschoul sollt am Cap Vert gebaut ginn. Ech kann Iech soen, duerch déi Hotelschoul am Cap Vert hunn haut jonk Leit am Cap Vert och eng Aarbechtsplaz. An dat hu mer och an anere Länner, an asiatesche Länner gemaach. An de Bhutan ass amgaangen, sech touristesch ze entwéckelen. De Bhutan wier frou, wa se kéinten zesumme mat der Hotelschoul vu Lëtzebuerg den Knowhow vun den europäesche Standarde kréien, fir dass, wann Touriste kommen, se dat och kënne weisen.

Australien an Neiséiland – zwee vun de Länner, mat deene mir säit Jore gutt Bezéiungen hunn. Ech mengen, mir kënnen nach weider dorunner schaffen. Mir hunn nach verschidden Non-double-imposition-Ofkommessen, wou mer eis freeë géifen, wa mer déi och kéinten ënnerschreiwen. A mir hu mat deenen zwee Länner e Work-Holiday-Programm, dee ganz attraktiv ass. En ass am Fong fir jonk Leit tëschent 18 an 30 Joer, déi ee Joer kënne reesen a schaffen.

Här President, ech hunn Iech virdru gesot: De Multilateralismus ass ënner Drock. An d'UNO steet ënner politeschem Drock. Verschidde Länner soen, d'UNO géif souwisou net méi fonctionéieren, awer och finanziell. A wéi ech virdru gesot hunn: Wann den amerikanesche President seet „manner Multilateralismus", bréngt dat och eng Rëtsch vun den Agencen un d'Schleideren. An d'UNO och mat.

Ech hunn och zesumme mam Premierminister de Grand-Duc gefrot, fir d'nächst Joer, 2026, d'Ried fir Lëtzebuerg bei der Generalversammlung ze halen. Den neie Staatschef wäert dann och wierklech – an ech freeë mech och doriwwer – am Numm vun ons alleguerten d'Ried virun der UNO halen.

Als Äntwert op dës Kris huet de Secrétaire général Guterres mat UN80 e Reformprozess mat lancéiert, fir sech eeben och besser opzestellen, fir dass d'Grondwäerter, op deenen d'UNO baséiert, festgehale ginn, net ofgeschwächt ginn an och virun allem de Pilier vun de Mënscherechter. A mir haten de Volker Türk am Juli 2025 och hei gesinn, deen dorobber insistéiert huet, wéi d'Situatioun och ass.

Ech muss Iech soen, dass d'UNO fir mech am Fong ganz frustrant ass, an ech schwätzen elo just a

mengem perséinlechen Numm. Well et gesäit een, dass et e Relikt vum Zweete Weltkrich ass an am Fong fënnef Länner dat blockéiere kënnen, wat de ganze Rescht vun der Welt ... Also, eent vu fënnef Länner ka blockéieren, wat souguer de ganze Rescht vun der Welt géif gutt fannen.

An dofir hunn ech perséinlech an deenen Diskussiounen ... An do gëtt et Aarbechtsgruppen, déi ee mécht, déi ech net am Numm vun der Lëtzebuerger Regierung maachen, mee a mengem Numm ... Do sinn ech der Meenung, firwat een ... Well ech kréien d'Fro gestallt: Firwat sëtzt Afrika net ..., firwat sëtzt Brasilien net ..., firwat sëtzt Indien net am Sécherheetsrot. Ech sinn deen Éischten, dee seet: Afrika misst eng Plaz hunn am Sécherheetsrot. Deen Éischten, dee seet, dass aner Länner sollen hir Plaz am Sécherheetsrot hunn. Mee sou laang dee Fonctionnement do ass, dass fënnef Länner kënne blockéieren, kënne mer net nach méi Potenzial hu vun engem Land, dat ka blockéieren.

An dofir wär et opportun, sech d'Fro ze stellen, och wann e Blocage wier vun engem Land am Conseil de sécurité, dass dann eng Generalversammlung mat enger Zwee-Drëttel-Majoritéit zum Beispill déi kéint suppriméieren. Dat heescht, dass dann net méi géif gëllen. Haut kann ee Land, eent vun deene fënnef, am Fong d'ganz Welt blockéiere bei enger Decisioun. An ech mengen, dass ee sech do muss d'Fro stellen, ob sou eng Reflexioun op jidde Fall net vu Muttwëll wier.

Op jidde Fall ass et keng Regierungspositioun, et ass keng Lëtzebuerger Positioun. Et ass eng perséinlech Positioun, well ech de Mechanismus gesinn. An allkéiers wann Der dann am Conseil de sécurité sëtzt an déi véier aner permanent Membere plus déi zéng net permanent Memberen enger Meenung sinn an et ass een, dee seet „Veto", dann huet een am Fong alles blockéiert, firwat ee stonnelaang oder deeglaang oder wochelaang geschafft huet.

Wann ee vu Multilateralismus och schwätzt, wëll ech just soen, dass et fir eis och wichteg war – a mir haten do och, wéi mer dëst Joer zu dräi zu New York waren, ënnert der Leedung vun onsem Premierminister zesumme mat der Madamm Deprez ... Do hat ech den éischten Dag direkt och schonn en Engagement, deen Australien och lancéiert huet, fir d'Protektioun vum Personal an humanitären Hëllefen. Well all Dag, all Woch stierwe Leit, déi fir humanitär Zwecker schaffen, déi Victimme ginn. Do ass den Droit international humanitaire, deen am Fong net respektéiert gëtt. A fir eis wier et wichteg, dass déi fundamental Valeuren an d'Mënscherechter méi respektéiert géife ginn.

Mir hu vill Bilaterale gehat. Ech fänken elo net un, Iech opzezielen, wéi eng de Premier an ech och haten, mee mir si vun deem enge Rendez-vous op deen anere gaangen, fir mat de Leit zesummen ze diskutéieren. Ob dat Länner waren, ob dat Think-tanks waren, ob dat organiséiert Echangë waren oder Rieden, also, mir ware wierklech vill, vill beschäftegt.

A fir eis ass et wichteg, dass mer och, wa mer als EU-Land dohinner ginn, eng EU-Koordinatioun hunn. Esou hu mer zum Beispill eng éischte Kéier als EU-Ministeren och d'Ministeren aus Brasilien, Indien a Mexiko gesi fir eis traditionell Reuniounen, wou mir eis Positiounen zesumme festegen, fir mat deenen och en Echange ze hunn.

New York ass och déi Plaz, fir iwwer sensibel Sujeten ze diskutéieren oder Sujeten, déi de Leit manner gefalen, oder Sujeten, déi einfach op eng Kéier vergiess ginn. Ob dat Fraerechter sinn, ob dat Minoritéiterechter sinn, sexuell Minoritéiterechter sinn, déi a Gefor sinn. Saachen, wou ee sech keng Fro géif stellen. Mee heiansdo soll een net op New York goen, wann ee ganz oft och schonn zu Bréissel kéint seng europäesch Kolleegen un déi Valeur-fondamentallen erënneren, well do Verschiddener scho selwer net mam gudde Beispill virginn. Mir schaffen och ganz gutt mat de Benelux-Länner, wou mer och déi selwecht Valeuren deelen.

Wann een de multilaterale System wëll stäerken, muss een och Responsabilitéit iwwerhuelen. Mir hunn nees eng Kandidatur gestallt fir d'Unesco, e Mandat vun 2025 bis 2929. Eis Prioritéite si Mënscherechter, Gläichstellung, Afrika, kleng Inselen, Entwécklungslänner an och d'Jugend. An déi Generalkonferenz ass zu Samarkand am Usbekistan, wou ech och eis Kandidatur wäert virstelle goen an dann de leschte Push, hoffen ech, och kréien.

Mir hunn och e Sëtz am Verwaltungsrot vun der IAEA bis Enn 2026. An hei sëtze mer eis och a fir eng multilateral Approche, déi et alle Staate soll erlaben, fir op Aenhéicht iwwert d'Sécherheet, d'Zukunft an d'exklusiivt friddlech Notzung vun Nuklearanlagen ze diskutéieren. Mir ënnerstëtze weiderhin d'Agence bei hirer wichteger Inspektiounsaarbecht, ënner anerem am Iran, an der Ukrain an och a Syrien. A mir sollen eis och selbstverständlech Suerge maachen iwwert dat, wat zu Saporischschja geschitt.

Den Internationale Kommitee vum Roude Kräiz zielt am Moment ronn 130 Konflikter ronderëm d'Welt mat all deem Leed, de Mënscherechtsverletzungen an de Verbriechen. Et ass wichteg ... An ech wëll och do der Mirjana Spoljaric, Presidentin vum ICRC, Merci soe fir déi Initiativen, déi se lancéiert huet, fir den humanitären Droit ze mobiliséieren, zesumme mat Frankräich, Brasilien, China, Jordanien an och Kasachstan.

Mir kopresidéiere mat Ghana, Mexiko an der Schwäiz den Aarbechtsgrupp iwwert den Impakt vun den neien Technologien op bewaffnet Konflikter. Dir gesitt, mir hunn eng Rëtsch vun Echangen a Gremien, wou mer och mat drasëtzen.

Mir sinn och Kandidat fir de Sécherheetsrot, mee dat wäert dann duerno falen, wann déi nächst Regierung am Amt ass.

Et ass, Här President, am Fong säit dem Iwwerfall an der Ukrain vu Russland e Constat, dass Fridden net méi selbstverständlech ass. Dass Fridden net méi selbstverständlech ass an dass mer als Demokratien och musse kapabel sinn, eis ze verteidegen.

Mir si bei der NATO, en Deel vun der NATO an droen do och eis Responsabilitéiten. Dir wësst, dass mer op EU-Niveau och Diskussiounen hunn: Soll et eng europäesch Arméi ginn? Soll et keng europäesch Arméi ginn?

Do wou ech mir och ..., an do nach eng Kéier, erlaabt mer, Här President, dass ech just drun erënneren, dass Europa am Fong entstanen ass vu Kuel a Stol, wou ee gesot huet: „Wa jiddwereen eenzel do probéiert, seng Zëppchen ze kachen, da gëtt et näischt. Da kommt, mir maachen dat zesummen an da kréie mer e Maart a mir kréien do Saachen, déi besser fonctionéieren." Wann ech haut kucken, wou mer et fäerdegbruecht hunn, Länner zesummen an engem Projet ze hunn, ass zum Beispill Airbus. Airbus ass Spuenien, Groussbritannien, Frankräich an Däitschland. An do hu mer et fäerdegbruecht, hautdesdaags mat Airbus de gréisste Konkurrent vu Boeing ze hunn.

Ech gesi just, dass hautdesdaags an der Sécherheetsindustrie et guer keng Zesummenhäng ... Elo ganz lues fänkt deen ee mat deem anere vläicht un, eppes ze maachen. Mee et ass, well jiddwereen, 27 Länner, och säi Retour économique, sou wéi ech et virdrun och hei erzielt hunn, sicht. An do muss ee sech d'Fro stellen, ob och net géife manner Suen ausgi gi fir d'Recherche, wa se gemeinsam géif gemaach ginn. Et géif méi performant kënne gebaut ginn, et cetera, et cetera. An dofir ass et fir eis och wichteg, dass mer do weider zesummeschaffen.

D'Resilienz ass och wichteg. An ech mengen, de Premierminister huet déi Initiativ vun der nationaler Resilienzstrategie jo och virgestallt, virun allem iwwert d'hybrid Menacen.

Lëtzebuerg sëtzt sech och weiderhi fir robust Exportkontrollen an. Dat ass engersäits fir dass ons Entreprise lizenzpflichteg Gidder, well si oft eng weltunerkannten Expertis hunn, weiderhi kënne exportéieren, ouni sech Suerge maachen ze mussen, datt dës an déi falsch Hänn falen. Anerersäits si robust Exportkontrollen och immens wichteg ... Mir sinn och bäigetruede beim Pall-Mall-Prozess, dee vu Frankräich a Groussbritannie lancéiert gouf. Dee soll déi irresponsabel Notzung vu Spyware bekämpfen.

Zudeem uechte mer och drop, datt Sanktioune géint zum Beispill Russland net iwwer Lëtzebuerg ëmgaange kënne ginn. Mir weisen do och eise Partner, dass mer en zouverléissege Member sinn.

Wann ech vun Zesummeschaffen ..., och eis Zivillmissiounen, wou mer Zivillmissioune mat der Police hunn, zum Beispill Armenien oder och elo am Kosovo, a Georgien, mee awer och mat der Madamm Backes hate mer a Litauen ..., a Polen hu mer gemeinsam ..., dat si keng Zivillmissiounen, mee dat si Missiounen, wou mer zesummeschaffe ginn. An ech mengen, dass dat immens wichteg ass, dass mer am Fong, och wa mer net déi gréisste Contingenten hunn ..., awer och sech ze bedeelege bei deene Contigenten, déi mer hunn. An duerfir wierklech och deenen zwee anere Ministeren e grousse Merci, fir déi ..., well dat gehéiert och zu der Diplomatie, fir dat och kënnen ze maachen.

D'politesch Situatioun um europäeschen Niveau ass ..., also am Moment weess ech net, ob d'EU wierklech dat sexiest Bild vu sech gëtt, wéi Europa ass. Ech sinn elo ganz éierlech mat Iech. Wann een esou nolauschtert, huet een d'Gefill, mir géife méi streiden, wéi iergendeppes erauszekréien. Ech hunn dat zéng Joer als Premier och erlieft. Et ass ëmmer gesot ginn: „D'EU ass elo fäerdeg. D'EU mécht net méi weider. D'EU bleift stoen." A mir hunn et ëmmer fäerdegbruecht, nees opzestoen.

Dat war eng Finanzkris, dat war eng Euro-Kris, dat war de Brexit, dat war eng Flüchtlingskris. Dat war ... – ech kéint Iech se opzielen, wou ëmmer d'Gefill ginn ass, Europa ass um Stocken, a wéi geet et weider.

Dat Eenzegt, wat ass: Mir mussen eis d'Fro stellen – mat der politescher Situatioun, déi hunn –, wéi mer och kënne vläicht méi effikass schaffen. Mee de Problem ass: Fir méi effikass ze schaffen, musse mer heiansdo Saachen änneren. A fir Saachen ze änneren, brauche mer awer eng Unanimitéit. A bei verschidde Länner brauche mer souguer e Referendum. An ech kann Iech awer elo scho bal aus gudder Iwwerzeegung soen, dass e Referendum am Moment fir Europa vläicht net onbedéngt déi Richtung géif kréien, déi sech vill Leit géifen erwënschen.

D'Madamm von der Leyen ass Presidentin vun der Kommissioun, och fir d'zweete Kéier. Et ass en neie Collège vu Kommissären. Et ass en neie President vum Conseil mam Här Costa. D'Madamm Metsola ass nach weider bliwwen.

Ech brauch net op déi siwe Prioritéiten anzegoen. Dat ass iwwert d'Kompetitivitéit, dat sinn d'Mesüren zur Vereinfachung. Ech warnen ëmmer just virdrun:

D'Vereinfachung – ech ka mech erënneren, als Premierminister – hunn ech ëmmer d'Ongeheier vu Loch Ness genannt. An du gouf ech ëmmer gefrot: Firwat? An du sot ech: „Well d'Ongeheier vu Loch Ness, jiddweree schwätzt dovunner, mee et huet nach keen et gesinn". An et war och ganz oft de Fall, dass ee Vereinfachung sicht an dass et méi einfach gesot ass, wéi e gemaach ass. Mee tatsächlech ass et de But, deen all Administratioun sech och sollt ginn. Net ze kucken am Fong, fir et méi komplizéiert ze maachen, mee fir et méi einfach ze maachen. A fir eis ass et och eebe virun allem geduecht, fir dass d'Käschten, déi administrativ Käschte fir d'Betriber erofginn.

Et ass eng Unioun vun de Kompetenzen. D'Landwirtschaft, d'Demokratie an Europa, eis Relatiounen och mam Vereenegte Kinnekräich nom Brexit sollen net vergiess ginn. Den 19. Mee dëst Joer war och déi éischt Etapp vun deem Opbau a fir eis ass deen och ganz, ganz wichteg.

Wann ech vun Europa schwätzen, da muss ech awer och ... Wann ech d'Groussregioun wëll abordéieren, da muss ech awer och soen, dass Schengen ... Mir hu viru Kuerzem Schenge gefeiert hei zu Lëtzebuerg. Eng Feier, wou eng Rëtsch vun Ausseministeren do waren, Vertrieder vum Europaparlament, d'Anke Rehlinger als däitsch Nopesch, als Presidentin vum Bundesrat. A grad an deem Moment, wou d'Leit iwwert d'Grenz komm sinn, hunn déi Däitsch Grenzkontrolle gemaach bei Schengen. Ech muss Iech soen, Grenzkontrolle sollen d'Ausnam sinn, net d'Reegel.

An ech wëll hei wierklech och mengem Kolleeg, dem Léon Gloden, Merci soen, an hunn dat och nach eng Kéier, wéi ech gëschter beim Bundespresident zu Berlin war, ervirgehuewen, wéi schwéier et ass – de Leit ze soen, dass mer Schengen hunn, dass d'Libre circulation eng Reegel ass, dass mer an der Groussregioun e Bassin hunn, deen zesummegewuess ass –, wann d'Leit all Dag awer kujenéiert ginn op der däitscher Säit, fir eran- oder fir erauszefueren.

An d'Repercussioun: Verschidde Leit si sech net bewosst, wat dat och fir eng Répercussion économique kann hei zu Lëtzebuerg hunn. Verschidde Leit wäerte sech d'Fro stellen, wa se moies esou vill méi laang brauchen, fir op Lëtzebuerg ze kommen, ob et iwwerhaapt nach derwäert ass, fir op Lëtzebuerg ze kommen. Dat gesäit een och bei deem engen oder deem aneren Entrepreneur, mat deem ee schwätzt, déi Suerg, déi déi Leit hunn.

Deemools, an ech hunn dat schonn eng Kéier hei gesot, huet keen dru gegleeft. De Robert Goebbels huet fir Lëtzebuerg ënnerschriwwen als Staatssekretär. Et war kee Minister souguer, dee gaang ass, mee vun deene Länner, déi ënnerschriwwen hunn, war kee Minister do. Et waren nëmme Staatssekretären. An hautdesdaags ass et ee vun deene gréisste Succèsen. Heiansdo ass et eppes Klenges, wat ee sech traut, iergendanzwousch ze maachen, wat duerno richtegen Erfolleg kann hunn. A mir dierfe Schengen net futti maachen!

A mir dierfen net am Fong de Populisten nolafen. D'Populiste wäerten Iech erklären, dass si et duerch déi Grenzkontrolle fäerdegbréngen, d'Kriminalitéit ze stoppen an ze bremsen. Wann d'Baussegrenze géife fonctionéieren, wann Dublin géif fonctionéieren, dann hätte mer schonn eng aner Situatioun. Mir probéieren ze soen am Fong: Well dann eng AfD zum Beispill an Däitschland eppes behaapt, dass dann demokratesch Parteie probéieren, Léisungen ze fannen, déi an déi Richtung ginn, dat stäerkt just d'Extreemer. Well duerno op eng Kéier, ce ne sont pas les résultats escomptés, déi een da kritt. An da seet ee sech, da muss ee méi wäit goen. An dee „méi wäit" ass op eng Kéier deen, deen um Bord ass, wou et net méi weidergeet, riets.

An dowéinst, Här President, ass fir mech wichteg, dass mer weider dee Moment, dee mer zesumme gefeiert hunn, net op eng Kéier un d'Souvenirskëscht verléieren. An dofir dem Minister e grousse Merci och fir säin Engagement beim Här Dobrindt, fir dass dee sollt weidermaachen.

De Bannemaart, Här President, ass eng Strategie, déi mer musse weiderféieren. Well am Moment huet een d'Gefill, dass mir 27 kee Bannemaart hunn. Am Fong muss et e grousse Bannemaart sinn, mee mir hu 27 kleng „Minimarkets" a mir hu kee grousse Marché. An dofir ass et fir eis och wichteg, dass mer déi och weiderféieren. Am Moment ass et esou, wann ee sech an Europa wëll implantéieren, muss ee 27 Legislatiounen, 27 Regulateuren och kennen. A wann Der kuckt, mir ginn erdréckt duerch déi grouss Strategiesfroe wéi AI, wéi aner Saachen hautdesdaags, oder Développement digital tëschent Amerika an Asien, well mir eebe fragmentéiert si vis-à-vis vu Länner, déi déi Fragmentatioun och net kannt hunn.

Mir brauche weider eng gréng an och eng digital Transitioun. Mir brauche weider e Budget am MFF fir den Europäesche Fong fir d'Kompetitivitéit a wéi gesot déi Verstäerkung, déi Vereinfachung.

Här President, d'EU-Erweiterung ass och eppes, wat um Ordre du jour steet. Mir sollen net an d'Euphorie verfalen, fir ze soen: „Wat mer zu méi sinn, wat besser", an dass een elo seet, d'Kopenhagen-Krittäre misste vun haut op muer net méi zielen. Mir brauchen déi Kopenhagen-Krittären! Et ass Merit-based an dat muss och d'Reegel bleiwen.

Mir gesi bei deene Länner, déi mer hunn, dass zum Beispill bei Albanien 28 vun 33 Kapitele schonn opgemaach gi sinn. Do sinn nach fënnef Punkten. Agrikultur, Fëscherei, Alimentatioun sollen d'nächst Joer de Sujet vun enger CIG ginn. Montenegro: Siwe Verhandlungskapitele sinn zougemaach ginn.

A verschiddene Länner gesäit een awer, dass et méi schwéier ginn ass. A verschiddene Länner gesäit een, dass se éischter op d'Brems drécken oder souguer d'Marche arrière ageluecht hu bei engem Rapprochement vis-à-vis vun der Communautéit, ob dat bei der Pressefräiheet ass, ob dat beim Respekt vun individuelle Rechter ass. Mee dowéinster ass et fir mech immens wichteg, dass mer net de Leit d'Gefill ginn, dass et just eng Course ass, fir an d'EU ze kommen.

An do och nach eng Kéier, Här President, a mengem perséinlechen Numm, do gëtt et jo déi Communauté politique européenne, dat ass jo déi Reunioun, wou am Fong déi Länner sech treffen, an do kann ee sech och froen, ob een do net doraus kéint e bësse méi maache wéi dat, wat et am Moment ass, wou een deenen da vläicht verschidde Kompetenze kéint ginn, wou se dann nach net EU-Member sinn, mee awer verschidde Saache kéinte kréien.

Ech hunn elo gesinn, wéi ech a Moldawie war oder an der Ukrain oder an anere Länner: Zum Beispill de Roaming ass eppes, wat elo gemaach ginn ass, wat awer dem Bierger schonn e Gefill gëtt, dass e lues a lues do an eng Famill erakënnt, wärend mer awer net alles, all déi Wäerter an déi Krittären, déi mer hunn, déi mer festgehalen hunn, vun 1993 iwwer Bord geheien.

Op EU-Niveau gëtt et Onstëmmegkeeten zu de Bäitrëttsverhandlunge vun der Ukrain a Moldawien. D'Ungare sichen ëmmer Ursaachen, fir déi ukrainesch Participatioun an der Ouverture vun Negociatiounen ze torpedéieren. Dunn ass och souguer d'Demande komm, ob een dann net misst d'Ukrain a Moldawien trennen, fir dass Moldawie kéint méi séier weiderkommen. Mee d'Moldawier selwer soen: „Nee, mir bleiwe solidaresch, mir sollen dee Wee do och zesumme goen."

Iwwert d'Rechtsstaatlechkeet brauch ech Iech ... Ech mengen, jiddweree weess, dass dat fir eis e fundamentale Pilier vun eiser Gesellschaft ass. An dat muss och weider esou bleiwen. Mir brauchen och dee respektvollen Dialog tëschent de Memberstaaten.

Zu der Konditionalitéit: Ech hat d'lescht Woch, wéi se zu Berlin war, e Café mat der Madamm Merkel, wou mer eis nach drun erënnert hunn, wéi mer zesumme bei hir am Büro am Fong déi Konditionalitéit kreéiert hunn, wou mer am Fong vis-à-vis vun Ungarn an zesumme mat der Zoustëmmung och vu Pole konnte fäerdegbréngen, dass eng gewësse Konditionalitéit komm ass.

Well ech muss Iech soen, Esperanto ass jo näischt ginn an Europa. Déi gemeinsam Sprooch ass näischt ginn. Mee et gëtt eng Sprooch, déi all Land bal versteet, och wann et den Euro net huet, dat ass den Euro. Sue sinn eng europäesch, eng international Sprooch, déi all Mënsch versteet. An et ass traureg, dass een d'Suen am Fong als Konditionalitéit muss ginn, fir dass Wäerter respektéiert ginn, déi am Fong d'Épine dorsale si vun dëser Europäescher Unioun. Mee déi Sprooch schéngt méi Impakt ze hu wéi vill aner Sproochen.

Här President, mir wäerten och d'Presidence vum Conseil kréien 2029. Dat ass en usprochvollen an interessanten Exercice, deen hu mer fir d'lescht 2015 gehat. A mir wäerten d'Presidence zesumme mat Lettland an Italien ab 2028 kréien. Mir wäerten do eng zolidd Preparatioun och hunn. Ech hu schonn ee vu mengen Diplomate bei eis am Haus, dee spezifesch dorop schafft, fir dat ze koordinéieren. Mir hunn do als MAE déi Koordinatioun zur Aufgab, mee et huet kee Wäert ze mengen, dass dat dem Ausseminister seng Aarbecht eleng ass. Et ass d'ganz Regierung, déi doru muss schaffen. All Ministère huet do seng Reuniounen zesummen ze organiséieren. Mee mir sinn do, fir hinnen d'Liewe méi einfach ze maachen. An dat ass vläicht eng Opportunitéit, Här President, och fir dat Europa, wat fonctionéiert, awer vläicht deem engen oder deem anere kënnen ze weisen.

Bilateral Relatioune mat eisen Nopeschlänner sti bei eis op der aussepolitescher Agenda. An och Iech, Här President, soen ech Merci, well déi Chamber ... Ech sinn elo laang an dësem Haus, vun 1999 un, an et huet sech awer eng Diplomatie parlementaire entwéckelt, déi et virdrun net ginn ass. A fir mech ass et wichteg, dass mer déi Echangen hunn op ministeriellem Niveau, op Regierungsniveau, op Staatschefsniveau, awer och um parlamentareschen Niveau. An ech gesi jo reegelméisseg eng Rëtsch vun den Deputéierten, déi dann à tous les coins du globe och do Echangë sichen. Et ass vill besser, mat de Leit ze schwätzen, wéi iwwert deen een oder deen aneren ze schwätzen. Dofir wierklech och mäi Merci, dass mer dat zesummen an déi Richtung gesinn.

Här President, ech hunn Iech virdru gesot: D'Groussregioun ass net ze ënnerschätzen. Ech hat domadder ugefaang. Mir gi ganz oft kucken, wat an Neiséiland oder Japan ka gemaach ginn, wann een zu Metz, zu Tréier oder zu Arel och Opportunitéite kéint hunn. An dofir wëlle mer och ... An ech gesinn d'Madamm Cahen hei sëtzen, si hat och déi Groussregioun mat „Leif und Seil" nees un d'Liewe bruecht ..., wou mer zesumme mat der Gäichel mat de belsche Kolleegen, da mat der CIG ... Här President, an et ass net meng Schold, well ech hunn héieren, d'CIG wier verluecht

gi wéinst Lëtzebuerg: Dat ass falsch! Ech brauch en Uspriechspartner a Frankräich. An dat war déi lescht Zäit e bësse méi komplizéiert. Mir hunn elo en Datum fixéiert. An ech freeë mech och op déi CIG, déi mer kënnen hunn.

Mir hu Kontakter mam Saarland. D'Madamm Rehlinger kënnt elo den Här Premierminister besichen. An den nächste Wochen eebe kréie mer dee Besuch. A mir kucken och an der Groussregioun ,wéi mer Saache kënne maachen. An ech wëll awer och d'Presenz vun eisem Kulturminister hei begréissen, well ech hat dee vergiess.

(Brouhaha)

Ech hat se bis elo all ernimmt, mee den Här Thill hat ech nach net ... Mee voilà, ech wëll dem Här Thill och Merci soe fir déi Zesummenaarbecht, déi mer um Niveau vun der Kultur hei hu mat der Groussregioun. Ech mengen, dass déi och ganz, ganz wichteg ass.

Nieft der Kultur och d'Fortschrëtt, d'Innovatioun an d'Bildung ... Mir sollen net vergiessen, dass 230.000 Frontalieren all Dag op Lëtzebuerg schaffe kommen, dat heescht, e richtege Bassin, an dass déi och zu der wirtschaftlecher, sozialer a kultureller Dynamik vun eisem Land bäidroen.

An ech wëll just drun erënneren, dass gutt Relatioune mat der Grenzregioun wichteg sinn. D'Madamm Lenert, deemools Gesondheetsministesch, kann ech Iech soen ..., wann d'Fransousen d'selwecht reagéiert hätte wéi déi däitsch Noperen, fir eis Grenzen zouzemaachen, fir dass déi Leit, déi an de Spideeler geschafft hunn, net méi iwwert d'Grenz hätte kënne kommen, dann hätte mer net dat kënne prestéieren u Soinen an de Klinicken, wéi dat de Fall war.

Ech hunn hei e Gesondheetsminister, deen hannendru sëtzt, deen dat och bestätege kann: De Gros vun deene Leit, déi an de Spideeler schaffen, si keng Lëtzebuerger. A wann Der alleguerte muer am Spidol sidd, sidd Der frou, déi Soinen ze kréien. An dofir solle mer och frou sinn, dass mer déi Zesummenaarbecht hu mat eiser Nopeschregioun.

Här President, d'Benelux gëtt et scho 65 Joer. Dat heescht, si ass souguer scho méi al wéi de Schengen-Accord. A mir haten och op der Place d'Armes eng gefouert ... Si wollten am Ufank eng Séance académique maachen. Wéi et fäerdeg war – an ech wëll och hei der Douanesmusek Merci soen –: Mir haten d'Douanesmusek aus den dräi Benelux-Länner invitéiert, fir zesummenzekomme mat enger flotter Ausstellung an eppes Kulinareschem, amplaz den Historique opgezielt ze kréien, wéini wat wéi een Dag um wéi vill Auer gemaach ginn ass, vu wéi engem Politiker.

Här President, mir hunn d'Presidence vun der Groussregioun fir 2027/2028, a gläichzäiteg wäerte mer och 2028 d'Presidence vum Benelux hunn. A fir eis ass et wichteg, dat och zesummen ze maachen.

D'Siègepolitick, Här President: D'Zuel vun den Agencen ass nach ëmmer do, mee d'Zuel vun de Leit, déi an den Agencë schaffen, geet erof. An dat ass e gemeinsaamt Zil, wat mer eis musse ginn, weider vis-à-vis vun enger Kommissioun oder vis-à-vis vun den internationalen Organisatiounen Drock oprechtzeerhalen, fir weider attraktiv ze sinn. Jo, tatsächlech ass zu Lëtzebuerg d'Liewe méi deier wéi an anere Capitallen. Dat ass eng Saach ... A wa se vergläiche mat aner Standuerter wéi Bréissel, da soe se: „Lëtzebuerg ass ze deier, dofir wëlle mer net op Lëtzebuerg kommen."

Mir gi manner attraktiv! Dat ass e Constat, dee mer hunn. An eng Wonnerléisung gëtt et net. Mir musse weider attraktiv bleiwen, fir och déi 14.000 Agenten an hir Talenter hei ze halen.

Mir sinn am Moment amgaang, mat der Kommissioun u Pisten ze schaffen, an ech hoffen, dass do och an deene kommende Méint Neel mat Käpp kënne gemaach ginn.

Mir hunn awer zum Beispill eng gelonge Mesür, déi 2026 wäert a Kraaft trieden, dat ass d'Ofkommes vun dësem Joer tëschent der EU-Kommissioun an der Fédération des hôpitaux iwwert den Tiers payant, fir och deen anzeféieren.

Mir hunn och international Organisatiounen. Wéi Der wësst, hu mer den Accord de siège fir de Benelux-Geriichtshaff, dee mer hei hunn. A mir sinn och nach an Diskussioune mat aneren UN-Agencen, déi sech och hei wëllen entwéckelen.

Här President, ech hunn elo den Tour gemaach politesch, mee ech hunn Iech och gesot, ech wier Commerce-extérieurs-Minister. An do gëtt et keng separat Deklaratioun wéi bei der Kooperatioun. Dofir erlaabt mer, dass ech Iech hei och e klengt Kapitel iwwert d'Handelspolitick net wëll virenthalen.

Also, d'Tariffer waren déi grouss Diskussioun vum Commerce international. Dat ass d'Realitéit. Déi „tariffs" aus Amerika, jiddereen huet geziddert, wat géif kommen. An am Fong war d'Imprevisibilitéit dat, wat op eng Kéier d'Reegel ginn ass, wou een awer normalerweis gekuckt huet, dass de Commerce sech op Previsibilitéit konnt berouen.

Mir hunn ... an do huet d'Situatioun sech geännert vu Bréissel iwwer Washington, iwwer Beijing, do huet een op eng Kéier Reaktioune gesinn zu Bern, Reaktiounen, wéi do op eng Kéier d'Zuelen zu Brasília ..., an ech kéint elo opzielen, wéi da verschidden ... Do kann een an en „tariff war" kommen. Mee et kann een och kucken, ronderëm den Dësch ze kommen a sech ze eenegen.

Mir hu gesinn, dass den Handel am Fong och en Drockmëttel ginn ass. Dat war virdrun net de Fall. Mee et ass am Fong en Drockmëttel ginn, fir vläicht och dat eent oder dat anert ze kréien.

Mir gesinn, dass am Moment Iwwercapacitéite sinn. An och bei kritesche Ressourcen, och zum Beispill mat China, do gesi mer, dass och eng Iwwercapacitéit do ass. Dofir brauche mir och gewësse Mesüren um Niveau vun der Kommissioun, fir d'Stolimporter och zënter 2013 ... – déi sinn och reduzéiert ginn –, mee fir awer och ... Mir sollen ... Et geet net, datt déi aner decidéieren, eppes fir hir Industrie ze maachen, a mir als Europäesch Unioun einfach nokucken, wéi eis eegen Industrie am Fong bei eis d'Dieren zoumécht a sech duerno och nach an d'Ausland installéiere geet.

Mir gesi bei der WTO – do hat ech och Reuniounen –, datt et do am Moment och ganz schwéier ass weiderzekommen. Dat heescht, dass awer och eng gewëssen Imprevisibilitéit kënnt.

Iwwert d'Handelsofkommes a Mercosur: Dir hutt jo déi lescht Zäit matkritt, dass do Handelsofkommesse si mat Mercosur. Wann ech richteg verstan hunn, war de Christophe Hansen, de Lëtzebuerger Kommissär, dee fir d'Agrikultur zoustänneg ass, och elo sur place, zesumme mat der Press, fir e bëssen Opklärungsaarbecht ze maachen. Ech muss Iech soen, dass fir eis den Accord, deen am Ufank do war, problematesch war. Ech hat et jo och eng Kéier gesot: „C'est Merco pas si sûr", well et einfach de Fait war, dass mer net déi Garantië kritt hate fir de Konsument a vis-à-vis vu Reegelen; déi waren do net do. An do krute mer och Garantië vun der Kommissioun iwwert d'Qualitéit, Garantien iwwert d'Kontrollen, déi fir eis wichteg waren, an eeben och Mécanismes de protection, déi missten och do sinn.

Da gëtt et och déi Clause-miroiren, an ech mengen, mir sollen deen Debat och eng Kéier hei féieren, wann et bis um Dësch läit. Mee mir sollen awer wëssen, virun allem als klengt Land – dat hunn ech och schonn eng Kéier an enger Kommissioun gesot –, dass wa mer ëmmer manner Partner hunn um internationale Marché, et wichteg ass, nei Partnerschaften och ze kreéieren. Wa mir mengen, mir kéinte mat allem aleng eens ginn, da muss ech Iech soen, da riskéiert dat och schifzegoen.

Och d'Ëmweltstandarde ware wichteg Krittäre fir eis fréier Ëmweltministesch. An ech sinn och frou, dass mer do och déi doten zesummen dra kritt hunn. Do sinn eng ganz Rëtsch vu Saachen, déi vun ons proposéiert gi sinn, och integréiert ginn.

Wann ech vu Relatioune schwätzen, och mat aneren Drëttlänner: D'Verhandlunge fir e Fräihandelsofkommes mat Indonesien, dat ass finaliséiert ginn. Dat heescht, mir siche weider och Partner.

Mir sinn eng vun deenen oppensten Ekonomië vun der Welt. Si mir eis bewosst, Här President, dass den Handelsvolume vu Lëtzebuerg 335 Milliarden Euro ass? Dat entsprécht 388 % vun onsem PIB.

Eis Handelsbezéiunge si fest am Bannemarché vun der EU verankert mat 61 % vun onsen Echangen, ganz international opgestallt mat de reschtlechen 39 % am wäiten Ausland; nieft deem groussen Deel an der EU, haaptsächlech vill Richtung Nordamerika an Nordasien. 91 % vun onsen Echangë si mat onsen 20 éischten Handelspartner. Mir si staark an de Servicer, déi 83 % vun onsen Handelsvolumen ausmaachen. Bei de Gidder komme mir op 17 % vun den Handelsvolumen oder 57 Milliarden Euro. Mam Handelsvolume vun 355 Milliarden Euro hu mir all Interêt, op den Aussenhandel ze setzen.

Sou wéi ech Iech et virdru gesot hunn: Wéinst där ugespaanter Situatioun, déi mer am Moment hunn a wou am Fong duerch den Handelskrich am Moment bal méi Dieren zougi wéi nei Dieren opginn, ass et wichteg, och e gudden, stabillen, funktionéierende Bannemarché ze hunn.

Dowéinster, ech hunn et och schonn op dëser Plaz eng Kéier gesot: Ech sinn de responsabele Minister vun der Diplomatie, dee vun der Kooperatioun, mee ech sinn och Äre Reesender, Här President, ech sinn de Reesender, deen eeben och d'Atoute vu Lëtzebuerg an d'Ausland promouvéiere geet. An dofir brauche mir och eng staark, eng kohärent an eng attraktiv Wirtschaftspromotioun.

Mir hunn Ouverturë vun Ambassaden a Südkorea an a Kanada, mee mir wäerten och eise Reseau vun LTIOs verbesseren. An ech sinn och do ganz frou, dass ech et zesumme mam Finanzminister, mam Gilles Roth, fäerdegbruecht hunn, dass mer och eppes Neies schafen, wat et virdrun net ginn ass. A mir wäerten eng Rëtsch vun neie Posten opmaachen, et ass am Moment an der Pipeline, ech hunn Iech et scho virdru gesot, dass mer een zu Singapur opmaachen. Mir hunn zum Beispill och wëlles, an deenen zwee, dräi nächste Joren een zu Austin opzemaachen, well mer do der Meenung sinn, dass et wéinst de Finanzen am Texas an och wéinst der Digitalisatioun immens wichteg ass, do och present ze sinn an dass mer et fäerdegbréngen, dass net just Diplomate vum Ausseministère op deene Poste sinn.

Ech hunn de Gilles Roth gefrot, dass och Leit, déi spezialiséiert sinn an de Fongen – zum Beispill, wann ech op enger Plaz opmaachen, wou d'Fongenindustrie oder d'Finanze wichteg sinn –, vertruede sinn. An dat ass net de Luxembourg for Finance oder iergendeng ONG oder eng ASBL oder iergendeppes. Nee, d'Ministèren, den Ausseministère an de Finanzministère, schaffen zesummen, ...

Une voix | Ganz gutt Iddi!

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | ... fir ze kucken, wéi mer op deene Plazen, wou d'Finanzplaz an d'Finanzrelatiounen esou wichteg sinn, och kënnen

zesummeschaffen. Et ass e Paradigmewiessel, mee ech fannen, dass deen och ganz opportun ass.

Mir hu Wirtschaftsmissiounen, déi mer zesumme maachen, dat ganz oft mam Lex Delles, ob dat an Amerika, a Japan, a China esou wéi an Europa ass, fir eng Rëtsch vun Dieren opzekréien. An ech si ganz frou, dass ech nach viru Kuerzem e Bréif kritt hu vun enger Lëtzebuerger Firma, déi no enger Rees, déi mer gemaach hu mam Lex Delles a China, e Marché kritt huet vun iwwer 100 Milliounen. Dat ass eeben och d'Roll vun engem Lëtzebuerger Aussenhandelsminister a Wirtschaftsminister, déi Dieren opzemaachen, déi néideg sinn.

Mir ginn op eng Rëtsch Konferenzen: Ech war d'lescht Woch um Berlin Global Dialogue, op der Milken-Konferenz, zu Davos, op der Foire vum Bourget, um Raisina Dialogue zu New Delhi. Dat sinn där Plazen, wou mer där Kontakter ophuele mat deem engen a mat deem aneren a wou mer et am Fong fäerdegbréngen, och eng Relatioun opzebauen, doduerch dass mer all Joer dohinner ginn, fir eeben och deen Intuitu personae ze schafen.

Wann ee kuckt zum Beispill, wat mir hei fäerdegbruecht hunn: Mir hunn zum Beispill déi zweet Editioun vun Nexus – 8.500 Leit, Här President, waren hei, 8.500 Leit! A kuckt eng Kéier déi Nimm, déi hei waren: Dat ware Ponten, d'Pontë vun der internationaler digitaler Welt, déi hei zu Lëtzebuerg waren op Invitatioun vun där Nexus. Mir sollen houfreg sinn op dat, wat mer fäerdegbréngen, an och op déi Attraktivitéit, déi mer hunn. Et ware 660 Speakeren aus 57 Länner, déi mer konnten ausstellen. Ech hunn Iech gesot, d'Presenz hei unzéien, mee et ass och no baussen.

Osaka: Zu Osaka – dat war an der Gastronomie – hu mer Wäin, mir hu Cremant a Bamkuch virgestallt mat der Hotelschoul. Mir hunn de Savoir-faire am Fong … A mir haten och eng Keelebunn – wou de Grand-Duc eis gewisen huet, wéi en dee lénksen an dee rietse Bauer géif kréien, deemools bei senger Visitt –, mee einfach, fir ze weise bei de Japaner, wat och en Deel vu Lëtzebuerg ass.

Déi nächst Expo wäert zu Riad stattfannen. An ech wäert der Regierung proposéieren, dass mer zu Riad och sollen deelhuelen. Mee dat heescht, dass mer et fäerdegbréngen, och esou eng „public diplomacy" ze schafen, andeem een den direkte Kontakt mat de Leit och kritt, fir e bessert Verständnis vun onser Kultur, vun onse Valeuren, vun onsen Iddien och kënnen ze kréien.

Kultur – an d'Kultur ass och Diplomatie. Ech wollt Iech dat och soen. Mir hunn d'Ambassaden uechtert d'Welt, déi onse Kulturschaffenden interessant Plattformen an Opportunitéite kënne bidden. Gläichzäiteg bitt och d'Kulturdiplomatie vill Opportunitéite fir d'Kreativitéit.

A mir sinn och ganz, ganz frou iwwert déi Zesummenaarbecht, déi mer hu mat der Chambre de Commerce, wat e Partner ass, mat deem mer och schaffe kënnen. An am Fong, erlaabt mer, dass ech elo net den … Ech hu virdru vum Finanzministère, ech hu vum Aussenministère, ech hu vum Wirtschaftsministère, ech hu vun der Chambre de Commerce geschwat. Erlaabt mer, vum Team Lëtzebuerg ze schwätzen! Dat Team Lëtzebuerg, wat mer fäerdegbréngen an der Regierung zesumme mam Privatsecteur ze hunn, ass eeben och eng Force, déi mer hunn, déi aner Länner vläicht net onbedéngt hunn.

Mir sinn attraktiv, mir mussen och attraktiv bleiwen. Mir brauche weider Previsibilitéit, e multilaterale Kader. Mir brauche weider en État de droit. Mir brauche weider Wäerter. Mir brauchen e multilaterale gudden internationale Kader. Och de COPEL, dat ass de Comité pour la promotion des exportations luxembourgeoises, ass ervirzehiewen.

Här President, erlaabt mer nach, op ee Punkt anzegoen, deen oft vergiess gëtt, mee deen eis wichteg ass: Dat ass dem Ausseministère säi Service um Bierger. Mir hu vill Lëtzebuerger, déi am Ausland sinn. Mir hu vill Lëtzebuerger, déi den Ausseministère brauchen, wann et drëm geet, fir de Pass ze kréien, fir an d'Ausland ze goen. An d'Krisen an de Regiounen, wou och d'Lëtzebuerger Bierger ënnerwee sinn, déi sinn ëmmer méi present. Mir hunn och Leit, déi eis kontaktéieren a soen: „Hei hëlleft eis wannechgelift fortzekommen!" Et si verschidde Leit, wou mer gesot hunn: „Gitt net dohinner!"

(Interruption)

Dat hate mer och. An dann, wa se bis eng Kéier dohanne Problemer hunn, da soe se: „Hëlleft eis séier nees wannechgelift fir eraus!"

Mee ech wëll hei och de Frënn aus der Belsch Merci soen, well ganz oft kënne mer op si och ziele fir déi konsularesch Hëllef, an dem Maxime Prévot, fir dee leschte Fall vun där Persoun, déi och an enger Flottilla war. Si huet vum belschen Ambassadeur och do déi Ënnerstëtzung kritt.

Mir hunn eng ronn …, an ech wëll déi och eng Kéier hei ervirhiewen, déi 150 Honorarkonsulen, déi mer hunn, déi näischt dofir kréien. Dat si Leit, déi sech fir Lëtzebuerg engagéieren. Déi Leit hate mer och fir d'éischte Kéier op Lëtzebuerg invitéiert. An der Zäit ass et dat ginn, dass een dat esou regiouneméisseg gemaach huet. Mir haten do déi 150 Éierekonsulen invitéiert, waren zesummen op Colmer-Bierg och invitéiert vum Grand-Duc a vun der Grande-Duchesse, wou mer mat hinne konnten en Echange hunn. An ech mengen, dass dat och eis vill hëlleft.

Ech maachen en Opruff, Här President, un d'Leit, wa se bis an d'Ausland ginn, dass et do op guichet.lu d'Plattform LamA gëtt – Lëtzebuerger am Ausland –, fir sech anzeschreiwen. Dat hëlleft eis selbstverständlech, wa bis Hëllef gebraucht gëtt, fir och kënnen ze hëllefen.

D'Visasdemanden, also d'Päss an d'Visasdemanden: Mir sinn am Moment op 60.000 Päss d'Joer. Mir sinn op 30.000 neie Visasdemandë fir Leit, déi wëllen op Lëtzebuerg kommen. Mir wäerten d'nächst Joer Iech och verschidde Reforme vum Pass virstellen. Ech wëll do och verschidde Saachen änneren, déi bis elo beim Pass sinn, och d'gülteg Zäit, an déi Saache wëll ech och matbréngen.

Mee de Lëtzebuerger Pass erlaabt et elo, a méi wéi 170 Länner ze reesen ouni komplizéiert Formalitéit. Mir ginn ëmmer klasséiert als ee vun deene beschte Päss, fir an der Täsch ze hunn an och fir ze reesen.

Mee mir hu just eng Saach, op déi wëll ech Iech opmierksam maachen, an et steet och eppes …, an ech weess, Här President, dass dee Sujet Iech och um Häerz läit. Dat sinn d'Lëtzebuerger am Ausland.

Mir hunn am Moment 153.000 Lëtzebuerger, déi am Ausland liewen. An ech kann Iech soen, dass d'Neilëtzebuerger a Brasilien an an den USA weider floréieren. An déi Leit, wa se bis d'Nationalitéit hunn, wëllen och e Pass. Well et ass eeben och eng Facilitéit, fir an Europa ze kommen.

An do muss ee sech eng Kéier d'Fro stellen, wéi mer et maachen, mat deem Walsystem, dee mer hunn. Dir wësst, dass se alleguerten hei am Zentrum sinn. Mat der Diaspora, déi mer hunn. Wat sinn d'Opportunitéiten? Eng politesch Diskussioun, déi wëll ech net virewechhuelen. Ech muss do zesumme mat de Regierungskolleegen och eng gemeinsam Positioun hunn.

Mee ech wëll Iech just drop opmierksam maachen, dass d'Gesetzer nach ëmmer mat sech bréngen, dass mer haut eng 153.000 Leit hunn. Dat si bal 30 % vun der Gesamtzuel vun de Lëtzebuerger Bierger. 30 % vun de Lëtzebuerger liewen am Ausland. An et ass net d'Grenzregioun. Et ass net d'Grenzregioun!

Ech wëll just, dass net gemengt gëtt hei, d'Leit géifen alleguerten am Ausland och liewen. Well 150 Lëtzebuerger am Ausland, dat sinn 150 Leit, déi zum Ruff och vum Land kënne bäidroen. Dofir ass et wichteg, och do ze kucken, wéi mer och kënnen dovunner profitéiere fir dem Land seng Valeuren, fir seng Wirtschaft.

Här President, ech hu probéiert, a manner wéi annerhallewer Stonn, et ass mer elo net gelongen, awer bal, den Tour duerch d'Welt ze maachen.

Fir eis ass et wichteg, dass mer eis bewosst sinn, dass, wa mer vläicht déi Gréisst hunn, déi geografesch Gréisst an déi militäresch Gréisst, déi mer hunn, dass mer respektéiert ginn. Dass mer eis dofir asetzen, fir heiansdo och déi Persoun ze sinn, déi sech asetzt fir deen, dee bis elo net nogelauschtert kritt huet. Dass den État de droit, d'Anhale vum internationale Recht, d'Respektéiere vun Normen an onsem Interêt ass. Wann eng Kéier „la loi du plus fort" Realitéit gëtt, si mir net op der gewonnener Säit!

Mir hunn et fäerdegbruecht, duerch d'Kooperatioun, duerch eng Stabilitéit, duerch d'Diplomatie, duerch de Commerce extérieur, duerch déi Aarbecht och zesumme mat Iech an der Chamber, e gutt Bild vu Lëtzebuerg ze ginn. Mir hu fäerdegbruecht, e Partner ze sinn, op deen ee sech verloosse kann, wou ee sech seet: „Lëtzebuerg ass vläicht net dat gréisst, mee et kann een op et zielen."

Mir haten d'lescht Woch nach d'Visitt vum kapverdianesche Premierminister, e Land wou se wossten, wéi se Problemer haten, dass se op Lëtzebuerg konnten zielen.

Mir sollen och net vergiessen, an déi meescht Leit hunn et vergiess, Här President, dass am 19. Joerhonnert en Drëttel vun de Lëtzebuerger geflücht sinn. 70.000 Leit vun enger Awunnerzuel vun 200.000 Leit sinn am 19. Joerhonnert geflücht, well mer net genuch ze iessen haten, a sinn an Amerika geflücht an hunn do op e bessert Liewe gehofft.

Mir waren net ëmmer dat Land, an deem mer eis villes leeschte konnten. An dofir sinn ech frou, dass mer hautdesdaags och wëssen, vu wou ee kënnt, wou een ass, an dass net alles natierlech an normal ass, dass een dofir muss zesumme schaffen, zesummenhalen, zesummen un engem Strang zéien, kucken déi Unité, déi Union nationale, déi Solidaritéit, déi Cohésion nationale och weider ze halen, an och wann Attacke vu bausse kommen, eis net destabiliséieren ze loossen. Déi Wäerter, dat Zesummeliewen, déi Stäerkte vun dësem Land waren, ëmmer zesummenzehalen, wa mer attackéiert ginn, an och, wann et schlecht geet, Solidaritéit ze beweisen. Dat ass de Succès vu Lëtzebuerg. An ech sinn houfreg op den Team Lëtzebuerg.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech ginn Akt vun der Deklaratioun vum Här Ausseminister.

Muer de Mëtten um 14.00 Auer féiert d'Chamber d'Debatt iwwert d'Europa- an d'Aussepolitick.

Domat ass dëse Punkt vum Ordre du jour ofgeschloss a mir sinn och um Enn vun eiser Sëtzung ukomm.

D'Chamber kënnt muer de Moien um 9.00 Auer nees zesummen.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 15.39 heures.)

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 21
   M. Claude Wiseler, Président
2. **Dépôt d'une résolution par M. Gusty Graas** p. 21
   Exposé : M. Gusty Graas
3. **Heure d'actualité de la sensibilité politique déi Lénk au sujet de la COP30 à Belém** p. 22
   Exposé : M. David Wagner (dépôt des motions 1 et 2)
   Débat : M. Paul Galles | M. Luc Emering | M. Franz Fayot | M. Jeff Engelen | Mme Joëlle Welfring (dépôt de la résolution 1) | M. Marc Goergen
   Prise de position du Gouvernement : M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | M. Franz Fayot (parole après ministre) (interventions de M. le Ministre Serge Wilmes) | M. le Ministre Serge Wilmes | Mme Joëlle Welfring (parole après ministre) | M. le Ministre Serge Wilmes
   Motion 1 : M. Paul Galles | Mme Joëlle Welfring | M. Franz Fayot | M. Jeff Engelen | M. David Wagner | M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité
4. **Ordre du jour** p. 31
   M. Claude Wiseler, Président
5. **Heure d'actualité de la sensibilité politique déi Lénk au sujet de la COP30 à Belém (suite)** p. 31
   Motion 2 : M. Paul Galles | Mme Joëlle Welfring | M. Franz Fayot | M. Marc Goergen | M. David Wagner
   Résolution 1 : Mme Joëlle Welfring | M. Paul Galles | M. Luc Emering | M. Dan Hardy | M. Franz Fayot | M. Marc Goergen | Mme Joëlle Welfring
   Vote sur le renvoi de la résolution 1 en commission (adopté)
6. **Dépôt d'une motion par Mme Paulette Lenert** p. 33
   Exposé : Mme Paulette Lenert
7. **Motion de M. Tom Weidig relative à l'abrogation de l'interdiction des moteurs à combustion d'ici 2035** p. 34
   Exposé : M. Tom Weidig (interventions de M. Meris Sehovic et Mme Corinne Cahen)
   Discussion générale : M. Jeff Boonen (intervention de M. Tom Weidig) | Mme Carole Hartmann | M. Franz Fayot | Mme Joëlle Welfring (intervention de M. Tom Weidig) | M. Marc Goergen (intervention de M. Franz Fayot) | Mme Joëlle Welfring (intervention de M. Fred Keup) | M. Marc Goergen | M. David Wagner | M. Fred Keup
8. **8489 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 22 février 2018 relative à l'échange de données à caractère personnel et d'informations en matière policière en vue de la transposition :**
   1° de la directive (UE) 2023/977 du Parlement européen et du Conseil du 10 mai 2023 relative à l'échange d'informations entre les services répressifs des États membres et abrogeant la décision-cadre 2006/960/JAI du Conseil ;
   2° de la directive (UE) 2023/2123 du Parlement européen et du Conseil du 4 octobre 2023 modifiant la décision 2005/671/JAI du Conseil en ce qui concerne sa mise en conformité avec les règles de l'Union relatives à la protection des données à caractère personnel p. 38
   Rapport de la Commission des Affaires intérieures : Mme Stéphanie Weydert
   Discussion générale : Mme Stéphanie Weydert | Mme Lydie Polfer | M. Dan Biancalana | M. Tom Weidig | M. Meris Sehovic | M. Tom Weidig (parole pour fait personnel) | M. Marc Goergen | M. Marc Baum
   Prise de position du Gouvernement : M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures
9. **8512 – Projet de loi portant modification de l'article 43bis de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale** p. 41
   Rapport de la Commission des Affaires intérieures : Mme Stéphanie Weydert
   Discussion générale : Mme Stéphanie Weydert | Mme Lydie Polfer | M. Dan Biancalana (dépôt de l'amendement 1) | M. Tom Weidig (interventions de M. Marc Baum) | M. Meris Sehovic (dépôt de la motion 1 et de la résolution 1) | M. Marc Goergen | M. Marc Baum
   Prise de position du Gouvernement : M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures (interventions de M. Marc Baum et M. André Bauler) | M. Meris Sehovic (parole après ministre) (interventions de M. le Ministre Léon Gloden) | M. Marc Baum (parole après ministre)
10. **Ordre du jour (suite)** p. 47
   M. Claude Wiseler, Président | M. Meris Sehovic

Présidence : M. Claude Wiseler, Président

Au banc du Gouvernement : M. Léon Gloden, M. Serge Wilmes, Ministres

(La séance publique est ouverte à 09.02 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

Just eng kuerz Informatioun, ier mer ufänken: Mir hunn de Moie gesinn, datt et eng Rei Schwieregkeete mat der Ofstëmmungsanlag gëtt. Mir wäerten den éischte Vott op engem Backup-System duerchféieren. Wa mer gesinn, datt et fonctionéiert, ass et gutt. Wa mer gesinn, datt et net fonctionéiert, wäerte mer d'Votte vun haut de Moie warscheinlech haut de Mëtteg maachen, fir besser doduerch ze kommen. Kucke mer, wat eis haut de Moien domadder erwaart.

2. Dépôt d'une résolution par M. Gusty Graas

Als éischt Wuertmeldung hunn ech den Här Gusty Graas, dee virum éischte Punkt den Depot vun enger Motioun, mengen ech, wëll maachen. Ass dat esou, Här Graas?

M. Gusty Graas (DP), auteur | Enger Resolutioun.

M. Claude Wiseler, Président | Enger Resolutioun. Jo, Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Gusty Graas (DP), auteur | Merci, Här President. Dir wësst, datt et jo en Associatiounsofkommes zwëschent der Europäescher Unioun an Israel gëtt. Dat staamt vum Juni 2000. An Dir wësst och, datt déi lescht Méint eng Rei Diskussioune gefouert gi sinn, wou sech um Niveau vun der Kommissioun Gedanke gemaach gi sinn, ob een net soll partiellement vläicht dat Ofkommes aussetzen, well eeben d'Entwécklung vun dem Problem, vun dem Konflikt an der Gazasträif dozou gefouert huet, datt u sech den Artikel 2 vun deem Ofkommes hei kéint zitéiert ginn, wou nämlech drasteet, datt ee misst d'Mënscherechter respektéieren an och déi demokratesch Prinzippien.

Elo ass et esou, datt jo awer festgestallt ginn ass, datt Israel deem net ganz gerecht gëtt. Do ware 17 Staaten, ënner anerem och Lëtzebuerg, déi du gefrot hunn, ob net dee juristeschen Aspekt soll ënnersicht ginn, inwifern een da kéint den Artikel 2 huelen, fir op Basis vum Artikel 79 dat Ofkommes partiellement ausser Kraaft ze setzen.

Ech wëll och drun erënneren hei, datt mer an der aussepolitescher Kommissioun elo zweemol doriwwer rieds haten, fir d'éischt och a Presenz vun engem Vertrieder vum Ministère des Affaires étrangères an dann och de leschte Méinden.

Ech wëll hei betounen, datt dee Virgang hei jo och eppes ass, wat net alldeeglech ass, mee wat een awer soll positiv gesinn, wann och an der Chamber eng Kommissioun higeet, en Avis politique ausschafft an dat dann iwwert de Wee vun enger Resolutioun, wéi d'Prozedur dat virgesäit, soll zréckbehalen.

Bon, mir sinn natierlech der Meenung, datt d'Situatioun – a leider huet se sech gëschter Owend jo erëm verschlechtert – nach ëmmer déi ass, datt een doriwwer soll nodenken. An ech wëll awer ganz kloer hei betounen: Dat soll e substanziellen Arrêt si vun deem Ofkommes do – et geet ëm d'Titren 2, 3 a 4 –, well eeben, wéi gesot, trotzdeem awer elo eng Rei Entwécklunge stattfonnt hunn, déi dat géinge justifiéieren.

Ech wëll och hei drun erënneren, datt eis Regierung dat mat ënnerstëtzt huet, net méi spéit wéi elo nach Enn September, wéi d'Lëtzebuerger Regierung och der Meenung war, datt ee soll op dee Wee goen. Dann hu mer awer hei och vun där Positioun profitéiert, fir awer och déi Tendances annexionnistes vun Israel ze kritiséieren. Iwwregens ass dat en ligne mat deem, wat den Ausseminister gëschter hei gesot huet, deen dat ganz kloer och kritiséiert huet. Dann huet den Ausseminister och drop higewisen, datt ee soll gegeebenefalls och driwwer nodenken, e Boykott auszesprieche géint Produkter, déi an deene besate Gebidder hiergestallt ginn. Ech mengen, och dat hu mer nach eng Kéier hei opgelëscht, sinn also do och ganz op enger Linn mat der Regierung.

Ech wëll och soen, datt mer eng ganz, ganz flott Diskussioun haten, och eng ganz éierlech Diskussioun. D'Kolleege vun der LSAP haten och nach en Amendement virgeluecht. Si wollten am Fong geholl nach e Schrëtt méi wäit goen. Si wollten am Fong hunn, datt dat ganzt Ofkommes sollt suspendéiert ginn.

Mir sinn allerdéngs der Meenung – wann ech elo soe mir, dann ass dat d'Majoritéit mat der Ënnerstëtzung vun der ADR, vun deene Gréngen, vun de Piraten –, datt mer awer sollten zu dësem Zäitpunkt och op där anerer Säit der Entwécklung eng Chance loossen, fir datt sech hoffentlech de Fridden astellt an der Regioun. Dowéinst wollte mer, wéi gesot, net direkt elo eng ganz grouss Decisioun huelen, och wann, naja, gëschter Owend eeben aner Signaler komm sinn.

Ech géing Iech dowéinst ... Duerfir hu mer deen Amendement vun der LSAP – ech soen awer Merci, datt se deen Amendement erabruecht hunn – ofgeleent, mee ech muss awer fairerweis hei ënnersträichen, datt d'LSAP eis Prise de position matdréit.

Wéi gesot, et geet ëm déi Proposition de décision du Conseil (2025) 890 concernant la suspension de certaines dispositions relatives au commerce de l'accord euro-méditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et l'État d'Israël, d'autre part.

Voilà. Ech wier frou .... Ech gesinn den Här Laurent Zeimet do sëtzen an ech si bal schonn iwwerzeegt, datt seng Ënnerschrëft och nach hei drop kënnt. Vun deene Gréngen ass nach keng Ënnerschrëft drop, mee ech huelen un, dass si nach ënnerschreiwen, well se an der Kommissioun gesot hunn, se géingen dat mat ënnerstëtzen, soudatt am Fong geholl dann, mat Ausnam vun de Kolleege vun deene Lénken, jiddere positiv zu där Resolutioun hei géing stoen.

An ech géing Iech och bieden ... Ech ginn dervun aus, Här President, datt mer dat warscheinlech – mee dat ass Är Decisioun – fréier oder spéider wäerten natierlech och zur Ofstëmmung bréngen. Wann Der erlaabt, ginn ech just kuerz bei den Här Zeimet fir d'Ënnerschrëft an da ginn ech Iech dat eriwwer.

M. Claude Wiseler, Président | Et ass eng ongewéinlech Prozedur, mee Dir kënnt dat awer gär maachen, fir den Här Zeimet ënnerschreiwen ze loossen.

Une voix | Ganz feierlech.

Résolution

« COM(2025) 890 Proposition de décision du Conseil concernant la suspension de certaines dispositions relatives au commerce de l'accord euro-méditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et l'État d'Israël, d'autre part »

La Chambre des Députés,

– considérant l'article 179 de son Règlement ;

– rappelant que la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région (ci-après la « commission ») a été saisie de la proposition de décision du Conseil COM(2025) 890 ;

– constatant que ladite commission a examiné cette proposition lors de ses réunions du 20 et du 27 octobre 2025 et a décidé, dans le cadre du dialogue politique avec la Commission européenne, de rédiger un avis politique,

décide d'adopter l'avis politique ayant la teneur suivante :

L'accord euro-méditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et l'État d'Israël, d'autre part (ci-après l'« accord »), entré en vigueur le 21 juin 2000, établit un cadre juridique et institutionnel destiné à encadrer le dialogue politique et la coopération économique entre l'Union européenne (ci-après l'« UE ») et Israël. Ses dispositions couvrent des domaines diversifiés, allant de la circulation de capitaux et paiements à la coopération scientifique et technologique, en passant par la coopération économique, les secteurs audiovisuel et culturel, l'information et la communication, les questions sociales, ainsi que les dispositions institutionnelles, générales et finales qui en structurent le fonctionnement.

L'article 2 de l'accord dispose que « les relations entre les parties, de même que toutes les dispositions du présent accord, se fondent sur le respect des droits de l'homme et des principes démocratiques, qui inspire leurs politiques internes et internationales et qui constitue un élément essentiel du présent accord. » En cas de non-respect de cette obligation, l'article 79, paragraphe 2, prévoit la possibilité de suspension de l'accord par une partie.

Au vu des violations documentées des droits de l'homme et du droit humanitaire international, ainsi que des tendances annexionnistes des colons en Cisjordanie, la Commission européenne conclut qu'Israël a enfreint l'élément essentiel de l'accord. Cette conclusion s'appuie sur une analyse menée à la demande de 17 États membres, dont le Luxembourg, et présentée en juin 2025 par la Haute Représentante Kaja Kallas.

La proposition de décision sous objet du 17 septembre 2025 vise la suspension des dispositions commerciales de l'accord comprenant le titre II (Libre circulation des marchandises), le titre III (Droit d'établissement et prestation de services), ainsi que les chapitres 2, 3 et 4 du titre IV (Marchés publics, Concurrence et Propriété intellectuelle).

Tenant compte de la motion 4626 adoptée à l'unanimité par la Chambre des Députés en séance plénière du 16 octobre 2025 et de l'échange d'information avec le Ministère des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et du Commerce extérieur du 20 octobre 2025, la commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région (ci-après la « commission ») estime pouvoir donner un avis favorable à la suspension des volets commerciaux de l'accord.

Toutefois, la commission tient à insister sur la fragilité du contexte dans lequel s'inscrit cette décision. Le plan de paix présenté par les États-Unis le 29 septembre 2025 demeure instable, et l'engagement mutuel des deux parties à en respecter la mise en œuvre selon ses différentes phases reste soumis à d'importants doutes. La volatilité de la situation est manifeste à la lumière des violations ponctuelles du cessez-le-feu et du caractère incertain et intermittent de l'accès à l'aide humanitaire, qui demeurent source de préoccupation.

Par le biais du présent avis politique, la commission appelle les États membres à ne pas se contenter du changement de donne actuel, mais à maintenir ouvert le recours aux sanctions, disposant ainsi d'un levier politique effectif et déployable en fonction de l'évolution de la situation. Elle exhorte les deux parties à respecter leur engagement mutuel quant à la mise en œuvre du plan de paix. Parallèlement, elle invite la Commission européenne à soutenir, dans la mesure de ses capacités, la dynamique actuelle en faveur d'une paix juste et durable, et à contribuer activement à l'avancement vers une solution viable à deux États.

La commission se montre en outre préoccupée par les tendances annexionnistes des colons en Cisjordanie et leurs implications pour le droit humanitaire international. Elle se questionne sur la possibilité d'une interdiction d'imports de biens en provenance des régions colonisées par Israël, tout en reconnaissant les défis considérables que pose une telle mesure. Elle invite dès lors la Commission européenne à examiner les mécanismes de traçabilité nécessaires pour identifier de manière fiable l'origine des produits en provenance des régions colonisées.

La commission partage pleinement la position du Gouvernement luxembourgeois, selon laquelle la suspension partielle de l'accord constitue un élément substantiel pour exercer une pression légitime sur les autorités israéliennes, dans l'objectif primordial de garantir le respect des droits de l'homme et du droit humanitaire international. Cette mesure doit s'inscrire dans une démarche cohérente et déterminée de l'UE en faveur du respect des engagements internationaux et de l'État de droit.

(s.) Gusty Graas, Franz Fayot, Marc Goergen, Fred Keup, Laurent Zeimet.

3. Heure d'actualité de la sensibilité politique déi Lénk au sujet de la COP30 à Belém

M. Claude Wiseler, Président | Voilà. Mee wärend déi Ënnerschrëft gemaach gëtt, komme mer dann direkt zum zweete Punkt vun eisem Ordre du jour: D'Chamber féiert haut de Moien eng Aktualitéitsstonn, déi d'politesch Sensibilitéit vun déi Lénk ugefrot huet, iwwert d'COP30, déi zu Belém stattfënnt. D'Riedezäit ass nom Artikel 84 (2) festgehalen. Dat heescht, den Auteur vun der Aktualitéitsstonn huet 10 Minutten, jiddwer Partei a jiddwer Sensibilitéit 5, d'Regierung 15. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Paul Galles, den Här Luc Emering, den Här Franz Fayot, den Här Jeff Engelen, d'Madamm Joëlle Welfring, den Här Marc Goergen. An d'Wuert huet elo den honorabelen Här David Wagner als Vertrieder vun der politescher Sensibilitéit déi Lénk. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Et ass en onglécklechen Zoufall, mee déi heiten Heure d'actualité iwwert d'COP30 zu Belém, déi gëtt grad gefouert een Dag nodeems an Jamaika e grujelegen Orkan vum Niveau 4 d'Insel komplett ..., zum groussen Deel warscheinlech zerstéiert huet. Et weess een nach net ganz genau, wéi vill Victimmen do sinn, mee de Bilan ass katastrophal. Deen Orkan, dee geet elo a Richtung Kuba, Bahamas. Et muss een och un d'Leit op deenen Inselen denken an hoffen, datt net ze vill Schlëmmes geschitt. Mee leider riskéiert et, schlëmm ze sinn.

Ech hunn haut de Moien nach op France Inter eng Klimatologin héiere schwätzen, déi sot: Jo, d'Waasser ass 1,5 Grad ze waarm an der Karibik zurzäit. An et ass kloer, datt deen Orkan domadder zesummenhänkt, datt d'Klima dereguléiert ass, an datt een an Zukunft souguer nei Kategorien – de Maximum ass 5 – nei Kategorië misst erfannen, 6 oder 7, well et wäerten nach méi schlëmm Orkaner stattfannen, wann ee weess, wat dat heite lo schonn ausmécht. Dat heescht, mir schwätzen haut iwwert d'Zukunft.

2024, d'lescht Joer, war en plus och e Joer vun den negative Rekorder fir eise Planéit. Säit et wëssenschaftlech Opzeechnungen doriwwer gëtt, waren d'Konzentratioune vun den dräi wichtegsten Zäregaser – dem CO_2, dem Methangas an dem Laachgas – nach ni esou héich wéi d'lescht Joer. Bei der Konzentratioun vum CO_2 gouf et d'lescht Joer souguer déi stäerkste Progressioun, säit dat wëssenschaftlech gemooss gëtt, also zënter 1957.

Et kéint een iwwerrascht si vun dësem Zoustand zéng Joer nom Paräisser Accord an onzielege wëssenschaftleche Berichter iwwert d'Klimaverännerung an hir schlëmm Effekter op d'Natur an op d'Mënschen.

Du koumen eng Onmass vun internationale Sommeten, vu Strategien, vun Aktiounspläng a vu Berichter an et huet sech trotzdeem näischt entscheedend um Trend geännert. Et gi weider vill ze vill Zäregaser ausgestouss a mir steieren aktuell op eng Erwiermung vum Äerdklima zou, déi am Joer 2100 tëscht 2,5 an 3 Grad iwwert de preindustriellen duerchschnëttlechen Temperature leie wäert.

Iwwerrascht si mir awer net, an net nëmme mir net, mee déi meeschten ONGen, sozial Beweegungen a

Wëssenschaftler a Wëssenschaftlerinnen, och déi net, déi sech mat der Thematik befaassen. Hannert de sëllegen Ukënnegungen a Sonndesriede stécht awer virun allem eppes: waarm Loft.

Säit dem Paräisser Accord 2015 ass bei der konkreeter Ëmsetzung vum progressiven Enn vun de fossillen Energien a bei den Investitiounen a klimaschützend an Upassungsmesüren net genuch geschitt, bei Wäitem net.

Virun der COP30 gëtt et elo Hoffnunge bei ville Staaten aus dem globale Süden, dass zu Belém eng nei Dynamik am internationale Klimaschutz kéint entstoen. Brasilien als Organisateur vun dëser COP30 schaaft méi e grousst Vertrauen an d'Klimadiplomatie mat enger Regierung, déi däitlech mécht, dass se en ambitiéisen Accord wëll an déi néideg Moyenen dofir asetzt.

Mee et gëtt e grousse Problem. De fossille Kapitalismus mécht no an no engem anere Regimm Plaz: dem fossille Faschismus. D'Extreem Riets an d'Pëtrolsindustrie alliéiere sech also, verschmëlzen deels zu enger ganz onappetittlecher politescher Form, déi nach méi klimafeindlech ass wéi dat, wat mer an de leschte Joren haten.

Der Pëtrolsindustrie ass et gelongen, nei Muecht ze kréien, a se huet maassgeeblech Afloss op politesch Entscheedunge mat Hëllef vu rietse politesche Kräften.

D'USA ënnert dem Donald Trump ass natierlech d'Paradebeispill. Et kéint een och vum Putin a vum Modi an Indie schwätzen. Mee och an Europa gëtt et déi Gefor a se suergt haut schonn derfir, dass rout Linne permanent verréckelt ginn a Mëtt-riets- a sougenannt liberal Parteien no an no oppen Antiklimaschutz-Discourse féieren.

Déi lescht Méint hunn ëmmer erëm gewisen, mat wéi enger Onverfruerenheet d'Presidentin vun der Europäescher Kommissioun Ursula von der Leyen a verschidde Staats- a Regierungscheffe vu Memberstaate géint d'Klimapolitick virginn. Gemengt domadder sinn ënner anerem och déi sougenannten Omnibus-Direktiven, déi souzesoen zu enger administrativer Vereinfachung féiere sollen.

Mee, Här President, dat ass ganz einfach gelunn. D'Ursula von der Leyen huet selwer am Ufank vun dësem Mount um Sommet vu Kopenhage vun enger Dereguléierung geschwat. An dorëms geet et: Reegelen, déi Ëmweltstandarden an awer och Mënscherechter a sozial Rechter festege sollen, sollen um Altor vun der Profittgäilheet vun de Milliardäre geopfert ginn. Dat ass d'Klimapolitick vun der Europäescher Kommissioun, ënner anerem.

D'Klimapolitick ass fir si just e Klotz um Bee vun der kapitalistescher Verwäertungsmaschinn, déi net méi ronn leeft an déi elo erëm soll relancéiert ginn, egal wat et kascht. An op deem Wee ass all Klimagesetzgeebung, all Reegel, all Verbindlechkeet vun Ziler e potenziellt Hindernis, dat aus der Welt soll geschafe ginn.

Eis Regierung reit sech och an dës geféierlech Dynamik an. Jo, de Premier Luc Frieden ass bal schonn als Precurseur ze gesi mat senger bal dräi Joer aler Ausso, dass Klimapolitick nervt. Frot d'Leit op Jamaika, ob Klimapolitick nervt! Klimapolitick ass, fir et fréndlech auszedrécken, keng Prioritéit vun dëser Regierung. Se gëtt souguer éischter als Problem duergestallt. Wëll ee méi streng sinn, da kann een och soen, dass d'Regierung am Gläichklang mat der EU-Kommissioun probéiert, dem Big Business de rouden Teppech auszerullen op d'Käschte vun der Natur, dem Klima a vun de schaffende Leit.

Fir e puer Beispiller ze nennen: Dës Regierung probéiert, den Naturschutz als Matschëllege fir d'Wunnengsknappheet verantwortlech ze maachen. Dës Regierung huet ouni seriöse Grond Hëllefe fir Fotovoltaikanlage gekierzt. Dës Regierung huet am iwwerschaffte Klimaplang fir Lëtzebuerg de Switch op nohalteg Heizungen ausgebremst, ouni novollzéibar Argumentatioun. Dës Regierung mengt, dass sektoriell Klimaziler net esou wichteg sinn a stellt domadder d'Klimazil a Fro. Dës Regierung ass déi dreiwend Kraaft hannert der Opweechung vun der Direktiv fir de Schutz vun de Bëscher.

Mir versichen awer, deem nach entgéintzewierken, an dofir géif ech eng Motioun iwwerreechen, déi och vun de Gréngen a vun der LSAP ënnerstëtzt gëtt.

Motion 2

La Chambre des Députés,

– vu le règlement (UE) 2023/1115 relatif à la mise à disposition sur le marché de l'Union européenne et à l'exportation de certaines matières premières et produits associés à la déforestation et à la dégradation des forêts (« RDUE ») ;

– vu l'accord politique conclu entre les institutions européennes fixant l'entrée en application du règlement au 30 décembre 2025 ;

– vu les objectifs du Pacte vert pour l'Europe et de la stratégie européenne pour les forêts ;

– vu que la préservation des forêts et des autres écosystèmes naturels constitue un pilier essentiel de la lutte contre le dérèglement climatique et l'érosion de la biodiversité ;

– constatant que la déforestation de forêts tropicales génère chaque année des émissions de CO_2 à hauteur d'environ 12 % des émissions mondiales anthropiques annuelles de gaz à effet de serre ;

– considérant que l'Union européenne, en tant que marché majeur de consommation, porte une responsabilité particulière pour veiller à ce que les produits mis sur son marché ne contribuent pas à la déforestation ni à des violations des droits humains ;

– considérant l'importance du « RDUE » qui vise à mettre fin à la commercialisation de produits issus de la déforestation en Europe et à leur exportation depuis le marché européen assurant leur traçabilité et leur conformité environnementale et sociale ;

– considérant que certains accords commerciaux récents, notamment le projet d'accord entre l'Union européenne et le Mercosur, comportent des clauses susceptibles de compromettre l'intégrité du dispositif « RDUE » ;

– considérant que la Commission européenne a annoncé un plan qui affaiblirait le règlement européen contre la déforestation (RDUE) ; que ce plan prévoit trois mesures problématiques : premièrement, un report de l'application du règlement pour les petites et micro-entreprises ; deuxièmement, un délai de grâce de six mois avant tout contrôle ou sanction ; et troisièmement, un assouplissement des obligations de déclaration pour l'ensemble des opérateurs commerciaux et des petites et micro-entreprises de l'UE ;

– considérant le soutien actif du Gouvernement luxembourgeois à un report de l'application du règlement « RDUE » suivi d'une analyse approfondie des possibilités de simplification du règlement en question ;

– considérant que tout report ou tout affaiblissement du « RDUE » risquerait de retarder les efforts de l'Union européenne pour enrayer la déforestation mondiale, alors même que les scientifiques alertent sur l'imminence du point de basculement écologique de l'Amazonie ;

– saluant l'intervention du Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité, Monsieur Serge Wilmes, lors du Conseil « Environnement » de l'Union européenne du 21 octobre 2025, soulignant la nécessité pour l'Union européenne de maintenir son leadership crédible et légitime dans les politiques climatiques et environnementales ;

– saluant particulièrement l'intervention de Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité lors de ce même Conseil, au cours de laquelle il a réaffirmé que le Luxembourg est pleinement conscient de la nécessité d'atteindre, dans les plus brefs délais, des progrès substantiels dans la lutte contre la déforestation mondiale,

invite le Gouvernement à

– faire preuve d'exemplarité dans la lutte contre la déforestation importée en soutenant la mise en œuvre intégrale du règlement européen contre la déforestation « RDUE » dès décembre 2025 en y dédiant des moyens suffisants ;

– s'opposer à tout accord commercial susceptible de compromettre l'intégrité du « RDUE », notamment l'accord entre l'Union européenne et le Mercosur.

(s.) David Wagner, Franz Fayot, Joëlle Welfring.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Dës Regierung huet nach net een eenzegt Gesetz duerch d'Chamber bruecht, dat gutt wier fir de Klimaschutz.

Virun allem awer ënnerstëtzt dës Regierung eng EU-Kommissioun, déi hir Ambitiounen a Saache Klimaschutz stänneg erofschraucht an ëmmer méi nom Mond vu grousse Wirtschaftsinteresse schwätzt. Zu dëser Realitéit gehéiert och, dass de Wirtschaftsminister Lex Delles net zu Bréissel intervenéiert ass, fir d'Opweeche vun Obligatioune vu ganz grousse Betriber am sozialen an am Ëmweltberäich ze verhënneren. D'EU-Parlament huet dat nach in extremis d'lescht Woch verhënnert. Mir wëssen awer, dass d'Europäesch Vollekspartei déi Opweechung mat alle Mëttelen – mat alle Mëttelen! – wollt duerchsetzen, souguer mam Chantage, et géif ee sech mat Rietsextreeme verbünden. Dat ass zurzäit den Zoustand vun dëser Europäescher Kommissioun.

Och wann den Ëmweltminister Serge Wilmes op EU-Niveau probéiert ze maachen, wéi wa Lëtzebuerg fir eng ambitionéiert Klimapolitick géif antrieden, esou bleift ënnert dem Stréch och net méi wéi d'Ënnerstëtzung fir eng bei Wäitem ongenügend Politick vun der EU-Kommissioun, déi scho laang net méi als ambitionéiert gëllt.

Fir d'COP30 huet d'EU et mol net fäerdegbruecht, hir Contributioun bis 2035 a punkto Reduktioun vun Zäregasen un d'UNO ze schécken. Geneesou wéineg konnte sech d'Staaten op e Klimatëschenzil bis 2040 eenegen. Eleng dat ass schonn en Echec.

D'EU-Kommissioun huet eng Propos op den Dësch geluecht. D'Regierung ënnerstëtzt dat Zil, seet awer net, dass dat Zil net konform ass mat dem Paräisser Accord. Well dofir misst d'EU 2040 scho klimaneutral sinn an net 2050. D'Zilsetzunge fir 2030 an 2040 sinn dowéinst ongenügend, an dat, wat national zu Lëtzebuerg gemaach gëtt, och. Just, well aner räich Länner manner maachen, heescht net, datt Lëtzebuerg eng gutt Aarbecht géif maachen.

Här President, ech sot am Ufank, dass et eng gewëssen Erwaardungshaltung gëtt, well d'COP a Brasilie stattfënnt. Dem Lula seng Regierung wëll en Duerchbroch erreechen a se huet och elo eng gewëssе Kredibilitéit a Klimafroen, ënner anerem och natierlech well se géint d'Ofholzung vum Reebësch virgeet, mee Brasilie souwéi och déi aner Länner a Südamerika hunn och grouss indigène Bevëlkerungen, fir déi Naturschutz en integrale Bestanddeel vun der Liewensweis ass.

Dofir ass dovunner auszegoen, datt op der COP30 bei der Fro vun der Klimafinanzéierung méi grouss

Engagementer agefuerdert wäerte gi vun de räichen Nordstaaten, an dat och nëmmen zu Recht. De globale Süde wäert a Brasilie méi eng staark Stëmm hu wéi zu Baku oder zu Dubai.

Haut awer sinn déi finanziell Engagementer bei Wäitem net um Niveau, fir deem gerecht ze ginn, wat gebraucht gëtt. Besonnesch bei den Upassungsmesüren un d'Klimaverännerung a bei den Entschiedegunge fir Verloschter a Klimaschied hapert et massiv.

Lëtzebuerg huet hei eng ganz grouss Responsabilitéit am Verhältnis zu der Gréisst vum Land, well eis wirtschaftlech Entwécklung op engem verhältnisméisseg groussen Ausstouss vun Zäregase berout an den Ausstouss dem Land zu dem Räichtum verhollef huet. Dofir muss a kann eise Staat dem globale Süde verstäerkt hëllefen!

Den Ëmweltminister ass d'lescht Joer net midd ginn ze betounen, dass 320 Millioune Euro bis 2028 e grousse Bäitrag wieren. D'Realitéit ass awer eng ganz aner. Déi historesch Verantwortung vu Lëtzebuerg läit ronn bei dem duebele Montant, 600 Milliounen also, an dat pro Joer an net iwwer fënnef Joer gestreckt. Dat, wat d'Regierung virgesäit als international Klimafinanzéierung, entsprécht also just 10 % vun deem, wat déi historesch Verantwortung eis als Kontributioun opdréit.

Mir fuerderen dowéinst, dass d'Regierung hir Pläng bei dëser Thematik upasst an d'Montanten drastesch eropsetzt an dobäi de Fokus op d'Adaptatioun leet.

An deem Sënn wëll ech och nach eng Motioun deposéieren, déi och vun de Gréngen a vun der LSAP matgedroe gëtt.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– considérant la responsabilité historique des pays industrialisés dans le dérèglement climatique, ces derniers ayant contribué de manière disproportionnée aux émissions cumulées de gaz à effet de serre depuis l'ère préindustrielle ;

– considérant les articles 9 et 10 de l'Accord de Paris qui établissent les obligations des pays développés en matière de financement climatique et de transfert de technologies vers les pays en développement ;

– considérant le nouvel objectif chiffré collectif (NCQG) adopté lors de la COP29 à Bakou en novembre 2024, qui fixe un engagement de 300 milliards de dollars par an d'ici à 2035 pour soutenir les pays en développement dans leurs efforts en matière d'atténuation, d'adaptation et de pertes et dommages ;

– considérant que les besoins réels des pays du Sud global en matière de financement climatique sont estimés à environ 1.300 milliards de dollars par an d'ici 2035, comme le prévoit le plan Feuille de route de Bakou à Belém, annexé à la décision relative au NCQG adoptée lors de la COP29 à Bakou ;

– considérant l'écart considérable entre les besoins identifiés et les engagements actuels ;

– considérant les besoins particulièrement importants en matière d'adaptation au dérèglement climatique, estimés entre 215 et 387 milliards de dollars par an pour la décennie 2021-2030, alors que les flux de financement public international pour l'adaptation sont actuellement très largement inférieurs aux besoins réels ;

– considérant la vulnérabilité accrue des pays les moins avancés et des petits États insulaires en développement face aux impacts du changement climatique, malgré leur contribution négligeable aux émissions historiques de gaz à effet de serre ;

– considérant que le coût de l'inaction climatique dépasse largement celui de l'action, avec des risques systémiques croissants pour la stabilité économique mondiale, la sécurité alimentaire et les migrations climatiques ;

– saluant l'engagement du Luxembourg de fournir tous ses financements climatiques en addition à ses engagements en matière de dépenses de coopération au développement et d'action humanitaire ;

– soulignant le rôle de leadership que peut jouer le Luxembourg au sein de l'Union européenne et des instances internationales en matière de solidarité climatique internationale ;

– rappelant que le financement climatique contribue non seulement à la justice climatique mais également à la stabilité géopolitique, à la prévention des conflits et à la réalisation des Objectifs de développement durable,

invite le Gouvernement à

– augmenter de manière substantielle et progressive dès 2026 les contributions financières du Luxembourg dans le cadre des mécanismes de financement climatique international conformément au NCQG de Bakou ;

– veiller à ce qu'au moins 50 % de ces financements soient dédiés aux mesures d'adaptation au dérèglement climatique, en réponse aux besoins prioritaires exprimés par les pays en développement les plus vulnérables ;

– œuvrer activement au niveau de l'Union européenne et des instances internationales pour que les autres pays développés remplissent et dépassent leurs engagements en matière de financement climatique ;

– plaider, lors des prochaines COP, pour un renforcement ambitieux du NCQG en vue d'atteindre l'objectif global de 1.300 milliards de dollars par an d'ici 2035 et de combler progressivement l'écart avec les besoins réels identifiés.

(s.) David Wagner, Franz Fayot, Joëlle Welfring.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Schlussendlech, Här President, an der Hysterie iwwer Sécherheetsmenacen an déi geckeg Ressourcen, déi elo an d'Oprëschtung gestach ginn, an de Krich gestach ginn, ass komplett ënnergaangen, dass déi gréisste Menace fir eis Mënschen d'Klimaverännerung mat hire Konsequenzen ass. Déi bekämpfe mer net mat Waffen, mee mat internationaler Solidaritéit an Investitiounen an eis Gesellschaften. Datt dat op eemol net méi prioritär ass, ass brandgeféierlech.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner.

An dann huet deen éischten ageschriwwene Riedner d'Wuert. Dat ass den Här Paul Galles. Här Galles, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Paul Galles (CSV) | Jo, villmools merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir schwätzen ëmmer vu Klimakipppunkten. An ech denken, dass déi heite COP, d'COP30, de Risiko leeft, e klimapolitesche Kipppunkt ze ginn, well ech denken, dass et eng ganz entscheedend COP gëtt. An den Här Wagner huet elo schonn op eng Rei Saachen higewisen. Ech deelen elo net grad alles an och net an deene Begrëffer, déi e beschriwwen huet, mee en huet awer beschriwwen, a wat fir enger Vehemenz dass d'Theema vun der Klimapolitick am Moment ënner Drock an ënner Beschoss steet.

Déi grouss Fro, déi sech stellt, ass jo: Ka Klimapolitick vis-à-vis vun Defensepolitick a Wirtschaftspolitick iwwerhaapt nach bestoen? Kann dee System, dee mer am Moment an der Welt esou féieren, nämlech dee vun enger Privatiséierung vun de Gewënner, awer enger Verallgemengerung vun de Käschten an de Risiken, op Dauer iwwerhaapt opgoen? Huet d'Klimapolitick iwwerhaapt nach eng Plaz an dëser politescher Gesellschaft, an dëser politescher Landschaft?

Ech formuléieren et esou, den Här Wagner huet et e bëssen anescht formuléiert. Mee ech kann awer duerchaus novollzéien, dass do eng gewëssen Opreegung am Moment besteet, well ech menge wierklech, dass d'COP30 eng ganz, ganz entscheedend COP ka ginn.

En plus kënnt derbäi, dass Brasilien elo e Gastgeeber ass, deen tatsächlech och eng schwiereg Roll spillt. Mir sinn e bësse gewinnt vun deene leschte Joren, dass dat virkënnt. Brasilien huet hei eeben déi schwiereg Situatioun, dass se eng COP organiséieren op enger Plaz, déi symbolesch zwar ganz interessant ass, mee eigentlech realpolitesch relativ schwiereg ass.

D'Präisser sinn esou héich zu Belém, dass mir, d'Joëlle Welfring an ech, zesummen entscheet hunn, dass mer als Chamber dëst Joer net dohinner ginn, well et einfach net méi vertrietbar ass bei deene Präisser. Se si vill méi héich wéi an all deenen anere Joren op der COP. An en plus géife mer och nach dat interparlamentarescht Treffen, wat eigentlech och eis éischt Missioun ass op esou COPen, verpassen.

Mir wéilten e ganz klengt Zeechen domat setzen, fir och ze soen: Mir wäerten deelhuelen iwwer Visio a mir mengen och, dass dat méiglech ass op deene Punkten a mat deene Gespréicher, déi een do ka féieren. A mir hu mam Minister och schonn ausgemaach, dass mer eebe bei där zweeter Missioun, déi mer hunn, nämlech d'Regierung ze begleeden op hirem Wee a bei hiren Entscheedungen innerhalb vum Europäesche Verbund, en Austausch wäerte mat hinnen hunn iwwer Visio.

Brasilien ass am Zwispalt. Brasilien ass an enger moralescher Diskrepanz. Engersäits gëtt de Reewald, de Reebësch am Amazonas groussaarteg promovéiert. An anerersäits ginn awer Ueleg- a Gaslizenze verkaf wéi geckeg. D'Europäesch Unioun ass tatsächlech an enger schwiereger Situatioun. Ech mengen awer net, dass dat u Lëtzebuerg läit. Ech denken éischter, dass Lëtzebuerg do elo wierklech e gutt Virbild an e gutt Beispill bréngt. An den Här Minister huet dat och an de leschte Joren, an de leschte Méint op deene Plazen, wou en eis vertrueden huet, kloergemaach an och kloer gesot.

Mir hunn am Moment eng Gesamtsituatioun an Europa, wou net méi all Land dat matdréit, wat mer un Ziler hunn. Lëtzebuerg huet entscheet an et och ëmmer erëm betount: Mir bleiwen ambitiéis! An den Här Minister huet et och ëffentlech an der Press an deene leschte Méint ëmmer erëm gesot.

Ech mengen, dass op dëser COP30 a Brasilien déi moralesch Diskrepanz vun Europa och däitlech wäert ginn. An et ass e schwéiere Wee, als Europa eng gemeinsam Stëmm ze hunn. Dat, wat mir als Lëtzebuerg kënne maachen, ass dat, wat mer maachen, nämlech kloer hannert eisen Ziler stoen a kloer ambitiéis bleiwen.

Ech hunn och gelies, wat d'Zivillgesellschaft, iwwert d'ONGen, iwwert all déi Organisatiounen, an dëse leschten Deeg zur COP gesot hunn. Also ech fannen, si weisen op eng ganz Rei Saachen hin, déi ganz richteg sinn. Zum Beispill soe se, dass d'Schlësselpunkttheema vun dësem Joer d'Klimafinanzéierung wäert sinn. An tatsächlech ass dat jo e Punkt, deen och scho säit e puer COPe matgeschleeft gëtt. An ech denken, dass et eng wichteg Fro ass, Här Minister – an déi Dir

eis och vläicht kéint e klengen Abléck ginn –, wéi déi Klimafinanzéierung elo fir dës COP30 virgesinn ass a wéi Lëtzebuerg an Europa sech an deem Beräich stellen.

Mir wëssen och, dass et e Risiko gëtt, dass et eng „Bad COP" gëtt, esou war et an engem Artikel an deene leschten Deeg genannt ginn, well eebe genau déi Punkten, déi esou schwéier weien op der Klimapolitick, kéinten iwwerweien. D'Ambitioun feelt op eemol a ganz ville Länner ënnert dem Drock vun der Defense a vun der Wirtschaft. Et gëtt eng Klimaongläichheet, et gëtt eng Klimaaarmut, déi ass ganz, ganz vehement a ganz kloer. An et gëtt eeben dofir och eng ganz Rei vu Risiken op dëser COP.

Här Minister, dofir wollt ech Iech froen, och am Numm vun eiser Fraktioun, wéi mir als Lëtzebuerg an dës COP eraginn. Wat sinn eis Grondprinzippien an eis Grondhaltungen? Dir hutt an deene leschten Deeg mat där Féierungsroll, déi Der bei eis gesitt an Europa, fir Lëtzebuerg dervu geschwat, dass een zum Beispill Privatkapital kann notzen. Dat ass och en Theema, dat Iech ganz wichteg ass, ech weess dat. Dir hutt och vun eisem Verbund geschwat am Climate Nexus Framework, an der Blue Natural Capital Financing Facility an esou weider an esou virun. Do sinn also eng ganz Rei vun Netzwierker, déi mer als Lëtzebuerg kënnen notzen.

Dir hutt och en Theema opbruecht, nämlech déi sougenannte „Rio Changemakers". An do wär et ganz interessant ze wëssen, wat domat genau gemengt ass. An ech denken, dass ee Punkt deen ass – a mir hunn dat an engem Gespréich och thematiséiert –, dass eigentlech Rio 1992 jo de Startpunkt gewiescht ass vun all deene COPen a vun deem ganze Mouvement, deen elo hannendru steet. An et ass eigentlech, fannen ech, eng ganz gutt Iddi, fir da vum Numm hier zumindest scho kloer ze maachen: Back to the roots! An dofir ass et fir mech wichteg ze wëssen, wat Dir mat deene Rio Changemakers mengt.

Fënnef Minutte si kuerz. Ech hunn elo mol probéiert, dat alles dranzepaken, wat, mengen ech, am Moment aktuell a wichteg ass. An ech soen Iech Merci fir d'Opmierksamkeet.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Galles. Dann huet elo den Här Luc Emering d'Wuert. Här Emering.

M. Luc Emering (DP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt wëll ech deene Lénken emol e grousse Merci ausschwätzen, dass mer haut kënnen iwwert dëse wichtege Sujet hei schwätzen. Ech mengen, mir hunn déi lescht Deeg a Wochen hei vill iwwer geopolitesch Instabilitéiten, iwwer Kricher geschwat. An ech mengen, de Klimawandel ass sécherlech eppes, wat déi lescht Zäit manner prioritär war. Dofir ass et ganz wichteg, dass dëst net an d'Vergiesse geréit.

Et ass e Problem, mee et ass kee Problem, dee mir selwer eleng hei als klengt Land kënne léisen. Fir all déi Konsequenzen, déi de Klimawandel mat sech bréngt, ze bekämpfen, brauche mer eng gemeinsam Strategie a keng eenzelkämpferesch Akten, déi eis zu net ville Resultater bréngen.

Op EU-Niveau ass dës Diskussioun am Ëmweltrot leider virun e puer Wochen ouni Accord op en Enn gaangen. Wéi et schéngt, huet – fir eis – fir all déi grouss Ambitioune leider den néidege Courage oder de gudde Wëlle gefeelt.

Als DP fanne mir et immens bedauerlech, dass ee sech net op eng gemeinsam Positioun am Virfeld vun dëser COP konnt eenegen. Europa muss eng fiederféierend Roll spillen, fir d'Paräisser Klimaaccorden esou ze respektéieren, wéi se deemools formuléiert gi sinn, a se och an den Horizont vun 2035 bis 2040 ze setzen.

Esou gäre mir hei an Europa mam Fanger och ëmmer op déi aner Länner oder op aner Regioune weisen, riskéiere grad mir, op d'COP30 ze fueren, ouni eng kloer gemeinsam Positioun fir dës Klimaziler ze hunn. An dat ass héich problematesch!

Et bleift also ze hoffen, datt déi europäesch Staaten nach virum grousse Rendez-vous e fairen a gläichzäiteg ambitiéise Konsens fannen, fir zu Belém eise Partner ze weisen, datt d'EU sech couragéis Ziler bei der Bekämpfung géint d'Äerderwiermung op de Fändel schreift, an net nëmmen op de Fändel schreift, mee och ëmsetzt.

National, do deelen ech net ganz dem Här Wagner seng Positioun. Et ass elo de Mueren hei e ganz düstert Bild gemoolt ginn, wéi wann d'Regierung guer näischt géif am Beräich Natur- a Klimaschutz maachen an dës géint aner Ziler géif ausspillen. Dat gesi mir als DP natierlech anescht.

Mir gesinn, dass eis Regierung grouss Efforte mécht, fir déi Ziler, déi am PNEC definéiert sinn, ëmzesetzen, an dass mer grouss Efforte maachen, fir all eis Matbierger méiglechst an déi ekologesch Transitioun agebonnen ze kréien. Mir brauchen nëmmen déi verschidde Subsiden ze kucken: Klimabonus Wunnen, de Prefinanzement vun de Fotovoltaikanlagen, deen elo endlech wäert kommen, a ganz vill weider Saachen.

D'„Natur auf Zeit": fir mech ganz kloer eppes, wat d'Natur privilegiéiert am Verglach zum Bau. Dir sot, et wier näischt an deem Sënn gemaach ginn. Ech fannen, dass et just de Contraire ass. Méi Gréngs an eisen Dierfer, méi Gréngs am urbane Raum, dat ass fir mech eent vun deene grousse Beispiller, wou d'Regierung just de Contraire vun deem gemaach huet, wat Dir de Mueren hei gesot hutt.

Och international gëllt Lëtzebuerg weiderhin als Virreider, als e Land, dat prett ass, seng Responsabilitéit ze iwwerhuelen. Ënner anerem hu mir am Wäert vu ronn 20 Milliounen Euro bei verschiddene Projeten am globale Süde matgeschafft. D'Lëtzebuerger Regierung wäert och weiderhin an deene Länner, déi am stäerkste vum Klimawandel betraff sinn, Projete matfinanzéieren.

Als DP si mir der Meenung, datt mir als Standuert Lëtzebuerg eisem Rôle am Klimawandel nach besser kënnen an och musse gerecht ginn. Vu datt de Kampf géint de Klimawandel mat héije Käschte verbonnen ass, ka Lëtzebuerg hei mat senger staarker a stabiller Finanzplaz als Bréckebauer optrieden. Virun allem am Beräich vun de grénge Fonge kënne mir weiderhin eng wichteg Roll an der Zentraliséierung vum Kapital spillen.

Une voix | Très bien!

M. Luc Emering (DP) | Här President, ech kommen zum Schluss. D'lescht Joer – verschidde Leit erënnere sech – war den zentrale Knackpunkt bei der COP d'Fro, wéi vill finanziell Ënnerstëtzung d'Länner aus dem globale Süde kënne kréien, fir d'Follge vun der Äerderwiermung a vum Klimawandel ze bekämpfen. Et ass deemools net zu engem Konsens komm, mee et gouf awer e Kompromëss.

Ëmsou méi ass et elo vun äusserster Wichtegkeet, datt mir als Europäesch Unioun eise Partner weisen, datt mir eise Responsabilitéite gerecht ginn, eisen Deel derzou bäidroen, d'Paräisser Klimaaccorden ze respektéieren. Mir kënnen näischt vun eise Partner erwaarden, wat mir selwer net erfëllen oder net bereet sinn, ze maachen. Dofir muss d'EU hire Responsabilitéite Rechnung droen an hir Virreiderroll am Klimaschutz iwwert déi nächst Joer erfëllen. An do muss Lëtzebuerg e groussen Deel dervu sinn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Emering. An deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Franz Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Franz Fayot (LSAP) | Här President, d'COP30 zu Belém fënnt an engem internationale Kontext vu Polariséierung an Tensioune statt, keng gutt Viraussetzung fir d'Klimakris, déi nëmme global an zesummen, vun der ganzer Mënschheet, vun alle Communautéiten, ka geléist ginn, unzegoen. Dobäi besteet eng grouss Drénglechkeet. „Notre maison brûle et nous regardons ailleurs", sot de Jacques Chirac. Dat war 2002. Dee Sproch war deemools ronderëm d'Welt gaangen an en huet Hoffnung gemaach, och a virun allem well e vun engem Politiker koum, dee bis dohin net bekannt war fir seng grouss Léift zur Ekologie.

Leider war et eng vu ville Sonndesrieden an d'Aktiounen – well där gouf et och an der Tëschenzäit – sinn hannert der Gravitéit vun der Situatioun bliwwen. An de COPen, an och zu Belém wäert dat net ganz anescht sinn, spillt d'Gerechtegkeetsfro ëmmer eng zentral Roll. An hei ass et kloer, an dat ass och scho vu Virriedner gesot ginn: Déi gréisst Verantwortung an der Klimaaktioun läit bei deene ganz entwéckelte Länner, déi historesch scho ganz vill CO_2 ausgestouss hunn, net bei Jamaika, fir just dat lescht Beispill vun engem betraffenen Inselstaat ze huelen.

Wat den aktuelle Kurs vun den USA ugeet an hire klimaskeptesche President, ass een elo um George Bush Senior säi Sproch erënnert: „The American way of life is not up for negotiations. Period." Dat war 1992, zéng Joer virum Jacques Chirac sengem Sproch.

Eise produktivisteschen, konsumeristesche Modell steet net zur Debatt, dat obwuel Wëssenschaftler eis quasi unanime ëmmer méi oft warne virun den desastréise Konsequenze vun engem Weider-esou an der industrialiséierter Welt, virun engem Wirtschaftsmodell, dee muss wuessen, Profitt ofpuchen, well e soss futti geet, ouni Rücksicht op sozial an ekologesch Verloschter. An insbesonnesch deen aktuellen Trend – an den David Wagner ass drop agaang – zu engem autoritären, jo, faschistoiden Accelerationismus vum digitale Kapitalismus mécht dat Ganzt nach vill méi schlëmm!

Dës Diskrepanz, scho bal Schizophrenie, weist sech och an der Incapacitéit vun der EU, sech op national determinéiert Contributiounen, NDCs, ëm déi et hei zu Belém wäert goen, fir 2040 ze eenegen. Et gëtt ënnert de 27 einfach keng Eenegkeet iwwer mëttelfristeg CO_2-Reduktiounsziler. An d'Gezeeters ronderëm de Verbuet vum Aus fir de Verbrennermotor, deen 2035 fixéiert war, ass do symptomatesch. Amplaz der Autosindustrie eng kloer Perspektiv ze ginn, fir sech ëmzestellen op Elektromobilitéit, eng Elektromobilitéit, déi se bis elo verschlof huet, gëtt elo nach e bëssen dru festgehalen. Et ass wéi e makroekonomesche VW-Diesel-Skandal viru lafende Kameraen. A wou ass d'Lëtzebuerger Regierung an där ganzer Geschicht?

Den Här Ëmweltminister an och de Premier nach de Méinden an der aussepolitescher Kommissioun setze sech couragéiert fir en ambitiéist Klimazil fir 2040 an, mee d'Handlunge vun der Majoritéit, Här Minister, schwätzen eng aner Sprooch. Virun néng Deeg huet de Premier e Bréif mat 18 aneren EU-Staatscheffen ënnerschriwwen – dat weist, dass der ganz vill an Europa fir de Moment op der falscher Schinn sinn –, wou de Message eendeiteg ass: Simplifikatioun gëtt gefrot, well déi scheinbar all eis Problemer léist. Mee

hannert der Simplifikatioun verstoppt sech a Realitéit eppes aneres. Do verstoppt sech Deregulatioun! E gutt Beispill ass hei d'Liwwerkettegesetz, iwwert dat mer oft hei an der Chamber schwätzen.

Hei an der Chamber gesäit een dat, well d'Majoritéit refuséiert huet – dat war am Mee dëst Joer –, eng Motioun vun deene Gréngen ze ënnerstëtzen, déi d'Revisiounsklausel fir de Finanzsecteur fuerdert, an dat och géint den Avis vun der Europäescher Zentralbank, an dann och op Regierungsniveau iwwert d'Opgi vun ambitiéise Klimatransitiounspläng fir d'Entreprisen, fir d'Betriber, an en unitäre Responsabilitéitsregimm, déi allen zwee d'Liwwerkettegesetz extreem schwächen an dobäi och nach de Bannemaart fragmentéieren. Op d'mannst dat misst mat Iech schwätzen!

Dës Deregulatiounsagenda geet op d'Käschte vun eiser Klimapolitick, vun eiser Biodiversitéit, vun de Schwächsten an der Welt an och an eisen eegene Länner. D'Käschte vum Näischtmaachen, an dat hu ganz vill Wëssenschaftler och gewisen am Beräich vum Ëmweltschutz an de Mënscherechter, si laangfristeg vill méi héich wéi kuerzfristeg Benefisser. Eis Kompetitivitéit à long terme wäert dorënner leiden.

Här Ëmweltminister, bei allem Respekt fir Ären Engagement an dëser Fro, an ech weess, dass et Iech éierlech gemengt ass: Är Deklaratiounen zum Klimaschutz sinn net am Aklang mat den Akte vun Ärer Regierung!

An och op der COP wäerte mir als Europäer dorënner leiden. D'COP30 wäert wuel de Moment vu China ginn, dat de Vakuum vun den USA wäert fëllen, an d'EU wäert och do u Stellewäert verléieren, well se dermadder beschäftegt ass, sech beim Trump unzebideren, eng Astellung, déi och der UNO net entgaangen ass!

Mee déi Verwässerung an déi Deregulatioun, déi mer hei an Europa maachen, riskéiert, eis eis Roll als Virreider am Klima- an Ëmweltschutz ze kaschten. Dofir géife mer Iech, Här Minister, encouragéieren, déi ambitiéis Ziler wierklech héichzehalen an och kohärent ze sinn an Ären Akten, mat Ären Deklaratiounen, virun allem och an Ärer eegener Majoritéit.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir unzefänken, dem Här David Wagner en häerzleche Merci fir dës Aktualitéitsstonn.

D'UN-Klimakonferenz, déi dëst Joer a Brasilie stattfënnt, ass, fir unzefänken, eng logistesch Erausfuerderung. Fir dem Undrang vun Diplomaten, Politiker, Aktivisten a Journaliste gerecht ze ginn, huet déi brasilianesch Regierung ronn 740 Milliounen Euro investéiert, weider Mëttel stamen aus der Privatwirtschaft. Et gi Gebaier a Stroosse vergréissert a gebaut, Infrastrukturen ausgebaut, e Flughafe vergréissert an esou weider. D'Käschte fir Iwwernuechtunge beweege sech am fënnefstellege Beräich. Et sinn dann och déi héich Käschten, déi derzou féieren, datt méi aarm Staaten, ONGen an Aktiviste guer net eréischt kënnen deelhuelen.

Et ass wuel verständlech, datt Brasilien eng Regioun erausgewielt huet, fir dës ze promouvéieren. Trotzdeem kann ee sech froen, ob een net hätt sollen op eng Regioun zréckgräifen, déi besser ausgerüst wär, an dat mat deenen néidegen Infrastrukturen. Et ass dach iergendwéi bezeechnend, datt esou eng Konferenz selwer en CO_2-Foussofdrock hannerléisst, dee gewalteg, jo bal sëndhaft ass!

D'Vergaangenheet huet gewisen, datt d'Ziler, wann der iwwerhaapt festgehale ginn, dacks onverbindlech sinn. Et ass dacks reng Symbolpolitick, wou Politiker sech ënnert dem Virwand vun Natur- an Ëmweltschutz oder Klimaschutz profiléiere wëllen.

Dobäi ass fir eis kloer, datt mer beim Klimaschutz och musse global denken an net just an nationale Kategorien, fir dee vu Mënsche gemaachten Afloss op de Klimawandel ze reduzéieren. Leider weist sech grad an Europa en anert Bild. Europa schafft un eegene Klimapläng, déi dacks besser misste koordinéiert gi mam Rescht vun der Welt. D'CO_2-Emissiounen hale bekanntlech net virun der Grenz op. Sou wéi mer dat an der Vergaangenheet schonn dacks gesot hunn, misst de Problem op engem aneren Niveau ugepaakt ginn. Scho bei de leschten Nationalwalen hat d'ADR drop higewisen, datt mer eng Rei vu Plazen op der Welt hunn, déi fir de Gros vun der globaler Verknaschtung mat CO_2-Emissioune responsabel sinn.

D'Zeitung „De Lëtzebuerger Bauer" hat am Mäerz vun dësem Joer en Artikel publizéiert mam Numm „Die großen Verschmutzer". Hei gëtt sech op verlässlech Donnéeë baséiert, déi weisen, datt 36 Firmaen d'Hallschent vun de weltwäiten CO_2-Emissioune verursaachen. Zéng vun deene 36 Betriber sinn a China. Amplaz datt Lëtzebuerg deier CO_2-Zertifikater keeft, déi wéineg Auswierkungen op de Klima hunn, sollt Lëtzebuerg vläicht déi Sue méi sënnvoll notzen.

Eise Staat kéint, deemno wéi och europäesch koordinéiert, geziilt Investitiounen an eng technologesch Moderniséierung vun ale Kuelekraaftwierker maachen. Ech denken hei zum Beispill un Indien, wou nach ëmmer eng grouss Unzuel vu vereelzte Kuelekraaftwierker e grousse Schued fir d'Natur an de Klima maachen. Doduerch kéinte mer weltwäit eng reell CO_2-Reduktioun erreechen.

Une voix | Ganz gutt!

M. Jeff Engelen (ADR) | Duerch déi nei a verbessert Technologie, déi mer haut hunn, kënnen d'Kraaftwierker nämlech op eng aner Aart a Weis an domat méi effizient Energie aus der nämmlechter Matière première erauszéien a gläichzäiteg vill manner Emissioune verursaachen.

Heivunner kéint Lëtzebuerg och direkt ekonomesch profitéieren, zum Beispill duerch eng Bedeelegung vu Lëtzebuerger Entreprisen a Projeten. Alternativ kéinten dës Projeten och iwwer Kreditter vu Lëtzebuerger Banke matfinanzéiert ginn, respektiv Lëtzebuerg kéint sech déi entspriechend Depensen op seng Entwécklungshëllef urechne loossen. Iwwert dëse Wee géife mer tatsächlech eppes fir d'Reduktioun vum CO_2-Ausstouss maachen.

Eis Betriber an eis Ekonomie kéinten déi ugestrieften Energietransitioun an engem méi realisteschen Zäitraum packen a mir géife gläichzäiteg Kooperatiounshëllef leeschten. Dëst géif zu enger substanzieller Aspuerung vun den Zäregasemissioune féieren. Et wier dëst fir eis dee bessere Wee, ouni awer eis eegen Ustrengungen ze vergiessen.

Mir géifen duerfir eisen nationale Vertrieder bei der Klimakonferenz de Wonsch mat op de Wee ginn, eng global a sënnvoll Approche ze verdeedegen.

Ech wëll hei nach, well ech nach e puer Sekonnen hunn, en Zitat brénge vum Här Johan Rockström, deen dat geschriwwen huet am „Lëtzebuerger Bauer", ech hat Iech jo deen Artikel zitéiert. Dee schreift hei: „Ein globaler Umschwung ist nicht nur dringend, sondern unerlässlich, und er muss bei diesen Hauptakteuren beginnen." Enn vum Zitat.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Engelen. An deen nächsten ageschriwwene Riedner, oder Riednerin an dësem Fall, ass d'Madamm Joëlle Welfring. Madamm Welfring, Dir hutt d'Wuert.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'COP30 markéiert den zéngjärege Jubiläum vum Accord vu Paräis, bei deem Lëtzebuerg bewisen huet, dass och e klengt Land noweislech zu den Zuchkräften an der Klimadiplomatie ka gehéieren. 2015 hat Lëtzebuerg d'Presidence vum Europäesche Rot, an och déi international Press huet ervirgehuewen, dass et ënnert der staarker Leedung vum Carole Dieschbourg an duerch eng geschlossen ambitiéis europäesch Verhandlungspositioun gelonge war, zu dësem Meilesteen an der Klimapolitick ze kommen.

Elo, zéng Joer méi spéit, gesäit d'Realitéit anescht aus. D'EU schéngt onfäeg ze sinn, sech op e Reduktiounszwëschenzil ze eenegen. Jo, et ass e bëssen, wéi wann d'EU an der Klimapolitick hiren Norde verluer hätt. Wann ee virun e puer Joer nach kloer gesinn huet, a wéi eng Richtung sech d'EU wéilt entwéckele mat engem Green Deal a mat engem Fit-for-55-Programm, sou si mer aktuell duerch permanent Desinformatiounscampagnen, duerch Dereguléierung ënnert dem Deckmantel vun der Vereinfachung bei engem Recul vun den Ambitiounen ukomm.

Falschbehaaptunge wéi déi, dass Klimaschutz net méi prioritär fir d'Leit wär – den Eurobarometer seet kloer de Contraire – a schlecht fir eis Ekonomie, hu bei europäesche Leaderen ouni Visioun hir Wierkung hannerlooss. Dobäi ass de PIB vun der EU an de leschten 20 Joer ëm 60 % geklommen a gläichzäiteg sinn d'CO_2-Emissiounen ëm 32 % erofgaangen. D'Dekarboniséierung ass also net den Dreiwer vun engem Kompetitivitéitsverloscht. De Contraire ass de Fall!

Nodeems d'EU-Ëmweltministere sech net op kloer Ziler fir 2035 eenege konnten, huet d'lescht Woch och den Här Frieden seng Ministerkolleegen um EU-Sommet net iwwerzeegt kritt. Dat ass och net verwonnerlech, wann ee mat esou wéineg Engagement un d'Saach erugeet, wéi eise Premier dat mécht. Ze gäre schwätzt hie vu méi Pragmatismus a warnt viru soziale Katastrophen, wann d'Industrie misst op fossill Energie verzichten. Do muss ech sech froen: Wou bleift d'Kloerheet an d'Kohärenz an der Klimapolitick?

Et kann een als Partei – CSV, EVP – net op där enger Säit an de Meedien ëmmer nees behaapten, dass een eng ambitiéis Klimapolitick wéilt bedreiwen an, ech zitéieren, „de Geescht vu Rio eropbeschwieren", an op där anerer Säit bei all Geleeënheet wichteg Acquise fläisseg mat Hëllefen ofbauen. D'Liwwerkettendirektiv mat hire Klimatransitiounspläng, d'Naturschutzgesetz, de Schutz vum Wollef an dat europäescht Antideforestatiounsreglement: Et feelt engem leider net u Beispiller, déi weisen, dass tëschent de grousse Wierder vun eise Regierungsmemberen an hire konkreeten Handlungen d'Kluft net méi grouss kéint sinn.

Här President, dat ass Zynismus! A wann ee selwer net vun enger Saach iwwerzeegt ass – Stéchwuert: déi entspaante Klimapolitick vum Premier –, da kann een och anerer net iwwerzeegen.

Nach méi schlëmm: Esou widdersprëchlech Aussoe wéi déi vum Premier um Sommet schwächen d'Motivatioun vun de Leit an d'Vertraue vun der Wirtschaft. Si maachen däitlech, dass kee richtege Plang fir

d'Onofhängegkeet a sécher Aarbechtsplaze besteet, weeder heiheem nach an Europa. Am Géigendeel: Wa mer als Lëtzebuerg an als EU net dru gleewen, dass mer mussen an och kënne klimaneutral ginn, dass dat net d'Enn vun eise Betriber, mee eng Chance fir si ass, da gi mer als Europa ofgehaang. D'Beispill vun der Automobillindustrie ass schonn ugeklongen.

Wéi sot d'Laurence Tubiana nach virun e puer Wochen op enger Konferenz zu Lëtzebuerg? „D'Transitioun mécht sech mat oder ouni d'EU." Ouni ambitiéis Ziler, kohärent Reegelen an déi néideg Investissementer spillt d'Musek anzwousch anescht, a China zum Beispill. An Europa kuckt no.

Här President, d'Konsequenze vun enger inkohärenter Politick treffen d'Liewe vu Mënschen hei, awer och op der ganzer Welt. Dat huet d'Visitt vun der Vertriedung vun de brasilianeschen indigènë Vëlker am September gewisen, déi zesumme mat Greenpeace op den Iwwerliewenskampf vun den indigènë Vëlker opmierksam gemaach hunn an an deem Kader mat ville vun eis heibanne geschwat hunn. Déi vill Biller an de soziale Meedie bezeien dat.

Dës Vëlker liewe säit Joerdausenden am Aklang mat de Reebëscher, déi fir hiert, wéi awer och fir eist eegent Iwwerliewen op dësem Planéit eng zentral Roll spillen. D'Zerstéierung vun dëse Liewensräim geet ëmmer méi séier. A genau dat ass de Problem, op dee mer hei wëllen opmierksam maachen. An dofir deposéiere mir eng Resolutioun, mat där mer es selwer zur Aufgab ginn – wannechgelift –, ...

Résolution 1

La Chambre des Députés,

réaffirmant

– les valeurs universelles des droits humains, à la démocratie et à la protection du climat ;

– la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (UNDRIP) et la Convention n° 169 de l'Organisation internationale du travail, qui reconnaissent le droit à la terre et au consentement libre, préalable et informé ;

– aux (veuillez lire: les) objectifs de l'Accord de Paris et du Pacte vert européen en matière de justice climatique et de préservation de la biodiversité,

considérant

– que les peuples autochtones du Brésil jouent un rôle essentiel dans la préservation de l'Amazonie, pilier de la stabilité climatique mondiale et réservoir majeur de biodiversité ;

– que des signaux récents font craindre une possible dénonciation par la République fédérative du Brésil de la Convention OIT n° 169, ainsi qu'un recul des garanties territoriales prévues par la loi ;

– qu'à l'approche de la Conférence des Parties (COP) organisée au Brésil, la participation pleine, libre et sécurisée des peuples autochtones aux négociations est indispensable à la légitimité du processus ;

– que toute évolution des relations UE-Brésil, y compris les discussions commerciales, sera conditionnée au respect effectif des droits autochtones et des engagements climatiques, avec des critères vérifiables et un suivi indépendant ;

– que les droits des peuples autochtones demeurent fragilisés par la pression exercée par les secteurs extractif et agro-industriel,

décide

– de veiller, dans l'exercice de ses missions législatives et de contrôle, à la cohérence des positions nationales avec ces engagements découlant de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (UNDRIP) et la Convention n° 169 de l'Organisation internationale du travail, qui reconnaissent le droit à la terre et au consentement libre, préalable et informé ;

– d'entreprendre des démarches interparlementaires auprès du Congrès national du Brésil afin de réaffirmer l'importance

• de maintenir sans ambiguïté l'adhésion à la Convention OIT n° 169,

• des droits des peuples autochtones, et, dans ce contexte, de protéger et démarquer les terres autochtones et de ne pas engager de projets sans l'accord libre et informé des communautés concernées ;

– de saisir la Présidence de la COP30, le Secrétariat de la COP30 ainsi que la CCNUCC (Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques) afin de leur rappeler la nécessité d'une représentation adéquate et d'une participation effective des peuples autochtones dans l'ensemble des négociations climatiques,

charge

– M. le Président de la Chambre des Députés de transmettre la présente à M. Hugo Motta, Président de la Câmara dos Deputados do Brasil.

(s.) Joëlle Welfring, Franz Fayot, Marc Goergen, David Wagner.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | ... als Chamber dës Rechter bei eisen eegene legislativen Aufgabe systematesch matzedenken, dass d'Chamber op internationalem Niveau vis-à-vis vu Brasilien an der COP-Presidence sech kloer fir de Schutz vun de Rechter vun den indigènë Vëlker a fir hir Participatioun asetzt.

Fir d'Kredibilitéit an d'Vertrauen an d'Verhandlungsprozesser an och an d'Politick generell ass et liewenswichteg, dass een nieft de schéine geschwatene Wierder a Biller och weist, dass een et eescht mengt a liwwert, a grad och dann, wann de Géigewand emol méi schaarf bléist.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Goergen. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. All Joer diskutéiere mer op en Neits iwwert d'COP. Déi eng Kéier froen déi Lénk et un – merci. D'lescht Joer war et eng aner Partei. Ech mengen, de Fazit ass awer ëmmer dee selwechten: Et geschitt net genuch.

Ech hunn hei e Virriedner héieren, deen natierlech op aner Länner gewisen huet ...

Här President, hei ass grad alles ausgaangen, also weess ech elo net, wéi vill Zäit ech hunn.

M. Claude Wiseler, Président | Jo, ech kucken op d'Auer. Et ass an der Rei.

(Interruption)

M. Marc Goergen (Piraten) | Ech hu grad e Virriedner héieren, deen op aner Länner gewisen huet. Mee wann een awer ganz éierlech mat sech selwer ass: Lëtzebuerg huet den Overshootday de 17. Februar, wat just nach Katar toppt, déi virun eis sinn. Déi Länner, déi virdru kritiséiert gi sinn ... Huele mer d'USA: de 14. Mäerz, also no eis. China am Juni. A weltwäit ass den Duerchschnëtt den 1. August. Also muss Lëtzebuerg sech awer schonn d'Kap undinn an eng Kéier iwwer seng eege Responsabilitéit schwätzen.

Jo, de Schued entsteet weltwäit. Et ass net Lëtzebuerg eleng, dat dat wäert änneren, mee wa Lëtzebuerg weltwäit awer als Virbild ënnerwee wär, wär eis scho vill gehollef. A mir kéinte sécherlech och an de Verhandlungen en anert Bild ofginn, wann eisen eegene Bilan propper wär, anstatt dass mer mat engem knaschtege Bilan dohinner fueren, fir deenen aneren de Fanger ze weisen.

Jo, de Schued entsteet. Mir gesinn et alleguerten op Jamaika. Mir gesinn et op anere Plazen. An ech hunn et nach all Joer gesot: Deen 1 Euro, deen d'Ekonomie mat ëmweltschiedleche Praktike verdéngt, wäert herno mat 10 Euro vun engem Staat musse reparéiert ginn. An dat ass ee vun de ganz grousse Problemer. Dat ass och e Problem, dee mer eisen nächste Generatioune wäerte matginn, well et sinn déi, déi et herno wäerte musse bezuelen.

A jo, et gëtt am Moment an der Gesellschaft, den Här Wagner huet et ee Moment kuerz ugeschwat, d'Opkomme vu Riets, wou ee mat der Ëmweltpolitick Stëmme sammelt. Ech muss awer do och éierlecherweis agestoen, dass verschidde Parteien, déi um Rudder waren, et hinnen eng Zäitchen och zimmlech einfach gemaach hunn, well hir Politick, déi se vläicht an de Wale versprach hu fir den Ëmweltschutz, herno just an d'Täsch gaangen ass vun dem klenge Konsument an net vun deenen, déi eigentlech dee ganze groussen Ëmweltschued produzéieren. An ech mengen, dat ass eigentlech déi kruzial Fro, firwat och ëmmer méi Riets Majoritéite kritt. Well am Moment, wann ee mat de Leit driwwer schwätzt, da bedeit Ëmweltschutz fir si ëmmer: „Et geet a meng Täsch, awer net an déi vun deenen, déi et eigentlech produzéieren" – deene grousse Multien, wëll ech domadder soen – „an déi herno de Profitt nach erauszéien."

Natierlech soll jidderee mat upaken, mee et ass awer am Moment en Ongläichgewiicht entstanen, net nëmmen zu Lëtzebuerg, mee virun allem an der Europäescher Unioun. An ech mengen, dofir muss d'Europäesch Unioun awer och eng Kéier hir Iddien op de Leescht huelen, ob mer net higinn a mir ginn déi Multie méi responsabiliséieren, anstatt dass mer ëmmer nëmmen de klenge Bierger responsabiliséieren, deen eigentlech net direkt fir den Ëmweltschued kann. E benotzt zwar déi Produiten, mee en huet awer och oft keng aner Wiel.

Well och dat, wann een elo diskutéiert iwwer Gas, Pëtrol an Energie ... Jo, mee d'Energie ass esou deier ginn, virun allem déi ëmweltfrëndlech Energie. Zu Lëtzebuerg ass de Subsid ewechgefall. E war bei 62,5, elo ass e bei 50. Et sinn alles Klengegkeeten, mee dat summéiert sech awer alles. De Stroum ass méi deier ginn, Allméigleches. Et ass awer eppes, wou de Bierger herno ëmmer an d'Täsch gegraff kritt, wärend déi Grouss dovunner profitéieren.

An eng Diskussioun, also, allkéiers wa mer op de Braderien oder op den Owender ënnerwee sinn ... Ech verstinn et aus dem Bauch eraus, wann d'Leit mer soen: „Jo, mee kuckt, wat Der elo an d'Defense investéiert, kuckt, wat d'Defense fir en Impakt op d'Ëmwelt huet, kuckt, wat do fir Schued ugeriicht gëtt, an da kommt Der bei mech heem an Dir sot, ech soll dat an dat maachen!" Dat ass och eng Diskussioun, där mer eis eng Kéier stelle mussen, ob dat, wat mer an der Defense am Moment alles soen an esou ukënnegen, ouni ze iwwerleeën, wat dat fir en Ëmweltimpakt huet, net och vläicht déi Riets herno am Endeffekt vill ze vill stäerke kéint.

Här President, wéi wäit sinn ech?

M. Claude Wiseler, Président | Dir hutt nach eng Minutt.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ok. Da ginn ech ...

(Brouhaha)

Da wollt ech nach soen: Et ass wichteg, dass mer an Zukunft och steierlech Virdeeler maachen, wa mer Investissementer an ëmweltfrëndlech Technike maachen. Hautzudaags ass et esou, dass déi Firmen, déi leider déi gréissten Ëmweltschied maachen, awer meeschtens déi sinn, déi op de Bourssen an iwwerall déi meeschte Gewënner maachen, wat e Problem mam System ass. Mir sollten awer zu Lëtzebuerg higoen an eis eng iwwerleeën, fir dass mer steierlech Virdeeler schafe fir déi Leit, déi geziilt do investéieren, wou mer der Ëmwelt kënnen hëllefen.

Et gëtt nach vill ze maachen. An ech denken, mir wäerten nach oft iwwert d'COP schwätzen, egal wéi eng Nummer herno hannendru wäert stoen. Mee et gëtt nach vill ze maachen a Lëtzebuerg sollt als Virbild optrieden an net ëmmer nëmme soen, déi aner sollte maachen. Nee, mir mussen och bei eis als Virbild optrieden. An dann ass den Overshootday och vläicht emol eng Kéier am Mäerz an net ëmmer erëm am Februar.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Da wär d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

An d'Wuert hätt elo d'Regierung. D'Regierung huet 15 Minutten. Här Ëmweltminister, et ass un Iech.

Prise de position du Gouvernement

M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Merci, Här President. Wann ech och fir d'éischt dem Här Wagner Merci soen, da well ech wierklech appreciéieren, datt en dëst Joer dann dee war, deen déi Debatt ugefrot huet. An anere Jore waren et anerer, mee ech fannen et awer ganz wichteg – et ass och wéi den Här Goergen virdru gesot huet –, datt mer alljoers heiriwwer schwätzen. Mir zéie vläicht net ëmmer déi selwecht Konklusiounen dorauser, mir sinn eis do net ëmmer eens, mee dat ass jo grad Demokratie. Et ass awer ganz wichteg, datt mer hei an der Chamber och allkéiers doriwwer kënne schwätzen. An ech géif et och begréissen, wa mer dat kéinte maachen, nodeems d'COP zu Belém eriwwer ass.

An elo hutt Der esou vill Saachen hei gesot, déi net direkt nëmmen aleng mat der COP ze dinn hunn. Ech kann net an deene 15 Minutten op alles am Detail agoen, mee ech stinn awer zur Verfügung, fir entweeder an de Kommissiounen oder bei enger anerer Debatt hei an der Chamber iwwert déi allgemeng Klimapolitick hei zu Lëtzebuerg méi ze diskutéieren.

Et ass derwäert, well et gëtt eis och d'Geleeënheet, ze weisen, wat elo schonn an deenen zwee Joer gemaach ginn ass a wat nach alles wäert kommen. Et ass jo nach net alles hei an der Chamber deposéiert oder et läit do an et ass nach net duerch. An do wäerten nach vill Verännerunge kommen. Et sinn zwee Joer, keng zéng Joer, wéi aner Regierunge bis elo Zäit haten. Mee dat misst een dann eng Kéier an enger separater Debatt maachen.

Ech wéilt mech awer elo gär op den eigentleche Sujet konzentréieren, nämlech d'COP30 zu Belém. Als Alleréischt wéilt ech gäre soen, datt et fir d'Lëtzebuerger Regierung nach wie vor ganz wichteg ass, datt d'UNO hir Roll iwwerhëlt als dat eenzegt multilateraalt Instrument, fir als Weltgemeinschaft global Problemer och zesumme kënnen unzegoen, an datt d'Lëtzebuerger Regierung de Fändel vun dem Multilateralismus grad an dësen Zäite ganz, ganz héich hält. An dat gëllt och fir d'Europäesch Unioun. Dat ass e ganz kloert Bekenntnis dozou. Mir sollten net den UNO-Prozess mat allen Imperfektiounen, déi en huet, a Fro stellen, mee mir sollten e weider stäerken. Vläicht muss en eng Kéier adaptéiert ginn a reforméiert ginn.

Dat zielt och fir d'COP, wéi se elo organiséiert gëtt, wat en Evenement ass, wou zu Dubai 100.000 Leit zesummekomm sinn, zu Baku 70.000. Dës Kéier wäerten et der manner sinn doduerjer, datt d'Deputéiert vu Lëtzebuerg net kënnen dohinnergoen, wat mer bedaueren, well et wär wichteg gewiescht, datt se hätte kënnen dohinnergoen. Mee mir kennen d'Situatioun sur place. D'Präisser sinn extreem héich, well déi Stad Belém iwwerhaapt net dorop ausgeriicht ass, esou eng COP, esou eng Konferenz bei sech opzehuelen. Dat ass zwar wuel fir d'brasilianesch Regierung eng ganz wichteg Plaz, den Amazonas, an dofir versteet een et, mee besser wär u sech gewiescht, et hätt een dat zu Rio gemaach, dat eng Stad ass, déi d'Olympesch Spiller organiséiert huet, wou een och all déi Leit hätt kënne bei sech ophuelen a wou, wéi den Här Galles dat richteg gesot huet, u sech déi Konventiounen 1992 um Weltäerdsommet och gegrënnt gi sinn.

Mee bon, eis steet et net zou, der brasilianescher Regierung hir Decisioun ze kritiséieren. Dat ass e Choix. An nach eng Kéier: Mir verstinn awer, datt den Amazonas als ee vun deene gréisste Bëscher vun der Welt an de Mëttelpunkt gestallt gëtt an och déi autochthon Communautéiten, d'Naturvëlker, déi villes weisen – wéi een et ka gutt maachen, wéi een am Respekt mat der Natur ka liewen –, an de Mëttelpunkt gestallt ginn. Dat ass ganz richteg a wichteg an dat ënnerstëtze mer och, mee doduerjer kënnen awer net esou vill Leit op déi COP kommen. Et misst ee se vläicht och iwwerdenken an e bësse manner Leit dohinner schécken.

Mee wat awer op kee Fall däerf geschéien, ass, datt op eemol d'Zivillgesellschaft do net méi däerf vertruede sinn oder datt d'Wëssenschaftler net méi kënnen dohinnerkommen oder awer och, datt grad déi Äermsten an déi Länner, déi am meeschte betraff si vum Klimawandel, net méi kënne mat Delegatiounen op eng COP kommen. Dat musse mer natierlech och evitéieren.

Ech hunn am Juni den Exekutivsekretär vun der COP, also vun der Konventioun, der UNFCCC, den Här Simon Stiell, deen zu Bonn ass, getraff an em dat och eng Kéier perséinlech am Numm vun der Lëtzebuerger Regierung gesot. Bon, et ass natierlech un der UNO, fir do hir Konsequenzen ze zéien, mee op jiddwer Fall ass et fir ons awer wichteg, datt dee Prozess weidergeet, grad an dësen Zäiten, well et ass déi eenzeg Aart a Weis, wéi mer op esou e globale Phenomeen och kënne probéieren, global Äntwerten ze fannen, ëmsou méi wou mer elo zéng Joer no dem Paräisser Accord sinn.

Dat war e Meilesteen an der weltwäiter Klimaaktioun, fir sech do och wierklech emol en ambitiéist Zil ze ginn, fir eng Kenntnis ze hunn, baséierend op der Wëssenschaft, datt mer alles solle maachen, fir d'Klimaerwärmung, d'Duerchschnëttstemperatur weltwäit bis Enn vun dësem Joerhonnert op plus 2 Grad ze limitéiere par rapport zum preindustriellen Zäitalter, am beschten awer op plus 1,5 Grad, well dat verhënnert, datt mer verschidden ekologesch Kipppunkten erreechen, déi ganz schwéier Konsequenze fir de Planéit hätten an domadder natierlech fir eis Mënschen, well et ass eis natierlech Liewensgrondlag. An ech mengen, dat muss ee sech och ëmmer kloer virun Aen halen.

Wéi gi mir elo dohinner als Lëtzebuerg? Ech mengen, dat wësst Der och. Dat ass u sech bekannt. Lëtzebuerg geet net als Land mat enger eegener Positioun dohinner. Mir ginn dohinner als Deel vun der EU. Et ass d'EU, déi do hir Memberstaate vertrëtt. Et ass d'EU, déi do Verhandlunge féiert, et sinn ëmmer déi dréinend Rotspresidentschaft plus d'Kommissioun, déi u sech do fiederféierend sinn.

Mee all d'EU-Ëmweltministere si sur place, well et muss sech natierlech permanent ënnerteneen ofgestëmmt ginn. Mir hunn eis leschten Dënschden hei zu Lëtzebuerg e Mandat ginn, fir datt d'EU dann och do kann optrieden a verhandelen. An dat Mandat muss op der COP selwer ëmmer erëm iwwerpréift ginn, ob mer deem nach gerecht ginn oder ob mer et an der Diskussioun mat deenen anere Länner eventuell mussen upassen. Dowéinst si mir och do, aleng schonn, fir probéieren ze kënnen, deem Mandat dann och ëmmer gerecht ze ginn, oder fir et eventuell unzepassen.

Elo nach dozou: Den Ëmweltconseil, souwuel dee vum 18. September wéi deejéinege vum 21. Oktober, war keng Glanzstonn fir d'Europäesch Unioun. D'Europäesch Unioun ass och allgemeng a kenger ganz gudder Situatioun momentan, weeder, wat d'Verdeedegung ugeet, nach, wat Zukunftsfelder wéi d'Digitaliséierung oder déi Kënschtlech Intelligenz ugeet. Do si mer u sech am Hannertreffe par rapport zu anere gréissere Länner a mir sinn net wierklech e Leader.

An der ganzer ekologescher, energeetescher Transitioun huet Europa par konter nach ëmmer eng Roll ze spillen. An ech mengen, d'EU-Kommissioun ass och hei vill kritiséiert ginn – a selbstverständlech kann een d'EU-Kommissioun kritiséieren –, mee d'EU-Kommissioun, och ënnert der Madamm von der Leyen, ass awer déi, déi 2019 dee ganze Green Deal mat op de Wee bruecht huet a sech och alleguerten déi Ziler ginn huet, mat ambitionéierte Linnen an awer och mat engem Pak Gesetzer, déi dat sollen erméiglechen. Dat war 2019, mir si 6 Joer duerno. Et ass eng zweet Kommissioun von der Leyen, déi nach ëmmer dru festhält, déi och dës Kéier als Häerzstéck de Clean Industrial Deal presentéiert huet, fir grad der Industrie ze erlaben, och kënnen op dee Wee ze goen, mee mat natierlech deenen Erfarungen, déi gesammelt gi sinn iwwert déi lescht 6 Joer a mat de Stëmmen, déi sech och erhiewe fir ze soen: „Jo, mir deele vläicht d'Zilsetzung, och d'Ambitioun, mee mir mussen et awer machbar maachen."

An et muss een op déi Stëmme lauschteren. Et kann een net soen, datt Politick u sech d'Konscht ass, senge Matmënschen nozelauschteren an och bei de Mënschen ze sinn, no bei de Matmënschen ze sinn, an dann net ze versichen, dorop anzegoen. Do gëtt et déi eng an déi aner. Déi eng soen: „Et geet net duer, mir musse weidergoen, mir mussen ambitionéiert bleiwen." Anerer soen: „Jo, mee mir brauchen awer d'Konditiounen. Se mussen erfëllt ginn, fir datt mer kënnen dohinnerkommen." Dat heescht, mir brauchen awer abordabel Energiepräisser. Mir brauchen awer dann och e CBAM, Grenzen, Baussegrenzen, déi dicht si mat fir chineesesch Produiten, déi net mat de selwechten Ëmweltstandarde produzéiert ginn an déi awer heihinner kënne kommen an eis eng deloyal Konkurrenz maachen.

Dat gëllt hei zu Lëtzebuerg zum Beispill fir de Stol. Mir hunn e ganz grousse Stolproduzent zu Lëtzebuerg. An et muss een och op déi kleng Betriber lauschteren, an dat si Mënschen – dat si keng abstrakt Begrëffer, dat si Mënschen –, déi dat féieren, déi do schaffen oder déi déi Betriber féieren an déi soen: „Mir ginn awer ënner ënnert der Laascht vun ëmmer erëm weidere Standarden a weideren Obligatioune wéi Reportingen, déi mer musse maachen. Dir musst eis hëllefen, datt mer dat kënne machbar maachen."

Dat ass awer de Message, dee mer och gesot kréien. Op där enger Säit, kloer: „Hale mer d'Linn, well mir

brauchen eng Sécherheet, fir kënnen ze investéieren, well déi Saache mussen elo decidéiert ginn. Dat heescht, mir brauche Planungssécherheet. Dofir ännert net permanent d'Grondlinn, mee sidd awer och kapabel, Iech unzepassen, och op eis Attenten hin nozelauschteren, fir datt mer kënnen zesummen déi Ziler erreechen." An dat ass awer de Grondtoun, deen een héiert. Et héiert ee rar een, dee seet: „Komm, mir geheien dat alles an d'Poubelle. Komm, mir vergiessen dat, dat ass ze vill." Dat maache vläicht verschidde Populisten, mee dat maachen awer net Leit, déi mat zwee Féiss am Liewe stinn.

An da musse mer awer och kënnen als Politiker fäeg sinn, deem nozelauschteren an dann net déi ganz Zäit ëmmer ze ënnerstellen: „O, et wëll jo kee méi gären un deenen Ziler festhalen." Dach, d'Bewosstsäin ass do, datt d'Klima, d'Natur, d'Ëmwelt eis Liewensgrondlag sinn, datt mer déi brauchen. Mir benotze se jo och. Mir benotzen déi Ressourcen, déi se eis gëtt – ze vill natierlech, mir iwwerdreiwen, mee mir brauche se, fir iwwerhaapt och an Zukunft nach eppes kënnen ze produzéieren a Räichtum ze schafen.

Mir mussen et eeben nohalteg maachen. An déi ganz Transformatioun, déi kascht ganz vill Energie, si kascht ganz vill Suen, si kascht ganz vill Méi. An et muss ee se eeben och machbar maachen a begleeden. An dat ass awer och dat, wat ech gesinn, wat d'Europäesch Kommissioun gäre wëllt maachen, och wann dat net ëmmer zur vollster Zefriddenheet vu jiddwerengem geschitt.

Mee et seet ee jo meeschtens: Wa kee richteg zefridden ass, dann hu mer e Konsens fonnt, wou mer eis awer als Gemeinschaft kënnen drop eenegen, datt mer duerch eng Mëtt kënne fueren, wou ee se och alleguerte mat op de Wee kann huelen.

Well dat muss awer eisen Usproch sinn. Et sinn dräi Pilieren, op deem dat Ganzt opgebaut ass: Dat eent ass déi ganz ekologesch Transitioun, dat anert ass, trotzdeem awer och d'Wettbewerbsfäegkeet vun eise Betriber ze erhalen a souguer ze verbesseren an dat als Chance ze gesinn – dat ass ganz richteg, well dat sinn d'Zukunftsmäert, dat sinn d'Part-de-marchéen, déi ee sech och an Zukunft kann huelen –, an dat anert ass och d'sozial Gerechtegkeet. A sozial Gerechtegkeet, dat ass awer och, datt mer mussen eis Aarbechtsplazen ofsécheren, datt mer mussen derfir suergen, datt keen op der Streck bleift, datt op där enger Säit Aarbechtsplaze kënnen erhale ginn an op där anerer Säit och neier kënne geschaf ginn an deenen neien Domäner an datt ons Leit och kënnen dohinner kommen.

Dat sinn déi dräi Pilieren, op déi déi ganz Politick opgebaut ass. An do muss een e permanente Reequilibrage maachen. D'Demokratie ass dee komplexste politesche System, deen et gëtt, mee et ass e Balanceakt, deen een all Dag rëm muss maachen an et muss ee sech all Dag nees reequilibréieren. An dat féiert eeben heiansdo derzou, datt mol déi eng, mol déi aner méi oder manner zefridde sinn, mee et ass awer de Reequilibrage, dee muss gemaach ginn, soss kënne mer eisen Ziler net gerecht ginn.

Wat ech dann natierlech am Numm vun der Lëtzebuerger Regierung kritiséiert hunn, ass, datt mer awer vläicht ze vill haart driwwer nogeduecht hunn, fir eis iwwergeuerdent Ziler a Fro ze stellen an opzeginn. Dat heescht, op där enger Säit ass d'Klimaneutralitéit bis 2050, a fir dohinner ze kommen, brauche mer dat Tëschenzil 2040. An dat muss minimum minus 90 sinn, well eis dat och d'Wëssenschaft seet. An ech mengen, dat ass ganz wichteg. Zéng Joer Paräisser Accord, do muss een och op d'Wëssenschaft lauschteren. Si ass sech och net ëmmer honnertprozenteg eens, wéi et machbar ass, mee si ass sech awer eens an hirer ekrasanter Majoritéit, datt minus 90 de Minimum ass, dee mer mussen upeile fir 2040, fir ze verhënneren, datt soss ze vill Konsequenzen op eis duerkommen, déi mer an den nächste Joren net méi gestäipt kréien a wou mer dann awer herno musse Milliarden an Abermilliarde méi ausginn, fir deene Konsequenzen entgéintzetrieden. Dofir mussen elo déi Decisioune geholl ginn. An déi Investitioune mussen elo gemaach ginn, mat engem kloren Zil fir 2040.

An do huet d'Europäesch Unioun bis elo net geliwwert. D'Europäesch Kommissioun huet dat virun iwwer engem Joer op den Dësch geluecht, mat all de Konditiounen, déi dozou gehéieren, fir datt mer kënnen ons Matbierger an d'Betriber dohinner kréien. A wat ech zudéifst bedaueren ass, datt wierklech bal e Joer gewaart ginn ass, fir sech seriö domat auserneenzesetzen, well bestëmmte Memberstaaten aus innepolitesche Grënn dat net wollte maachen.

Elo komme se fënnef fir zwielef an natierlech ass dat net gutt! Well wann ee gäre wëllt e Leadership an der Welt iwwerhuelen, och an Zukunft wëllt gäre virgoen, oder och méi Investitiounen an Europa wëllt drainéieren, an domat kloer Europa fir d'Zukunft wëllt positionéieren, da muss ee Kloerheet hunn. An déi kann een nëmmen hunn, wann ee sech och kloer zu sengen Ziler bekennt an dru festhält. Dann ass ee glafwierdeg, dann ass ee kredibel. An da kann ee virun allem och vun anere Staate verlaangen, datt se dee selwechte Wee matginn.

Wa mir gäre wëllen de Chineese soen, si misste méi Efforte maachen, da muss fir d'éischt d'Europäesch Unioun hir Hausaufgaben erfëlle bei sech selwer. An do si mer nach net!

Dat heescht, de 4. November elo, den nächsten Dënschden, ass mat ee vun den decisiivste Conseilen, déi mir wäerten hunn. An ech hoffen, datt mer do wäerten eng Eenegung fannen, fir fir 2040 op de Wee ze goe vu minus 90, an datt mer eis dann och fir dat Tëschenzil 2035, dat mer jo bei der UNO mussen eragi wéinst der COP, kënnen eenegen op 72,5. Dat wär déi logesch Konsequenz dovunner.

Dat ass nach net esou kloer. Do wäert et nach grouss Diskussioune ginn, och iwwert d'Konditiounen allgemeng, fir iwwerhaapt bei minus 90 ze kommen. Mee Lëtzebuerg ass dat Land gewiescht, dat dee kloerste Message am EU-Conseil ginn huet. Mir waren dat Land, dat am vokaalste war, well mer fest dorunner gleewen, well mir dat och wäerte musse maachen, dat ass ganz kloer. Als Land, dat esou en héije PIB huet an dat och déi Moyenen huet, wäerte mir mussen op déi minus 90 do goen, well et och Sënn mécht wéinst der Wëssenschaft, mee och ekonomesch wäert et eis gutt positionéieren. A mir wäerten dat och héichhalen, och, well mer gären hätten, datt d'Europäesch Unioun an Zukunft an engem Beräich, wou se nach ka Leader sinn, och Leader soll spillen. Do geet et wierklech ëm d'Zukunft vun eise Leit, vun eise Matmënschen, fir deenen allgemeng eeben och eng besser Zukunft ze erméiglechen.

Bon, elo kann ech Iech net méi ganz vill soen iwwert dat, wat Lëtzebuerg op der COP selwer nach wäert maachen. Just eppes awer als Info: Mir wäerten en eegene Stand hu fir d'éischt Kéier an der Geschicht vun der COP. Well eis Partner vum Benelux a vun der EIB net méi matgemaach hunn, hu mir decidéiert, selwer en nationale Pavillon do ze hunn, fir eis Presenz kloerzemaachen. An do wäerte mer och ee Projet presentéieren, de Rio Changemakers, wou et drëms geet, eng Maartplaz, eng digital AI-gedriwwe Maartplaz en place ze setzen, wou ee ka Fongen, Projeten an Investore weltwäit zesummebréngen, déi e reellen Impakt hunn, och lokal, wou se sinn, an zwar fir souwuel ëmmer deen ekonomeschen a soziale wéi och den ekologeschen Impakt dann och ze verstäerken. An dee lancéiere mer do.

An nach eppes zur Finanzéierung, well déi Fro jo hei gestallt ginn ass, well eng Motioun elo dozou virläit: Dës Regierung huet d'lescht Joer, ier mer op Baku gaange sinn, wou dat grousst Finanzzil sollt festgesat ginn, decidéiert, hir international Finanzéierungsenveloppe nach eng Kéier ëm 100 Milliounen an d'Luucht ze setzen, vun 220 op 320 Milliounen Euro ze goen. Dat si 45 % méi wéi bis elo!

Da gëtt hei avancéiert: 600 Millioune pro Joer. Dat wär eng Verzéngfachung vun deem, wat mer hunn. Déi Moyenen hätte mer mol net, mënschlech gesinn, fir alleguerten déi Suen alljoers mussen ze engagéieren, och fir derfir ze suergen, datt se sur place och agehale ginn. A mat deenen 320 Milliounen Euro viséiere mer jo schonn, wéi virdrun, esou vill aner Mechanismen a Plattformen, déi hëllefe wäerten, fir nach eng Kéier Milliarde vu private Suen u Bord ze zéien, déi da wäerte sënnvoll sur place an deene Beräicher, op deene Plaze vun der Welt, déi mir definéiert hunn, wou se e reellen Impakt kënnen hunn, kënnen investéiert ginn an doduerjer och Sënn maachen.

Dat muss een awer unerkennen. Zemools zu engem Zäitpunkt, wou keen anert Land ausser Dänemark a Lëtzebuerg sech engagéiert huet, international méi Suen zur Verfügung ze stellen. All déi aner hu sech zu guer näischt engagéiert. Si hu gesot, si kéinten dat net méi, si schrauwen de Budget souguer zréck. Do hu mir en anert Zeeche gesat. An ech mengen, dat muss een unerkennen. A mat deene Sue kënne mer nach vill méi Suen aus der Privatwirtschaft, déi och gebraucht ginn, u Land zéien. An dat, mengen ech, ass e Wee, dee mer wäerte konsequent weidergoen.

An da musse mir eis och déi mënschlech Ressourcë ginn, fir där Ambitioun kënne gerecht ze ginn, ...

M. Claude Wiseler, Président | Här Minister, Dir misst zum Schluss kommen.

M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | ... soss si mer iwwerfuerdert an da kënne mer eisen eegenen Ambitiounen och net méi gerecht ginn.

Domadder kommen ech dann zum Schluss. Mee, Här President, den Här Fayot huet eng Fro.

M. Claude Wiseler, Président | Ok. An Dir akzeptéiert d'Fro, wéi ech gesinn.

M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Jo, ech bleiwen hei stoen.

M. Claude Wiseler, Président | Här Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP) | Jo, merci, Här President, och merci dem Minister, fir seng Ried.

M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Si war net ganz komplett, et deet mer leed, mee ...

M. Franz Fayot (LSAP) | Dir sidd an engem Moment vun Ärer Ried op d'Spannung tëscht deenen europäeschen Nohaltegkeetsgesetzer an der Kompetitivitéit agaang an Dir hutt gesot, dass et eng ganz Rei kleng Betriber gëtt, wou Mënschen derhannert sinn, déi sech iwwert déi Laaschten do ...

M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | All d'Betriber!

M. Franz Fayot (LSAP) | ... beschwéieren, Reporting an esou weider. Ech mengen, Dir hutt domat warscheinlech haaptsächlech Allusioun gemaach op d'Liwwerkettegesetz an op änlech Gesetzer.

M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Op d'EUDR (ndlr: European Union Deforestation Regulation) hat ech Allusioun gemaach, jo.

M. Franz Fayot (LSAP) | Bon, Dir wësst natierlech, fir d'Liwwerkettegesetz läit de Seuil bei iwwer 1.000 Salariéen, mengen ech, momentan. Et ass ee Moment geschwat gi vu 5.000 Salariéen. Et gëtt net esou vill Betriber hei zu Lëtzebuerg, déi dee Seuil iwwerhaapt iwwerschreiden. Dat heescht, do schwätze mer net vun deene klengen Handwierksbetriber oder deene klengen oder ganz klenge Betriber, déi sech doriwwer beschwéieren.

Mir wëssen natierlech, dass se indirekt och betraff si vun deene Gesetzer, mee do ass effektiv, wéi Dir sot, eng Hëllef gefuerdert vun der Europäescher Unioun, e Kader, fir dass dee Reporting ka méi einfach gemaach ginn. Mee et ass e bëssen irrefürend, esou ze maachen, wéi wann dat heiten elo Gesetzer oder Reglementer wären, déi wierklech déi ganz kleng Betriber géife betreffen. Ech mengen, dat ass net de Fall.

M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Do muss ech awer éierlech gesot soen: Dir hutt probéiert, meng Gedanken ze liesen, mee ech hat dat net am Kapp! Ech hat u sech déi ganz Deforestatiounsregulatioun am Kapp. An dat betrëfft awer och zum Beispill Privatbëschbesëtzer, déi zum Beispill ganz kleng Bëschparzellen hunn. Déi missten doduerch administrativ Demarchë maachen, déi se bis elo net musse maachen, an engem Land, wou de Bësch net ofgeholzt gëtt, fir domadder wirtschaftlech Aktivitéiten ze maachen, mee wou de Bësch geschützt ass a wou mer all d'Garantien derfir hunn, datt de Bësch och wäert geschützt bleiwen a sech an Zukunft souguer nach besser soll erhuelen.

Dofir hunn ech och dee Bësch- a Juegddësch organiséiert, an déi hu sech zum Beispill ganz kloer och geäussert dozou a gesot, datt si fannen, datt dat iwwerdriwwen ass an datt dat si géif iwwersteigen. Dat ass e konkreet Beispill dofir.

An dowéinst hu mir och gesot: Mir deelen d'Zil, nämlech datt mer net wëllen eng Deforestatioun weltwäit encouragéieren, mee mir wëllen awer och gären do, wou mir eis Hausaufgaben erfëllen, datt d'Liewe vun deene Leit, déi sech doréms këmmeren, einfach gehale gëtt, well mer hei eisen Hausaufgabe gerecht ginn. Dat ass u sech dee Punkt, dee mer vertrieden.

An do kann een och ëmmer erëm behaapten, mir wären dann awer fir eng Deregulatioun. Do soen ech Nee! Mir si fir eng Regulatioun, mee awer och fir eng Vereinfachung do, wou et Sënn mécht, well dat schonn erfëllt gëtt. Dat ass awer kloer déi Positioun, déi mir hunn!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Da wier nach eng Fro vun der Madamm Welfring.

M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Selbstverständlech!

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Jo, merci dofir. Ech wollt de Minister froen, wéi e sech dann do derzou positionéiert, dass hei am Sall nach virun e puer Méint d'EU-Ëmweltkommissärin gesot huet, dass et duerchaus géif Raum fir Manöver gi fir d'national Memberstaaten, fir d'Deforestatiounsreglement ëmzesetzen, dass et och machbar ass mat deenen néidegen IT-Tools zum Beispill, an hien elo awer der Meenung ass, dass dat do eng Kéier muss opgemaach ginn, an ob en net awer de Risiko aschätzt, dass do immensen Drock ass, grad am Kontext vu Verhandlunge wéi engem Mercosur, dass do d'Deforestatiounsreglement riskéiert, de Kierzeren ze zéie mat senge wichtege Bestëmmunge fir de Schutz vun de Bëscher weltwäit.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. Här Minister.

M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Ech stelle fest, datt d'Madamm Roswall nogelauschtert huet an datt se doropshin eeben och verschidden Upassungen an de Raum gesat huet. Ech hunn an deem leschten EU-Conseil nach eng Kéier kloer zu deem Punkt Positioun geholl. Mir si fir eng Regulatioun. Mir sinn derfir, datt et vereinfacht gëtt, do, wou et Sënn mécht. Mee mir sinn och kloer derfir, eis Bëscher ze schützen an och derfir ze suergen, datt weltwäit och d'Europäesch Unioun en Zeeche setzt: keng Deforestatioun! Well mer dat brauchen! Mir brauchen den Amazonas. Mir brauchen aner Bëscher weltwäit, déi intakt sinn, déi erëm wuessen an net wäerten ofgeholzt ginn. An dat ass och e kloert Bekenntnis, dat ech gemaach hunn dozou, nach um leschten EU-Conseil.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Domat wär d'Diskussioun zu dësem Punkt dann ofgeschloss.

Motions et résolution

Et sinn zwou Motiounen an eng Resolutioun deposéiert ginn. Ech proposéieren, datt mer déi elo direkt diskutéiere respektiv ofstëmmen, wann dann eis Anlag fonctionéiert.

Motion 1

Zur éischter Motioun huet den Här Wagner scho geschwat. Ech ginn dervun aus, datt hien duerno nach wëllt d'Wuert huelen. Wie wëllt zur éischter Motioun d'Wuert ergräifen? Den Här Galles, d'Madamm Welfring, den Här Fayot. Här Galles, fänkt Dir un, wann Dir wëllt.

M. Paul Galles (CSV) | Jo, merci, Här President. A merci och fir d'Motioun. Mir haten eng Kommissiounssëtzung – ech mengen, souguer zwou Kommissiounssëtzungen –, wéi mer déi international Klimafinanzéierung vun der Regierung virgestallt kruten. A mir ass et zumindest esou gaangen, an ech denken, och de Kolleeginnen a Kolleegen, dass mer schonn impressionéiert ware vun deene ville Levieren, déi d'Lëtzebuerger Regierung an de Grapp hëlt, fir eeben international Klimapolitick ze finanzéieren, an dass mer och gemierkt hunn, dass dat seriö gemaach gëtt an dass dat gutt ugeholl gëtt.

Ech verstinn, dass Dir natierlech nach méi fuerdert, an dat ass natierlech ëmmer interessant, mee ech denken, dass dat am Moment finanziell net denkbar ass. Dat ass zumindest déi Lektioun, déi ech aus deene Sëtzungen do erausgezunn hunn. An et ass eeben och dat, wat de Minister elo just gesot huet: Dass mir mat Dänemark déi eenzeg sinn, déi am Moment iwwerhaapt nach eis Contributiounen an d'Luucht gesat hunn, eeben ëm déi 45 %, vun 220 op 320 Milliounen.

Duerfir: Ech soen Iech Merci fir d'Motioun, ech muss Iech just leider soen, dass mir se elo net kënne matstëmmen, well mer einfach den Androck hunn, dass d'Regierung elo dat mécht, wat se ka maachen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Galles. Madamm Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Den Accord, deen 2015 zu Paräis mat tatkräfteger Ënnerstëtzung vu Paräis (veuillez lire: Lëtzebuerg) erreecht gouf, begräift net nëmme wichteg Klimaziler, mee och kloer Engagementer fir d'Solidaritéit mat Entwécklungslänner.

Deemools huet Lëtzebuerg sech och mat enger eegener Verflichtung ervirgedoen, fir bis 2020 insgesamt 120 Milliounen Euro fir déi international Klimafinanzéierung bereetzestellen, wouvu 35 Milliounen Euro speziell fir Projeten an Entwécklungslänner gefloss sinn. Dëst war och de Grondstee fir eng strukturéiert national Approche fir déi international Klimafinanzéierung, déi sech iwwert d'Joren ëmmer méi entwéckelt huet: ëmmer e wuessende Montant vun zousätzlechen 100 Milliounen Euro all fënnef Joer, an dat säit zéng Joer, mat enger Progressioun vun 83 % an deenen zwou éischte Finanzéierungsperioden.

Parallell dozou gouf iwwert d'Joren e breede Portfolio vu Projeten an diversifiéierte Finanzéierungsinstrumenter entwéckelt fir Klimaschutz, Klimaupassung, Kompensatioun vu Schied a Verloschter souwéi eng Ënnerstëtzung fir d'Biodiversitéit an och, fir d'Rechter vu Minoritéiten ze ënnerstëtzen. An déi meescht dovunner hunn haut och nach erfollegräich Bestand.

Mee wann een d'Wucht kuckt vum Hurrikan, deen dës Nuecht an der Karibik ageschloen huet, da gesäit een och, dass d'Länner an der Südhallschent vun dësem Planéit mat ganz anere Konsequenze musse liewen, wéi dat bei eis de Fall ass. An da weess een och, dass d'Moyene mussen héich sinn.

An der Klimakonferenz d'lescht Joer gouf e Finanzéierungszil festgehalen, fir bis 2035 1,3 Billioune pro Joer ze mobiliséieren, a Lëtzebuerg huet dat matgedroen. An dës Motioun verlaangt eigentlech net méi, wéi dass dës Regierung sech soll derfir asetzen, dass déi lëtzebuergesch Contributioun dësen Engagementer soll entspriechen an och, dass sech derfir agesat soll ginn, dass déi aner Länner hiren Engagementer solle gerecht ginn. Dofir droe mir dës Motioun mat.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. Här Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP) | Jo, merci, Här President. Ech ka mech dëser Motioun och uschléissen an och deem, wat d'Joëlle Welfring elo gesot huet. Ech ka mech nach ganz gutt erënneren: D'lescht Joer zu Baku ware jo effektiv déi finanziell Ziler den Objet vun där COP, an d'Frustratioun war grouss, dass net méi Progrèse konnte gemaach gi wéi déi Zouso vun 300 Milliarden Dollar, wou jidderee sech eens war, dass dat bei Wäitem net géif duergoe fir déi Enjeuen an insbesonnesch och fir d'Adaptatioun an deene Länner am Süden, an haaptsächlech an deene klengen Inselstaaten, awer net nëmmen. Dofir mengen ech, dass deen Effort muss vill méi grouss sinn. An et ass richteg, dass mer hei am Kader si vun där Roadmap, wou 1.300 Milliarde virgesi sinn, an dass mer eis am Fong wierklech mussen engagéieren, dass dat eng Realitéit gëtt.

Mir sinn an enger laanger Geschicht, insbesonnesch an deene westleche Länner, vun Zousoe vu ganz héije Montanten, déi oft net gehale goufen, a mir sinn elo an enger Zäit, wou ee muss kredibel sinn a wou een och wierklech muss Faarf bekennen, wann een esou Saache seet an esou Engagementer hëlt. An an deem Kader, mengen ech, mécht déi hei Motioun effektiv näischt aneres, wéi dorobber ze insistéieren, soudass mir dat heite wäerte matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. Den Här Engelen huet nach d'Wuert gefrot.

M. Jeff Engelen (ADR) | Jo, merci, Här President. Lëtzebuerg huet, wéi mer d'Regierung héieren hunn, säin Zeeche gesat. Mir hu 45 % erhéicht. Ech mengen, och eis Finanze si begrenzt. Dat muss ee jo och eng Kéier akzeptéieren. An net méi spéit wéi an zwee Méint wäerte mer doriwwer nach méi am Detail befannen.

Mir wäerten dës Motioun net kënne matstëmmen, mee an anerer Hisiicht muss een awer och soen – ech hat et jo a menger Ried elo gesot –, datt mir am Fong d'Léisung e bëssen aneschters gesi wéi munch anerer, well et soll een d'Geld geziilt asetzen, méi praxisorientéiert. Do hat ech Iech schonn e Beispill genannt an dohinner géife mir goen. Dat heite kënne mir de Moment net matdroen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Engelen. Si soss nach Wuertmeldungen do zu dëser Motioun? Gutt, dann huet den Här Wagner d'Wuert. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Also, iergendeng Kéier muss ee sech eens sinn, ob d'Klima eng Prioritéit ass – net just fir Lëtzebuerg, mee fir d'Mënschheet, an dann eeben och fir Lëtzebuerg. Oder et ass keng Prioritéit an et gëtt aner Prioritéiten an et seet een: Ok, mir versichen, eist Bescht ze maachen a mir vergläichen eis mat anere schlechte Schüler a mir sinn e bëssen e manner schlechte Schüler. An dofir kënne mer eis op d'Schëller klappen. An dat ass e bëssen dat, sou hunn ech den Androck, wat de Message ass vun dëser Regierung.

Mir kommen net weider esou. An natierlech wäert Lëtzebuerg jo net eleng als Land de Problem reegelen. Et ass awer och net esou, wéi dat heiansdo esou duerchklëngt, datt aner Länner op der Welt keng Efforte maachen! An et ass oft gesot ginn, mee China ass zum Beispill zwar e grousse Pollueur engersäits, mee et ass och anerersäits e Land, dat eendeiteg méi Efforte mécht wéi d'Europäesch Unioun, fir op ekologesch Léisungen ze kommen.

Bon, da gëtt natierlech gesot: Et kascht alles ze deier! D'Zil ass jo, do geet et jo drëms, de méi aarme Länner ze hëllefen, op zwee Niveauen eeben, fir d'Transition climatique ze maachen – si hunn déi Moyenen net – an och, fir sech ze adaptéieren. Mee mir wäerten eis och mussen adaptéieren.

A mir gesinn dat jo elo grad och mat Jamaika. Ech hu gëschter de Premierminister vun Jamaika héiere schwätzen. Dat huet engem wierklech d'Schuddere ginn. Dat war quasi apokalyptesch, wéi e seng Bevëlkerung wierklech gewarnt huet, datt elo wäerten immens vill Saachen zerstéiert sinn. Mir wëssen nach net richteg wat, d'Häfen, d'Schoulen, d'Infrastrukturen. De Bëtong hält net. An dat si Länner, déi souwisou e Retard hunn. A mir – net mir, d'Leit am Westen, mee eis Länner – hunn eppes domadder ze dinn. Dofir muss een hinnen éischtens emol hëllefen, fir esou wäit ze kommen, datt se sech adaptéiere kënnen.

Et gëtt gesot: „Dat ass alles ze deier! Mir si ganz zefridde mat deenen 320 Millioune pro Joer!" Mir soen: „Jo, normalerweis, wann ee richteg rechent, sinn et 600 Millioune pro Joer!" D'Regierung seet 320 Milliounen op fënnef Joer, mir soe 600 Millioune pro Joer. Net just mir, mee dat ass u sech déi richteg Berechnung. Dat ass net esou vill. Mir ginn dëst Joer am Budget 800 Milliounen Euro aus fir Militärdepensen. A, do hu mer déi grouss Prioritéit, fir Suen einfach esou massiv an d'Militärindustrie – wa méiglech och nach déi amerikanesch Militärindustrie, wie weess, oder eng aner – ze investéieren. Mee de Klima? Oh là là! Et ass emol net Hallschent, an dat ass schonn ze vill. An natierlech, wann déi heite Regierung weiderhi Steierreduktioune mécht fir d'Kapital, fir d'Entreprisen, dann hu mer eis och iergendeng Kéier zu Doud gespuert, dann hu mer keng Sue fir déi wierklech wichteg Saachen. Dann hu mer déi net!

Mee déi Sue gëtt et. A wa mer net iwwer genuch human Moyene verfügen, fir och ze kucken, wou déi Sue landen, da kann een och dofir suergen, datt ee sech déi Moyene gëtt. Mir hu genuch kompetent Leit hei am Land. Et muss een ophalen, sech ëmmer derhannert ze verstoppen, datt een net genuch Leit hätt hei am Land. Also, ech invitéieren Iech trotzdeem nach, déi heite Motioun mat ze ënnerstëtzen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Domat wären dann d'Diskussiounen zu dëser Motioun ofgeschloss. An ech ... Wëll d'Regierung dozou d'Wuert huelen?

M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Jo, merci, Här President. Ech hunn dat zwar virdrun a menger Ried, mengen ech, scho gesot, mee ech mengen, et wier een awer trotzdeem frou, wa mol unerkannt géif ginn, datt et 45 % méi sinn par rapport zu deem, wat virdrun do war, zu engem Zäitpunkt, wou an der Europäescher Unioun effektiv just Dänemark a Lëtzebuerg prett waren, an d'Luucht ze goen, an zwar substanziell.

Ech hunn Iech och schonn eng Kéier an enger Kommissioun presentéiert, wat u sech mat deene leschten Enveloppen, deenen 220 Milliounen Euro, déi vun der viregter Regierung engagéiert gi sinn, alles gemaach ginn ass a wivill méi u private Sue mer u Bord gezunn hunn, fir eise Verflichtungen international kënne gerecht ze ginn. Dat ass schonn impressionnant!

A mat deenen 320 Millioune kréie mer en nach méi groussen Effet lévier, fir och privat Suen u Bord ze zéien. Well et ass eng Mär ze mengen, mir kéinten dat aleng mat ëffentleche Sue stemmen. Et muss och mat private Sue matfinanzéiert ginn. An do muss ee gescheit Mechanismen en place setzen, fir datt mer éischtens en Impakt hunn op deene Plazen, fir datt mer eng richteg Plus-value hu fir d'Ëmwelt, fir dat Soziaalt, och fir dat Ekonomescht, mat deene Moyenen, déi mir do hunn, a fir datt mer awer och nach vill méi där privat Suen u Land zéien, well déi wäerten och herno definitiv dee groussen Ënnerscheed maachen.

An ech wäert Iech dann do och an nächster Zukunft an enger Kommissioun déi nei Strategie virstellen, déi doraus ervirgeet, déi sech dann och op déi 320 Milliounen Euro wäert grefféieren. An da kënne mer gären am Detail diskutéieren, wat mir eis erwaarden u Levierseffekter, u Multiplikatiounseffekter vun deenen ëffentleche Suen, déi mer hei engagéieren.

Mee Dir wäert elo net vun eis nach eng Kéier en Engagement kréien, fir nach eng Kéier méi substanziell do an d'Luucht ze goen, well mir hunn e substanziellen Effort gemaach. A mir wäerten domadder nach vill méi substanziell och privat Suen u Bord zéien an déi kënne geziilt do asetzen, wou et Sënn mécht, wou mer eng Plus-value kënne schafe mat deene Moyenen, déi mir hunn. A mir ginn eis déi Moyenen dofir. An dat ass eeben de Grond, aus deem mir fannen, datt mer eise Verflichtunge wäerten nokommen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Da wäre mer elo um Schluss vun der Diskussioun ukomm.

Ech géing Iech just proposéieren, éier mer zum Ofstëmme kommen, mer ze soen, ob Är Ecrane ginn oder net. Ech hunn d'Impressioun, datt ...

(Brouhaha)

Une voix | Et geet net esou richteg.

M. Claude Wiseler, Président | Et geet net esou richteg. Jo, d'Stëmme muss natierlech richteg goen an net nëmmen hallef richteg.

(Brouhaha)

Dat géing hëllefen. Ok, ech gesinn, datt mer dat elo an dësem Moment net kënne maachen.

4. Ordre du jour

Ech géing Iech proposéieren, d'Ofstëmmung och elo net par appel nominal ze maachen, well dat eis elo extreem vill Zäit ewechhëlt. Ech géing Iech proposéieren, datt mer déi Ofstëmmungen elo alleguer zesummen de Mëtte maachen. Mir maachen d'Diskussioune fäerdeg a mir stëmmen dann de Mëtten en bloc of. An ech hoffen, datt bis dohinner d'Technik fonctionéiert. Soss musse mer de Mëtten de Vote par appel nominal maachen.

Sidd Der mat där Prozedur d'accord?

(Assentiment)

5. Heure d'actualité de la sensibilité politique déi Lénk au sujet de la COP30 à Belém (suite)

Motions et résolution (suite)

Motion 2

An da kënne mer zur Diskussioun iwwert d'Motioun Nummer 2 kommen. D'Motioun Nummer 2 gouf och vum Här Wagner deposéiert. Den Här Wagner wëllt zum Schluss schwätzen. Wie wëllt dann zu der Motioun Nummer 2 Stellung huelen? Den Här Galles, gesinn ech, d'Madamm Welfring, den Här Fayot. Här Galles, wann Dir wëllt ufänken.

M. Paul Galles (CSV) | Jo, merci nach eng Kéier, Här President. Och merci nach eng Kéier fir den Depot vun dëser Motioun an och deenen, déi se ënnerschriwwen hunn. A si bréngen domat natierlech e ganz wichtegt Theema an d'Spill, nämlech d'Reglementatioun iwwert d'Deforestatioun.

Wat mer kënne soen a wat jo och kloer ass: Déi trëtt a Kraaft. Déi trëtt 2026 a Kraaft a si geet och vill méi wäit wéi de Mercosur, deen am zweeten Invite drasteet. Dat heescht, et ass e Reglement, dat vill méi wäit geet, dat dann herno weltwäit Gëltegkeet huet. Si trëtt a Kraaft. Si ass natierlech elo vun der EU-Kommissioun esou agencéiert ginn, dass fir d'éischt déi grouss Betriber betraff sinn an da méi spéit eréischt déi kleng Betriber. Den Här Minister ass och a senger Ried dorop agaangen.

Ech huelen un, Här Wagner, dass Der wësst, dass Der bei Fräihandelsofkommesse bei eis héchstwarscheinlech ëmmer e bëssen op Granit stousst, well mer do awer trotzdeem politesch alt ëmmer nach derhannertstinn an ëmmer probéieren, déi Fräihandelsofkommessen dann esou gutt ze maache wéi nëmme méiglech, mee dass mer à la base natierlech ëmmer denken, dass ee gutt mat deene Leit fiert, mat deenen een och Handel dreift. Dofir musse mir déi heite Motioun, esou wéi se hei elo formuléiert ass, ofleenen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Galles. Madamm Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Jo, eppes, wat wierklech remarkabel am Dossier vun der Deforestatioun ass, dat ass d'Inkohärenz vun dëser Regierung a speziell déi vun der CSV/EVP, ugefaange mam

aktuellen Agrarkommissär, dem Christophe Hansen: Hien huet virun annerhallwem Joer hei am Sall um Mikro dohannen d'Antideforestatiounsreglement net ganz ouni Stolz als e gutt Beispill duergestallt.

An ech zitéieren: „An ech muss do soen: Mir hunn e Règlement anti-déforestation gemaach. Ech war d'ailleurs de Rapporter fir dat Reglement, wou mer eng ganz Rëtsch Gidder an de Champ d'application rageholl hunn: Holz, Soja, Kaffi, Schockela, Randsfleesch, Palmueleg, Gummi hu mer als Europaparlament och nach derbäigesat a mir hunn also och eng Ouverture ginn, fir deen dote Champ d'application an der Zukunft ze verbreederen." Zitat Enn.

Dat fanne mer natierlech gutt. Mat senger nach ëmmer EVP-gefouerter Kommissioun stoung awer e Joer méi spéit genee dat Reglement op der éischter Lëscht (veuillez lire: als Éischt op der Lëscht), fir dereguléiert ze ginn.

Den CSV-Ëmweltminister ënnerstëtzt als Konklusioun vun der COP28 an och vun der COP29, dass d'Deforestatioun weltwäit soll bis 2030 gestoppt ginn, voire ëmgekéiert ginn – dat fanne mer och wichteg –, mee gëtt awer am Juni dëst Joer der CSV-Agrarministesch Recht, dass dëst Reglement misst simplifiéiert an no hanne verluecht ginn.

Déi selwecht Madamm Hansen, déi als Deputéiert nach engagéiert Question-parlementairë geschriwwen huet, fir déi viregt Regierung dozou opzefuerderen, eng ambitiéis europäesch Antideforestatiounspolitick ze bedreiwen, iergert sech elo als Agrarministesch an aller Ëffentlechkeet driwwer, dass d'Ëmsetzung vun deem Reglement net wäit genuch no hanne verluecht an och verwässert soll ginn (veuillez lire: an och net genuch verwässert soll ginn).

An och d'EVP-Ëmweltkommissärin mécht eng Pirouette no där anerer: D'Madamm Roswall sot, wéi gesot, nach viru puer Méint hei am Sall, dass d'Antideforestatiounsreglement de Regierunge Spillraum géing loosse fir eng Ëmsetzung an hire Länner, an huet op bestoend gutt Beispiller an de Memberstaaten higewisen, fir de Baueren an de Bëschbesetzer dobäi ze hëllefen, dat och mat Hëllef vun Digitalisatioun ëmzesetzen. An elo, ënner Drock vun alle Säiten, leet si e Kompromësstext fir, dee weeder déi Lëtzebuerger Agrarministesch nach d'Ëmweltorganisatiounen zefriddestellt. Do kann engem de Kapp schonn e bëssen dréinen. An dat alles gëtt de Betriber definitiv keng Previsibilitéit!

Mir stëmmen dës Motioun mat.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. Här Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP) | Jo, merci, Här President. Ech ka mech kuerzfaassen: Mir hunn déi Motioun hei och mat ënnerschriwwen, well mer effektiv och der Meenung sinn, dass et hei wéi an anere Beräicher wichteg ass, ambitiéis ze sinn an et och ze bleiwen, fir och eng gewësse Previsibilitéit ze schafen. Et geet hei effektiv och erëm eng Kéier ëm déi Diskussioun: Wat ass Simplificatioun, wat ass Dereglementatioun? An d'Joëlle Welfring huet elo, mengen ech, alles dozou gesot, wat muss gesot ginn.

Ech hat selwer och eng Entrevue mat deenen indigènë Representanten, déi viru Kuerzem vu Greenpeace hei invitéiert waren, déi eis och ganz kloer gesot hunn, wat d'Inzidenze si vu Mercosur a senger aktueller Fassung op déi indigène Vëlker an op déi Terren, wou se liewen, an dat si keng gutt Inzidenzen! Dat heescht, dofir ass dee Règlement effektiv wichteg an e muss och héichgehale ginn. An dofir ass et fir eis natierlech evident, dass mer dës Motioun och matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. Da kritt den Här Goergen d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Mir wäerten dës Motioun och matdroen, well Mercosur wäert bekanntlech en Desaster fir eis Baueren a fir d'Ëmwelt ginn. A wann hei ganz kloer gesot gëtt, dass ee sech géint Mercosur stellt, si mir natierlech derfir.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Ech gesinn elo keng aner Wuertmeldung. Da kritt den Här Wagner d'Wuert.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, déi heite Motioun rifft u sech d'Regierung op zwee Niveauen dozou op, fir d'éischt emol alles ze maachen, fir datt déi europäesch Reglementatioun, fir géint d'Deforestatioun virzegoen, net opgeweecht gëtt, an opzehalen, an déi Richtung ze goen, an déi d'Kommissioun elo och op europäeschem Niveau wëllt féieren, fir eeben dofir ze suergen, datt d'Bëscher iwwerall op der Welt an och zu Lëtzebuerg protegéiert ginn, woubäi mer och nach gëschter gewuer gi sinn op RTL, datt sech zum Beispill och d'Qualitéit vun eise Bëscher zu Lëtzebuerg ëm 18 % degradéiert huet. Also, et gëtt jo och alles net besser.

Et gëtt ëmmer hantéiert mat Schwieregkeeten, déi gewëssen Entreprisen oder kleng Betriber, an deem Fall da vläicht och nach kleng Privatbëschbesëtzer, hätten, fir déi administrativ Laaschten ze bewältegen. Jo, et gëtt kee Mënsch – an ech sinn dee Leschten –, dee frou ass mat administrativer Aarbecht. Wann ee Locataire ass an et gëtt een zum Beispill duerch Gléck – et ass e bësse méi seelen haut – Proprietär vun engem Haus, dann ass een e bësse méi belaascht mat Saachen. Anerersäits ass ee Proprietär vun engem Haus. Also, Eegentum verflicht och e bëssen. Wann et wierklech net méi aneschters geet, da kann een natierlech och deene klenge Privatbëschbesëtzer oder och vläicht Betriber op eng aner Aart a Weis hëllefen.

Et gëtt ëmmer dovunner geschwat, datt se administrativ Laaschten hunn. Ma da gitt Subsiden, wann et net aneschters geet! An da schaaft Der e CDI an dann hutt Der och nach Aarbechtsplaze geschafen an Dir braucht d'Reegelen net ze änneren, mee Dir hëlleft ganz einfach.

Voilà, de Problem ass geléist, an haalt op, ze versichen, Saachen ze verwässeren!

Duerno de Mercosur. Mercosur ass eng ganz einfach Katastroph! A jiddereen, dee sech awer och e bësse beschäftegt, notamment och mat Südamerika, mat Brasilien, weess ganz genau, mir importéieren elo ..., mir sollen de Wee fräimaache fir Fleeschimportatiounen an Europa. Fleeschimportatiounen, déi mer net brauchen! Déi mer net brauchen!

Déi däitsch Autosindustrie brauch natierlech deen Handelsaccord, well se muss hir Verbrennerautoen an dee ganze Ramsch iergendwou jo lassginn, vu datt se jo u sech déi industriell Autosrevolutioun verpasst huet.

Bon, mee de Problem ass deen: d'Produktioun vu Rëndfleesch oder d'Uplanze vu Soja bedeit Waldrodung! An dat bedeit och eng brutal, eng brutal Verjoung vun indigènë Vëlker, och wann d'Regierung, d'federal Regierung zu Brasilia, versicht, dogéintzegoen.

Déi grouss Landbesëtzer a Fleeschproduzenten a Brasilie si quasiment mafiös. Dat si Krimineller. Déi hu privat Milizen. Déi bréngen Leit ëm. Dat muss een awer eng Kéier soen!

Dat heescht, dee ganzen Accord ass inakzeptabel. An an deem Sënn froe mer och, datt Lëtzebuerg op jiddwer Fall – op jiddwer Fall! – näischt soll kënnen akzeptéieren innerhalb vun deem Accord tëschent der EU an dem Mercosur, wa Bëscher a Gefor sinn.

M. Claude Wiseler, Président | Här Wagner, Dir musst zum Schluss kommen, wannechgelift.

M. David Wagner (déi Lénk) | Vill froe mer net. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Domat wär dann och d'Diskussioun zu dësem Punkt ofgeschloss.

Résolution 1

Mir géingen zur Diskussioun iwwert d'Resolutioun kommen, déi vun der Madamm Joëlle Welfring hei deposéiert ginn ass. Wëllt Dir direkt schwätzen, Madamm Welfring?

(Assentiment)

Dann hutt Dir d'Wuert.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Jo, fir dass déi Visitt vun der brasilianescher ONG APIB, déi déi indigène Vëlker aus hirem Land vertrëtt, wéi si d'Ronn vun de Politiker an Europa an och hei am Land gemaach huet, net just faarweg Fotoen op de soziale Meedien hannerléisst, a well hiert wichtegt Uleies och eist sollt sinn, sollte mer dëser Saach eng Suite ginn.

Hiert Uleies ass dat follgend: D'Vitess vun der Zerstéierung vun hire Liewensraim, déi eis mat Sauerstoff an an anere wichtege Ressourcë versuergen, gëtt ëmmer méi grouss. A gläichzäiteg steet déi brasilianesch Regierung ënner Drock, fir grad aus där internationaler Konventioun vun der OIT, der Aarbechtsrechtskonventioun 169, erauszeklammen, déi säit iwwer 30 Joer d'Rechter vun den indigènë Vëlker soll schützen. A Lëtzebuerg ass selwer Member an huet déi 2018 ratifizéiert.

Mat dëser Resolutioun wëlle mir als Chamber eis selwer weiderhin an d'Flicht huelen, fir bei eisen eegene legislativen Aufgaben den autochthone Vëlker hiert Recht op Selbstbestëmmung systematesch matzedenken, an awer och iwwer eis interparlamentaresch Relatiounen dat brasilianescht Parlament dozou ze invitéieren, fir dës Rechter anzestoen an och hir Regierung dozou ze beweegen, Vertragspartner an dëser Konventioun ze bleiwen, an och fir d'COP-Presidence dozou ze encouragéieren, sech fir de Schutz vun de Rechter vun den indigènë Vëlker anzesetzen a si op eng adequat Manéier un de Verhandlungen am November deelhuelen ze loossen.

Voilà, dat ass den Objet vun dëser Resolutioun an ech hoffen op eng breet Zoustëmmung.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. Wie wëll zu dëser Resolutioun d'Wuert huelen? Den Här Galles, den Här Emering, den Här Hardy an den Här Fayot. Här Galles, fänkt Dir un? Här Galles.

M. Paul Galles (CSV) | Jo, merci, Här President. Och merci, Madamm Welfring, fir den Depot vun dëser Resolutioun, déi tatsächlech ganz staark ass an och ganz sympathesch.

Ech hat tatsächlech och d'Geleeënheet, dank ganz engagéierten ONGen hei zu Lëtzebuerg, d'Leit ze begéinen. An ech hunn dat och verstanen, dat Uleies, dat do wierklech, wierklech immens intensiv ass.

An u sech war och eng vun hiren Demanden, dass mer dat eng Kéier an enger Kommissiounssëtzung, an enger Ëmweltkommissiounssëtzung, och kéinten eng Kéier thematiséieren, eebe grad och mat Temoignagen iwwert dat, wat déi vun eis, déi se begéint hunn, do erlieft hunn an deem Moment.

Meng Propos wär dofir, a vläicht kommen ech Iech do och entgéint, Här President, fir dass mer elo eng Kéier kee Vott musse verleeën, mee vläicht à main levée hei kéinten d'accord sinn, dass mer dat hei einfach elo mat an d'Kommissioun huelen, awer direkt an déi nächst Sëtzung, well mir plangen nämlech, dass den Här Ëmweltminister nach den 12. November an eng Kommissiounssëtzung kënnt. Well dat ass dann eigentlech no deem ominéise 4. November, dee jo fir d'EU immens entscheedend ass. Den Här Minister ass och dann nach hei zu Lëtzebuerg an net op der COP.

Da kéinte mer nämlech dee Moment iwwert dat Theema schwätzen, also de Feedback aus där europäescher Positioun, déi sech dee Moment fir d'COP ergëtt, an da kéinte mer dat heiten och direkt mat op den Ordre du jour huele vun där Kommissiounssëtzung, fir dass och dann déi eenzel Leit, déi dann déi heite Leit begéint hunn, sech och kënnen dozou äusseren, a mir kéinte kucken, ob mer dann insgesamt do eppes kënne maachen.

Den 12. November, well dat wär nach virum Ufank vun där intensiver Zäit, vun der zweeter Phas vun der COP, vun där politescher Zäit vun der COP, wou ee kéint dann, wann dann d'Chamber domat d'accord ass, ëmmer nach dee Message do erausschécken un dat brasilianescht Parlament, fir dann dee Message do weiderzeleeden.

Ech erlabe mer just, Här President, wann ech dat nach däerf derbäisoen – ech denken, och am Numm vun der Madamm Welfring –, wa mer schonn iwwer Kommissiounssëtzungen an iwwert d'Chamber schwätzen, och nach eng Kéier dem Laurent Scheeck, Ärem Generalsekretär, Merci dofir ze soen, dass en eis wëll erméiglechen, sou gutt wéi méiglech eeben op Distanz un der COP deelzehuelen. Dat geet net ouni déi super Zesummenaarbecht mat der Chamber an ech mengen, et ass eis wichteg, dee Merci awer och hei ënnerzebréngen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci fir de Merci a fir Är Interventioun. D'Madamm Welfring wëllt duerno nach schwätzen. Da géif ech elo d'Wuert dem Här Emering ginn. Här Emering.

M. Luc Emering (DP) | Jo, merci, Här President, fir d'Wuert. Eis ass déi Resolutioun do och immens wichteg an dass mer déi indigène Vëlker respektéiere sollen an Zukunft, wéi mer dat och haut scho maachen. An ech wosst elo net, dass den Här Galles d'Propos hei esou ausféierlech erkläre géif. Ech wollt dat nämmlecht eigentlech maachen a mir géifen eis deem dann natierlech uschléissen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Emering. Här Hardy.

M. Dan Hardy (ADR) | Merci, Här President. Also, och ech soen der Madamm Welfring Merci fir dës Resolutioun. Viru Jore war ech selwer am Reebësch an hunn do misse materliewen, wéi déi Leit ëm hire wäertvolle Liewensraum kämpfe mussen, fir net verdriwwen ze ginn, well ëmmer erëm aus verschiddenen Ursaache versicht gëtt, d'Land wirtschaftlech auszebeuten.

Wann ee weess, wéi enorm vill CO_2-Emissioune vum Amazonasbësch gebonne ginn, dann ass et och kloer, dass keen de Reebësch besser schützen a valoriséiere ka wéi déi indigène Vëlker – an deem hei Fall a Brasilien –, déi do nach am Aklang mat der Natur liewen.

Déi Leit wëllen domadder och hir eege Kultur a Sprooch erhalen, eppes, wat mir als ADR ganz natierlech ënnerstëtzen. Dofir soe mir Jo zu dëser Resolutioun.

Merci.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Hardy. Här Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP) | Jo, merci fir déi Propos, déi Resolutioun hei an d'Kommissioun ze huelen. Mir sinn domadder d'accord. Ech mengen, dat erméiglecht eis, dat da méi en profondeur ze diskutéieren.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Also ech kann et och elo ganz kuerz maachen, well den Här Galles eng gutt Propos gemaach huet, an der Kommissioun nach eng Kéier driwwer ze schwätzen.

Ech hu se och ënnerschriwwen, well mer de Sujet ënnerstëtzen, an ech hoffen, dass an der Kommissioun eppes ganz Positives erauskënnt.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Elo kucke mer nach, wat d'Madamm Welfring dozou seet. Madamm Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Jo, merci. Jo, also mir kënnen dat ganz gär an enger Kommissioun diskutéieren. Ech wëll just drun erënneren, dass et eng Resolutioun ass, also eppes, wou d'Chamber sech selwer am Fong an d'Verantwortung hëlt, an dass dat eppes ass, wou och nach de Facteur Zäit eng wichteg Roll spillt. Mir mussen dat nämlech virun der COP maachen, wann ech dat emol dierf zum Ausdrock bréngen, well déi Resolutioun jo verlaangt, dass mer offiziell a Kontakt triede mat dem Parlament vu Brasilien, awer och mat der COP-Presidence. An do leeft eis d'Zäit e bësse fort.

Ech wär immens frou, wa mer eis awer kéinten drop eenegen, dass mer dat dote matzäite mussen och en route bréngen, dass mer déi Saache virbereeden an och relativ séier kommunizéiert kréien, soss bréngt et nämlech näischt, dat nach virun der COP nach ze zirkuléieren.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Villmools merci. Ech mengen, den Här Galles huet jo als President vun der Kommissioun en Datum proposéiert. Dat misst jo an den Timing, sou vill ech verstanen hunn, erapasse vun deem, wat Der elo gefrot hutt.

Ok, ech gesinn also, datt hei eng grouss Iwwereneestëmmung ass, datt mer a sech dës Resolutioun an d'Ëmweltkommissioun schécke sollen.

Vote sur le renvoi de la résolution 1 en commission

Ech géing also froen: Wien ass mat der Transmissioun vun dëser Resolutioun an d'Ëmweltkommissioun d'accord? Dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien enthält sech?

Ass een dergéint? Dat ass net de Fall.

Dann ass dës Resolutioun also à l'unanimité an d'Ëmweltkommissioun verwisen.

(La résolution 1 de Mme Joëlle Welfring est renvoyée à la Commission de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité.)

An domat wär dann och de Punkt 2 vun eisem Ordre du jour bis op zwee Votten iwwert d'Motiounen ofgeschloss.

6. Dépôt d'une motion par Mme Paulette Lenert

Ech hunn elo nach, éier mer zum nächste Punkt kommen, eng Wuertmeldung annoncéiert kritt vun der Madamm Paulette Lenert fir den Depot vun … Ech weess ni, ob et eng Motioun oder eng Resolutioun ass?

Mme Paulette Lenert (LSAP), auteure | Motioun.

M. Claude Wiseler, Président | … vun enger Motioun. Dann huet d'Madamm Lenert d'Wuert.

Exposé

Mme Paulette Lenert (LSAP), auteure | Merci, Här President. Ech erlabe mer, zeréck an den nationale Kontext ze kommen a vun der Geleeënheet ze profitéieren, iwwert de Wee vun dëser Motioun eng Lanz ze brieche fir eis Locatairen hei am Land.

Mir haten d'lescht Woch nees d'Geleeënheet, eng Etüd presentéiert ze kréie vun der Uni Lëtzebuerg, wou sech auserneegesat ginn ass mat der Situatioun vun de Locatairen um Privatmarché hei zu Lëtzebuerg. A fir eis alleguerten heibanne war et net verwonnerlech, dass sech erëm eng Kéier erausgestallt huet, dass grad d'Locatairë verstäerkt dem Aarmutsrisiko ausgesat sinn hei am Land. Konkreet huet dat nach eng Kéier bestätegt, dass déi Leit, déi dem Aarmutsrisiko ausgesat sinn, also ënnert dem Seuil, deen do definéiert ass, liewen, quasi d'Hallschent vun hirem Akommes mussen an d'Wunnen investéieren. Dat ass eng grouss Diskrepanz am Verglach zu Leit, déi beispillsweis e Prêt hypothécaire hunn. Dat ass en Ënnerscheed vu bal 10 %. An an deem Sënn géife mer d'Regierung bieden, sech nach eng Kéier Gedanken ze maachen, wéi ee kuerzfristeg hei ka Remedur schafen.

Mir wëssen, dass de Logementsproblem net haut a muer wäert geléist sinn, mee déi heite Problemer si reell. Se sinn dagdeeglech fir d'Leit. Mir géife bieden, d'Iddi vun enger nationaler Mietskommissioun, déi och schonn ugeduecht ginn ass an der Kommissioun, weiderzebréngen, fir eng eenheetlech Linn ze kréien an och esou de Leit eng Garantie ze ginn, hir Rechter ze stäerken, fir dass se eng Ulafstell hunn, déi uniform fonctionéiert, wou mer eng Linn drakréien op nationalem Plang, fir ze verifiéieren, ob d'Loyeren, déi fléissen, korrekt sinn, ob se net iwwerdeiert sinn.

An déi selwecht Kommissioun géife mer gären och an der Kompetenz gesinn, sech domadder ze befaassen, ob déi Lokalitéiten, déi verlount sinn, de Salubritéitskrittären entspriechen. Mir wëssen, dass do en interministeriellen Aarbechtsgrupp en place ass, deen d'Gesetz vun 2019 an deem Beräich soll evaluéieren. An d'Iddi, déi mer gäre wëlle mat op den Dësch bréngen, ass, dass een och der nationaler Mietkommissioun déi Kompetenz géif ginn, dass se, wa sech Froe vu Salubritéit stellen, dat ka verifiéiere goen a gegeebenefalls och Sanctiounen huelen.

Am selwechte Sënn géife mer nach eng Kéier eppes froen, wat mer schonn eng Kéier ubruecht hunn, nämlech dass ee kann de Loyer vu senge Steieren ofsetzen am selwechte Mooss, wéi d'Leit dat kënne maache mat den Zënsen, déi se op hirem Prêt hypothécaire bezuelen. Dat ass eng beschränkt Ofsetzung, déi natierlech och soll plafonéiert sinn. Mir proposéieren, dat ze limitéieren op e gewëssene Seuil u Revenu. Mee och do géif een eebe justement där Diskrepanz, déi mer haut hunn, vun der Belaaschtung duerch d'Wunnen e bësselchen entgéintwierken.

Voilà, an deem Sënn géif ech déi Motioun ofginn, Här President, an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Motion

La Chambre des Députés,

– considérant la flambée récente des prix du logement, telle que relevée par les chiffres publiés par le Statec, qui témoignent d'une aggravation continue de la crise de l'accessibilité au logement au Luxembourg ;

– considérant que la situation est particulièrement préoccupante pour les ménages à faibles revenus, les ménages gagnant moins de 2.518 euros par mois – soit le seuil de pauvreté correspondant à 60 % du revenu médian au Luxembourg – consacrant en moyenne 48,5 % de leur budget au logement, selon les données du Statec, et que cette catégorie regroupe environ 120.000 personnes ;

– considérant la persistance de la situation préoccupante des locataires, telle que mise en évidence dans l'étude The Tenant Experience in Luxembourg's Private Rental Market, qui souligne un taux d'effort moyen de 37 % du revenu pour les locataires, contre 29 % pour les propriétaires remboursant un prêt immobilier, révélant ainsi un déséquilibre significatif entre les ménages selon leur statut d'occupation ;

– considérant que la question de la salubrité du parc locatif privé demeure préoccupante, l'étude The Tenant Experience in Luxembourg's Private Rental Market fait état de problèmes de qualité du logement chez environ deux tiers des locataires interrogés (66 %), incluant notamment des cas d'humidité et de moisissure, de chauffage défectueux, de défauts structurels et de fuites d'eau ;

– considérant la volonté publique de garantir la salubrité des logements et de renforcer les mécanismes de contrôle en matière d'habitabilité et de respect des normes légales relatives aux baux à usage d'habitation ;

– considérant les travaux actuellement menés par le groupe de travail interministériel chargé d'évaluer la loi du 20 décembre 2019 relative aux critères de salubrité, d'hygiène, de sécurité et d'habitabilité des logements, dans le but d'en améliorer les dispositions et d'adapter la législation aux réalités actuelles du marché locatif,

invite le Gouvernement à

– mettre en place une commission nationale des loyers, compétente notamment pour :

• contrôler la salubrité et la conformité des logements loués aux normes légales,
• veiller au respect des législations en vigueur en matière de bail à usage d'habitation,
• prononcer des sanctions administratives en cas de non-respect des normes légales,
• assurer une harmonisation des pratiques sur le territoire national ;

– instaurer un crédit d'impôt « loyer », calqué sur le mécanisme de la déduction des intérêts débiteurs, afin d'assurer une plus grande équité de traitement entre locataires et propriétaires en ce qui concerne leur résidence principale, ce crédit devant être dégressif en fonction du revenu annuel brut (par exemple plafonné à 100.000 euros) et du nombre d'enfants à charge.

(s.) Paulette Lenert.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Lenert.

7. Motion de M. Tom Weidig relative à l'abrogation de l'interdiction des moteurs à combustion d'ici 2035

(Motion déposée en séance publique n° 101 du 16 octobre 2025 – à consulter au compte rendu n° 41/2023-2028 en page 49)

An da géinge mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour kommen, an zwar der Motioun vum Här Tom Weidig iwwert d'Zeréckzéie vum Verbuet vum Verbrennungsmotor bis 2035. Den Auteur huet 5 Minutten Zäit, jiddwer Fraktioun huet 5 Minutten, d'Sensibilitéiten hunn 2 Minutten, d'Regierung huet 5 Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Boonen, d'Madamm Hartmann, den Här Fayot, d'Madamm Welfring, den Här Goergen an den Här Wagner. An elo huet den Här Weidig d'Wuert. Här Weidig.

Exposé

M. Tom Weidig (ADR), auteur | Merci, Här President. Dir Dammen an Hären Deputéiert, ech freeë mech, Iech eis Motioun zum Verbrennerverbuet fir 2035 ze presentéieren, déi mir de 16. Oktober agereecht hunn. Dës Motioun behandelt eng vun deene wichtegste wirtschaftleche Froe vun eiser Zäit. Et geet drëm, ob mir als Politick der Industrie an natierlech am Endeffekt dem Konsument, also eise Bierger, virschreiwe sollen, wat fir eng Technologie si benotze sollen, oder ob de Konsument an d'Industrie selwer an enger fräier Marktwirtschaft entscheeden, wat si wëlle kafe respektiv produzéieren a verkafen.

Et kristalliséiert sech ëmmer méi eraus, datt dee Quasiverbuet vum Verbrennermotor onrealistesch ass a méi op enger Wonschvirstellung baséiert huet wéi op wirtschaftlechen an technologesche Realitéiten. De Widderstand an de Ruff no Ännerung gëtt ëmmer méi grouss, an dat aus gudde Grënn:

Éischtens feelt et a villen EU-Länner un der néideger Infrastruktur. Besonnesch d'Luedinfrastruktur an d'Stroumversuergung a -produktioun sinn net bereet. Wéi wëlle mir da Millioune vun Elektroautoen oplueden?

Zweetens: De Verbuet schléisst net nëmme modern Verbrenner aus, déi vill méi effizient si wéi nach virun 20 Joer, mee och nei Verbrennertechnologien, déi mat E-Fuels bedriwwe ginn.

Drëttens ass d'Transformatioun zur Elektromobilitéit komplex an deier. Si iwwerfuerdert souwuel d'Industrie wéi och de Verbraucher. Mir schwätzen hei vun Honnertdausende vun Aarbechtsplazen an der EU, déi un der klassescher Autosindustrie hänken.

Schlussendlech stellt sech och d'Fro, wat et iwwerhaapt bréngt, wann de Verbrennermotor an de Pëtrol dann eeben elo an anere Länner souwisou weidergebaut respektiv verbrannt a verbraucht ginn.

De Verband vun der däitscher Autosindustrie fuerdert méi Technologieoppenheet an datt E-Fuels an Hybrider erlaabt solle bleiwen. Mee och déi grouss Länner Däitschland an Italie fuerderen dat elo.

Dir gesitt also, datt sech de Wand gedréint huet an datt Realismus a Pragmatismus ëmmer méi Iwwerhand huelen am Ausland. Mir als ADR waren déi Eenzeg, déi sech fir eng fräi Marktwirtschaft agesat hunn, fir Technologieoppenheet. Mir sinn net géint den E-Auto oder fir eng aner Technologie, mee fir déi bescht Technologie, déi sech duerchsetze wäert.

A wat meng léif Kolleege vun der CSV vläicht interesséiert, ass, datt hir eegen europäesch Mammepartei, d'Europäesch Vollekspartei EVP, genau déi Positioun iwwerhëlt, déi ech hei an der Chamber säit zwee Joer vertrieden. Ech zitéieren de Spriecher vun der EVP-Fraktioun: „Wir brauchen wieder Vernunft und Realismus in unserer Politik. Die Zukunft der Automobilindustrie ist nicht rein elektrisch, aber sie ist auch nicht rein verbrennungsmotorisch. Wir brauchen einen Mix von Technologien und Offenheit für alle Technologien."

Dat beweist alt erëm, datt d'ADR zu engem wichtegen Theema an der politescher Mëtt an Europa ass.

(Interruptions)

Mir mussen zu Lëtzebuerg ganz gutt oppassen, datt mir eis net ëmmer méi politesch isoléieren. Dir hutt all den Donald Trump attackéiert, an elo ass e President. A seng Administratioun an déi nei Botschafterin wëssen dat ganz genau.

Mir (veuillez lire: Mir, d'Land,) sinn och strictement antinucleaire, wärend den Trend och do a genau déi aner Richtung geet. Et wär also gutt, wa mir op d'mannst ...

(Interruptions)

M. Claude Wiseler, Président | Wannechgelift, den Här Weidig huet d'Wuert!

M. Tom Weidig (ADR), auteur | Et wär also gutt, wa mir op d'mannst beim Theema Verbrennerverbuet méi Flexibilitéit a Pragmatismus weise géifen. Mir als ADR géifen eis also freeën, wann d'Regierungsparteien, mee och d'Realisten an d'Pragmatiker vun der Oppositioun dës Motioun mat ënnerstëtze géifen. Dës Motioun rifft d'Regierung op, sech bei der EU-Kommissioun a bei eise Partnerlänner derfir anzesetzen, dëse Verbuet zréckzezéien an no enger méi flexibeler Léisung ze sichen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. Ech hunn eng Wuertmeldung. Dir wëllt dem Här Weidig eng Fro stellen?

(Assentiment)

Wann den Här Weidig d'Fro akzeptéiere wëll, da kënnt Der dat maachen?

(Assentiment)

Den Här Weidig wëllt se akzeptéieren. Dann hutt Der d'Wuert.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Här Weidig, ech hätt zwou Froen. Dat eent ass, wann Der hei behaapt, et misst ee méi technologieoppe sinn an de Verbrennerverbuet misst ee flexibiliséieren, notamment fir E-Fuels: Ass Iech net bekannt, dass genau déi Exceptioun eigentlech haut an der europäescher Legislatioun do ass, notamment fir Oldtimer, fir verschidde Luxussparten, soe mer mol, ze bedéngen? Well dat doten natierlech och eng Léisung ass, déi just fir déi, déi et sech leeschte kënnen, envisageabel ass. Wat ass de Präis vun den E-Fuels haut?

M. Claude Wiseler, Président | Sou, merci.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Wësst Der dat? 4,50 Euro de Liter. Dat heescht, Dir wëllt eigentlech eng Politick maachen, eng Mobilitéitspolitick, fir déi Räich, déi sech dat leeschte kënnen. Ass dat richteg?

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehovic. Dir hutt Är Fro gestallt. Här Weidig.

M. Tom Weidig (ADR), auteur | Nee, mir wëlle weeder eng Politick fir déi Räich maachen nach fir déi Aarm. Mir wëlle just, datt de Konsument halt de Choix huet, dat ze huelen an ze kafen, wat e wëll, an datt d'Industrie dat produzéiert a Fuerschung dora maache kann, vun deem si mengen, datt et effizient ass. A wann dat den E-Auto ass a laanger Zukunft, ass dat jo ok. A wann et awer och Nische sinn, déi eppes aneres wëllen, da sollen déi dat maachen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. Deen éischten ageschriwwene Riedner ass den ...

Une voix | Do ass nach eng Fro.

M. Claude Wiseler, Président | Här Weidig, Dir musst se net akzeptéieren. Dir kënnt se akzeptéieren.

(Assentiment)

Den Här Weidig akzeptéiert se gär, well seng Zäit och eriwwer war.

(Interruptions et hilarité)

M. Tom Weidig (ADR) | Fir gutt Kolleegen aus dem Stater Gemengerot ëmmer gär.

M. Claude Wiseler, Président | Ma voilà, ënner Kolleegen. Madamm Cahen.

Plusieurs voix | A!

(Interruption par M. Sven Clement)

Mme Corinne Cahen (DP) | Dir hutt an Ärer Ried elo gesot: „Mir si géint d'Nuklearenergie", wann ech dat elo richteg matkritt hunn. Ech wollt just froen, ob Der „Mir" kéint definéieren: Sidd dat Dir, den ADR? Oder wien ass „Mir" an deem Fall? Dir hutt dat elo esou virgelies.

M. Tom Weidig (ADR) | Mee, et ass jo ganz kloer, datt halt d'Regierungen, déi viregt an och dës Regierung, jo géint den Nuklear sinn. An Dir hutt Iech jo och op europäescher Eebene dergéint ausgeschwat, ech mengen, mat Éisträich zesummen.

Duerfir, et ass net d'ADR. D'ADR ass och op deem Punkt ..., mir si weeder pro Nuklear nach géint d'ADR ...

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Wannechgelift, loosst den Här Weidig schwätzen!

M. Tom Weidig (ADR) | ... géint d'Nuklearenergie, sondern mir sinn och do technologieoffen. A jiddwer Land soll entscheeden, wat si mengen, wat déi beschten Energiesource ass fir si. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Voilà, merci, Här Weidig.

An elo huet den Här Boonen d'Wuert. Här Boonen.

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo et hilarité)

Discussion générale

M. Jeff Boonen (CSV) | Wëll der mech froen, wéi eng Pirouette ech elo dréinen, no lénks oder no riets?

M. Claude Wiseler, Président | Här Boonen, loosst Iech elo net hei duercherneebréngen duerch den Här Di Bartolomeo.

M. Jeff Boonen (CSV) | Also fir dem Här Weidig ze äntweren: D'EVP ass eng grouss Partei, an Dir hutt elo eng Meenung do erausgeholl, an do gëtt et bekanntlech awer och méi Meenungen. An duerfir wëll ech elo d'Meenung vun der CSV soen, déi och Member vun der EVP ass.

Plusieurs voix | A!

(Interruption)

M. Jeff Boonen (CSV) | Et ass natierlech schwéier, sech haut virzestellen, wéi d'Welt an zéng Joer ausgesäit, wou mir warscheinlech wäerten anescht ënnerwee sinn, dat och mam Auto. An dat ass natierlech eng Fro, déi sech vill Leit stellen, och warscheinlech heibannen. An da stellen d'Leit sech virun allem d'Fro: Wat kascht dat? Wéi geet dat? Ass d'Infrastruktur dofir do? An ech verstinn och duerfir ganz gutt, dass déi Decisioun, keng nei Verbrennerautoen op fossiller Basis méi zouzeloossen, déi 2023 geholl ginn ass, wéineg Akzeptanz fonnt huet. Zu deem Zäitpunkt hate mir 10 % Elektroautoen am Fuerpark an och aner Suergen oder aner Theemen, wéi d'Inflatioun, hunn de Leit hir Suerge gepräägt. An do huet kee sech domat beschäftegt: „Mat wéi engem Auto fueren ech an zéng Joer?" – oder an zwielef Joer, deen Ament.

An dofir kann een effektiv soen: Vläicht war d'politesch Decisioun, fir se ze huelen, net esou gutt virbereet an et hätt een d'Leit misse besser an där Transitioun mathuelen.

An awer – an elo hu mer dat jo diskutéiert am Kader vun deenen Diskussioune ronderëm d'Klimapolitick – si grouss Erausfuerderungen do a mir mussen Decisiounen huelen. An d'Europäesch Kommissioun – mir hunn haut schonn iwwert d'Klimaziler geschwat, déi alleguerten do sinn – huet deemools am Kader vum Green Deal an och vun dem Fit for 55 gesot: „Mir mussen d'Mobilitéit ëmstellen op eng CO_2-neutral Mobilitéit", also an deem heite Fall op Autoen, déi keng CO_2-Emissioune méi ausstoussen.

An do gehéiert dann e Verbrennermotor, deen op Basis vu fossillen Energië fonctionéiert ... an den Här Sehovic huet et jo och gesot: Am Kader vun deem Reglement gëtt et Optioune fir déi sougenannten „E-Fuels". Do muss de Marché decidéieren, wat sech duerchsetzt.

Fir eis ass wichteg, dass déi doten Decisioun eng staark Signalwierkung hat, eng Signalwierkung virun allem fir eis Betriber an eis Industrie. An déi brauche Planungssécherheet. A wat hunn déi elo gemaach? Déi hunn ugefaangen ze investéieren, déi sinn amgaang ze investéieren. A mir kënnen eis hei keen Zickzackcours erlaben, fir deene Leit, déi ugefaangen hunn, doran ze investéieren, elo erëm ze soen, dass dat falsch ass.

Et ass natierlech esou, dass d'Industrie Problemer huet. An dat ass de Moie wéi dacks ugeschwat ginn.

D'Autosindustrie stécht a Schwieregkeeten. Dir hutt Aarbechtsplaze genannt, déi um Spill stinn. An do si mir d'accord dermat, dass mir dat mat der Industrie mussen ugoen. Et kann net sinn, dass d'europäesch Industrie delokaliséiert gëtt an dass mer herno alles importéieren, a grad och an deem heite Fall.

An dofir soll een dat Theema zesumme mat der Industrie ugoen, kucken: Wou gëtt et Problemer? Wou sinn nei Erkenntnisser? Gëtt et nei Technologien? Musse mir vläicht d'Reegelen änneren? Dat ass jo dat, wat och dat Reglement virgesäit, dass 2026 eng Analys gemaach a gekuckt gëtt: Wou si mir drun? Si mir on track oder hu mer Problemer?

An d'Kommissiounspresidentin huet jo näischt aneres elo gemaach, wéi d'Autosindustrie ze gesinn, fir genee dat Theema unzegoen. An dat ass eppes, wat mir begréissen.

Mir mussen eis europäesch Industrie ënnerstëtze bei där Transitioun. Green Growth, wéi et genannt gëtt, ass hei d'Schlagwuert. Investitioun an Innovatioun mussen zu manner Emissioune féieren. Awer och eng gutt Handelspolitick – mir hunn iwwert d'Handelsaccorde geschwat – ass wichteg, fir dass d'Industrie Léisungen huet fir ëmzestellen.

An natierlech – et ass e puermol de Moie genannt ginn – musse mir och eis Infrastruktur, speziell wann nei Mobilitéitsforme kommen, ëmstellen. Also fir eis ass kloer: Dat fossillt Zäitalter ass eriwwer a mir mussen elo d'Weiche stelle fir d'Zukunft, fir eist Klima, fir eis Industrie, awer och virun allem fir eis Gesellschaft. An dofir stëmme mir engem komplette Réckzuch vun dësem Reglement am Moment net zou.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Den Här Weidig wëllt Iech eng Fro stellen, Här Boonen. Et ass, wéi Der wëllt.

M. Tom Weidig (ADR), auteur | Jo, Dir sidd jo och e Mann, e Wëssenschaftler, vu klorem Denken, an do wollt ech Iech froen: ...

(Interruption et hilarité)

... Souguer, wann dat Ganzt haut duerchgeet, ass et jo evident, datt trotzdeem de Verbrennermotor dann nach ëmmer an anere Länner produzéiert wäert ginn an datt all deen Ueleg och wäert konsuméiert ginn. Dat heescht, am Endeffekt ass et „außer Spesen nix gewesen". Mir maachen dat all, et kascht eis esou vill Suen, an op där anerer Säit gëtt et aner Länner, déi dat dann trotzdeem konsuméieren, an dann ass den CO_2-Verbrauch ganz genau dee selwechten. Wat haalt Der vun deem Argument?

M. Jeff Boonen (CSV) | Ech stelle fest, dass mir elo scho mussen Taxen op chineesesch E-Autoen ophiewen, well se extreem bëlleg sinn. A wann déi op de Marché weltwäit, net nëmme bei eis, erandrécken, dann ass et herno de Marché, wéi Dir sot, deen de Choix mécht. A wann dat dann eng aner Mobilitéit ass, komme vläicht d'Kolleege vun aneren Industrien och nach mat soss Léisungen. Wann déi sech dann duerchsetzen, da sëtze mir hei an eiser Industrie a sinn net prett, fir dat ze maachen. An dofir sinn ech der Meenung, dass mer hei der Industrie sollen hëllefen, sech ëmzestellen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Boonen. An déi nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Mme Carole Hartmann (DP) | Villmools merci, Här President. Als Éischt wëll ech kloer ënnersträichen, dass mir als DP eis weiderhin derfir asetzen, d'PNEC-Ziler ze erreechen a géint de Klimawandel virzegoen, dat mam Zil – wéi och net méi spéit wéi d'lescht Woch um Radio och vum Premier gesot –, 2050 Klimaneutralitéit ze erreechen.

Fir dëst Zil ze erreechen, setze mir konsequent op den Ausbau vun erneierbaren Energien a mussen, fir d'CO_2-Emissiounen erofzeschrauwen, schrëttweis vun de fossillen Energien ewechkommen. Als DP sti mir dofir och kloer a weiderhin hannert dem Aus vun dem Verbrennermotor.

Ech wéilt vläicht niewent deenen Aspekter, déi den Här Boonen ugeschwat huet, e bësse méi op d'Elektromobilitéit agoen. D'Elektromobilitéit huet sech an deene leschte Jore ganz staark weiderentwéckelt. Et goufe Verbesserungen, souwuel am Beräich vun der Reechwäit, der Vitess wéi och bei de Luedecapacitéiten. Divers nei Modeller sinn um Marché an den Elektroauto ass méi abordabel ginn.

Elo grad war China schonn ugeschwat ginn. Ech weess vun de Kolleegen aus eiser Fraktioun, vum Barbara Agostino a vum Gusty Graas, déi mat do derbäi waren an déi notamment eng Firma besicht hunn, wou 4.000 Elektroautoen den Dag produzéiert ginn a wou ee gesäit, dass beim technologesche Fortschrëtt, wann deen dann och an eisen Industrien ëmgesat ka ginn, wierklech nach e ganz, ganz grousst Potenzial an nach vill Loft no uewen ass.

De Verbuet fir d'Umeldung vun neie Gefierer mat Verbrennermotor an der EU trëtt jo och eréischt am Joer 2035 a Kraaft, also eréischt an zéng Joer. A bis dohinner gëllt et och an Europa, dësen technologesche Fortschrëtt zesumme mat eiser Industrie unzegoen an och voll auszeschëpfen.

Kolleeginnen a Kolleegen, als DP si mir der Meenung, dass all Bierger d'Méiglechkeet soll hunn, op eng Nullemissiounmobilitéit ëmzesteigen. Dowéinster huet dës Regierung a Kontinuitéit vun der viregter Regierung och iwwert déi lescht Jore schonn eng ganz Rei Mesüren an notamment Subventiounen en place gesat, fir déi néideg Ureizer fir d'Betriber an d'Bierger ze schafen, fir vum Verbrennermotor op Elektroautoen ëmzeklammen. Ech kommen dorobber

zréck, well et gëtt awer ëmmer hei gesot, wéi wann do näischt géif geschéien, an dat ass einfach faktuell falsch!

Mam Klimabonus Mobilitéit hu mir eng Primm en place gesat, fir d'Privatleit ze ënnerstëtzen. Dann hu mir och eng Primm fir Occasiounsautoen agefouert, fir iwwert dëse Wee e Marché secondaire fir Elektroautoen ze kreéieren. D'Autoe sinn hei nach méi erschwénglech a bleiwen esou och méi laang am Circuit, wat och der Ëmwelt zeguttkënnt. An den Elektroauto gëtt dacks vun de Betriber als Leasingsauto gewielt, well dësen en attraktiven Avantage en nature bitt.

D'Regierung huet do dernieft och eng Primm fir de Kaf an d'Installatioun vu private Luedestatiounen agefouert. Gekoppelt mat de finanziellen Ënnerstëtzunge fir d'Installatioun vu PV-Anlagen, wou kuerzfristeg och den Tiers payant derbäi kënnt, kënnen d'Stéit hiren Elektroauto mat selwer produzéiertem Stroum oplueden.

Fir dass d'Leit ganz komfortabel mam Auto vun A op B kommen, gëtt awer och weiderhi gekuckt, méi ëffentlech Luedestatiounen ze bauen. A wann d'Capacitéit vun den Autoen eropgeet, da muss och d'Capacitéit vun de Borne selwer eropgoen. Dowéinst musse mir och an Zukunft massiv an den Netzausbau investéieren. An och dat ass e Projet, wou ganz vill vu Regierungssäit – a wann Der an den aktuelle Staatsbudget kuckt, da gesitt Der dat – investéiert gëtt a wou d'Regierung och eis vollsten Ënnerstëtzung huet.

Mir hunn deemno scho grouss Efforte gemaach an et gesäit een och um Lëtzebuerger Parc automobile, dass d'Unzuel un Elektroautoen, wéi och vun hybriden Autoen, iwwert déi lescht fënnef Joer konsequent an d'Luucht gaangen ass an och weiderhin an d'Luucht geet. En Zeechen also dofir, dass de Fonke lues awer sécher iwwersprëngt an dass dës Mesüre wierken an dass se d'Leit an d'Betriber motivéieren, mat eis zesummen als Land ëmzedenken.

Mir schaffen als Land also aktiv dorunner, eis Klimaziler aus dem PNEC ze erreechen. En A-Fro-Stelle vum Aus vum Verbrennermotor géif eis als Land vun dësem ambitiéise Wee ofbréngen.

Aus dësem Grond recommandéieren ech menger Fraktioun, déi proposéiert Motioun hei net matzedroen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Hartmann. Dann huet den Här Franz Fayot d'Wuert. Här Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP) | Merci, Här President. Ech géif gären op dräi Punkte vun dëser Motioun agoen. Den éischte Punkt ass, dass déi Moossnam, déi scho virun zwee Joer geholl gouf, fir fir 2035 den Aus vum Verbrennermotor ze decidéieren, alles aneres wéi abrupt ass, wéi dat an der Motioun gesot ginn ass.

Wann een eng Decisioun huet, déi der Industrie zwielef Joer Previsibilitéit gëtt – déi Decisioun ass virun zwee Joer geholl ginn, dat heescht, dat sinn zwielef Joer Viraussiicht an der Planung –, dann ass dat net abrupt. Dann ass dat och fir d'Industrie genuch Zäit, fir sech ëmzestellen.

Dat hätt een zum Beispill aus dem Dieselgate-Skandal kënne léieren. Mee un deem Beispill gesäit een och natierlech, dass déi europäesch Autosindustrie déi Transitioun gréisstendeels verschlof huet. Ech hunn dat och schonn a menger Interventioun zur COP gesot. Ech sinn awer der Meenung, dass se trotzdeem dee Retard kann nohuelen, mee à condition, dass een hir déi néideg Previsibilitéit gëtt. Dat ass den zweete Punkt.

An den Här Boonen huet elo déi Kéier do elegant kritt. Bon, et kann ee soen, d'EVP wär eng grouss Vollekspartei, wou et vill Meenunge gëtt. Trotzdeem gesäit een hei eng Tensioun. Den Här Frieden huet eis och nach dës Woch gesot, dass hien och der Meenung ass, dass ee muss Ziler hunn an déi och muss anhalen, wéi en zu der Autosindustrie befrot ginn ass. Dat heescht, hei gëtt et ganz kloer eng Diskrepanz zwëschent der Meenung vum Här Merz an dann an dësem Fall eiser Regierung, wat ech natierlech begréissen. Ech mengen, dat ass genee richteg.

Ech sinn iwwerzeegt, am Géigesaz zu Iech, Här Weidig, dass déi europäesch Autosindustrie dësen Erausfuerderunge gewuess ass. Allerdéngs – an ech mengen, do weist sech e bëssen dee Flipflop-Kurs, deen ee fir de Moment an Europa huet, deen net gutt ass – ass dat nëmmen ënnert der Bedéngung de Fall, dass een och Kurs hält op déi Ziler.

A mir haten do effektiv d'lescht Woch a China eng interessant Entrevue och mat eisem Ambassadeur, deen eng ganz Rei Lëtzebuerger Betriber sur place besiche geet, och déi, déi Autozulieferer sinn, an dee gesot huet, dass dat, wat een do gesäit bei deem lokale Management an och bei hiren Ingenieuren, ass, dass déi et wierklech fäerdegbréngen, duerch hir ganz Liwwerketten ze goen an och hir Produktiounsprozesser a mat ganz innovative Solutiounen ze komme fir d'Dekarbonatioun, dat zu korrekte Präisser an och, andeem se et trotzdeem fäerdegbréngen, kompetitiv ze bleiwen. An ech mengen dat ass esou, wéi ee gesäit, wéi d'Dekarbonatioun konkreet och an den Entreprisë fonctionéiert.

Mee nach eng Kéier: D'Viraussetzung ass, wéi dat a China de Fall ass, dass dee politesche Wëllen do ass, fir wierklech voll op d'Elektromobilitéit ze goen, fir u sech d'Combustiounsautoen ze iwwersprangen, fir dass een do wierklech eng Previsibilitéit huet. Dat ass wierklech d'Conditio sine qua non, fir dass d'Industrie dat fäerdegbréngt. Eis Betriber, déi a China sinn, profitéiere vun deem Ëmfeld a China. An et wär natierlech en totalen Desaster, wa se elo géifen aus Europa Signaler kréien, fir eppes komplett aneres ze maachen a fir vun deem Innovatiounskurs ofzewäichen. Dofir nach eng Kéier: Och aus deem Grond ass déi Motioun an eisen Aen total um Holzwee.

Mir gleewen och net drun, dass d'Verbraucher iwwerfuerdert si vun der Elektromobilitéit. Et gesäit een, dass se bei eis och ëmmer méi u Beléiftheet gewënnt. Ech zitéieren hei eng Source, déi seet: „Elektromobilität gewinnt nicht nur in Luxemburg an Beliebtheit, europaweit ist die Entwicklung ähnlich dynamisch." Dat sinn net d'Wierder vum Mouvement écologique, dat sinn d'Wierder vum Lëtzebuerger Automobilclub, Här Weidig!

En drëtte Punkt, dee betrëfft d'Aarbechtsplazen. Ech mengen, dat ass deen eenzege Punkt, wou mer vläicht beienee sinn. Mir mussen effektiv kucken, dass mer déi Transitioun och an der Aarbechtswelt begleeden. Dat geet, wéi gesot, iwwer eng länger Zäit hin. Wann een zwielef Joer huet, fir sech ze preparéieren, da kann een d'Leit ëmforméieren, et kann ee se reskillen, fir dass se och Jobben an der Elektromobilitéit kënnen unzehuelen. Mee ech mengen, dat ass, am méi wäite Sënn, dee groussen Challenge.

Wann een a China bei BYD geet, do gesäit een natierlech, dass do am Fong bal just nach Robotere stinn, fir déi Autoen ze produzéieren. An och do stellt sech natierlech d'Fro, wat ee mat deenen Aarbechtskräfte mécht, déi do ewechfalen. Mee dat ass méi e breeden Enjeu, dee mer an där ganzer Transitioun hunn.

Mir sinn awer iwwerzeegt, wéi gesot, dass mer hei mussen de Cap halen op déi Elektromobilitéit an aus deem Grond wäerte mer evidenterweis dës Motioun net matstëmmen.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. Elo huet d'Madamm Joëlle Welfring d'Wuert. Madamm Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Jo, hei si mer nees bei enger ADR-Show fir déi sozial Meedien ukomm!

(Hilarité)

Mat där éischter Zeil vun Ärer Motioun gëtt nämlech scho kloer, dass et heibäi net ëm eng éierlech Debatt geet iwwert d'Tatsaachen, mee ëm Poleemik, Angschtmaacherei a Spaltung.

Une voix | Très bien!

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | En Zouloossungsverbuet fir Autoe mat Verbrennungsmotoren, sou wéi et an Ärer Motioun steet, gëtt et nämlech net. An ech géing Iech bieden, den EU-Text richteg ze liesen, ier Der eng Motioun schreift. Do steet nämlech, dass d'Autoen ab dann emissiounsfräi solle sinn!

Une voix | Dat ass dach dat selwecht!

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Nee, dat ass guer net dat selwecht. An d'Transitioun ass och sécher net, wéi scho gesot ginn ass, abrupt, wann d'Decisioun 13 Joer am Viraus publizéiert gouf an d'Resultat vu laange Verhandlunge war, wou ech zum Deel derbäi war. Ausserdeem, déi vill Leit, déi dat wëllen, déi kënnen och nach bis den 31. Dezember 2034 sou vill Dieselautoe kafen, wéi se wëllen, a mat hinnen nach jorelaang fueren, just dass genee dat warscheinlech ëmmer méi deier wäert ginn. An dozou kommen ech och nach gläich.

An da geet et ëm e vermeintleche Mangel un der néideger Infrastruktur. Dat stëmmt och net. Dat ass och virdru schonn ugeklongen. Lëtzebuerg huet och Dank dem Asaz vu gréngе Ministeren, och der aktueller Regierung ...

(Brouhaha)

... „eent vun deenen", an ech zitéieren „dichtste Luednetzer an der EU". Dat seet och déi spezialiséiert Press, och dat kann een noliesen.

(Interruption)

An d'Elektromobilitéit wier deier a komplex. Pardon, mee lieft Dir hannert dem Mound? Och wann en Elektroauto bei der Uschafung nach ëmmer e bësse méi deier ass – an dofir gëtt et säit Joren Aiden, och wa se säit annerhallwem Joer e bësse manner héich sinn –, esou ass beim Verbrauch natierlech den Elektroauto méi bëlleg, well e ganz einfach méi effizient ass an idealerweis och mat erneierbarem Stroum bedriwwe gëtt.

Sou eppes wéi e Wierkungsgrad misst Iech als Physiker interesséieren.

(Interruption par M. Tom Weidig, hilarité et brouhaha)

Dee vun engem Elektroauto läit zwëschent 80 a 95 %, dee vun engem Verbrenner an der Moyenne bei 30, maximal 40 %, well de Rescht ganz einfach als Hëtzt verluer geet, och bei E-Fuels.

(Interruption)

Also bei knappen Energiesourcë stellt sech d'Fro, wat da wuel déi cleverst Léisung ass. Eng rezent Ëmfro vum Magazin „Autoplus", och kee Blietche vum Mouvement écologique – bei 4.000 Elektroauto-Besëtzer ass eng Ëmfro gemaach ginn –, kënnt op en

Zefriddenheetsgrad vun iwwer 87 % a beseet, dass déi allermeescht Leit net méi wéilten zréck bei de Verbrenner, well den Elektroauto méi bëlleg ass.

Zu den Aarbechtsplazen: Net méi spéit wéi d'lescht Woch sinn déi neist Zuele vu Porsche publizéiert ginn an elo rot emol, wat d'Ursaach fir de rezente Gewënnabroch war? Déi strateegesch Neiorientéierung vu Porsche, fir Modeller mat Verbrennermotor weiderzebauen! Zweetens: D'Porsche-Venten a China sinn agebrach. An drëttens, déi amerikanesch Douanetaxen. Voilà.

Fazit: Hir Offer huet net gestëmmt, si ass ze deier an ze wéineg innovativ. Jo, idealerweis bräichte mer hei net ze reguléieren. D'Venten an Asien, mee och an Europa, weise kloer, a wéi eng Richtung sech d'Konsumenten orientéieren. D'Chineesen haten dat viru 15 Joer verstan a stellen haut d'Hallschent vun den Elektroautoe fir de Weltmaart hier.

Mir kënnen also d'europäesch Industrie entweeder ...

(Interruption par la présidence)

... weiderhin am Onklore loosse mat de bekannte Resultater oder probéieren, hinne Previsibilitéit ze ginn, Innovatioun ze fërderen an Aarbechtsplazen ze erhalen.

Also ech géing Iech wierklech bieden opzehalen, mat vermeintlecher Technikoffenheet d'Leit fir domm ze halen a Ligen ze verzielen. Dat ass wirtschaftleche Blödsinn, mat zwou verschiddenen Technologien als Hiersteller wëllen ...

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Welfring, ...

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | ... e Gewënner ze hunn. Ech géif Iech bieden ...

M. Claude Wiseler, Président | ... Dir musst zum Schluss kommen.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | ... – ech kommen zum Schluss –, de Fokus op d'Innovatioun, op d'Softwareentwécklung ze leeën an Zukunft – et ass do, wou d'Musek spillt –, op Batterietechnik an och nei Geschäftsmodeller, zum Beispill sozial Leasingsmodeller, a ganzheetlech Mobilitéit. Haalt op, en doudegt Päerd ze reiden, an haalt op ze verlaangen, dass déi europäesch Automobillindustrie hannerzeg mat an d'Vergaangenheet reit.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. Den Här Weidig wëllt Iech eng Fro stellen. Dir akzeptéiert se. Här Weidig.

M. Tom Weidig (ADR) | Jo, Dir hutt elo den E-Auto gelueft, datt e bestëmmte Saachen extreem gutt mécht. Dat ass vollkomme richteg. An a bestëmmte Kontexter ass den E-Auto och déi besser Technologie.

(Interruption)

Mee wat ech net verstinn, ass: Wann dat esou eng brillant Technologie ass, déi vill, vill besser ass wéi de Verbrenner – Diesel an esou weider – eh ben, da brauche mer jo kee Verbrennerverbuet, mir brauchen och keng Subsiden, well jo déi Technologie vill, vill besser ass. Wann Der haut erausgitt, da gesitt Der och keng Päerd méi op de Stroossen, an dat ass net, well d'Chamber d'Päerd verbueden huet.

Merci.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Also, et gëtt esou eppes wéi e Klimawandel, och wann Dir dat reniéiert. Dat ass eng Ursaach. Mee d'Haaptursaachen, déi hunn ech virdru genannt: Dat sinn och d'Aarbechtsplazen.

Wëlle mer dann an Europa nach eng Industrie hunn, déi hei iergendwéi eppes undréit oder wëlle mer dat net méi hunn? Loosse mer alles de Chineesen oder hätte mer gär, dass hei nach iergendeppes funktionéiert a mer och an Zukunft nach Aarbechtsplazen hunn? Dat ass d'Fro, déi ech Iech zeréckstellen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Sou, mee elo hale mer op mat Froe stellen ...

(Hilarité)

... a mir kommen zum nächste Riedner. Den Här Marc Goergen huet d'Wuert. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. De Verbrennerverbuet ass eng kontrovers Diskussioun. An ech mengen, dat geet an alleguerten d'Parteien eran. An et muss ee se awer op där enger Säit lassléise vun deem, wat de Verbuet ass, an op där anerer Säit, wat d'Technik vum Elektro ass.

Also ech bekenne mech jo dozou, e Fan vun der Elektromobilitéit ze sinn, an ech fueren och zënter dräi Joer selwer esou en Auto. An ech sinn iwwerzeegt, an ech sinn och iwwerzeegt, dass déi Technik sech wäert duerchsetzen.

Ech sinn awer net iwwerzeegt, dass e Verbuet do hëllefe wäert. E Verbuet huet u sech an deene leschte Joren derzou gefouert, dass dës Diskussioun immens emotional gefouert ginn ass. D'Elektromobilitéit ass nämlech eng Technik, déi sech menger Meenung no wäert op laang Siicht duerchsetzen, an zwar wann och europäesch Autoshiersteller emol erëm gutt Produite bréngen.

Well am Moment ass et effektiv – et ass e puermol ugeklongen – eng Lobeshymne u China. Mee ech géing keng Lobeshymne maachen, wéi d'LSAP et gemaach huet. Ech géing et éischter als sozialen Dumping gesinn, wat China an der Elektromobilitéit mécht, well een Zéngtel Salaire kritt dee Mann, deen do den Auto zesummebaut, par rapport zu deenen aneren, déi hei genannt gi sinn.

Mir importéieren am Moment Sozialdumping aus China iwwer eng Politick, déi mir net gefält. Mir solle kucken, dass eis Wierker hei an Europa erëm méi kompetitiv ginn. Mir sollen eis Autoen no vir bréngen a mir sollen ophalen, déi Autoe vun iwwerall ze importéieren.

Iwwregens, China, och wann et geleeft ginn ass: Et ass nëmmen ee Fënneftel vun hirem Marché, deen Elektro ass. De Rescht, dee se exportéieren, sinn nach ëmmer Verbrenner. Dat ass einfach: Si hunn hei e Marché erkannt an dee Marché huet nun emol d'EU opgemaach duerch hiert Verbrennerverbuet, vun deem ech fannen, dass et net richteg ass.

Et muss een d'Infrastruktur stäerken. Et muss een d'Autoe stäerken, mee et soll een net mat engem Verbuet schaffen. Mir als Piraten sinn net der Meenung, dass een ëmmer nëmmen eng Verbuetspolitick soll maachen, mee am Contraire, dass ee soll higoen a soen: „Hei, déi doten Infrastruktur stäerke mer."

Wat ass zu Lëtzebuerg geschitt? Den 1. Oktober hunn d'Chargyen nach eng Kéier d'Präisser an d'Luucht gesat. Wat ass geschitt? De Subsid bei den Elektroautoe gouf vun dëser Regierung par rapport zur leschter erofgesat. Esou kann dat net fonctionéieren!

Mir sollen d'Leit mathuelen, déi Technik interessant maachen, Loscht drop maachen, awer ophalen, de Leit Verbueter opzeerleeën. Dofir wäerte mir d'Motioun och haut matstëmmen, well mer géint de Verbrennerverbuet sinn, awer net Är Consideranten deelen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Ech hätt den Här Fayot, deen d'Wuert gefrot huet, fir Iech eng Fro ze stellen. Här Goergen, sidd Der domat d'accord?

(Assentiment)

Här Fayot, da stellt dem Här Goergen Är Fro. Mee, Här Goergen, Dir musst och nolauschteren.

(Hilarité et interruption)

M. Franz Fayot (LSAP) | Här Goergen ..., also meng Fro ass, ob den Här Goergen sech bewosst ass, dass en elo just eng Ieselzegkeet gesot huet, wéi e mer gesot huet, ...

(Interruption)

M. Claude Wiseler, Président | Wannechgelift! Jo!

M. Franz Fayot (LSAP) | ... ech hätt elo hei eng Lobeshymne op China gehalen. Dat ass total nieft der Plack! Et kann een awer net egal wat soen, Här Goergen!

Ech hu just gesot, dass a China eeben eng gewësse Previsibilitéit geschaf ginn ass an dass mer gutt berode wären, eis dorunner och e Beispill ze huelen, fir eis Elektromobilitéit weiderzebréngen. Eppes aneres hunn ech net gesot.

An ech wär och frou, wann Der dat géift wouerhuelen a vläicht och – bon, et kann een ëmmer hoffen – richtegstellen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ech mengen, Dir hutt et elo nach eng Kéier widderholl, dass a China dat mat der Elektromobilitéit besser leeft an dass Der Iech géingt wënschen, dass mer eis déi als Beispill géingen huelen.

Dat ass net meng politesch Vue. Ech wéilt och net déi Elektromobilitéit, déi d'Chineesen entwéckelt hunn, hei iwwerhuelen. Dat ass eng Elektromobilitéit eebe mat sozialem Dumping, mat anere Wierker. An esou e chineeseschen Auto huet jo och ganz aner Standarden an der Produktioun.

Kuckt eng Kéier de Bilan, wéi eng Äerden a China benotzt ginn, wéi déi Fabricken ausgesinn! Et ass eppes ganz aneres.

Huele mer en däitschen Hiersteller, deen hat zu Bréissel e Wierk, wou en Autoe gebaut huet! Deen huet elo missen zoumaachen, well d'Salairen ze héich sinn, well se ze héich Ëmweltstandarden hunn. Et sinn awer déi, déi mer eigentlech brauchen, anstatt dass mer higinn an ëmmer nëmme soen, mir zwéngen d'Leit elo, déi chineesesch Marken ze kafe vun deene chineesesche Wierker, wou wierklech d'Leit sechs Deeg d'Woch, siwen Deeg d'Woch schaffen. Dat si ganz aner sozial Standarde wéi hei an Europa.

Dofir ass et fir eis Piraten kloer: Elektroautoe sollen an Europa gefërdert ginn a mir sollen den Hiersteller d'Méiglechkeet ginn, dass se déi endlech kënne kompetitiv hei bauen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Ech hunn nach eng Fro vun der Madamm Welfring. Här Goergen, Dir sidd d'accord?

(Assentiment)

Selbstverständlech. Madamm Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Jo, ech wollt einfach nach eng Kéier froen, ob den Här Goergen sech bewosst ass, dass e mat esou Aussoen, dass et sech hei ëm e Verbuet handelt, och wierklech nach eng Kéier einfach déi Onsécherheet an och Onzefriddenheet schüre geet an domadder wierklech Onwouerechte verbreet, och hei am Sall.

Ech fannen dat net korrekt. Ech muss soen, dat ass ... Liest den Text nach eng Kéier! Do steet näischt vun engem Verbuet. Do steet just, dass se mussen CO_2-neutral sinn, dass se keng Emissioune méi däerfen hunn.

(Interruption par M. Fred Keup)

Dat ass kee Verbuet. Dat ass kee Verbuet vun engem Verbrenner!

Jo, Dir Häre vun der ADR do uewen. Dat ass dat, wat Dir sot. Dat ass Angschtmaacherei. Dat ass Hetzerei. An ech fannen dat net an der Rei!

M. Fred Keup (ADR) | Verbuet ass Verbuet!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. Elo huet den Här Goergen nach d'Wuert an da komme mer zum nächsten ageschriwwene Riedner. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | D'Madamm Welfring huet natierlech Recht, dass déi Tournure drasteet, mee et leeft awer fir d'Leit op dat selwecht eraus.

An ech sinn der Iwwerzeegung, dass ouni Verbrennerverbuet elo scho géinge méi Elektroautoe fueren, wéi dat de Fall ass ...

(Interruption par Mme Joëlle Welfring)

... duerch déi Diskussioun, déi lassgetruede ginn ass vun enger EU an déi komplett falsch ass.

Et huet een en Haass op den Elektroauto geschüürt doduerch, dass déi Diskussioun komm ass. Déi gëtt jo immens emotional gefouert, wat falsch ass, well faktuell ass den Elektroauto déi beschte Méiglechkeet, déi een am Moment huet, fir sech ze transportéieren.

Mee doduerjer, dass d'Politick e Verbuet huet – Dir nennt et „et däerf net méi sinn", ok, dat ass am Endeffekt u sech dat selwecht –, huet een eng Lobby geschafen, déi nun emol do ass, déi elo allkéiers hir Meenung dozou ka soen. Dat ass de Problem!

Wann dat Verbuet net komm wär, wär dës Diskussioun anescht gefouert ginn. An ech sinn iwwerzeegt, et wäre méi Elektroautoen op der Strooss ...

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | ... an et wär besser fir d'Ëmwelt gewiescht.

M. Claude Wiseler, Président | Ech mengen, d'Positioune vun deenen engen an deenen anere sinn elo kloer. Da ginn ech dem Här David Wagner d'Wuert.

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Ech mengen, dat, wat fir d'Leit haaptsächlech wichteg ass, dat ass, datt ee sech ka beweegen an datt ee sech gutt ka beweegen, souwuel mam ëffentlechen Transport, well doriwwer muss een och nach schwätzen, well dee muss ee weider ausbauen, a mam Individualtransport, well dee wäert jo net einfach esou verschwannen.

Mee d'Leit wëllen net onbedéngt Bensinn dramaachen an onbedéngt CO_2 an aner Zäregasen erausschéissen an d'Loft verpeschten.

De Problem mat der Elektromobilitéit war natierlech bis elo deen, datt ee sech d'Fro gestallt huet: „Ma, kommen ech dann ëmmer vum Punkt A bis op de Punkt B?", well mer justement déi Infrastrukturen nach net esou richteg ausgebaut hunn.

Mee, wéi dat gesot gouf, hu mir fir d'éischt emol déi éischt Echeance bis 2035, wou, wéi d'Madamm Welfring och zu Recht gesot huet, bis den 31. Dezember 2034, een nach ëmmer kann Autoe kafen, déi net neutral sinn, déi verpeschten. Dat heescht, et kann ee bis ronn 2050 nach domadder fueren, mee fir datt ee justement eng Zäit huet, eng relativ laang Zäit huet an Europa an och hei zu Lëtzebuerg, fir déi Infrastrukturen och opzebauen. An dat kréie mer hin. Dat ass net de Problem. D'Chineesen hunn dat hikritt, jo. Et ass keng Lobhudelei op d'Chineesen.

An en plus, Här Goergen, passt op: Et ass richteg, datt a China fir méi bëlleg produzéiert gëtt wéi hei zu Lëtzebuerg, mee China ass net méi dat Bëlleglounland, dat et eng Kéier war. Well u sech, par rapport ...

(Interruption par M. Marc Goergen)

Nee, dat wat d'Leit a China elo verdéngen, och an der Industrie do, par rapport zu hirer Kafkraaft, ass amgaangen, ëmmer méi eropzegoen. Also si sinn och aus deem niddrege Verdéngscht do eraus.

Wann d'Chineesen dat hikréien, da kréie mir dat och hin. An ech fannen dat awer e bësse schlëmm, datt d'ADR d'Lëtzebuerger an d'Europäer als méi domm wéi d'Chineese wëllt duerstellen ...

M. Marc Baum (déi Lénk) | Très bien!

M. David Wagner (déi Lénk) | ... an d'ADR och nach onbedéngt mengt, datt d'Lëtzebuerger genausou bornéiert wieren a genausou domm wieren, wéi d'Chefetage vun der ADR, déi onbedéngt mengt, ...

M. Claude Wiseler, Président | Hei, wannechgelift!

M. David Wagner (déi Lénk) | ... et misst ee moies, mëttes an owes Bensinn drénken. Dorëms geet et net.

(Hilarité et brouhaha)

D'Leit wëlle sech beweegen, wa méiglech och proppper. Mee da muss een och déi gutt Viraussetzunge plangen, fir datt dat och méiglech ass.

An ech mengen, de Marché huet schonn de Choix gemaach. D'Elektromobilitéit huet sech duerchgesat. D'ADR huet et nach net verstanen. Si wëllt nach mam Päerd dorëmmer reiden, do, wou et schonn den Zuch gëtt, a seet: „Dat gëtt näischt, den Zuch."

Mee anerersäits däerf een och net vergiessen ... Wat ech ni verstanen hunn, dat ass och, firwat d'ADR onbedéngt wëllt, datt Lëtzebuerg an Europa weiderhin ofhängeg bleiwe vu Pëtrollänner wéi Saudi-Arabien. Well dat ass dat Eenzegt, wourobber dat histeiert.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Här Keup, kuerz. Nee, net zu zwee. Een. Den Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Ech muss ganz, ganz kuerz eng Richtegstellung awer maachen, fir den Här Wagner.

Dir hutt scho mol besser argumentéiert, wéi elo vun der ADR-Chefetage ze schwätzen. Ech mengen, déi Meenung, déi mir hei vertrieden, ass eng vu ganz ville Leit, vu ville Regierungen an Europa a vu grousssen Deeler vun der Industrie.

An ech géif mat Iech wetten, Här Wagner, de Verbuet wäert net kommen 2035. E wäert gekippt ginn, och wa mir elo hei 7 géint 53 ofstëmmen. 53 wëllen en net kippen, mee e wäert gekippt ginn, well et net aneschters geet. An Dir wäert gesinn, mir wäerten hei zu Lëtzebuerg och nach 2037 e Verbrennermotor kënne kafen. Well mir an anerer an Europa eis derfir asetze wäerten, wäert et esou kommen!

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Sou, merci, Här Keup. Domat wär dann d'Lëscht vun de Riedner ofgeschloss. An da géinge mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour kommen, well iwwert dës Motioun wéi och iwwer all déi aner hoffentlech de Mëtten ënner ordentleche Konditioune kann ofgestëmmt ginn.

8. 8489 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 22 février 2018 relative à l'échange de données à caractère personnel et d'informations en matière policière en vue de la transposition :

1° de la directive (UE) 2023/977 du Parlement européen et du Conseil du 10 mai 2023 relative à l'échange d'informations entre les services répressifs des États membres et abrogeant la décision-cadre 2006/960/JAI du Conseil ;

2° de la directive (UE) 2023/2123 du Parlement européen et du Conseil du 4 octobre 2023 modifiant la décision 2005/671/JAI du Conseil en ce qui concerne sa mise en conformité avec les règles de l'Union relatives à la protection des données à caractère personnel

Deen nächste Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut ass de Projet de loi 8489 iwwert d'Ëmsetzung vun zwou europäeschen Direktiven am Kader vun engem besseren an dateschutzgerechten Informatiounsaustausch tëschent der Police, der Douane an de Renseignementsservicer vun de verschiddenen EU-Memberstaaten. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Dir kennt de Basismodell. An et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Stéphanie Weydert, d'Madamm Lydie Polfer, den Här Dan Biancalana, den Här Tom Weidig, den Här Meris Sehovic an den Här Marc Baum. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Stéphanie Weydert. Madamm Weydert, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Affaires intérieures

Mme Stéphanie Weydert (CSV), rapportrice | Villmools merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, endlech komme mer elo emol zu deene Gesetzesprojeten, déi haut nach um Ordre du jour stinn.

Mam Gesetzesprojet 8489 ginn zwou EU-Direktiven an d'nationaalt Recht transposéiert. Et ass engersäits déi sougenannten „directive suédoise", d'Direktiv 2023/977, an anerersäits d'Direktiv 2023/2123. Si aktualiséieren de juristesche Kader fir den Austausch vu persounebezunnen Donnéeën a vun Informatiounen am Policeberäich, dee bis ewell vum Gesetz vum 22. Februar 2018 gereegelt gouf.

D'Directive suédoise schaaft uniform Reegele fir den Informatiounsaustausch tëscht den EU-Memberstaaten a mat Europol, fir méi effektiv géint Kriminalitéit an Terrorismus virzegoen. Déi nei Bestëmmungen erlaben de repressive Servicer, Strofdote méi effikass ze verhënneren, ze entdecken an ze enquêtéieren. Zäitgläich gi Lacunnen am aktuelle System behuewen, well et virdru keng kloer horizontal Reegele fir den Austausch tëscht de Memberstaate gouf.

Nieft de Prinzippie vun der Disponibilitéit an dem equivalenten Accès zu den Informatioune komme mat dësem Projet dräi nei Prinzippien:

Éischtens: de Prinzipp vun der Confidentialitéit, dee sécherstellt, dass all d'Donnéeën, déi ee vun engem anere Staat kritt, genausou gutt musse protegéiert si wéi am Memberstaat, dee se geschéckt huet.

Den zweete Prinzipp ass dee vum Datebesëtz. Dee gesäit vir, datt Donnéeën, déi urspréngleech vun engem anere Memberstaat iwwermëttelt goufen, nëmmen un en anere Memberstaat oder Europol kënne weidergi ginn, wann de betraffene Memberstaat, dee se geschéckt huet, domadder averstanen ass.

An drëttens: de Prinzipp vun der Fiabilitéit vun den Donnéeën, dee beseet, dass Donnéeën, déi net exakt,

net komplett oder obsoleet sinn, musse geläscht oder rektifizéiert ginn oder just limitéiert dierfe veraarbecht ginn.

Virun allem ginn awer d'Delaie fir d'Äntwert op Ufroe fir Informatiounen harmoniséiert an et gëtt eng limitéiert Zuel vu Grënn virgesinn, fir dës Ufroen no Informatiounen an Donnéeën ze refuséieren.

E weidere Bemoll vum aktuelle System ass, dass et keng kloer definéiert national Kontaktpunkte gëtt, an dofir gesäit d'Direktiv en Informatiounsaustausch tëscht den EU-Staaten op zwee Niveaue vir: engersäits den Austausch iwwert den eenzege Kontaktpunkt, also e Single Point of Contact, kuerz SPOC, an anerersäits direkt tëscht den zoustännege Services repressifs vun de Memberstaaten.

(Interruption)

Dat huet näischt mam Captain Spock ze dinn, mee jo.

(Hilarité)

Mir schafen op alle Fall mat dësem Gesetz eise SPOC, dee ronderëm d'Auer operationell ass an d'Aufgab huet, d'Koordinatioun an d'Erliichterung vum Informatiounsaustausch an engem genee festgeluechten a kuerzen Delai ze assuréieren. An deen ass bei eis an der Direction „relations internationales" vun der Police ugesidelt an dee kann dann op all d'Donnéeën an Informatiounen, déi d'Police an d'Douane hunn, zréckgräifen am Kader vum Ausübe vu senger Missioun an en dierf och just, wann en a senger Missioun aktiv ass, déi noutwendeg Informatioune kréien. Nieft den Zivill- a Policekadere vun der Police kënnen des Weideren och Membere vun der Douane am SPOC vertruede sinn.

D'Aufgaben an déi technesch Moyene vum SPOC gi kloer definéiert. Déi eenzel SPOCe musse mat engem Case-Management-System fir den europäeschen Austausch ausgestatt sinn an d'Memberstaate mussen all déi noutwendeg technesch Fonctionalitéiten zur Verfügung stellen.

Aktuell gëtt et keng gängeg an allgemenggülteg Praxis fir den Datenaustausch, an dowéinst soll de securiséierte Kommunikatiounskanal vun der Europol, d'Secure Information Exchange Network Application, déi sougenannt SIENA, de standardméissege Kanal fir den Austausch ginn. Europol muss en copie vun all Echange sinn, fir och selwer ëmmer au courant ze sinn, wat lass ass. Mat dësem Gesetzesprojet kënnen also d'Police an d'Douane besser Informatioune mat hire Partner fir den Austausch vun Donnéeën an Informatiounen um EU-Niveau.

Déi zweet Direktiv, déi mat dësem Gesetz ëmgesat gëtt, aktualiséiert de Kader fir den Austausch vu persounebezunnen Donnéeë bei terroristeschen Infraktiounen, soudatt d'Informatioun konform zu der Directive „police-justice" iwwert de Schutz vu perséinlechen Daten, déi vu Police- a Justizautoritéite benotzt ginn, behandelt ginn.

Si definéiert d'Finalitéite vum Traitement vun de persounebezunnen Donnéeën, déi vun der Douane a vun der Police musse respektéiert ginn, wa se mat hiren europäeschen Homologe souwéi Europol echangéieren. Mat deem Text soll alt garantéiert ginn, dass privat Donnéeën ëmmer dateschutzkonform traitéiert ginn, an dat och just zum Zweck vun der Preventioun, vun der Detektioun vun terroristesche Strofdoten an anere Strofdoten, fir déi Europol zoustänneg ass, esouwéi fir d'Enquêten an d'Poursuitten an dësem Beräich.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, a punkto Avisen huet de Staatsrot a sengem éischten Avis vum 3. Juni 2025 kritiséiert, dass duerch déi nei Numerotatioune vill Inkohärenzen am Text géingen opkommen. An am Ganzen huet déi héich Kierperschaft zéng Oppositions formelles formuléiert, haaptsächlech wéinst enger net kompletter oder net korrekter Transpositioun vun den Direktiven.

A sengem Avis complémentaire vum 7. Oktober konnt de Staatsrot awer all seng Bedenke bis op eng Opposition formelle zu der Formatioun vum Personal vum Single Point of Contact ophiewen. Fir dëst ze behiewen, huet de Staatsrot eng Textpropos mat op de Wee ginn, déi d'Interieurskommissioun och esou iwwerholl huet.

De Parquet général an d'Parquete vun der Stad a vun Dikrech approuvéieren an hirem gemeinsamen Avis vum 31. Mäerz 2025 den Text, vermëssen awer eng kloer Definitioun vum Term „Informatioun". Des Weidere froe si no Definitioune fir d'Termen „enquête en cours" an „instruction en cours". Si begréissen awer op der anerer Säit, dass den Austausch vun Informatioune fir Enquêtë just mam Accord vum Procureur d'État oder vum Juge d'instruction ka geschéien, am Fall, wou eng Enquête oder eng Instructioun schonn amgaangen ass.

D'Commission nationale pour la protection des données begréisst an hirem Avis vum 16. Juli 2025 déi harmoniséiert Reegelen, weist awer drop hin, dass d'Zougänglechkeet vun den Donnéeën op berechtegt Persoune beschränkt bleiwe muss a fir Sécherheets- a Confidentialitéitskrittäre kloer Reegelen néideg sinn. Si bedauert, datt den Accès zu Informatiounen op d'Officiers de police judiciaire ausgeweit ginn ass. D'Direktiv géing dësen Accès op d'Douane an d'Police grand-ducale limitéieren.

Dëse Gesetzesprojet ass den 31. Januar 2025 vum Inneminister Léon Gloden deposéiert ginn an de 5. Februar sinn ech vun der Kommissioun fir bannenzeg Affären zur Rapportrice ernannt ginn. De Rapport ass leschte Mëttwoch an der Kommissioun unanime ugeholl ginn. Fir weider Informatiounen an Detailer verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport a géif domat meng Ried als Rapportrice ofschléissen.

Discussion générale

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat dësem Text setze mir zwou wichteg EU-Direktiven ëm, fir e besseren a méi sécheren Austausch vun Donnéeën an Informatiounen tëscht den EU-Memberstaaten an Europol ze garantéieren. Doduerch ginn d'EU an och Lëtzebuerg besser ekipéiert am Kampf géint d'Kriminalitéit an den Terrorismus.

Als Member vun Europol profitéiert Lëtzebuerg vun enger verstäerkter Zesummenaarbecht an enger besser koordinéierter Strofverfollgung innerhalb vun der EU, wat eist Land zu engem wichtege Partner an der europäescher Sécherheetsarchitektur mécht.

Nieft dem verbesserten Informatiounsaustausch ass et awer och wichteg, datt d'persounebezunnen Donnéeë vun all Bierger beschtméiglech geschützt bleiwen. A genee dee Spagat mécht dësen Text, well en an Harmonie mat den europäeschen Dateschutzstandarden operéiert.

All Ufro, déi iwwert den Austauschsystem gemaach gëtt, muss konkreet e Grond uginn, firwat déi Informatiounen iwwer eng Persoun X gesammelt ginn. Et ass also net einfach méiglech fir d'Services repressifs, einfach emol Informatiounen iwwer eng Persoun bei den auslänneschen Autoritéite fëschen ze goen, a vice-versa.

An der Kommissioun fir bannenzeg Affären huet den Direkter vun den internationale Relatioune vun der Police eis gesot, datt eis Police am Joer 2023 eng 3.432 Messagen iwwert de SIENA-System un aner Länner geschéckt huet, fir Informatiounen ze kréien. Lëtzebuerg huet op der anerer Säit 8.311 Messagë vu sengen europäeschen Homologe kritt, fir Donnéeën an Informatiounen iwwer bestëmmte Persounen ze kréien. Dat beweist: Dëse System ass effektiv a wäertvoll fir de séchere legalen Austausch vun Informatiounen. Et mécht also Sënn, weider op dësem System opzebauen, am Esprit vun der europäescher Zesummenaarbecht.

Mat dësem Gesetz stäerke mir d'Zesummenaarbecht an der EU am Kampf géint Kriminalitéit an Terrorismus, wärend Privatsphär an Dateschutz voll respektéiert ginn. Lëtzebuerg bleift also e vertrauenswürdege Partner an der europäescher Sécherheetsarchitektur.

An dofir ginn ech och heimat den Accord vun der CSV-Fraktioun. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Weydert, fir Äre schrëftlechen a fir Äre mëndleche Rapport. An déi nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Lydie Polfer. Madamm Polfer, Dir hutt d'Wuert.

Mme Lydie Polfer (DP) | Merci, Här President. Ech mengen, mir wëssen alleguerten, datt organiséiert Kriminalitéit an Terrorismus net viru Grenze Stopp maachen. An et ass dofir nëmmen normal a richteg a wichteg, datt d'Police an d'Douane sech all déi Moyene ginn, fir beschtméiglech zesumme kënnen ze kooperéieren, dat natierlech, andeem d'Protection vun den Données personnelles gewährleistet gëtt. Alles dat soll duerch déi zwou Direktiven, déi d'Madamm Weydert elo ganz ausféierlech a ganz flott duergestallt huet, virgesi ginn, an ech hunn deem näischt bäizefügen.

An ech ginn domat den Accord vun onser Fraktioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Polfer. Den Här Dan Biancalana huet elo d'Wuert. Här Biancalana.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Mir hunn et virdru vun der Rapportrice héieren: Dee virleiende Gesetzesprojet déngt der Ëmsetzung vun zwou europäesche Richtlinnen, déi sech op den Austausch vun Informatiounen tëscht de Servicer vun der Strofverfollgung an der Terrorismusbekämpfung bezéien. Et geet also drëms, datt eis lëtzebuergesch Autoritéiten am internationale Kontext am Fong méi effizient, méi transparent an och besser koordinéiert schaffe kënnen. An dës zwou Direktive schafen am Fong en eenheetleche Kader fir d'Zesummenaarbecht tëscht de Memberstaaten an ersetzen e System, jo, deen hautzudaags oft als ze lues an effektiv och ze komplex ugesi gëtt.

Iwwert dës zwou Direktive féiere mer kloer Reegelen an, prezis Fristen an och verstäerkte Sécherheetsmoossname fir den Austausch vu sensibelen Donnéeën. An duerch dës neie Bestëmmunge gëtt et och eiser Police an och eiser Douane erméiglecht, besser an den europäesche Sécherheets- a Kommunikatiounssystem agebonnen ze ginn. An dee sougenannten, mir hunn et héieren, Single Point of Contact, deen d'Direktiv virgesäit, erlaabt also och en direkten an effizienten Austausch mat de Servicer vun anere Memberstaaten a virun allem mat Europol. A Lëtzebuerg gëtt sech dann och esou e Kontakt bei der Police.

Gläichzäiteg – an dat ass och, mengen ech, net vun der Hand ze weisen –, gëtt och de Schutz vun de

perséinlechen Donnéeë gestäerkt. D'Direktiv leet kloer fest, wie fir wéi eng Zwecker Informatioune veraarbechten dierf, a garantéiert, datt all Austausch nëmme fir d'Bekämpfung vu Kriminalitéit an Terrorismus geschitt.

An de Projet stäerkt natierlech och d'Roll vu Lëtzebuerg an der europäescher Sécherheetskooperatioun a garantéiert natierlech och eng modern an effikass Zesummenaarbecht mat eisen europäesche Partnerstaaten. Dat ass e ganz weesentlecht Element an dofir gi mer och als LSAP eisen Accord zu dësem Projet.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Biancalana. D'Wuert huet elo den Här Tom Weidig. Här Weidig.

M. Tom Weidig (ADR) | Merci, Här President. De 16. Oktober 2016 ass zu Freiburg am Breisgau d'Medezinnstudentin Maria Ladenburger um Heemwee vun enger Party op der Uni attackéiert ginn, vergewaltegt ginn an duerno bewosstlos an de Floss Dreisam geworf ginn, wou si erdronk ass.

Den Täter war 2015 iwwert d'Balkanroute an Däitschland komm, wou en Asyl ugefrot huet. Et huet sech awer erausgestallt, datt den Täter schonn 2013, also dräi Joer virdrun, eng aner Studentin schwéier verletzt huet, wéi e probéiert huet, se ze iwwerfalen, ze vergewaltegen – a Griicheland. Duerfir ass hien a Griicheland zu zéng Joer Prisong verurteelt ginn. Mee no annerhallwem Joer ass en erauskomm wéinst enger Amnestie fir jonk Stroftäter, well en iwwer säin Alter gelunn huet, an duerno ass en an Däitschland weidergezunn, fir do Asyl unzefroen.

Wann zu där Zäit den Informatiounsaustausch tëschent de Behörden zwëschent verschiddenen europäesche Länner geklappt hätt, wär den Täter zum Zäitpunkt vu senger Asyldemande identifizéiert ginn an déi däitsch Behörde wäre gewarnt gewiescht. D'Maria Ladenburger wär haut Doktesch a kéint pro Dag Dosende vu Leit hëllefen.

Dësen tragesche Fall weist, wéi wichteg e gudden Austausch vun Informatiounen tëschent EU-Länner ass. Mir als ADR begréissen also ausdrécklech d'Motivatioun hannert dëser Transpositioun vun zwou EU-Direktiven. Den Informatiounsaustausch tëschent den europäesche Staate gëtt reforméiert a moderniséiert, fir Terrorismus a Kriminalitéit méi effikass ze bekämpfen. An dat ass eng gutt Saach.

De Schenge-Raum an déi gréisser Mobilitéit vun den europäesche Bierger huet vill Virdeeler bruecht, mee si gëtt awer och enger Minoritéit, nämlech den Terroristen, der organiséierter Kriminalitéit a kriminelle Migranten, déi d'Asylprozedure mëssbrauchen, d'Méiglechkeet, ouni grouss Problemer a verschiddene Länner ze agéieren. Wann en Terrain an engem Land fir si ze brenzeleg gëtt, da wiessele se einfach d'Land, fir nei unzefänken, well do nach kee si um Radar huet.

Duerch d'Aféierung vun engem Point de contact unique soll den Austausch vu polizeilechen Informatioune méi séier, méi effizient a besser dokumentéiert ginn. Et ass ze hoffen, datt dës Direktive gutt um Terrain gräifen. Dat kann duerchaus e Liewe retten.

Et ass och probéiert ginn, den Dateschutz ze garantéieren an auszebalancéiere mat der Wichtegkeet vun de Behörden, fir Informatiounen iwwer potenziell Stroftäter a Krimineller ze sammelen a weiderzeginn.

Ech ginn elo net méi op all d'Detailer an, déi schonn erkläert gi si vun der Rapportrice. Ech wëll awer just nach e klengen Denkustouss ginn zu enger Oppositioun vum Staatsrot. De Staatsrot huet sech an engem Avis complémentaire géint d'Aféierung vun enger Kontroll vun de Connaissancë bei der Formatioun vum betraffene Personal gestallt: Esou en Test kéint mëssbraucht ginn, fir géint onbeléifte Beamte virzegoen. Ech perséinlech fannen awer, datt et misst méiglech sinn, eng Kontroll vun de Kenntnisser no enger Formatioun ze maachen an enger Form, wou dës Kontroll net mëssbraucht ka ginn. Och wann de Staatsrot sech skeptesch weist, kéint eng Kontroll vun de Kenntnisser eng wichteg Roll spillen, fir d'Rechtsstaatlechkeet, d'Dateprotektioun an d'Effikassitéit vun eise Servicer ze stäerken.

Mir als ADR-Fraktioun wäerten dëse Gesetzesprojet matstëmmen. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. D'Wuert huet elo den Här Meris Sehovic. Här Sehovic.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Merci, Här President. Fir d'alleréischt muss ech soen, dass et degoûtant ass, wat mäi Virriedner hei grad vu sech ginn huet.

Une voix | O!

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Dat tragescht Schicksal vun enger Persoun ze notzen, d'Leed vun enger Famill ze mëssbrauche fir seng politesch Agenda, fir hei esou ze maachen, wéi wann et just déi kriminell Auslänner wären, déi e Problem wären, dat ass ganz ëierlech dëser Institutioun, dësem Haus hei menger Meenung no net würdeg!

Une voix | Très bien!

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Zum Projet de loi selwer muss ech soen, dass ech eng Rei vu Bemierkunge kéint maache par rapport zur Direktiv oder den zwou Direktiven, déi dem Projet de loi zugronn leien, wou mer als Gréng eng ganz Rei vu Verbesserungsvirschléi nach gehat hätten. Bon, dat ass alles op europäeschem Niveau gemaach ginn an huet d'Majoritéite fonnt.

Mir sinn hei an der Ëmsetzung vun der Direktiv, a vu dass mer och der Meenung sinn, dass eng gutt Zesummenaarbecht tëschent de polizeilechen Autoritéiten an Europa wichteg ass, droe mer deen heite Projet de loi och mat.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehovic. Här Weidig, Dir wëllt eppes wéinst Fait personnel hei soen?

M. Tom Weidig (ADR) | Jo. Ech wollt ganz kloer soen: Et ass hei drëm gaangen, ze weisen, wéi wichteg den Informatiounsaustausch ass zwëschent Behörden, a wann dat fonctionéiert hätt, da géif déi Persoun haut nach liewen.

An et ass och wichteg, esou Schicksaler och emol eng Kéier ze thematiséieren an nach eng Kéier driwwer ze schwätzen. Merci.

M. Dan Hardy (ADR) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. D'Wuert huet elo den Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Datenaustausch ass sécherlech e Sujet, wou mir als Piraten e bësse méi Bauchwéi hunn. Dofir hat ech jo och déi Beamten, déi matkomm sinn, an der Kommissioun gefrot, wéi et herno mat der Datesécherheet ass a wie wou Zougrëff huet an ob dat ganz genau kontrolléiert ass, soudass mer och dëse Gesetzesprojet haut kënnen an deem dote Punkt matstëmmen.

Et ass sécherlech ëmmer kritesch aus eiser Sicht, wann een Daten austauscht. Mee an der haiteger Welt, wou mer liewen, ass et awer nun emol néideg. A grad als Lëtzebuerg, wou een awer nun emol direkt iwwert d'Grenz ass, ass et wichteg, dass eis Police déi néideg Instrumenter kritt, well et ass och frustréierend als Polizist, wann een net alles zur Verfügung gestallt kritt, fir eigentlech säin Job richteg ze maachen.

An dat heiten ass ee Schrëtt, dee mer de Beamte matginn, fir dass si kënnen hiren Job esou ausféiere wéi si e wéilten ausféieren. Dofir ass dat heiten haut e gudde Projet, wann deen Dateschutz esou agehale gëtt, wéi ech dat an der Kommissioun versprach krut. An ech denke sécherlech, dass mer an engem Joer oder zwee Joer do an der Kommissioun eng Kéierwäerten driwwer kucken. Mee ech si ganz zouversiichtlech, dass déi Verspriechen, déi de Minister gemaach huet, och agehale wäerte ginn.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Här Marc Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, et kann een ëmmer iwwer e perséinlecht Schicksal schwätzen. Kennt Dir d'Michèle Kiesewetter? Dat war eng jonk däitsch Polizistin, déi Affer ginn ass vun engem Mord, déi ëmbruecht ginn ass. A wann an Däitschland de Verfassungsschutz net duerchsat gewiescht wier vu rassisteschen a faschisteschen Enquêteuren, géif d'Michèle Kiesewetter haut nach liewen. An déi Fal, aus deem individuelle Schicksal eng allgemeng Léier ze maachen, tappen ech net eran, Här Weidig.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Marc Baum (déi Lénk) | Am Prinzipp begréisse mir als Lénk all Gesetz, dat d'Kooperatioun tëscht verschiddene Staate verbessert, wann et ëm organiséiert Kriminalitéit geet. Wéinst senger Gréisst a senger strateegescher Lag am Häerz vun Europa huet Lëtzebuerg e groussen Interessi un enger effizienter, grenziwwerschreidender Zesummenaarbecht op dësem Gebitt. An trotzdeem wäerte mer net fir dëse Projet stëmmen, sou wéi déi gréng dat och am Europaparlament gemaach hunn am Bezuch op eng Direktiv, déi dësem Projet de loi zugronn läit, an esou wéi och d'CSV 2018 beim Projet de loi 6976, deen de Virgänger vun dësem Text ass, sech enthalen huet an hire Spriecher, den haitege Finanzminister Gilles Roth, op eng ganz Rëtsch Froen opmierksam gemaach huet an och drop opmierksam gemaach huet, datt deen Informatiounsaustausch awer ganz wäit ka goen an datt et awer och dee Moment op jidde Fall vill Froe gëtt, wat Garde-fouen ugeet.

An eng vun deene Froen dréint sech effektiv ronderëm de Begrëff vum Terrorismus. De Begrëff vum Terrorismus ass een, deen – an dorënner leiden eis Gesetzgeebungen – a ganz Europa zënter 20 Joer immens schwammeg an immens vag ass, och zu Lëtzebuerg.

An der Direktiv steet just, datt als valabele Grond, fir eng Informatioun enger anerer Autoritéit net weider ze ginn, eng Due Diligence misst vun deem jeeweilege Staat assuréiert ginn. An déi Fro kann ee sech effektiv stellen. D'Madamm Weydert huet jo och Zuele genannt: Dat si jo Dausende vun Ufroen, déi do kommen. An an der Definitioun vum Terrorismus – an dat kann ee Grond si vun enger Ufro – gesi mer, datt et an deene leschten 20 Joer immens grouss Interpretatiounsdivergenze gouf. Staaten, déi éischter eng liberal, biergerrechtlech staark Traditioun hunn, hu sech ëmmer agesat fir eng ganz restriktiv Definitioun vun deem Begrëff. A méi autoritär Staaten hunn ëmmer eng ganz breet Interpretatioun versicht en vigueur ze

setzen, déi och Forme vu bannenzeger Oppositioun a vun zivillem Ongehorsam drënner fale gelooss huet.

A mir gesinn déi Tendenzen och ganz staark an Europa, mir gesinn d'Beispiller an Ungarn, wou Mënscherechtsaktivisten, Ëmweltaktivisten op eng fir den Niveau vun europäeschem Droit onzouläs											seg Aart a Weis am Prisong sinn. Mir gesi ganz rezent e Fall vun Italien, wou d'Giorgia Meloni e Gesetzesprojet deposéiert huet – deen awer nach net en vigueur ass, dat muss een natierlech och soen –, dee verheerend ass fir ONGen, deen immens héich Geldstrofen a Prisongsstrofe virgesäit bei Manifestatiounen a wou ee sech effektiv d'Fro ka stellen, ob do d'Begrëffer vum Terrorismus an der organiséierter Kriminalitéit wierklech kënnen erugezu ginn.

Mir gesinn déi autoritär Tendenzen a mir vermëssen an dësem Text effektiv déi Garde-fouen, an och an der Direktiv, déi deem zugronn läit; déi Garde-fouen, vun deene mer mengen, dass se awer néideg wieren, fir och do déi lescht Sécherheet ze ginn. Duerfir wäerte mer eis bei dësem Projet de loi enthalen, well et eis bewosst ass, datt de Kampf géint déi intern, also géint déi kriminell Reseauen, eng ganz grouss Gewiichtegkeet muss hunn, och an engem Rechtsstaat, mee mer awer warne viru méiglechen Abuse vun Demandë vun anere Staaten.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Villmools merci, Här Baum. Domat wär d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

Dann hätt d'Regierung d'Wuert. Här Inneminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Merci, Här President. Merci fir déi grouss Zoustëmmung. Ech hunn et schonn e puermol gesot, ech widderhuelen et och hei: D'Date sinn d'Gold vum 21. Joerhonnert. A well se d'Gold vum 21. Joerhonnert sinn, well se esou wichteg sinn, fir an dësem Fall eng effizient Kriminalitéitsbekämpfung ze maachen, musse mer se kënnen austausche mat aneren Autoritéiten.

An natierlech brauch ee fir deen Austausch e klore Kader. An dee klore Kader ass negociéiert gi vu mengem Virgänger mam Europaparlament deemools, Här Sehovic, an ass hei am Gesetz kloer ageschriwwe ginn.

Et ass eng Verbesserung par rapport zu viregte Gesetzer, wëll ech och dem Här Baum kloer soen. Haut ass d'Kriminalitéitsbekämpfung op där enger Säit d'Presenz vun der Police am ëffentleche Raum, mee eeben och d'Analyséieren, d'Verschaffen, d'Auswäerte vun Daten duerch d'Enquêteuren. A mir als Lëtzebuerg, an dat ass e puermol hei gesot ginn, si keng Insel an der Europäescher Unioun, mir sinn och en Transitland. Dat muss ee wëssen. An duerfir ass et wichteg, datt mer effizient am Respekt vun engem klore gesetzleche Kader Date kënnen austauschen, well déi éischte Kéier, wou eppes hei zu Lëtzebuerg géif geschéien an et géif ee soen: „Hätte mer déi Date kënnen hunn an och auswäerten, dann hätte mir kënnen eppes verhënneren“, wëll ech net dee Minister sinn, deen déi Verantwortung muss droen. An duerfir merci fir déi breet Zoustëmmung hei am héijen Haus.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Domat wär dann d'Diskussioun vun dësem Punkt och ofgeschloss. Wéi bei deenen anere Votte wäerte mer de Vott vun dësem Projet de loi de Mëtte maachen.

9. 8512 – Projet de loi portant modification de l'article 43bis de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale

An da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Moien, dat ass de Projet de loi 8512, eng Ofännerung vum Artikel 43bis vum Policegesetz iwwert d'Videoiwwerwaachung vum ëffentleche Raum. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Weydert, d'Madamm Lydie Polfer, den Här Dan Biancalana, den Här Tom Weidig, den Här Meris Sehovic, den Här Marc Goergen an den Här Marc Baum. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Stéphanie Weydert, déi scho prett do steet. Madamm Weydert, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Affaires intérieures

Mme Stéphanie Weydert (CSV), rapportrice | Villmools merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat dësem Gesetzesprojet gëtt d'Prozedur fir d'Aféiere vun der Videosurveillance zu polizeilechen Zwecker reforméiert, fir dës ze vereinfachen a méi séier a méi effikass ze gestalten. Et geet ëm déi sougenannte VisuPol.

D'Erfarungen hu gewisen, dass d'Ëmsetzung vum Geneemegungsverfaren, wéi et am Gesetz vum 15. Juli 2021 virgesinn ass, enorm schwéierfälleg ass an net erlaabt, op déi sécherheetsrelevant Besoinen effizient ze reagéieren. Déi Abberzuel un Etappen, déi mussen duerchlaf ginn, féiert zu onnéideg laangen Delaien, wat d'Reaktivitéit vun den Autoritéiten a Situatiounen, déi eng adequat Interventioun erfuerderen, staark behënnert.

Den aktuelle Kader baséiert op dem Gesetz vum 15. Juli 2021, dat d'Policegesetz vum 18. Juli 2018 ergänzt a moderniséiert huet. D'politescht Zil ass et, d'Sécherheet vun eis all an eist Sécherheetsgefill am ëffentleche Raum ze stäerken, dëst duerch eng effikass a geziilt Preventioun.

D'Prozedur fir d'Installatioun vu Videosurveillance-Kameraen ass bis ewell komplex an zäitopwenneg an dëse Gesetzestext huet dofir als Haaptzil, d'Prozeduren ze vereinfachen an ze beschleunegen. D'Delaie fir d'Avisen an d'Impaktstudie gi verkierzt, fir méi en dynamescht Virgoen ze erméiglechen, soudatt d'Autorisatioun vum Minister bannent véier bis fënnef Méint ka virleien.

Besonnesch fir grouss Pôle-d'échangë wéi zum Beispill um Hamilius – dat ass e bekannt Beispill hei aus der Stad, wou méi en héije Risiko vun Infraktioune besteet an aner Moyene sech als ineffikass erwisen hunn – gesäit de Projet eng Procédure d'exception vir. Dat soll et erlaben, méi séier a geziilt op konkreet Situatiounen ze reagéieren, ëmmer mam Zil, d'Sécherheet an d'Wuelbefanne vun de Bierger ze garantéieren.

Natierlech ginn déi fundamental Rechter a Fräiheete vu jidderengem och mat dësem Text voll respektéiert an déi concernéiert Acteure bleiwen an d'Autorisatiounsprozedur aktiv agebonnen.

D'Commission consultative pour l'évaluation de la vidéosurveillance, déi am Kader vum Gesetz vun 2021 geschaf gouf, fält ewech. Am Géigenzuch soll d'Commission consultative des droits de l'homme, déi et scho gëtt, en Avis formuléieren. Donieft gëtt an all Prozedur en Avis vum territorial zoustännege Parquet souwéi vum Gemengerot vun der zoustänneger Gemeng ageholl. Déi dräi Avise musse bannent engem Mount no der Impaktanalys vun der Police virleien, sou dass d'Autorisatioun dann eebe bannent véier, fënnef Méint kann do sinn.

D'Erfarung um Terrain mam aktuelle Gesetz huet weiderhin d'Erkenntnis mat sech bruecht, datt d'Durée légale vun den Autorisatiounen e Problem ass. Dësen neien Text proposéiert deemno, d'Durée vun dräi op fënnef Joer ze verlängeren. Dat heescht, d'Validitéit vun der Autorisatioun wäert och elo an Zukunft eréischt ufänken, wann d'Kameraen effektiv do hänken an a Betrib ginn, an net schonn ab deem Moment, wou de Minister d'Autorisatioun gëtt. Well Dir kënnt Iech virstellen, dat dauert e bësse vun der Autorisatioun bis zur effektiver Abetribnam vun de Kameraen. An esou gëtt dann eebe vermidden, datt wäertvoll Zäit verluer geet.

Fir de Renouvellement vun esou enger Zone de vidéosurveillance soll déi selwecht Prozedur uwendbar bleiwen, wéi wann een eng nei Autorisatioun ufreet. De Minister Gloden hat zwar eng vereinfacht Prozedur virgesinn, mee de Staatsrot huet eng Opposition formelle formuléiert. Déi héich Kierperschaft huet dorop higewisen, ech zitéieren: „L'exigence d'un réexamen régulier et indépendant vise précisément à éviter qu'une autorisation initiale ne serve de fondement à une surveillance prolongée de manière quasi permanente, sans contrôle effectif.“ D'Recht op Privatsphär a Privatliewe vun all Mënsch, dat duerch international Konventioune wéi och duerch eis Verfassung geschützt ass, muss ëmmer als Géigegewiicht zum Asaz vu VisuPol geholl ginn.

Wéi de Syndikat vun de Gemenge Syvicol et scho laang gefuerdert huet, kënnen an Zukunft d'Buergermeeschteren d'Initiativ ergräifen a fir bestëmmten Zonen op hirem Territoire, vun deene si mengen, dass do e Risiko vu méigleche Strofdote besteet, Risikoanalysen ufroen. D'Police mécht dann déi sougenannten Impaktanalys a kann des Weideren alternativ Preventivmesüre proposéieren, falls si der Meenung ass, datt d'Videosurveillance do net den adequate Moyen ass an dass ee mat deenen alternative Moyene kéint déi néideg Effizienz schafen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et sinn insgesamt, nieft den zwee Avise vum Staatsrot, aacht Avisen zum Text erakomm.

De Staatsrot gëtt a sengem Avis ze bedenken, dass ee bei dësem Text ganz besonnesch sollt d'Recht op Privatliewen a Privatsphär, sou wéi et an den internationale Konventiounen an an der Constitutioun néiergeschriwwen ass, am Hannerkapp behalen. A sengem éischten Avis vum 3. Juni 2025 formuléiert de Staatsrot eng Opposition formelle betreffend de Renouvellement vun enger Zone de vidéosurveillance – ech si virdrun dorobber agaang – an dozou hu mer dunn eng Modifikatioun vum Gesetzesprojet an der Kommissioun gemaach, soudass déi héich Kierperschaft dës Opposition formelle an hirem Avis complémentaire konnt ophiewen. Doriwwer eraus huet de Staatsrot e puer Recommandatioune legistescher Natur gemaach an natierlech ënnerstrach, dass d'Recht op Privatliewen ëmmer am Fokus bleiwe muss.

D'Commission consultative des droits de l'homme (ndlr: CCDH) weist an hirem Avis drop hin, dass ee bei der Videosurveillance ëmmer sollt garantéieren, dass d'Noutwendegkeet an d'Proportionalitéit vun de Mesüre séchergestallt sinn. Déi essentiel Garantien am Zesummenhang mat de Mënscherechter musse séchergestallt ginn an eng Banalisatioun vun der Videosurveillance soll à tout prix evitéiert ginn.

Fir seng Avisen an Zukunft kënnen ze ginn, sou wéi den Text dat virgesäit, freet d'CCDH Accès zu allen néidegen Informatiounen a méi Ressourcen, an zwar finanzieller wéi och personeller Natur. D'CCDH ass der

Meenung, datt d'Delaie souwuel fir d'Police fir d'Impaktanalys wéi awer och fir déi verschidden Instanzen, déi en Avis sollen ofginn, misste verlängert ginn.

Weiderhi gi Prezisiounen zum Initiativrecht vun de Buergermeeschtere gefrot. D'Prozedure fir eng Verlängerung vun der Autorisatioun däerften och net manner strikt ginn, fir eeben och déi gängeg Rechter ze garantéieren. An dowéinst setzt d'CCDH sech a fir eng verdéifte Reevaluatioun vun de Surveillancemesüren, nodeems déi fënnef Joer vun der Autorisatioun ofgelaf sinn.

De Syvicol begréisst a sengem Avis de Projet a virun allem natierlech d'Initiativrecht fir d'Buergermeeschteren. Sou kënnen d'Gemengen an d'Leit um Terrain méi implizéiert ginn, wat jo schonn, wéi gesot, eng eeler Fuerderung vun hinne war. De Gemengesyndikat widderhëlt seng Fuerderung, dass en Avis vum Comité de prévention misst gefrot ginn, an net en Avis vum Gemengerot.

De Parquet aus dem Dikrecher Arrondissement weist drop hin, datt d'Initiativrecht vun de Buergermeeschteren eigentlech just eng Circulaire vum Inneministère aus dem Joer 2023 confirméiert. A weiderhi gëtt begréisst, dass d'Commission consultative pour l'évaluation de la vidéosurveillance gestrach gëtt, well dëse Volet scho vun der CCDH ofgedeckt wär. De Parquet général weist sech dann zefridde mam Text a freet just e puer kleng Prezisiounen.

De Parquet aus dem Verwaltungsbezierk Lëtzebuerg werft Froen op par rapport zu der Roll vun de Buergermeeschteren an ob mat der Dispositioun net Konflikter bei der Trennung tëscht der nationaler an der lokaler Exekutiv entstoe kéinten. A fir ze verhënneren, dass dës Mesür lokalpolitesch géing instrumentaliséiert ginn, misst een do e klore Kader schafe laut dem Parquet. Weiderhi géing ee sech mat der méiglecher systematescher Iwwerwaachung vum ëffentleche Raum Froe par rapport zum Recht op Privatliewen an dem Prinzipp vun der individueller Fräiheet stellen. Et misst hei also periodesch kontrolléiert ginn, ob dës Rechter nach agehale ginn.

Fir eng Autorisatioun ze erneieren, soll laut dem ursprénglechen Text vum Gesetzesprojet den Direkter vun der Police eng Demande motivée ofginn. An heifir freet de Parquet ganz kloer Krittären. An och déi respektiv Avise missten nach eng Kéier ugefrot ginn. Bon, hei hu mer elo déi vereinfacht Erneierungsprozedur gestrach duerch den Amendement parlementaire, soudass där Kritick Rechnung gedroe gouf am finalen Text.

Dann nach d'Commission nationale pour la protection des données (ndlr: CNPD): Si begréisst generell den Text an och den Droit d'initiative vun de Buergermeeschteren a weist an hirer Roll awer och drop hin, dass dës Mesür en Agréff an d'Privatliewen duerstellt an dass d'Recht op Protektioun vu privaten Donnéeë muss garantéiert ginn. D'Auteurë begréissen, dass d'ëffentlech Parke mat dem Amendement vun der Interieurskommissioun aus dem initiale Projet net méi eligibel si fir eng Procédure d'exception. Och d'CNPD freet, wat genau d'Krittäre vun der Demande motivée fir d'Erneierung vun enger Autorisatioun sinn. A weiderhi sollt een a reegelméissegen Ofstänn evaluéieren, ob eng Videosurveillance nach noutwendeg a proportional zu engem méigleche Risiko ass.

Den Depot vun dësem Gesetzesprojet huet den Inneminister Léon Gloden den 18. Mäerz 2025 gemaach an de 27. Mäerz sinn ech an der Kommissioun als Rapportrice genannt ginn. D'Kommissioun fir bannenzeg Affären huet de Rapport an hirer Sëtzung vum 22. Oktober ugeholl. Fir weider Detailer verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport. Domat géif ech elo meng Kap als Rapportrice vum Projet de loi ausdoen an dann hei och nach als Spriecherin vun der CSV eppes dozou soen.

Discussion générale

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'CSV setzt sech zanter ville Jore konsequent fir méi Sécherheet an e gestäerkt Sécherheetsgefill am ëffentleche Raum an. Mat dësem Gesetzestext – nieft der Police locale, dee mer viru knapp zwou Wochen hei an dësem Haus gestëmmt hunn – gi mer e weidert wichtegt Verspriechen aus eisem Walprogramm un: Sécherheet fir all Bierger, iwwerall am Land!

Dëst geschitt duerch de konsequenten a geziilten Ausbau vum Asaz vu Videokameraen, besonnesch op deene Plazen, déi als Hotspots bekannt sinn. Domadder ënnerstëtze mir d'Police aktiv an hirer Preventiounsaarbecht an droen dozou bäi, datt sech jiddereen ka sécher fillen, egal ob am Duerf, an der Stad oder am Quartier.

D'Zuele vun de leschte Jore schwätzen eng kloer Sprooch: 2021 gouf 460-mol op Opzeechnunge vun de Kameraen zréckgegraff, fir Poursuitten no Strofdoten ze maachen. Am Joer 2024 waren et scho 638 Kéieren. Zënter der Schafung vu VisuPol am Joer 2021 a bis Enn 2024 gouf am Ganze méi wéi 2000-mol op d'Kameraopzeechnungen zréckgegraff. Dat weist: Den Asaz vu Videokameraen als Support fir d'Police um Terrain ass net Theorie, e wierkt. En hëlleft bei der Opklärung a schreckt of.

De Koalitiounsaccord huet virgesinn, dass d'Autorisatiounsprozedur fir d'Videosurveillance am ëffentleche Raum iwwerschafft gëtt. A genee dat maache mir mat dësem Gesetzesprojet. Et ass zwar nëmmen een eenzegen Artikel am Policegesetz, den Artikel 43bis, dee geännert gëtt, mee grad dës kleng prezis Ännerung wäert sécherlech eng grouss Wierkung hunn a séier konkreet Resultater bréngen. Ech sinn iwwerzeegt, den Här Inneminister wäert eis gläich nach e kuerze Bilan ginn, wéi vill Demanden et haut scho gëtt, fir iwwerhaapt esou Kameraen ze installéieren.

Ech wëll awer kloer ënnersträichen: Et geet net drëms, just einfach iwwerall Kameraen opzehänken an en Iwwerwaachungsstaat ze schafen. Et geet ëm Verantwortung a Proportioun. D'Kamerae sollen do agesat ginn, wou all aner Mesür ausgeschëpft ass, an do, wou mer mat eisem Latäin um Enn sinn, mee wou d'Bierger e Recht op Sécherheet hunn. Dës Mesür muss – a wäert – am strikte Respekt vun de Mënscherechter an am Aklang mam Dateschutz ëmgesat ginn. Sécherheet an Dateschutz si keng Géigesätz. Si sinn zwou Säite vun der selwechter Medail, der Verantwortung fir d'Wuel an d'Fräiheet vun de Mënschen an eisem Land.

A mat dësem Schrëtt maache mir e weidere konkreete Fortschrëtt fir eng Sécherheetspolitick mat Mooss, mat Vernonft a mat Courage, eng Politick, déi d'Leit schützt an d'Zukunft vum Land sécher mécht.

An domat ginn ech den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Weydert, haaptsächlech fir Äre schrëftlechen a fir Äre mëndleche Rapport. An d'Wuert huet elo déi nächst ageschriwwe Riednerin. Dat ass d'Madamm Polfer. Madamm Polfer, Dir hutt d'Wuert.

Mme Lydie Polfer (DP) | Merci, Här President. Léif Kolleegen, wéi mer de 15. Juli 2021 (veuillez lire: den 1. Juli 2021) effektiv d'Gesetz fir de VisuPol ugeholl hunn, hu mer dat mat enger ganz, ganz grousser Majoritéit heibanne gemaach, mat 52 Stëmmen. Ech mengen, dat ass en Zeechen, datt mer eis alleguer bewosst waren, datt de VisuPol kéint a géif der Police hëllefen, hir Aufgaben am Interêt vun eise Bierger, vun der Sécherheet vun eise Bierger, besser kënnen unzegoen. D'ailleurs ass dat Gesetz komm opgrond vun engem Rapport, dee vun der Police gemaach ginn ass an deen drop higewisen huet, datt déi Videoiwwerwaachung der Police hir Aarbecht effektiv ganz kloer géif ënnerstëtzen.

Wat sinn déi puer grouss Ziler? Engersäits am beschte Fall natierlech d'Preventioun, quitte datt et méi schwéier ze beweisen ass, wat net geschitt ass, well déi do waren. Ech mengen, dat ass ëmmer méi schwéier ze beweisen. Mee et ass awer ganz kloer, datt dat ee vun de Facteuren an d'Konsequenz vun dem VisuPol ass.

Dat Zweet ass d'Sécherheetsgefill, déi et enger Rei Leit gëtt, obschonn dat natierlech keng Garantie ass.

Mee virun allem, an dat geet jo aus deem Rapport vun der Police ervir, hëlleft et bei der Opklärung vu Strofdoten, déi geschitt sinn. An dat dréit ganz kloer zu der Gerechtegkeet an eiser Gesellschaft bäi, well ech mengen, wann eppes geschitt – a mer hunn natierlech ëmmer léiwer, wann näischt geschitt –, mee wann eppes geschitt ass, dann ass et extreem wichteg, fir dat Sécherheetsgefill an dat Gerechtegkeetsgefill an der Gesellschaft ze halen, datt déi Doten eeben och opgekläert ginn.

An datt do de VisuPol vill gehollef huet, dat gesäit een un deenen Zuelen, déi d'Madamm Weydert jo och elo just nach eng Kéier genannt huet. 2021 war et 460-mol, datt eeben déi Biller vu VisuPol gekuckt gi sinn, fir Affären opzeklären. Awer 2024, do war et scho 638-mol. An ech géif mol dervun ausgoen, a vläicht huet den Här Minister do och nach méi prezis Zuelen, datt ganz vill vun deene Biller sech effektiv hei an der Stad ofgespillt hunn. Well hei an der Stad si jo op siwe Plaze Kameraen opgehaangen: Scho méi laang um Glacis-Lampertsbierg, mat der Kinnekswiss, natierlech de ganze Quartier Gare, dann de Stade de Luxembourg, dann awer och d'Passerelle, also d'Vëlospist ënnert der neier Bréck. Dann ass d'Place Hamilius genannt ginn, d'Place de l'Europe, an elo hu mer d'Autorisatioun vum Minister am Juni 2025 kritt, fir de VisuPol och auszedeenen op e groussen Deel vun dem ieweschten Deel vu Bouneweg. Do sinn also déi Kameraen.

An ech kommen elo direkt drop, firwat datt de Gesetzesmodell elo liicht ofgeännert gëtt. Firwat? An ech mengen, dat ass en Zeeche vu gudder Politick, well ganz einfach et sech erausgestallt huet, datt dat, wat 2021 virgesi war, zwar ganz gutt geduecht war, mee datt et awer och ganz beschwéierlech war, an datt et eebe besonnesch, wat d'Delaien ubelaangt huet, wierklech beschwéierlech war.

D'Madamm Weydert ass schonn op déi Haaptneierungen, oder wat elo nei gereegelt gëtt, agaangen. Ech huelen emol direkt eng, déi mer ganz wichteg schéngt. Dat ass, datt elo déi Autorisatiounen, déi ee kritt, net nëmme méi dräi Joer gëlteg sinn, mee fënnef Joer. Mee virun allem, an dat ass mat dat Wichtegst, datt se eréischt dee Moment ufänken, wou effektiv dee VisuPol en place ass, dat heescht, wou e fonctionéiere kann.

An ech huelen do eist lescht Beispill vu Bouneweg: Mir kruten am Juni 2025 elo d'Autorisatioun, fir do eeben déi Kameraen opzehänken, mee déi wäerten awer eréischt operationell sinn, wann alles gutt geet, d'nächst Joer. Wat éischter, wat besser, mee et dauert awer doudsécher bis Mëtt nächst Joer, wann net bis Enn nächst Joer, well eeben do ganz vill Infrastrukturaarbechte musse virdru gemaach ginn.

An dat do ass zum Beispill elo eppes, wat hei am Gesetz esou gekläert gëtt, datt eréischt déi fënnef Joer dee Moment uginn, wann et wierklech fonctionéiere kann. Dat ass eng gutt Upassung, a mir hunn eebe geléiert a gesinn, wat vläicht an där Prozedur vu virdrun eeben ze schwéierfälleg war.

D'Madamm Weydert ass och op d'Delaien agaangen. Déi si jo elo wierklech esou gekierzt ginn, datt den Avis vum Procureur a vum Gemengerot muss do sinn an engem Mount. De Polizeidirekter huet dräi Méint, an d'Gültegkeet, wéi gesot, geet vun dräi op fënnef Joer erop.

Eng Neiegkeet, déi och ganz wichteg ass fir vill Buergermeeschteren am Land, déi dat hei och gären hätten – an do si jo eng Rei Demanden do –, dat ass, datt de Buergermeeschter kann den Droit d'initiative huelen. Well et ass nun emol esou, datt eis Bierger – an all déi, déi an der Gemengepolitick täteg sinn, déi wëssen dat! – als Éischt, wa se mengen, et wier eppes, et géif net esou klappen, wéi et misst, bei hir Gemeng ginn, da gi se bei de Buergermeeschter. Déi wëssen also, mat hirem Gemengerot, mengen ech, am Hautnoen, wou eeben de Schong dréckt. An dofir ass deen Droit d'initiative, deen hei virgesinn ass, eng ganz gutt Propositioun.

Et kann een natierlech ëmmer driwwer schwätzen, wéi wäit ee geet. An datt e gewëssene Verdrängungseffet kënnt, dat ass och kloer, dat wësse mer. Mee d'Liewe geet jo och weider, an ech mengen, dofir kommen dann och nach nei Decisiounen. Mee datt een heiduerch besonnesch d'Opklärung, wierklech d'Aarbecht vun der Police, ganz kloer kann erliichteren, ass, mengen ech, ganz wichteg.

An dofir kann ech nëmme soen, datt ech heimat och den Accord vun der Demokratescher Fraktioun ginn, a wéi gesot, Merci soen, fir sou schnell eeben déi Adaptatiounen hei gemaach ze hunn, déi am Interêt vun der Sécherheet vun eise Bierger sinn.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Polfer. Dann huet elo den Här Dan Biancalana d'Wuert. Här Biancalana.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. De Projet de loi, iwwert dee mir haut diskutéieren, geet wierklech un d'Substanz vun zwee vun de wichtegste Wäerter an eiser Gesellschaft, an déi schätze mir alleguerten hei am Haus: d'Sécherheet an d'Fräiheet.

D'Sécherheet ass fundamental wichteg. Mee si dierf net op d'Käschte vun eiser Fräiheet an eise Rechter goen. D'Videosurveillance am ëffentleche Raum ka sécherlech derzou bäidroen, d'Kriminalitéit ze bekämpfen, mee se bedeit gläichzäiteg och, dass mir als Biergerinnen a Bierger e Stéck Privatsphär un de Staat ofginn. An dofir ass et och eis Verantwortung, genau hinzekucken, ënner wéi enge Konditiounen a mat wat fir enge Garantien dat geschitt.

Als LSAP begréisse mir a priori déi virgesinne Vereinfachung vun de Prozedure mat enger Rei Gardefouen, déi gi gi sinn. Mee d'Videosurveillance ass an eisen Ae kee Wonnermëttel a keen Allheelmëttel. Et gëtt eng ganz Rëtsch Studien, déi d'Effikassitéit vun der Videosurveillance a Fro stellen. Méi Kameraen heescht net automatesch méi Sécherheet an enger Stad respektiv an enger Gemeng. Och hei gëtt et genau Studien, déi dat beweisen.

Dofir muss d'Videosurveillance an eng ganzheetlech Sécherheetspolitick am ëffentleche Raum agebett sinn, d'Ziler kloer definéiert sinn an och déi néideg Mëttelen zur Verfügung gestallt ginn. Dat subjektiivt Sécherheetsgefill vun de Leit ka mat der Videoiwwerwaachung mol méi, mol manner verbessert ginn. Dat subjektiivt Sécherheetsgefill ass immens volatill.

Mee den eigentleche Problem vum Onsécherheetsgefill wäert domadder och net onbedéngt behuewe ginn. Ech denken do ganz kloer un d'Beschafungskriminalitéit an Incivilitéiten. Och do hëlleft keng Kamera, weeder preventiv nach dissuasiv. Et geet also hei ëm eng global Sécherheetspolitick mat Preventioun op deenen dräi Niveauen, mat enger Sozialpolitick, mat Aarmutsbekämpfung, mat Sozialaarbecht, mat enger gutt forméierter Police, mat hiren Ekipementer, mam Urbanismus an och der Stadentwécklung an och mat enger gutt opgestallter Justiz.

Mir hunn et virdrun héieren, an et weisen och Studien et: D'Videosurveillance ka sécher fir d'Police en Instrument sinn am Kader vun der Opdeckung vun Delikter an ënnerstëtzt natierlech esou hir Aarbecht. Et bleift awer wichteg, d'Iwwerwaachung, d'Videoiwwerwaachung uerdentlech ze evaluéiere fir ze kucken, ob se hir Finalitéiten – also d'Preventioun, d'Recherche an d'Opklärung vun Infraktiounen – och erreecht.

An dofir vläicht och hei d'Fro un de Minister: Wat sinn do d'Konklusiounen, déi Dir bis dato zitt? Et weess een, dass d'Recherche an d'Opdeckung vereinfacht ginn, mee, wéi gesot, wéi ass et um Niveau vun der Preventioun respektiv wéi ass den Impakt um Niveau vun der Verlagerung op deene Plazen, wou d'VisuPol-Videosurveillance effektiv am Asaz ass?

Här President, mir hu bei dësem Projet de loi ëm déi zéng verschidden Avisen zum selwechte Gesetzestext kritt. Dorënner och vun Instanzen, déi bei der Ëmsetzung vun dësem neie Gesetz eng zentral Roll wäerte spillen, nach méi, wéi se dat virdru gemaach hunn: d'Mënscherechtskommissioun an d'Parqueten. Hir Avisen, an deene kloer substanziell Kritickpunkte stinn, sinn an der Kommissioun net wierklech opgegraff ginn. A wéi mir als LSAP gefrot hunn, dass d'Mënscherechtskommissioun an de Parquet Lëtzebuerg an d'Kommissioun komme sollen, fir hiren Avis ze erklären, gouf dat vun de Majoritéitsparteien ofgeleent.

Mee genau dës Leit sinn a gi jo gefrot, well si Expertis a Verantwortung och an der neier Prozedur hunn, méi nach wéi virdrun. Also eng seriö legislativ Aarbecht heescht och, sech mat de Gedanken an och mat de Bedenke vun de Fachleit auserneenzesetzen a se net einfach ze ignoréieren! An, Här President, mir bedaueren als LSAP, datt ganz staark zemools där Geflogenheet, déi mer hei am Haus hunn, net Rechnung gedroe gouf.

D'CCDH, d'Mënscherechtskommissioun, seet ganz kloer: Mat de Ressourcen a mat dem Delai vun engem Mount, deen d'Gesetz elo hei virgesäit, ass et hinnen net méiglech, e grëndlechen a qualitativ héichwäertegen Avis ofzeginn. Si warnt virun iwwerstierzten, net gutt recherchéierten Entscheedungen an engem Beräich, wou et ëm d'Fundament vun eiser Demokratie geet, ëm d'Gläichgewiicht tëschent Sécherheet a Fräiheet.

Och de Parquet Lëtzebuerg deelt dës Suergen. Och him ass den Delai ze kuerz. Hie fënnt, dass d'Unhuele vu Gefor op enger gewëssener Plaz, déi am Text agebaut ginn ass, juristesch problematesch ass, well se jo och de Prinzipp vun der Proportionalitéit an der Subsidiaritéit a Fro stellt.

Ech wëll hei nach eng Kéier ganz kloer betounen: Keen hei bestreit d'Wichtegkeet vun der Sécherheet, mee d'Sécherheet däerf ni eng Excuse ginn, fir d'Rechter vun de Leit ze relativéieren, zemools dann, wann d'Prozedur effektiv ze séier ass. Dat ass e roude Fändel, deen ee muss eescht huelen. D'Videosurveillance soll néideg sinn, proportionéiert sinn an och kontrolléierbar sinn.

An ech ginn elo hei en Amendement of, en Amendement am Numm vun der LSAP. An et sinn am Fong och d'Kolleege vun déi gréng, déi Lénk an de Piraten, déi dat mat ënnerstëtzen.

Mir wëllen eis effektiv och weider konstruktiv hei abréngen an och eppes bäidroen. A wéi gesot, mat deem Amendement wëlle mer den Delai vun engem Mount op zwee Méint verlängeren. Dëst gëtt der Mënscherechtskommissioun an och dem Parquet déi néideg Zäit an d'Méiglechkeet, hir Analysen a Stellungnamen anstänneg, detailléiert an och mat der néideger Grëndlechkeet auszeschaffen, ouni awer, an dat schéngt mer hei och wichteg ze sinn, déi ugestrieft Vereinfachung an den Delaien ze vill an d'Längt ze zéien.

Dëst ass fir eis kee formelle Punkt. Dat ass eng Fro vun der Qualitéit, vun der Seriositéit a vun der Rechtsstaatlechkeet an nëmmen esou kënne mer garantéieren, dass Decisioune bei esou engem sensibele Sujet net iwwerstierzt, mee iwwerluecht, transparent a mat Respekt virun de Mënscherechter geholl ginn.

Villmools merci fir d'Nolauschteren. An ech ginn Iech hei den Amendement, Här President. Wannechgelift.

Amendement 1

Amendement unique concernant l'article 1er, point 2°, lettre b)

À l'article 1er, point 2°, lettre b), du projet de loi, à l'article 43bis, paragraphe 3, alinéa 2, de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale, les mots « d'un mois » sont remplacés par ceux de « de deux mois ».

Commentaire :

L'article 1er apporte une adaptation à la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale, en révisant la procédure d'autorisation de la vidéosurveillance dans l'espace public. Désormais, l'autorisation ministérielle serait délivrée pour chaque lieu sur la base d'une analyse d'impact réalisée par le directeur général de la police, après avis du procureur d'État, du conseil communal et de la CCDH. Ces avis devraient être remis dans un délai d'un mois.

Tant la CCDH que le parquet du tribunal d'arrondissement de Luxembourg estiment cependant que ce délai est trop court pour garantir une évaluation approfondie des enjeux, notamment en matière de respect des libertés publiques et de proportionnalité des mesures. La CCDH souligne l'absence de justification objective pour un tel délai et considère qu'il rendrait difficile une analyse complète des impacts sur la vie privée. Le parquet du tribunal d'arrondissement de Luxembourg partage cette position et craint qu'une telle contrainte temporelle n'entraîne des décisions précipitées et insuffisamment argumentées.

L'amendement proposé vise donc à prolonger le délai imparti pour la remise des avis, afin d'assurer une évaluation plus rigoureuse et conforme aux principes de proportionnalité et de protection des droits fondamentaux.

Texte coordonné

Projet de loi portant modification de l'article 43bis de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale

Art. 1er. L'article 43bis de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale est modifié comme suit :

1° Au paragraphe 1er sont insérés les alinéas 2 et 3 nouveaux, libellés comme suit :

« Le bourgmestre territorialement compétent peut demander à la police de réaliser une analyse sur les lieux visés à l'alinéa 1er. En complément à cette analyse, la police identifie si d'autres moyens pour empêcher la commission

d'infractions pénales peuvent être mis en œuvre, et en informe le bourgmestre territorialement compétent et le ministre.

Par dérogation à l'alinéa 1er, les conditions relatives à l'inefficacité des autres moyens et au risque particulier de commission d'infractions pénales sont considérées comme remplies pour les pôles d'échanges. Les pôles d'échanges sont des lieux ou espaces d'articulation des réseaux de transports publics qui visent à faciliter les pratiques intermodales entre différents modes de transport de voyageurs. » ;

2° Au paragraphe 3 sont apportées les modifications suivantes :

a) À l'alinéa 1er, point 3°, les mots « commission consultative prévue à l'alinéa 2 » sont remplacés par les mots « Commission consultative des droits de l'homme » ;

b) L'alinéa 2 prend la teneur suivante :

« Les instances visées à l'alinéa 1er, points 1° à 3°, transmettent leur avis respectif au ministre dans un délai ~~d'un mois~~ de deux mois à compter de leur saisine. » ;

c) L'alinéa 3, première phrase, prend la teneur suivante :

« L'autorisation ministérielle est délivrée pour une durée de cinq ans, renouvelable selon la même procédure. » ;

d) À la suite de l'alinéa 3, il est inséré un alinéa 4 nouveau, libellé comme suit :

« Le délai de cinq ans prévu à l'alinéa 3 prend effet soit le premier jour de la mise en service de la vidéosurveillance du lieu concerné, soit le jour de la publication de l'autorisation ministérielle s'il s'agit d'une autorisation renouvelée. Le directeur général de la police informe le ministre de la date de mise en service des vidéosurveillances par écrit. » ;

3° Au paragraphe 4, phrase liminaire, les mots « En dehors de l'analyse d'impact, le directeur général de la police communique au ministre les informations suivantes : » sont remplacés par les mots « Sauf si la police estime que la nécessité de la mise en place d'une zone de vidéosurveillance n'est pas avérée, le directeur général de la police communique au ministre, en dehors de l'analyse d'impact, dans un délai de trois mois à compter de la réception de la demande, les informations suivantes : » ;

4° Au paragraphe 10 sont apportées les modifications suivantes :

a) À l'alinéa 1er, le mot « membres » est remplacé par le mot « services » ;

b) À l'alinéa 2, les mots « les membres de la police » sont remplacés par les mots « les services habilités conformément à l'alinéa 1er ».

Art. 2. Les autorisations ministérielles relatives aux zones de vidéosurveillance en cours de validité au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi expirent cinq ans à compter de la date de leur signature.

(s.) Dan Biancalana, Marc Baum, Taina Bofferding, Marc Goergen, Paulette Lenert, Meris Sehovic.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Wéi gesot, mir enthalen eis bei dësem Projet de loi, ausser eisem Amendement géif Rechnung gedroe ginn. Da géife mer natierlech och d'Gesetz matdroen. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Biancalana. D'Wuert huet elo den Här Tom Weidig. Här Weidig.

M. Tom Weidig (ADR) | Merci, Här President. Mir als ADR setzen eis säit Joren a fir eng sécher Stad, eng Stad ouni Kaméidi a Gebrëlls, eng propper Stad, eng Stad, wou net einfach aggressiv an alkoholiséiert Gruppen erëmhänken an den ëffentleche Raum kontrolléieren. A virun allem setze mir eis a fir Stied, wou d'Leit, besonnesch al Leit, mee och jonk Fraen, sech fräi beweege kënnen, ouni Angscht ze hunn. Mir mussen haart a kompromisslos géint d'Kriminalitéit virgoen, mee mir mussen awer och ouni Tabu iwwert d'Ursaache vun der Kriminalitéit schwätzen.

D'Kamerae kënnen do eng Roll spillen. Den Täter oder d'Täterin ka méi einfach identifizéiert ginn op Plazen, wou vill Leit ënnerwee sinn. Déi kënnen och besser iwwerwaacht ginn, a Krimineller kënnen decouragéiert ginn, do ze agéieren.

Mir hunn d'Gesetzer fir d'Kameraiwwerwaachung ëmmer matgestëmmt. Eis Gemengeréit hunn dat och gemaach. Mir sinn och fir d'Simplification administrative, an duerfir begréisse mir dëse Gesetzesprojet. Wann elo d'Validitéit vun enger Autorisatioun op fënnef Joer eropgeet an dës och nëmmen dann aktiv gëtt, wann d'Kameraen och aktiv sinn, da reduzéiere mir domat den administrativen Opwand. Dat ass gutt.

Mee mir als ADR hunn awer och ëmmer Bauchwéi, wann et ëm eng Kameraiwwerwaachung geet. Eng Simplification administrative ass jo schéin a gutt, mee et heescht awer och, datt een den Iwwerwaachungsstaat elo méi séier an effizient ausbaue kann, wann ee wëll. Vill Bierger wëllen net op Schrëtt an Trëtt iwwerwaacht ginn. Mir verstinn, datt Kameraen op wichtege Plaze placéiert ginn, mee mir musse ganz virsiichteg sinn, datt mir d'Kameraiwwerwaachung net wallos ausbauen.

D'Kamerae kënnen och einfach nëmme Kriminalitéit verlageren. Dat ass elo net de Fall bei der Gare, well d'Leit mussen d'Gare benotzen, fir sech vun A op B ze beweegen, mee wann elo Kameraen am Park A opgestallt ginn, da gi Krimineller oder Unruhestëfter einfach an de Park B.

Fir eis si Kamerae virun allem mol en Echec, eng Symptombekämpfung an eng gutt Excuse, fir net mussen iwwert déi wierklech Ursaache vu méi Kriminalitéit ze diskutéieren an drop anzegoen.

Anstatt datt de Bierger klipp a kloer gesot kritt, wien dann elo do d'Problemer mécht, maache mir einfach Kameraen a soen, datt mir elo eppes gemaach hunn. Mee wien ass da responsabel fir den Ustig vun der Kriminalitéit? Wien ass responsabel fir de 35%egen Ustig vu Rebellioun géint eis Polizisten? Wien? Also bestëmmt net d'Lëtzebuerger oder Leit, déi laangjäreg am Land liewen a schaffen.

De Minister Gloden verweigert systematesch, eis Statistiken ze ginn iwwer Stroftäter a Verdächteger no Nationalitéit a Residenzstatus. Eppes, wat komplett normal ass am Land, no eisen Informatiounen existéieren dës Donnéeën innerhalb vun der Polizei, mee de Minister wëllt eis se absichtlech net ginn. Hie seet, si géifen net existéieren.

Wéi ass dat da méiglech, datt aner Länner dat maachen? Sinn déi da méi kompetent a méi schlau? Oder si se einfach nëmme méi transparent an hir Ministere méi kooperativ? De Minister Gloden mécht léiwer Kameraen, anstatt de Bierger ze soen, wat wierklech ofleeft. Wien ass responsabel?

Kameraen änneren net d'Ursaache vun der Kriminalitéit a ginn och e falscht Sécherheetsgefill. Mee mir stëmmen awer trotzdeem mat, well punktuell an idealerweis temporär dëse Projet eisem Zil vun enger méi sécherer Stad méi no kënnt.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci Här Weidig. D'Wuert huet elo den Här ...

M. Marc Baum (déi Lénk) | Ech wéilt eng Fro stellen.

M. Claude Wiseler, Président | Den Här Baum wollt dem Här Weidig eng Fro stellen. Här Weidig, sidd Dir d'accord domadder? Den Här Weidig ass d'accord domadder. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Den Här Weidig huet elo grad eppes ganz Kuriéises gesot an ech géif gär wëssen, wou en dat hier huet. En huet d'Fro an de Raum gehäit: Wou kënnt dat dann hier? Wat sinn d'Ursaachen, datt d'Rebellioun ëm 35 Prozent geklommen ass? A wee sinn dann déi Leit? An e seet, ech zitéieren, „sécher net Lëtzebuerger oder Leit, déi laang hei am Land liewen". Ech géif gär wëssen, ...

M. Tom Weidig (ADR) | A schaffen!

M. Marc Baum (déi Lénk) | A schaffen. Ech géif gär wëssen, wéi den Här Weidig déi doten Aussoe ka maachen, wéi eng Etüd dat ass.

M. Claude Wiseler, Président | Här Weidig.

M. Tom Weidig (ADR) | Op Englesch nennt een dat „The common sense".

(Brouhaha et hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. D'Wuert huet elo den Här Meris Sehovic. Här Sehovic.

(Interruptions)

Här Sehovic, Dir hutt d'Wuert.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Merci, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi mer 2021 dat éischt VisuPol-Gesetz an der Chamber gestëmmt hunn, war dat e wichtege Moment. Fir d'éischte Kéier krut d'Videoiwwerwaachung am ëffentleche Raum eng kloer gesetzlech Basis mat enger preziser Zouloossungsprozedur a klore Kontrollmechanismen.

Doduerch gouf op där enger Säit séchergestallt, datt grad op deenen ëffentleche Plazen, wou extreem vill Mënsche sech ophale beziehungsweis transitéieren a wou et nogewisenermoosse Problemer mat der ëffentlecher Uerdnung a mat der Sécherheet gëtt, zum Beispill op Garen, eng Videoiwwerwaachung vun der Police kann installéiert ginn.

Gläichzäiteg, an dat ass wichteg, gouf awer och séchergestallt, datt d'Grondrechter, den Dateschutz an d'Proportionalitéit vun de Mesüre fest am Gesetz an och an der Autorisatiounsprozedur verankert sinn. D'Biergerinnen an d'Bierger hunn doduerch haut d'Garantie, dass staatlech Gewalt net willkürlech an d'Privatliewe vun de Leit agräife kann, mee datt dat just ënner strenge Konditioune méiglech ass, wann doduerch eng reell Plus-value fir d'Sécherheet an och fir d'ëffentlech Uerdnung entsteet.

Dat, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ass eng wichteg Garantie an der Demokratie. Bon, d'Regierung ass ugetrueden a si huet gesot, no deenen éischten Erfarungen, déi mer gemaach hu mam VisuPol-Gesetz, datt d'Prozeduren ze laang dauere géifen, dowéinst wéilt si se nach eng Kéier drugoen. An ech wëll och op dëser Plaz ganz kloer soen: Mir sinn net dergéint, d'Prozedur méi effizient ze maachen. Et ass duerchaus normal, dass wann een Erfarunge sammelt, een dann nach eng Kéier un e Gesetz geet an ee versicht, Saachen ze streamlinen. Dee Wee si mer nach bereet matzegoen. Wann et drëms geet, den administrativen Opwand ze vereinfachen, Rollen ze klären, de System insgesamt méi transparent ze maachen, da si mir derbäi.

Mee Vereinfachung däerf net heeschen, datt ee Garantien opgëtt. Et däerf net heeschen, dass de Schutz vun de Grondrechter an d'Sécherung vun der Proportionalitéit vun de Mesüren op der Streck bleiwen. Eng modern Verwaltung erkennt een net just dorunner,

dass se séier decidéiert, mee virun allem dorunner, dass se responsabel a gutt Decisiounen hëlt.

Zu dem parlamentaresche Prozess, an ech wëll mech do mengem Virriedner, dem Här Biancalana, uschléissen: Ech muss soen, Här President, dass ech enttäuscht sinn iwwert d'Performance, déi mer als Parlament gemaach hunn hei an den Aarbechten un deem heite Gesetz. Här President, ech weess, dass Iech dat och wichteg ass. Dëst Haus ass méi wéi just eng Stempelfabrick. A mir hunn eis net déi noutwendeg Zäit geholl, fir dëse Projet de loi ze analyséieren. Mir hunn zwou Instanzen, déi e weesentleche Rôle an der Autorisatiounsprozedur sollen iwwerhuelen, net emol kënnen héieren, well d'Majoritéit dat net wëll, aus Angscht vläicht och virun hirer Kritick.

Et huet sech séier erausgestallt, wat d'Regierung eigentlech mengt, wa se vun administrativer Vereinfachung schwätzt. Déi ursprünglech Fassung vum Projet de loi hat e puer abenteuerlech Iddien, déi virun allem eppes gemeinsam haten: Si hätten de Schutz vun de Grondrechter an d'Analys vun der Proportionalitéit vun de Mesüre quasi zur Fënster erausgepucht. Glécklecherweis war de Staatsrot der selwechter Meenung wéi d'Oppositioun an dëser Saach an huet den ursprénglechе Projet de loi a sengem Avis ganz kritesch aviséiert.

An der Suite huet d'Majoritéit zwou zentral Dispositiounen dofir erëm gestrach: keng automatesch Erneierung vun den Autorisatiounen ouni prealabele Contrôle vun der Noutwendegkeet a vum Notzen an och keng vereinfachte Prozedur, fir an ëffentleche Parke Kameraen ze installéieren. Dass d'Majoritéit hei zréckgeruddert ass, wëll ech wierklech ausdrécklech begréissen.

Donieft schaaft de Projet de loi d'Commission consultative of, déi bis elo en Avis huet misse formuléieren am Kader vun der Autorisatiounsprozedur. Amplaz soll dat an Zukunft dann déi konsultativ Mënscherechtskommissioun, d'CCDH, maachen. An dat ass grondsätzlech eng Iddi, déi mer kënne matdroen, mee nëmmen dann, wann d'CCDH och genuch Mëttelen a Personal huet, fir hir Missioun wierklech kënnen ze erfëllen.

An der Kommissioun huet de Minister eis geäntwert, et wier un der Chamber, zousätzlech personell a finanziell Ressourcë fir d'CCDH ze assuréieren. Et ass wuel wouer, dass d'CCDH an Zukunft eng Kéier soll bei der Chamber ugesidelt ginn, mee nach ass dat net de Fall. Dofir ass et haut schonn un der Regierung, d'Mënscherechtskommissioun direkt ze stäerken. An deem Sënn deposéieren ech och, Här President, eng Motioun an eng Resolutioun mat der Ënnerstëtzung vun de Kolleeginnen a Kolleege vun der LSAP a vun déi Lénk – wannechgelift, Här President ...

Motion 1

« visant à renforcer les ressources humaines et financières de la Commission consultative des droits de l'homme »

La Chambre des Députés,

– considérant le vote du projet de loi n° 8512 portant modification de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale ;

– considérant que la Commission consultative des droits de l'homme (CCDH) est appelée, dès l'entrée en vigueur de la loi, à émettre systématiquement un avis préalable sur les demandes d'autorisation et de renouvellement de caméras de surveillance dans l'espace public ;

– considérant que cette nouvelle mission implique l'analyse de dossiers techniques complexes, le respect de délais légaux stricts et l'examen du respect du principe de proportionnalité ;

– considérant qu'une mise en œuvre efficace de ce rôle consultatif renforcé contribue à la garantie des droits fondamentaux, au contrôle démocratique et à la légitimité du recours à la vidéosurveillance dans l'espace public ;

– considérant les remarques de la CCDH dans son avis du 16 juin 2025, soulignant la nécessité de disposer dans les meilleurs délais de ressources humaines et financières supplémentaires pour exercer pleinement cette nouvelle responsabilité, en tout cas avant l'entrée en vigueur de la loi,

invite le Gouvernement

– à mettre à disposition de la Commission consultative des droits de l'homme le plus rapidement possible les ressources humaines et financières supplémentaires pour lui permettre d'exercer pleinement et efficacement sa mission dans le cadre de la procédure d'autorisation de caméras de surveillance dans l'espace public.

(s.) Meris Sehovic, Marc Baum, Dan Biancalana.

Résolution 1

« relative à la professionnalisation de la Commission consultative des droits de l'homme »

La Chambre des Députés,

– considérant que la Commission consultative des droits de l'homme (CCDH) constitue l'organe national indépendant de promotion et de protection des droits humains, chargé notamment :

• d'élaborer en toute indépendance des avis, études, prises de position et recommandations sur toutes les questions de portée générale qui concernent les droits de l'homme sur le territoire du Luxembourg,
• de conseiller le Gouvernement pour l'élaboration des rapports que le Luxembourg doit présenter aux organes régionaux et internationaux de défense des droits de l'homme,
• de s'adresser directement, ou par l'intermédiaire des organes de presse, à l'opinion publique pour rendre publics ses avis et recommandations,
• d'entretenir une concertation avec toutes les institutions et organes nationaux et internationaux de défense des droits de l'homme ;

– considérant les missions spécifiques de la CCDH, à savoir :

• son rôle en tant que Rapporteur national sur la traite des êtres humains,
• sa mission, conjointement avec le Centre pour l'égalité de traitement, de mécanisme indépendant de promotion et de suivi de la Convention de l'ONU relative aux droits des personnes handicapées ;

– considérant le vote du projet de loi n° 8512 qui transfère une nouvelle mission à la CCDH dès son entrée en vigueur, à savoir à émettre systématiquement un avis préalable sur les demandes d'autorisation et de renouvellement de caméras de surveillance dans l'espace public ;

– considérant que le Sous-Comité d'accréditation (Sub-Committee on Accreditation – SCA) de l'Alliance mondiale des institutions nationales des droits de l'homme (GANHRI), dans le cadre de son évaluation publiée en 2022, a encouragé la CCDH à plaider en faveur de la mise en place de membres à plein temps et rémunérés au sein de son organe décisionnel, afin de renforcer son indépendance et sa capacité opérationnelle, conformément aux Principes de Paris des Nations Unies ;

– considérant la future législation sur la CCDH, qui rattachera cette dernière à la Chambre des Députés,

décide

– de professionnaliser davantage la CCDH en inscrivant dans la future législation sur le rattachement de la CCDH à la Chambre des Députés :

• la professionnalisation à temps plein du poste de président.e, à l'instar du mandat de l'Ombudsman et de l'OKaJu,
• le droit à un congé spécial partiel pour ses membres, leur permettant de disposer du temps nécessaire à l'exercice effectif de leurs missions.

(s.) Meris Sehovic, Marc Baum, Dan Biancalana.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehovic.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | ... eng Motioun an eng Resolutioun, an deene mer d'Regierung opfuerderen, déi noutwendeg Ressourcen zur Verfügung ze stellen. Ausserdeem fuerdere mer an der Resolutioun d'Professionaliséierung vun der CCDH, notamment andeems d'Presidence professionaliséiert gëtt an och all d'Membere vun der Kommissioun e Congé spécial partiel kréien.

Donieft – an dat huet den honorabele Kolleeg Dan Biancalana schonn erwäänt – ass déi gesetzlech Frist vu just engem Mount, fir en Avis ofzeginn, eiser Meenung no héchst problematesch. Ee Mount, fir technesch, juristesch an och gesellschaftlech Froen ze analyséieren, dat ass eiser Meenung no definitiv ze kuerz. Wann een d'Grondrechter eescht hëlt, da muss ee sech och d'Zäit ginn, fir eng fundéiert Analys ze maachen. Eng Frist vun zwee Méint wier hei méi räsonabel. An dofir hu mer eis och den Amendementer vun de Kolleege vun der LSAP ugeschloss.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech kommen zum Schluss. Besonnesch beim Theema Videoiwwerwaachung geet et eeben net nëmmen ëm Technik. Et geet ëm d'Relatioun tëschent dem Staat an de Biergerinnen an de Bierger. Et geet ëm Vertrauen, d'Vertrauen, datt Iwwerwaachung just do stattfënnt, wou se wierklech néideg ass, an datt all Mesüre gerechtfertegt, kontrolléiert a limitéiert bleiwen. Sécherheet a Fräiheet mussen zesumme goen, an dofir brauche mer e Kader, dee béides respektéiert.

D'Gesetz vun 2018 huet sech vill Méi gemaach, fir dës Balance hinzekréien. Déi aktuell Reform gräift do ze kuerz. An dofir soe mer kloer Jo zu méi Effizienz an zu méi Transparenz, mee Nee zu engem Ofbau vu Grondrechtsschutz am Numm vun der Effizienz. D'Grondrechter si kee Luxus. Si sinn d'Fundament vun eiser Demokratie. An dowéinst wäerte mer eis enthalen, ausser d'Majoritéit wär bereet, den Amendement an och d'Resolutioun an d'Motioun matzedroen.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehovic. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Also VisuPol ass en Theema, dat och bei eis intern an der Partei an de leschte Wochen zimmlech diskutéiert ginn ass. An d'Meenunge ginn och do auserneen. A virun allem eis Gemengeconseilleren hunn eng Vue drop, dass awer och d'Gemengen an Zukunft sollte méi d'Méiglechkeet kréien, Kameraen opzeriichten, aus dem ganz einfache Grond, dass sécherlech e Verdrängungseffekt stattfonnt huet – dat ass dat, wou mer och scho virdru gewarnt hunn –, mee dat dann awer zum Nodeel vun anere Regiounen am Land, well wann op eemol an der Stad d'Kriminalitéit muss fortgoen, dann ass se op eemol an engem aneren Eck vum Land ënnerwee, well se nach ëmmer net opgehalen huet.

An deementspriechend ass et gutt, dass d'Gemengen déi Méiglechkeet kréien, well laut ville Bierger aus den eenzelne Gemenge, mat deenen ee schwätzt, de Besoin leider do ass. Also ech géing léiwer an enger Gesellschaft liewen, wou de Besoin net do wär a wou een net misst op Kameraen oder méi Police zeréckgräifen. Mee et muss een awer och esou realistesch sinn an unerkennen, dass mer zu Lëtzebuerg un engem Punkt

ukomm sinn, wou ee fir eis Sécherheet – an dat gehéiert nun emol och zur Fräiheet; zur Fräiheet, kënnen an de Stied an an den Dierfer ze zirkuléieren, gehéiert och, dass een eeben net iwwerfall gëtt, dass een net e Problem kritt – deementspriechend op Moossnamen zréckgräife muss, iwwert déi ee vläicht virun e puer Joer nach gesot hätt: „Nee, dat muss een zu Lëtzebuerg net hunn." Mee d'Gesellschaft huet sech esou verännert an deene leschte Joren, zum Negative leider, dass een elo esou Moossname muss ergräifen.

Wat hei wichteg ass, ass, dass net privat Entreprisen ... Et ass net e Privaten, deen herno wäert déi Kamerae kucken, mee et ass e Polizist, e vereedegte Polizist. An dat ass och de Grond, firwat mir haut wäerte matstëmmen, well mer eiser Police dat Vertrauen entgéintbréngen. Mir ware mat der eeëmoleger Kommissioun – dat war an der leschter Legislatur – de VisuPol kucken an ech kann Iech do garantéieren, dass déi Polizisten hir Aarbecht ganz seriö huelen. An ech mengen, et ass och fir si net ëmmer einfach, wat se op deene Biller gesinn. Also, ech wéilt och do net onbedéngt hiren Job maachen an aacht Stonne musse kucken, wat hei am Land op deene Plaze geschitt.

Mat de Kameraen eleng ass et awer elo net gedoen. Mir mussen déi néideg Preventiounsaarbecht maachen a mir musse virun allem de Polizisten déi néideg Mëttele ginn, fir dass se déi, déi eng komme gelooss hunn, kënne fänken. Mir haten elo bei mir an der Gemeng rezent zwee Iwwerfäll mat Messeren. Elo koum dës Woch dann e gezeechent Phantombild eraus. Dat war am Summer. Sollen d'Leit sech dann nach erënneren, ob se am Summer vläicht déi verdächteg Persoun gesinn hunn, zu Péiteng bei der Sportshal deemools, wéi déi Iwwerfäll waren? Dat ass net méi realistesch an enger haiteger Zäit. Hätte mer deemools och bei eis schonn do déi Kamerae gehat, dann hätten d'Policebeamten aner Méiglechkeete gehat, fir dat direkt auszewäerten, an et wär vläicht net zu deem zweeten Iwwerfall komm. An do muss een dann och eng Kéier realistesch sinn.

Mir ginn dësem Projet deementspriechend eng Chance, fir dass elo méi Gemengen den Accès wäerte kréien, well fir eis ass et wichteg, dass et duerch d'ganzt Land herno verdeelt ass. An ech hoffe jo och, dass déi Gemengeréit dat an enger gewëssener Souveränitéit wäerten decidéieren, do, wou et néideg ass, well dat ass ëmmer déi Proportionalitéit, déi ee muss erhalen. Mee et ass awer nun emol esou, dass een den ëffentlechen Transport huelen däerf, ouni mussen Angscht ze hunn. Et däerf een duerch d'Stroosse goen, ouni mussen Angscht ze hunn. An op dee Punkt musse mer zu Lëtzebuerg erëm kommen, well ech kenne ganz vill Leit, déi owes net méi an d'Stad kommen, well se einfach Angscht hunn. An dat muss een eng Kéier erfaassen an dat muss een och eng Kéier änneren. An ech mengen, dat heiten ass ee Schrëtt an déi Richtung.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Ee vun de Virriedner huet sech eng Stad gewënscht ouni Kaméidi a Gebrëlls. Ech wënsche mer eng Chamber ouni Kaméidi a Gebrëlls. Also d'Erfarung ass awer: Zanterdeem mer videoiwwerdroe ginn, hunn de Kaméidi an d'Gebrëlls an der Chamber net opgehalen.

(Hilarité)

Duerfir ass d'Fro, ob dat wierklech dat adequat Mëttel ass, dat et an deem Fall anzesetze gëllt.

Här President, dëse Gesetzesprojet huet d'Zil, d'Installatioun vu Kamerae fir d'Iwwerwaachung a Gemengen an a Quartieren ze beschleunegen. Wat den Exposé des motifs dominéiert, ass deementspriechend d'Effikassitéit. An ech mengen, datt dat Wuert och an engem vun deenen alleréischte Sätz vun der Madamm Weydert hirem Rapport gefall ass.

Wat awer am Projet net erwäänt gëtt, dat si Beweiser dofir, datt d'Iwwerwaachungskameraen d'Sécherheet wierklech erhéijen, oder Donnéeën, déi géife bestätegen, datt dee Wee genee dee richtege fir Lëtzebuerg ass. An et wonnert och net, well Beweiser fir d'Hypothees, datt Videokamerae Verbriechen tatsächlech effikass verhënneren, gëtt et net an et ka se och net ginn.

Et gëtt Donnéeën, déi weisen, datt se erlaben, e Verdächtegen ze fannen. Mee och do gëtt et ganz kloer Begrenzungen.

A wann ee sech dann e bëssen am europäeschen Ausland déi Erfarungen an déi Etüden ukuckt, déi do gemaach gi sinn, da mierkt een, datt d'Wierkungskraaft vu Videoiwwerwaachung awer ganz beschränkt ass. Eng Etüd an der Stad Luzern, déi iwwer eng ganz laang Zäit gemaach ginn ass, huet bewisen, datt et kee preventiven Effekt huet op Sécherheetsvirfäll op der Gare zu Luzern. Deen Impakt war ganz, ganz kleng an et gëtt och keng Donnéeën, wou eng Erhéijung ze gesinn ass, ausser der Erhéijung vun der Akzeptanz vu Videokameraen.

Eng aner Etüd, 2019 publizéiert am Journal „Criminology & Public Policy", koum zum Schluss, datt d'Videoiwwerwaachung virun allem op Parkingen effektiv ass, also datt et duerchaus Beräicher gëtt, wou Videoiwwerwaachung souwuel preventiv wéi och dissuasiv a repressiv interessant ka sinn, mee datt dat ganz beschränkte Beräicher sinn. Nach eng aner Etüd zu Stockholm weist eng kleng Reduktioun bei Täschendéifställ, mee keen Ënnerscheed bei der Drogekriminalitéit.

An all déi Saachen, déi mer aus internationalen Etüde wëssen, fanne mer am Fong och erëm an där Etüd, déi zu Lëtzebuerg gemaach ginn ass, déi Äre Virgänger an Optrag ginn huet an déi weist, datt et och an der Opklärung virun allem do hëllefräich ass, wou et sech ëm Affektdelikter handelt, also zum Beispill Kläppereien. An d'Studie, déi Etüd, kënnt zur Konklusioun, an ech zitéiere se: „Même si les caméras permettent de sécuriser certaines zones ou offrent une zone de sécurité aux populations vulnérables, elles ne combattent pas le crime. Il a également été retenu que l'utilisation de la vidéosurveillance doit s'intégrer dans un concept sécuritaire global."

Dat ass de Punkt an do froen ech den Här Inneminister, an do bleiwen ech awer op mengem Honger sëtzen ... Dee Concept sécuritaire global, wou d'Videoiwwerwaachung am beschte Fall een Element kéint sinn, dee vermësse mir awer ganz eenzeg. An d'Kriminologe si sech eens, datt Iwwerwaachungskameraen heiansdo hëllefe kënnen, e Verdächtegen ze fannen, nodeems eppes passéiert ass, wéi bei engem Gewaltvirfall, mee se wierken net preventiv. An duerfir ass et fir mech ëmsou méi problematesch, datt dëse Gesetzesprojet dee preventive Wäert vun de Kameraen als selbstverständlech unhëlt an de sougenannte Pôle-d'échangen, also an de Garen.

An et verwonnert dann net, datt wann een dann ëmmer weidergeet, een ëmmer dann esou zum Common Sense kënnt, datt et dach de Common Sense wier, deen engem géif soen, datt dat e preventiven Effekt hätt. Dee selwechte Common Sense, deen ëmmer erëm dofir ubruecht gëtt, fir déi alleronsäglechst Saachen ze maachen, net elo onbedéngt vun dëser Regierung, mee vun deenen, déi sech andauernd just op de Common Sense beruffen an all Form vu wëssenschaftlecher Etüd refuséieren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Marc Baum (déi Lénk) | Wat mer gesinn, ass, datt et zu Verlagerungs- a Verdrängungseffekter kënnt. Wat maache mer da mat deene Verlagerungs- a Verdrängungseffekter? Do ass awer och d'Fro – eng ganz Rëtsch Virriedner, den Här Sehovic an den Här Biancalana, sinn drop agaangen – vun de rechtsstaatleche Garantien, déi mer an deem Kontext bräichten. D'Froe vun Delaien, d'Froe vu Moyene vun deenen, déi en Avis ofginn, och d'Froen: Wat geschitt da mat deenen Avisen, déi dann do ofgi ginn? Wéi en Impakt hunn déi dann, souwuel dee vun der CCDH wéi awer och dee vun der Police selwer?

Här President, fir Kriminalitéit ze verhënneren, muss ee Quartiere lieweg maachen, wirtschaftlech Bedéngungen a Liewensqualitéit verbesseren. Et muss een e kohärente Sécherheetsplang hunn, Beliichtung, propper Stroossen, et brauch een och qualifizéiert Personal, Sozialaarbechter, Polizisten, déi an der Preventioun geschoult sinn, Servicer, déi direkt mat der Bevëlkerung an der Jugend schaffen, gutt Schoulen, gutt Schaffen an esou weider. Well eng Equatioun geet net automatesch op: Méi Kamerae bedeit net onbedéngt méi Sécherheet!

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Domat wär d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

An dann hätt d'Regierung d'Wuert. Här Inneminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Merci, Här President. Merci fir déi Interventiounen hei. Keng Fräiheet ouni Sécherheet. Mat dësem Projet de loi verbessere mer d'Sécherheet a mir schafe keen Iwwerwaachungsstaat. An ech wëll et och eng Kéier kloer soen: Déi viregt Regierung huet d'Gesetz fir de VisuPol deponéiert an et ass hei och an der Chamber mat de Stëmmen natierlech vun der CSV a villen anere Parteie gestëmmt ginn. Mee mir reagéieren op dat Gesetz, well eng Rei Kriticken deemools un deem Gesetz gemaach gi sinn a verschiddenen Avisen an eeben och an der Praxis et erwise ginn ass, datt d'Prozedur net effikass genuch ass.

Ech wëll Iech soen, Här Sehovic, ech war ee Mount am Amt an déi Éischt, déi sech bei mir gemellt hunn, fir datt endlech déi Prozedur fir d'Videokameraen zu Esch soll méi schnell iwwert d'Bün goen – an Dir waart bei mech an de Büro komm am Héichhaus; et ass ëm d'Luuchte gaang, d'Beliichtung, eng besser Beliichtung op der Gare, an ëm d'Kameraen –, dat waart Dir, Här Sehovic!

(Interruptions)

M. Marc Baum (déi Lénk) | Leider. Leider.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | An dat ass net déi éischte Kéier, datt Der dee securitaire Langage an Ärer eegener Gemeng féiert, a wann Der heihinnerkommt, hutt Der net de Courage, déi Gesetzgeebung ze stëmmen, déi dat erméiglecht. Dat ass net déi éischte Kéier.

M. André Bauler (DP) | Dat geet dach net!

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Kleng Zwëscheremark vu mir.

An ech sinn der fundamentaler Iwwerzeegung, datt d'Leit sech musse kënnen am ëffentleche Raum fräi a sécher, ...

(Interruption)

... fräi a sécher, sécher a fräi beweegen!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Dat ass och e fundamentaalt Mënscherecht.

An hei gëtt e klore Balanceakt gemaach tëschent der Fräiheet op Sécherheet an der Sécherheet vu sengen eegen Daten. Ech wëll och ganz kloer soen, an dat steet an den Avisen: Déi Kommissioun, déi virdrun duerch d'Gesetz vun 2021 agesat ginn ass, huet net richteg fonctionéiert. Dat seet jiddwereen. Dat seet net den Inneminister. Dat soen all d'Avisen, déi erakomm sinn. An et ass dësen Inneminister, deen d'Commission consultative des droits de l'homme als Pierre angulaire an déi Prozedur asetzt. An dofir verstinn ech déi Kriticken net. An ech muss éierlech soen: Eppes, wat ech an zwee Méint ka maachen, kann ech och an engem Mount maachen.

An de Parquet bréngt et d'ailleurs fäerdeg, locker – locker! – an engem Mount Avisen ze ginn. Mir maachen hei eng Simplification administrative mat kloren Delaien, fir datt mer méi schnell virukommen, ouni d'Mënscherechter mat Féiss ze tréppelen. An ech loosse mer dat och net allkéiers hei soen, wa mer e Sécherheets-Projet-de-loi hunn, mir géifen d'Mënscherechter mat Féiss tréppelen. Mir schafe Sécherheet am ëffentleche Raum. Mir filme keen am Privatraum. An dofir, Här Baum, ass Är Argumentatioun e bësse komesch, well e Parking ass am Fong e Privatraum. Do sidd Der d'accord, datt d'Leit gefilmt ginn. An am ëffentleche Raum, wou jiddweree sech ophält, sidd Der net méi d'accord.

Zu den Zuelen. Et si scho vill Zuele genannt ginn. Ech wëll der e puer hei soen an ech mengen, ech hat och op eng Question parlementaire geäntwert. Ech weess net méi, vu weem déi war, vun de Piraten oder vun der ADR. D'Zuele sinn: 24 Kameraen um Hamilius, 45 Kameraen um Lampertsbierg-Glacis, 51 Kameraen op der Gare, 5 Kameraen op der Passerelle fir d'Bréck Adolphe, 67 Kameraen zu Bouneweg, 48 Kameraen zu Déifferdeng, déi schonn autoriséiert sinn, 27 Kameraen zu Esch si lo autoriséiert ginn. Ettelbréck ass amgaang, Garer Quartier ass amgaang. A virdru sinn och schonn déi Zuele genannt ginn opgrond vun de Videoopname fir déi verschidden Infraktiounen, déi konnten opgedeckt voire geléist ginn. Dat hei ass e weesentleche Schrëtt fir méi Sécherheet am ëffentleche Raum.

Ech entschëllege mech, Här President, ech kann de Mëtteg elo net hei si fir d'Diskussioun iwwert déi verschidden Amendementer a Motiounen. Duerfir hunn ech dat elo hei kuerz gesot.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Ech hunn hei zwou Demanden. Déi éischt ass déi vum Här Sehovic, dee Parole après ministre freet, an déi zweet ass vum Här Baum, dee warscheinlech dat selwecht freet. Gutt. Dir hutt elo de Choix, Här Gloden, ob Der vun dem Riednerpult oder vun Ärer Plaz äntwert, mee elo huet den Här Sehovic d'Wuert.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Här Minister, wann Der d'Geschicht erzielt, da musst Der se ganz erzielen. Effektiv, Dir waart nach net laang am Amt, du ware mer mat enger grousser Delegatioun bei Iech. A wat hu mer gefrot? E Paquet vu Mesüren, fir d'Escher Gare méi sécher ze maachen. Do ass et ëm Beliichtung gaangen, do ass et ëm urbanistesch Konzepter gaangen. Mir hate gefrot, ob et Ënnerstëtzung géif vusäite vun der Police, fir eng urbanistesch Ëmgestaltung ze maache vun der Gare. An et ass drëms gaangen, och eng Kamerainstallatioun ze maachen.

Dat heescht, wann ech zu Esch fir d'Escherinnen a fir d'Escher eng sécher Gare fuerderen an hei soen: „Ech wëll, dass och d'Grondrechter dobäi geschützt ginn", dann ass dat, an dat verstitt Dir vläicht net, mee dann ass dat eeben dee Balanceakt, deen ee versicht, an enger Demokratie hinzekréien, Sécherheet a Fräiheet, Proportionalitéit vun de Mesüren, ...

(Interruption)

... Sécherung vun de Grondrechter.

Dat ass eeben dee Balanceakt, deen een ëmmer erëm muss siche bei dëse komplizéierte Saachen a wou mer einfach der Meenung sinn – net nëmme mir, och verschidden Avisen hunn dat jo oppegeluecht –, dass Der Iech net genuch Méi gemaach hutt, fir dee Balanceakt hinzekréien. An dowéinst versiche mer, dat mat enger Rei vun Amendementer, Motiounen a Resolutiounen och erëm besser hinzekréien.

Et ass kee Widdersproch. Mir ënnerstëtzen dat jo och. Mir ënnerstëtzen och eng administrativ Vereinfachung. Mee fir eis heescht eeben administrativ Vereinfachung net, dass mer d'Grondrechter an d'Schutzmechanismen ofbauen. Dat war Är ursprénglech Volontéit. Gottseidank, wéi gesot, sidd Der jo net esou wäit gaangen, wéi dat ursprénglech geplangt ginn ass. Do huet de Staatsrot jo „Njet" gesot. Dat ass och gutt esou. Mee voilà, kommt, mir versichen awer, e bëssen um Buedem vun den Tatsaachen ze bleiwen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehovic. Den Här Minister wëllt ...

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Dir hutt reklaméiert, datt d'Prozedur net séier genuch fir Esch geet. Dat war eent vun Ären Haaptuleiessen. Bleift bei der Wourecht!

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Also, Här Minister, da kommt, mir kommen nach eng Kéier op dat ze schwätzen.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Bleift bei der Wourecht! Bleift bei der Wourecht!

M. Meris Sehovic (déi gréng) | D'Situatioun haut ass eigentlech genau esou wéi virun zwee Joren, wéi Dir an d'Amt komm sidd. Et ass ëmmer nach just d'Stad Lëtzebuerg, déi Kamerainstallatiounen huet. Op all deenen anere Plaze lafen d'Autorisatiounsprozeduren ...

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | An elo geet et méi schnell. Voilà.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | ... ëmmer nach wieder. Vun dohier, esou vill huet och net geännert, Här Minister.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehovic. Merci, Här Minister. D'Wuert huet elo den Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Jo, merci, Här President, och fir elo nach eng Kéier d'Wuert ze kréien. Den Här Minister huet nämlech eppes gesot, wat mech interpelléiert huet, an dat hunn ech net gär, wann ee mer Wierder an de Mond leet, déi ech net gesot hunn. En huet nämlech gesot, et wier e Widdersproch bei mir, well ech wier jo fir Videoiwwerwaachung bei private Parkingen an ech wier géint Videoiwwerwaachung am ëffentleche Raum.

Ech hunn dovunner iwwerhaapt net geschwat. Ech hu just dovunner geschwat, wat d'Effikassitéit vu Videoiwwerwaachung ass, déi iwwer Etüden noweisbar an nopréifbar ass. Dovunner hunn ech geschwat. An ech hu gesot, evidenterweis an zouene Raim bei Parkingen – ob se ëffentlech oder privat sinn, dat ass komplett onofhängeg –, an do gëtt et eng Videoiwwerwaachung ..., do ass en noweislech preventiven, dissuasiven a repressiven Effekt an Etüde feststellbar, wat op anere Plazen an anere Situatiounen net feststellbar ass. Ech hu mech weeder derfir nach dergéint ausgeschwat. Ech hu probéiert, dem Common Sense eng wëssenschaftlech Grondlag ze ginn.

Merci.

M. David Wagner (déi Lénk) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Domat wär dann d'Diskussioun ëm dëse Projet ofgeschloss.

10. Ordre du jour (suite)

Elo géing ech Iech Follgendes proposéieren: Vu datt mer souwisou de Vott net kënne maachen, weeder iwwert de Projet nach iwwert d'Amendementer, nach iwwert d'Motioun, nach iwwert d'Resolutioun, mee dat de Mëtte maachen, a well d'Zäit déi ass, déi se ass, géif ech Iech proposéieren, datt mer d'Diskussioun zu der Resolutioun an der Motioun och net elo maachen, mee déi de Mëtte beim Vott maachen, wëssend, datt den Här Minister dann net do ass, mee da mussen d'Majoritéitsparteien an deem Kontext hir Aufgab maachen. Sou, sidd Der domat d'accord?

(Assentiment)

Da géif ech Iech nach proposéieren, datt mer iwwert all d'Motiounen, d'Resolutiounen an d'Texter an där Reiefolleg, wéi mer se haut behandelt hunn, ofstëmmen, nodeem datt mer d'Debatt gemaach hunn iwwert d'Affaires étrangères, soudatt jiddweree weess, wou mer an eiser Organisatioun dru sinn. Domat sidd Der och d'accord?

(Assentiment)

Da soen ech Iech Merci.

Et ass nach eng Wuertmeldung. Här Sehovic, ëm wat geet et?

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Nach eng Fro, Här President. Mir géinge gäre froen, dass d'Motioun an d'Resolutioun, déi ech deposéiert hunn am Kontext vun deem heiten Debat, dass mer do e Vote préalable maachen, fir iwwert déi fir d'éischt kënnen ofzestëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Dat ass Äert absolutt Recht. Da maache mir dat esou.

D'Chamber kënnt also de Mëtten dann um 14.00 Auer erëm zesummen an d'Sëtzung vun de Moien ass ofgeschloss.

(La séance publique est levée à 12.48 heures.)

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 48

   M. Claude Wiseler, Président

2. **Débat sur la politique européenne et étrangère** p. 48

   Débat : M. Laurent Zeimet | M. Gusty Graas (interventions de M. Tom Weidig et M. David Wagner) | M. Yves Cruchten (dépôt de la motion 1) | M. Fred Keup | Mme Sam Tanson | M. Sven Clement (dépôt des motions 2 et 3) | M. David Wagner (intervention de M. Tom Weidig)

   Prise de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Mme Sam Tanson (parole après ministre) | M. le Ministre Xavier Bettel | M. Franz Fayot (parole après ministre) | M. le Ministre Xavier Bettel

   Motion 1 : M. Gusty Graas | Mme Sam Tanson | M. Sven Clement | M. Fred Keup | M. David Wagner | M. Yves Cruchten | M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

   Vote sur la motion 1 (rejetée)

   Motion 2 : M. Gusty Graas | M. Fred Keup | M. Yves Cruchten | Mme Sam Tanson | M. David Wagner | M. Laurent Zeimet | M. Sven Clement | M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | M. Sven Clement

   Vote sur la motion 2 (rejetée)

   Motion 3 : M. Gusty Graas | M. Fred Keup | M. David Wagner | Mme Sam Tanson | M. Yves Cruchten | M. Laurent Zeimet | M. Sven Clement | M. Gusty Graas | M. Laurent Zeimet

   Vote sur le renvoi de la motion 3 en commission (rejeté) (intervention de M. Sven Clement)

   Vote sur la motion 3 (rejetée)

3. **Résolution de M. Gusty Graas relative à la proposition de décision du Conseil concernant la suspension de certaines dispositions relatives au commerce de l'accord euro-méditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et l'État d'Israël, d'autre part – COM(2025)890** p. 75

   Discussion générale : M. Yves Cruchten | Mme Sam Tanson | M. David Wagner | M. Gusty Graas

   Vote sur la résolution (adoptée)

4. **Heure d'actualité de la sensibilité politique déi Lénk au sujet de la COP30 à Belém (suite)** p. 76

   Vote sur la motion 1 (rejetée)

   Vote sur la motion 2 (rejetée)

5. **Motion de M. Tom Weidig relative à l'abrogation de l'interdiction des moteurs à combustion d'ici 2035 (suite)** p. 77

   Vote sur la motion (rejetée)

6. **8489 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 22 février 2018 relative à l'échange de données à caractère personnel et d'informations en matière policière en vue de la transposition :**

   1° de la directive (UE) 2023/977 du Parlement européen et du Conseil du 10 mai 2023 relative à l'échange d'informations entre les services répressifs des États membres et abrogeant la décision-cadre 2006/960/JAI du Conseil ;

   2° de la directive (UE) 2023/2123 du Parlement européen et du Conseil du 4 octobre 2023 modifiant la décision 2005/671/JAI du Conseil en ce qui concerne sa mise en conformité avec les règles de l'Union relatives à la protection des données à caractère personnel (suite) p. 77

   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8489 et dispense du second vote constitutionnel

7. **8512 – Projet de loi portant modification de l'article 43bis de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale (suite)** p. 77

   Motion 1 : Mme Stéphanie Weydert | M. Dan Biancalana | M. Marc Baum | M. Tom Weidig | M. Marc Goergen | M. Meris Sehovic (intervention de M. Sven Clement)

   Vote sur la motion 1 (rejetée) (interventions de M. Sven Clement et M. Meris Sehovic)

   Résolution 1 : Mme Stéphanie Weydert | M. Dan Biancalana | M. Meris Sehovic

   Vote sur le renvoi de la résolution 1 en commission (adopté)

   Vote sur l'amendement 1 (rejeté)

   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8512 et dispense du second vote constitutionnel

Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. Michel Wolter, M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Présidents

Au banc du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Vice-Premier ministre

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

2. Débat sur la politique européenne et étrangère

Haut de Mётteg féiert d'Chamber eng Debatt iwwert d'Europa- an Aussepolitick. D'Riedezäit ass nom Modell 3 festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt – et handelt sech hei ëm Maximalzuelen –: D'CSV huet 62 Minutten, d'DP 48, d'LSAP 44, d'ADR 30, déi gréng 20, d'Piraten an déi Lénk 15. An d'Regierung huet 40 Minutten Zäit. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Laurent Zeimet, den Här Gusty Graas, den Här Yves Cruchten, den Här Fred Keup, d'Madamm Sam Tanson, den Här Sven Clement an den Här David Wagner. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Laurent Zeimet agedroen. An da géif ech dem Här Zeimet och d'Wuert ginn. Här Zeimet.

Débat

M. Laurent Zeimet (CSV) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Ausseminister, fir d'éischt merci dem Här Ausseminister fir seng Deklaratioun vu gëschter. An ech wëllt och do direkt de Merci vun eiser Fraktioun un eise ganzen diplomatesche Service fir hir Aarbecht iwwert déi lescht zwielef Méint mat zum Ausdrock bréngen. Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Laurent Zeimet (CSV) | Här Ausseminister, Dir sidd gëschter mat eis praktesch duerch Äre Calepin vun de leschten zwielef Méint gelaf. An an engem Joer ass jo och vill geschitt, zanter mer fir d'lescht hei iwwert d'Aussepolitick en général diskutéiert hunn.

Virun engem Joer ware mer an enger Zäit vun der Rou virum Stuerm. Datt sech mam Wiessel an Amerika munches géif änneren, däers ware mer eis och virun engem Joer scho bewosst.

Munch Leit menge jo, et wier egal, wien ee géif wielen. Et géif sech souwisou jo ni eppes änneren. Op d'mannst muss een dem amerikanesche President zegutthalen, datt e bewisen huet, datt dat esou net stëmmt.

Villes huet zanter sengem Untrëtt geännert. An déi Ännerunge wäerten eis nach méi laang beschäftegen, well se d'Welt, wéi mer se bis elo wouergeholl hunn, nach op Dauer wäerte veränneren.

Aus Ärer Deklaratioun, Här Ausseminister, spiert een eng gewëssen Onsécherheet, wéi mer als Europäer mat der neier Situatioun sollen ëmgoen. Mir goufen aus eiser Comfortzone erausforcéiert, ouni datt mer richteg prett sinn, eis dëser neier Realitéit ze stellen. Eise Kompass – wäertorientéiert Aussen- an Handelspolitick, faire multilateralen Ëmgang, Respekt vum internationale Recht –, alles dat schéngt a Fro gestallt, soudatt mir virun der Fro stinn, ob mer dorunner wëlle festhalen oder ob mer mat op de Wee vum Chaos ginn.

Mir diskutéieren haut iwwer eis Aussepolitick an eis Europapolitick, wat iergendwéi och eng Kontradiktioun ass, well Europapolitick eigentlech Innepolitick ass. Eis Relatioune mat eisen direkten Nopere si Relatioune mat Memberstaate vun der Europäescher Unioun. Mir sinn do esou doheem, wéi si och bei eis doheem sinn.

Natierlech stinn déi eng eis méi no wéi anerer, geografesch, ekonomesch, historesch an och mënschlech. Praktesch Famill si mer mat eise Kosenge vum Benelux, an dofir begréisse mer all Effort, déi iwwer 70 Joer laang Kooperatioun weider ze verdéiwen a gemeinsam Positiounen ze sichen.

Mir kucke muer gespaant op d'Walen an Holland. A mir als CSV géifen eis natierlech freeën, wann d'Sondagë géife confirméiert ginn an eis Schwësterpartei, den CDA géif gestäerkt aus dëse Walen ervirgoen. Eng staark a couragéiert Mëtt ass de beschte Garant géint Populismus an Extremismus.

Mir brauche Benelux-Partner a mir brauche Regierungspartner, op déi mer eis kënne verloossen an

déi mat eis op europäeschem Plang un engem Strang zéien. De Benelux ka weider e Motor a Modell si fir eng effikass europäesch Integratioun. Mir kënnen am Benelux de rouende Pol sinn, deen zesummebréngt, an déi Efforte solle mer weiderféieren. Mir sinn op alle Pläng dorobber ugewisen.

Als Benelux sollte mer eis och weider ëm eng enk Kooperatioun mam Vereenegte Kinnekräich beméien, well mer och hei mat hinnen historesch verbonne sinn a mer se weider brauchen als Alliéiert.

Eis aner zwee grouss Nopere stinn eis natierlech och no, mee mir hu géintiwwer Paräis a Berlin méi Gewiicht an Afloss, wa mer zesummen als Benelux optrieden.

Eis Relatioune mat Däitschland sinn zanter der neier Regierung zu Berlin sécherlech besser ginn, och well mam neie Kanzler vu Berlin aus en neien Elan an d'Europäesch Unioun an hir Aussepolitick komm ass. Däitschland huet endlech erëm eng Stëmm an eng Richtung. Mir sinn drop ugewisen, datt déi däitsch Regierung Succès huet, well e schwaacht Däitschland zitt och eis mat erof.

D'Politick vu Paräis mécht engem do méi Kappzerbrieches. D'Instabilitéit an d'Dauerkris vum politesche System a Frankräich si beonrouegend. Mir sollten eis dofir net ze vill op eng Persoun verloossen, déi kaum nach Réckhalt an der eegener Populatioun huet an där d'Gespier fir d'Realitéit wuel dacks feelt.

D'Stäerkt vu Populisten an Extremiste vu riets a vu lénks an Däitschland an a Frankräich observéiere mer mat ganz vill Suergen.

Stabill Regierungen an eisen Nopeschlänner sinn eng Viraussetzung fir eis Stabilitéit an eise Wuelstand. Regierungen, op déi ee sech ka verloossen a mat deenen ee kann op enger Vertrauensbasis zesummeschaffen, sinn an eisem nationalen Interêt.

D'Groussregioun bleift awer och e bëssen en Nessie vu Loch Ness, fir dem Ausseminister seng Metapher aus engem anere Kontext erëmzehuelen. Zanter ville Jore gëtt dervu geschwat, mee richteg present ass se net. Wa Lëtzebuerg dann an zwee Joer d'Presidence vum Benelux a vun der Groussregioun iwwerhëlt, bitt sech vläicht d'Geleeënheet, fir d'Konzept vun der Groussregioun ze konkretiséieren.

Den Ausseminister huet mat Recht drop higewisen, datt mer als klengt Land besonnesch op enk Partnerschaften an Allianzen ugewise sinn. Mir brauchen d'Europäesch Unioun, mir brauchen d'NATO a mir wëllen am Kader vun der UNO weider am Dialog an an der Kooperatioun mat alle Länner bleiwen.

Här President, Europa kämpft. „Europa kämpft", huet d'Madamm von der Leyen bei hirer Ried zum Etat vun der Unioun den 10. September am Europaparlament gesot. Europa kämpft fir e fräit an onofhängegt Europa, fir eis Wäerter an eis Demokratie.

D'Kommissiounspresidentin erkläert, dass Europa muss fir seng Plaz an der Welt kämpfen, géint grouss Muechten, déi eis net ganz frëndlech oder offe feindlech gesënnt sinn. Deen europäeschen Effort fir Fräiheet an Onofhängegkeet musse mer natierlech als Lëtzebuerg och matdroen an heiheem a bei eise Relatiounen no bausse konkretiséieren an och realiséieren.

Mir begréissen den europäesche Wëllen, sech eng Defensestrategie ze ginn, a mir ënnerstëtzen d'Regierung bei hirem Effort, eisen Deel dozou bäizedroen. Mee mir wëssen och: Mir brauche bei all eegenem Effort eng staark Allianz, well aleng si mer net verteidegungsfäeg. Dofir si mer bereet, eis Contributioun a Richtung vu 5 % vum RNB eropzeschrauwen. Datt mer eis dovun och en ekonomeschen Nieweneffekt erwaarden, ass legitimm, mee kann net entscheedend sinn.

Et ass dem Staat seng éischt Missioun, seng Souveränitéit a seng Populatioun géint all Gefor vu baussen ze schützen. Mir sinn dozou aleng net fäeg, et sief dann, mir géifen eng ganz radikal Mesür decidéieren. Mir sinn op Allianzen ugewisen. Mir bleiwen op d'NATO ugewisen. Mir bleiwen och bis op Weideres op eis amerikanesch Alliéiert ugewisen.

Mir kënnen net weider erwaarden, datt d'Leit am Texas fir eis Sécherheet opkommen. Mir mussen op eegene Féiss stoen an eis Responsabilitéit fir eis Sécherheet iwwerhuelen. Wat am Klimaschutz gëllt, gëllt och an der Defense. Jidderee muss bei sech ufänken. Mir maachen deen Effort an Ofstëmmung mat an am Kader vun der Europäescher Unioun an a Kooperatioun mam Vereenegte Kinnekräich.

Europa soll keng Festung sinn, heescht et dacks. Ech denken, Europa soll schonn eng Festung sinn. Net eng Festung, wou keen eran an eraus dierf, mee eng Festung, déi hir Awunner schützt an hir Grenze kontrolléiert, déi eng gereegelt Immigratioun méiglech mécht an déi a Kooperatioun mat der Peripherie déi kriminell Ausbeutung vu Matmënschen ënnerbënnt. Wie Matmënsche mat falsche Verspriechen a Booter iwwert d'Mëttelmier, den Atlantik oder den Ärmelkanal schéckt, ass kriminell. An d'Unioun muss geschlossen dergéint virgoen. Mir mussen eis Sécherheet no bannen an no baussen zesumme garantéieren.

Zanter dem 20. Januar si mer an enger neier Welt. Virun engem Joer hu mer eis hei am Kader vun dëser Debatt jo d'Fro gestallt, wat eng zweet Trump-Regierung alles géif mat sech bréngen. Haut wësse mer e bësse méi.

Et ass e komplette Broch mat allem, wat mer bis elo vu Washington kannt hunn. Esou wéi historesch Deeler vum Wäissen Haus am Moment an e Koup geheit ginn, sou ginn och politesch Gewëssheeten, Manéieren an Allianzen an e Koup geheit. Et ass eng Politick mam Bulldozer, eng Politick, déi eis net gefält, mee eng Politick, déi mer mussen zur Kenntnis huelen. Et ass zum Deel eng Humiliatioun, déi mer selwer provozéiert hunn, well mer ze laang bequeem waren an net gehandelt hunn.

Fréier huet een den amerikanesche President och de Leader vun der fräier Welt genannt, mee e Leader geet mat guddem Beispill vir an engem Leader muss ee kënne vertrauen. Déi fräi Welt huet am Moment kee Leader a kee moralesche Kompass!

Mir liewen an enger Zäit, wou eis Allianze wackelen, mer awer keng Alternativen hunn. Dat sinn denkbar schlecht Viraussetzungen, fir eng Zukunft ze plangen. A mir sinn als klengt Land – nach emol – dorop ugewisen, datt international Reegele respektéiert ginn.

De Respekt vum Vëlkerrecht wier eng Garantie fir eis Sécherheet an eis Souveränitéit. Mee maache mer eis näischt vir: Mir liewen net méi an enger Welt, wou déi Reegelen héichgehale ginn. Mir liewen an enger Welt, wou d'Recht vum Staarke gëllt an net d'Stäerkt vum Recht, an enger Welt, wou Grenze mat Gewalt nei gezu ginn a wou Ofkommessen net méi vill zielen, wou Diktaturen an Autokrate sech zesummefannen, fir Demokratien ze schwächen. An eis Demokratië gi leider net nëmme vu baussen, mee och vu banne geschwächt.

D'Pippi-Langstrumpf-Method vun „ech maache mer d'Welt, wéi se mer gefält", fonctionéiert vläicht fir déi grouss, awer sécher net fir eis kleng Staaten. A mir sinn e ganz klenge Staat an d'Europäesch Unioun ass eng Unioun vu klenge Staaten. An an dëser Welt vun Autokraten am Osten an Egomanen am Westen ass et fir d'Europäesch Unioun eng Fro vum Iwwerliewen, mat enger Stëmm ze schwätzen a sech net an nationalen Egoismen ze verléieren. Mir musse besser ginn, mee mir mussen och net verzweifelen.

Europa ass eis Heemecht, op déi mer all zesummen, all 27, kënnen houfreg sinn. Mir hunn dee méi attraktive Gesellschaftsmodell, e Liewen a Fräiheet a Selbstbestëmmung encadréiert vun engem demokratesche Rechtsstaat, wou Wuelstand gedeelt a keen am Stach gelooss gëtt.

Soulaang mer awer net och militäresch staark sinn, gi mer net seriö geholl a wäerte mer net gehéiert ginn. Dëst misst eigentlech sou lues jidderengem aliichten an endlech och eis Agenda dominéieren, amplaz datt mer eis Zäit dacks mat Niewesujete verbëtzen.

Ech wëll dëst un e puer Beispiller festmaachen: De Krich an der Ukrain dauert elo schonns véier Joer, esou laang wéi eist Land vun Däitschland virun 80 Joer besat war. Mee dee Konflikt ass net nëmmen op d'Ukrain beschränkt – e Krich virun eiser Hausdier, dee mer och net eleng op en Enn bruecht kréien. Mir sinn op eisem Kontinent – op eisem Kontinent! – op d'Amerikaner ugewisen. Brauch et nach méi Erklärung, wéi schwaach mir sinn?

Eng Unioun, déi net fäeg ass, sech ze verteidegen, ass eng Unioun, déi Vertraue verléiert. Eng Unioun, déi d'Ukrain géif opginn, wier eng Unioun, déi sech selwer géif opginn.

Mir héieren och déi Stëmmen, déi soen, mir sollten dach ophalen, der Ukrain Suen a Waffen ze schécken. Déi sollte sech dach elo packen an dem Putin ginn, wat e wëll. Jo, sou Stëmme gouf et och an den 30er-, an de 40er-Jore vum leschte Joerhonnert, och hei am Land.

Une voix | Très bien!

M. Laurent Zeimet (CSV) | Stëmmen, déi wëlle verhandelen. Si soe „verhandelen", ech nennen dat „op d'Knéie goen".

Une voix | Kapituléieren.

M. Laurent Zeimet (CSV) | Se schwätze vu Fridden. Ech nennen et Kollaboratioun. Wien haut bereet ass, Deeler vun der Ukrain opzeginn, ass muer och bereet, Deeler vun der Unioun opzeginn, an iwwermuer bereet, Deeler vum Grand-Duché opzeginn.

Une voix | Très bien!

M. Laurent Zeimet (CSV) | Mir hunn eis dës Situatioun net gewënscht, mee et ass nun emol déi Situatioun, an där mer liewen, ob et eis gefält oder net. Eis Matbierger si virun 80 Joer och net gefrot ginn. Mir wëlle Fridden an Europa. Mir wëllen och keen Dauerkonflikt mat Russland, mee et geet net duer, datt mir dat wëllen. Déi aner Säit muss dat och wëllen. Mir mussen eis och mat deenen auserneesetzen, déi offensichtlech géint eis Interesse schaffen, déi sech hei de schéine Männche maachen an awer Russland weider ënnerstëtzen an eis Wirtschaft schwächen.

Kolleeginnen a Kolleegen, mir sollte géintiwwer China net ze vill naiv sinn. China ass kee vertrauensvollen a kee faire Partner, an un de gudden Absichte vum Regimm dierf mat Recht gezweifelt ginn. Eise Maart gëtt mat hiren Iwwercapacitéiten iwwerschwemmt. Mat Subventioune géint all Reegele ginn d'Präisser manipuléiert, wärend europäesch Entreprisen d'Dier op der Nues zougeschloe kréien.

Déi chineesesch Konkurrenz huet vill Aarbechtsplazen an Europa kascht. De Regimm keeft sech an der Welt an a schaaft sech Vasallestaaten. Déi menge vläit, se kéime beim chineesesche Regimm besser ewech wéi bei eis Europäer, well mir ze vill moralesch

dohierkommen, wäerte sech awer, denken ech, nach wonneren, wann d'Rechnung emol presentéiert gëtt.

Och dat schéngt mer eng Realitéit ze sinn, déi mer einfach mussen zur Kenntnis huelen, a mir mussen eis géint déi ekonomesch Drangsaléierung duerch China wieren.

Une voix | Très bien!

M. Laurent Zeimet (CSV) | D'Politick vum Wandel duerch Handel ass gescheitert an et wier un der Zäit – an d'Europäesch Unioun huet et erkannt –, eis strateegesch Relatioun mat China ze iwwerdenken. Dofir missten d'Memberstaate sech eens ginn, amplaz datt jidderee probéiert, zu Peking net an Ongnod ze falen. Och dat ass eng Schläimspuer, op där ee gären ausrutscht.

China ënnerstëtzt de Krich an der Ukrain duerch seng Kollaboratioun mat Russland. Mir kucken deem no. China provozéiert stänneg Taiwan an destabiliséiert d'Regioun. Déi europäesch Onofhängegkeet, déi d'Madamm von der Leyen fuerdert, muss och eng Onofhängegkeet vum kommunistesche China sinn. Dee Regimm ënnerdréckt weider dat eegent Vollek, geet géint Minoritéite vir a menacéiert seng Noperen.

Virun engem Joer hunn ech an däser Debatt op d'Schicksal vun de jonken Hongkong-Demokraten higewisen, déi wéinst hirem Engagement am Prisong sëtzen. Den Joshua Wong, ee vun hinnen, an anerer gi weider beschëllegt a riskéiere liewenslänglech – liewenslänglech! –, well se sech fir demokratesch Rechter agesat hunn; Rechter, déi Hongkong zougesot goufen an déi vum kommunistesche Regimm net respektéiert goufen.

Här President, mir mussen als Chamber de Courage hunn, och hei bei Entrevuë mat chineesesche Delegatiounen op déi Ongerechtegkeeten hinzeweisen, och wa mer a China ginn, an als Chamber och d'Fräiloossung vun deene jonke Mënsche fuerderen.

D'Fräiheet ass net deelbar. Mir kënnen net hei am Haus de Retour vun der Demokratie feieren a gläichzäiteg eis Stëmm net erhiewen, wann d'Fräiheet an d'Demokratie mat Féiss getréppelt ginn!

Jo, mir si fir den Dialog, awer en Dialog mat Prinzippien an net nëmmen e frëndlecht Gepoters. Dat soll net nëmme gëlle vis-à-vis vu China, mee ëmmer. Dat muss sécher net mam Megafon geschéien, mee et muss kloer a konsequent sinn. Mir kréie jo och däitlech gesot, wat si vun Demokratie a Rechtsstaat halen. An ech denken, datt et net vill Leit op der Welt gëtt, déi fräiwëlleg an enger Autokratie oder an enger Diktatur liewen.

Wann déi Systemer esou gutt fonctionéieren, jo, firwat däerfen d'Leit dann net fräi hir Meenung soen? Wann déi Systemer esou gutt fonctionéieren, firwat däerfen d'Leit dann net fräi wiele goen? Nëmmen eng Regierung, déi hir eege Leit fäert, muss hir eege Leit och ënnerdrécken.

Richteg ass, datt mer net iwwerall an der Welt kënne virschreiwen, wéi et ze lafen huet. Mir hunn och schonns genuch mat eis selwer ze dinn.

Här President, et erstaunt schonn, et ass opfälleg, wéi dacks mer hei am Haus iwwer Israel an iwwer Sanktioune géint Israel diskutéieren, an aner Staaten, déi keng Demokratie a kee Rechtsstaat hunn, ech wëll net soen hoféieren, awer dach mat manner Äifer kritiséieren.

Une voix | Très bien!

M. Laurent Zeimet (CSV) | D'Situatioun am Noen Osten ass haut eng aner wéi virun e puer Wochen, awer eng net vill besser.

Wéi mer nach gëschter gemierkt hunn, ass e wackelege Waffestëllstand nach ëmmer besser wéi en Dauerbombardement, mee awer nach keng Situatioun, mat där ee kann zefridde sinn.

D'Fräiloossung vun de Geisele war méi wéi iwwerfälleg an et wier och un der Zäit, d'Populatioun vum Gaza aus der Geiselhaft vun der Hamas ze befreien.

De Wee zu engem Fridde wäert keen einfache ginn. De Wee zu zwee Staaten, déi friddlech a fräi koexistéieren, wäert schwéier sinn. Ob d'Unerkennung vu Palästina duerch Lëtzebuerg iergendeng Repercussioun op d'Entscheedung vun de Konfliktparteien hat, woen ech ze bezweifelen. Op alle Fall medial hat se e kommunikativen Effekt fir eng vun de Konfliktparteien.

Eis Positioun bleift onverännert: D'Existenzrecht vun Israel, d'Sécherheet vun Israel musse garantéiert bleiwen. E palästinensesche Staat muss liewensfäeg, awer och fräi an demokratesch sinn. An a sou engem Staat ka keng Plaz si fir eng Terrororganisatioun wéi d'Hamas. Et ass och schwéier virstellbar, datt d'Zukunft soll vu Leit bestëmmt ginn, déi an der Vergaangenheet hiert Wuert net gehal hunn. Déi arabesch Staate mussen déi Garantië ginn an d'Abraham-Accorde sinn e Schrëtt op dësem Wee.

Une voix | Très bien!

M. Laurent Zeimet (CSV) | Israel muss natierlech de Wee fir eng Koexistenz méiglech maachen. A wa geziilte Sanktiounen néideg sinn, fir Recht duerchzesetzen, da verspäre mer eis deem net, sou wéi dat och an der Resolutioun, déi den Här Graas de Mueren nach deposéiert huet, zum Ausdrock kënnt.

Mee d'Sanktioune missten dann an Zukunft och anerer treffen, déi eng Léisung vum Konflikt zanter Joren hannerdreiwen an déi d'Existenz vun Israel net wëllen akzeptéieren.

Une voix | Très bien!

M. Laurent Zeimet (CSV) | Eng europäesch Approche ass ëmmer méi komplizéiert wéi en Alleingang, mee entweeder wëlle mer eng staark europäesch Stëmm oder mir wëlle se net. Mir kënnen net béides hunn!

Mir sollten also virsiichteg sinn, wa mer wëllen op de Wee vun unilaterale Sanktioune goen. Et kann an eisen Aen op kee Fall eng Approche sinn, déi nëmme fir ee Staat op der Welt gëif gëllen.

D'Kaja Kallas huet viru Kuerzem an enger Ried virum Collège d'Europe zu Bruges d'Wichtegkeet vum internationale Recht betount an och de Respekt vum internationale Recht duerch d'Europäesch Unioun, besonnesch och de Respekt vum internationale Strofgeriichtshaff, a jiddwer politesch Responsabele muss enges Daags fir seng Aktiounen do riichtstoen.

Virun 80 Joer gouf zu Nürnberg am Sall 600 de Grondstee geluecht, fir Verbrieche géint d'Mënschlechkeet a Vëlkermord ze poursuivéieren. Wie sech däers schëlleg mécht, muss zur Rechenschaft gezu ginn an engem faire Prozess.

Här President, mir kënnen d'Israeelien an d'Araber net zum Fridden zwéngen, mee mir kënne se encouragéieren. Mir sinn dee Wee virun 80 Joer och gaangen. No ville Kricher a vill Leed hu mer eis an Europa d'Hand gereecht an nei opgebaut.

Wéi mir eis an Zukunft an der Regioun abréngen, muss och diskutéiert ginn. Firwat hu mer laang als Lëtzebuerg vill Suen an e Faass ouni Buedem geschott, méi wéi aner europäesch Länner?

Den Ausseminister huet gëschter nach emol déi humanitär Roll vun der UNRWA betount. De Minister seet awer selwer och, datt déi Roll misst kritesch hannerfrot ginn. Soll nom Konflikt alles esou weidergoen oder stellt sech d'Organisatioun nei op oder gëtt se och vläicht nach méi sënnvoll ersat?

Europa spillt an dësem Konflikt ëmmer nach eng Nieweroll, wat sech vläicht och duerch déi belaaschte Geschicht souwuel am Noen Osten wéi mat eiser jiddescher Communautéit erkläert. Antisemitismus sollt nom Zweete Weltkrich ni méi eng Chance kréien. Abee, mir erliewe grad eng méi wéi bedenklech Renaissance a mir sollten endlech konsequent dergéint virgoen.

De Konflikt am Noen Oste gëtt net op eise Stroosse geléist an eis jiddesch Communautéit muss net de Kapp duerhale fir d'Politick vun der israeelescher Regierung.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Laurent Zeimet (CSV) | A wien d'Existenzrecht vun Israel a Fro stellt, ass net Deel vum demokratesche Konsens hei am Land. Och dat muss kloergestallt ginn.

Mir Europäer hunn e groussen Interessi u Fridden am Noen Osten a mir hunn och e groussen Interessi un engem demokrateschen Noen Osten. Den eenzege Staat, deen zanter senger Grënnung eng Demokratie an där Regioun ass, ass Israel. Bei aller Kritick sollte mer dat ni vergiessen.

Här President, den Iran bleift am Noen Osten eng Kraaft vun der Destabilisatioun an der Ënnerdréckung. De Mullah-Regimm exportéiert säin Terrorregimm an ënnerdréckt dat eegent Vollek. Aleng am September dëst Joer goufe 50 Prisonéier vum Regimm exekutéiert.

Mir sollten déi demokratesch Kräften hei ënnerstëtzen an net op eidel Versprieche vum Regimm erafalen. A wat fir den Iran gëllt, ass fir Saudi-Arabien an aner Golfstaaten net ganz falsch an och net fir de Rescht vun der arabescher Welt.

Den Ausseminister huet mat Recht op déi dramatesch Situatioun am Sudan higewisen. Hei gëtt manner iwwer e méigleche Vëlkermord geschwat, dee sech virun eisen Aen ofspillt. En hätt och nach op aner Konflikter wéi am Jeme kënnen hiweisen, wou och weider gelidden a gestuerwe gëtt a wou am Hannergrond Staaten eng Roll spillen, déi mer aus anere Grënn frequentéieren a bei deene mer awer net vu Sanktioune schwätzen.

Mir musse Realitéiten unerkennen, mee mir sollten net naiv sinn. Aner Kulturen ze respektéieren heescht net, déi eege Wäerter ze verroden, fir de Präis vu wat och ëmmer.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir mussen d'Welt huelen, wéi se ass. Mir mussen net mat jidderengem bescht Kolleege sinn. Mir mussen net mat jidderengem Handel bedreiwen zu egal wéi enge Konditiounen. Mir hunn eethesch Virstellunge vum Zesummeliewen. Dat muss och an eiser Ekonomie gëllen. Wéi mer besser a fair Standarde respektéieren, doriwwer kënnen a musse mer diskutéieren. Dat muss an eiser Aschätzung och mat manner Virschrëften a manner bürokrateschem Opwand méiglech sinn.

D'Regierung setzt – a mir ënnerstëtze se dobäi – op eng aktiv Wirtschaftsdiplomatie. Déi nei Ambassaden, déi den Ausseminister schonn opgemaach huet, a vun deenen en eis d'nächst Joer da wäert berichten, datt e se opgemaach huet, wäerte sécherlech en éischte Schrëtt op deem Wee sinn, mee si mussen natierlech awer och duerch konkreet Projeten a Kooperatioune suivéiert ginn a mat Liewe gefëllt ginn, an dat am beschte Fall an Ofstëmmung mat eisen europäesche Partner.

Den Optrëtt zu Osaka schéngt gelongen – et waren der jo vill do an déi hunn dat emol sou bericht, et héiert een nëmme Guddes – a misst dann och den

honnertjärege Relatiounen e frëschen Opdriff an den nächste Jore kënne ginn.

Den Ausseminister ass vill ënnerwee, mee e kann awer net iwwerall sinn. A seng europäesch Kolleegen och net. Déi sinn och vill ënnerwee a kënnen och net iwwerall sinn. Mee et kéint ee sech d'Welt e Stéckwäit vläicht opdeelen an als Unioun gemeinsam Kontakter fleegen, sech strateegesch och koordinéieren. Datt d'Madamm von der Leyen den Optakt mat enger Rees an Indie gemaach huet, war an deem Sënn eng gutt Initiativ. Indien ass sécher keng perfekt Demokratie, mee et ass op d'mannst eng Demokratie.

Mir mussen eis europäesch Interesse kloer zur Sprooch bréngen. Och eis Virstellung iwwer e fairen an nohaltegen Handel. Mir mussen awer och d'Interesse vum Géintiwwer respektéieren. Kee wëll vun uewen erof behandelt ginn, besonnesch net vu fréiere Kolonialmuechten.

Eis europäesch Handelspolitick sollt dofir méi pragmatesch a méi flexibel ginn. Mam Mercosur-Accord schafe mer nei Chancen a mir sollten eis méi trauen, Chancen ze gesinn, amplaz ëmmer nëmmen aus Angscht viru Risike Chancen ze verpassen.

Une voix | Très bien!

M. Laurent Zeimet (CSV) | Vill Bedenken, déi mam CETA-Accord verbonne waren, hu sech bis ewell net realiséiert. Vläicht soll d'Unioun och éischter op méi geziilt Accorde setzen, amplaz vill Zäit an Energie mat groussen Accorden ze verléieren.

Den internationalen Handel ënnerläit nach de Reegele vun der WTO, déi awer duerch d'Virgoe vun der Trump-Regierung och riskéiert, ausgehiewelt ze ginn. Europa kéint sech demarkéieren, andeem et weider op e fairen Handel setzt, deen op Reegele baséiert an net op de Laune vun enger Persoun. Mir brauchen Handel, well mir mussen eis Wirtschaft dynamiséieren.

D'Unioun huet scho vill Strategien ausgeschafft, mee d'Resultater ware bescheiden. Zwee Rapporte vun de fréieren italieenesche Premierministeren Draghi a Letta leie vir a sollen Orientatioun gi fir déi nächst Joren, Propose fir e bessere Bannemaart an eng besser Kompetitivitéit. Déi Recommandatioune wëll sech d'Kommissioun zu eege maachen. Mir mussen als Lëtzebuerg och eis Hausaufgabe maachen an eisen Deel dozou bäidroen.

Dës Regierung ass mat hirem Programm op deem Wee, fir manner a besser ze reglementéieren, ze vereinfachen an ze acceleréieren. Munches ass um Wee, mee et ass nach Sputt no uewen.

All europäesch Strategie kann nëmme fonctionéieren, wa se och konsequent an de Memberstaate realiséiert gëtt. Dat gëllt och fir eng ekologesch Transitioun an eng Reduktioun vun eisen Emissiounen. De Moie gouf hei am Haus iwwert d'Klimapolitick diskutéiert an den honorabele Paul Galles huet eis Engagementer an deem Sënn confirméiert.

Et ass evident: Mir wäerten d'Klima aleng net veränneren, mee mir mussen en Deel vun der positiver Verännerung sinn. Et gëtt Erausfuerderunge fir eis all op der Welt, deene mer eis musse stellen, onofhängeg vun eise Wäertvirstellungen. Dat maache mer zanter 80 Joer als Grënnungsmember vun de Vereenten Natiounen.

D'UNO war ni e Club vun Demokratien, mee et ass eng Plaz vum Dialog an der gereegelter Konfrontatioun.

Den Ausseminister ka sech Reforme virstellen, déi a priori sympathesch sinn, mee maache mer eis keng Illusiounen: Anerer ginn do den Toun un a mir sollten eis nom leschten Optrëtt vum Här Trump freeën, soulaang net och zu New York d'Dier geklaakt gëtt.

Fridden erhalen a Fridde schafen ass d'Missioun vun de Vereenten Natiounen, de Respekt vun de Mënscherechter iwwerall op der Welt garantéieren, international Reegelen, internationaalt Recht duerchsetzen. Mir sollten am Kader vun der UNO awer net vergiessen, wie Partner ass a wien net op eiser Säit steet.

Mir kënnen d'Welt net aleng änneren, mee mir mussen eng Stëmm bleiwen, déi fir de Fridden a fir d'Fräiheet steet. Wann et drop ukënnt, muss et ëmmer kloer sinn: Mir wielen d'Fräiheet. Well d'Fräiheetssonn, déi blénkt net nëmme fir eis, déi blénkt fir jiddereen, dee se wëll gesinn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Zeimet. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. 1.200 Deeg Krich an der Ukrain, iwwer zwee Joer Krich am Gaza, eng 130 aner Konflikter op der Welt an e Planéit, dee sech weider erhëtzt: Jo, d'Problemer, déi mer aktuell erliewen, hu wierklech eng grouss Dimensioun an hypothekéieren ouni Zweifel och eis Zukunft. D'Politick ass selbstverständlech an éischter Linn gefuerdert, mee se stéisst awer och munchmol un hir Grenzen.

Villes ass esou komplex, datt d'Léisungen hei an do als onméiglech ugesi ginn. Awer op kee Fall däerfe mer d'Hoffnung opginn, eng besser Zukunft ze gestalten. Dat wier fatal! Den Ausseminister huet gëschter a senger ganz gudder Ried vill Pisten opgezeechent, wou Verbesserunge kéinten erreecht ginn. An et ass och als Lëtzebuerg eis Flicht, do den Obolus ze leeschten.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech war virun engem Mount an der Ukrain, zu Kiew an zu Butscha. Ech gouf an der Nuecht Zeie vun engem massive russeschen Ugrëff: 30 Missillen, Rakéiten, a 600 Drone sinn déi Nuecht op Kiew, d'Haaptstad, niddergaangen. Ech kann Iech soen, Kiew ass eng immens schéi Stad, et ass am Dag eng Stad wéi hei zu Lëtzebuerg. D'Leit beweege sech duerch d'Stroossen, sëtzen op den Terrassen. Mee soubal d'Sonn ënnergeet, ass et eng ganz aner Stad.

Dat, wat een do erlieft huet, dat wäert ee warscheinlech ni vergiessen. Do war ee matten am Krichsgeschéien dran. An am spéide Moien, wéi een d'Geleeënheet hat, dann d'„Resultater" – zwëschent Guillemeten – vun deenen Ugréffer kucken ze goen, dunn ass ee wierklech sech bewosst ginn, wat d'Russen de Moment amgaang sinn, mat där Stad ze maachen. Net nëmme goufe ganz vill Haiser zerstéiert, Stroossen zerstéiert, mee ech vergiessen ni de Moment, wann ee virun engem Haus steet, dat d'Pompjeeën amgaang sinn ze läschen, wou engem da gesot gëtt: „Jo, hei ass de Moien e Meedche vun zwielef Joer ëm d'Liewe komm", e Meedchen, wat owes an d'Bett gaangen ass, e Meedchen, wat voller Hoffnung den Dag duerno wollt erliewen a wat da vu russesche Rakéiten ëmbruecht ginn ass.

(M. Michel Wolter prend la présidence.)

Jo, wann een dat doten erlieft huet, da stellt ee sech Froen. Da seet een: „Wou läit de Sënn vun deem Krich do?" Da kënnt Roserei op – an ech soen dat ganz éierlech –, da kënnt ëmmer méi Roserei op vis-à-vis vum Regimm Putin a sengen Akolythen an et muss een oppassen, datt dat net zum Haass ausaart, well dat bréngt näischt an eiser Gesellschaft. Mee ech muss soen, dat huet een awer scho markéiert.

Déi vill Gespréicher, déi een dann och op der Plaz hat, zum Beispill mam Parlamentspresident, dem Ruslan Stefantschuk, dem Kiewer Buergermeeschter, deen Der warscheinlech ënner enger anerer Fonctioun besser kennt, dem Wladimir Klitschko, oder dem Vizepremier Taras Kachka, deen zoustänneg ass fir d'europäesch an d'euroatlantesch Integratioun, déi hu kloer gemaach: Dat Land do brauch Hëllef, dat Land do brauch Ënnerstëtzung. A si sinn drop ugewisen.

A spéitstens och no deene sëllegen Dronenattacken a Polen an a Rumänien an och der Violatioun vum estnesche Loftraum duerch russesch Fligeren ass ee sech bewosst ginn: Et ass entre-temps och eise Krich. Dat däerfe mer an dat kënne mer net vergiessen!

Wien nach ëmmer d'militäresch Hëllef fir d'Ukrain a Fro stellt, deen ass extreem naiv. De Putin ass amgaang, ze testen, wéi wäit en eis ka provozéieren. Deen ass amgaang, eis Solidaritéit a Fro ze stellen. Wa mer déi elo zu dësem Zäitpunkt opginn, da maache mer e Risefeeler, e Risefeeler! A mer sollen eis wierklech bewosst sinn: Et kann een deem Mann net méi trauen!

An ech sinn iwwerzeegt, wann d'Ukrain verluer geet, dann ass seng Rees no Weste mat Sécherheet net eriwwer. An dat ass Grond genuch, fir datt och mir als klengt Lëtzebuerg eis och an Zukunft nach massiv derfir asetzen, datt d'Ukrain op alle Fall dee Krich do net verléiert.

Une voix | Très bien!

M. Gusty Graas (DP) | Dann ass et natierlech schued, wann ee gesäit, datt d'Europäesch Unioun, déi a mengen Aen eng immens gutt Roll gespillt huet, wou eng gewësse Renaissance an deene leschte Joren ze spieren ass ..., wann et dann awer deen een oder anere Störenfried do gëtt, fir Ungarn an d'Slowakei net mam Numm ze nennen, dann ass dat méi wéi bedauerlech.

Wa mer iwwer militäresch Hëllef schwätzen – an ech hat d'Chance, wéi gesot, eng Rei Diskussiounen do ze féieren –, da komme mer och ganz séier op den dänesche Modell. Den dänesche Modell gesäit de Moment vir, datt déi ukrainesch Produktioun vun Artilleriesystemer ënnerstëtzt gëtt, a si hunn e ganz héijen Niveau erreecht. An ech maache mech elo zum Interpreet vu Fachleit – ech si kee Fachmann –, déi ganz kloer soen: „Jo, d'Ukrain ass amgaang, effikass Artilleriesystemer opzebauen", an d'Dänen hunn am Fong elo e Modell entworf. Mir ënnerstëtze se entweeder, andeems mer Direktkapital zur Verfügung stellen oder doduerch, datt mer hinnen am Fong geholl d'Material ofkafen an hinnen dat erëm gratis zur Verfügung stellen.

Ech hunn och an deem Sënn e Bréif geschriwwen un de Premier an och un d'Defenseministesch, fir ze kucken, ob net och Lëtzebuerg sollt versichen, vläicht e bëssen op deen Niveau ze goen, well si hu sou eng Panzerhaubitze entwéckelt, déi heescht 2S22 Bohdana, an déi, wéi gesot ... Nach eng Kéier: Ech beruffe mech hei op Fachkreesser, de Business Insider zum Beispill, dee ganz kloer gesot huet, dat wär e Modell, deen an Zukunft misst méi entwéckelt ginn. An zwar si bis elo 426 Milliounen Euro iwwert dee Wee erakomm an et gëtt gerechent, datt d'nächst Joer 1,45 Milliarde solle gesammelt ginn.

Lëtzebuerg steet do ganz gutt do. Lëtzebuerg huet der Ukrain bis elo eng effikass Hëllef geleescht, an dat ass och richteg esou, an dat muss och an Zukunft sinn. Zum Beispill hu mer 120 Milliounen Euro bis elo investéiert an Ufank September huet jo d'Regierung dann och ugekënnegt, datt se sech um Programm PURL – dat ass Prioritised Ukraine Requirements List – wäert bedeelegen. Ech mengen, dat si ganz

wichteg Decisiounen, déi onbedéngt hei sollen ënnerstrach ginn.

Natierlech gëtt et eng Fuerderung, an déi ass och do ënnerstrach ginn: D'Ukrain wëll esou séier wéi méiglech an d'Europäesch Unioun kommen. Enn 2022 hate se jo schonn déi Demande gemaach, fir Member ze ginn. An am Dezember 2023 haten d'Staats- an d'Regierungscheffen decidéiert, d'Bäitrëttsverhandlungen opzehuelen.

An ech zitéieren hei d'Kommissiounspresidentin Ursula von der Leyen, déi am Fong déi richteg Wierder fonnt huet: „Auf Europa richtet sich der Blick aller Ukrainer, die für eine bessere Zukunft kämpfen. Und zusammen können wir diesen Kampf gewinnen. Zusammen können wir unsere Union vollenden. Zusammen können wir die Ukraine in unser gemeinsames europäisches Zuhause bringen. [...] Gemeinsam sind wir Europa." Ech mengen, deene Wierder ass näischt bäizefügen. Déi kann een nëmmen op alle Fall matënnerschreiwen.

Duerfir mussen, wéi gesot, all Efforten nach ënnerholl ginn, fir d'Ukrain an d'Europäesch Unioun ze kréien. Mee ech wëll dat awer och hei betounen: Den Entréesticket fir an d'Europäesch Unioun, deen däerf net gratis sinn. Och d'Ukrain muss selbstverständlech eng ganz Rei Efforte maachen, sief dat um Niveau vum Justizwiesen, sief datt um Niveau vun der Korruptioun, wou nach ganz grouss Problemer bestinn. An och dat soll een hei soen: Och den Här Selenskyj hat do e gewëssene Faux pas gemaach, wéi e wollt e Gesetz ënnerschreiwen, wat d'Onofhängegkeet vun deenen zwou Antikorruptiounsagencen a Fro gestallt huet an hinnen am Fong sollt Kompetenzen ewechhuelen. Dat war net ganz glécklech. En ass jo och do ganz séier zréckgepaff ginn an en huet och agesinn, datt dat e Feeler war.

An da stellt sech natierlech an där ganzer Diskussioun och d'Fro iwwer eng eventuell NATO-Memberschaft vun der Ukrain. Dat ass natierlech, dat soen ech ganz éierlech, eng delikat Affär. Den Här Putin léisst jo dann ëmmer duerchblécken, datt dat eng rout Linn wär, déi net dierft iwwerschratt ginn. Da muss ee sech awer och mol d'Fro stellen: Ma wou lieft dee gudde Mann dann? Ass dee sech dann net bewosst, datt d'Ukrain kee Vasall méi vu Russland ass? Dat war mol eng Kéier an der Zäit. En ass also net méi befäegt, fir iwwer eng Zukunftsentscheedung vun der Ukrain hei matzeentscheeden.

An dowéinst soll dat eng Diskussioun sinn, déi oppe gefouert gëtt, déi natierlech, wéi gesot – nach eng Kéier –, net esou einfach ass an déi och net vun haut op muer kann ouni Zweifel geléist ginn, mee eppes ass ganz kloer: Mir sollen eis net vun de Russen hei erpresse loossen! D'Ukrain, dat soen ech ganz éierlech, ass mat Sécherheet och net prett, fir muer enger NATO bäizetrieden, mee et ass e laangwierege Prozess. Et ass awer e Prozess, deem mer awer trotzdeem eng gewësse Perspektiv solle ginn.

De President Trump, dee jo scho vu mengem Virriedner och e puermol hei ernimmt ginn ass mat net onbedéngt grousse Lorberen, wou ech mech deem awer kann uschléissen – ech wäert och nach drop zréckkommen –, deen hat jo ugekënnegt, datt e bannent engem Dag géing den Ukrainkrich beendegen. Bon, den Här Trump ass elo zënter dem 20. Januar am Amt – mir schreiwen haut den 29. Oktober – an et ass nach ëmmer, leider, kee Fridden an der Ukrain. Obwuel, et muss een och ganz kloer ënnersträichen: Den Här Trump ass e wichtegen Acteur an deem ganze Prozess.

Da kënnt een natierlech och drop zréck, fir nach eng Kéier op Alaska ze schwätzen ze kommen, Alaska war jiddefalls a mengen Aen eng schlecht inzenéiert Show vum Här Trump, an et ass nëmmen een als Gewënner heemgefuer, an dat war den Här Putin. An dat ass net gutt.

Elo hu mer héieren, datt déi zwee erëm mateneen telefonéiert hunn, wat ech och begréissen. All Initiativ, déi dorop hinziilt, Fridden an der Ukrain ze erreechen, soll ganz kloer ënnerstëtzt ginn. Awer d'US-Strategie ass schwéier ze duerchkucken. Engersäits kënnegt den Här Trump dann un: „Jo, mir liwweren der Ukrain Tomahawk-Rakéiten", den Dag drop seet en: „Nee, mir brauche se fir eis selwer." Jo, ech mengen, da gëtt een engem Land keng kloer Perspektiven, wéi ee sech kann entwéckelen.

Mee mir mierke jo, den Här Trump ass net a priori e Politiker, mee den Här Trump ass e Geschäftsmann. An den Här Trump ass nëmmen drop aus, en Deal ze maachen, wann dat natierlech och dee Moment Geschäfter fir säi Land mat sech ka bréngen.

Ech fäerte jiddefalls, et gëtt leider, leider nach esou bal kee Fridden an der Ukrain. Russland besetzt de Moment Luhansk, Donezk, Cherson a Saporischschja, a wann een d'Krim nach derbäirechent, da kann ee soen, datt Russland plus ou moins 20 % vum gesamten Territoire vun der Ukrain besetzt. Dat si ronn 114.000 Kilomeeterkaree. Lëtzebuerg huet der 2.580. Da kann een e bësse Proportioun do erausleeden.

An all déi, déi mengen – an et gëtt der souguer heibannen –, mir sollten op den Här Putin zougoen, mir sollte mam Här Putin schwätzen a mir sollte gegeebenefalls dann dem Här Putin en Deel iwwerloossen, déi mengen, da wier de Fridde garantéiert, déi ieren – nach eng Kéier: Déi ieren! –, well da geet am Fong geholl seng Rees no Weste mat Sécherheet weider. An dat däerfe mer op kee Fall zouloossen. Eng Appeasement-Politick: Mir hunn dat kannt virum Zweete Weltkrich a mer wëssen, wat dobäi erauskomm ass. Mir sollen net nach eng Kéier dee Feeler maachen.

An duerfir ass, wéi gesot, deen Ukrain-Krich fir eis an deem Sënn esou wichteg. Wann dee verluer geet, da kënnt och Europa ouni Zweifel an eng Kris.

Une voix | Très bien!

M. Gusty Graas (DP) | Wann sech d'NATO och, wéi gesot, net direkt an deem Krich do implizéiert, esou ass awer déi hybrid Krichsféierung, fir et emol esou ze nennen, scho laang an Europa ukomm. An ech zitéieren hei zum Beispill d'Konklusioune vun engem Bericht vum Dezember 2004 (veuillez lire: Dezember 2024) vun der U.S. Helsinki Commission. Déi sinn erschreckend. Beispiller gëtt et genuch. Et gouf Attacken op kritesch Infrastrukturen. Och ass eng Panoplie vu Bommemenacen a Schoulen an an aneren Institutiounen an den USA, Griicheland, Nordmazedonien, der Slowakei an de baltesche Länner op russesch Serveren zréckzeféieren. Autoritéiten an Däitschland an an England hunn 2024 och eng Handvoll Verhaftungen duerchgefouert vu Persounen, déi am Optrag vu Moskau Attacken op Butteker a Militäranlagen, déi mat der Ukrain a Verbindung stinn, ausféiere sollten.

An 2023 hat souguer den italieenesche Geheimdéngscht d'Kommunikatioune vum Kreml interceptéiert, well am Fong de Wagner-Grupp d'Méiglechkeet kritt huet oder den Optrag kritt huet, de Verdeedegungsminister vun Italien, de Guido Crosetto, fir 15 Milliounen Dollar ëmzebréngen. Ech kéint mat nach e puer esou Saache weiderfueren.

Mee jiddefalls, eppes ass ganz kloer: Och Russland benotzt zum Beispill d'Migratioun als Waff, fir am Fong geholl weider géint de Weste virzegoen. An dann natierlech d'Desinformatioun an d'Améschung a Walen – loosst eis nëmme Georgien nennen –, déi ass jo och net onbekannt. D'Fro vun der Benotzung vun den agefruerenen Avoire vu Russen, déi ass natierlech ganz kontroverséiert diskutéiert ginn an de leschten Deeg.

An net méi spéit wéi virgëschter hate mer jo och nach de Premier bei eis an der aussepolitescher Kommissioun op Besuch. An och do ass dat jo natierlech – an ech mengen, den Ausseminister weess dat nach vill besser wéi ech, et war jo um Sommet elo – eent vun den Haaptdokumenter.

Den Ausseminister Xavier Bettel huet kloer dorop higewisen, an zu Recht, datt awer all budgetär a legal Modalitéiten an där Fro musse gekläert ginn. Och de Premier huet jo um EU-Conseil den 23. Oktober ugekënnegt, falls et zu enger Mobiliséierung vun den Avoire géif kommen, da missten natierlech déi legal Risike mutualiséiert ginn.

Datt de belsche Premier, de Bart De Wever, sech am Fong elo a priori géint d'Notze vun deenen, loosse mer soen, 140 Milliarden, déi elo am Gespréich sinn, aussprécht – et däerf een net vergiessen: Euroclear ass jo awer an der Belsch implantéiert –, kann ee verstoen, kann een novollzéien. An dowéinst ass et och wichteg, datt am Fong geholl eng global Garantie och vun deenen aneren EU-Staate spillt am Fall wou, wéi gesot, dee Prêt vun 140 Milliarden net kéint spéider eng Kéier vun der Ukrain zréckbezuelt ginn.

Iwwregens: Och souguer wärend dem Zweete Weltkrich ass déi Fro do net diskutéiert ginn an déi Suen – deemools waren der och geparkt – goufen och deemools net mobiliséiert.

De belsche Premier huet jo dunn dräi Konditioune genannt. An doriwwer soll awer diskutéiert ginn, an ech mengen, eis Leit an der Regierung wäerten dat och an Zukunft do méi genee nach musse matdiskutéieren. An awer soll ee sech d'Fro stellen: Ass dat do net eng Méiglechkeet, fir awer der Ukrain zousätzlech ze hëllefen?

An Europa huet do e ganz groussen Avantage: Wann et nach ee Kontinent gëtt, deen de Moment awer nach Wäerter vertrëtt, wéi Respekt vis-à-vis vu Minoritéiten, wéi Toleranz, wéi Demokratie, dann ass et jo awer wierklech genau eise Kontinent. An duerfir, wann déi Gelder erëm eng Kéier misste benotzt ginn, wier dat am Fong och Beweis genuch dofir, datt Europa op där Schinn wëll weiderfueren.

Wat gewësse Sanktiounspäck ubelaangt, do si mer elo beim 19. ukomm. Och dat kann een nëmme matënnerstëtzen. Mee ech muss awer éierlech soen: Wat een awer méi wéi nodenklech mécht, dat ass, datt mer et net fäerdegbréngen, déi Gasliwwerungen, déi nach ëmmer aus Russland kommen, komplett ze ënnerbannen. Et gëtt de Moment zum Beispill am Fong geholl keng stabill legal Basis fir d'Notze vun den Europäeschen Hafen Zeebrugge oder Rotterdam. An aktuell gëtt et jo och Länner wéi Spuenien, wéi d'Belsch a wéi Frankräich, déi nach ëmmer russesche Gas importéieren. Bon, a wann een dann engem Artikel aus dem „Tageblatt" vu gëschter ka gleewen, ass jo anscheinend dann och Lëtzebuerg nach deelweis vum russesche Gas ofhängeg. Ech soe ganz éierlech: Datt deen 19. Sanktiounspak elo eréischt en definitive Stopp vu Liwwerunge vu russeschem Gas fir d'Joer 2027 virgesäit, ass schwéier nozevollzéien.

Ech si mer bewosst ..., an et ass jo, léif Frënn vun der ADR, besonnesch Äre Vertrieder, deen dat och e Samschden an enger Radiosendung erëm op eng Manéier duergestallt huet ..., wat ech net fair fannen, ass, domadden ze spillen an ze soen: „Ma lauschtert emol, wa mer kee russesche Gas méi kréien, da geet

den Energiepräis hei zu Lëtzebuerg an d'Luucht." Et mag sinn, et mag sinn! Mee hu mer dann net awer de Courage, fir aus Solidaritéit vis-à-vis vun engem Land, dat esou aggresséiert ginn ass, dann awer och eisen Obolus ze leeschten an dann och ze soen: „Dann huele mer eeben och dee Sacrifice a Kaf!"? An dowéinst, wéi gesot, nach eng Kéier: Ech fannen, datt déi Liwwerunge vu Gas aus Russland mussen esou séier wéi méiglech gestoppt ginn.

(Interruption)

M. Michel Wolter, Président de séance | Här Graas, den Här Weidig géif Iech wëllen eng Fro stellen. Sidd Der domadder d'accord oder wëllt Der weiderfueren?

M. Gusty Graas (DP) | Et ass ëmmer en Héichpunkt, wann den Här Weidig eng Fro stellt, jo.

(Interruption)

M. Michel Wolter, Président de séance | Da géife mer deem Héichpunkt stattginn.

M. Tom Weidig (ADR) | Ech wollt iwwert d'Energiepräisser schwätzen. Ech mengen, elo mam Gas, do ass et awer esou, datt natierlech Däitschland seng ganz Nuklearenergie ofgeschaaft huet an elo och gesprengt huet. An dofir si se natierlech vill méi ofhängeg gewiescht vum Gas. Wann natierlech de Gas fort ass ... Elo ass den Nuklear fort, de Gas ass fort an elo ass et natierlech normal, datt da Russland vill méi Spillraum huet an datt dann d'Präisser an d'Luucht ginn.

Ech mengen, wann Der wierklech derfir sidd, datt Europa méi Energiestabilitéit huet, datt mer och méi staark géint Russland sinn, da misst Der jo och derfir sinn, datt mer d'Nuklearenergie nach weiderféieren.

M. Gusty Graas (DP) | Also fir mech ass et ganz kloer: Europa muss natierlech vill méi onofhängeg gi vun Energieliwwerungen aus dem Ausland, also iwwert d'europäesch Grenz eraus. Mee mat Sécherheet kann et net sinn, datt mer nach op russesche Gas ugewise sinn. Mir mussen natierlech Efforte maachen. Mir haten och de Moien déi Diskussioun – do sinn ech mat Iech d'accord –: Iwwert wat fir eng Form vun Energie, dat soll deenen eenzelne Länner iwwerlooss ginn. Mee eppes ass ganz kloer: Et ka moralesch net méi vertrietbar sinn, datt et zu dësem Zäitpunkt nach Länner an der Europäescher Unioun gëtt, déi russesche Gas konsuméieren. Dat kann et menger Meenung no op alle Fall net ginn!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gusty Graas (DP) | Bon, mir haten dann de leschte 7. Oktober eng ganz interessant Entrevue – an ech soen och dem Här Cruchten nach eng Kéier Merci, dat ass op seng Initiativ zustanekomm – mam russeschen Oppositionellen, dem Här Wladimir Kara-Mursa, an Dir waart jo selwer dobäi, an och nach aner Kolleegen. Dat war ganz instruktiv, dat war ganz interessant. An de Mann huet eng Ausso gemaach, déi engem awer och ze denke ginn huet, déi engem awer eng gewëssen Hoffnung gëtt: Den Här Kara-Mursa huet gesot, hie géif dru gleewen, datt den Dag och kënnt, wou de Putin-Regimm zesummebrécht.

Jo, dat soll eng Hoffnung sinn, un déi mer eis solle klammeren, mee mir sollen net esou naiv sinn a mengen, datt dat haut oder muer ka geschéien. Dat wëllt awer och heeschen, datt mer och sollen Efforte maachen an der Ënnerstëtzung vu russeschen Oppositionellen, well iwwert dee Wee awer trotzdeem kann eng Ännerung a Russland kommen.

An dann däerf een eppes net vergiessen: 1994 – dat ass jo nach net allze laang hier – haten den deemolegen amerikanesche President, de Bill Clinton, an den deemolege russesche President, de Boris Jelzin, ënnert sech ofgemaach – ofgemaach! –, datt Russland sollt an d'NATO kommen. Se hate souguer en Datum fixéiert: 2004 hätt Russland sollen an d'NATO kommen. Dat muss ee sech emol virstellen!

Wie war dergéint? Däitschland. De Bundeskanzler Kohl war dergéint, aus Grënn, déi novollzéibar waren. Mee nëmme fir ze soen: Do gesäit een awer, datt och mat Russland d'Méiglechkeet bestanen huet, eng anstänneg Partnerschaft ze maachen.

Wéi gesot, Lëtzebuerg – an ech kommen nach eng Kéier dorobber zréck an dat fannen ech och ganz positiv, ech wëll och der Regierung duerfir felicitéieren – ënnerstëtzt säit dem Ufank vun deem Krich hei massiv d'Ukrain. Dat ass och richteg esou!

Op humanitärem Plang huet eist Land säit 2022 ronn 108 Milliounen Euro un d'Ukrain ginn. An op militäreschem Plang huet Lëtzebuerg zwëschent 2022 an 2024 ...

(Problème de sonorisation)

... a Form vun Ekipement ginn.

A wéi huet den Här Ausseminister gëschter a senger ganz gudder Ried bemierkt? Als EU, als NATO a bilateral ënnerstëtze mir also weiderhin d'Ukrain, well d'Sécherheet vun der Ukrain net ze trennen ass vun der Sécherheet an Europa. Do hat Der vollkomme Recht, Här Minister.

A wéi d'Zäiten och esou séier kënnen änneren – d'Auer och eng Kéier e bëssen zréckgedréit: Am Mäerz 2019, du war e gewëssene Medwedew hei zu Lëtzebuerg op Besuch. An de Medwedew, deen huet dann deemools awer och ..., dat war den zweethéchste Vertrieder aus Russland. Dat ass jo nach net esou laang hier, dat ass elo sechs Joer hier. 2018 hate mir nach Wueren am Wäert vun 129 Milliounen a Russland exportéiert a mir hate Wueren am Wäert vu 15,6 Milliounen importéiert. Dat ass och vläicht net onbedéngt dee Risechiffer. Mee den Här Dmitri Medwedew huet deemools gesot, hie géif verspriechen, datt déi Lëtzebuerger Entreprisen déi beschtméiglech Konditioune kriten an Zukunft. Bon, wann een de Mann haut héiert, do komme ganz aner Téin.

Fir d'Kapitel Ukrain-Krich ofzeschléissen – mee ech gi ganz éierlech zou, fir mech ass dat nun awer dee Sujet, iwwert deen ee sollt e bësselche méi am Detail diskutéieren –: Et muss een awer och elo schonn un d'Zäit nom Krich denken. Den Dag kënnt, an hoffentlech esou séier wéi méiglech, datt natierlech och dee Krich zu Enn ass. Da soen ech awer ganz kloer, da mussen déi Responsabel vun deem Krich – an déi sëtzen net zu Kiew, déi sëtzen zu Moskau, ganz sécher – awer och fir hir Verbrieche riichtstoen. An duerfir fannen ech och gutt, datt d'Europäesch Unioun an och de G7 schonn iwwert d'Schafe vun engem spezielle Geriichtshaff nodenken. An den internationale Strofgeriichtshaff vun Den Haag kéint do e ganz gutt Beispill ginn. Ech maachen do och e Lien zum fréiere Jugoslawie-Krich.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bis viru Kuerzem hu mer eis alleguer misse mat deene schreckleche Biller aus der Gazasträif auserneesetzen – ech soen: „bis viru Kuerzem"! Et hat een eng gewëssen Hoffnung. Mee zënter gëschter Owend besteet déi och net méi. De 7. Oktober 2023 war ouni Zweifel de mäerdereschsten Dag an der Geschicht vum Staat Israel zënter senger Grënnung am Joer 1948.

Bei där grausamer Attack vun der Hamas, déi ënner kengen Ëmstänn ze justifiéieren ass, waren iwwer 1.200 Leit ëm d'Liewe komm. An nach haut muss een, wéi gesot, dee grausamen, dee brutalen Akt op d'Schäerfst verurteelen. Datt Israel do géif vu sengem Verdeedegungsrecht profitéieren, wéi et am Artikel 1 vun der Charte vun de Vereenten Natioune virgesinn ass, ass ganz legitimm, huet och absolutt kee Mënsch a Fro gestallt. Et war jiddefalls den Ufank vun deem bis elo bluddegste Krich an där Regioun zënter 1948: Bis elo si ronn 70.000 Mënschen ëm d'Liewe komm; 170.000 Leit solle verletzt gi sinn; 92 % vun der ziviller Infrastruktur sinn zerstéiert ginn.

Vill Beweegung ass natierlech och elo an de Konflikt komm, zënter datt den US-President, den Donald Trump, säin 20-Punkte-Programm virgeluecht huet. Vill Beweegung ass och komm op Ufro vu Saudi-Arabien a vum franséische President, dem Emmanuel Macron. An do gouf jo op der UNO-Vollversammlung u sech virdrun iwwert d'Zweestateléisung diskutéiert an duerno si wichteg Aussoe gemaach ginn.

Jo, Palästina ass als onofhängege Staat unerkannt ginn, ënner anerem vu Frankräich, vu Kanada, awer och vu Lëtzebuerg. Vu Lëtzebuerg och! Dat, wat vläicht vill Leit hei laang gefuerdert hunn, wat se sech net konnte virstellen – op eemol ass et geschitt! An ech muss awer soen: Natierlech, esou zefridden, wéi een iwwert déi Decisioun och ass, ass vläicht awer d'Envergure vun där Decisioun um politesche Plang – dat ass net eng direkt Kritick, dat ass eng Feststellung – net an deem Mooss gesi ginn.

Dat war ouni Zweifel keen einfache Schrëtt. An ech mengen, den Ausseminister Xavier Bettel, dee méintlaang mat enger gewëssener Pressioun huet missen net nëmmen hei zu Lëtzebuerg duerch d'Land goen, mee och dobaussen, weess dat am beschten. A mir hunn dee Schrëtt awer gemaach. An dat ass ee wichtege Schrëtt. Elo gëtt gesot: „Dat ass Symbolik." Jo, Symbolik, an awer: Och d'Symbolik kann eppes an der Politick bewierken.

Natierlech, mir hu Palästina als Staat unerkannt. Da muss een natierlech d'Fro stellen: Wat ass Palästina haut? D'Grenze vun 1967? Jo. Wien ass déi zoustänneg Autoritéit, fir deen unerkannte Staat ze verwalten? Dat sinn natierlech alles Froen, déi och an Zukunft musse geléist ginn. Jiddefalls, fir eis ass et ganz kloer: Mir sinn nach wie vor Demandeur, datt déi Zweestaateléisung do ëmgesat gëtt.

D'Wafferou an der Gazasträif ass fragill, an net méi spéit wéi gëschter Owend si mer dat gewuer ginn. Ronn 30 Leit sinn erëm ëm d'Liewe komm. A jo, et muss een eng gewëssen Angscht hunn, datt déi Wafferou do awer temporärer Natur ass an datt dee Konflikt leider net geléist ass.

Déi humanitär Situatioun ass natierlech katastrophal. Et gi weiderhi Wunnengen zerbommt. A wat ganz dramatesch ass, dat ass déi medezinnesch Infrastruktur. Déi meescht Spideeler leien am Koup. D'medezinnesch Versuergung ..., an ech schwätzen ëmmer mat Leit vu Médecins sans frontières, déi do ënne waren, déi ginn e ganz gudden Temoignage of an déi soen, et wär extreem, extreem schlëmm.

Et muss een natierlech soen, datt do Efforte gemaach ginn – ech hu scho vum 20-Punkte-Programm vum Här Trump geschwat; et muss een och soen, datt do eng Rei arabesch Staate bis elo eng gutt Roll gespillt hunn –, mee trotzdeem bleiwen nach vill Froen op. Ass d'Hamas bereet, esou wéi dat gefuerdert gëtt, d'Waffen ofzeginn? Ass d'israeelesch Arméi bereet, sech zréckzezéien? Ass Israel bereet, all palästinensesch Prisonéier fräizeloossen? A wéi eng Autoritéit wäert an Zukunft Gaza verwalten? Dat sinn natierlech ganz weesentlech Froen. Och déi musse relativ séier beäntwert ginn.

An dann: Westjordanland. Dat gëtt oft vergiess an där ganzer Diskussioun. Mir fokusséieren eis virun allem op Gaza, wat awer ganz normal ass an och nozevollzéien ass. Mee d'Westjordanland ass awer och e ganz grousse Problem. Do huet sech d'Situatioun an de leschte Méint och verschlëmmert, a virun allem eeben och, wéi gesot, duerch déi steigend a weidergoend Kolonialisatiounspolitick vun Israel.

A wéi sot den Ausseminister gëschter? „Et ginn ëmmer méi israeelesch Dierfer a Stied gebaut op deem Territoire, deen den Oslo-Accorden no de Palästinenser zougeschwat gi war." Dat seet alles.

Dowéinst ass et net de Moment, fir ofzeschalten, mee au contraire, fir alles am Detail genee ze beobachten. D'Hamas huet ugekënnegt, de Krich fortzesetzen. Israel seet: „Mir si komplett géint eng Zweestaateléisung." Jo, da muss ee sech froen: Wéi kënne mer dee ganze Konflikt dann do awer nach léisen?

Et sinn natierlech eng ganz Rei Incidente passéiert, wou am Fong dat Waffestëllstandsofkommes net respektéiert ginn ass. Et gëtt gesot, Israel hätt dat 47-mol net respektéiert. Bon, ech wëll dat och elo net ze vill hei verdéiwen, mee Tatsaach ass – a wéi gesot, d'Naivitéit däerf do keng Roll spillen –: Ech mengen, dee Konflikt wäert eis leider och nach an Zukunft beschäftegen.

Wéi geet et dann awer elo weider an der Gazasträif? De Katar, Ägypten an d'Tierkei verlaange jo, datt d'Palästinenser sollen e Recht op Selbstbestëmmung kréien. Mee definitiv e Fridden à court terme, fäerten ech, dierft net séier erreechbar ginn. Ech verweisen och op eng Motioun, déi mir hei gestëmmt hunn – iwwregens hu mer jo scho vill Debaten hei gefouert – de leschte 16. Oktober, wou sech jo unanime och derfir ausgeschwat ginn ass, fir zu dësem Zäitpunkt d'Sanktioune géint Israel en suspens ze halen. Ech wëll dat awer och hei soen niewebäi: Et war och zu engem Zäitpunkt, wou den Ufank vun dem Waffestëllstandsofkommes war.

Mee gläichzäiteg ass jo awer de Ministère och an där Motioun opgefuerdert ginn, e legale Kader ze schafen, fir datt och fir d'Zukunft virun allem gewësse Sanktioune kënne geholl gi vis-à-vis vun Drëttstaaten, sollt nach eng Kéier déi Situatioun antrieden, an ech fäerten, mir wäerten dat och nach eng Kéier erliewen, esou oder esou. Jiddefalls et muss ee ganz kloer vigilant bleiwen.

D'Kommissiounspresidentin von der Leyen hat jo och ugekënnegt, d'Associatiounsofkommes mat Israel, wou mer de Moie schonn driwwer rieds haten, ze suspendéieren. Duerfir ginn ech elo net weider op dee Punkt an. Ech mengen, dat ass jo och an enger Resolutioun hei virgeluecht ginn, wou mer herno vläicht nach kënnen e Wuert doriwwer verléieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e Land am Noen Osten, dat an deene leschte Joren och ëmmer am Fokus stoung, dat ass Syrien. De Fall vum Assad-Regimm am Dezember 2024 war jiddefalls e weidert wichtegt Evenement an där Regioun. No ëmmerhin 13 Joer ass elo dee Biergerkrich endlech op en Enn gaang. No Jore vun Destruktioun sinn d'Besoinen a Syrien natierlech immens héich an déi humanitär Lag bleift weiderhi schwiereg, besonnesch och am Norde vum Land.

Dëst hunn natierlech net méi spéit ewéi d'lescht Woch och d'Vereenten Natioune confirméiert. Déi international Communautéit ass natierlech hei och gefuerdert, fir sech ze mobiliséieren, fir där Regioun och déi néideg Ënnerstëtzung ze ginn, an d'Weltbank schätzt, datt bis zu 216 Milliarden Dollar mussen investéiert gi fir den Neiopbau.

Dowéinst begréisse mir och, datt déi wirtschaftlech Sanktioune géint Syrien opgehuewe gi sinn, fir weiderhin, wéi gesot, d'Stabiliséierung an d'Rekonstruktioun ze garantéieren. Mir haten als Demokratesch Partei och eng Rei Entrevuë mat Responsabelen, mat Vertrieder, an do huet ee wierklech de Wëlle vun de Syrer gespuert, dat Land esou séier wéi méiglech opzebauen. Mee mir sollen och do vigilant bleiwen. Och do wësse mer, datt de Fridden dach fragill ass. A mir wëssen och, datt et tëschent eenzelne Communautéiten nach ëmmer zu ganz grousse Problemer kënnt.

Da gëtt et natierlech eng ganz Rei aner Zeenen, Konflikter op der Welt, déi eis musse beonrouegen. Den Ausseminister ass op eng Rei agaangen, ech wëll dat net verdéiwen. De Sudan, wou d'Situatioun extreem katastrophal ass, d'Demokratesch Republick vum Kongo, wou de Waffestëllstand net respektéiert gëtt. De Sahel a besonnesch dräi Länner, déi eis mussen interesséieren: de Mali, den Niger an de Burkina Faso, wou mer jo och eis Kooperatioun elo suspendéiert hunn. An ech soen dat ganz éierlech – all Respekt, Här Minister, datt Der dat an Ärer Qualitéit als Kooperatiounsminister gemaach hutt –: Et ass net esou evident, well mer wësse jo, wien et am meeschten trëfft, wa mer eis Kooperatioun an engem Land suspendéieren.

Mee et kann awer och net sinn, datt mer zum Vasall – vläicht ass dat elo e bësse streng ausgedréckt – vu Regimmer ginn, déi awer alles aneschters vertriede wéi eis Wäerter. An dowéinst fannen ech et richteg, datt Der dee politesche Courage hat, awer elo ze soen: „Voilà, ech mengen, hei ass eng Grenz iwwerschratt. Mir suspendéieren dat."

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi gesäit et an der Europäescher Unioun aus? Ech mengen, dat ass ee vun deene weesentleche Punkten, déi mer haut hei ouni Zweifel och sollen diskutéieren, a virun allem och als Lëtzebuerg muss eis dat prioritär interesséieren. Grad mir als Lëtzebuerger, déi Cofondateur si vun der Europäescher Unioun, hunn all Interêt – awer all Interêt! –, eis wierklech mat aller Kraaft anzesetze fir eng staark, geeenten Europäesch Unioun.

(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)

Jo, mir si kleng, mee mir kënnen awer op där grousser Bün eng gewësse Roll spillen. Mir mussen eis dofir awer no baussen opmaachen, mir däerfen eis net verstoppen. An duerfir ass et wichteg, datt mer permanent Relatioune fleegen, net nëmme mat eisen europäesche Partner, mee och doriwwer eraus. An den Ausseminister huet zu Recht och gëschter op déi diplomatesch Missioun vun der Chamber higewisen.

An Dir hutt Recht, Här Minister, Diplomatie spillt sech net nëmmen um Niveau vun der Regierung of. Diplomatie spillt sech och um Niveau vun eis hei als Chamber of, och wann dat vläicht op engem méi modesten Niveau ass, mee och dat ass net ze ënnerschätzen.

D'Europäesch Unioun muss sech natierlech och Froe stellen zu dësem Zäitpunkt: Ass et opportun, nach ze wuessen? Ech menge schonn. Musse mer net grad elo nach méi staark ginn? Musse mer eis net grad elo – an Zäiten, wou d'Europäesch Unioun, jo, hir intern Schwieregkeete kennt – no baussen nach méi verfestegen? Da si mer natierlech beim Elargissement, wou mindestens aacht Kandidaten op der Linn sinn, fir och den Entréesticket ze kréien, a virun allem déi Länner vum Balkan.

Den António Costa huet de 16. Oktober jo ugekënnegt, datt den 1. Juni 2026 soll en EU-Balkan-Sommet am Montenegro sinn. Dee leschte war iwwregens am Dezember 2024. A firwat am Montenegro? Mee grad dat ass dat Land, wat am Fong bis elo vläicht déi meeschte Progrèse gemaach huet, fir eng Kéier an d'Europäesch Unioun ze kommen. An am Balkan, do waarde se op eng kloer Äntwert, net nëmmen de Montenegro, Albanien, Nordmazedonien. Déi wëllen eng Äntwert vun eis hunn. A wa mir hinne keng Äntwert ginn, stinn anerer prett, fir hinnen de Wee ze weisen, a wéi eng Richtung et soll goen. Dat ass awer dann net no Westen. Da brauche mer eis awer net ze wonneren no Joren, wann op eemol en anere Korridor entsteet.

Ech wëll dat och ënnersträichen: Natierlech muss e Bäitrëttskandidat d'Konditiounen erfëllen. Ech hunn dat scho bei der Ukrain gesot. Ech mengen, d'Kopenhagener Krittären ass eng vun deene wichtegsten. Se mussen noweisen, dass se e fräie Maart kënne bedreiwen, an dat ass eeben, wéi gesot, wichteg, mee mir mussen – nach eng Kéier – am Balkan immens gutt oppassen. Wa mer do net an der nächster Zäit eng Decisioun huelen – zumindest wären et e puer Länner, déi awer elo no dru sinn, déi Krittären ze erfëllen, fir eng Kéier Member vun der Europäescher Unioun ze ginn –, wa mer et do net fäerdegbréngen, deenen nach eng Kéier eng kloer Perspektiv ze ginn, dann, fäerten ech, wäerte se sech vun eis ofwenden.

En aneren interessante Bäitrëttskandidat ass Moldawien. Jo, do kann ee soen: „Moldawien!" Een, dee schonn do war, weess, datt dat e Land ass, wat ekonomesch alles anescht wéi ganz staark dosteet, mee wat awer ganz hoffnungsvoll ass, dat waren d'Walen de leschten 28. September. Do huet d'PAS – dat ass hir féierend Partei – 55 vun 101 Sëtz kritt an och doweinst d'absolutt Majoritéi. Dat ass awer eng Partei, déi éischter fir den EU-Integratiounsprozess ass. Dat gëtt eng gewëssen Hoffnung.

An de Conseil européen hat och Recht, Moldawien am Fong geholl ze encouragéieren, op deem Niveau weiderzefueren. Dat ass eng gutt Entwécklung. An et däerf ee jo och net vergiessen: Moldawien huet jo och eng historesch Vergaangenheet mat Rumänien. Rumänien ass Member vun der Europäescher Unioun. Firwat soll net och Moldawien eng Kéier Member vun der Europäescher Unioun ginn?

Fir eis als DP ass jiddefalls eppes ganz kloer zu dësem Zäitpunkt: Mir wëllen op kee Fall hunn, datt d'Tierkei elo soll Member vun der Europäescher Unioun ginn! Ech mengen, soulaang de Regimm Erdoğan do en place ass, ass dat kee Partner, fir iwwer eng eventuell Memberschaft ze diskutéieren.

Natierlech, wa mer iwwert den Elargissement diskutéieren, da muss een natierlech och kucken … Mir hunn elo zu 27 Problemer, ze fonctionéieren, mir hunn eng Rei Störenfrieden. Da muss ee sech och d'Fro stellen: Musse mer net intern gewëssen Adaptatioune maachen, fir datt mer u sech awer kënne gutt fonctionéieren, wa mer herno emol eng Kéier vläicht zu 35 sinn?

En EU-Konvent? Jo, firwat net, fir datt een och emol do iwwer e puer elementar Saachen diskutéiert. Stéchwuert „Eestëmmegkeet": Muss déi nach ëmmer an alle Secteure virherrschen? Ech mengen net. Dat muss op alle Fall duerchdiskutéiert ginn.

Dann hu mer natierlech de Moment och an der Europäescher Unioun eng Rei Suergekanner. Frankräich, esou e stolzt Land mat esou enger herrlecher Geschicht, Kultur – op allen Niveauen –, Architektur. Wann een dann awer gesäit, …

(Interruption)

… op wat fir engem Niveau Frankräich elo ukomm ass, an dat muss een och ganz éierlech soen … Ech soen dat kloer: Ech sinn nach wie vor der Meenung, datt den Här Emmanuel Macron e gudde President ass.

(Exclamations et hilarité)

Ech hu mer déi dote Reaktioun erwaart. Et hätt mech och elo enttäuscht, wann Der net esou reagéiert hätt.

Une voix | Mengt Der, de Mélenchon wär besser?

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo.

M. Gusty Graas (DP) | Jo, voilà, jo.

(Hilarité)

An ech soen awer ganz éierlech: Wann Europa de Moment net, trotz allem, e Mann wéi den Emmanuel Macron hätt, géinge mer nach méi schwaach dostoen.

Mee ech soen awer ganz kloer hannendrun: Den Här Macron huet e strateegesche Feeler gemaach – ganz kloer! Déi virgezunne Walen, an dat muss e selwer agesinn, dat war e Feeler. En huet doduerch Frankräich an eng gewësse Kris gestierzt, wat net gutt ass. Elo huet en de fënnefte Premier, wann de Lecornu ...

(Interruption)

Deen ass jo elo scho fir d'zweet Premier genannt ginn. Dat ass net glécklech, dat ass net gutt. Dat ass net gutt fir d'Entwécklung vun deem Land selwer, mee et ass virun allem och net gutt fir d'Europäesch Unioun.

Ech bleiwen awer nach wie vor der Meenung: Trotz deene Problemer soll den Här Macron säi Mandat als President bis 2027 zu Enn bréngen, well soss komme mer an eng nach méi grouss institutionell Kris.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zënter dem 20. Januar gëtt et jo och en neie President an den USA, e President, deen eis jo u sech bekannt war, mee e President, deen elo nach aner Facettë vu senger Personalitéit weist. Ech wëll mech elo net weider dodriwwer ausloossen, mee zumindest muss ee soen: Dee President ass onberechenbar, dee President bréngt awer vill Onrou mat sech duerch seng Decisiounen, déi moies geholl an owes a Fro gestallt ginn. Mee wat mer méi Suerge mécht, dat sinn déi autokratesch Zich vun deem Mann, deen amgaang ass, d'Institutiounen ze ënnerhielegen an Amerika, deen amgaang ass, drop hinzeschaffen, gegeebenefalls d'Verfassung ausser Kraaft ze setzen, fir kënnen en drëtt Mandat unzestriewen. Da soen ech awer ganz éierlech: Ech mengen, dat ass eng Entwécklung, déi mir als Europäer esou net kënnen akzeptéieren.

Och deen Taxekrich, dee mer all Dag erliewen, dréit mat Sécherheet net derzou bäi, d'Relatiounen zwëschent der Europäescher Unioun – och anere Länner – an den USA ze verbesseren.

An trotzdeem wëll ech ënnersträichen: Nach wie vor ass Amerika e wichtegen Handelspartner. D'Importenz vum amerikanesche Marché ass also och fir eis Wirtschaft enorm. Déi historesch Lienen däerfe mer och net vergiessen. Mir mussen also versichen, och an Zukunft eng räsonabel Relatioun mat den USA ze féieren, wat net wëll heeschen, datt mer awer alles sollen akzeptéieren, wat aus deem Land do kënnt.

Da si mer natierlech och ganz séier bei der NATO. Wann d'NATO Amerika eng Kéier net méi als Member hätt, da wier d'NATO immens geschwächt, an duerfir muss och d'Europäesch Unioun vill méi autonom ginn. Net nëmmen op deem Gebitt, och op anerem Gebitt, mee et ass wichteg, datt d'Europäesch Unioun sech och a Verdeedegungsfroe méi vun den USA emanzipéiere kann.

Dann ass et natierlech verständlech, datt een och emol e Bléck op aner Regioune vum Planéit werft. An dann ass ee séier bei China. Mäi Virriedner huet sech och ganz vill mat China auserneegesat. Sou sympathesch mäi Buergermeeschter a mäin Noper mer och ass, ech sinn awer vläicht net grad esou streng mat China, wéi hien dat war. Ech kommen iwwregens elo just aus China erëm, zesumme mam Här Fayot, mat der Madamm Agostino.

Plusieurs voix | A!

M. Gusty Graas (DP) | Mir konnten eis also och e Bild maachen, woubäi dat natierlech éischter subjektiv ass. An awer, jo, sollte mer net esou naiv sinn a verkennen, wat fir e politesche Regimm a China herrscht.

Mee op der anerer Säit musse mer d'Aen awer och opmaachen a gesinn, wat an deem Land amgaangen ass, sech ze entwéckelen. Dat kënne mer als Europäer net ignoréieren. Ech ginn Iech ee Beispill: Dat ass d'Produktioun – mir haten de Moien och schonn doriwwer rieds – vun elektreschen Autoen. An d'Chineesen hu ganz kloer gesot: „Mir wëllen de Weltmaart" – de Weltmaart! – „iwwerschwemme mat eisen elektreschen Autoen", a si sinn och amgaangen, dat ze maachen.

Duerfir, mat China solle mer eng räsonabel Relatioun och an Zukunft fleegen, ouni natierlech awer ze vergiessen, wou d'Grenze sinn – dat ass evident. Ech mengen, wann ee mat hinnen iwwer Mënscherechter schwätzt, da kommen natierlech aner Attitüden, wéi déi, déi mir gewinnt sinn. Et ass eng Partei, déi iwwer 1,4 Milliarde Leit decidéiert – dat muss ee sech emol virstellen: 1,4 Milliarden! A wann een dat Scheema, wat do opgebaut ginn ass iwwer Joren, Joerzéngten, net respektéiert, da muss een natierlech och mat seriöe Konsequenze rechnen.

Wou se natierlech ganz gereizt reagéieren, dat ass d'Fro vun Taiwan. Si gesinn nach wie vor Taiwan als abtrünneg un. Fir si ass Taiwan en Deel vun hirer Republick. Ech soen awer éierlech: Wa China géif probéieren – a gewëssen Zeeche weise jo heiansdo drop hin –, Taiwan mat Gewalt ze annexéieren, jo, da misste mer eis als Lëtzebuerg awer och positionéieren. Mir stinn de Moment formal zu der One China Policy a mir fleegen awer trotzdeem gläichzäiteg och kommerziell Kontakter mat Taiwan.

D'Welt vu muer jiddefalls, dat soen ech och ganz kloer, däerf net China gehéieren. China soll e gemeinsame Partner sinn, mee et kann net sinn, datt China muer, wéi gesot, féierend op der Welt ass. Et ass net – vum politesche System hier gekuckt – e Virbild fir eis, mee mir mussen awer, a mir sollen dat och an Zukunft maachen, eng räsonabel Relatioun mat China féieren. Mir hu siwen, aacht Banken hei. Mir hunn eng direkt Konnexioun zu Zhengzhou, mam Fliger. Mir hunn u sech also eng gewësse Relatioun opgebaut, déi mer net sollen direkt a Fro stellen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann een esou den Tour mécht duerch d'Welt an een engem nolauschtert – net nëmme mir, mee och dem Minister gëschter, mengem Virriedner an deenen, déi derno kommen –: Dat ass keng Kritick, mee mir hunn awer natierlech d'Tendenz, éischter op negativ Punkten hinzeweisen.

Ech wëll awer zumindest op ee positive Punkt hiweisen aus deene leschten Deeg, an dat ass de Konflikt zwëschent Armenien an Aserbaidjan. Do schéngt sech jo awer zumindest eng gewëssen Normalitéit anzestellen. Jiddefalls huet zum Beispill déi armeenesch Regierung elo decidéiert, datt d'aserbaidjanesch Camionen den Transit duerch hiert Land an d'Türkei elo maache kënnen. Dann huet och Armenien den aserbaidjanesche President, den Ilham Alijew, op de Sommet vun der Europäescher Politescher Gemeinschaft agelueden, wou iwwregens och den Här Erdoğan soll sinn.

Am Hierscht 2023 hat jo Baku d'Regioun ëm de Bergkarabach no enger laanger Blockad a kuerze méi schwéiere Kämpf jo eruewert. Et schéngt also, wéi gesot, wéi wann do eng gewëssen Normalitéit sech géif astellen zwëschent deene Länner, déi scho säit Joerzéngten an engem Konflikt matenee sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt dann awer natierlech och op en anere wichtege Volet vun der Aussepolitick hiweisen: Dat ass den Aussenhandel. Ech mengen, de Xavier Bettel ass och gëschter drop agaang. Mir hunn en Handelsvolume vun 335 Milliarden Euro. Mir mussen also och an Zukunft ganz kloer op den Aussenhandel setzen.

An da wëll ech op d'Wirtschaftsmissiounen hiweisen. Dat si keng Tourismusreesen, dat si scho Reesen, déi derzou bäidroen, Lëtzebuerg dobaussen nach méi bekannt ze maachen, Lëtzebuerg op d'Weltkaart ze setzen – e klenge Lien och zu der Weltausstellung zu Osaka. An do muss ee soen: Dat war ouni Zweifel e grousse Succès. An deen, deen do war, konnt sech och vun deem gudde Stand vu Lëtzebuerg do iwwerzeegen.

Mir maachen dann och eng Rei nei Ambassaden op, wat richteg ass: a Costa Rica an a Kanada. Grad déi zwee Länner bidden nach Opportunitéiten, wou mer och nei ekonomesch Relatioune mat deene Länner opbaue kënnen. An da virun allem awer och Singapur, wou mer jo graduell eng Ambassade opgemaach hunn.

Aner Länner am asiatesche Raum si ganz wichteg: Japan, d'Philippinnen, Malaysia, Vietnam, Indonesien, Thailand a Südkorea. An dann huet den Här Ausseminister och ugekënnegt, datt mer eis Relatioun mat der Mongolei verdéiwe wäerten, déi u sech a priori net onbedéngt e Land ass, op dat mer eise Fokus direkt géife leeën; mee et däerf een déi geopolitesch Situatioun vun der Mongolei net vergiessen. Ech kann Iech iwwregens soen, Här Minister: Enn Mäerz wäert eng Delegatioun vun der Chamber an d'Mongolei fueren, soudatt mer am Fong do och scho kënnen eise klengen Obolus derzou bäidroen, fir eeben d'Relatioune mat deem Land ze verbesseren.

Wa mer scho beim Aussenhandel sinn, kënnt een natierlech och net derlaanscht, e Wuert iwwert de Mercosur ze verléieren, de Mercosur, iwwert dee mer elo schonn iwwer zwee Joerzéngten diskutéieren. An ech gesinn, hien ass och just grad net heibannen: De Fernand Etgen hätt dat nach vill besser kënne soen, wéi en nach Agrarminister war. Jo, mir wëssen, datt de Mercosur en ëmstriddent Ofkommes ass, de Mercosur, deen zwar elo op der leschter Ligne droite ass, deen awer nach eng Rei Froen opwerft. Eppes ass och kloer fir eis als Demokratesch Partei: Mir stinn engem Ofkommes Mercosur net an de Féiss, mee wat fir eis wichteg ass, ass, datt awer elementar europäesch Standarden do respektéiert ginn.

Jiddefalls, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi planetaresch Problemer – an där gëtt et méi wéi genuch –, déi kënnen u sech nëmmen duerch d'international Gemeinschaft geléist ginn. Dat ass evident, där Iddi soll jiddefalls kee sech verschléissen.

An da si mer natierlech och séier bei der UNO. An den Ausseminister huet gëschter och e puer Wuert iwwert d'UNO verluer. An déi kann ech nëmmen ënnerstëtzen. D'Fro ass ze stellen: Firwat hu mer e Sécherheetsrot, wou Leit, wou Länner dra sinn, déi e Vetorecht hunn? Do si Länner dra wéi China, wéi Russland. Wann déi dat Wuert „Mënscherechter" nëmmen héieren, da kréie sech scho Pautschen an d'Gesicht. Jo, et kann awer net sinn, datt dann esou Länner e Vetorecht hunn! Duerfir muss d'UNO, eng Institutioun, virun där ech Heederespekt hunn, ouni Zweifel och reforméiert ginn.

An den Ausseminister huet jo och gefrot, firwat datt Afrika zum Beispill, dee Kontinent, net e Member do huet. Ech mengen, och dat sinn Iddien, déi hei awer musse mat duerchdiskutéiert ginn.

Ech gesinn, ech muss e bëssen ofkierzen, well d'Zäit leeft fort. Mee wéi gesot – fir awer trotzdeem nach e Wuert iwwert d'UNO ze verléieren –, wat fir mech awer immens wichteg ass: Wa mer och an Zukunft gär wëllen eng international Communautéit hunn, déi fäeg ass, Problemer ze léisen op Weltniveau, da kann dat nëmmen iwwert d'UNO sinn. D'UNO muss menger Meenung no eng nei Entwécklung kréien, dat ass ganz kloer. Mir als Lëtzebuerg sti jiddefalls elo

ganz derhannert, och an Zukunft, wuel wëssend, datt mer awer och gewëssen Adaptatioune verlaangen.

Vun enger Kris vum Multilateralismus ze schwätzen, dat ass leider, muss ee soen, net verkéiert. An duerfir, wéi gesot, brauche mer eng staark UNO, an et ass ëmsou méi bedauerlech, datt se deelweis vu Säite boykottéiert gëtt, wou een et eebe grad just net erwaart hätt, fir d'USA hei net erëm eng Kéier mam Numm ze nennen.

An déi finanziell Problemer, déi jo och de Moment um Niveau vun der UN bestinn, si leider och d'Resultat vun eenzelne Länner, déi entweeder hir Contributioun zréckschrauwen oder souguer guer net méi bezuelen. An dat kann et natierlech net sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eis als Grënnungsmember vun der Europäescher Unioun, de Vereenten Natiounen, der NATO an der OECD ass et jiddefalls kloer, datt déi Lëtzebuerger Aussepolitick vun e puer Kärprinzippie gepräägt ass. Eis Aussepolitick ënnert dem Minister Xavier Bettel ass eng kloer proeuropäesch. Si ass op de Multilateralismus ausgeriicht, deen den Dialog an den Zentrum setzt a vu Wäerter geleet gëtt wéi dem Asaz fir d'Demokratie, d'Mënscherechter, d'Egalitéit tëschent alle Mënschen an d'Rechtsstaatlechkeet.

Ech wëll duerfir ofschléissend am Numm vun der DP dem Ausseminister felicitéiere fir säin enormen Engagement, der Regierung insgesamt, déi déi richteg Aussepolitick mécht. Ech wëll awer och profitéiere vun der Geleeënheet, fir als President vun der aussepolitescher Kommissioun souwuel dem Premier wéi och Iech, Här Ausseminister, Merci ze soe fir d'Zurverfügungstoen. Dir sidd ëmmer present, wa mer Iech brauchen, an dat ass wichteg, deen Echange. Ech wëll awer och de Beamten aus Ärem Ministère – an et sinn der jo e puer hei – e grousse Merci ausspriechen. Dat ass fir eis ganz léierhaft, instruktiv, datt mer déi Echangen ëmmer kënnen hunn.

An deem Sënn, wéi gesot, ass et ganz kloer, datt d'Demokratesch Partei déi Pisten, déi vun Iech opgezeechent gi sinn, och an Zukunft wäert ënnerstëtzen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Ganz gutt!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Graas. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Yves Cruchten. Här Cruchten, et ass un Iech.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. Dir Dammen an Hären Deputéiert, d'Lëtzebuerger Aussepolitick war ëmmer eendeiteg, kloer, a se hat eng Linn. Se war e Statement, e Statement fir d'Mënscherechter, fir d'Rechtsstaatlechkeet, fir d'Demokratie a fir de Multilateralismus.

Zanter dem Zweete Weltkrich war dat de roude Fuedem vun eiser Politick an et waren dës Wäerter, déi eis als klengt Land grouss gemaach hunn. A mir sinn dofir och bekannt ginn als Champion vun der Diplomatie. Hei verdéngt selbstverständlech eise Corps diplomatique e grousse Luef, well egal wou mer an der Welt higinn, och mir als Deputéiert ginn ëmmer erëm drop higewisen, wat fir e gudde Corps diplomatique dass mir hunn.

Dat ass awer och de Verdéngscht vun deene Leit, déi dës Politick iwwer Joerzéngte mat Iwwerzeegung gedroen hunn. Ech denken do un e Gaston Thorn, e Jacques Poos, e Jean-Claude Juncker, awer och un e Jean Asselborn. Ënner hirer Leedung war Lëtzebuerg zouverlässeg, glafwierdeg a kloer an de Positiounen. Jiddwereen wousst, wou mer stoungen.

Haut, Här Ausseminister, ass dat net méi esou kloer. D'Lëtzebuerger Aussepolitick kritt een net méi richteg ze paken. An Är Ried gëschter huet dat nach eng Kéier verdäitlecht. Gëschter hutt Dir den Tour vum Globus gemaach, mee et hat een d'Impressioun, der Lëtzebuerger Aussepolitick géif de Kompass feelen. An eng Welt, déi ëmmer méi onsécher, méi brutal a méi egozentresch gëtt, brauch awer kloer Positiounen, keen Zécken an och keen Ofwaarden.

Den Här Premierminister an och den Här Ausseminister – an dat appreciéiere mer –, komme reegelméisseg ronderëm en EU-Sommet bei eis an d'Kommissioun. A wa mir dann do no der Lëtzebuerger Positioun an deem engen oder aneren Dossier froen, da kréie mir verzielt, wat d'Positioun vun anere Länner ass.

Mir hunn eng Regierung, déi sech gären hanner anere verstoppt. A wann et onbequeem gëtt, da waart si, bis déi aner virginn, kuckt, wéi eng Richtung d'EU hëlt, an dann dackele mer hannendrun. Mee sou funktionéiert Verantwortung net.

Déi lescht zéng Joer hu mir eng dramatesch Erosioun vun de Mënscherechter erlieft. Autoritär Regimmer si weltwäit um Virmarsch. D'Zivillgesellschaft gëtt verdrängt. D'Press gëtt ënnerdréckt. D'Meenungsfräiheet gëtt ageschränkt.

Amnesty International a Freedom House rapportéieren dat zéngt Joer hannertenee massiv Verschlechterungen. 2024, sou seet Amnesty, hu mir „nei Déiften" erreecht. Dëst ass kee statistesche Problem, mee et ass eng reegelrecht moralesch Katastroph.

De Populismus an de Rietsextremismus si weltwäit an och an Europa um Klammen. An den Ausseminister hat absolutt Recht, wéi hie gëschter gewarnt huet, datt een hinnen net däerf noäiferen. Wie mengt, et kéint ee se domadder zämen oder och nach iwwerhuelen, mécht e grousse Feeler. Um Enn stäerkt ee se just.

Ech hoffen, datt och d'Madamm von der Leyen an d'EVP dëse Message endlech verstanen hunn. Si kucken ëmmer méi dacks ganz no riets, fir zu Bréissel Majoritéiten ze fannen. Dat ass awer, wéi gesot, e geféierlecht Spill, dat de Populisten an den Extremisten d'Dieren opmécht. Wien domadder flirte wëll, spillt mam Feier a riskéiert, sech um Enn d'Fangeren ze verbrennen.

Här President, mir gesinn d'Zerstéierung vum Gaza, d'Aggressioun géint d'Ukrain, de Krich am Sudan, d'Verbriechen am Myanmar live, an Echtzäit, an d'Welt kuckt no. D'Weltuerdnung, déi op Recht, Diplomatie a Kooperatioun opgebaut war, steet op engem Kipppunkt.

An och dat ass eng Konsequenz vum sougenannten „Trump-Effekt": D'USA hunn ënnert him systematesch de Multilateralismus geschwächt, Institutiounen desavouéiert, d'UNO torpedéiert, d'Klimaofkommes opgekënnegt, der UNRWA d'Gelder gestrach, déi global Entwécklungshëllef duerch d'Opléise vun der USAID massiv geschwächt. Dat kascht all Dag Mënscheliewen. Dat ass net nëmme politesch, dat ass och moralesch onverantwortlech. An esou enger Zäit, wou d'USA sech aus der globaler Verantwortung zréckzéien, däerf Europa net de Mond halen!

Här President, mir hunn an de leschte Méint eppes gesinn, wat ech nëmme ka mat engem Wuert bezeechnen: e Kniefall. De sougenannten „Deal" tëscht der EU an den USA war keen akzeptabelt Verhandlungsresultat – dat war eng Erpressung. Den Donald Trump huet mat engem Handelskrich gedreet, mat Taxe géint europäesch Autoen a Produiten, mat Drock op d'Landwirtschaft, mat Attacke géint d'NATO-Partner. A wéi huet Europa reagéiert? Mat engem „Yes, Mr President!". Dat war keen Deal – dat war en Diktat. An et ass eppes, wat mir als Europäer net akzeptéiere sollten!

Mir hunn ëmmer drop gehalen, eis Wäerter ze verdeedegen. Mee hei hunn d'EU-Kommissioun an e puer Memberstaaten einfach noginn: en NATO-Generalsekretär, deen den amerikanesche President „Daddy" nennt, eng Kommissiounspresidentin, déi dem Här Trump noleeft bis an deem säi private Golfhotel a Schottland, nëmme fir en „Deal" ze kréien. Eng Demütegung sonnergläichen! Et huet ee sech musse schummen, Europäer ze sinn!

A wat nach vill méi schlëmm ass: Si probéieren, dat elo als e Succès ze verkafen. 15 % Taxen, an et hätt jo kënne schlëmmer ginn. Ech soen dat hei ganz kloer: Dat war kee Succès! Dat ass e Signal vu Schwächt. Et ass e Message un d'USA an un déi ganz Welt, dass een d'EU oder d'Europäer nëmme genuch muss drécken, an da gi se schonn no.

Mir gesinn, wéi labill den Här Trump ass. Wéinst engem Televisiounsspot stellt hien elo den Handelsaccord mat Kanada rëm a Fro. Muer ass et d'Europäesch Unioun.

Eis Verhandlungsexperten, déi sech haut op d'Schëller klappen, hu Versprieche gemaach, déi nëmme schwéier – wann iwwerhaapt – ze hale sinn. Wou sollen déi vill Milliarden hierkommen, déi d'EU versprach huet, an den USA ze investéieren? Wéi kënne mer déi Energieimporter vun haut op muer méi wéi verduebelen? Mir hunn d'Box déif erofgelooss an d'ganz Welt gesäit eise plakegen Hënneschten.

Mir musse verstoen: Den Donald Trump kennt keng Partner – hie kennt nëmmen Transaktiounen. An dofir däerfe mir Europa net zur Geisel vun engem onberechenbare Populist maachen. Frëndschaft mat den USA? Jo! Kooperatioun? Jo, onbedéngt! Mee net ënner Drock, net ënner Erpressung, net ënner engem Diktat!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Wann d'USA decidéieren, d'Handelsbezéiungen zu Kanada ze sabotéieren, da muss dat eis dach waakreg rëselen! Wa si haut d'Kanadier mat onfaire Konditiounen erpressen, da kënne mir sécher sinn: Mir Europäer sinn als nächst drun.

Mir brauchen eng EU, déi mat Sécherheet an Iwwerzeegung schwätzt an net mat Angscht a mat Zécken, eng EU, déi sech net vun engem Mann manipuléiere léisst, deen d'Demokratie als e Geschäft versteet.

Mir hunn et schonn dacks gesot: Mir däerfen eis net méi kleng maachen, wéi mer sinn. D'EU ass awer nach ëmmer dee gréisste Bannemaart vun der Welt, mee si ass nach ëmmer net déi geopolitesch Muecht, déi se misst sinn. Europa huet d'Kraaft, fir Standarden ze setzen. Duerch eis Normen hu mir e positiven Impakt op der ganzer Welt hannerlooss, sief et fir d'Mënscherechter, d'Aarbechtskonditiounen, d'sozial Ofsécherung, d'gréng Energien oder nach am Verbraucher-, am Klima- oder am Dateschutz. Mee et feelt eis u Courage, dës ze verteidegen.

D'EU huet et fäerdegbruecht, duerch Kooperatioun an net duerch Gewalt Afloss ze huelen an der Welt. Eis kulturell Diplomatie, eis Entwécklungshëllef, eis Klimapolitick, eis Bildungsoffer: Dat war ëmmer den europäesche Modell.

Mee elo gesi mir eng EU, déi sech selwer net richteg traut, déi an der Weltpolitick net méi selwer schwätzt, mee dacks nach just reagéiert. An do feelt et och bei eiser Regierung dacks u Courage. Si schwätzt gär iwwerall mat, mee hëlt keng Initiativ. Si schwätzt zum Beispill vu Mënscherechter, mee waart ëmmer op déi aner.

Lëtzebuerg war fréier e Motor. Eis Wäerter hunn eis d'Richtung uginn. Haut si mir e Passagéier mat engem Kompass, dee seng Nol verluer huet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Wann d'EU nees Respekt kréie soll, da muss si och handelen. Si muss eng kloer Linn zéien, och géint Frënn, wann dës eis Wäerter vun der Demokratie mat Féiss trëppelen. Mir mussen als Europäer kënnen iwwer eis Sécherheet an eis Zukunft selwer entscheeden.

Dofir brauche mir eng staark europäesch Verteidegung an eng kapabel Diplomatie, mee soulaang wéi d'Unanimitéit am Conseil gëllt, bleiwe mir blockéiert. Een eenzegen Nee kann eng ganz Politick stoppen. Dat ass onhaltbar an eigentlech hautdesdaags och onverantwortlech. Mir fuerderen d'Regierung dofir op, sech aktiv fir d'Ophiewe vun der Unanimitéit an der Aussepolitick anzesetzen. Well nëmmen esou kann d'EU séier a glafwierdeg reagéieren.

An och an der UNO si mer blockéiert, wéi de Premierminister gëschter sot. Den Här Ausseminister huet gëschter a sengem perséinlechen Numm vun enger Reform vum Sécherheetsrot geschwat, mee wat ass dann der Regierung hir Positioun?

Här President, strateegesch Autonomie heescht net, datt mir eis vun den USA sollen ofwenden, mee et heescht, datt mir eis net méi vun hinnen ofhängeg maachen. Jo, mir brauchen eng staark Verdeedegung, mee Sécherheet ass net nëmmen eng Zuel oder e Prozentsaz. Si ass eng Strategie, eng Verantwortung an eng Konditioun fir eis Fräiheet.

Ech verstinn net, firwat d'Lëtzebuerger Regierung virum NATO-Sommet schonn zougestëmmt hat, 5 % vum PIB oder RNB auszeginn, nach ier d'Diskussiounen iwwerhaapt ugefaangen haten. Dat sinn 3 Milliarden all Joer, all zéngte Staatseuro!

Virun allem suedele mer d'Päerd vun hannen op. Amplaz festzeleeën, wat mer brauche fir eis Sécherheet, hale mir just fest, wéi vill mer mussen dofir ausginn. Dat ass verréckt!

Spuenien huet hei Exceptioune gefrot, a krut se. Firwat mir net? Mat eiser Gréisst, eiser geografescher Situatioun hätt et Sënn gemaach, doriwwer ze schwätzen. Mee nee, Dir hutt einfach matgemaach. An dat ass keng couragéiert Politick.

(Interruption)

Mir all wëllen de Fridden. Mee Fridden ouni Gerechtegkeet ass och net vill wäert.

Zanter iwwer zwee Joer féiert Russland e brutale Krich géint d'Ukrain. De Wladimir Putin wollt an e puer Deeg e souveräänt Land vernichten. D'Ukrainer hu sech verteidegt – fir hir Fräiheet a fir eis Wäerter mat. Ech si frou, dass Lëtzebuerg an d'EU hëllefen. An ech froen: Maache mir am Fong genuch? A si mir glafwierdeg, wann anzwousch anescht, wéi am Gaza, d'Mënscherechter mat Féiss getrëppelt ginn an d'Reaktioun éischter hallefhäerzeg ass?

Un déi, déi mengen, si kéinten dem Putin Friddenspropositioune maachen: Et gëtt kee Fridde mat engem Aggressor, dee guer kee Fridde wëll. Den Donald Trump huet den Här Putin zréck op d'Weltbün geholl. En huet em de rouden Teppech ausgeluecht. En huet em souguer applaudéiert virun de Kameraen. An awer: Näischt ass dobäi erauskomm. Am Contraire: D'Ukrain gëtt esou vill beschoss wéi nach ni. A spéitstens elo misst dach jiddere verstanen hunn: De Wladimir Putin wëll kee Fridden. Hie wëll de Krich!

Och heibanne wëllen Eenzeler eis virmaachen, et bräicht ee just mat de Russen ze schwätzen an da wär de Krich séier eriwwer. Vläicht kann den ADR-Vertrieder eis herno soen, wat tëscht dem Här Kartheiser an dem Här Slutsky erauskomm ass bei deenen hire Friddensverhandlungen.

D'Ukrain awer gehéiert laangfristeg an d'Europäesch Unioun an Europa huet d'Flicht, si op dësem Wee konsequent ze begleeden.

Här President, et gëtt Plazen op der Welt, wou et net duergeet, neutral ze bleiwen. Gaza ass eng dovun. Dat, wat mir do gesinn, ass en humanitäre Kollaps, e Vëlkermord. A jo, hei huet d'Regierung gezéckt, gewaart, observéiert, bis et net méi anescht goung. D'Unerkennung vu Palästina koum, leider spéit. Mir sinn nach esou just op dee leschten Zuch opgesprongen a mir hunn eis nees hannert anere verstoppt. Bei der Fro vu Sanktioune géint Israel housch et fir d'éischt „neen", du „jo", du „vläicht", dunn „europäesch". Elo soll mol dru geschafft ginn.

Iwwert déi aktuell fragill Wafferou wëll ech hei net allze vill schwätzen. Mir hate jo schonn d'Geleeënheet dozou. An ech bleiwen och méi wéi skeptesch, wat e laangfristege Fridden ugeet. Déi neisten israeelesch Attacken hënt bestätegen dat nach emol. Israel schéngt dat mat dem Waffestëllstand éischter flexibel ze gesinn. Hënt gouf geschoss. De Moie wëll ee sech erëm drun halen. Sanktioune si leider néideg.

Déi humanitär Situatioun bleift hei extreem prekär. A well et nach laang wäert daueren, bis d'Situatioun sech fir d'Mënschen a Palästina verbessert, proposéieren ech hei eng Motioun, fir datt Lëtzebuerg – wéi Frankräich, Spuenien oder Italien – eng bedeitend Zuel vu blesséierte Kanner op Lëtzebuerg evakuéiert, fir dass déi hei medezinnesch versuergt ginn.

D'Regierung hätt jo gären, an ech verstinn dat, datt eis Decisioune sollen e reellen Impakt hunn. Abee, dës Motioun huet en direkten, reellen an och miessbaren Impakt. A bei allen Differenzen, déi mer kënnen hunn, mengen ech, wëlle mir op dësem Punkt alleguerten dat selwecht: Géint dat schrecklecht Leed virgoen, dat virun allem d'Kanner hei mussen erleiden.

An hei géif ech och gären dervu profitéieren an dem Här Ausseminister awer kloer soen, dass, och wa mer eis net ëmmer eens sinn, hien et net verdéngt huet, an der Ëffentlechkeet wéinst senge Positiounen aggresséiert ze ginn. An do sti mer hannert him!

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Här President, eisen Ausseminister huet et op der Tëlee gesot an och gëschter nach eng Kéier hei virun eis alleguer: Deen Eenzegen, dee kéint Fridde bréngen, wier den Donald Trump. A wann deen dat géif fäerdegbréngen, wär hien deen Éischten, deen den amerikanesche President géif fir de Friddensnobelpräis virschloen. Seriously?

Dir géift also de President fir de Friddensnobelpräis virschloen, en Trickser, e Ligener, e verurteelte Sexualstraftäter, e President, deen d'Arméi a sengem eegene Land asetzt géint seng eege Bevëlkerung, e President, dee säi Verdeedegungsministère an e „Krichsministère" ëmbenennt, e President, deen eng nei Police geschaf huet, fir géint d'Auslänner virzegoen. Esou ee wëllt Dir fir de Friddensnobelpräis nominéieren? Jo, mat esou Sätz kënnt een an d'Noriichten.

Déi Lëtzebuerger Aussepolitick awer, déi ech a meng Partei eis wënschen, steet net fir PR-Stunts an Instagram-Reels, net fir Emoji- an och net fir WhatsApp-Diplomatie. Si steet fir Mënscherechter, fir Konsequenz, fir Moral – och do, wou et schwéier ass.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Här President, gëschter huet eisen Ausseminister direkt e puermol betount, dass hien och Aussenhandelsminister ass. Gëschter hu mir héieren, dat wier e Paradigmewiessel, deen opportun wier. Den Aussenhandel ass also déi nei Prioritéit Nummer eent vun der Lëtzebuerger Aussepolitick. D'Mënscherechter sinn zur Niewesaach ginn.

Ganz konkreet heescht dat: D'Personal, dat op de Mënscherechter schafft, gëtt ofgebaut. Esou ass et beispillsweis enger Ekipp vu fënnef Leit zu Genf gaangen.

Am Géigenzuch gëtt eis Handelsdiplomatie opgestockt. Dat war eigentlech deen eenzege Sujet, bei deem ech gëschter konkreet nei Initiative konnt gesinn. Manner Mënscherechter, méi Banken a Fongen also.

Déi nei Lëtzebuerger Aussepolitick spigelt sech och an eiser Haltung zu europäeschen Dossieren erëm. Bei der Liwwerkettendirektiv, der sougenannter CSDDD, huet d'Regierung gewackelt a schlussendlech d'Interessie vun de grousse Konzerner iwwert d'Rechter vun de Mënschen an d'Ëmwelt gesat. Dat ass keng administrativ Vereinfachung. Dat ass Deregulatioun zugonschte vu Profitter.

An Ärer Ried, Här Bettel, hutt Dir vum Monster vum Loch Ness geschwat. Ech hu mech deen Ament gefrot, ob Dir nach Member vun der groussherzoglecher Regierung sidd, well dat Monster vu Loch Ness, also déi administrativ Vereinfachung, dat ass dach d'Kärstéck vun dëser Regierung hirer Politick! Domadder wëll eise Premier jo awer quasi all eis Problemer léisen.

Och beim Mercosur-Accord bleift Onkloerheet. Wat steet am Text? Wéi ginn eis Bauere geschützt? Wéi gëtt de Reebësch gerett? Iwwer wat wäerten um Enn déi national Parlamenter nach ofstëmme kënnen? Elauter Froen, op déi et gëschter keng Äntwert gouf.

An eise Kommissär, de Christophe Hansen, kann engem bal leeddinn. Als éischt Amtshandlung gëtt vun him verlaangt, de Baueren d'Subventiounen ze kierzen. Den EU-Budget no 2028 gesäit e Shifting vu Kohäsiouns- a Landwirtschaftsfonge vir. Dat kléngt net schlëmm, mee dat heescht näischt aneres wéi: manner Sue fir d'Baueren.

An och d'Asylpolitick weist eng Duebelmoral: Mir bekämpfen d'Taliban an hire monströse Regimm, zäitgläich awer wëlle mer mat hinne verhandelen, fir datt si eis refuséiert Asyldemandeuren zréckhuelen. Iwwerhaapt diskutéiert Europa just nach iwwer Maueren an iwwer Drot, mee net méi iwwer Solidaritéit a Mënschlechkeet. An dat ass net dat Europa, fir dat mir Sozialisten ëmmer gekämpft hunn.

Här President, ech wëll mat engem Zitat ophalen, dat esou richteg ass wéi viru 75 Joer. De Robert Schuman huet 1950 gesot: „L'Europe ne se fera pas d'un coup, ni dans une construction d'ensemble : elle se fera par des réalisations concrètes créant d'abord une solidarité de fait."

Europa entsteet net duerch Rieden, mee duerch konkreet Schrëtt. Mir musse selbstverständlech eis Acquise verdeedegen – Schengen, den Euro, d'Rechtsstaatlechkeet –, mee mir brauchen och Courage fir nei Schrëtt an der Verdeedegung, an der Sozialpolitick, am Klima, an der Steiergerechtegkeet.

Eis Virgänger hunn d'Europäesch Unioun vergréissert. Un eis ass et elo, se ze verdéiwen. Méi Europa, net manner, well just e vereent, souveräänt Europa kann déi liberal Weltuerdnung verdeedegen. An dat alles hunn ech an der Ried gëschter vermësst.

Här President, Lëtzebuerg existéiert, well internationaalt Recht, Diplomatie a Solidaritéit funktionéiert hunn. Eis ganz Geschicht ass en Appell un de Multilateralismus. Wann déi Prinzippien elo a Fro gestallt ginn, dann hu mir d'Flicht, se ze verdeedegen. Net hallef, net nëmme wann et bequeem ass, mee ëmmer!

Lëtzebuerg war ëmmer Europäer am Häerz, e konsequente Verdeedeger vun de Mënscherechter a vum Multilateralismus. Dës Traditioun däerfe mir net opginn. Am Contraire: Mir musse se mat neiem Liewe fëllen. D'Welt huet sech geännert, mee eis Wäerter dierfen net verfléien. Mir mussen d'Stëmm vun der Vernonft, vum Fridden a vun der Gerechtegkeet bleiwen. An dofir, Här President, brauch et och eng kloer, couragéis a virun allem ambitiéis Aussepolitick.

Merci.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– considérant la situation humanitaire dramatique dans la bande de Gaza, où plus de 67.000 personnes, dont environ 20.000 enfants, ont été tuées, des milliers sont blessés, et au moins 17.000 enfants sont non accompagnés ou ont été séparés de leurs parents ;

– considérant les rapports des Nations unies, du Comité international de la Croix-Rouge et d'organisations humanitaires internationales faisant état d'un effondrement quasi total du système de santé, du manque d'eau potable, de nourriture, d'électricité et de médicaments essentiels ;

– soulignant la responsabilité collective de la communauté internationale et des États membres de l'Union européenne à agir conformément aux principes humanitaires universels, en particulier à protéger les enfants et les civils en temps de guerre ;

– rappelant la longue tradition humanitaire du Luxembourg ainsi que son engagement constant en faveur du droit international humanitaire, de la protection des droits de l'enfant et du soutien aux populations vulnérables ;

– constatant que de nombreux pays européens, dont la France, l'Espagne, l'Italie, ont déjà évacué des enfants palestiniens blessés de Gaza afin de leur fournir des traitements médicaux urgents et spécialisés,

invite le Gouvernement à

– évacuer aussi rapidement que possible un nombre significatif d'enfants grièvement blessés de Gaza vers le Luxembourg, afin de leur garantir des soins médicaux urgents ;

– intensifier les efforts diplomatiques au sein de l'Union européenne pour qu'une action humanitaire coordonnée et durable soit mise en œuvre à Gaza, incluant la reconstruction des infrastructures médicales et la protection du personnel soignant ;

– poursuivre le soutien financier du Luxembourg à l'UNRWA, à l'Unicef et aux ONG médicales opérant en Palestine ;

– souligner que la protection des enfants et des civils constitue une obligation légale et morale découlant du droit international humanitaire, et que le Luxembourg doit continuer à faire entendre une voix forte et humaine au sein de la communauté internationale.

(s.) Yves Cruchten, Sam Tanson, David Wagner.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Cruchten. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Här President, merci. Léif Kolleegen, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, ech hunn och Är Ried gëschter ganz opmierksam gelauschtert an analyséiert, an ech muss soen, dass se ënnert dem Stréch éischter eng Bonne note kritt wéi eng Datz, ...

Plusieurs voix | Très bien!

(Brouhaha)

M. Fred Keup (ADR) | ... well Dir hutt se hei ganz sober a pragmatesch virgedroen. A Lëtzebuerg brauch och an eisen Ae keng Aussepolitick mat Nervositéit an Opreegung. Lëtzebuerg brauch eng roueg an iwwerluechten Aussepolitick.

An domadder hutt Der och scho villes besser gemaach wéi Äre Virgänger. Dir waart ganz pragmatesch an net ideologesch. Dat ass gutt. Dir hutt net iwwerdriwwen. Dir hutt e ganz gemässegten Toun gewielt. Dir hutt den Däiwel net un d'Mauer gemoolt. Dir hutt keng Welténnergangsstëmmung verbreet. Dir gesitt och net iwwerall Feinden, mee potenziell Frënn. Dir hutt och locker e klengen Tour ronderëm d'Welt gemaach. Dir hutt eis och e puer Geschichten erzielt. Dir hutt a Japan Keele gespillt. Dat ass jo och mol eppes.

Mee jo, mir brauche Vertrauen. Mir brauche positiivt Denken. A mir brauchen op jidde Fall keng Eskalatioun, mee iwwerluechtent Handelen.

An awer, Här Minister, ass d'Situatioun jo net esou roseg wéi ee kéint mengen no Ärer Ried. Et gëtt grouss Erausfuerderunge fir eist Land a fir d'EU a fir eis Partner. An déi Erausfuerderungen hutt Der dann awer vläicht ze vill esquivéiert. Erausfuerderungen, do sidd Der net konkreet genuch drop agaangen, an ech wäert da kucken, dat ze maachen.

Wirtschaftlech leeft et fir eis an eis Frënn am grousse Ganzen an Europa net immens gutt, éischter schlecht. Mir sinn a schwieregen Zäiten. D'Roll vum Weste bréckelt. An dat ass evidenterweis net gutt fir eis, well mir gehéieren zum Westen. Mir stagnéieren, mir schwächelen. An anerer huelen op a kämpfen, fir eis kënnen ze iwwerhuelen. Et geet do och ëm Muecht. Déi Muecht, déi hate mir ëmmer als Westen. An déi riskéiere mer, lues a lues ze verléieren. Dat schaaft Konflikter.

De Fridden ass eng Erausfuerderung. Mir hu vill Konflikter. Mir haten awer ëmmer vill Konflikter, an de 60er-, an de 70er-, an den 80er-, an den 90er-Joren. Ëmmer waren op der Welt vill Kricher, Krisen, Konflikter. Verhältnisméisseg hu mer sécher haut emol vläicht net dat, wat deemools war. Mee et ass eng Weltuerdnung, déi sech nei sicht, wou fréier vläicht eng geféierlech Weltuerdnung do war, mee op d'mannst war se stabill, am Ufank bipolar, duerno unipolar. An haut si mer an enger méi oder manner multipolarer Welt, déi duerch Konkurrenzkampf gepräägt ass. Ech kommen dorop zréck.

Är Analyse waren awer am grousse Ganzen, Här Minister, realistesch. A gutt gesot hutt Der och: Eng grouss Roll spille mir net als Lëtzebuerg! Mir si kleng. Mir mussen natierlech kucken, eis Interessen ze vertrieden, ze verteidegen, eis Souveränitéit, do, wou mir nach eppes kënne matdecidéieren – Beispill: d'Eestëmmegkeet – sou wéi all déi aner iwwregens och hir national Interesse mat der Aussepolitick vertrieden.

Wa mir elo d'Aktualitéit kucken – an ech kommen op alles zréck, wat Der gesot hutt –, da fänken ech u mam Militärbudget. Dir hutt selwer dervu geschwat, dass Der Iech net hätt kënne virstellen, hei eng Kéier ze stoen a vun 2 % Militärbudget fir Lëtzebuerg ze schwätzen. Dat hätt warscheinlech heibanne keen. Musse mer dat? Dat ass d'Fro.

Dir hutt geschwat vun Dissuasioun, déi mer mussen hunn, fir also anerer dovunner ofzeschrecken eis unzegräifen. Do zweifelen ech drun, ob dat wierklech de Fall ass. Ech froe mech: Dissuasioun viru wat, viru weem? Mengt Der wierklech, et géif een eis ugräifen? Mengt Der wierklech, Russland géif eis militäresch ugräifen? Ech op jidde Fall sinn iwwerzeegt, dass dat net geschitt. A ganz einfach aus engem Grond, well et och kee Sënn ergëtt. An duerfir mécht dat mir och keng Angscht an ech sinn zouversiichtlech.

Dat gëtt awer da benotzt, fir d'Militärausgaben an d'Luucht ze drängen. A mir sollen dann 3,5 % ausgi vun eisem RNB, 65 Milliarden. Dat wieren da pro Joer 2,275 Milliarden, dat heescht also, all Awunner bezilt 3.345 Euro pro Joer fir de Militär. Dat heescht, eng Famill vu véier bezilt 13.380 Euro pro Joer fir de Militär. Elo geet dat jo awer anscheinend nach net duer a mir mussen op 5 % kommen. 5 %, dat wieren 3,25 Milliarde fir eist Land. Da bezilt all Awunner 4.779 Euro. An eng Famill zu véier bezilt da knapp 20.000 Euro d'Joer fir d'Militär.

Dat hätten d'Amerikaner gären. Ma d'Amerikaner ginn awer aktuell als riseg Wirtschaftsmuecht 3,5 % vun hirem BIP aus. Dat si pro Awunner bei hinne just 2.632 Euro. Do leie mir also schonn emol gutt driwwer. A mir géife jo dann an deem Fall pro Awunner méi ausgi wéi si, woubäi si global ënnerwee sinn an allen Ozeaner. An dat, mengen ech, ass jo awer net dat, wat mir wëllen. Mir wäerte jo awer net lëtzebuergesch Flugzeugträger deemnächst gesinn.

Duerfir soen ech och ganz kloer, déi Zommen hei fir Lëtzebuerg si komplett iwwerdriwwen! Jo, mir brauchen natierlech eng Arméi, déi operationell ass an déi eppes ka maachen. Mee dat heiten, dat ass iwwerdriwwen. An deen dote Budget fir d'Militär – e Budget pro Kapp, dee méi héich ass wéi dee vun den USA – brauche mer net. Dat Wettrüste bréngt näischt!

Une voix | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | Dir hutt iwwert den Trump geschwat an iwwer eis Relatioune mat Amerika. Dir hutt dervu geschwat, dass Der zesummeschafft mat der Administratioun vum Här Trump, pragmatesch, fir eis Interêten. Dat ass gutt! Mee och, fir eis Wäerter – an ech mengen, mir hu ganz vill gemeinsam Wäerter mat den Amerikaner – ze verteidegen. Dat ass eng ganz gutt Saach.

Dir hutt och gesot, dass Amerika eise wichtegste Partner ausserhalb vun Europa bleift, Commerce, Sécherheet, an dass mer e positiivt Verhältnis zu den Amerikaner brauchen. Evidenterweis brauche mer dat an enger Welt, wou dat vläicht ëmmer méi schwiereg gëtt, och mat aneren.

Mir mussen déi transatlantesch Relatioune stäerken. Dir hutt gesot, dass Dir op der Westküst an am Texas waart, fir kommerziell Opportunitéiten ze kucken. Och dat ass natierlech eng gutt Saach. Dir hutt och dervu geschwat, dass den Här Trump et fäerdegbruecht huet, an dat ass esou, fir am Gaza e Waffestëllstand ze erreechen. An Dir hutt och vun anere Plaze geschwat, wou den Här Trump, d'Amerikaner derfir gesuergt hunn, dass de Waffestëllstand oder Fridde bewaart bleift, eeben am Noen Osten, Armenien an an Afrika, mee och a Südostasien op ville verschiddene Plazen.

An Dir hutt och gesot, dass Dir Iech géift wënschen, dass den Trump derfir kéint suergen – an dass dat deen Eenzegen am Fong ass, deen dat ka maachen –, dass et e gerechten a bestännege Fridde géif ginn tëscht der Ukrain a Russland. Och dat kann een natierlech nëmmen ënnersträichen. A mir musse soen, bei aller Kritick um Här Trump, déi ëmmer ganz schnell kënnt an oft och ganz einfach ass, sollte mer dat och agesinn an eeben och déi positiv Punkte gesi vun enger Administratioun Trump. A vläicht och mol gesinn, dass, par rapport zu viregte Regierungen an Amerika, déi et mol scho viru Jore gi sinn, den Här Trump wierklech een ass, deen net op Krich aus ass. D'Amerikaner sinn eis Partner an eis Frënn a mir musse mat hinnen zesummeschaffen.

Dir hutt geschwat vu politeschen Entwécklungen an eisen Nopeschlänner. Dat ass e ganz interessante Punkt gewiescht. Ech wëll kuerz dorobber agoen.

Mir hunn ëmmer e gewëssenen Discours, dee gefouert gëtt hei an Europa, an der Ëffentlechkeet, an de Meedien. Ech ka mech erënneren, wat alles iwwert d'Madamm Meloni geschriwwe ginn ass – haut ass dat manner esou –: „Neofaschistin", „Faschistin", an esou weider an esou fort. Bart De Wever, do stoung an eise Lëtzebuerger Zeitungen: „e Rietsnationalist", „Rietspopulist". Geert Wilders, och nach e „Rietspopulist". Alles ganz schrecklech Leit, wann een dat esou gelies huet. Haut si si un der Muecht.

An eis Regierung deelt jo anscheinend d'Wäerter vun deene „schlëmme" Leit, well den Här Bettel huet jo och gesot: „Mir deelen d'Wäerter mat der Benelux." Dat ass do, wou déi un der Muecht sinn. Kucke mer mol, wéi et haut ausgeet an Holland.

Et muss een also oppassen, dass vläicht net ëmmer dat, wat een esou mengt oder liest, och wierklech d'Wourecht ass. Dir hutt och geschwat vun anere Länner: Vun Éisträich, wou d'FPÖ am stäerksten ass, an Däitschland ass d'AfD am stäerksten, a Frankräich ass den RN Nummer 1. An Dir hutt gesot, dass dat der Previsibilitéit an Europa géif schueden. Mir hu gesinn, dass d'Welt awer weiderdréit, och wann zum Beispill eng Madamm Meloni an Italien un der Muecht ass, a souguer méi stabill a méi positiv wéi virdrun.

An et kann ee sech och froen, firwat déi Parteien dann och gewielt ginn. Si gi jo gewielt. Et ass Demokratie. Et si Walen. An et ass en Zeechen, dass d'Leit onzefridde sinn, enttäuscht vun anere Parteien, déi vill Feeler gemaach hunn a maachen, an déi dofir net méi gewielt ginn. D'bescht Beispill ass an Däitschland d'Ampelkoalitioun, an och aktuell di se sech schwéier. Dat ass keng gutt Situatioun. Mir hätten alleguerte léiwer, wa Frankräich an Däitschland op engem positive Wee wieren, stabill, wirtschaftlech staark. Dat ass awer am Moment net méi esou.

Dat ass sécherlech eng Politick, déi och ouni déi Parteien, déi Dir genannt hutt, am Moment schonn net ganz previsibel ass. Ech kann Iech net soen, wat an Däitschland an a Frankräich geschitt. Et ass am Moment guer net previsibel. An an Däitschland gëtt et jo net honnert Méiglechkeeten.

A wann een d'Tendenz do jo e bësse weiderstréckt, da kënnt jo warscheinlech, wann et esou weidergeet, eng AfD an eng Regierung, da kënnt jo eng FPÖ an eng Regierung, an da gëtt jo e Mann vum RN franséische President. Dat ass d'Tendenz. D'Warscheinlechkeet ass ganz grouss. An d'Warscheinlechkeet ass souguer ganz grouss, dass mëttelfristeg e Kommissiounspresident vun der Europäescher Unioun genau aus enger vun deene Parteie wäert kommen. Dat ass d'Realitéit.

(Interruption par M. Sven Clement)

Dat ass vläicht am Moment onprevisibel, mee previsibel ass et am Moment souwisou och net mat deenen aneren. Dat ass dann de Wëlle vun de Bierger. Dat ass Demokratie.

E Wuert zur Ukrain. Mir bleiwen der Meenung als ADR, datt eng diplomatesch Léisung fir dee Konflikt déi eenzeg richteg ass, fir esou vill Mënscheliewe wéi méiglech ze schounen, den Territoire vun der Ukrain esou wäit wéi méiglech ze preservéieren an eng Eskalatioun vum Konflikt ze verhënneren, esou wéi mir et och vun Ufank u gesot hunn.

Wéi geet et elo weider? Dat entscheede mir effektiv net. Dat sot Dir och. Dat entscheet emol haaptsächlech déi amerikanesch Regierung mam Här Trump. Dat ass d'Realpolitick. Mir hu véier Joer Krich, 100.000 Doudeger. Dat ass eng schrecklech Situatioun. An eng diplomatesch Léisung scho méi fréi hätt wuel vill Misär gespuert a Mënscheliewe verschount.

A jo, et muss een och matenee schwätzen. Matenee schwätzen ass ni e Feeler. Dat heescht jo net, dass een alles deelt mat deem, mat deem ee schwätzt. Ech wier bereet, mat all Mënsch op déser Welt zesummen ze schwätzen, och wann ech seng Meenungen net deelen. Et gëtt näischt, wat een nennt „Kontaktschuld". Et kann ee mat jiddwerengem schwätzen. Dat ass eppes ganz Normales. An dat ass Diplomatie.

Ech hoffen, dass de Krich iergendwann elo op en Enn kënnt. Mir gesinn heiansdo verschidde Signaler, an da ginn déi Hoffnunge leider erëm zerstéiert. Ech denken awer, dass et wäert méiglech sinn, dass mer dohinner kommen, och kuerzfristeg.

Ech hoffen duerfir och ganz kloer hei, dass d'Russen och alenken, an dass ee sech eens gëtt fir e Waffestëllstand an e Fridden. Mee ouni Waasser am Wäi geet et net, an dat zielt natierlech och fir d'Ukrain. Jiddweree muss warscheinlech Waasser an de Wäi schëdden. Mee wichteg ass, dass de Krich ophält.

Mir hunn ëmmer méi Sanktiounen, déi leider Gottes och eis vill schueden. Doduerch kommen héich Energiepräisser, Inflatioun hate mer, wirtschaftlech Problemer. Alles dat ass net gutt fir eis! Mir wëllen och net behaapten, datt déi Sanktioune guer keen Effet op Russland hunn. Dat wier vläicht falsch. Awer mir kënne behaapten, dass déi Ziler vun de Sanktioune bis elo net erreecht goufen.

A mir musse feststellen, datt bei Wäitem déi meescht Länner op der Welt – ronn dräi Véierel! – d'Sanktiounen net ënnerstëtzen a sech net dru bedeelegen. Dorënner och NATO-Staaten. Sanktioune kënnen awer nëmme fonctionéieren, wa ganz vill Länner matmaachen. Dat ass hei net de Fall.

Här President, an der Geschicht ännere sech Situatioune munchmol ganz schnell an onerwaart. Aus der haiteger Siicht ass da villes logesch, wat zu där Zäit, wou et geschitt ass, onlogesch, ongewëss war.

Ech ginn Iech e puer Beispiller.

Dat eent hunn ech och schonn eng Kéier gesot: Et muss ee sech jo mol virstellen, 1945 nach waren d'Russen eis Frënn an d'Japaner eis Feinden; kuerz drop waren d'Japaner eis Frënn an d'Russen eis Feinden.

Mir hunn elo gesinn, virun zwou Woche war den neie syreschen – wéi nennt een dat? – President, de Machthaber aus Syrien, zu Moskau beim Här Putin fir Gespréicher. Virun net allze laanger Zäit, virun een, zwee Joer, huet Russland nach Bommen op dee geschoss. Sou schnell kënne sech Situatiounen dréinen.

An dat ass och eigentlech eppes Positives, wann een also kann drop hoffen, dass – wéi deemools och bei Däitschland a Frankräich – no 100 Joer Feindseelegkeeten eng Reconciliatioun ka geschéien. A mir hoffen, dass et endlech och an déi Richtung geet: Waffestëllstand, Normaliséierung vun de Relatiounen, Friddensverhandlungen, ekonomesch Relatiounen a Reconciliatioun zwëschent all de Bedeelegten am Krich an der Ukrain.

Dat steet dann och fir eng nei europäesch Sécherheetsarchitektur, déi fir ganz Europa muss zielen. An elo Enn Oktober, oder Ufank Oktober, ass ganz oft no Riede gesot ginn: Vive Europa! Jo, mee Europa schléisst Russland net aus. Europa schléisst Russland mat an. A si mussen Deel si vun där Sécherheetsarchitektur, wann dee Krich, an dee Moment wäert kommen, eng Kéier eriwwer ass.

E Wuert zu Palästina. Dir hutt gesot, Här Ausseminister, Dir wiert vu pro-palästinenseschen Aktivisten – oder wéi een dat kann nennen – aggresséiert ginn. Dat ass natierlech eppes ganz Schlëmmes, wat een net dierf zouloossen an och net soll verharmlosen, wann esou eppes geschitt, egal a wéi engem Fall.

Et ass awer ëmsou méi bedauerlech, dass dat hei geschitt an engem Konflikt, deen eigentlech net wierklech eisen ass. An ech hoffen och, dass dat doten net ouni Konsequenze bleift. Et sollt een e kloert Zeeche setzen, dass dat net geet.

Dir hutt natierlech bei Ärer Politick fir Palästina fir e bësse Verwirrung gesuergt, Här Ausseminister. Dir hutt ganz laang hei op der Chambertribün verteidegt, dass Der Palästina net wéilt unerkennen, ganz oft, mat ganz verschiddene Grënn, déi am Fong och haut nach Gültegkeet hätten. An Dir hutt dunn awer op eemol ganz schnell Palästina unerkannt, zesumme mat anere Länner. Dat ass e gewëssenen Zickzackkurs, deen natierlech net fir grouss Kloerheet suergt.

An elo muss ee sech natierlech froen: Wat geschitt elo a Palästina? Kréie mer elo déi Walen, déi virgesi sinn? A wéi géife mer zum Beispill da reagéieren, wann d'Hamas géif un der Muecht bleiwen oder eventuell un d'Muecht géif kommen a ganz Palästina, oder an Deeler vu Palästina? Fuere mer dann esou weider oder musse mer eis déi Entscheedung dann net awer iwwerleeën?

Dir hutt och ee Saz gesot, dee mech e bësse perplex gestëmmt huet. Dir hutt gesot: „D'EU sëtzt net um Dësch, mee d'EU kritt duerno ganz oft d'Rechnung!" Wat hutt Dir genee konkreet domadder gemengt? Ass dat wierklech eise Rôle, dass mir duerno do, wou anerer Krich maachen, mussen opraumen a bezuelen, an dat iwwerall an ëmmer? A wéi wëllt Dir an Är Frënn, oder eis Frënn an den europäesche Länner, deenen et net gutt geet, dat verkafen? Well déi Sue si jo oft net do.

Schlussendlech si mir natierlech als ADR fir eng Zweestaateléisung, wéi ëmmer gesot. Mee mir wëssen och, dass e laangfristege Fridde ganz schwéier gëtt an enger Regioun, déi am Mëttelpunkt vu Konflikter steet, zënter et d'Zivilisatioun gëtt. An dat ass net nëmmen zënter 1948 esou. Dat ass eng Regioun, déi schonn an der Bibel – wou ech hoffen, datt e puer Leit d'Geschichte kennen – deemools beschriwwe gëtt als „das gelobte Land", wou d'Judden higezu sinn, d'„promised land". Dat sinn duerno d'Réimer gewiescht, déi komm sinn, den Tempel, dee verbrannt ginn ass – ech mengen, 79 no Christus –, d'Judden, déi verstreet gi sinn an d'ganz Welt, d'Araber, déi komm sinn, dann d'Kräizzich, déi gefouert gi sinn, fir Jerusalem zréckzeeroberen. Duerno d'Tierken, d'Fransousen, d'Englänner. An elo dann d'Situatioun zënter bal 100 Joer mat Israel a Palästina. Jee, een ëmkämpften Territoire, deen ni zur Rou komm ass a wou sech ëmmer ganz vill ofgespillt huet hei op der Welt. Duerfir kënne mer skeptesch bleiwen. Mir mussen awer d'Hoffnung behalen!

Dir hutt da geschwat vum Sudan, ganz kuerz, vu Konflikter, déi mer net aus den Aen dierfte verléieren. Jo, där ginn et och nach, och nach anerer wéi de Sudan. Dir hutt der eng ganz Partie genannt. Et ass och ëmmer interessant, fir mol d'Hannergrënn ze kucken, wien am Sudan dann do wie finanzéiert. Wéi eng Roll spillen dann do Russland an och d'Ukrain? An dann zum Beispill och esou Länner, mat deene mer am Fong gutt fueren, d'Vereenegt Arabesch Emirater, de Katar – wou ginn deenen hir Suen hin? U wéi eng Konfliktparteien? A wat fir Sauereie maachen déi alleguer? Nujee.

Am Sahel hu mer ganz laang gehollef, Entwécklungshëllef ze maachen. Elo hu mer am Burkina Faso, am Niger an am Mali eng Militärregierung. An déi reagéieren, wéi Dir sot, extreem sensibel op iergendwellech Kritick. Wat ass dann elo de Plang mat deene Länner? Et héiert een do net ganz vill. Gëtt et een? Gëtt et een op europäeschem Niveau? Soss waren et ëmmer d'Fransousen, déi do ganz vill Pläng haten.

Hunn déi nach Pläng do? Oder trauen déi sech och net méi dohinner? Oder wat maache mer? Ignoréiere mer déi Regioun? Gutt.

Dann eppes méi Positives: Dir maacht Ambassaden op. Dat ass eppes ganz Positives. Dir hutt gesot, Kanada, Dir hutt och vun anere Länner geschwat: Seoul, Singapur. Dat begréisse mir alles. Ech mengen, et ass ganz wichteg fir eis bilateral a multilateral Aussepolitick, dass mer dat maachen. An dass mer e gudde Reseau hu vu konsularesche Vertriedungen, wou eis Interesse vertruede ginn an déi och eiser Wirtschaft, eisem Commerce eppes bréngen. Duerfir begréisse mir dat ausdrécklech. An och nach weider Ambassade wiere gutt.

Mir ënnerstëtzen natierlech och d'Presenz vu Lëtzebuerg op Weltausstellungen. An déi heite war jo dann anscheinend och e groussen Erfolleg, wéi een dann héiert, op d'mannst mol vun all deenen, déi do waren. Mee ech mengen, et ass wichteg, datt Lëtzebuerg sech gutt no baussen duerstellt an dass mer e gudde Ruff hunn a gutt ukommen an doduerch natierlech eis och vill Frënn op der Welt maachen, déi eis hëllefe kënnen oder mat deene mer kënnen zesummeschaffen.

Dir hutt en Tour duerch d'Welt gemaach. Dir sidd och bei de BRICS-Länner stoe bliwwen. Et ass jo esou: D'BRICS-Länner stellen eis Muecht vum Westen, dem traditionelle Westen, a Fro. Ob dat elo normal ass – jo, dat ass eeben d'Entwécklung vun der Zäit. Wa fréier een op der Welt net esou gemaach huet, wéi mir Europäer dat wollten, dann hu mer e Kanouneboot dohinner geschéckt oder e Fliger mat 100 Söldner, an da war de Problem ganz oft geléist, diskreet, an dann ass dat gemaach ginn, wat mir wollten, respektiv, da sinn eis Wäerter, wéi mir dann deemools gesot hunn, endlech erëm vertruede ginn. Dat geet net méi op déser Welt! Dat ass ganz kloer.

Am September ass et a China eng grouss Versammlung ginn zu hirem Joresdag do. An dat war schonn e bëssen, wéi Der sot: „The West against the rest." Et war eng Provokatioun. De Putin, de Xi Jinping, de Kim Jong-un vir, an d'Presidenten a Ministeren aus ville Länner: Indonesien, Pakistan, Slowakei, Malaysia, Vietnam, Kuba, Ägypten, Singapur, Südkorea, Türkei an nach vill anerer.

Wat ass de Message gewiescht vun deene Leit, déi do zesummekomm sinn? Dat ass jo keen Zoufall. Si wollten eis jo eppes weisen. An eigentlech wollte se eis weisen – ech menge mol, ganz vill, déi do waren –: „Mir kommen elo." Also: Si kommen elo. Et war eng Machtdemonstratioun, fir eis ze weisen, dass mir net méi hei decidéiere mat Kanounebooter oder Söldnertruppen oder wéi och ëmmer, wéi mer dat fréier gemaach hunn, fir eis Wäerter an Ziler duerchzesetzen.

Mir sinn an enger Situatioun, wou och den Ukrain-Krich haaptsächlech China stäerkt. Russland gëtt méi ofhängeg vu China. An dat verännert d'Geopolitick zu Ongonschte vun den USA, déi jo souwisou a China hiren Haaptgéigner gesinn, an net a Russland. An dat ass schlussendlech net gutt fir d'USA, wa China doduerch méi wichteg gëtt. An et ass och dann net gutt fir eis. An duerfir sinn d'USA jo och beméit fir Fridden an och den Trump, fir gutt Relatioune mat Russland ze hunn. Well dee weess dat jo, dass en am Konkurrenzkampf géint China léiwer d'Russen awer halbweegs op senger Säit huet wéi komplett op der Säit vu China.

A mir dierfen och net vergiessen: Mir hate Joerzéngte vu mouvementéierten Zäiten a mir woussten net ëmmer, wat géif kommen. Mir haten eng bipolar Welt: Sowjetunioun/USA. Mir haten dunn eng unipolar Welt, den New World Order mat den USA eleng. An elo schleidere mer an eng multipolar Welt. An d'Amerikaner, evidenterweis, déi wëllen dat jo net onbedéngt. Et ass jo kloer, dass d'Amerikaner léiwer eng unipolar Welt hätten, wou si Weltpolizist spille wéi an den 90er-Joren oder Ufank 2000er. Duerfir bleift dat eng grouss Fro an eng grouss Onstabilitéit, wéi dat wäert ausgoen.

Dir hutt dann och gesot, dass de Multilateralismus ënner Drock ass. Jo, evidenterweis, e staarkt dominant Land wëll jo per se keng multilateral Welt. An duerfir wäert dat och natierlech net kommen, dass et eng Reform gëtt vum Vetorecht am UNO-Sécherheetsrot, well kee Land wäert dat fräiwëlleg opginn.

An et kann ee sech och froen, sou nobel wéi déi Iwwerleeung jo ass, fir dat ze änneren, an dass méi Länner kënne matdiskutéieren, kann ee sech awer froen, ob et iwwerhaapt nach géif fonctionéieren, wann et d'Vetorecht net méi géif ginn. Stellt Iech emol vir, da géif Amerika als eenzegt Land Nee stëmmen, se géifen iwwerstëmmt ginn. Wat wier dat fir eng Situatioun, wann Der dat gréisst a stäerkst Land einfach iwwerstëmmt? Da géife se à la limite soen: „Ma mir maachen, wat mer wëllen, mir ginn eraus aus der UNO." An da wier eis jo och net gehollef.

De Moment hu mer déi Situatioun, wou et d'Vetorecht gëtt, wat heescht, dass muss am Konsens eng Decisioun geholl ginn, déi leider dann oft net zustane kënnt, mee op d'mannst awer dozou féiert, dass se alleguer do sëtzen an diskutéieren, an dass trotzdeem heiansdo e Konsens méiglech ass.

Dir hutt vun enger Partie Minoritéite geschwat. Eng Minoritéit, déi Der net genannt hutt, ass déi am meeschte verfollegt Minoritéit op der Welt: Dat sinn d'Chrëschten op der ganzer Welt. An ech mengen, och dat wier eng Kéier en Theema, fir hei an der Chamber ze diskutéieren, sou wéi et och an anere Parlamenter gemaach gëtt.

Une voix | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | Dann zu Europa. Mir begréissen natierlech eng europäesch Koordinatioun, sou wäit wéi néideg, a sënnvoll Integratioun, wann et e positive Bäitrag ass fir eis EU. A mir sinn och prinzipiell der Meenung, dass nei Länner kënne bäikommen, wann déi Kopenhagener Krittäre voll agehale ginn. A wann déi erfëllt ginn, dann huele mer gären och Länner aus dem Balkan op.

Et bleift awer och kloer: Mir wëlle kee federaalt Europa. Mir wëlle kee Bundesstaat, wou mir dann eent vun de Bundeslänner wieren. Mir wëlle kee vereenegt Europa als Staat, wou nëmmen nach eng minimal Representatioun vun den eigentleche Länner wier. A mir refuséieren natierlech ganz kloer eng Opweechung vum Prinzipp vun der Eestëmmegkeet, souwuel am EU-Rot wéi am EU-Ministerrot. Mee do gëtt et jo och ëmmer méi Leit, déi dat och esou gesinn.

Dir hutt och geschwat vun Demokratie, vu Kontroll, vun eventuell falsche Meenungen, déi verbreet ginn. Dat ass e ganz sensibelt Theema. D'Meenungsfräiheet ass wichteg a Kontroll vun de Bierger sollt een net iwwerdreiwen, well doduerch geet d'Vertraue vun de Bierger an d'Institutiounen och nach weider zréck.

An Dir hutt jo selwer gesot, bei engem Referendum wiert Der warscheinlech der Meenung, dass d'EU net méi géif onbedéngt als dat Bescht gewielt ginn, mee éischter de Contraire. An et muss een ëmmer bedenken, dass grad déi, déi un der Muecht elo sinn an déi decidéieren, sollen oppassen. Oppassen, dass net een, deen d'Demokratie wëll schützen, se am Endeffekt awer lues a lues ofschaaft duerch esou Saachen, wéi se am Moment och deelweis geschéien, wou d'Meenungsfräiheet da lues a lues ënnergruewe gëtt oder d'Kontrollmechanismen ëmmer méi streng ginn.

Dir hutt vu Grenzkontrolle geschwat. Mir si kloer derfir, dass d'Baussegrenze kontrolléiert ginn. A mir si kloer derfir, dass am Schenge-Raum dann d'Bannegrenzen net musse kontrolléiert ginn, ausser natierlech et gëtt Ausnamen an et mécht Sënn, wat och emol ka virkommen.

Dat wier och haut guer keng Diskussioun, wa virun zéng Joer dat net gewiescht wier, wat virun zéng Joer war, wou eeben de Schengen-Accord ausser Kraaft gesat ginn ass, haaptsächlech vun der Madamm Merkel an Däitschland. A si huet de Schengen-Accord domadder torpedéiert, well zum Schengen-Accord gehéieren zwee Grondprinzippien. Deen éischten, deen ass eebe grad: zoue Grenzen no baussen an oppe Grenzen no bannen. Jo, wann Der no bausse Grenzen opmaacht, da maacht Der se iergendwéi no bannen erëm zou. Dat ass also iergendwéi an der Logik. An duerfir ass et schonn e bësse paradoxal, wa grad déi Leit, déi dat deemools ënnerstëtzt hunn an domadder de Schengen-Accord torpedéiert hunn, sech haut opreegen, dass et de Schengen-Accord esou net méi gëtt, wéi e virgesi war.

(Interruption)

Mir mussen also dru schaffen, dass d'Baussegrenze geséchert sinn, an da kënnen d'Bannegrenzen och erëm op sinn.

Dir hutt dann nach vun de Lëtzebuerger am Ausland geschwat. Dat war e ganz interessante Punkt, och well dat en Theema ass, wat déi leschte Joren, Joerzéngten ëmmer méi wichteg ginn ass – well et der ëmmer méi gëtt –, mee wat absolutt guer net den Agang an de politeschen Discours era fonnt huet.

Mir als Lëtzebuerg hunn net nëmmen Immigratioun, wéi mer se elo säit Joerzéngten hunn, mee mir haten an hunn och Emigratioun, fréier an haut.

An ech muss Iech och do kuerz verbesseren, wann Der erlaabt, Här Ausseminister: Déi 70.000 Lëtzebuerger, déi am 19. Joerhonnert an Amerika gelant sinn, déi sinn net dohinner geflücht. Dat ass en aneren Term. Déi sinn dohinner emigréiert, dat war eng legal Immigratioun. D'Amerikaner, déi hunn déi Populatiounen hei aus Westeuropa geruff a se da ganz oft mat engem Terrain iergendwou am Mëttlere Weste gelackelt. Déi Leit sinn dohannen ukomm, effektiv 70.000 Lëtzebuerger iergendwou dann do op der Grenz, oft am Kontakt mat indianesche Bevëlkerungen, an do war guer näischt, déi hu bei null missen ufänken, alles opzebauen.

Haut sinn et dann deenen hir Nokommen, déi deelweis d'Lëtzebuerger Nationalitéit huelen, genau wéi a Brasilien. A mir sinn haut zu 500.000 Lëtzebuerger ongeféier. Dovu wunnen der 350.000 hei am Land an 150.000 am Ausland, an dovunner ongeféier 40.000 um südamerikaneschen an nordamerikanesche Kontinent.

De Punkt ass deen heiten – a mir hunn dat schonn eng Kéier ugeschwat, mee dat ass ëmmer esou lapidar ofgewiergt ginn –: Déi Leit si Lëtzebuerger, mee si hunn net déi selwecht Rechter wéi d'Lëtzebuerger. Déi 150.000, déi am Ausland wunnen, déi kënnen zum Beispill net an d'Chamber gewielt ginn. Déi hu kee passiivt Walrecht. An och d'Wielegoen ass immens erschwéiert. Si mussen dat speziell ufroen. Dat si komplizéiert Prozeduren si kréien net automatesch, wéi dat bei praktesch allen aneren Nationalitéiten de Fall ass, de Bréif einfach heemgeschéckt, fir en dann erëm direkt anzeschécken. Dat ass net de Fall.

An dat féiert derzou, dass vun deenen 150.000 Lëtzebuerger, déi am Ausland wunnen – bon, dorënner sinn och Kanner –, just 1 % bis 2 % effektiv wiele bei

Chamberwalen, wat natierlech d'Participatioun un eise Chamberwalen extreem erofdreift. Dat heescht, mir hunn en Taux de participation bei de Chamberwalen, deen ongeféier bei 60 % oder eppes an déi 60 % reell läit. Also vill Lëtzebuerger wielen net fir d'Chamberwalen an zemools déi am Ausland.

An Dir huet och dervu geschwat, dass et do Chancë gëtt, déi mer sollten ergräifen. Grad a Brasilien am Bundesstaat Santa Catarina wunnen eng ronn 30.000 Lëtzebuerger. Dat sinn elo Lëtzebuerger wéi mir alleguerten hei. An dat ass e Punkt, mat deenen och ze kucken, fir vläicht wirtschaftlech zesummenzeschaffen. Santa Catarina ass ee vun deene räichsten a wirtschaftlech stäerkste Bundesstaaten a Brasilien, wou d'Wirtschaft zimmlech staark eropgeet. An ech mengen, do wier et wichteg, méi zesummenzeschaffen, méi dohinnerzegoen. Dat ass och geplangt, an dat begréisse mer. A firwat net och eng Kéier kucken, dass et e Fluch gëtt, en direkte Fluch zwëschent Lëtzebuerg a Florianópolis a Santa Catarina? Ech mengen, dat wier eng flott Saach.

Zum Schluss nach, Här President: D'Zil vun eiser Baussepolitick ass et, an engem méiglechst friddlechen, stabillen an oppenen internationalen Ëmfeld déi Lëtzebuerger politesch, ekonomesch, konsularesch a kulturell Interessien dynamesch, kompetent a mat Erfolleg ze definéieren, ze verdeedegen an ze promouvéieren. An dobäi mussen déi staatsrechtlech Souveränitéit a multifaktoriell Onofhängegkeet vun eisem Land ëmmer zentral Consideratioune sinn.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Ganz gutt!

Une autre voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. An déi nächst Riednerin ass d'Madamm Sam Tanson. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Wann ee sech op esou eng Ried preparéiert wéi déi heiten, da stellt ee sech jo natierlech d'Fro, ëm wat et eigentlech geet. Geet et drëm duerzeleeën, wou een iwwerall déi lescht Méint esou war op dëser Welt? Mat wiem een telefonéiert oder geschriwwen huet? Wéi een och d'Lag an den ënnerschiddlechste Regioune vläicht beschreiwe kann? Dat kann och ofhänke vun der jeeweileger Zeitungslektür. Oder geet et drëm ze debattéieren, wat ons Aussepolitick ausmécht? Wouvu mer ons leede loossen? Wat ons Strategie ass, ons Schwéierpunkten, déi mer setze wëllen, a mat wiem? D'Oppenheet vun deem Format hei setzt keng Grenzen an iwwerléisst jiddwerengem seng eegen Interpretatioun dovun, wat eng Debatt zur Aussepolitick ausmaache soll.

Wat Är Deklaratioun ugeet, Här Ausseminister, do muss ech Iech awer soen, dass ech mech gefrot hunn, ob mer net d'Format op d'mannst missten ëmbenennen. Well wann een am Larousse nokuckt, wat Deklaratioun eigentlech bedeit, da steet do: „Discours par lequel on déclare". Ech hu mech gëschter awer gefrot, wat Dir ons eigentlech wéilt deklaréieren, also matdeelen.

Mir wëssen elo, falls mer et net scho virdru wousste, datt Der ganz vill ënnerwee sidd, am Ausland, mee och hei am Land. Et ass net fir näischt vun der Hotelschoul an der Douanesmusek rieds gaangen. Mir wëssen och, datt Der ganz liicht a Kontakt mat de Mënsche kommt. An ech si bei Iech, datt dat och grad als klengt Land en Avantage ka sinn, wann een de Kontakt zu de Mënschen, déi an deenen ënnerschiddlechste Funktioune sinn, och intensiv fleege kann. An dat maacht Der jo.

Mir wëssen elo och, datt Dir der Meenung sidd, datt mer ons villsäiteg Relatiounen, sief et mat den USA oder mat China, weiderhi fleege sollen. A mir wëssen, datt Der perséinlech, an Ärem Numm, der Meenung sidd, datt „Afrika" soll e Sëtz am UN-Sécherheetsrot kréien – „Afrika".

D'Fro, déi sech awer fir ons weiderhi stellt, ass: Wéi gëtt d'Aussepolitick vu Lëtzebuerg definéiert? Wéi eng Wäerter vertrëtt Lëtzebuerg op der Weltkaart?

De Claude Wiseler huet a senger Zäit als Oppositiounschef dacks e Plang gefuerdert, en général, mee och en particulier fir d'Aussepolitick.

(Hilarité)

Une voix | Très bien!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Entschëllegt, Här President.

Ech zitéieren – 2019 –: D'CSV wéilt „e Pabeier kréien iwwert d'aussepolitesch Strategie, iwwert d'Ziler, iwwert d'Moyenen, iwwert d'Aart a Weis, wéi mer hei zu Lëtzebuerg Aussepolitick maachen, well mer wollten eng Novollzéibarkeet kréien, well mer wollte kucken, datt mer deen esou wichtege Konsensus, dee mer an der Aussepolitick als klengt Land solle fannen, och kéinten um Pabeier novollzéien an och wëssen, wat fir eng Zilsetzungen dës Aussepolitick vun der Regierung huet." Claude Wiseler, viru sechs Joer.

Une voix | Très bien!

(Interruption et hilarité)

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Am Koalitiounsaccord steet, Dir wéilt Iech en „agenda stratégique" ginn, Här Ausseminister, an der Aussepolitick. Mir wësse jo, dass de Koalitiounsaccord eng Bibel ass vun dëser Koalitioun, wou sech permanent drop referéiert gëtt an och ëmmer erëm gesot gëtt: „Dat steet net dran, dat gëtt net gemaach!", oder: „Dat steet dran, dat gëtt gemaach!" Duerfir meng Fro un Iech: Wou ass deen Agenda stratégique drun? Gëtt dorunner geschafft? Kënnt Der eis vläicht e bëssen eppes doriwwer zielen?

Dat wär och eigentlech wierklech net vu Muttwëll, ëmsou méi well sech ëmmer nees ënnerschiddlech Meenungen erausschielen tëscht Iech an dem Premierminister an den aussepoliteschen Dossieren – och wann Der ëmmer erëm gären de Géigendeel behaapt, nach de Moien um Radio – an et och net ëmmer ganz kloer ass, wie vun Iech zwee dann elo wierklech d'Aussepolitick hei am Land definéiert.

Är super Resultater bei de Sondagë ginn Ärer Method jo och Recht. Dëst ass taktesch méi pertinent op Är Trajectoire fir nees zréck an de Staatsministère, fir hei am Land weider extreem present ze sinn, op Är gewinnt geschéckt Aart a Weis. Da kann de Premier och gären d'Aussepolitick definéieren an och heiansdo dofir kritiséiert ginn.

Dobäi steet d'Aussepolitick jo am Fong just bei Iech. Ech hunn elo nach eng Kéier den Arrêté vun den Attributioune gekuckt, an dat steet just bei Iech. Och d'Koordinatioun vun den internationale Relatiounen, déi jo normalerweis eng Missioun vum Premierminister ass, steet bei Iech. An nawell gëtt een d'Gefill net lass, datt et de Premier ass, deen d'Richtung awer an esou munchem Dossier ugëtt, an datt Der Iech virun allem net wierklech ofschwätzt.

Beispill Palästina: Dir gitt am „Wort" en Interview, an Dir sot an deem Interview, Dir wéilt jo gären unerkennen, mee et misst een dann elo mol kucke mam Premier, ob deen dat da géif maachen a wéini, an hie misst dat eigentlech decidéieren.

Och e Beispill: d'Sanktiounen am Kontext vun Israel, wou de Premier derfir plädéiert huet, dat just op EU-Niveau ze maachen, wärend Dir aktiv – an Dir wësst, mir ënnerstëtzen dat hei an der Chamber – ëmmer erëm gesot hutt, Dir géingt en nationale Kader ausschaffen.

An dann de Montenegro: Dir hutt gëschter, et ass och vläicht just meng Interpretatioun, vill méi reservéiert geklongen, ouni Iech awer wierklech ze prononcéieren. De Premierminister sot am EU-Parlament, hie wier der Meenung, Montenegro sollt d'nächst Joer kënne bäitrieden. Wéi gesitt Dir dat?

An dann natierlech och nach d'Beispill vum Ruanda, wou de Premier och net wousst, datt Dir elo net direkt en faveur vun de Sanktioune waart.

Bleift awer d'Fro fir eis, ob Der net besser hätt, heiansdo méi fréi a méi séier anzegräifen, och als fréiere Klimapremier, well de Moment ass de leedenden Discours op ville Plazen eigentlech een, deen am Widderspruch zu deem steet, woufir Dir Iech an Ärer Zäit als Premier ëmmer agesat hutt, en Discours, dee Wäerter géint d'Kompetitivitéit ausspillt, de Klimaschutz géint d'Wirtschaft stellt. Ech ka mer schwéier virstellen, datt Dir déi Iwwerzeegungen, fir déi Dir als Premier stoungt, einfach hanner Iech gelooss hutt. An, éierlech gesot, géing et ons an der EU guttdoen, wann Der déi Haltung, déi Der deemools hat, nees méi kloer géingt op d'Agenda setzen!

A Lëtzebuerg kann nëmme seriö geholl ginn, wann ee politesch mat enger Stëmm schwätzt. E stännegt Improviséieren iwwerzeegt am aktuelle politesche Moment net wierklech. Dowéinst wollt ech elo mol op dat agoen, wat mer deels vermësst hunn an Ärer Ried gëschter. Wéi eng Wäerter leede Lëtzebuerg a senger Aussepolitick? Wat fir e Stellewäert huet déi international Klimapolitick an der Lëtzebuerger Aussepolitick? A wéi hale mer dem Drock stand, deen op d'Demokratien iwwerall, och ronderëm ons, ëmmer méi grouss gëtt? An dann: Wéi kann e klengt Land eng effikass Roll an der EU spillen?

Aussepolitick kléngt sou abstrakt. Mee eigentlech geet et jo och hei nëmmen ëm Mënschen iwwerall op der Welt an och ëm d'Fro, wéi mir eis zu deene Mënschen an hire Rechter positionéieren. Eisen Usproch ass kloer: Eng wäertebaséiert Aussepolitick ass kee Luxus, mee si ass d'Réckgrat vun eiser Demokratie. Eng Aussepolitick soll sech net ausschliisslech um Weltmaart orientéieren, mee un de Mënschen.

Lëtzebuerg gesäit sech gären als Land vun de Mënscherechter. Mir sinn houfreg op eis humanitär Traditioun, op eis Diplomatie, op eis Roll am Häerz vun Europa. Mee tëscht Selbstbild a Realitéit läit munchmol eng zolidd Lück. Wann et ëm wirtschaftlech Interesse geet, da gëtt et méi roueg ëm d'Mënscherechter. A wann déi Grouss Drock maachen, da gëtt „Pragmatismus" séier zum anere Wuert fir „fortkucken".

Am Koalitiounsaccord vun CSV an DP steet: „La diplomatie économique doit respecter nos valeurs et normes élevées en matière de développement durable, de politique sociale et de gouvernance, y compris les droits de l'homme." Ech deelen déi Aschätzung. Mee Dir musst Iech awer och heirunner moosse loossen. Well grad elo gëtt an Europa gestridden, ob Entreprisen iwwerhaapt mussen derfir suergen, datt Mënscherechter an Ëmweltstandarden an hire Liwwerketten agehale ginn.

De Premier sot ons e Méinden an der aussepolitescher Kommissioun, et géing elo e gudde Kompromëss um Dësch leien, deen déi kleng a mëttelstännesch Betriber elo mol géing entlaaschten. An d'Argument, fir dat ze ënnermaueren, war: Et wäerten elo nëmmen nach Entreprisen ab 5.000 Salariéë betraff sinn. Dat sinn net d'Kleng- a Mëttelbetriber. Dat hëlt déi grouss Mass vun de Betriber aus der Verantwortung eraus, eng sozial an ëmwelttechnesch net schiedlech Produktiounschaîne ze hunn.

Dee Kompromëss, dee keen ass, ass e komplett Afrostellen. Well Dir wësst eigentlech genee, datt kee Mënsch géint reelle bürokrateschen Ofbau ass, géint déi „vill Bréiwer", déi ee muss schreiwen, fir op dem Premier seng Wierder zréckzekommen. Mee et ass en Aushielege vun engem Text, un deem elo jorelaang geschafft ginn ass an dee letztendlech als Zil hat, aklobar Rechter ze schafe fir Leit, déi um aneren Enn vun der Welt ënner onsem Konsumverhale leiden.

Dat ass eng irresponsabel Politick, déi Dir matdrot, déi och d'Regierungsparteien am EU-Parlament warscheinlech gréisstendeels matdroen. Enfin, mir wëssen et jo net, well de Vott ass schliisslech geheim gewiescht.

Et ass an onsen Aen Zynismus, op där enger Säit an de Koalitiounsaccord ze schreiwen, et géing een d'Mënscherechter an der Wirtschaftspolitick respektéieren, a gläichzäiteg op EU-Niveau ze bremsen, wann et drëms geet, se wierklech ëmzesetzen. D'Mënscherechter dierfen net bei der Zone industrielle oder der Bankeplaz ophalen. An dat gëllt och fir d'Handelsaccorden.

Lëtzebuerg an d'EU schwätze vill vun Nohaltegkeet. Mee gläichzäiteg gëtt de Mercosur-Accord gepusht, en Deal, deen de Reebësch a Gefor bréngt an d'Mënscherechter am globale Süden ignoréiert an e Risk fir déi europäesch Landwirtschaft duerstellt, geneesou wéi en och eis Klima- an Ëmweltpolitick a Fro stellt.

Jo, mir sinn an engem komplizéierten internationale Kontext. A mir mussen als Lëtzebuerg an als Europa kucken, net tëscht den USA a China, an dem jeeweilege Protektionismus vun deene Länner, zermalmt ze ginn. Mee mer vergiessen heiansdo, datt mer dee weltwäit gréisste Bannemaart hunn, 450 Millioune Mënschen, déi an Europa fräi handelen a fräi reese kënnen.

Virun allem awer kann et net sinn, datt mer duerch de kuerzfristege Wëlle vu Profitt ons Acquisen a Fro stelle respektiv d'Ëmwelt an anere Länner fragiliséieren. De Renew-Europe-EU-Deputéierte Pascal Canfin schwätzt zu Recht vun enger „Zäitbomm", wann et ëm dësen Accord geet. Experte schwätze beim Mercosur vun engem „accord à l'ancienne", deen net den Enjeue vum 21. Joerhonnert gerecht gëtt, deen Handel op Käschte vun Ëmwelt, Klima a Gesondheet mécht.

Natierlech ass et positiv, datt d'Paräisser Ofkommes elo dra mentionéiert gëtt. Mee mir wëssen och alleguer, wéi schwéier et herno an der Praxis wäert sinn, dat wierklech zu enger Konsequenz kommen ze loossen. Ob et beim Liwwerkettegesetz ass, dat komplett verwässert gëtt, oder bei den Handelsofkommessen, dës dierfen net en Instrument vu weiderer Ausbeutung sinn, weeder fir d'Néiesch am Bangladesch nach fir de Bauer, egal vu wou op der Welt, nach fir d'Aarbechterin zu Lëtzebuerg, an definitiv och net fir manner Nohaltegkeet!

Une voix | Très bien!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Ons Wäerter, fir déi Europa steet, sollen och do agesat gi fir déi global Solidaritéit. Net grouss Konzerner solle virrangeg geschützt ginn, mee d'Mënschen.

A jo, mir brauche staark Entreprisen, fir gutt a sécher Aarbechtsplazen ze garantéieren, a jo, mir sollten d'Innovatioun an Europa stäerken – awer net op Käschte vu Sozialrechter, dem Verbraucherschutz an dem Ëmweltschutz! D'Kompetitivitéit däerf kee Virwand sinn, fir sozial- a klimaschiedlech Mesüren duerchzedrécken, soss bezuelen déi Schwächst de Präis a mussen drënner leiden, mam Resultat, datt d'Leit der Demokratie an der Politick net méi vertrauen.

Eng wierklech glafwierdeg, wäertebaséiert Aussepolitick verlaangt Kohärenz, Kohärenz tëscht de grousse Deklaratiounen um internationale Parquet, an de konkreeten Aktioune vun eiser Handels- an Aussepolitick. An d'Realitéit ass déi, dass d'Regierung, an där Dir Ausseminister sidd, net midd gëtt ze soen, si stéing fir eng ambitiéis Klimapolitick, an dann zur gläicher Zäit net zéckt, Politicken ëmzesetzen, déi den Export vu Klimabelaaschtungen an aner Regioune verstäerken, amplaz se ze bekämpfen, an derzou bäidroen, dass d'Mënscherechter an d'Liewensgrondlage vu Millioune Leit weider ënner Drock geroden. Dat, Här Ausseminister, ass net kredibel! Esou steet een als Regierung am Widdersproch mat sech selwer. Wie wierklech fir nohalteg Entwécklung steet, dee muss och de Courage hu géigenzesteieren, wa Fräihandel op Käschte vu Mënschen, Natur an Demokratie geet.

Mir däerfen awer och net esou maachen, wéi wann d'Demokratie just wäit ewech a Gefor wier. Och an der Europäescher Unioun ass se leider net méi selbstverständlech. A ville Länner gi Justiz a Meedien ënner Drock gesat an d'Zivillgesellschaft geziilt geschwächt.

Ech kann allerdéngs nëmme staunen, Här Keup – a, en ass elo leider net am Sall –, datt Der d'Beispiller gitt vun eisen Nopeschlänner mat hire gutt fonctionéierenden Demokratien, wann ee gesäit, dass grad ënner rietsextreeme Regierungscheffen oder rietsextreeme Koalitiounen en décke Chaos gestëft gëtt!

Une voix | Très bien!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Nei Beispiller awer weisen, wéi d'Narrativer aus den USA an d'EU eriwwerschwappen, mat der Iddi, d'EU ze schwächen a sech selwer mat populistesche Marionetten ze stäerken. Et gëtt sech a Walen agemëscht an Deals gi viru Wäerter gestallt.

Eng rezent Etüd vum European Council on Foreign Relations warnt, datt Europa sech schonn haut an de Kulturkrich vum Donald Trump zéie léisst, e Kulturkrich, dee bewosst gefouert gëtt, an deem d'MAGA-Ideologie promouvéiert gëtt an Europa op der Weltbün humiliéiert gëtt.

De Rapport weist, datt ëmmer méi europäesch Regierunge Positiounen iwwerhuelen, déi fréier als inkompatibel mat onse liberale Wäerter ugesi gi wären: eng haart Migratiounspolitick, manner Reguléierung, méi Lockerunge beim Ëmwelt- a Sozialschutz.

D'Etüd beschreift eng geféierlech Dynamik: Europa fänkt un, d'Agenda vum Trump ze iwwerhuelen, aus Angscht virun him. Amplaz de politeschen Discours selwer ze gestalten – bei der Migratioun, der Vereinfachung oder der sozialer Gerechtegkeet – léisst sech Europa op eng Bün zéien, wou d'Dréibuch vun anere geschriwwe gëtt.

A gläichzäiteg gesäit een: Europa ass dacks geläämt, net nëmme wéinst e puer Staats- oder Regierungscheffen, mee wéinst engem System, deen ze dacks d'Eestëmmegkeet verlaangt. Soulaang eng eenzeg Regierung, ob dat de Viktor Orbán oder en aneren Nationalist ass, decidéiere kann, ob Europa handelt oder net, soulaang mécht den europäesche Projet genee dat, wat déi selwecht Nationalisten ëm ëmmer virwerfen: E liwwert entweeder näischt oder just faul Kompromësser!

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Mir hunn dat gesinn: bei Sanktioune géint Israel, bei Mesüre géint Ungarn, bei villen Entscheedungen, déi fir eis Glafwierdegkeet wichteg gewiescht wieren. Mir schwätze vun enger gemeinsamer Aussepolitick, mee mir handelen nun emol oft wéi 27 Eenzelner. An um Enn profitéieren d'Autokraten, net d'Demokratien.

Mee grad elo brauch et eng kohärent Aussepolitick. Lëtzebuerg muss sech systematesch fir e staarkt an integréiert Europa staarkmaachen. Dir maacht dat och reegelméisseg, genee wéi och de Premierminister. Mee an onsen Ae kéint Der eng Schëpp zouleeën. Heiansdo huet een d'Gefill bei Ären Deklaratiounen, datt et irrelevant wier, wat mir als Lëtzebuerg géinge soen oder vertrieden. Dobäi hu mir och als Lëtzebuerg Méiglechkeeten, fir d'Steierrad selwer ze iwwerhuelen, andeem mir nees eng couragéiert Virreiderroll iwwerhuelen. De Rôle, fir dee mir an der EU bekannt waren, verschwënnt lues awer sécher.

Déi eenzeg Persoun, déi dat konsequent an dëser Regierung mécht – obwuel et leider och net am Aklang mat enger gudder Klimapolitick ass –, ass d'Martine Hansen. Bei deenen aneren huet een d'Impressioun, Dir wiert méi Observateur wéi Acteur an Dir géingt Iech och fräiwëlleg an déi Roll vum klenge Memberstaat beginn, ouni ze probéieren, Allianze bei wichtege Sujeten ze schafen. Dat war an der Vergaangenheet scho mol anescht.

An Dir selwer hutt jo och schonn erlieft – quitte dass mer och do net mat Iech averstane waren –, datt Der duerch eng Positioun op d'mannst eng Decisioun kënnt e bëssen no hanne verréckelen, Beispill Ruanda. Duerfir meng Demande un Iech: Notzt Är Connectiounen! Notzt Är Reseausaarbecht, fir och grad an deenen Dossieren, wou Der Iech an der Vergaangenheet staark gemaach hutt, ze probéieren, nees en Afloss op den Decisiounsprozess ze huelen! Iwwerloosst d'EU, wannechgelift, net just den Dereguléierer an de kuerzfristegen Denker! Setzt d'Klimapolitick an d'Mënscherechter ëmmer nees héich uewen op d'Agenda!

D'Welt ass aus de Fugen. D'Krisen iwwerlagere sech a si hänke mateneen zesummen. Dat hu meng Virriedner all am Detail beschriwwen.

An der Ukrain kämpfe Mënschen elo zënter bal véier Joer fir hir Fräiheet an hir Existenz. Kee wëllt, datt dee Krich nach laang dauert. Mee e Waffestëllstand dierf net op Käschte vun der Fräiheet vun den Ukrainerinnen an Ukrainer goen an dierf och kee Sécherheetsrisiko fir Europa duerstellen!

Ech kann och do den Här Keup net novollzéien, wann e seet, et géing jo kee Sënn maachen, Europa unzegräifen. Wann d'Kricher ëmmer misste Sënn maachen, ech mengen, dann hätte mer absolutt keng Kricher op dëser Welt! An et gëtt genuch internationale Experten, déi do virdru warnen, dass mer, wa mer net hei en Zeeche setzen an och d'Ukrain schützen, eis dann als Europa extreem fragiliséieren.

Une voix | Très bien!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | E richtege Fridde kann et eréischt ginn, wa Russland ophält, Grenze mat Gewalt ze änneren an d'internationaalt Recht ze briechen. Lëtzebuerg muss weiderhin zesumme mat der EU op der Säit vun der Ukrain bleiwen. Dir hutt do, Här Ausseminister, ons voll Ënnerstëtzung.

Mir begréissen och de Volte-face vun der Regierung a punkto Frozen Assets. Och wann d'Explikatioune vum Premierminister zu deem Meenungswiessel net ganz kloer waren, sou ass et op alle Fall eng gutt Saach, dass elo do eng Ouverture ass. Är Meenung hutt Der eis dozou gëschter net matgedeelt. Ech ginn dovunner aus, dass Der dat matdrot.

Am Noen Oste gesi mer eng aner Tragedie, Méint vu Leed, Angscht a Vernichtung – op béide Säiten. Endlech sinn d'Geiselen, déi nach um Liewe waren, fräi. Endlech koum et och zu engem Waffestëllstand, deen absolutt noutwendeg war.

Mee e Waffestëllstand, deen all Dag gebrach gëtt, ass kee Fridden. Israel huet d'Recht, seng Bierger ze

schützen, mee och d'Flicht, d'Liewe vun onschëllegen Zivilisten an dat internationaalt Recht ze respektéieren. Dat ass leider déi lescht Joren net passéiert an de Risiko, datt d'Situatioun nees ëmschléit, ass permanent do. Et ass dowéint extreem wichteg, den Drock op Israel héich ze halen.

A mir mussen och an eiser Haltung vis-à-vis vun Israel konsequent bleiwen: D'Suspensioun vum Handelsaccord däerf net einfach verschwannen an och hei am Land musse mer kucken, wéi mer en nationale Sanktiounskader kënne virgesinn. Et däerf elo net zu enger Normaliséierung vun de Relatioune mat der israeelescher Regierung, déi aktuell do ass, kommen. Et stinn extreem schwéier Virwërf am Raum a si mussen och konsequent opgekläert ginn!

Erlaabt mer, awer op enger positiver Nott opzehalen: Déi lescht Woche konnt ech bedeitend méi gutt Saachen an der Lëtzebuerger Aussepolitick ausmaache wéi déi Zäit virdrun: d'Unerkennung vu Palästina; d'Bäibehale vum Drock op Israel iwwert d'Insistéieren op der Suspensioun vum Accord; den Engagement, en nationale Sanktiounskader ze schafen an deen och mat der Chamber wëllen ze diskutéieren; d'Kehrtwende zu de Frozen Assets; d'Propos, Montenegro 2026 als EU-Memberstaat unzeerkennen; an esouguer e Festhalen un de Klimaziler. Dat si positiv Notten. An ech si frou, datt Dir oder de Premier oder alle béid zu dëse Punkte stitt.

Här Minister, verstitt meng Kritick un Ärer Deklaratioun an Ärem Agéieren als en Appell fir eng méi kohärent, méi couragéiert a méi konsequent Politick! Lëtzebuerg an och grad Dir hutt d'Chance, eng Stëmm ze sinn, net just den Echo, fir d'Mënscherechter, fir eng gutt Klimapolitick a fir staark Demokratien.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, den Ausseminister huet vill Theemen ugeschwat, vill Relatioune genannt a vill Hoffnungen ausgedréckt. Mee loosst eis éierlech sinn: Mir liewen net an enger Zäit vun Hoffnungen. Mir liewen an enger Zäit vu Krisen, vun Onsécherheet a vun Illusiounen, déi mer eis nach ëmmer maachen. D'Welt ass manner stabill ginn, dat weess jiddereen.

Mee wat nach net jidderee versteet: Och d'Allianzen, op déi mer eis verlooss hunn, si manner stabill ginn. Partnerschaften, déi mer als selbstverständlech geholl hunn, sinn et net méi. D'Wäerter, fir déi mer eis agesat hunn, sinn net nëmmen am Ausland ënner Drock, se ginn och bei eis a Fro gestallt.

Lëtzebuerg spillt gären d'Roll vum gudde Schüler. Mir schwätze vu Solidaritéit, vu Multilateralismus a vu Prinzippien. Mee mir mussen elo och selwer Entscheedungen treffen, schwéier Entscheedungen, iwwert dat, wat mer wëllen, wat mer kënnen an op wat mer eis nach verloossen däerfen.

Ech wäert haut iwwert d'Chancë schwätzen, mee awer och iwwer Feeler. A virun allem: Wat musse mer änneren, fir net ënnerzegoen an enger Welt, déi ëmmer manner Récksiicht hëlt op eis, mee och op eis traditionell Partner?

Well d'Realitéit ass déi heiten: D'Welt waart net op Lëtzebuerg. Nee, se waart net emol méi op d'EU. Mir musse selwer decidéieren, wéi mer iwwerliewen an enger Zäit, wou d'Reegelen an d'Muechtverhältnisser sech änneren.

An dat heiten ass vläicht elo e bësse pessimistesch eriwwerkomm. D'Zil ass net, pessimistesch ze sinn, mee realistesch. Well mir kënne just da gutt handelen, wa mer d'Situatioun esou gesinn, wéi se ass, net esou, wéi mer se vläicht gären hätten.

D'Relatioune mat den USA bleiwen eng Realitéit fir eist Land, wirtschaftlech a sécherheetspolitesch. Mir sichen den Dialog an d'Partnerschaft. Dat muss esou bleiwen. Mee d'Vereenegt Staate si manner zouverlässeg ginn. Wat haut gëllt, gëllt muer vläicht net méi. Wat ee President ënnerschreift, kann deen nächsten neierdéngs zerrappen. Multilateralismus: net gewënscht. Laangfristeg Allianzen: net gewënscht. Amerika handelt ëmmer méi eenzeg no sengen eegenen Interessen, an dat volatill. D'Fro ass net, ob mer nach mat Amerika kënne schaffen. D'Fro ass: Op wat kënne mer eis nach verloossen? D'Äntwert: Op guer näischt méi!

Wa mir eis Sécherheet op eng Allianz bauen, déi vun Tweet zu Tweet ännert, wa mer eis wirtschaftlech Zukunft op Tariffer ofstëmmen, déi all Dag ännere kënnen, ass dat geféierlech. Dat ass kee Reproche un Amerika, dat ass éischter eng Warnung un eis selwer.

Europa huet sech Joerzéngten drop verlooss, datt d'Amerikaner et scho wäerte riichten. Dës Zäit ass eriwwer! Den Donald Trump seet eis dat ganz däitlech. A vläicht ass dat dat Eenzegt, woufir mir him dankbar kënne sinn: eis kloer ze soen oder eis kloer de Spigel virzehalen, datt mer mussen op eegene Bee stoen.

Dowéinst: Jo, mir hale weiderhin un de Relatioune fest. Amerika ass e Partner. Mee Amerika ass keng Garantie méi. Mir mussen elo selwer decidéieren, wat eis wichteg ass, a mir musse selwer kapabel sinn, dat dann och ze verteidegen.

An domadder kommen ech da bei dat, wat ech gäre verteidege géif, nämlech Europa. Europa ass eist Haus. Mee leider ass et zu engem Haus ginn, wou d'Fënsteren net méi richteg zouginn, d'Dier schif hänkt a wou sech d'Bewunner net eens sinn, wéi et weidergoe soll.

Mir schwätze vun „europäescher Souveränitéit" a „strateegescher Autonomie". Mee wa mer kucken, wat mer wierklech ëmsetzen, gesinn ech Deklaratiounen, awer keng Decisiounen. Den Unanimitéitsprinzipp ass e Relikt aus enger anerer Zäit. Bei 27 Länner fonctionéiert dat net méi. A wa mer wëllen den Elargissement weiderdreiwen, gesi mer, datt et och dorunner wäert haken. Ee Land, dat alles ka blockéieren – dat ass keng Demokratie, dat ass Erpressung!

Wa mer net kapabel sinn, ze decidéieren, dann decidéiert en aneren iwwer eis. Dat gesi mer bei ganz villen Dossieren. Fir e puer ze nennen:

Schengen, ee vun eise gréisste Succèsen, gëtt ausgehielegt. Temporär Grenzkontrolle ginn zur Permanenz. Mir loossen eis vu Populisten arieden, Grenzkontrolle géife géint d'Kriminalitéit hëllefen – wat falsch ass!

Rietse Populismus gewënnt. Eis Äntwert: Mir kopéieren en. Demokratesch Parteien iwwerhuele riets Positiounen, fir Stëmmen ze gewannen. An dat ass geféierlech. Et weist, datt mer aus der Geschicht wéineg geléiert hunn.

Europa ass eist Haus. Et ass Zäit fir Renovatiounen, éier et zesummebrécht. Mir brauchen eng EU, déi decidéiere kann; eng EU, déi hir Grenze schützt, mee net mat Maueren tëscht eise Memberstaaten; eng EU, déi sech net erpresse léisst. A jo, de Wee dohinner ass laang. An am Moment gesäit et net aus, wéi wa mer e wéilte goen. Hei bleift also nach e bëssen unzesetzen.

A wann een EU seet, da gëtt et natierlech eng ganz Rëtsch Diskussiounen iwwer Erweiderungen. Déi goufen och vun ënnerschiddleche Riednerinnen a Riedner haut schonn ugeschwat. D'EU ass e Friddensprojet. An dofir ass et och gutt, datt mer dank der EU fir 80 Joer kee Krich um europäesche Kontinent haten.

Mee leider ass ganz knapps ausserhalb vun der EU, bei eisen ukrainesche Cousinen, bei eiser ukrainescher Famill, europäescher Famill, de Krich erëm op de Kontinent komm. An d'Ukrain muss weider ënnerstëtzt ginn. Aggressioun a Gewalt dierfe sech net lounen!

Den eigentleche Problem ass awer: Mir ënnerstëtzen, mee mir handelen net. Mir waarden drop, datt Amerika e Fridde vermëttelt. Mir schwätzen dovunner, datt d'Ukrain, e staarke Partner, un de Verhandlungsdësch muss. Mee mir maachen näischt, fir dat ze garantéieren.

Wéi soll d'Ukrain staark verhandelen, wa mer net kloer soen, wat mer akzeptéieren? Wou ass d'europäesch Positioun? Eise Plang? Mir hu keen! A wa mer een hätten, géif ech drun zweifelen, ob mer iwwerhaapt de Kompass derbäihätten.

Europa ass eng vun deene gréissten Ekonomië vun der Welt. Mir kéinte Konditioune stellen, Linnen zéien. Mir missten och endlech weiderkomme beim Punkt vun de Frozen Assets. Mee mir maachen näischt. Mir waarden a kucken no. Mee Fridde musse mer selwer garantéieren, mat enger militärescher, wirtschaftlecher a politescher Basis. Dofir musse mer eis selwer staark maachen. Eng gerecht Léisung gëtt et nëmmen, wann Europa bereet ass, dofir ze kämpfen, diplomatesch, wirtschaftlech, mat Drock. D'Ukrain brauch net nëmmen eis Ënnerstëtzung, mee eist Engagement. Mir mussen agéieren an net reagéieren.

An dofir, Här President, hunn ech Iech eng éischt Motioun matbruecht.

Motion 2

D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest:

– den illegalen Ugrëffskrich vun der Russescher Federatioun géint d'Ukrain, an enger flagranter Verletzung vum internationale Recht a vun der ukrainescher Souveränitéit;

– den undauernden Engagement vu Lëtzebuerg an der Europäescher Unioun, fir d'Ukrain ze ënnerstëtzen an d'russesch Invasioun ze stoppen;

– d'Immobiliséierung (Afréieren) vun ongeféier 300 Milliarden Euro u souveränem Verméige vun der Russescher Zentralbank duerch d'G7- an d'EU-Koalitioun, wouvun déi grouss Majoritéit (ongeféier 200 Milliarden Euro) an der EU gehale gëtt, haaptsächlech an der Belsch via den Operateur Euroclear;

– den Erfolleg vum „Wee 1" (Track 1), dem Accord vun der G7 an der EU, fir d'aussergewéinlech Recetten (exzeptionell Gewënner) ze benotzen, déi vun dëse Verméige generéiert ginn, eng juristesch ënnerschiddlech Approche zum Haaptkapital, déi schonn e Prêt vu 50 Milliarden Dollar (ERA) an direkt Transferten un d'Ukrain finanzéiert;

– d'Scheitere vum „Wee 2" (Track 2): d'Lämung vun den europäeschen Diskussiounen (confirméiert beim Sommet vum Oktober 2025) iwwert d'Benotzung vum Haaptkapital vun dëse Verméigen;

– déi legitimm a bedeitend Hürden, déi d'Benotzung vum Haaptkapital blockéieren, besonnesch:

• de juristesche Risiko: de fundamentale Prinzipp vun der souveräner Immunitéit am internationale Recht, wat eng direkt Confiscatioun juristesch prekär mécht an e geféierleche Prezedenzfall schaaft,
• de systeemesche finanzielle Risiko: d'Warnunge vun der Europäescher Zentralbank (EZB) an der belscher Regierung iwwert d'Gefor virun enger „finanzieller Fragmentatioun", enger Kapitalflucht an engem Verloscht

u Vertrauen an den Euro als Reservewärung, souwéi de Risiko vun der Insolvenz fir de privaten Operateur Euroclear, deen net entwéckelt gouf, fir sou e Passiv ze droen,
• de Risiko vu Repressalien: déi aktiv an asymmetresch Campagne vu Russland, déi aus dem Beschlagname vu Milliarde vun Aktiva vun europäesche Betriber als Repressalie op all Diskussioun iwwert d'Beschlagnam vu souveräne Verméige besteet;

– déi strateegesch Menace vun der „Unanimitéitsfal": de Fakt, datt de ganze Sanktiounsregimm, deen dës Verméigen agefruer hält, all sechs Méint eestëmmeg muss erneiert ginn, wat e permanent Veto-Recht fir Memberstaate wéi Ungarn bitt, déi sech géint d'Wäerter vun der EU stellen an hir Decisioune blockéieren;

– d'Positioun vun der Piratepartei fir Transparenz, d'Respektéiere vum internationale Recht an e strengen europäesche Rechtsstaatsmechanismus.

Aus dëse Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,

– aktiv an dréngend am Europäesche Rot ze schaffen, fir e juristesch solide Mechanismus ze fannen, deen et erlaabt, d'immobiliséiert russescht Verméigen ze „sanctuariséieren" (ring-fence). D'Zil ass, se aus dem Sanktiounsregime (ënnerläit der Eestëmmegkeet) erauszekréien, fir se an eng méi stabill juristesch Struktur ze placéieren, geschützt virum ungaresche Veto a mat garantéiert laangfristeger Disponibilitéit;

– d'Weiderféierung an d'Maximéierung vun der legaler Benotzung vun den aussergewéinleche Recetten (exzeptionell Gewënner) ze ënnerstëtzen, déi vun de Verméige generéiert ginn, fir d'Zréckbezuele vum ERA-Prêt vu 50 Milliarden Dollar vun de G7 ze garantéieren an zousätzlech direkt Hëllef un d'Ukrain ze finanzéieren;

– sech konstruktiv un der Exploratioun vun neie juristesche Léisunge fir d'Benotze vum Haaptkapital vun de Verméigen ze engagéieren (zum Beispill als Garantie), ënnert der ausdrécklecher Bedingung, datt dës Léisungen:

• voll konform mam internationale Recht sinn a kee geféierleche Prezedenzfall fir d'souverän Immunitéit schafen,
• kee systeemesche Risiko fir d'Stabilitéit vun der Eurozon oder d'Solvabilitéit vun Euroclear mat sech bréngen, am Aklang mat de Preoccupatioune vun der EZB an der Belsch,
• e Mechanismus vun 100 % Risikodeelung tëschent alle 27 Memberstaate vun der EU implizéieren, soudatt d'Belsch net eleng déi finanziell a juristesch Charge droe muss;

– mat totaler Transparenz wärend dësen europäesche Verhandlungen ze handelen an d'Chamber vun den Deputéierte weider proaktiv iwwert déi verschidde juristesch a finanziell Optiounen ze informéieren, déi am Rot diskutéiert ginn.

(s.) Sven Clement.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Ech ginn herno op déi an. Et geet ëm d'Frozen Assets.

Mee ech wiesselen eng Kéier kuerz d'Regioun, iwwert déi mer schwätzen, an dat ass e bësse méi südëstlech wéi d'Ukrain, wou et och e grujelege Krich gëtt. Jo, de 7. Oktober däerfe mer ni vergiessen! Mee fir déi israeelesch Äntwert gëtt et och keng Rechtfäerdegunge méi. Mir Piraten hunn e klore Standpunkt fir d'Zweestaateléisung. Dat impliziéiert awer och: D'illegal Siidlungspolitick am Westjordanland muss ophalen! Jo, d'Siidlungspolitick ass pur Provokatioun, wéi den Ausseminister sot. Dofir musse mer endlech Drock maachen. Mee wat maache mer? Mir condamnéieren an diskutéiere léiwer iwwer Antisemitismus, ouni dann de Problem un der Wuerzel unzegoen.

Wat et brauch, ass realen Drock, Drock op all d'Parteien, fir un de Verhandlungsdësch ze kommen an hir Engagementer ze respektéieren. A mir hunn haut erëm gesinn, iwwer Nuecht, wie seng Engagementer net respektéiert huet. A wa mer se allegeurten un de Verhandlungsdësch kréien, da muss et Resultater ginn an net nëmme schéi Fotoen, wou een da mengt, et wär zu iergendeppes komm.

De Minister schwätzt iwwert d'Wichtegkeet vun der Reconnaissance. Ech froe mech: Firwat huet en dës Moossnam net schonn als Premier ergraff, fir eng fréier diplomatesch Léisung ze ënnerstëtzen? Eng Fro, déi ech e puermol och hei an der Chamber opgeworf hunn. Wéi en nach Premier war, waren et nämlech hien a seng Partei, déi de Koalitiounspartner Steng an de Wee geluecht hunn. Jo, dat ass, wann d'Geschicht een op eemol anhëlt!

A jo, an der Regioun gëtt et awer och nach aner Acteuren. An ech wëll e puer Sekonnen op déi en Aemierk leeën. Zum Beispill op den Iran a seng Atomwaffen: Jo, dat ass eng seriö Gefor fir den europäesche Kontinent. An et ass u sech eppes, wou mer déi lescht Joren e bëssen naiv drun erugaange sinn an net wierklech ëmmer eng gemeinsam europäesch Positioun fanne konnten a mer dofir haut virun där Situatioun stinn, virun där mer stinn. An de Risiko vun engem breede Krich gëtt duerch d'Handlunge souwuel vun den Israeelie wéi vun den Amerikaner, mee och vun den Iraner ëmmer méi real. A wou ass d'europäesch Strategie? Gëtt et eng? Bis elo ass op alle Fall keng ze fannen. De Minister sot, Europa géif meeschtens d'Rechnung kréien. Jo. Mee firwat sëtze mer dann net vun Ufank u mat um Dësch, fir datt dat net de Fall ass? Firwat kënne mer eis net duerchsetzen? A vläicht läit dat dorunner, datt mer net ëmmer kohärent sinn, net ëmmer kohärent mat eis selwer!

An da kommen ech op deen nächste Kontinent: De Minister huet gëschter gefuerdert, keng privilegiéiert Partnerschafte mat Länner ze schléissen, wou d'Mënscherechter mat Féiss getreppelt ginn. Richteg! A wéi ass et da mam Ruanda? Bei enger Visitt 2022 gouf méi Kooperatioun versprach, dat, obwuel de Ruanda laut Amnesty International als Diktatur ka gefouert ginn. A wéi de Ruanda e bluddege Konflikt an der DRC ënnerstëtzt huet, stoung den Ausseminister Bettel op eemol op der Brems bei deem éischte Jet vu Sanktiounen. Et muss ee froen: Cui bono?

Dës Theeme weisen: Lëtzebuerg muss seng Kooperatiounspolitick dringend onofhängeg vu senge wirtschaftlechen Interessie maachen! Fir d'Piratepartei ass kloer: d'Kooperatiounshëllef konsequent bäibehalen, mat engem Fokus op Nohaltegkeet an agrarekonomesch Transitioun. Dat ass iwwregens net nëmmen Entwécklungspolitick, dat ass Sécherheetspolitick. Well wa mer derfir suergen, datt d'Leit genuch ze iessen hunn, do, wou se liewen, wa se eng Aarbecht fannen, déi stabill ass an hinnen en Auskommen erméiglecht, ma da bleiwen déi meescht Leit ganz gären op hirer eegener Scholl.

Do derniewent fuerdere mir weiderhin, datt Mënscherechtsbeoptragter konsequent op Auslandsreese matginn an onofhängeg Rapporten iwwert d'Mënscherechtslag schreiwen, fir eebe grad net an déi Mëschung ze kommen, datt e Politiker och heiansdo mol muss déi méi kompliziéiert Froe stelle bei esou Deplacementer, wat an engem institutionelle Kader net ëmmer méiglech ass. Well wann eis Wäerter net konsequent ëmgesat ginn, jo, da sinn et vläicht keng Wäerter, da sinn et Wierder!

A wa mer iwwer Wäerter schwätzen an iwwer en anere grousse Partner/Géigner – wéi een et och ëmmer wëllt formuléieren –, si mer ganz séier bei China. China: de grousse Géigner oder gläichzäiteg wirtschaftleche Partner. Mir brauche se fir Handel an Investitiounen. A jo, mir mussen am Dialog bleiwen. Mee China ass net eise Frënd. China ass e Partner mat eegenen Interessien. An dat däerfe mer net vergiessen. Mir dierfen net esou naiv sinn ze mengen, datt wirtschaftlech Relatiounen automatesch politesch Stabilitéit bréngen. „Wandel durch Handel" huet bei Russland net fonctionéiert a wäert och bei China net fonctionéieren.

An Asien ass komplex. Wa mer do wëllen erfollegräich sinn, brauche mer méi wéi just wirtschaftlech Interessien. Mir brauchen eng Visioun, Diversifikatioun, Allianze mat deenen, déi eis Wäerter deelen. A mir brauchen de Courage ze soen, wou mer net d'accord sinn. Asien ass eng Chance, déi mer richteg notze mussen.

A bei de Chancen – an ech hat virdru mam Multilateralismus ugefaangen –, mengen ech och, datt de Multilateralismus fir Lëtzebuerg ëmmer eng Chance war an et och erëm ka sinn. Well Lëtzebuerg ass e Land, dat vum Multilateralismus lieft. Kleng Länner brauche Reegelen, Institutiounen, international Kaderen. Well ouni Multilateralismus verléiere mer!

130 Konflikter ronderëm d'Welt, laut dem Roude Kräiz. Mir kucken no, mir schwätzen driwwer, mee mir hu keng Instrumenter méi, fir eppes ze änneren. De Multilateralismus ass ënner Drock. Dowéinst muss e reforméiert ginn. Net an 20 Joer, mee elo. Wa mer elo näischt maachen, verléiere mer net nëmmen de Multilateralismus – dat wier nämlech eleng scho katastrophal, grad fir eis! –, mee och an der Wirtschaftsdiplomatie. D'Grondlag dovunner si multilateral Institutiounen an Accorden. Déi nei Realitéit ouni dat: Tariffs, Handelskrich a Protektionismus.

Mir kucken no, wéi eis Betriber zoumaachen, wéi Fabricken, déi mir net wëllen, direkt hannert der Grenz zu Tréier oder Metz opgemaach ginn, well mir ze streng, ze kompliziéiert, ze onflexibel sinn. Oder wéi se an aner, méi bëlleg Länner ginn.

Mir schwätze vun engem groussen europäesche Bannemaart amplaz vu 27 Minimarkets. Richteg! Mee wat maache mer? Wéini maache mer et? China exportéiert mat Iwwerkapazitéiten, dréckt d'Präisser, zerstéiert eis Konkurrenz. A mir, mir schwätzen a maachen net wierklech eppes!

Mercosur: De Minister seet, elo géif et Garantië ginn. Gutt, mee mir musse kucken, datt dëst Ofkommes wierklech eis Interessie schützt, an zwar all. Team Lëtzebuerg, Ministère mat Acteuren aus der Wirtschaft, dat ass déi richteg Approche – mee dann och wierklech net just op de Fotoen. De Punkt: Mir hu gutt Iddien, gutt Kontakter, mee hu mer d'Kapazitéit, dorauser Erfolleger ze maachen?

Komme mer zu de Lëtzebuerger am Ausland: 153.000 Lëtzebuerger liewen am Ausland, bal 30 % vun alle Lëtzebuergerinnen a Lëtzebuerger, weltwäit verspreet. An der leschter Walcampagne gouf ech geschleeft, well ech drop bestanen hunn, bei d'Lëtzebuergerinnen an d'Lëtzebuerger an d'Ausland ze reesen. Als wär dat eng Gefor fir d'Demokratie, eng Attack op eise System! An elo muss den Ausseminister selwer zouginn: „Jo, et gëtt e Problem, mat der Fro, wéi mer d'Leit integréiere kënnen, déi d'Nationalitéit hunn, mee net hei wunnen."

Well et knapp mat der Zäit gëtt, hunn ech eng weider Motioun matbruecht, Här President.

Motion 3

D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest:

– de Fait, datt 153.000 Lëtzebuerger Staatsbierger am Ausland liewen, déi e bedeitenden a wäertvollen Deel vun eiser nationaler Gemeinschaft duerstellen;

– datt dës Diaspora e grousst Potenzial fir Lëtzebuerg duerstellt, dat aktiv unerkannt a geférdert sollt ginn;

– déi praktesch Onméiglechkeet fir vill Staatsbierger, Honnerte vu Kilomeeter bis bei déi noosten Ambassade oder dat nooste Konsulat ze reesen, fir weesentlech perséinlech Déngschtleeschtungen an Usproch ze huelen;

– datt reng digital Léisungen, obwuel si wichteg sinn, d'Obligatioune vum Staat, déi eng perséinlech Presenz erfuerderen, net kënnen erfëllen – besonnesch bei der biomeetrescher Erfaassung fir Päss an Identitéitskaarten;

– datt de lëtzebuergesche Reseau vun Honorarkonsulen e wäertvollt a wichtegt Instrument ass, dat ka genotzt ginn, fir dës weesentlech Déngschtleeschtungen effizient unzebidden;

– d'Erausfuerderung, d'demokratesch Rechter aus dem Ausland auszeüben, wat fir vill Bierger eng grouss Hürd bleift, deelweis souguer am noen europäeschen Ausland;

– d'Sproochebarriär fir vill Lëtzebuerger am Ausland, déi de Bezuch zu hire Wuerzele wëllen (erëm)fannen, an den Erfolleg vun der Plattform llo.lu als Instrument dofir.

Aus dëse Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,

– e System vu „Flying Consuls" an d'Liewen ze ruffen:

• mobill konsularesch Ekippen („Flying Consuls") op d'Been ze stellen, déi d'Aufgab hunn, reegelméisseg perséinlech Déngschtleeschtungen an deene Regiounen unzebidden, wou vill Lëtzebuerger wunnen, awer keng Ambassade oder kee Konsulat existéiert,
• dës Ekippen ze beoptragen, direkt mam Reseau vun den Honorarkonsulen zesummenzeschaffen, fir deenen hir Raimlechkeeten als temporär an offiziell Plaze fir dës Déngschtleeschtungen ze notzen,
• ze garantéieren, datt d'Haaptfunktioun vun dësem System d'Ofwécklung vun Déngschtleeschtungen ass, déi net kënnen digitaliséiert ginn, besonnesch déi sécher biomeetresch Erfaassung fir Päss an Identitéitskaarten, souwéi aner Legalisatiounen an Akte vum État civil;

– eng Etüd iwwert d'Walméiglechkeet an de Konsulater duerchzeféieren:

• déi legal, logistesch a finanziell Viraussetzungen ze ënnersichen, fir eng perséinlech Stëmmofgab bei den National- an Europawalen an designéierten Ambassaden an Honorarkonsulater ze erméiglechen,
• dës Etüd soll e klore Wee opzeechnen, wéi d'Bréifwal duerch eng sécher, perséinlech Optioun ergänzt ka ginn, fir déi Bierger, déi dat virzéien oder fir déi de Postwee net zouverlässeg ass;

– eng Strategie fir den Ausbau vun der sproochlecher a kultureller Offer ze entwéckelen:

• eng spezifesch Strategie auszeschaffen an ze finanzéieren, fir d'Plattform llo.lu auszebauen an un déi 153.000 Lëtzebuerger am Ausland ze promouvéieren, mat engem besonnesche Fokus op déi, déi d'Sprooch nach net schwätzen,
• dës Strategie soll d'Zil hunn, d'Barriäre vun der kultureller a sproochlecher (Re-)Integratioun erofzesetzen an domat d'Verbindung tëscht der Diaspora an dem Grand-Duché ze stäerken.

(s.) Sven Clement.

M. Claude Wiseler, Président | Merci.

M. Sven Clement (Piraten) | An da kommen ech och schonn zum Schluss, léif Kolleeginnen a Kolleegen. Ech hunn haut vill Kritick geäussert, mee mir dierfen eis d'Situatioun net schéischwätzen. D'Welt ass manner stabil ginn, d'Allianze manner zouverlässeg, de Multilateralismus fonctionéiert net méi esou, wéi e sollt. Mee dat heescht net, datt mer opginn. Dat heescht, datt mer eis upasse mussen.

Lëtzebuerg ass kleng, mee mir hu scho vill erreecht. Well mer zouverlässeg a prinzippientrei waren. Mee Zouverlässegkeet eleng geet net duer! Mir brauchen och Courage: Courage ze soen, wat falsch leeft, Courage, Konsequenzen ze zéien, Courage ze agéieren, net nëmmen ze reagéieren. Europa muss méi autonom ginn. Mir musse selwer decidéieren iwwer eis Sécherheet, eis Wirtschaft, eis Wäerter – net géint Amerika, mee onofhängeg nieft Amerika.

De Multilateralismus muss reforméiert ginn, well geläämt Institutiounen hëllefen nëmmen deenen, déi se blockéieren. Eis wirtschaftlech Interesse musse mer besser verdeedegen, mat Strategie, mat Courage. Eis Wäerter musse mer verdeedegen, grad wa se ënner Drock sinn. Lëtzebuerg ass kleng, mee mir hunn eng Roll ze spillen – net, well anerer et vun eis erwaarden, mee well mir et vun eis selwer erwaarden. Dofir musse mer kloer sinn, wat mer wëllen, kloer sinn, wat mer verdeedegen, a kloer sinn, wat mer bereet sinn ze maachen. An do hu mer nach Aarbecht virun eis, wäit iwwer WhatsApp- an SMS-Diplomatie eraus.

Villmools merci.

Une voix | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. An dee leschte Riedner op eiser Lëscht ass den Här David Wagner. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. „Déi al Welt ass amgaangen ze stierwen. Déi nei ass nach net gebuer. An innerhalb vun deem Helldäischteren erschéngen d'Monsteren." Dat hat de Generalsekretär vun der italieenescher kommunistescher Partei, den Antonio Gramsci, deen 1937 am faschistesche Prisong gestuerwen ass, geschriwwen.

Dëst ganz bekannt Zitat vum Gramsci provozéiert u sech eng duebel Wierkung. Déi éischt ass tragesch: Europa geréit lues a lues ënnert d'Joch vun de Rietsextreemen – Mussolini an Italien, Hitler an Däitschland, Salazar a Portugal, fir der e puer ze nennen. Déi zweet Wierkung ermontert trotzdeem zur Hoffnung: Eng nei Welt, eng besser Welt, ass nach net gebuer, ass awer schonn an der Gestatioun. Jo, et wäert zu enger schwéierer Gebuert kommen, mat vill Leed, mat vill Péng vläicht, mee dat Hellt huet géint d'Däischtert nach net verluer.

De Faschismus aus den 20er- an 30er-Jore vum leschte Joerhonnert däerf eis eng Saach net vergiesse loossen: Et war eng brutal Konterattack op déi massiv fortschrëttlech Beweegungen, déi et deemools gouf. Dat ware Beweegungen, déi d'Fundamenter vun der aler, ënnerdréckender Welt zu Recht ofschafe wollten!

Déi, déi en Interêt haten, d'Aarbechter an d'Aarbechterinnen auszebeuten, fir weiderhin am Floribus kënnen ze liewen, konnten dat natierlech net akzeptéieren. Déi, déi en Interêt haten – also gewëssen, meeschtens privilegiéiert Männer –, datt Fraen éiweg doheem agespaart bleiwen an, deemno wéi, zum ongewollte Sex gezwonge goufen, also déi deemools legal häuslech Vergewaltegung, konnten dat natierlech och net akzeptéieren. Mënschen, déi net an dee Scheema gepasst hunn, Homosexueller an transidentitär Mënschen, déi e relative Refugium a weltoppene Stied wéi Paräis a Berlin fonnt hunn, sinn als zersetzend Agente vun der patriarchalescher an ënnerdréckender Gronduerdnung ugesi ginn. Net ze schwätze vun de ville Judden, déi duerch hir multipel Ënnerdréckungen ekonomescher a reliéiser Natur all Interêt haten, der kapitalistescher Ënnerdréckung en Enn ze setzen. Dogéint ass d'Reaktioun virgaangen: Géint de Befreiungsdrang vun de Mënschen, déi ënnerdréckt goufen!

Här President, ech hunn elo a ganz graffen Zich d'Kämpf vun der éischter Hallschent vum 20. Joerhonnert gezeechent. Mee vläicht ass dat 20. Joerhonnert e bësse méi laang. Vläicht si mer nach ëmmer an engem laangen 20. Joerhonnert dran.

De Fortschrëtt, dee sech grouss Majoritéite vum Vollek erwaarden an erwënschen, kann nach ëmmer vu Minoritéite réckgängeg gemaach ginn, virausgesat, déi Minoritéite verfügen iwwer Geld, iwwer ganz vill Geld, an och iwwer eege Meedien.

Fir d'zweete Kéier ass an den USA e multimilliardären Abenteurer zum Staatschef gemaach ginn, nodeems säi lamentabel exekutéierte Putschversuch gescheitert ass. Mat knapps engem Drëttel vun der Wielerschaft hannert sech gëtt déi nach éischt Weltmuecht blitzkriegaarteg ëmgewandelt. Mat der Ënnerstëtzung vun de Grousskapitaliste vun der Silicon Valley – déi, déi elo „Technofaschiste" genannt ginn – schaaft den Donald Trump Fakten.

Beamte verléieren hir Plaz oder ginn, deemno wéi, festgeholl, wa se net MAGA-konform sinn. Wierder gi verbuede vun engem, deen ëmmer behaapt huet, e wier fir d'Meenungsfräiheet. D'Karikature sinn a sëllegen Zeitunge verschwonnen, well d'Gefor besteet, datt dës Zeitunge grouss Problemer kéinte kréien. Politesch Opponenten, wéi de sozialistesche Buergermeeschterkandidat vun New York, den Zohran Mamdani, gi bedrot, deportéiert ze ginn. Oder de Buergermeeschter vun Chicago, de Brandon Johnson, oder de Gouverneur vun Illinois, de JB Pritzker, alle béid Demokraten, déi wéilt den Trump am léifsten aspäre loossen.

Länner – besonnesch a Latäinamerika, Venezuela a Brasilien – gi militäresch bedrot, wa se sech net dem Diktat vu Washington ënnerwerfen. Den Trump schéckt eis souguer eng Botschafterin, déi net verstanen huet, datt een de Lëtzebuerger näischt virschreift, och wa mer e klengt Land sinn. Comme quoi, räich si geet net duer, fir diplomatesch kompetent ze sinn!

Den Trump profitéiert och vun där ganz professionell – extreem professionell! – exekutéierter Ermuerdung vum rietsextreme Propagandist Charlie Kirk. Et ass net fir näischt, datt verschidde Journalisten de Mord un dem Charlie Kirk als „dem Trump säi Reichstagsbrand" bezeechent hunn.

An der Tëschenzäit gëtt d'Antifa als terroristesch Organisatioun bezeechent. „Antifa" ass soss näischt wéi eng Ofkierzung, an et steet fir „Antifaschismus". Wéi ech en Teenager war, war Antifa eis och schonn e Begrëff. Et ass näischt Neies. Et waren déi, déi keng Angscht haten, den Nazien d'Stier ze bidden, wann déi duerch d'Stroosse marschéiert sinn. Si hunn och Flüchtlingsheemer a Schutz geholl, wann déi riets Horde se ugräifen oder a Flame stieche wollten. Antifaschiste sinn ëmmer courageiert Leit gewiescht. Si wëssen, datt de Faschismus erëm salonfäeg gi kann.

Här President, den Trump huet decidéiert, Antifaschisten als Terroristen ze bezeechnen. Et deet mer leed, dat mussen ze soen, mee esou e Prezedenzfall gouf et scho virun 90 Joer an Europa!

Wat och bemierkenswäert ass, dat ass, datt den Trump eng eege Miliz opbaut, d'ICE, wou onschëlleg Mënschen opgrond vun hirer Hautfaarf festgeholl ginn.

Här President, wien Antifaschiste bekämpft a verfollegt, ass selwer e Faschist! Glécklecherweis sinn d'USA nach keng Diktatur, well hir Institutiounen nach net ganz aus- oder gläichgeschalt goufen a well et eng wuessend Resistenz an der Bevëlkerung gëtt, déi all Dag zouhëlt. Hinnen och all eis Solidaritéit.

Här President, ech muss awer zouginn, datt ech et äusserst problematesch fonnt hunn, mat wat fir enger Liichtegkeet den Här Ausseminister gëschter zouginn huet, datt ee mam MAGA-Regimm zu Washington weiderhin normal Bezéiungen

oprechterhale soll. Mir soen net, datt een d'USA militäresch bedroe misst.

(Brouhaha)

Dat ass gutt fir déi Onziviliséiert. Dat maachen d'USA zum Beispill.

Mir soen awer, datt dat, wat an den USA geschitt, net nëmme geféierlech ass fir d'Mënschen, déi do liewen, oder fir latäinamerikanesch Länner oder nach aner Länner, mee och fir eis, datt déi brong Politick sech hei an Europa erëm eng Kéier breetmécht.

Den Här Ausseminister huet et gëschter och nach gesot: Déi rietsextreem Parteie kréien Zouwuess. Dat, well se vu staarke Lobbyen, wann net direkt vu frieme Regierungen, wéi där russescher oder där amerikanescher, ënnerstëtzt ginn. A wann d'AfD an Däitschland an d'Regierung kéim oder vläicht souguer d'Kanzlerin oder, besser gesot, d'„Führerin" stelle géif, well d'CDU an d'CSU vläicht erëm eng Kéier denken, se wiere sou schlau wéi de Franz von Papen, dann hu mir déi aner Säit vun der Musel e risege Problem. Mee dem Kanzler Merz seng Bedenken iwwert d'„Stadtbild" maache soss näischt, wéi d'AfD ze stäerken.

A wann dem Macron säi marode Regimm dem Rassemblement national d'Diere grouss opmécht, nodeems hien d'Verfassung vun der Fënnefter Republik jorelaang esou autoritär wéi méiglech praktizéiert huet, da fänkt et un, zu Lëtzebuerg nach méi enk ze ginn.

An Italie regéiert schonn e Mussolini-Produkt, deen nëmmen drop waart, datt aner gréisser Länner et nomaachen, fir dann och méi duerchgräifen ze kënnen. A Beispiller goufe scho genannt, wou se versichen, Manifestatiounen ze verbidden.

Souguer dat soss sou liberaalt Groussbritannie riskéiert, e Premierminister ze kréien, deen Nigel Farage heescht.

An do ginn ech dem Här Ausseminister Recht: Et ass e fatale Feeler ze mengen, datt ee rietsextreem Parteie klengkritt, andeems ee selwer änlech Thematiken zur Politick mécht. Esou si se ni gebremst ginn, an um Enn gewënnt d'Original! Ech hoffen, datt de Bundeskanzler déi aner Säit vun der Musel dat och bekäppt.

Dofir hätt ech mer och vill méi kloer Téin gewënscht vis-à-vis vun der amerikanescher Regierung. Et ass net méi Business as usual. A jo, wann deen een oder deen anere Lëtzebuerger Betrib e Marché am Texas oder a Kalifornien net kritt, dann ass dat keen esou e grousse Präis, dee mir fir eis Demokratie bezuele mussen.

Den Här Ausseminister huet gëschter gesot, d'USA hätten déi Regierung, déi se eeben hunn, ob mer domadder frou sinn oder net. Ma mir sinn net frou domadder! A mir sollen dat och soen. A mir sollen och deementspriechend agéieren. Et soll ee keng Angscht hu vis-à-vis vum Trump. Et soll een him d'Stier bidden. Dat ass déi eenzeg Sprooch, déi déi Brut versteet.

Leider, Här President, ginn d'Chefetagen an der Europäescher Unioun net mam gudde Beispill vir. Ech si sécherlech net deen Eenzegen an Europa, zu Lëtzebuerg a bestëmmt och net hei am Sall, deen e Gefill vu Roserei a Schimmt verspiert no der lamentabeler Kapitulatioun vun der EU-Kommissioun géintiwwer dem Trump, wat d'Handelspolitick ugeet. D'Europäer verdéngen dës Kommissioun vun der Onéier net. Eng Kommissioun, déi virum Trump kapituléiert, ass der Europäescher Unioun net wierdeg!

Mee vläicht ass déi Kommissioun guer net esou embêtéiert, datt et den Trump déi aner Säit vum Atlantik gëtt. Vläicht si grouss europäesch Konzerner guer net esou onfrou, datt et an den USA eng Regierung gëtt, déi kloer am Sënn vun de grousse Kapitalisten handelt a bereet ass, all Géigestëmm verstommen ze loossen.

Et ass jo och keen Zoufall, datt ee vun de räichste Männer vun der Welt, de Fransous Bernard Arnault, CEO vun LVMH, also Louis Vuitton, begeeschtert aus den USA zréckkomm ass, wou en an der éischter Loge beim Trump senger Inauguratiounsfeier derbäi konnt sinn a gesot huet, dat wier vill besser wéi a Frankräich, well d'Regierung a Frankräich, also de Macron, dat wieren anscheinend Kommunisten. Et ass also kee Wonner, datt sech um europäeschen Niveau komesch Allianzen zesummendinn.

Ech wäert et ganz kloer ausschwätzen: D'Europäesch Vollekspartei, also d'Chrëschtdemokraten, liebäugelen ëmmer méi mat de rietsextreme Fraktiounen aus dem Europaparlament, an zwar aus ganz konkreeten Ursaachen.

(Interruption)

Mir hu schonn haut de Moien driwwer geschwat. Ënnert dem Virwand vun der Kompetitivitéit wëllt d'Kommissioun eng ganz Rei vu Reegelen ofschwächen oder souguer ofschafen, déi bis elo d'Bierger an d'Ëmwelt versichen ze beschützen. Zu Bréissel an der Kommissioun, do gëtt et tatsächlech Leit, déi hanner hirem Computer sëtzen a sech soen: „Jo, wa mer manner sozial Sécherheet hu fir d'Bierger, wa mer manner eis Natur protegéieren, wa mer manner op d'Mënscherechter kucken, da geet et eis all besser!" Wéi domm kann een nëmme sinn?!

Well d'Politiker, déi un der Muecht sinn, schwätzen zwar vu Kompetitivitéit. Mee wat menge se a Wierklechkeet? Si mengen nach méi Profitter fir déi, déi an de Chefetagë vun der Wirtschaft sëtzen! Elo sinn déi europäesch Chrëschtdemokraten amgaangen ze lamentéieren – och de Premierminister e Méinden an der Kommissioun –, datt Europa elo industriell ganz schwaach ginn ass. Mee dat ass net, well mir ze vill sozial oder ze vill ekologesch wieren. Dat si mer leider net emol! Dat ass, well an deene leschte 50 Joer an Europa ëmmer méi Industrie delokaliséiert gouf, an Osteuropa, an Asien, an Afrika. Firwat? Mee well do d'Produktiounskäschte méi déif waren a well esou déi grouss europäesch Entreprisen nach méi Profitter maache konnten.

Och hei zu Lëtzebuerg gouf d'ailleurs d'Stolindustrie liquidéiert. Dat waren net mir Lénker, déi se liquidéiert hunn. Mir wollten ëmmer d'Stolindustrie retten. Mee dofir hätt de Staat seng Verantwortung sollen huelen an asprangen, massiv investéieren, jo, deemno wéi nationaliséieren, fir duerno eng gutt, modern a propper Stolindustrie ze hunn. Ech mengen, dat wier méiglech gewiescht. Elo musse mer kucken, fir e Maximum u Steierhannerzéier op Lëtzebuerg ze lackelen, fir iwwerhaapt kënnen ze fonctionéieren. Dat ass dach keng Éier! An dat wäert jo och net éiweg weidergoen.

Esou hu mer eis desindustrialiséiert, andeems mer eis Industrien an aarm Länner geschéckt hunn, do, wou d'Leit gutt ënnerdréckt ginn, wou d'Kanner schaffe ginn, wou d'Ëmwelt futtigemaach ginn ass, esou futtigemaach ginn ass, datt d'Drénkwaasser verknascht ass.

An elo kommen déi selwecht Politiker a Politikerinnen – enfin, déi selwecht? Déi aus der selwechter Bluttgrupp: Mëtt, Mëtt-riets –, déi erklären, de Problem vun eiser Wirtschaft wieren ze héich Sozialstandarden an ze héich Ëmweltstandarden, an déi misste mer och nach erofsetzen, genausou wéi an aarme Länner, deemno wéi, fir datt vläicht och hei erëm Leit op der Aarbecht besser kënnen ënnerdréckt ginn, fir datt se fir manner Geld schaffe ginn a fir datt d'Betriber och erëm ouni Rücksicht op Loft, Klima a Gewässer alles verpeschte kënnen.

A wie mécht do mat am Europaparlament? Ma déi rietsextreem Fraktiounen, déi total ënnert dem Afloss vun de grousse Lobbye sinn, ënner anerem der Pëtrolslobby, dat hu mer haut de Moien och nach erëm eng Kéier gesinn.

De Problem ass: Ënner Drock vu Putin an Trump schaaft Europa lues a lues all Rempart géint de Faschismus of: Sozial Sécherheete gi geschwächt, d'Aarbechtsrecht gëtt geschwächt, Ëmweltgesetzgeebungen, Internetreguléierungen, alles, wat eis am Beschten – an nach vill besser wéi Waffen – géint de Faschismus schützt, dat schafe mir lues a lues of. Déi Politick, déi vu Mëtt-riets an Europa bedriwwe gëtt, spillt dem Putin an dem Trump an d'Hänn.

Här President, zum Schluss vu menge knappe 15 Minutte wollt ech kuerz op zwee Konflikter agoen, déi déi reaktionär Wend weltwäit dokumentéieren.

Ech wéilt awer och nach kuerz op de Sudan ze schwätze kommen, leider ze kuerz. Et ass gutt, datt d'Regierung de Konflikt am Sudan an deemno wéi de Genozid am Sudan ugeschwat huet. Just schued, datt de Kooperatiounsminister de Büro vun der Caritas do zougemaach huet op eng mesquin Aart a Weis. „Si tacuisses", wéi d'Laténger gesot hätten.

Zum Krich, dee Russland géint d'Souveränitéit vun der Ukrain féiert: Vill Stëmme mengen, datt den Trump eng Marionett vum Putin wier. Mir sinn net domadder d'accord. D'USA dominéiere Russland bei Wäitem. Russland ass net déi Supermuecht, déi et selwer denkt ze sinn oder wéi gewësse Leit mengen, dass et se wier.

Mee et gëtt eng ideologesch Konvergenz tëscht Washington a Moskau a warscheinlech och eng geopolitesch: fir d'éischt emol d'internationaalt Recht net ze akzeptéieren oder ze respektéieren, well d'Vëlkerrecht e Problem duerstellt fir kricheresch Muechten. Zweetens si se alle béid an der Logik vun enger neier, quasi kolonialer Opdeelung vun der Welt, an deem Fall vun Osteuropa. Dem Trump ass d'Existenzrecht vun der Ukrain leider wurscht. Haaptsaach, e fënnt eng Kéier en Deal mat Russland, fir sech dat Land u sech opzedeelen.

A wann d'Amerikaner vun eis fuerderen, datt mer eis Steiergelder massiv an d'Militär stiechen, dann huet dat näischt mat der Souveränitéit vun der Ukrain ze dinn, mee den Trump wëllt, datt mer eis Steiergelder an d'amerikanesch Waffenindustrie erapompelen. A mir maachen do monter mat a wäerten op allen Niveaue verléieren. Firwat? Well dee Mix tëscht Opkomme vu Faschismus an der westlecher Welt a militärescher Oprüstung e ganz schlechten Nogeschmaach hannerléisst. Mee d'Rüstungsindustrie freet sech, datt ganz riets Opwand huet.

Ech fannen et och witzlos, datt déi selwecht Regierung, déi viru Méint gesot huet, Palästina – fir an den Noen Osten ze goen – misst demokratesch regéiert ginn, elo der Meenung ass, datt et op kee Fall zu Walen a Palästina dierft kommen. Dobäi kéint d'Hamas ganz einfach bei Wale geschloe ginn, mee dat wëllt Israel net, well se déi Politiker, déi et hikréie kéinten, weiderhi festhält. Ech hunn dat 10.000-mol hei gesot.

Den Netanjahu tickt genausou wéi den Trump a wéi de Putin. D'Vëlkerrecht gëtt net respektéiert. D'Existenzrecht vu Palästina gëtt a gudder aler kolonialer Logik a Fro gestallt. Israel huet gëschter nach 50 Mënschen a Gaza ëmbruecht. D'Knesset huet d'lescht Woch d'Annexioun vum Westjordanland gestëmmt. Wien do elo nach mengt, dat hätt eppes mam Kampf

géint d'Hamas ze dinn, deem ass definitiv net méi ze hëllefen!

Den Netanjahu huet ee Virdeel: E spillt zënter éiweg mat oppene Kaarten, mee bis elo gewënnt en, well e fuddele gelooss gëtt. An a Wierklechkeet spillen all déi Riets zënter Joerzéngte mat oppene Kaarten, just datt se elo déi richteg Faarwen an den Hänn hunn.

Här President, d'Monstere sinn aus de Lächer erausgekroch. Loosst eis se mat der Luucht vum soziale Fortschrëtt bekämpfen an net wéi bis elo mat weiderer Finsternis!

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Den Här Weidig huet d'Wuert gefrot, fir Iech eng Fro ze stellen.

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo.

M. Claude Wiseler, Président | Här Weidig, et ass un Iech.

M. Tom Weidig (ADR) | Dir sot, datt de béise Kapitalismus d'Ëmwelt zerstéiert an esou weider. Ech wëll Iech awer drop opmierksam maachen, datt, wann Der an Osteuropa an all deene sozialistesche Systemer wéi an der DDR oder och an der Sowjetunioun kuckt, dat absolutt katastrophal Ausmoosse fir d'Ëmwelt hat. Do sinn esou vill Ëmweltschied gemaach ginn, wärend am Kapitalismus do éischter eng vill besser Wirtschaft war. Do war eng besser Wirtschaft. Do konnt een och méi Mesüren huele fir d'Ëmwelt. An do war och méi Demokratie. An do konnten och d'Ëmweltassociatioune sech dozou äusseren.

Duerfir, wann Dir ëmmer de Kapitalismus ugräift, da froen ech Iech: Firwat kuckt Der Iech net emol all déi sozialistesch Systemer un? An dann hannerfrot Der Iech och emol do. Da kuckt Der emol, wat dat fir en Impakt fir d'Ëmwelt hat.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo, merci, Här Weidig. Leider kennen ech net vill sozialistesch Systemer. Mee ech si mat enger Saach averstanen.

(Interruption)

Jo, mee ech kann Iech eng Kéier e Cours ginn. Wësst Der, Sozialismus besteet doranner: Dat ass d'Selbstbestëmmung an d'Selbstverwaltung vun den Aarbechter. D'Sowjetunioun war dat net. D'Sowjetunioun war bürokratesch, war staatlech gelenkt. A bis an d'80er-Joren huet d'ganz Welt, de Weste wéi den Osten, d'Ëmwelt net ganz eescht geholl. A si hu massiv industrialiséiert. Dat hat och domadder ze dinn, datt och d'Sowjetunioun eng Konsumgesellschaft war, zemools bis an d'70er-Joren eran. A si hu vill verpescht. Jo, ech weess dat. Ech weess awer elo nach ëmmer net, wat dat mat Sozialismus ze dinn hätt.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Domat ass d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner dann ofgeschloss.

Dann hätt d'Regierung d'Wuert. Här Ausseminister, et ass un Iech.

Prise de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Villmools merci, Här President. Ech wëll och de Riednerinnen a Riedner Merci soe fir hir Interventiounen. Déi eng hu mer méi gefall wéi déi aner, mee dat kënnt Der Iech jo virstellen. Mee ech wëll awer och op déi verschidden Interventiounen agoen.

Fir d'éischt zum Här Zeimet: Ech mengen, Dir hutt dat genau richteg gesot, wat am Moment ass, dass een emol bei sech ufänkt, ier een deenen anere Lektioune gëtt. An dee Saz huet mer och gutt gefall. Dat ass an der Unioun esou. Dat ass och a sengem eegene Land esou. An ech mengen, dass et och wichteg ass, ier een anere Lektioune gëtt, dass een och heiansdo viru senger eegener Dier kiert.

Är Positioun iwwer China ass eng, déi ... Jo, ech hunn do och eng méi nuancéiert Positioun gehat, well ech wierklech der Meenung sinn, dass mer net de Feeler sollte maachen, China total a russesch Hänn ze schécken. De Risk ass och mat Indien. Am Moment gëtt et ... Ech mengen, haut oder muer wäert de President Trump och de President Xi Jinping gesinn. Ech weess guer net, wat do erauskënnt. Ech wëll net soen, dass se muer vläicht Best Buddies wäerte ginn. Mee do ka muer nees iergendeppes aneres erauskommen. An dowéinster muss ee mat China pragmatesch, awer och virsiichteg sinn. Do ginn ech Iech vollkomme Recht. Mee einfach ze soen, dass China awer wäit ewech sollt gehale gi vun eis alleguerten an Europa an och den anere Länner – ech mengen, et sollt een eng gewësse gesond Distanz halen, mee et soll ee se net ewechdrécken. A meng Suerg ass wierklech, dass ee géif d'Chineesen an och d'Inder a russesch Hänn schécken.

An dat Bild, dat och genannt ginn ass, do vun där Reunioun, déi a China war fir den 80. Anniversaire, ass duerno justement och vum Här Putin benotzt ginn, fir ze maachen, wéi wann déi ganz Welt op hirer Säit wär. An ech mengen, et war den ... Nee, ech weess elo net méi, wien et zitéiert huet, wien dobäi war. Ech mengen, et war den Här Cruchten. Ech weess elo net méi, wien et war. Et ass vun der Slowakei ... Nee, pardon, et war den Här Keup, dee vun der Slowakei geschwat huet. Den ungareschen Ausseminister war och do. Dee war och do. Dat heescht, aus Europa waren awer och zwee Länner do. An dat ass dat, wou ech mer wierklech soen, dass et awer och e Schlag an d'Gesiicht ass fir eis all!

Mir kënnen d'Geschicht net frësch schreiwen. Mir kënnen dat, wat am Zweete Weltkrich geschitt ass, och net frësch schreiwen. Do sinn och Rolle gewiescht, wou eng Rout Arméi Konzentratiounscampe befreit huet. Dat ass eng Tatsaach. Mee tatsächlech kann een haut net einfach d'Aen zoumaachen a soen: „Well se deemools befreit hunn, gëtt haut alles akzeptéiert." Nee, si sinn haut den Aggresseur. Punkt. Basta. Och wa se an der Geschicht net ëmmer op der schlechter Säit waren, haut si se et!

Dir hutt och gefrot no der Koordinatioun mat der EU. Déi ass ganz wichteg. An ech hunn Iech och gëschter gesot, dass ech elo a kuerzer Zäit wäert an den El Salvador goen, nodeem ech de Premierminister a Kolumbie wäert vertrueden hunn. An ech hunn do och d'Kap kritt vun der héijer Representante: D'Kaja Kallas huet mech gefrot, och Europa do ze vertrieden. Dat heescht, ech schwätzen do am Numm vu Lëtzebuerg plus 26 Länner. An ech mengen, dass et och wichteg ass, dass een heiansdo als Ausseminister zesumme mat aneren Ausseministeren, dat hunn ech zum Beispill mam Benelux gemaach, oder mat enger europäescher Kap oder – firwat och net? – heiansdo mat der Haute Représentante och gemeinsam Reesen organiséiert.

Dir hutt och vum Mercosur geschwat. Jo, et sinn Opportunitéiten. An ech hunn Iech och gëschter erkläert, dass déi Garantien, déi mer kritt hunn, fir eis wichteg sinn, ob dat sanitär Garantië sinn, ob dat och Garantië fir d'Bauere sinn, dass verschidde Clause-miroiren zielen. Ech brauch net méi am Detail drop anzegoen. Mee dee Mercosur, dee mer haut um Dësch hunn, ass net dee Mercosur, dee mer nach virun zwee Joer um Dësch haten. An dowéinster sinn do wichteg Etappe komm. An esou wéi d'Madamm Tanson och gesot huet, war et wichteg fir eis, dass och d'Paräisser Ofkommes als Basis dra wär. An ech kennen do och den Engagement vun der fréierer Ëmweltministerin.

Iwwert d'Reforme vun der UNO – Dir sidd drop agaang, d'Madamm Tanson ass och drop agaang –, jo, ech soe just: Am Moment hu mer déi fënnef Membere vum Conseil de sécurité. Et gëtt eng Demande vum dem afrikanesche Kontinent, och vertrueden ze sinn. An ech fannen déi Demande legitimm. Ech fannen déi Demande legitimm! Et kann net sinn, dass e Kontinent iwwerhaapt net dra vertrueden ass.

Haut ass et awer d'Situatioun, dass déi fënnef Länner ... Wa mer soen, et kënnt nach en afrikanescht Land dobäi, ass dat d'Union africaine, déi dann decidéiert, wéi eent et ass? Oder soll een e Land huelen? Et ass net u mir, dat ze decidéieren. Mee dat war meng Reflexioun, déi ech einfach hat. Am Moment, wann een einfach seet, de Conseil de sécurité geet vu 5 op 6 oder op 7 – well Indien huet eng Demande, Brasilien huet eng Demande, dat heescht, da géif ee souguer op 10 goen –, da mécht ee sech d'Saach nach ëmmer méi komplizéiert.

Dofir bräicht een eng Reform. An dat, wat och e Riedner hei gesot huet, ass: „Mengt Der, déi Reforme wiere méiglech?" Ech mengen, dat war och den Här Cruchten. Jo, et wäert ganz schwéier sinn. Well am Moment ka keng Reform gemaach ginn ouni den Accord vun deenen, déi mat engem Nee d'ganz Reform kënne stoppen.

Dowéinster erlaabt mer ... An et war d'Madamm Tanson, déi gefrot huet – Dir hutt vu perséinleche Positioune geschwat –: „Wéi ass d'Regierungspositioun?" Ech kann Iech och just meng Positioun erklären, well am Moment si mer guer net konfrontéiert. Mee mir plädéieren am Moment och an den Aarbechtsgruppen zu New York fir eng Reform vun der UNO. An do muss ech Iech soen, dass net déi gréisste Länner mat um Dësch sëtzen. Dat kann ech och hei zouginn.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Den Här Graas ass och op ..., deen Obolus ze leeschten. Jo, mir sinn an enger Rëtsch vun internationale Gremien dran. Mee mir gleewe jo un de Multilateralismus an – et ass jo och scho vum Här Cruchten gesot ginn – mir sinn och ëmmer bei der Gebuertsstonn vu multilateralen Organisatiounen dobäi gewiescht. Ob dat de Benelux ass, ob dat de Conseil de l'Europe ass, ob dat d'NATO ass, ob dat d'Europäesch Unioun ass, bei der UNO, bei all deenen internationalen Organisatiounen, wou mer woussten, dass mer zesumme méi géifen erreechen, war Lëtzebuerg ëmmer dobäi.

Den Här Graas huet och vu senger Experienz an der Ukrain geschwat. Ech muss Iech soen, ech war och zu Lwiw, zu Odessa an och zu Kiew. Mir sinn no e puer Stonne fort an da si mer frou, wann eis näischt geschitt ass. Déi Leit hunn dat 24 Stonnen am Dag, 365 Deeg am Joer, an net zënter gëschter. Vergiesst dat ni!

Zu der EU-Erweiderung ass vun der Madamm Tanson an och vum Här Graas d'Fro gestallt ginn iwwert d'Ukrain an iwwert déi aner Länner, a spezifesch bei der Madamm Tanson iwwert de Montenegro. Also, egal fir wéi e Land et ass, mir hu keen TGV-Verfaren. Ech géif op jidde Fall recommandéieren, keen TGV-Verfaren ze maachen, andeem ee seet: „Fir d'Ukrain, fir Moldawien zielen elo aner Reegele wéi fir de ganze Balkan."

(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)

An zum Montenegro: Wann de Premier gesot huet, dat soll 2026 sinn – ech kann Iech soen, ech wäert

Gréng Luucht ginn, wann d'Kopenhagener Krittären alleguerten erfëllt sinn. Mir kënnen einfach net bei deem enge soen: „Elo ass et wichteg, dass et muer ass", well mer der Meenung sinn, dass et e politescht Zeeche wär, wann déi aner Länner elo nach amgaange sinn, hir ganz Legislatioun ëmzeänneren, fir konform ze sinn zu de Kopenhagener Krittären. Dowéinster, dat muss de Backbone si vun all Adhesioun!

Iwwert d'russesch Avoiren hunn d'Madamm Tanson, den Här Clement an och den Här Graas Froe gestallt. Do gëtt gemaach, wéi wann do e Sënneswandel wär. Nee, mir soe just depuis le départ, dass mer, éischtens, eng juristesch Basis wëllen hunn, déi wierklech fest ass. Also, dat heescht, dass mer juristesch sécher sinn.

Déi zweet Saach ass – an dat ass och geschitt –, dass d'Madamm Lagarde an de Conseil kënnt an do erkläert, wat de Risk ass fir den Euro. Well Dir musst wëssen, an Europa ... Hei si jo Avoirs russes, mee et sinn Avoir-asiatiquen hei, et sinn Avoiren aus dem Moyen-Orient, et sinn Avoiren aus Amerika. A wann Europa duerch eng politesch Decisioun am Fong dat decidéiert, wat normalerweis e Riichter kann decidéieren, dat heescht, engem eppes ze confisquéieren an engem aneren et ze ginn, ass dat eppes, wou da vläicht deen een oder aneren Investisseur kéint awer Doutten hunn iwwert d'Kredibilitéit vu senger Sécherheet, vun der Securitéit vu sengen Avoiren, déi en an Europa och placéiert hätt. Dowéinster si mer der Meenung, dass et déi Garantië brauch.

Mee et steet och zum Beispill an der – an ech gi schonn direkt drop an – Motioun vum Här Clement, wou zwar e bësse Kontradiktiounen drastinn, well et steet dran, dat „russescht Verméigen ze sanctuariséieren", an da steet drënner, „d'Benotze vum Haaptkapital vun de Verméigen ze engagéieren". Dowéinster, et ass schwéier ...

(Interruption par M. Sven Clement)

Jo, dat geet zwar. Mee ech kann Iech just recommandéieren ... Dat geet zwar, wann Dir dat mengt. Mee ech soen Iech just: Am Moment si mer wierklech amgaang, dorunner ze schaffen.

An hei steet zum Beispill och an der Motioun, Här President: „E Mechanismus vun 100 % Risikodeelung tëschent alle 27 Memberstaate vun der EU implizéieren, soudatt d'Belsch net eleng déi finanziell a juristesch Charge droe muss." Ech soen hei näischt, wat e Geheimnis ass, Här President: Mir sinn och virun engem Arbitrage. Lëtzebuerg ass och virun engem Arbitrage. A fir mech gëllt déi Solidaritéit, wann eng Decisioun zu 27 Länner geholl gëtt, dann net nëmme fir d'Belsch. Wann Decisioune geholl ginn, wou duerno e Land geklaakt gëtt a condamnéiert gëtt, fir Suen zréckzebezuelen un iergendeen, dann hätt ech och gären déi Solidaritéit. Wa muer deen Arbitrage vu Lëtzebuerg verluer geet, well mer gesot kréien, dass déi Sanktiounen, déi zu 27 geholl gi sinn ..., dann hätt ech och gären eng Solidaritéit vun deenen anere 26 Länner.

Well gleeft mer, zu 27 eng Decisioun ze huelen, dat ass staark. Mee duerno, wann et drëms geet ze bezuelen, dann ass ganz vill Straussepolitick do. Da wäerten der ganz vill op eng Kéier de Kapp an de Sand stiechen an da wäert dat eent oder anert Land aleng si fir zréckzebezuelen. Dofir géif ech do virdru warnen, sech hei wierklech just op d'Belsch ze fokaliséieren oder och dat eent an dat anert ze maachen. Also, ech géif Iech recommandéieren, déi Motioun do éischter net unzehuelen.

Här President, och d'Reformen an der EU si vum Här Graas an och vun anere Kolleegen hei schonn abordéiert ginn. Jo, also, Dir hutt mer gëschter ... Wann ech elo Saache soen, déi ech mengen, da ginn ech gefrot, ob dat fir d'Regierung oder fir mech ass. Et gëtt eng Regierungspositioun, déi mer amgaange sinn, an de Prozesser zesummen ze analyséieren.

Mee wann Der meng Meenung frot, da soen ech Iech ganz éierlech: Ech hätt eppes aneres gemaach, fir dat ech schonn deemools als Premierminister plädéiert hat, wou mer an der Koalitioun och deemools net alleguerten averstane waren. Dat war déi Iddi vun deenen transnationale Lëschten, wou ech der Meenung war, dass, wéi Groussbritannien zum Beispill d'EU verlooss huet, een do hätt kënne 27 Sëtz huelen an déi gréng Europäer, d'sozialistesch Europäer, déi Liberal, déi Konservativ a jiddwereen hätt kënne 27 Kandidaten aus 27 Länner hunn, wou een do am Fong e Spëtzekandidat gehat hätt vun där Lëscht, wou a mengen Aen – well mir wiele jo e Parlament – deen, deen do déi meeschte Stëmme kritt hätt, am Fong Prioritéit kritt hätt, fir kënnen duerno och President vun der Kommissioun ze ginn an och eng Majoritéit am Europaparlament ze hunn. Ech hunn dat och schonn an der Chamber deemools invoquéiert an ech hunn do awer keng breet Zoustëmmung kritt.

An da kéint ech Iech d'Fro stellen: Wann een do zum Beispill eng Zweetstëmm hätt an deem dote Fall, wier et net opportun, zum Beispill och en europäesche Spëtzekandidat – ee Spëtzekandidat – ze hunn, deen duerno zum Beispill d'Presidence vum Conseil kéint assuréiere wärend fënnef Joer? Wat am Moment och net de Fall ass. Mee da géif ee vläicht déi europäesch Institutioune méi no uneneebréngen a virun allem hätt een och e Gesiicht fir Europa.

Wie war beim President Trump dobäi, wéi iwwert d'Ukrain geschwat ginn ass? D'Ursula von der Leyen. Weeder d'Kaja Kallas nach den António Costa war do. Dir musst wëssen, d'Defense ass eng Conseilsfro an d'Defense, d'Sécherheet, ass am Fong der Haute Représentante, der Madamm Kallas, hir Kompetenz. Dowéinster: Mat wiem soll een negociéieren? Mat wiem soll ee schwätzen? Dat ass eeben haut an Europa och eng Fro, déi ee sech ka stellen.

Et ass och vun enger Rëtsch vu Kolleege vun neie Representatioune geschwat ginn. Den Här Keup, den Här Graas, d'Madamm Tanson an och den Här Cruchten, déi meescht Orateuren, sinn drop agaangen, op déi nei Ambassaden, déi mer och opmaachen, oder Representatiounen. Mir mengen, dass et wichteg ass. Ech hu gëschter vun deem Paradigmewiessel geschwat. Et huet keen dat elo ernimmt, mee ech hunn Iech och gëschter gesot, dass zum Beispill zu Austin en neie Büro wäert opgoen, fir d'Lëtzebuerger Interêten ze vertrieden, well mer der Meenung sinn, dass do am Digitalen an och an de Finanzen am Texas vill Opportunitéite sinn. An dat ass zum Beispill eent vun de Beispiller.

Et ass vill vu Singapur hei geschwat ginn, och vu Kanada. Mir sinn och amgaang, weider ze kucken, wat den Interêt ass. Ech perséinlech sinn zum Beispill der Meenung, dass et och wichteg wier, dass mer an Afrika d'Presenz kéinte verstäerken. Firwat net Südafrika? Mir sinn amgaang, wéi gesot, d'Analysen och op deenen dote Punkten ze maachen.

Här Cruchten, Dir hutt eng Persoun vergiess an Ärer Opléschtung vun den Ausseministeren, dat war d'Madamm Polfer. Ech wollt Iech just soen, dass mer ouni d'Madamm Polfer haut keng sechs Europadeputéiert hätten am Europaparlament. Ech ka mech gutt erënneren, wéi zu Nice ... An dat ass just ee Beispill, dat do ass.

Dir hutt gesot, de Kompass géif feelen. Nee, de Kompass ass ganz kloer. Mir wësse ganz genau, wat mer och maachen. Dat Eenzegt, dat ass – an dat sidd Der guer net vu mir gewinnt –: Ech weess, normalerweis sinn ech jo net grad deen Diskreetsten a mengem Behuelen, ech weess dat, mee ech hunn de Prinzipp – eppes hunn ech geléiert als Chef vun der Lëtzebuerger Diplomatie –, dass am Fong eng erfollegräich Diplomatie déi ass, déi ee mécht, ouni driwwer ze schwätzen.

Vill vun Iech wëssen, dass mer hei zu Lëtzebuerg oder och am Ausland d'Zesummebrénge vu Leit fäerdegbréngen, déi soss, wann e Public do wier, wann driwwer geschwat géif ginn, net géife kommen. A mir bréngen et fäerdeg, Länner, déi wierklech a Konfliktpotenzialer sinn, och zesummen un en Dësch ze bréngen. Ech sinn och ganz frou doriwwer. An huelt mer et net iwwel: Och wann Der mer d'Fro stellt, wien dat ass, soen ech Iech et net, well ech einfach der Meenung sinn, dass et wichteg ass, déi diplomatesch Brécken ze bauen, wou et haut och esou schwéier ass.

Dir hutt eng Motioun deposéiert, Här Cruchten, iwwert d'Kanner aus Palästina. Also de Sujet ass elo ... A meng Äntwert ... Ech wëll net falsch verstane ginn. Mir sinn der Meenung, dass et am Moment wichteg ass, deene Leit wierklech sur place ze hëllefen. Mir hunn och de Fall gehat ... An am Moment ginn och iwwert d'OMS d'Saachen organiséiert, fir d'Leit erauszehuelen. Et gëtt gerechent, dass eng 15.000 Kanner am Moment Hëllef bräichten.

Mir hunn d'Erfarung gemaach virun enger gewësSener Zäit, wou mer ... Mir hunn dräi Flich am Fong organiséiert, och als Ministère. Et ass een an Albanie geflunn, et ass een a Frankräich geflunn, via Rumänie si se geflunn, mee mir hunn den Transport organiséiert. Si sinn och meeschtens begleet gi vun enger Persoun, hei am Fall fir Lëtzebuerg allkéiers vun zwou Persounen. Mir hunn och zwee Kanner geholl.

Dat, wat mer gemaach hunn, well mer awer wëssen, wéi d'Situatioun an de Strukturen och ass, ass, dass mer limitéiert hunn, dass e Kand kéint begleet gi vun enger Persoun bis zwou Persoune fir déi Hëllef. Et huet net laang gedauert, do krute mer eng Demande fir Regroupement familial an och eng Demande fir Asile politique. An dat war dès le départ d'Konditioun, wou mer gesot hunn: „Hei, maacht dat wannechgelift net, fir dass, soubal Der geheelt sidd, nei Kanner och kënne kommen!" An dat huet leider dunn eeben net fonctionéiert. An ech muss Iech soen, meng Enttäuschung war grouss, well ech hätt léiwer gehat, mir hätte kënne reegelméisseg, soubal d'Kanner soignéiert sinn, se nees an eng Struktur kënne bréngen.

Am Moment gëtt et eng Initiativ, déi vun der sozialistescher Ministerpresidentin Mette Frederiksen an Dänemark geholl ginn ass, wou mer amgaange sinn, ze kucken, wéi mer do an der Regioun, dat heescht och a Palästina an och an Israel, kënnen do Better wierklech prioritär fir palästinensesch Kanner kréien, och virun allem fir Kanner aus Gaza. An dat ass eng Initiativ, déi mer ënnerstëtzen. Wann ech mech net ieren, hu mer och elo eng Kontributioun vun dräi Milliounen als Lëtzebuerger Kooperatioun gemaach, fir och d'Infrastructures hospitalières do ze verbesseren.

Well Dir musst wëssen: A Gaza ka just nach en Drëttel vun de Spideeler benotzt ginn. Zwee Drëttel sinn do am Moment net ze benotzen. Dat heescht, mat zwee, dräi a véier vun Ärer Motioun hunn ech guer kee Problem. Wa mer als Regierung, wéi gesot, kënnen hëllefen, si mer bereet, et ze maachen. Mee d'Infrastrukture sinn am Moment voll.

A wann ech d'Engagement géif kréien, sou wéi den Text vun der OMS et och seet, dass eng Persoun géif kommen an déi mam Kand géif kommen, wann ech déi Garantien hätt, dann hätt ech et och bei de

Kolleege méi liicht wéi d'leschte Kéier, fir hinnen ze soen: „Hei, et sinn, wannechgelift, zwee Kanner mat zwee Adulten, akzeptéiert et!" An dann derno direkt gesot ze kréien: „Hei, Statut réfugié politique an dee vum Regroupement familial" – ech verstinn, dass ee Loscht huet, do fortzegoen. Mee et ass duerno och delikat vis-à-vis vun der Situatioun, déi mer hei och hunn.

Här Keup, normalerweis maachen ech mer ëmmer Suergen, wann Der mer Recht gitt a wann Der sot, dass ech ... Mee ech hunn Iech dat gesot an ech mengen, dass et och wichteg ass, dass mer eis an der Diplomatie net surexitéieren. Heiansdo, wann ee Biller gesäit oder esou, da gëtt een och direkt eng Reaktioun gefrot. A mir hu bei eis am Ministère d'Tendenz ze soen: „Hei, mir waarden op méi Informatioun. Mir waarden, dass mer déi Saachen och confirméiert kréien." A virun allem kucke mer och, eng gewësse Koordinatioun ze kréien.

Dat ass de Reproche, deen ech gemaach kritt hu vum Här Cruchten: dass ech heiansdo ze vill op Koordinatioun waarden an net genuch eenzel Initiativ an individuell Initiativ och géif huelen. D'Madamm Tanson huet déi Meenung och gedeelt. Mee gleeft mer et: Wa mer zesumme Saache maachen, hu mer och méi e Poids, wéi wa mer als Lëtzebuerger ganz aleng Saache maachen!

Dir hutt och vum Sahel geschwat. Do gëtt et e Plang. D'EU hëlleft weider. Ech hunn Iech ... An den Här Graas ass och dorop agaangen. Jo, et war eng schwéier Decisioun. Mee mir wëllen d'Populatioun net bestrofen. Dofir si mer och amgaang, ze kucke mat den ONGen, mat de multilateralen Agencen, wéi mer de Leit sur place kënne weider hëllefen. Mee et ass ... Mir sinn net wëllkomm. Mir sinn net wëllkomm! An iwwer eng Regierung Projeten ze maachen, ass fir eis och ganz komplizéiert.

Et ass och d'Fro gestallt gi vun der Madamm Tanson: „Wéi ass et dann, wien definéiert dann d'Aussepolitick?" Ma, mir diskutéieren all Woch iwwert d'Aussepolitick am Regierungsrot. Wéi Der dat wësst, hate mer dat. Ech war zéng Joer laang Premier. Ech hu reegelméisseg ... Ech hat en Ausseminister, deen tatsächlech och ganz vocal war. Ech hunn de Jean, den Här Asselborn, och ëmmer respektéiert an appreciéiert, och fir seng Meenungen.

(Brouhaha)

Mee ech hunn och ganz oft mussen e Service après-vente organiséieren! Den Här Asselborn huet Positioune gehat, wou ech duerno vu Regierungscheffen oder Staatscheffen um Conseil européen dann awer eng Rüg kritt hunn, fir ze soen: „Wat ass dat do? Wéi mengt Der dat do?" Ech hunn einfach ëmmer erkläert – an ech stinn dozou –, dass den Här Asselborn d'Convictiounen och huet, déi och verteidegt huet, an dass och vläicht heiansdo d'Saachen als Lëtzebuerger Positioun méi nuancéiert ze gesi waren.

Ech wëll net soen, dass haut den Här Frieden ni de Service après-vente misst fir mech organiséieren. Déi Garantie ginn ech Iech net. Mee ech fannen einfach, dass ech, ech hunn Iech et gesot, en anere Stil hu wéi den Här Frieden, de Moien um Radio, well Der jo nogelauschtert hutt. Ech hunn och en anere Stil wéi de Jean Asselborn.

Iwwert d'Frozen Assets hunn ech virdru geschwat. Et ass och iwwert de Ruanda geschwat ginn. An ech wëll Iech just hei nach eng Kéier soen: Beim Ruanda war eng Diskussioun an engem europäesche Conseil Affaires étrangères, wou gesot ginn ass, et sollte Sanktioune géint de Ruanda deen Dag geholl ginn. Dunn hunn ech gefrot, ob et net méiglech wier, well e puer Deeg drop sollt eng Reunioun stattfannen, wou eeben do sollte Friddensgespréicher sinn ..., ob een deene Friddensgespréicher net sollt eng Chance ginn. Do krut ech erkläert: „Mir brauchen haut souwisou ... Dir sollt eis just d'Mandat ginn. Kënne mer dru schaffen oder net?" An do hunn ech Jo gesot. Do krut ech gesot: „Well déi Texter musse jo preparéiert ginn an déi ginn duerno festgehal, och op engem COREPER, a souwisou net haut." Ech fannen ëmmer, dass dem Dialog an dem Echange, a wa Friddensdiskussiounen do sinn, deenen eng Chance solle gi ginn.

Mir hunn ze laang gemengt, als Europäer besser ze wësse wéi d'Afrikaner, wéi hir Zukunft sollt ausgesinn a wéi se sollte schaffen a wéi se sollten decidéieren. Ech hunn et gëschter scho gesot: Mir sollen den Afrikaner d'Méiglechkeet ginn, och selwer Léisungen ze fanne bei deene Problemer, déi se hunn, an, wa se eis brauchen, och mat eiser Ënnerstëtzung zur Verfügung stoen. Eis wëllen ze imposéieren, ass net esou, wéi ech der Meenung sinn, dass ee vill Problemer och kéint léisen.

An ech sinn och frou, dass mer eng Presenz hunn, ech hunn et Iech virdru gesot, vu Korea elo hei zu Lëtzebuerg, och vu Ruanda zu Lëtzebuerg. Eng vun deene Missioune wäert och sinn – an et ass och scho Kritick iwwer Indie komm –: Ech wäert och alles maachen, Här President, fir dass Indien an deenen nächste Joren eng Ambassade hei zu Lëtzebuerg wäert opmaachen. Mir hunn eng indesch Communautéit, déi hei zu Lëtzebuerg wiisst. An d'Presenz vun enger Ambassade hëlleft awer och, fir d'Lienen ze verbesseren.

Zum Här Clement: Ech mengen, ech si schonn op eng Rëtsch vu Punkten agaangen. Ech sinn och ganz frou, dass vill vun Iech awer iwwerrascht waren iwwert d'Zuel vun de Lëtzebuerger, déi net am Land sinn. Ech muss just soen, dass an där Motioun, wou do steet „Flying Consuls" ..., wa mir duerno en Text hunn, wou mer soen, mir musse bei d'Leit fueren, fir hir Saachen an d'Rei ze bréngen, do, wou et kee Konsulat oder keng Ambassade gëtt – ech kann Iech soen: D'Welt ass grouss! A mir probéiere jo och, esou vill wéi méiglech iwwert d'Consul-honorairen an all Land eng Representatioun ze hunn. An ech mengen, dass dat eng Méiglechkeet ass.

Do si Saachen, déi och drastinn. Ech fannen zum Beispill, dass d'Iddi, Här Clement, dass een amplaz Bréifwalen och e Vott an enger Ambassade oder engem Konsulat ka maachen, eppes ass, wouriwwer mer sollen eng Kéier zesummen diskutéieren. Well et ass och en Deplacement. Et begéint ee Leit. Et huet ee vläicht en Echange, deen ee soss net hätt. Ech si bereet, iwwer alles ze diskutéieren.

Mee ech géif wierklech haut froen, sech net festzeleeën an engem Text, wou gesot gëtt: „Et muss e Flying Consul sinn, et muss dat dote sinn oder dat dote sinn." Ech sinn awer wierklech bereet, déi Reflexioune mat Iech an der Kommissioun weiderzedreiwen.

An ech kann Iech soen, dass de Chamberspresident een ass, deen de Sujet vun der Diaspora bei de Koalitiounsverhandlunge ganz héich gehalen huet. Well Dir hutt et och gesot: Et ass eng Opportunitéit. Mir sollen dat net als Gefor gesinn. Et ass eng Opportunitéit, Leit ze hunn, déi awer Demarchë gemaach hunn, fir e Lëtzebuerger Pass ze kréien. Da kommt, mir profitéieren dovunner, dass se e Lien hu mat Lëtzebuerg, fir dass mir zesumme kënnen dovunner profitéieren! An ech mengen, et ass och vun deene meeschte Leit gesot ginn.

An och dem Här Wagner wëll ech Merci soen. Mir deelen net déi selwecht Meenung op ville Punkten, mee ech respektéieren awer d'Engagement. An ech mengen, dass ech och ganz oft do Opportunitéite gesinn, wou Dir Gefore gesitt. A vläicht hutt Dir heiansdo Recht, heiansdo hunn ech vläicht Recht. Mee dat, wat wichteg ass, ass, dass mer et fäerdegbréngen, awer d'Texter och ze änneren.

Dir hutt zum Beispill vum Mercosur geschwat, sou wéi déi aner Kolleegen och. Den Text, deen haut um Dësch läit, ass net méi deen, dee ganz am Ufank deposéiert ginn ass. An Dir wësst jo, mir haten och d'Diskussioun, dass et do och gedeelte Méiglechkeete gëtt: Déi eng wäerten direkt applikabel sinn, déi aner wäerte méi spéit applikabel sinn duerch Votten an der Chamber. Voilà.

Mee ech wëll Iech Merci soe fir d'Zoustëmmung. Merci fir den Interessi un der Aussepolitick. Ech mengen, d'Stäerkt vu Lëtzebuerg war, dass mer awer ëmmer un engem Strang gezunn hunn.

Ech soen och deene Merci, déi iwwert de Commerce extérieur geschwat hunn. Well gleeft mer et: fir Betriber unzezéien op Lëtzebuerg – an ech gesinn de Franz Fayot, deen dat virdrun och gemaach huet, an déi aner Ministeren, déi et och gemaach hunn –, do ass et wichteg, eeben d'Atoute vu Lëtzebuerg ervirzehiewen, d'Stabilitéit, déi mer hunn – an dass hautdesdaags politesch Stabilitéit bal eng Ausnam ass an Europa, do hat ech net gemengt, dass dat esou séier géif geschéien, mee et ass awer eng Realitéit –, eng Previsibilitéit, déi mir hunn, eng Ouverture, eng Toleranz, an eeben e Land ze sinn, wou, muss ech soen, awer bal 50 % vun der Populatioun e Lëtzebuerger Pass am Grapp hunn, eng Stad, wou iwwer 70 % net e Lëtzebuerger Pass am Grapp hunn, a wann ech d'Resultater kucke vun extreem rietsen an anere Parteien, soen ech mer, dass mir, déi meescht heibannen, eis bewosst sinn, dass d'Diversitéit eng Stäerkt ass an net eng Schwächt.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Ausseminister. Ech hunn elo nach zwou Wuertmeldunge fir Parole après ministre, d'Madamm Tanson an den Här Fayot. Ech ginn der Madamm Tanson fir d'éischt Wuert. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, ech loossen de Minister sech nach installéiere goen. Voilà. Jo, merci villmools fir all d'Erklärungen. Ech hätt awer elo nach zwou Froen:

Déi eng ass, mengen ech, net beäntwert ginn, ausser vläicht indirekt, andeem Der gesot hutt, den Här Wiseler hätt ganz aktiv matgeschafft um Koalitiounsaccord. Wou ass déi Strategie drun, déi am Koalitiounsaccord ernimmt gëtt? Gëtt dorunner geschafft oder net?

An déi zweet war iwwert d'Frozen Assets. Nodeem ech all Är Erklärungen elo gelauschtert hunn, sinn ech mer net ganz sécher, ob Der wierklech en faveur dovunner sidd oder net. Well et steet jo ganz kloer am Raum, dass d'Belsch gären hätten, dass et eng Garantie gëtt vun deenen anere Länner. Dir sot elo, fir Iech wier dann d'Konditioun, dass déi aner Länner och eis misste Garantië ginn. Kënnt Dir eis do vläicht nach eng Kéier soen, mat deem, wat elo am Moment um Dësch läit vun der Madamm von der Leyen nom leschte Conseil – si huet sech jo engagéiert, dat bis zum nächste Conseil och ze verschrëftlechen –, dat heescht, dass e Prêt géing gemaach ginn, déi Suen also op Basis vun engem Prêt géinge benotzt ginn: Sidd Dir fir déi Initiativ oder net?

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Här Ausseminister.

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Also den Agenda

stratégique ass dat, wat mer all Dag maachen. Dat hunn ech och kloer gesot. An ech kann de Koalitiounsaccord kloer virliesen op deem dote Punkt, also wann Der wëllt: „Le fil conducteur de cette politique sera un nouvel agenda stratégique pour un équilibre approprié entre nos valeurs et nos intérêts, pour une plus grande cohérence entre nos politiques intérieure et étrangère et pour améliorer le quotidien et pour protéger nos citoyens dans un monde instable." Dat ass dat, wat am Koalitiounsaccord drasteet, an an dem Missionstatement vum Ministère des Affaires étrangères ass och definéiert, wéi dat soll ausgesinn.

Zu de Frozen Assets: Am Moment läit keng Propositioun un Dësch. De leschte Conseil huet decidéiert, dass d'Kommissioun soll eng Propositioun maachen. Dat ass dat, wat elo do ass. A mir wäerten do konstruktiv matschaffen. Mee ech soen Iech just, ech wëll mech net just limitéieren op Euroclear an d'Belsch, fir do kloer ze sinn. Ech hätt gären, wa mer Decisiounen huelen, wou Sanktioune geholl ginn, déi à l'unanimité musse geholl ginn, dass dann och d'Garantien à l'unanimité sinn. Et kann net sinn, dass jiddwereе seet: „Dir musst dat dote maachen!", a wann et duerno drëms geet, d'Rechnung ze kréien, da jiddwereе fortleeft!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Här Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP) | Jo, merci, Här President. Här Ausseminister, Dir hutt gesot, relativ zum Schluss elo vun Ärer Interventioun, dass een d'Afrikaner respektéiere soll, dass een hinnen net soll virschreiwen, wat se solle maachen, dass mer dat laang genuch gemaach hunn. Mir, d'Europäer, hunn eng laang Geschicht an Afrika. An natierlech – an effektiv, ech sinn elo ganz bei Iech – reagéiere si ëmmer méi allergesch dorobber, wann een dat mécht. Dat huet ee gutt gesinn am Sahel an och op villen, villen anere Plazen. Do ass en neit Selbstbewosstsäin. An ech mengen, domadder musse mer composéieren, och an eiser Kooperatiounspolitick.

Ech wollt eng Fro stellen iwwer e Land, wou mer och eng Ambassade hunn, de Senegal, Dakar. Do ass et jo esou, dass mer e bëssen Tensiounen haten, well Der u sech hinnen eng Clause de droits humains, bezunn op déi Problemer vun Homophobie, an de PIC erageschriwwen hutt. An et ass jo esou, wann ech richteg informéiert sinn, dass dat och zu vill Hin an Hier gefouert huet. An dofir wollt ech elo froen, wou dat drun ass. Ass dee PIC deblockéiert? Eis Kooperatioun mam Senegal, leeft déi? Well et ass esou, dass de Senegal an Afrika u sech mat dee wichtegsten, gréisste PIC war, e verbleiwend Land an där Regioun a Westafrika, wou mer ganz vill innovativ nei Saache gemaach hunn. An et wär zimlech dramatesch, wann déi Kooperatioun géif ewechfalen an eiser Entwécklungszesummenaarbecht. Dofir wär ech frou iwwer eng Äntwert op déi Fro.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. Här Minister.

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Jo, tatsächlech, ech hat d'lescht Joer eng éischt Reunioun mam senegaleesesche Staatschef a Presenz vun eisem Premierminister zu New York, wou ech hinne gesot hunn, dass et fir eis wichteg ass an dass ech als neie Kooperatiounsminister nei Reegelen agefouert hunn, dat heescht, dass fir mech de Respekt vu Mënscherechter, vu Minoritéitsrechter, vum État de droit och eng Clause de rendez-vous géif mat sech bréngen, wann déi dann net géife respektéiert ginn.

Den Togo huet ënnerschriwwen, de Benin huet ënnerschriwwen, déi asiatesch Länner hunn ënnerschriwwen. A beim Senegal, wéi ech dat gesot hunn, krut ech gesot, si hätten Zähneknirschen, si wieren net ganz averstanen. Do hate mer dee Rendez-vous, do hat ech mam President driwwer diskutéiert. Do sinn Aussoe komm wéi zum Beispill: „Ech hunn Iech d'Hand ginn, obwuel ech weess, dass Dir schwul sidd." Ech muss Iech soen, dat war net grad dee beschten Empfang, deen ech kritt hunn!

Mee bon, et ass net meng Susceptibilitéit oder meng Persoun, déi dann decidéiert, wéi et mat engem Dossier sollt weidergoen. Dunn hu mer weidergehandelt mat hinnen, mir hu gesot: „Hei, wann Dir Recullen hutt bei Mënscherechter, wëlle mer déi Clause de rendez-vous hunn." Dat heescht jo net, dass mer alles kippen!

Dunn hat ech e Rendez-vous zu Sevilla, wou mer viru Kuerzem och eng Reunioun haten, mam Ekonomiesminister, deen och zoustänneg ass fir d'Kooperatioun. Déi Reunioun ass am Ufank gutt verlaf, an dunn op eng Kéier hu mir erkläert kritt, dass si méi demokratesch wäre wéi mir, dass mir hinne keng Lektiounen ze ginn hätten, a souguer eng Clause de rendez-vous géif hinnen net goen. Ech hu gesot: „Hei, mir gesinn eis jo just, fir driwwer ze diskutéieren, firwat Der déi Mesüre geholl hutt." Du huet e mir gesot: „Ech brauch Är Suen net!", oder: „Gitt mer se an da sidd Der roueg!" An ech muss Iech soen, dass ech als Kooperatiounsminister net einfach d'Scheckbuch an d'Hand huelen, fir engem Land Suen ze octroyéieren, wann ech gesot kréien: „Bezuel an hal de Mond!" Dat geet net! Fir mech ass et wichteg, dass een eng Vertrauensrelatioun opbaut, dass een, wa Saachen net ginn, och en Echange kann hunn.

Dunn hunn ech déi ganz Projeten, déi mir am Senegal haten, vun iwwer 130 Milliounen am Moment, en suspens gehalen. Ech hu gesot, ech géif am Moment net mat hinnen ënnerschreiwen. Ech hunn elo vun eiser Ambassadrice net méi spéit wéi d'lescht Woch oder virun zwou Wochen de Message kritt, dass den Ausseminister mat mir am Senegal schwätze wéilt. Ech hoffen, dass do eppes Konstruktives kann erauskommen, well ech ka jo nach ëmmer fir d'nächst Joer eppes aneres virgesinn. Mee am Moment ass dee PIC, dee Projet, dee mer mam Senegal haten, net do.

Ech sinn Demandeur, ech ... Dat, wat zum Beispill an Afghanistan geschitt ass, dass Fraen net méi dierfen op d'Uni oder an d'Schoul goen, ass fir mech inakzeptabel!

Ech froe jo näischt. Mir froe jo näischt! Mir sinn net Demandeur! Ech hunn Iech virdru gesot, dass dat Professorat vun Europa vis-à-vis vun Afrika net gutt ukënnt. Dat Eenzegt, wat mir soen, ass: „Maacht keng Réckschrëtter!" Dat ass jo dat Eenzegt, wat am Text drasteet, dass, wann ee Réckschrëtter maacht, wann zum Beispill haut eng Relioun kann ausgeüübt ginn a se muer net méi kann ausgeüübt ginn, mir dann driwwer diskutéiere wëllen, firwat een dat mécht. Wann en Handicapéierten dierf Rechter hunn, déi e muer net méi huet, da wëlle mir dat dote maachen.

D'Fraen, do kéint ech Iech Beispiller ginn, och bei den Homosexuellen oder bei de Minoritéiten. Et ass ganz einfach de Fall, dass haut eng Doudesstrof do ass a verschiddene Länner. Dann ass dat esou. Ech froen net, dass déi ofgeschaaft gëtt. Ech froen net e Mariage pour tous. Ech froen net eng Gestation pour autrui. Ech froen net, dass Quoten agefouert ginn tëschent Fraen a Männer. Ech froen net, dass Synagogen an alle Géigende gebaut ginn. Ech froen net, dass iwwerall Kierche gebaut ginn. Ech froen net, dass Chrëschtdag en nationale Feierdag gëtt. Mee de Minimum vu Respekt ass, dass een, wann et e Recul an den Droits individuels an an den Droits de l'homme gëtt, da freet, fir eng Clause de rendez-vous ze kréien. An da gesot ze kréien: „Klapp der en Ee a bezuel!", dat maachen ech net mat!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Ausseminister. Domat wär dann d'Diskussioun zu dem Debat iwwert d'Politique européenne et étrangère ofgeschloss.

Motions

An da géinge mer zum Vott vun de Motioune kommen, an der Hoffnung, datt de System elo fonctionéiert. Ech géing Iech proposéieren, datt mer mat deene Motiounen ufänken, déi am Kader vun dëser Debatt deposéiert gi sinn, duerno dem Här Graas seng Resolutioun huelen, déi och an de Kader vun dëser Debatt gehéiert, an dann dat, wat mer de Moien net ofgestëmmt hunn, au fur et à mesure vun dem Oflaf vun dem Ordre du jour vun de Moien un d'Rei huelen. Wann Der domat d'accord sidd, da géing ech Iech nach eng Kéier drun erënneren, Iech wa méiglech anzeloggen – fir déi, déi et nach net gemaach hunn –, fir datt dat elo uerdentlech ka verlafen.

Motion 1

An da géinge mer zur éischter Motioun vun haut kommen. Dat ass d'Motioun, déi deposéiert ginn ass vum Här Yves Cruchten, d'Motioun Nummer 1 vun haut. Här Cruchten, wëllt Dir elo nach eppes soen? Warscheinlech duerno. Da froen ech, wien heizou wëllt d'Wuert huelen. Den Här Graas fir unzefänken. Här Graas.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Fir d'éischt wëll ech emol ënnersträichen, datt dat hei eng ganz luewenswäert Motioun ass. Ech soen de sozialistesche Kolleegen och Merci. Si ass natierlech e bësse komplex, dat däerf een och net vergiessen. Den Ausseminister huet schonn eng Rei Erklärunge ginn. En huet jo och gesot, datt dat an der Praxis net esou evident ass, net esou einfach ass, an datt mer och schonn Efforte gemaach hunn, fir palästinensesch Kanner op Lëtzebuerg ze kréien. Ech mengen, déi Efforts diplomatiques lafe souwisou schonn a si ganz normal. De Soutien financier ass och garantéiert.

An den Här Ausseminister huet drop higewisen, datt mer vläicht iwwert de Wee vun der Initiativ vun der dänescher Ministerpresidentin ginn, wou Lëtzebuerg sech da géing mat engem Soutien oder Apport financier vun 3 Millioune bedeelegen. Mir gesinn dat am Moment als e gudde Wee, vu datt een à court terme awer och Schwieregkeeten huet, dat hei esou konkreet ëmzesetzen, wéi Dir Iech dat virstellt.

Nach eng Kéier, et ass eng luewenswäert Motioun, mee ech mengen awer, datt et an der Praxis mat e bësse Problemer behaft ass, soudatt ech awer am Endeffekt eiser Fraktioun géif proposéieren, se ofzeleenen.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Graas. Wie wëllt nach dozou d'Wuert huelen? D'Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci. Also, mir hu se jo matgedroen. Ech fannen et natierlech eng ganz begréissenswäert Motioun. Dat, wat den Ausseminister virdru gesot huet, dass et wéinst Regroupement-familiales-Demandë wär, wou een net wéilt op dat doten zréckgräifen, dat fannen ech e bësse schwiereg als Argumentatioun. Mir schwätze jo hei net vun esou ville concernéierte Kanner, déi mir iwwerhaapt kéinten ophuelen. A wann een déi Situatioun sur place kuckt, denken ech, ass et och absolutt

normal, dass een, wann een dann hei ass, probéiert, och hei ze bleiwen, jee nodeem, wéi d'Konditioune sinn.

Bon, ech fannen, dass et eng gutt Motioun ass. A mir ënnerstëtzen dat natierlech.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Den Här Clement, an dann den Här Keup. Den Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Also, ech fannen d'Motioun exzellent. Et muss ee soen, datt mer hei eppes ganz Konkreetes géife maachen, fir Kanner an Nout ze hëllefen. Dat ass eppes! Vläicht eng Dréps op de gliddege Steen.

A wann d'Konsequenz oder den Nieweneffekt ass, datt een dobäi och nach hire Mammen hëlleft, déi och ënner execrabelen Ëmstänn mussen dohanne probéieren, hir Famill um Liewen ze halen, da kann ech deem elo näischt Negatives ofgewannen, mee éischter e weidere positive Punkt gesinn.

An dofir wäert dës Motioun och eis Zoustëmmung fannen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Dann den Här Keup an duerno den Här Wagner.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Ech ginn hei éischter op de Wee, wéi och den Ausseminister et gesot huet. Et ass natierlech schwéier, elo direkt géint esou eppes ze stëmmen. A wann eppes fir Kanner gemaach gëtt, dann ass ee jo quasi forcéiert, et matzemaachen. Ech mengen awer, dass et esou ass, dass Lëtzebuerg scho ganz, ganz vill mécht – an dat éiert eist Land jo och –, an dass mir och vill Hëllef musse maachen, grad am humanitäre Beräich. An ech mengen, dat hei ass jo awer och am humanitäre Beräich. Ech mengen, dass et wichteg wier, sur place ze hëllefen. An ech mengen, dass et wichteg wier, dass net nëmme mir dat maachen, mee och eis Partner, déi ganz Welt an alleguerten déi, déi sech elo fir Palästina agesat hunn, an dass och hir Frënn sech elo ganz staark dofir asetzen, hinnen do ze hëllefen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Mir wäerten dës Motioun och matdroen. Mir fannen, datt se elo wichteg ass, wou Gaza a Ruine läit a bei Wäitem nach net eng Solutioun fonnt ginn ass an nach ëmmer immens vill Leit leiden, dorënner natierlech Kanner. Well dat waren déi Éischt, déi betraff waren, Fraen a Kanner.

Do muss Lëtzebuerg mol versichen, alles ze maachen, wat a senge Méiglechkeeten ass, fir eeben derfir ze suergen, datt d'Kanner déi medezinnesch Soine solle kréien, déi se och verdéngen. D'Motioun invitéiert jo och Lëtzebuerg, eeben op europäeschem Niveau mat aneren zesumme Léisungen ze fannen, well mir natierlech net alles hikréie kënnen. An dofir menge mir, datt een awer dee Wee muss goen.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Dann ass kee Riedner méi do. Da kritt den Auteur d'Wuert, den Här Cruchten, an dann duerno de Minister.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Jo. Merci all deenen, déi heizou Stellung geholl hunn. Ech wëll dem Här Graas soen, dass ech et net esou komplizéiert fannen, wat mer hei fuerderen. An ech mengen, dass mer eis hei eigentlech relativ séier missten eens ginn, fir eppes Konkreetes ze maachen.

Ech wëll just nach eng Kéier drun erënneren: D'Unicef seet eis, dass se 600 Camionen Hëllefsgidder pro Dag brauche wärend zwee Joer, fir dass sech d'Situatioun lues a lues verbessert. Dat heescht, et ass muer nach laang net alles an der Rei a Palästina.

D'OMS schwätzt vun 3.800 Kanner, déi direkt medezinnesch Hëllef brauchen, déi se awer net sur place kënne kréien, an déi also mussen evakuéiert ginn. An dofir ass och en Appell gemaach ginn un d'Staate vun der Europäescher Unioun, fir wannechgelift en Deel vun deene Kanner opzehuelen. An ech hoffe wierklech, dass mir dat elo net refuséieren, well mer de Regroupement familial fäerten – also, fir déi puer Kanner, déi mol d'Chance hunn, dass se iwwerhaapt nach Elteren hunn!

A wann ech da vergläichen: Jordanien, e Land mat 11 Millioune Awunner, wou zënter Joerzéngten tëscht 3 a 4 Millioune palästinensesch Flüchtlinge liewen. Ech fannen, mir kéinten hei roueg en Effort maachen. A kommt, mir fäerten elo wierklech net de Regroupement familial! Ech sinn iwwerzeegt, mir fannen iergendwéi eng Léisung.

An ech sinn och bereet, am Text iergendeng Ännerung ze maachen. Mee wa mer de Prinzipp emol géifen hei festhalen, dass Lëtzebuerg bereet ass, Kanner opzehuelen, esou séier wéi méiglech, fir deenen hei zu Lëtzebuerg déi dréngend medezinnesch Soinen ze ginn, déi se dohannen net kënne kréien, ech mengen, da misste mer eis dach iergendwéi kënnen drop eenegen!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Cruchten. Den Här Minister huet d'Wuert gefrot. Här Minister.

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Här President, merci. Ech hunn et jo dès le départ gesot: Mir hunn et gemaach! Et ass jo net, wéi wa mer elo d'Motioun ... Mir hu mat MSF viru Kuerzem och Rendez-vouse gehat. D'MSF hunn nämlech Initiative gemaach. Si hunn och dem Premierminister e Bréif geschriwwen, wou se sech och drop referéieren, op deen Entretien, deen ech mat hinnen hat. An do hunn ech hinne gesot: „Hei, mir hu probéiert, et ze maachen, an et ass schwéier." Si hunn eis gesot: „Hei, mir maachen eng Lëscht, fir Iech spezifesch ze soen, wat et da wierklech wär." Et ass schwéier, bei 10.000 Kanner ze soen: „Deen doten: jo, deen doten: nee", wann hannendrun och nach de ganze Regroupement familial ka si vun 10, 15 Leit.

Ech soe just: De Choix treffen ze soen: „Dem Kand gëtt gehollef", dozou soen ech direkt Jo. Do soen ech direkt Jo! Et ass humainement inadmissible ze soen, mir wéilten engem Kand net hëllefen – humainement inadmissible! Mee dass een hannendru seet, da kéint awer d'ganz Famill och matkommen ... Normalerweis komme jo Familljen, well se Réfugiés politiques sinn. Hei ass et jo wéinst der Krankheet vum Kand, wou mer wëllen hëllefen. An dann ass et d'ganz Famill, déi do nozitt.

An ech muss Iech soen, dass mer am Moment Strukturen hunn, wou keng Plaze méi sinn. Mir kréien nach ëmmer – an dat seet eis de Max Hahn – ganz vill Ukrainer. Ganz vill Ukrainer! Wa mer déi lescht Jore méi Strukture gebaut hätten, dann hätte mer vläicht haut eng aner Situatioun. A wann d'Gemengen och d'Solidaritéit géife weisen, bereet ze sinn, Strukturen opzebauen, dann hätt ee vläicht och eng aner Situatioun.

(Brouhaha)

Mee am Moment kann ech just soen, dass ech vum Familljeministère bestätegt kritt hunn, dass d'Strukture voll sinn. An de Leit ze soen: „Kommt op Lëtzebuerg!", a mir wëssen duerno net wouhinner oder mer musse se an en Hotel setze wärend sechs Méint oder engem Joer – do weess ech net, ob dat déi optimal Situatioun ass.

Dowéinster, ech verspriechen Iech, Här Cruchten, mir hunn et scho gemaach, mir wäerten et och nach weider maachen! Wann ech déi Garantie géif kréien, dass mer déi Kanner – well duerno sinn do och nach aner Kanner, déi Soine brauchen –, wa mer se operéiert hunn, dann no dräi Wochen, engem Mount oder zwee Méint nees an eng aner Struktur kënnen zréckschécken, an déi Géigend, déi se kennen, wou och hir Famill ass, sinn ech deen Éischten, deen Iech dat direkt ënnerschreift. Mee am Moment ass dat net de Fall!

An déi Garantien, mir hunn et probéiert, sinn och net respektéiert ginn. An dofir hu mer de Choix gemaach, elo direkt niewendrun an där Géigend, wou se wunnen, wou och hir Famill ass, déi Infrastrukturen ze ënnerstëtzen, esou wéi den Här Graas et och elo just nees ervirgehuewen huet, fir datt se direkt sur place kënne gehollef kréien a se dann, no den Interventiounen, nees kënnen an deen Environnement zréckgoen, wou se wunnen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Domat wier d'Diskussioun zu dësem Sujet dann ofgeschloss.

Da géing ech d'Motioun vum Här Cruchten, d'Motioun Nummer 1, zum Vott stellen.

Vote sur la motion 1

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 20, Nee: 35, Abstentiounen: 5. Dës Motioun ass also mat 35 Nee-Stëmme géint 20 Jo-Stëmme bei 5 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par M. Laurent Mosar), Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf (par Mme Nancy Arendt), Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen (par M. André Bauler), Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen (par M. Fred Keup), Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Motion 2

Mir kommen zur zweeter Motioun. Dat ass d'Motioun vun dem Här Clement. Här Clement, Dir hutt se virdrun erkläert. Wëllt Dir elo oder duerno d'Wuert huelen? Dir huelt duerno d'Wuert. Wie wëllt zu dëser Motioun eppes soen? Den Här Graas, den Här Keup, den Här Cruchten, gesinn ech bis elo. Här Graas.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Merci de Piraten fir déi Motioun, déi natierlech och ganz interessant vum Inhalt hier ass, ouni Zweifel. Mir

hate virgëschter – an Äre Parteifrënd niewendru kann dat jo confirméieren – an der aussepolitescher Kommissioun de Premier op Besuch, deen e Rapport gemaach huet vum leschte Sommet. Do hu mer just iwwert deen dote Punkt intensiv diskutéiert.

Ech mengen, d'Positioun vun der Lëtzebuerger Regierung ass och bekannt. Mir sinn natierlech och éischter en faveur, déi Milliarden, déi do stockéiert sinn, am Interêt vun der Ukrain ze notzen. Natierlech – an dat ass de sprangende Punkt – muss e feste juristesche Kader geschafe ginn. Dowéinst ass jo och d'Kommissioun beoptraagt ginn, deen auszeschaffen. An et soll een also elo mol ofwaarden, bis een dat Zil erreecht huet.

Ech wëll awer och nach eng Kéier hei betounen: Ech mengen, dat, wat de belsche Premier gesot huet, dat ass nozevollzéien. Ech mengen, Euroclear huet nun eeben awer de Gros vun deene Sue geparkt, fir dat emol esou ze soen. Mir Lëtzebuerger sinn natierlech och concernéiert. Wa mer herno vun enger Garantie schwätzen, da mussen awer selbstverständlech all d'Memberstaaten dat och matdroen.

Mir sinn also duerfir der Meenung, datt mer zu dësem Zäitpunkt hei déi Motioun net sollen zréckbehalen en vue, wéi gesot, vun der Entwécklung vum ganzen Dossier. An dowéinst géing ech dann, wéi gesot, och der demokratescher Fraktioun proposéieren, se ofzeleenen.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Graas. Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Jo, villmools merci. Ech géif och mengen, dass dat heiten eppes ass, dat e relativ grousse Risiko matbréngt fir Europa als Finanzstanduert, fir d'Belsch, och fir Lëtzebuerg. An ech mengen, dass mir misste ganz, ganz virsiichteg sinn. An do géif ech mech dann dem Här Graas uschléissen: mol ofwaarden. Mee ech gesinn dat heiten éischter ganz skeptesch, well ech net gesinn, wéi mer dat doten esou kéinte reegelen, dass dat duerno ouni Risiko wier. An duerfir: am Zweifelsfall léiwer net.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Här Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Ech maachen et kuerz. Mir sinn éischter en faveur vun där Motioun hei vun de Piraten. Et ass natierlech esou, dass am Text eng ganz Partie Detailsaache sinn, déi een awer vläicht nach misst diskutéieren. Notamment schwätzt den Här Clement vun dem „immobiliséierte russesche Verméigen“. Wat fir eent mengt en domadder? Mengt en domadder dat Privatverméige vun den Oligarchen, dat agefruer ass? Oder mengt en domadder d'Staatsverméigen, dat agefruer ass? Also, do sinn eng ganz Partie Detailfroen, an et ass wichteg, déi ze klären.

An ech géif wierklech den Här Clement froen, ob en net bereet wär, déi Motioun hei mat an d'Kommissioun ze huelen, fir dass mer nach eng Kéier ausféierlech kéinten heiriwwer diskutéieren. Déi Diskussioun kënnt jo egal wéi nach eng Kéier op eis duer, well dat jo och d'Theema vun engem nächste Sommet wäert sinn. Dofir géif ech den Här Clement froen, dass mer dat heite wannechgelift nach eng Kéier an d'Kommissioun huelen, fir dass mer déi Feinheeten hei allegerten nach eng Kéier kënnen diskutéieren.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Cruchten. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Ech deelen absolutt d'Approche vum Här Cruchten. Ech sinn och der Meenung, dass et pertinent wär, iwwer verschidde Wordingen ze diskutéieren. Sur le fond sinn ech awer der Meenung ..., an ech ka mech do just dem Premierminister sengem Wording uschléissen, dee gesot huet, et wär eng Fro vu Gerechtegkeet, dass d'Russe misste bezuele fir dat, wat an der Ukrain geschitt ass.

An ech fannen et dofir positiv, well et ... Och wat Der virdru gesot hutt: Et wär kee Changement, kee Paradigmewiessel do gewiescht an der Meenung. Den Här Frieden war um informelle Conseil nach extreem reservéiert. Um leschte Conseil huet en dat gesot, wat ech Iech elo gesot hunn. An do gesäit een, dass e Changement an der Positioun do ass an dass do och vill méi positiv en fonction dovunner gehandelt gëtt.

An dat Eenzegt, dat mech weiderhin interpelléiert, dat ass, dass Dir et elo och dorunner festmaacht, dass mir als Lëtzebuerg da géingen Ënnerstëtzung kréie fir déi immobiliséiert Bienen, déi mer hei hätte vu russeschen Oligarchen. Ech mengen, dat ass eng ganz aner Situatioun. Déi zwou Situatioune kann een, denken ech, net gläichsetzen. Et ass och en anere Risiko, deen domat verbonnen ass, wéi wann elo hei déi Suen als Prêt fräigeschëppt ginn. An dofir froen ech mech, ob déi Positioun vun der Lëtzebuerger Regierung effektiv esou kloer ass, wat dat doten ubelaangt.

Bon, wann d'Majoritéit net der Meenung ass, dass mer dat kéinten an der Kommissioun diskutéieren, da wäre mir, well et awer en extreem wichtege Sujet ass, awer heimadder d'accord, och wann ee vläicht bei verschiddenen Terminologië kann driwwer diskutéieren. Well de Prinzipp ass fir eis extreem wichteg, an dat ass deen, dass mer kucken, dass och um Niveau vun de Finanze Gerechtegkeet soll geschaf ginn.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Den Här Wagner, duerno den Här Zeimet. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Eis Positioun geet e bëssen an déi selwecht Richtung wéi déi vun de Sozialisten a vun de Gréngen. Also, et wier u sech schued, wann déi heite Motioun einfach hei géif ofgeschmettert ginn. Mir hunn och Schwieregkeete mam Wording a mat der Technizitéit vun der Motioun. Mir maachen all heiansdo dee Feeler, datt mer e bëssen ze vill technesch an d'Detailer ginn. An dann deposéiere mer eng Motioun. An heiansdo muss ee sech dat gutt iwwerleeën. Mee mir verstinn awer, wat d'Piraten mat dëser Motioun wëlle maachen.

Beim éischte Punkt vun den Invitten, wann iwwert dat russescht Verméige geschwat gëtt, do muss ee vläicht och klarifizéieren, vu wat mer schwätzen. Et geet jo net drëms, datt een de manière arbitraire och Leit géif sanktionéieren, déi net derfir kënnen.

Mee dofir géife mer derfir plädéieren, datt een dat seriö à tête reposée och eng Kéier an enger aussepolitescher Kommissioun diskutéiert. Et wier schued, déi einfach elo ofzeschmetteren.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Här Zeimet.

M. Laurent Zeimet (CSV) | Merci, Här President. Den honorabelen Här Graas huet scho gutt resüméiert, wat mir och iwwert dës Motioun denken. Mir wëllen och elo mol ofwaarden, wat d'Konklusioune vun der Kommissioun sinn. An da kann een dat sécherlech och an der aussepolitescher Kommissioun diskutéieren, wéi mer dat och scho gemaach hunn. Do schwätzt jo näischt dergéint, och datt den Här Clement seng Punkten da virbréngt.

Mee dofir musse mer elo net déi Motioun hei mat an d'Kommissioun huelen. Ech mengen, iwwert déi kënne mer eis hei prononcéieren. Ech denken och net, datt d'Regierung hei muss zur totaler Transparenz opgefuerdert ginn, well se huet bis elo total Transparenz an dëser Fro wéi an aneren och bewisen.

(Hilarité)

Jo. An deem Sënn si mer géint dës Motioun.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Zeimet. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, merci, Här President. Merci och allen Intervenantë fir hir Prise de position. Fir vläicht op e puer Froen ze äntweren, éier ech op de Kär awer kommen:

D'Äntwert op d'Fro, wéi e Verméige gemengt ass, geet u sech aus dem drëtte Considerant ervir, wou kloer drasteet: „u souveränem Verméigen“. Domadder ass natierlech d'Staatsverméige gemengt an net d'Verméige vun Individuen. Deementspriechend huet sech dat vläicht ... Et hätt een et explizitt nach eng Kéier kënnen opléschten. Dat war awer am Gedankegang vum Schreiwe vun zwou Säite Motioun dunn awer implizéiert. Et deet mer leed, wann dat vläicht net iwwerall direkt liesbar war. Ech verstinn dat och. Mir schaffen alleguerte mat deenen Texter, déi mer kréien.

Wat dat ugeet, datt mer keng Motioun bräichten, well d'Regierung jo souwisou géif dorunner schaffen, hunn ech, spéitstens nodeem de Vizepremier hei awer nuancéiert huet, datt en am Fall vun engem Vott och eng 100%eg Garantie a Solidaritéit fir Lëtzebuerg gären hätt, do och meng Doutten, ob mer eis ganz esou kloer positionéiert hunn, wéi mer dat an der Vergaangenheet gesot hunn.

Ech sinn absolutt op Ärer Säit, Här Bettel, datt mer natierlech och Solidaritéit fir Lëtzebuerg afuerdere mussen, wann déi Fro sech stellt a wann et bis esou wäit kënnt. Hei geet et mer awer elo wierklech emol ëm déi souverän Verméigen, wat eng aner Situatioun ass.

Da gouf virdru vum Här Bettel erwäänt, et géif sech widderspriechen, engersäits ze sanctuariséieren an duerno d'Haaptkapital ze benotzen. Ech wëll dorobber hiweisen, datt d'Motioun net fir näischt numerotéiert ass. Den éischte Schrëtt ass nämlech, ze sanctuariséiere géint – an dat steet ganz kloer an der Motioun – d'Ewechfale vun der Unanimitéit. Am Moment sinn déi Verméigen nämlech ëmmer nëmme blockéiert, soulaang mer eng Unanimitéit am Conseil hunn. Mir wësse ganz genau, wéi d'Walen an deene leschte Wochen a Méint an Europa ausgaange sinn a wie sech doranner befligelt fillt, fir och an Zukunft weiderhin d'EU ze erpressen an ze soen: „A wann ech net kréien, wat ech gären hätt, da blockéieren ech d'Unanimitéit bei der Prolongatioun vun de Sanktiounen.“ Dee Risiko wëll ech net agoen. Dofir hunn ech den éischte Punkt gefuerdert.

Den zweete Punkt ass natierlech d'Weiderféierung vun deem, wat scho beschloss ass. Deen, kéint ee lo soen, ass superfetatoire, ass awer an der Logik dran.

An da kënnt den drëtte Punkt: Wa mer dat gemaach hunn, da solle mer d'Haaptkapital kënnen notzen. An dofir ass dat och logesch gegliddert. A wie seet, dat eent widdersprécht deem aneren: Nee, dat eent ass d'Prekonditioun, fir dat anert iwwerhaapt kënnen ze maachen. A wat d'Risikodeelung ugeet an d'europäesch Solidaritéit, hutt Der de sprangende Punkt fonnt, Här Bettel: Et ass genau dat, wat mer mussen erreechen. An dofir wär et och gutt, wann dëst Parlament sech géif fir eng Risikodeelung an eng Solidaritéit ausschwätzen. Well wa mer et fir deen ee fuerderen, da kënne mer et och herno fir eis afuerderen.

Op alle Fall wäerte mir déi Motioun forcement matstëmmen.

(Hilarité et interruptions)

Une voix | Allen Zwee?

M. Sven Clement (Piraten) | Allen Zwee!

M. Claude Wiseler, Président | Ok. Dat ass gutt ze wëssen, Här Clement. Den Här Ausseminister huet nach d'Wuert gefrot. Här Minister.

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Här President, ech wollt just hei un eppes erënneren: Ech hu gesot, fir mech ass déi Solidaritéit eppes ..., wann een zu 27 decidéiert, da sinn och d'Repercussioune vun enger Solidaritéit eppes, wou een dann awer och eng gewësse Solidaritéit muss beweisen. Dass et elo d'Conditio sine qua non ass, fir derno en Deblocage oder d'Utilisatioun oder iergendeng Léisung op europäeschem Niveau iwwert d'Avoirs immobilisés, ass eng aner Saach. Mee wa mer et net froen ... Et geet ëm 14,6 Milliarden Euro, d'Hallschent vun eisem Joresbudget! Wann dat deem engen oder aneren hei egal ass – mir ass et net egal!

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Dir kënnt elo nach eng Kéier intervenéieren.

M. Sven Clement (Piraten) | Parole après ministre, Här President.

M. Claude Wiseler, Président | Jo, et däerf keen zu engem Sujet méi wéi zweemol Stellung huelen. Här Clement, et ass un Iech.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, ech ...

(Interruptions)

Et ass vläicht esou. Also, ech wëll mer awer elo net insinuéiere loossen, Här Bettel, an ech hunn Iech virdru bei villem Recht ginn ..., mee ze insinuéieren, datt et heibannen iergendengem, y inclus dem Auteur vun dëser Motioun, egal wär, wéi dee Fall ausgeet, dat ass onéierlech, well et ass net de Fall!

Ech mengen, datt jiddwereen heibanne sech der Gravitéit vun deem Fall bewosst ass. A mir hunn Iech scho méi wéi eng Kéier – an och schonn aner Ministeren – zu deem Fall interpelléiert, Question-parlementairë gestallt. Dofir, et ass eis wierklech alleguerten heibannen, mengen ech, net egal. A just well deen ee Fall elo aktuell ass, heescht dat net, datt mer zu deem anere Fall net och eng Positioun hunn!

M. Claude Wiseler, Président | Voilà, Här Clement. Jiddwereen huet elo säi Punkt gemaach.

Elo stellt sech d'Fro, déi vum Här Cruchten gestallt gi war: ob mer e Renvoi an d'Kommissioun maachen. Ech hu verstanen, datt d'Majoritéit dat net wëllt. Mir kënnen driwwer ofstëmmen, wann Der dat wéilt, Här Clement. Dir sot eis elo, ob Der dat gär hätt oder net.

M. Sven Clement (Piraten) | Also, mir stëmmen da léiwer direkt iwwert d'Motioun of, well ech gesi jo, datt keng Majoritéit do wär, fir se an d'Kommissioun ze kréien.

M. Claude Wiseler, Président | Da stëmme mir iwwert d'Motioun of. Da stellen ech d'Motioun Nummer 2 vun dem Här Clement zum Vott.

Vote sur la motion 2

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 20, Nee: 40. Dës Motioun ass also mat 40 Nee-Stëmme bei 20 Jo-Stëmmen a kenger Abstentioun ofgeleent.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par M. Laurent Mosar), Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf (par Mme Stéphanie Weydert), Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. André Bauler), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel ;

MM. Jeff Engelen (par M. Fred Keup), Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Motion 3

Mir kommen dann zur Motioun 3 vun dem Här Clement. Ech denken, datt den Här Clement wëllt duerno schwätzen. Da froen ech: Wie wëllt zu dëser Motioun d'Wuert huelen? Dat ass emol den Här Graas fir unzefänken, duerno den Här Keup, den Här Wagner. Här Graas, fänkt Dir un.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Fir d'éischt soen ech emol ganz éierlech – ech ginn dervun aus, datt et vläicht deem engen oder aneren och esou gaang ass –: Wéi ech gëschter dee Chiffer vun 153.000 Lëtzebuerger héieren hunn, déi am Ausland wunnen, dat muss ech éierlech soen, war mer dat bis dato net esou an där Héicht bekannt. Da féiert dat natierlech derzou, datt ee sech gewësse Gedanke mécht. Dowéinst fannen ech et och luewenswäert, datt déi Motioun hei virgeluecht gëtt. Mir sollten eis iwwert déi Diaspora, déi jo dann net onbedeitend ass, am Fong méi Gedanke maachen.

Bon, et sinn hei elo e puer Proposen ënnerbreet ginn, wou ech allerdéngs mengen, mussen ze soen, datt se awer trotzdeem deelweis staark ambitiéis sinn. Haaptsächlech, wéi gesot – an de Minister ass och schonn drop agaang –, déi Flying Consuls do, also, dat schéngt eis zu dësem Zäitpunkt awer liicht iwwerdriwwen ze sinn, soudatt mer dat op kee Fall kënne matdroen.

Dat schléisst awer net aus, datt ee sech selbstverständlech enger Diskussioun eng Kéier stellt iwwert d'Walméiglechkeet respektiv och den Ausbau vun der sproochlecher a kultureller Offer, fir déi nach ze entwéckelen. Dat sinn zwee Punkten, déi hei wierklech eng Kéier méi am Fong sollen diskutéiert ginn. Mee zu dësem Zäitpunkt si mer allerdéngs der Meenung, datt mer där Motioun hei elo an där doter Form keng Suite solle ginn. An dofir géing ech och proposéieren, datt d'Demokratesch Partei se ofleent.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Graas. Dann den Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Villmools merci. Normalerweis si mir gewinnt, bei de Piraten Motiounen ze kréien, déi däitlech méi kuerz sinn. Da si se och méi iwwersiichtlech. Hei gëtt zimmlech villes matenee bruecht, wéi och scho bei där virdrun, wat derzou féiert, dass dat fir eng ganz Partie Leit hei vläicht e bësse méi konfus ass, och mat ganz neie Saachen, déi do bruecht ginn, wéi déi Flying Consuls. Bon.

Also, Dir wësst, dass mir do och ganz staark engagéiert sinn. Mir hunn x parlamentaresch Froen an de leschte Jore gestallt zu där Zuel vun den Auslandslëtzebuerger, déi eis ëmmer wuel bewosst war. A mir sinn effektiv derfir, dass och eng ganz Partie Saachen, déi hei och vun de Piraten proposéiert ginn, géifen erfëllt ginn, fir eeben och zum Beispill ze erliichteren, dass déi Leit kënne wielen.

Mir sinn zum Beispill och ganz kloer derfir, och dat hate mer schonn eng Kéier gefrot, dass déi Adresse vun deene Lëtzebuerger, déi am Ausland liewen, géifen erfaasst ginn. Mir wësse guer net – de Lëtzebuerger Staat weess net –, wou déi Lëtzebuerger wunnen.

A fir et mol éierlech ze soen: De Lëtzebuerger Staat, dat krute mer och eng Kéier als Äntwert, dee weess am Fong och guer net, wéi vill Lëtzebuerger et tatsächlech gëtt. Déi 153.000 hei ass awer am Endeffekt net déi wierklech Zuel, well do si jo zum Beispill Leit, Kanner vun Elteren, déi elo Lëtzebuerger sinn, dat gëtt jo ëmmer weiderginn, déi ginn net méi erfaasst. Dat heescht, an der Realitéit sinn et der warscheinlech souguer nach däitlech méi. Och dat gëtt net erfaasst.

A mir wieren derfir, dass d'Adresse bekannt wieren, esou wäit wéi méiglech, vun deene Leit, déi am Ausland wunnen, dass do och e Kontakt wier. Ech hunn et scho virdru gesot, ech mengen, en Italieener, deen zu Lëtzebuerg zum Beispill wunnt, dee kritt permanent, wa Wale sinn, en Ziedel automatesch heemgeschéckt. An ech mengen, och dat wier hei eng ganz gutt Initiativ, dat iwwer Konsuler, Konsulater ze maachen an eebe grad och zum Beispill op Plazen, wou vill Lëtzebuerger liewen, och esou Konsulater anzeriichten, an dass d'Leit zum Beispill och dann do e Kontakt kënnen hunn, sech abrénge kënnen an eeben och kënne wielen, wa se da wëllen, wat ech elo bei deene meeschten awer bezweifelen.

Jiddefalls wier dat hei am Fong am Prinzipp eng gutt Saach, quitte dass hei villes e bësse konfus ass an een net direkt versteet, wat domadder gemengt ass.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Elo den Här Wagner, dann d'Madamm Tanson an duerno den Här Cruchten. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, mir sinn elo e bësse gehäit.

(Hilarité)

Mee dat geet jo zréck op eng genial Iddi vun engem Justizminister, deen, mengen ech, elo Premierminister ass an deen an enger Blut-und-Boden-Logik quasi gemengt huet, et misst een elo Leit de Lëtzebuerger Pass ausdeelen, déi kéinte virweisen, datt se bis d'Joer 1900, mengen ech, Lëtzebuerger Virfaren haten. Ech mengen, doduerjer sinn och Nordamerikaner Lëtzebuerger ginn, et sinn immens vill Belsch aus dem Areler Land Lëtzebuerger ginn an et sinn och immens vill Brasilianer Lëtzebuerger ginn, well wéi déi dat spatz kritt hunn, duechte se natierlech: „Mee dat ass awer wierklech eng Aubaine!", zemools well vill vun deene Leit u sech relativ arem sinn a sech soen: „Ech kann op Lëtzebuerg kommen." Dat ass haaptsächlech am Staat Santa Catarina, wou vill däitsch Immigranten u sech waren, och Polen, a wuer vill Lëtzebuerger och gaange sinn. An déi meescht hunn emol net soupçonéiert, datt se Lëtzebuerger Originnen haten. Déi meescht hu geduecht, si wieren éischter Däitsch.

Bon, elo muss een natierlech iergendeng Responsabilitéit vis-à-vis vun deene Leit hunn. Well et huet een

hinnen de Pass e bëssen esou ausgedeelt, wat och ëmmer eng sensibel Fro ass. Mir hunn elo eng vun deene gréissten Diasporae vun der Welt. Vläicht si mer a Konkurrenz mat de Portugisen, Italieener oder Iren, wat weess ech.

Ech stellen awer och fest, anerersäits, datt mer ongeféier d'Hallschent vun der Bevëlkerung, déi hei lieft ... Well et däerf een net vergiessen: Et gëtt immens vill Leit, fir déi ech immens vill Sympathie hunn, déi och a Brasilie liewen, déi strictement kee Bezuch zu Lëtzebuerg hunn. Déi kënne kee Lëtzebuergesch, déi kënne kee Franséisch, déi kënne keng vun eisen Amtssproochen, déi kënnen nëmme Portugisesch. Déi wësse knapps, wou Lëtzebuerg läit. Verschiddener kommen heihinner an déi si staark enttäuscht, well se sech u sech keng Existenz kënnen hei opbauen. Vläicht misst een deenen e bëssen hëllefen, trotzdeem awer eng kleng Responsabilitéit iwwerhuelen. Mee si hu kee Bezuch.

Anerersäits hu mer 50 % vun enger Bevëlkerung hei am Land, déi Netlëtzebuerger sinn, déi en totale Bezuch hunn zu Lëtzebuerg, déi hei deemno wéi gebuer sinn, déi hei schaffen, déi hei cotiséieren, déi hei Steiere bezuelen. An déi hu kee Walrecht, an déi missten awer wierklech e Walrecht hunn. An et ass awer a mengen Aen e bësse problematesch, wa mer elo immens grouss Efforte maache fir Leit, déi wéineg Bezuch hunn zu Lëtzebuerg, fir deene kënnen d'Walrecht ze erméiglechen, an aner Ausläner, déi hei liewen, Netlëtzebuerger, déi meeschtens och nach Lëtzebuergesch kënnen, awer net kënne matwielen, obwuel se direkt betraff sinn.

Dofir ass dat wierklech problematesch, fannen ech. Et kann een doriwwer diskutéieren, wéi een domadder ëmgeet. Mee mir sinn awer net chaud, fir derfir ze stëmmen. Et misst een iwwerhaapt dann erëm eng Kéier global doriwwer diskutéieren, wien d'Walrecht soll hunn hei am Land. An ech mengen, mir hunn aner Prioritéiten. Dat sinn nämlech déi Leit, déi hei liewen an déi hei schaffen. Déi mussen et fir d'éischt emol erliichtert kréien, e Walrecht ze hunn.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Also, ech versti villes vun deem, wat den Här Wagner elo gesot huet. Mee de Fait ass einfach: Mir hunn elo déi 150.000 Lëtzebuerger, déi den Ausseminister eis als Zuel gëschter genannt huet. Déi sinn do. Déi hunn de Lëtzebuerger Pass. A mir sinn an där Logik, dass, wann een e Lëtzebuerger Pass huet, mer dann net Nuancë maachen tëschent engem senger Situatioun. Dann huet en de Lëtzebuerger Pass.

A mech huet déi Zuel natierlech och interpelléiert. Et géing mech natierlech och interesséieren, wat Är Meenung wier zu deem, wat den Här Keup elo gesot huet, dass déi Zuel net richteg wär. Mee ech fanne schonn, dass mer eis där Saach wierklech sollten eng Kéier am Detail unhuelen an an der Kommissioun eng Kéier wierklech doriwwer diskutéieren. Wat sinn déi richteg Problemer am Alldag? Wat kënne Problemer si bei Walen? Wou gëtt et dann en Defizit un Honorarkonsulen, zum Beispill?

Ech si skeptesch, wat hei déi Proposen ubelaangt, zumools déi éischt mat deene Flying Consuls. Et ass net, well „Flying" dran ass, mee well ech elo och net den Iwwerbléck hunn, wou déi Problemer reell existéieren, wéi d'Ofdeckung ass mat den Honorarkonsulen. Ech hätt do léiwer méi Informatiounen, déi ech elo à ce stade wierklech net hunn.

Déi Etüd iwwert d'Walméiglechkeeten, ech fannen dat eng positiv Saach, fir ze kucken: Wou hu mer Defiziter? Wéi kéinte mer aneschters domadder ëmgoen? Well wa mer effektiv esou eng grouss Diaspora hunn, jo, da musse mer eis och d'Fro stellen: Wéi kënne mer deene Leit d'Méiglechkeet ginn, ënner uerdentleche Konditioune wielen ze goen?

Bon, dat Lescht, ech denken, mir hu Moyenen, fir d'Sprooch ze léieren. Bon, hei geet et jo éischter drëm, eng Strategie auszeschaffen, fir ze kucken, wéi een dat nach kéint ausbauen. Elo do konkreet eng Plattform dranzesetzen, do sinn ech ... Voilà, ech weess net, ob mer dat elo esou musse maachen, wéi dat elo hei steet, fir d'Lëtzebuerger Sprooch an deem dote Sënn ze promouvéieren.

Ech hu virun allem Bedenke mam éischte Punkt. Déi zwee aner Punkten, do kéinte mer nach domadder liewen. Mee mir wäerten eis op alle Fall enthalen, wa mer net kënnen an der Kommissioun driwwer diskutéieren.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Den Här Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Här President, et geet mer e bësse wéi der Madamm Tanson. Ech sinn och d'accord dermat, datt mer de Lëtzebuerger, déi am Ausland liewen, sollen entgéintkomme bei verschiddenen administrative Prozeduren an do och Vereinfachunge sichen an hinnen hëllefen, gradesou wéi mer d'Walbedeelegung sollten erliichteren.

Mee wann ech dat heite liesen, hunn ech schonn d'Impressioun, dass et hei net einfach elo ëm alleguer d'Lëtzebuerger am Ausland geet. Et geet emol haaptsächlech ëm déi Lëtzebuerger am Ausland an Nordamerika an a Südamerika. Well wa mer musse Flying Consuls duerch d'Weltgeschicht schécken, fir dass d'Leit do kënnen e Pass kréien, da ka jo net dee Lëtzebuerger gemengt sinn, deen hei zu Arel wunnt oder hei vir a Frankräich oder vläicht zu Berlin oder soss iergendwou an Europa.

Ech sinn éischter der Meenung ... Hei stelle sech effektiv Problemer, do huet den Här Clement ganz Recht. Vläicht sinn déi heite Problemer awer net alleguerten d'Problemer. Vläicht sollte mer eng Kéier an der Kommissioun richteg doriwwer diskutéieren, fir vläicht déi Problemer ze deceléieren an ze kucken, wat fir eng Léisungen, wat fir eng Äntwerte mer op déi Froe fannen. Woubäi ech mengen, dass mer zum Beispill ganz vill digital Äntwerte kéinte ginn op déi Froen, déi sech do stellen. Dat misst jo och am Sënn vun de Kolleege vun de Piraten sinn.

Dofir sinn ech éischter der Meenung: Kommt, mir schwätzen iwwert dat heiten Theema eng Kéier an der Kommissioun, mat rouegem Kapp, wéi dass mer iwwert dat heiten elo einfach ofstëmmen!

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Cruchten. Den Här Zeimet.

M. Laurent Zeimet (CSV) | Merci, Här President. Ech maachen et kuerz, well d'Kolleegen hunn eigentlech scho gutt resüméiert, wat vläicht d'Schwieregkeete mat dëser Motioun kéinte sinn.

Ech muss soen, ech kann och de Punkt vum Här Wagner ganz gutt novollzéien, deen drop hiweist, datt awer eng gewësse Kontradiktioun do ass, wa mer eis ganz vill beméien ëm Leit, déi wéineg Bezuch hunn, an eis hei awer gläichzäiteg nach schwéier doen, d'Walrecht vläicht méi grouss opzemaachen. Och dat ass e Punkt, deen ee muss unhuelen, wa mer heiriwwer schwätzen. Well och wat den Här Cruchten gesot huet: Diaspora ass net gläich Diaspora, net alles an een Dëppe geheien.

Also, mir hu kee Problem, doriwwer an de Kommissiounen ze schwätzen. Well ech wéilt awer drop hiweisen – an den Här Clement weess dat jo och –, datt de Punkt zwee souwisou an der Kommissioun vun den Institutiounen diskutéiert gëtt, well mer amgaange sinn, iwwert d'Reform vum Walgesetz ze schwätzen, an do eeben och d'Méiglechkeete vun Digitalisatioun wäerten diskutéieren. An do geet et och ëm d'Bréifwal a wéi d'Lëtzebuerger am Ausland sech vläicht méi einfach un de Wale bedeelege kënnen. An deem Sënn wäerte mer dat do sécherlech souwisou diskutéieren.

A fir de Rescht hätte mer elo och kee Problem, déi aner Froen an der Kommissioun ze diskutéieren. Mee dës Motioun, op alle Fall esou an dëser Form, wëlle mer net unhuelen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Zeimet. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, merci, Här President. Also, ech hat mer net erwaart, datt déi Motioun hei géif einfach ugeholl ginn, maacht Iech keng Suergen. Ech hat mer awer u sech erwaart, datt mer se géifen an enger Kommissioun diskutéieren, esou wéi de Vizepremier dat och virdrun a senger Interventioun zu där Motioun annoncéiert hat, datt een nämlech misst driwwer schwätzen.

An Dir hutt e puer Saachen opgeworf, léif Kolleeginnen a Kolleegen, iwwert déi Der zu Recht Froen hutt, wann ee sech net schonn déi lescht Jore mat der Fro vun den Auslandslëtzebuerger beschäftegt huet.

Dat eent ass: Et geet net nëmmen ëm d'Neolëtzebuerger. Zum Beispill ass d'Participatioun bei de Walen e Problem, dee recurrent ass, datt souguer am europäeschen Ausland – an ech zitéieren do Wien als ee grousst Beispill, wou ganz vill Lëtzebuergerinnen a Lëtzebuerger studéieren – reegelméisseg, also nach bei deene leschten zwou Walen, d'Bréifwalënnerlagen ze spéit ukomm sinn, net zréckkomm sinn, deelweis Woche méi spéit hei ukomm sinn an dofir déi Votten net gezielt konnte ginn.

Also, et geet schonn hei drëm, net nëmmen iwwert d'Neolëtzebuerger an Nordamerika, Südamerika oder an Asien ze schwätzen, wou et der iwwregens och nach ganz vill gëtt. Do weess ech nach net esou genau, wou se hierkommen. A Brasilie wësse mer mëttlerweil, datt ee Mann, den Här Nicolas Bley, immens aktiv war, well deen huet iwwer 5.000 Descendanten. Dat eleng erkläert quasi, mengen ech, e Fënneftel vun de Lëtzebuergerinnen a Lëtzebuerger a Brasilien.

(Brouhaha)

Also, wie sech e bësse mat der Fro beschäftegt, kënnt op esou komesch Anekdoten.

Zu de Flying Consuls, ganz kuerz: Dat ass e System, deen d'Belsch an d'Slowakei hunn. An ech hunn explizitt gesot: „Wou vill Lëtzebuerger sinn." Elo kann ee gären an enger Kommissioun driwwer diskutéieren, wat dat heescht, „wou vill Lëtzebuerger sinn". Wat haut Fakt ass: E Lëtzebuerger huet e Recht op e Pass. E Lëtzebuerger huet e Recht op eng Carte d'identité. An dat Recht gëtt mat Féiss getréppelt, well eis konsularesch Sektiounen an deene Länner iwwerfuerdert sinn, méintelaang Waardeschlaangen hunn an an hirer Rendez-vous-Vergab absolutt iwwerfuerdert sinn, wat dozou féiert, datt déi Leit hir Fangerofdréck an hir Fotoen net kënnen ofginn. Et ass eng ganz pragmatesch Fro, déi haut vun den Honorarkonsulen net ka geleescht ginn. Fir all déi aner Demarchen huet ee MyGuichet, huet een d'Honorarkonsulen.

D'biomeetresch Erfaassung ass eppes, wat d'Belsch an d'Slowakei erkannt hunn, an dofir reest dann

eeben e Beamte mat deem Koffer, mat deem Gerät, duerch d'Géigend, do, wou vill Leit sinn, meeschtens an d'Honorarkonsulater, fir dat ze maachen. Dat ass wierklech ... Soss kann een och kee MyGuichet benotzen, wann een net zu Lëtzebuerg lieft. Et brauch een e lëtzebuergesche Pass oder eng lëtzebuergesch Carte d'identité, fir kënne MyGuichet iwwer GouvID ze benotzen.

Dat heescht, d'ganz Digitalisatioun – Här Cruchten, ech si bei Iech –, dat ass super, mee et brauch een den Identifiant. A fir den Identifiant ze kréien, muss ee Fangerofdréck an eng biomeetresch Foto maachen, wat haut da fir d'Brasilianer zum Beispill just zu Brasília geet, wat fir d'Lëtzebuerger an Amerika och just op dräi Plaze geet: San Francisco, New York a Washington. Schonn e bësse méi einfach, mee wann een do am Midwest lieft, och nach net la porte à côté.

An dann, schlussendlech, zu de Walméiglechkeeten hunn ech alles gesot. An zur Strategie vun der sproochlecher a kultureller Offer iwwer LLO: Ech fannen dat eng gutt Initiativ vum Bildungsministère. Ech géif et gutt fannen, wa mer dat géifen ausbauen.

Wann et elo dru scheitert, dat heiten ze stëmmen, wéinst dem Flying Consul, well dat en neit Konzept ass, dat d'Leit net kannt hunn, wär ech bereet, der Majoritéit entgéintzekommen, dat ze sträichen an déi zwee aner Punkten zum Vott ze stellen. Wann d'Majoritéit awer der Meenung ass, se wëllt dat net stëmmen, wär meng nächst Propos, et an d'Kommissioun ze verweisen, wou een iwwer alles a Rou kann diskutéieren. A wann d'Majoritéit och dat net wëllt, da musse mer eeben zur Ofstëmmung kommen. Mee et soll net u menger Kompromëssfäegkeet scheiteren!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Wëllt den Ausseminister nach d'Wuert heizou huelen?

(Négation)

Nee, dat ass net de Fall.

Dann hu mer hei zwou Ufroen. Den Här Clement seet, e géing den éischte Punkt sträichen. Ass dozou eng Remark ze maachen?

M. Sven Clement (Piraten) | Ech gesinn, datt d'Majoritéit och dat net wëllt matdroen.

M. Claude Wiseler, Président | Gutt. Dann ass déi zweet, Dir gesitt dat ...

M. Gusty Graas (DP) | Gutt gesinn!

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Ech si frou, datt ech et confirméiert kréien, datt dat net just vum Här Clement sengem Bléck ofhänkt.

Dann ass dem Här Clement seng zweet Propositioun, dat hei an d'Kommissioun ze verweisen.

(Interruptions)

Jo, Här Zeimet?

M. Laurent Zeimet (CSV) | Wat elo? Den zweeten an den drëtte Punkt?

M. Claude Wiseler, Président | Nee, déi ganz Motioun hätt den Här Clement da gär an Entièretéit an d'Kommissioun verwisen.

M. Laurent Zeimet (CSV) | Jo, mee mat allem Respekt, den zweete Punkt, dee gëtt an der Institutiounskommissioun diskutéiert. Dee kënne mer och elo nach an enger anerer Kommissioun diskutéieren. Ech wiere mech net dergéint.

M. Claude Wiseler, Président | Jo, dann ass dat ok, Här Zeimet.

M. Laurent Zeimet (CSV) | Ech géif soen: Au vote!

M. Claude Wiseler, Président | Da stellen Iech fir d'éischt d'Fro, ob mer dës Motioun an d'Kommissioun verweisen, jo oder neen. An dee Vott maache mer och elektronesch, fir d'Saache kloerzemaachen.

Vote sur le renvoi de la motion 3 en commission

Soubal ech en hei ugewise kréien, maachen ech de Vott op. D'Fro ass also: Deen, deen dës Motioun wëllt an d'Institutiounskommissioun iwwerweisen, dee stëmmt mat Jo, deen, deen dat net wëllt, dee stëmmt mat Neen. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 25, Nee: 35. Dës Motioun gëtt also net an d'Kommissioun verwisen.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen (par M. Fred Keup), Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm (par Mme Nancy Arendt), Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen (par M. Alex Donnersbach), Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par Mme Nathalie Morgenthaler), Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf (par Mme Stéphanie Weydert), Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Fernand Etgen), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel.

Infolgedesse ginn ech dovunner aus, Här Clement, datt elo iwwer se ofgestëmmt gëtt. An da kucke mer, ob mer dee Vott och hikréien. Also, ech géing eis Regie bieden, nach eng Kéier de Vott fir d'Motioun Nummer 3 vum Här Clement ze preparéieren. Et geet net ëm de Vott iwwer eng verkierzte Motioun, mee iwwert déi ganz Motioun. Ech probéieren, hei e wéineg Zäit ze gewannen, bis de Vott hei op mengem Ecran ugewise gëtt.

M. Sven Clement (Piraten) | Mir hätte se awer sollen an d'Kommissioun huelen.

M. Claude Wiseler, Président | Da wär et sécher méi schnell gaangen. Mee dat war awer elo net de Fall. Voilà, ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration.

(Interruptions)

Et war déi falsch Motioun. Sorry, et ass e Vott dozwëschent komm. Ech liese just nach, ob et elo déi richteg ass. Et ass dës Kéier déi richteg.

Vote sur la motion 3

Ech maachen de Vott op. Wielt elo dat Richtegt – oder wat fir Iech richteg ass. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 7, Nee: 35, Abstentiounen: 18. Dës Motioun ass also ofgeleent mat 35 Nee-Stëmme géint 7 Jo-Stëmme bei 18 Abstentiounen.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen (par M. Fred Keup), Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm (par M. Laurent Mosar), Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen (par M. Ricardo Marques), Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Alex Donnersbach), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par Mme Nathalie Morgenthaler), Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf (par Mme Nancy Arendt), Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. André Bauler), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Mandy Minella) et M. Gérard Schockmel.

Se sont abstenus : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson (par Mme Djuna Bernard) et Joëlle Welfring ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

3. Résolution de M. Gusty Graas relative à la proposition de décision du Conseil concernant la suspension de certaines dispositions relatives au commerce de l'accord euro-méditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et l'État d'Israël, d'autre part – COM(2025)890

(Résolution déposée en séance publique n° 103 du 29 octobre 2025 – à consulter en page 22 de ce compte rendu)

An da géinge mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour kommen. Dat ass d'Resolutioun vum Här Gusty Graas, déi en de Moien ofginn huet. Et ass e laangen Titel, ech widderhuelen deen elo net. Här Graas, Dir hutt se de Moien erkläert. Dir wëllt warscheinlech duerno schwätzen.

(Assentiment)

Da géing ech froen: Wie wëllt zu dëser Motioun nach Stellung huelen? Dat ass net de Fall.

(Interruptions)

Ech denken, datt déi Motioun ... Gelift?

Une voix | Wat fir eng Motioun?

M. Claude Wiseler, Président | Dat hei ass d'Motioun, pardon, d'Resolutioun, déi den Här Graas de Moien ofginn huet: „Proposition de décision du Conseil concernant la suspension de certaines dispositions relatives au commerce de l'accord euro-méditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et l'État d'Israël, d'autre part", dat ass de ganz genauen Intitulé vun der Resolutioun. Déi Resolutioun ass och vun deene meeschte Parteien hei ënnerschriwwe ginn. Wëllt nach een d'Wuert huelen? Den Här Cruchten wëllt d'Wuert huelen. Här Cruchten.

Discussion générale

M. Yves Cruchten (LSAP) | Ech maachen et wierklech ganz kuerz, well et ass scho spéit. Also, selbstverständlech si mer domadder averstanen, well mir ware jo schliisslech och déi, déi d'Initiativ matgeholl haten,

fir dass mer esou en Avis politique an der Kommissioun zesummen ausschaffen. Ech soen dem Här Graas Merci, dass e sech dorëms gekëmmert huet.

Ech wëll just awer betounen: Mir sinn eis eens iwwert den Text a mir stëmmen dee mat. Mir haten als Partei eigentlech nach gefrot, dass mer sollten d'Kommissioun froen, firwat mer bei deem Aussetze vum Accord nëmmen iwwer en Deel vum Accord schwätzen a firwat mer net iwwert dat Ganzt schwätzen. Dat ass am Fong dat, wat mir nach wollten dran hunn. Domadder wollten d'Majoritéitsparteien net d'accord sinn. Mir kënnen de Rescht selbstverständlech matdroen. Mee ech wollt awer kloerstellen, dass dat eng Fro war, déi mir gäre gekläert gehat hätte vun der Europäescher Kommissioun.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Villmools merci, Här Cruchten. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, fir d'éischt emol: Mir hu se net mat ënnerschriwwen. Dat ass awer net, well mer se net matdroen, mee et war de Moien aus organisatoresche Grënn, dass se net mat ënnerschriwwe ginn ass. Mir deelen natierlech dat, wat an deem Text hei drasteet. Mir hätten awer och déi Propos vun der LSAP matgedroen, déi mer absolutt sënnvoll fonnt hätten an deem heite Kontext, déi Fro, déi do opgeworf ginn ass. Et ass schued, dass dat elo net mat dran ass. Mee et ass awer gutt, dass mer et fäerdegbréngen, hei als Chamber déi heite Resolutioun zesummen ze stëmmen. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Mir hate se net mat ënnerschriwwen. Dat heescht net, datt mer se net matstëmmen, mee mir hu se aus deem Grond net mat ënnerschriwwen, dass mer awer och der Meenung waren, datt et ... Also, u sech ënnerschreift een eng Motioun oder eng Resolutioun mat, wann een ouni Problem domadder averstanen ass. A mir fannen et awer e bësse schued, datt just iwwer en Deel vun deem Accord soll diskutéiert ginn, an et hätt ee sollen iwwert dee ganzen Deel diskutéieren.

Bon, dat doten ass besser wéi näischt. Mee de Verhältnisser entspriechend ..., d'autant plus, well mir e Méinden an der aussepolitescher Kommissioun doriwwer geschwat hunn, wou de Premierminister och nach erëm eng Kéier am Kader vun der Ukrain iwwer weider Sanktioune géint Russland geschwat huet – mat deenen ee kann averstane sinn, virausgesat, datt se och effikass sinn –, a well mer awer an deem heite Fall, bei Israel, vill méi pusillanime sinn a vill méi oppassen, obwuel d'Verbriechen equivalent sinn.

Mee bon, mir wäerte se trotzdeem matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Ass nach eng aner Wuertmeldung do? Jo, den Här Graas.

M. Gusty Graas (DP), auteur | Merci, Här President. Jo, dat Ganzt erënnert mech awer elo e bëssen un d'Affär vum klenge Fanger. Ech wëll awer drop hiweisen: Déi Resolutioun, déi mer hei huelen, déi geet ganz wäit. An ech wëll och erklären, firwat mer den Amendement vun de Kolleege vun der LSAP net ugeholl hunn.

Et däerf een net vergiessen: Wa mer eis op déi dräi Kapitelen hei limitéieren, da geet et mat enger Majorité qualifiée duer. Wa mer awer iwwert dat ganzt Associatiounsofkommes wëllen diskutéieren, da brauch et eng Unanimitéit. An et brauch een awer net esou naiv ze sinn ze mengen, et géing een déi Unanimitéit erreechen. Duerfir si mer also éischter der Meenung: „Da kommt, mer versichen zumindest emol, iwwert deen heite Wee eppes ze erreechen!" Woubäi d'Chancen, wann ech ganz éierlech sinn, och do warscheinlech net allze grouss wäerte sinn.

Ech wëll awer nach eng Kéier hei ënnersträichen, firwat déi Resolutioun, déi dann am Fong geholl d'Suite vun engem Avis politique ass, iwwerhaapt geholl ginn ass: well et e wichtegt, e weesentlech Element ass vun enger och net onweesentlecher Diskussioun iwwert dat Associéierungsofkommes. Et ass och net esou evident gewiescht, déi Resolutioun hei an deem Sënn ze verfaassen. Ech sinn och immens frou, datt ech spieren, datt hei awer eng grouss Ënnerstëtzung do ass.

Mee et däerf een awer och net vergiessen: Mir hu jo och viru 14 Deeg hei iwwer eventuell Sanktiounen diskutéiert, an deemools ass kloer festgehale ginn, datt mer an enger Phas sinn, wou zumindest eng Deseskalatioun am Konflikt méiglech wier. Zënter gëschter wësse mer, datt dat leider net méi esou de Fall ass. Dowéinst ass och en zweet Argument, datt mer eis awer sollen op deen heite Volet limitéieren, well mer awer net direkt elo scho mat deem grousse Geschütz komme wëllen a well mer awer nach ëmmer d'Hoffnung hunn, datt an deenen nächsten Deeg a Wochen eppes kéint geschéien. A mir schwätze jo hei vun enger Suspension partielle. A wat heescht eng Suspension? Déi Suspension ka vun haut op muer opgehuewe ginn, wann, wéi gesot, déi Entwécklung am Noen Osten esou kënnt, wéi mer eis dat alleguer wënschen.

Awer, wéi gesot, nach eng Kéier, d'Haaptargument ass d'Affär vun der Unanimitéit. An dowéinst hu mer eis op déi heite limitéiert. An duerfir hoffen ech awer, datt mer eng ganz grouss Zoustëmmung zu där heiter Resolutioun kréien.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Här Graas villmools Merci. Domat wär dann d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner zu dësem Sujet ofgeschloss.

An ech géing dës Resolutioun zum Vott stellen – à moins datt d'Regierung eppes ze soen hätt.

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn. Da stelle mer dës Resolutioun zum Vott.

Vote sur la résolution

Ech maachen d'Ofstëmmung op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmmen, deemgeméiss keng Nee-Stëmm a keng Abstentioun. Dës Resolutioun ass also à l'unanimité ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm (par Mme Stéphanie Weydert), Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen (par Mme Nancy Arendt), Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par M. Laurent Mosar), Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf (par Mme Nathalie Morgenthaler), Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Gérard Schockmel), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen (par M. Fred Keup), Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

4. Heure d'actualité de la sensibilité politique déi Lénk au sujet de la COP30 à Belém (suite)

Motions et résolution (suite)

(Ndlr: La résolution 1 de Mme Joëlle Welfring a été renvoyée à la Commission de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité au cours de la séance publique n° 103 du 29 octobre 2025.)

Da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, an dat sinn déi Diskussiounen, déi mer schonn de Moien haten. Do brauche mer also elo keng Diskussioun méi driwwer ze féieren, mee nëmmen ofzestëmmen. Mee ech annoncéieren awer kloer, ëm wat et geet, fir datt Der Iech elo erëmfannt an där ganzer Diskussioun: Déi éischt Diskussioun, déi mer de Moien haten, dat war déi Diskussioun iwwert d'Heure d'actualité vun deene Lénken iwwert d'COP30 zu Belém. Do hat den Här Wagner zwou Motiounen ofginn, déi diskutéiert gi sinn. Déi éischt Motioun ass gaangen ëm d'Contributions financières du Luxembourg dans le cadre des mécanismes de financement climatique international, an déi zweet ass gaangen ëm d'Mise en œuvre intégrale du règlement européen contre la déforestation. Sou.

Vote sur la motion 1

Ech géing elo déi éischt Motioun vum Här David Wagner zum Vott stellen. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 20, Neen: 40. Dës Motioun ass also ofgeleent mat 40 Nee-Stëmme géint 20 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par Mme Claire Delcourt), Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm (par M. Marc Spautz), Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen (par M. Laurent Mosar), Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par Mme Nathalie Morgenthaler), Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf (par M. Alex Donnersbach), Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen (par M. André Bauler), Patrick Goldschmidt (par M. Gérard Schockmel), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

MM. Jeff Engelen (par M. Fred Keup), Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Da géinge mer zu dem Vott vun der zweeter Motioun vum Här Wagner kommen. Dat ass d'Motioun iwwert d'Deforestatioun, wann ech et däerf emol kuerz ausdrécken.

Vote sur la motion 2

Ech maachen hei och de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 20 Jo-Stëmmen, 35 Nee-Stëmmen, 5 Abstentiounen. Dës Motioun ass also och ofgeleent mat 35 Nee-Stëmme géint 20 Jo-Stëmme bei 5 Abstentiounen.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm (par Mme Nancy Arendt), Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen (par M. Laurent Mosar), Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par M. Marc Spautz), Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf (par Mme Stéphanie Weydert), Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen (par M. Fred Keup), Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Domat wär dee Punkt erleedegt.

5. Motion de M. Tom Weidig relative à l'abrogation de l'interdiction des moteurs à combustion d'ici 2035 (suite)

(Motion déposée en séance publique n° 101 du 16 octobre 2025 – à consulter au compte rendu n° 41/2023-2028 en page 49)

Da komme mer bei d'Motioun vum Här Tom Weidig iwwert d'Abrogation de l'interdiction des moteurs à combustion, dat heescht dem Verbrennungsmotor, bis 2035. An déi ass och de Moien an allen Detailer duerchdiskutéiert ginn.

Vote sur la motion

Also géing ech do och de Vott opmaachen. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 7, Neen: 53. Dës Motioun ass also ofgeleent mat 53 Nee-Stëmme géint 7 Jo-Stëmme bei kenger Abstentioun.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen (par M. Fred Keup), Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm (par Mme Nancy Arendt), Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen (par Mme Stéphanie Weydert), Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par Mme Nathalie Morgenthaler), Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf (par M. Alex Donnersbach), Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Guy Arendt), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

6. 8489 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 22 février 2018 relative à l'échange de données à caractère personnel et d'informations en matière policière en vue de la transposition :

1° de la directive (UE) 2023/977 du Parlement européen et du Conseil du 10 mai 2023 relative à l'échange d'informations entre les services répressifs des États membres et abrogeant la décision-cadre 2006/960/JAI du Conseil ;

2° de la directive (UE) 2023/2123 du Parlement européen et du Conseil du 4 octobre 2023 modifiant la décision 2005/671/JAI du Conseil en ce qui concerne sa mise en conformité avec les règles de l'Union relatives à la protection des données à caractère personnel (suite)

Da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, an do geet et ëm d'Ofstëmmung iwwer e Gesetzestext. Dat ass de Gesetzestext 8489 ...

(Interruptions)

D'Resolutioun geet mat an d'Kommissioun (ndlr : Résolution 1 de Mme Joëlle Welfring dans le cadre de l'Heure d'actualité de la sensibilité politique déi Lénk au sujet de la COP30 à Belém). Dat hu mer de Moie schonn decidéiert. Dee Vott hate mer à main levée gemaach. Déi geet mat an d'Kommissioun.

Et ass de Projet de loi 8489, de „Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 22 février 2018 relative à l'échange de données à caractère personnel et d'informations en matière policière en vue de la transposition" vun zwou Direktiven, fir datt jiddwereen weess, ëm wat et geet. Et geet ëm de Vott vun dem Gesetzesprojet 8489. Den Text ass am Document parlementaire 8489[7] festgehalen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8489 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Jo, ok, jiddwereen huet gestëmmt. Da schléissen ech de Vott of.

D'Resultat vum Vott ass: 53 Jo-Stëmmen, 5 Nee-Stëmmen, 2 Abstentiounen. Dëse Projet de loi ass also ugeholl mat 53 Jo-Stëmme géint 5 Nee-Stëmme bei 2 Abstentiounen.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 8489 est adopté par 58 voix pour et 2 abstentions.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm (par M. Laurent Mosar), Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen (par Mme Nancy Arendt), Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par M. Alex Donnersbach), Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf (par M. Marc Spautz), Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Gérard Schockmel), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen (par M. Fred Keup), Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

7. 8512 – Projet de loi portant modification de l'article 43bis de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale (suite)

Da komme mer zu dem leschte Projet de loi, dee mer de Moien diskutéiert hunn. Do gëtt et elo e wéineg méi komplizéiert, dofir wär ech elo ganz frou, wann Der géingt nolauschteren, well et sinn a sech eng Motioun an eng Resolutioun vum Här Sehovic deposéiert ginn an et ass och en Amendement vum Här Sehovic hei deposéiert ginn.

(Interruptions)

Pardon, vun der LSAP. Et stoung net op mengem Ziedel. Mee d'Reiefolleg ass elo déi richteg. Et ass gefrot gi vum Här Sehovic, datt d'Votten iwwer seng Motioun a seng Resolutioun géinge prealabel zum Vott vum Gesetzestext gemaach ginn, soudatt mer mat der Motioun an duerno mat der Resolutioun ufänken, duerno iwwert den Amendement ofstëmmen an dann iwwert de Gesetzestext ofstëmmen, fir d'Reiefolleg kloer ze maachen.

Motion et résolution

Motion 1

Ech géing also fir d'éischt d'Motioun Nummer 1 vum Här Sehovic am Fong net zum Vott stellen, well mer de Moien nach net iwwert déi geschwat hunn. Den Här Sehovic huet se expliZéiert, mee et kënnen awer duerchaus nach Stellungnamen dozou kommen, wa mer hei elo alles richteg maachen. Wie wëll zur Motioun Nummer 1 vum Här Sehovic Stellung huelen? Jo, d'Madamm Weydert, den Här Biancalana. Da fänke mer mat der Madamm Weydert un.

Mme Stéphanie Weydert (CSV), rapportrice | Jo, villmools merci, Här President. Bon, merci, Här Sehovic, fir déi Motioun hei, wou een, jo, nach eng Kéier ervirsträicht, dass een der CCDH „ressources humaines et financières supplémentaires" zur Verfügung stelle soll. Ech mengen, dat ass e bësse verfréit an dësem Stadium. Mir sinn natierlech derfir, dass d'Fräiheete vu jidder Eenzelnem an d'Rechter vun all Bierger respektéiert ginn an dass och déi Prozeduren,

déi Delaien, déi hei iwwerhaapt emol agefouert gi mat deem Gesetzesprojet, deen haut hei gestëmmt gëtt ..., dass mer do sollten zu engem méi spéide Moment eng Evaluatioun maachen, ob et iwwerhaapt duergeet. Well et ass séier gesot: „Mir hunn net déi néideg finanziell oder personell Ressourcen", ouni awer dass ee mol iwwerhaapt am Vif du sujet mat dran ass. Dowéinst géif ech menger Fraktioun proposéieren, déi Motioun hei net matzedroen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Weydert. Här Biancalana.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Bon, mir wäerten déi Motioun hei matdroen. Mir hu se jo och mat ënnerschriwwen. Ech mengen, dat heite fousst ganz kloer op dem Avis vun der Mënscherechtskommissioun am Kader vun der legislativer Prozedur. An do soe se, mengen ech, onweigerlech, dass se effektiv Leit brauchen an och déi néideg finanziell Ressourcë brauchen, fir der Aarbecht kënnen nozegoen an deem zentrale Rôle, dee se hunn, fir en Avis ofzeginn am Kader vum VisuPol. Duerfir, mengen ech, ass et och wichteg, dass mer och hir Aarbecht stäerken, andeems mer hinnen och deementspriechend déi néideg Ressourcë ginn. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här President. Här Baum, an duerno den Här Weidig. Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Ech sinn effektiv ganz erstaunt iwwert d'Ausféierunge vun der CSV. Well wann ee seet, d'Opstockung vum Personal a vun de finanzielle Ressourcë vun der Mënscherechtskommissioun wier verfréit, jo, mee dann ass de Vott vun dësem Gesetz verfréit, well d'CCDH eng weesentlech méi staark Aufgab an dësem Gesetz kritt. Si kritt ganz strikt Delaien. Si gëtt zu engem ganz wichtege Partner an der Ausféierung vun dësem Gesetz. An och de Minister selwer huet scho gesot, datt een dann och misst Ressourcen zur Verfügung stellen. Duerfir, wann dat hei ze verfréit ass, mee dann ass et och ze verfréit, dat Gesetz ze stëmmen!

Ech mengen, datt et wichteg ass, déi Moyenen zur Verfügung ze stellen, wa mer déi rechtsstaatlech Garantien, déi virdru bei der Debatt awer alle Riedner wichteg waren, wierklech wëlle garantéieren. Mir ënnerstëtzen dat.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Här Weidig.

M. Tom Weidig (ADR) | Jo, mir sinn dergéint. Mir fanne souwisou, datt d'Commission consultative ... Do ass schonn emol déi Fro, wien do iwwerhaapt Member soll sinn. A si huet oft alt Positioune geholl, wou een och hätt kënnen aner Positiounen huelen. An et huet een och d'Impressioun, datt do awer ...

Une voix | Et ass, fir d'Mënscherechter ze vertrieden!

M. Tom Weidig (ADR) | ... éischter Positioune geholl ginn, ...

(Interruptions)

M. Claude Wiseler, Président | Sou, wannechgelift!

M. Tom Weidig (ADR) | ... datt et net wierklech ëm eng neutral eethesch Bewäertung geet, mee éischter méi no kënnt bei all dee gréng Walprogramm.

(Brouhaha)

An do kann ee sech da wierklech d'Fro stellen, ob een do net wierklech soll als Éischt emol, ...

M. Claude Wiseler, Président | Sou.

M. Tom Weidig (ADR) | ... wann een dat an e Gesetz schreift, sech dann emol wierklech Gedanke maachen, wien dann do iwwerhaapt soll Member gi vun där Kommissioun. An alt duerfir fanne mir, datt dat doten definitiv haut ze fréi ass, ier datt déi Kommissioun halt wierklech ..., datt do kloer ass, datt déi méi neutral ass an datt do och déi Besetzung vun där Kommissioun méi representativ ass. Duerfir wäerte mir dat net matstëmmen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Also, dat doten ass elo e bëssen eng speziell Situatioun, well an der Kommissioun ware mer eis eigentlech eens, dass déi Mënscherechtskommissioun – déi en plus esou am Gesetz steet, dat heescht an deem, wat d'Majoritéit och elo esou wäert stëmmen – déi Funktioun soll iwwerhuelen. A wann ech dem Här Sehovic säin Text liesen, steet hei just: „permettre d'exercer pleinement et efficacement sa mission". Dat ass eigentlech en integralen Deel vum Gesetzestext, deen herno gestëmmt wäert ginn.

Ech verstinn net, wéi een dat heite kann ofleenen, wann am Gesetzestext steet, dass d'Mënscherechtskommissioun genau dat soll maachen. Et ass elo e bëssen eng speziell Situatioun, wou mer ...

Une voix | Au vote!

M. Marc Goergen (Piraten) | Jo, mir kënnen ... Jo, d'CSV ka gär soen: „Au vote!", mee Dir hutt awer, ganz éierlech, d'Vertrauen an Iech ... Well an der Kommissioun schwätze mer jo vill iwwert d'Projeten a mir stëmmen d'Gesetz jo mat. Mee d'Vertrauen an Iech ass awer zerbrach, wann Dir an der Kommissioun sot, eng Mënscherechtskommissioun soll déi Funktioun kréien, an Der dann hei fënnef Minutte virum Vott kommt an Dir gitt hannert déi Wierder an Dir sot, déi sollen net déi Moyene kréien, déi den Här Sehovic hei freet. Dat ass awer e Vertrauensbroch, deen Dir elo bruecht hutt par rapport zu där seriöer Aarbecht, déi mer an de Parlamentskommissioune maachen! An dat ass eng Diskussioun. An dee Broch, ...

(Interruption)

... ech weess net, wéi Der dee wëllt reparéieren, wann Dir an der Kommissioun deenen anere Parteien eppes sot an Iech herno net drun haalt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Ass nach eng aner Wuertmeldung zu deem Sujet do? Dat ass net de Fall. Da ginn ech dem Här Sehovic d'Wuert als Auteur.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Jo, ech si wierklech iwwerrascht. Mir hunn an der Kommissioun heiriwwer geschwat. De Minister selwer huet gesot, dass e ganz d'accord wär. En hat zwar gemengt, et wär an der Responsabilitéit vun der Chamber. Ech hunn haut de Moien erkläert, wisou dat nach net de Fall ass.

Ech stellen einfach fest: D'Majoritéit wëll der Mënscherechtskommissioun e Rôle ginn an deem Gesetz, mee wëll net, dass d'Mënscherechtskommissioun an d'Kommissioun kënnt, fir iwwert dee Rôle ze schwätzen. D'Majoritéit wëll, dass d'Mënscherechtskommissioun Avisen ofgëtt am Kader vun der Kameraiwwerwaachung, mee wëll net, dass se d'Moyene kritt, fir dat kënnen anstänneg ze maachen.

Dat heescht an der Konklusioun, dass dat ganzt Gerieds vun der Majoritéit iwwert d'Wichtegkeet vun de Mënscherechter an deem ganze Prozess, iwwert d'Wichtegkeet vun der Proportionalitéit, alles eidelt Geschwätz ass, well se mat deem Vott, deen elo kënnt, nämlech wäert sécherstellen, dass all dat net méiglech ass. An dat ass wierklech bedauernswäert! Et mécht aus engem Effort, deen, mengen ech, méi breet kéint gedroe ginn, fir effizient ze sinn, eng administrativ Vereinfachung, wou ee mat der Aaxt un d'Mënscherechter geet, mat der Aaxt un d'Grondrechter vun de Biergerinnen a Bierger geet!

(Exclamations et interruptions)

M. Sven Clement (Piraten) | „Wer hat uns verraten? Christdemokraten!"

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehovic. Ass nach eng aner Wuertmeldung zu dësem Sujet do? Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Da géing ech d'Motioun Nummer 1 vum Här Sehovic zum Vott stellen. Mee mäin Ecran ass hei blockéiert. Mir mussen ee Moment waarden, ansonste muss mat engem Vote par appel nominal iwwert d'Motioun ofgestëmmt ginn.

(Concertation interne)

Bon, ok, gutt. Ech kréien hei gesot, datt mer dat elo net an deenen nächsten dräi Minutte reparéiert kréien. Also musse mer e Vote par appel nominal heiriwwer maachen.

Une voix | Très bien!

(Interruptions)

M. Claude Wiseler, Président | Et deet mir leed fir déi Incommoditéit.

Vote sur la motion 1

(Dû à un problème avec le système de vote électronique, il est procédé à un vote par appel nominal sur la motion 1.)

D'Resultat vum Vott ass: 40 Nee-Stëmme bei 20 Jo-Stëmmen. Dës Motioun ass also ofgeleent mat 40 Nee-Stëmme géint 20 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm (par Mme Nancy Arendt), Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen (par M. Alex Donnersbach), Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par Mme Stéphanie Weydert), Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf (par M. Charles Weiler), Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Guy Arendt), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

MM. Jeff Engelen (par M. Fred Keup), Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

An de Vott misst erëm goen. E geet hei emol op.

Plusieurs voix | A!

M. Claude Wiseler, Président | Ech si mer awer net sécher. Mir kucken dat.

Plusieurs voix | O!

(Hilarité et interruptions)

M. Sven Clement (Piraten) | Maacht eis keng Hoffnungen!

M. Claude Wiseler, Président | Jo, da komme mer elo zum Amendement Nummer 1, dee vun der LSAP deposéiert ginn ass.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Entschëllegt, Här President.

M. Claude Wiseler, Président | Am Prinzipp si keng Riedezäite bei Amendemente virgesinn, déi deposéiert ginn, well déi ...

(Interruptions)

Jo, et ass nach eng Resolutioun do, pardon. Et ass awer gutt, datt mer zum Schluss kommen.

Résolution 1

Et ass nach eng Resolutioun do vum Här Sehovic. Déi kënne mer natierlech diskutéieren. Här Sehovic, Dir wëllt duerno schwätzen. Wie wëllt zu där Resolutioun d'Wuert huelen? D'Madamm Weydert. Wien nach? Den Här Biancalana. Dat sinn déi, déi sech bis elo mellen. Madamm Weydert, da fänkt Dir un.

Mme Stéphanie Weydert (CSV), rapportrice | Villmools merci, Här President. An och merci dem Här Sehovic fir dës Resolutioun. Ech mengen, hei geet et jo allgemeng ëm de Rôle, deen d'CCDH soll spillen, an ëm eng Professionaliséierung. Bon, dat ass elo net direkt am Kader mat deem Gesetzesprojet hei iwwert de VisuPol ze vergläichen. Dat ass am Allgemengen e Projet de loi, dee schonn an der Prozedur ass, deen och am Moment an der Institutiounskommissioun ass.

Dowéinst géif ech da vläicht proposéieren, dat an d'Institutiounskommissioun ze verweisen, well et jo awer vläicht nieft dem ... Dir vergläicht et mam Ombudsman an och mam OKaJu. Vläicht gëtt et nach esou Organismen, déi am Moment der Regierung ënnerstinn a wou ee seet, déi rattachéiert ee gären un d'Chamber. Dass een dat alles eng Kéier kollektiv op de Leescht hëlt a kuckt, wéi een déi Saachen oder déi Organer opstellt, amplaz dass mer elo hei virun de Won sprangen a just elo deem hei Organ à la vavite ..., déi Resolutioun ass awer eréischt de Moie komm, dass mer do net iergendeppes iwwert de Knéi briechen, mee eis seriö Gedanken doriwwer maachen, wéi mer mat der CCDH ëmginn a wéi mer se fir d'Zukunft opstelle wëllen.

Voilà, meng Propositioun wär dofir, wann d'Institutiounskommissioun domat d'accord ass – ech sinn net Member doranner –, dann e Renvoi an d'Institutiounskommissioun ze maachen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Weydert. Här Biancalana.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Merci och dem Här Sehovic. Mir droen déi heite mat, well, par analogie zum Ombudsman an och zum OKaJu, mengen ech, hei d'Ausriichtung ass, hei prinzipiell e voll dediéiert Posten, och eng Funktioun, kënnen ze kréien, wat jo och, mengen ech, e Gain ass um Niveau vun der Qualitéit vun der Aarbecht, wat och am Interêt ass vun der Aarbecht vun der zoustänneger Kommissioun an och vun der Ofwécklung, grad vun hire villfältege Missiounen, déi se hunn. An ech mengen, dat ass och eng ganz kloer Wäertschätzung vun der Kommissioun en tant que tel. Duerfir droe mer se mat. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Biancalana. Sinn nach aner Wuertmeldungen do? Dat schéngt net de Fall ze sinn. Da kann den Här Sehovic nach eng Kéier d'Wuert kréien.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Merci, Här President. Am Interêt vun engem konstruktiven Dialog a vun enger richteger Stäerkung vun der CCDH huelen ech d'Propos un, dat dann an d'Institutiounskommissioun ze huelen. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen Iech Merci, Här Sehovic.

Kënne mer doriwwer da par main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote sur le renvoi de la résolution 1 en commission

Wien d'accord ass, se an d'Institutiounskommissioun ze ginn, dee streckt d'Hand an d'Luucht.

Wien enthält sech?

Wien ass dogéint?

Dann ass dës Resolutioun à l'unanimité an d'Institutiounskommissioun verwisen.

(La résolution 1 de M. Meris Sehovic est renvoyée à la Commission des Institutions.)

Amendement 1

Da komme mer zum Amendement Nummer 1 vum Groupe politique vun der LSAP. Wéi gesot, deen ass erkläert ginn. Do sinn och keng Riedezäite virgesinn. Also géing ech direkt den Amendement esou zum Vott stellen.

(Interruptions)

Sou. Also ass d'Fro, wéi mer d'Fro stellen. Ech muss se elo richteg stellen, fir datt Der wësst, wat Der sollt stëmmen. Also, wie fir dësen Amendement ass, dee stëmmt mat Jo. Wie géint deen Amendement ass, dee stëmmt mat Neen.

Vote sur l'amendement 1

Ech maachen de Vott op. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 20 Jo-Stëmmen, 40 Nee-Stëmmen, keng Abstentioun. Dësen Amendement ass also ofgeleent mat 40 Nee-Stëmme géint 20 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten (par M. Ben Polidori), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm (par M. Laurent Mosar), Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen (par Mme Nancy Arendt), Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par Mme Nathalie Morgenthaler), Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf (par M. Alex Donnersbach), Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

MM. Jeff Engelen (par M. Fred Keup), Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Da géinge mer zum Vott iwwert de Projet de loi kommen, also de Projet de loi initial, vu datt den Amendement ofgeleent ginn ass. Et ass de Projet de loi 8512. Den Text steet am Document parlementaire 8512[12].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8512 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 41 Jo-Stëmmen, 3 Nee-Stëmmen, 16 Enthalungen. Dëse Projet de loi ass also ugeholl mat 41 Jo-Stëmme géint 3 Nee-Stëmme bei 16 Enthalungen.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 8512 est adopté par 42 voix pour, 2 voix contre et 16 abstentions.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm (par M. Laurent Mosar), Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen (par Mme Nancy Arendt), Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par Mme Nathalie Morgenthaler), Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf (par Mme Stéphanie Weydert), Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. André Bauler), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

MM. Jeff Engelen (par M. Fred Keup), Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Domat si mer dann um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. Ech soen Iech all Merci fir Är Gedold. An d'Chamber kënnt muer de Moien um 9.00 Auer nees zesummen.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 18.50 heures.)

Sommaire

Objet	N°	Auteur	Page
Pédocriminalité	2442	Ricardo Marques	80
Accès des DPI, BPI et frontaliers au Pacte citoyen et aux formations associées	2548	Liz Braz	82
Projet « Natur genéissen »	2658	Joëlle Welfring	82
Application de la loi sur l'Office national de l'accueil (ONA)	2684	Nathalie Morgenthaler, Marc Spautz	84
Cours de langues et de vivre-ensemble pour les demandeurs de protection internationale	2688	Joëlle Welfring	84
Présence du souchet comestible (Cyperus esculentus) au Luxembourg	2702	Jeff Boonen, Octavie Modert	85
Construction de logements pour les agriculteurs en zone verte	2708	Joëlle Welfring, Meris Sehovic	85
Rapport de la loi du 16 mars 2009 sur l'euthanasie et l'assistance au suicide	2716	Mars Di Bartolomeo, Georges Engel	86
Évolution et réduction des concentrations de dioxyde d'azote au Luxembourg et à Echternach	2729	Carole Hartmann	86
Collecte des eaux pluviales	2733	David Wagner	87
Dégâts causés par des corbeaux dans l'agriculture	2762	Gusty Graas	88
Accès wi-fi gratuit aux arrêts de bus	2769	Marc Goergen	88
Dégâts agricoles causés par les corvidés	2784	Alexandra Schoos, Jeff Engelen	88
Impact de l'intelligence artificielle sur le marché du travail	2794	Jeff Engelen, Fred Keup	89
Nomination du conseil d'administration de la Coque	2796	Sven Clement	91
Obésité chez les enfants	2799	Sven Clement	91
Éditorial dans un quotidien luxembourgeois sur le « Projet ALPHA »	2805	Fred Keup	93
Mise en œuvre du Registre national des bâtiments et logements	2806	Franz Fayot	93
Validité du permis luxembourgeois à l'étranger	2807	Jeff Engelen	94
Engagement du Luxembourg en faveur des Rohingyas	2808	Franz Fayot	94
Soutien étatique à l'association Sichhënn.lu	2809	Claire Delcourt	95
Zones de basses émissions et immatriculations luxembourgeoises	2811	Yves Cruchten	95
Prévention et évolution du diabète de type 2	2813	Alexandra Schoos	96
Propagation et lutte contre les écrevisses américaines invasives au Luxembourg	2814	Alexandra Schoos, Jeff Engelen	97
Droits des consommateurs SEPA	2816	Sven Clement	97
Santé mentale et life coaches	2818	Alexandra Schoos, Jeff Engelen	98
Impact des espèces animales invasives sur la nature et l'environnement	2819	Alexandra Schoos, Jeff Engelen	98
Real Estate Investment Trusts (REIT)	2820	Laurent Mosar	99

Pédocriminalité | Question **2442** (12/06/2025) de **M. Ricardo Marques** (CSV)

D'Sécherheet an d'Wuel vun de Kanner an eisem Land musse fir all staatlech an zivillgesellschaftlech Acteuren eng absolutt Prioritéit duerstellen. Et ass d'Grondverantwortung vun enger demokratescher Gesellschaft, all Kand géint Gewalt, Mëssbrauch, Vernoléissegung oder all aner Form vu Gefäerdung ze schützen – a besonnesch dann, wann d'Kand selwer net an der Lag ass, sech ze schützen oder seng Rechter geltend ze maachen.

Déi rezent Affär aus der Press ëm d'Verurteelung vun engem Member aus engem Conseil d'administration vun enger Federatioun, déi am Kontakt mat Kanner a Jugendlecher steet, huet net nëmmen e Schock an der ëffentlecher Meenung ausgeléist, mee och ganz legitimm Froen opgeworf iwwert d'Effizienz an d'Kohärenz vun de Sécherheets- a Kontrollmechanismen, déi am Moment existéieren. Dës Affär rifft net nëmmen nom Verständnis vum Fall selwer, mee och no enger kritescher Reflexioun iwwer déi aktuell Instrumenter, déi dozou déngen, Kanner virun harm ze schützen.

Gutt Intentiounen am Jugendschutz duerfen net vu Struktur- oder Kommunikatiounslücken iwwerlagert ginn. Et muss séchergestallt ginn, dass all relevant Informatioun tëscht den zoustännege Servicer wéi dem SCAS, dem ONE an anere betraffene Strukturen effizient ausgetosch gëtt, dass Signaler vu Kindeswohlgefährdung erkannt a korrekt evaluéiert ginn, an dass och konsequent gehandelt gëtt – och am Zweifel fir d'Wuel vum Kand.

An deem Kontext wollt ech follgend Froen un d'Madamm Justizministesch an un den Här Educatiounsminister stellen:

1. Wéini a wéi ass den ONE iwwer dëse konkreete Fall informéiert ginn? Falls den ONE net informéiert gouf, wat sinn d'Ursaache fir dës Ëmstänn?

2. Wéi eng Hëllefsmoossnamen huet de SCAS an deene leschte Jore getraff? Wéi eng Hëllefsmoossname hätten, am Kontext vum besote Fall, vun dem ONE missen ergraff ginn? Wéi bewäerten déi zwou Instanzen hir Responsabilitéit an dëser Affär?

3. Wéi definéiere béid Instanzen, SCAS an ONE, d'Kindeswohlgefährdung? Gëtt et kloer Richtlinnen, déi fir hir Interventioune gëllen?

4. Wéi eng konkreet Hëllefsmoossname ginn dem Kand an/oder senger Famill zougestanen, fir de Schutz vum Kand ze garantéieren? Wat sinn d'Krittären, déi dozou féieren, dass e Kand trotz Unzeeche vu Kindesmëssbrauch net aus sengem Familljemilieu geholl gëtt? Kënnen d'Ministeren erläuteren, duerch wéi eng Ursaachen d'Kanner an deene leschte 6 Joer placéiert gi sinn?

5. Dëse Fall deit dorop hin, dass et am aktuelle System strukturell Schwächten a Koordinatiounsproblemer gëtt. Wéi stinn d'Ministeren zu der Iddi, op Basis vun dësem konkreete Fall eng wëssenschaftlech Étude de cas auszeschaffen, déi zu enger kritescher a konstruktiver Evaluatioun vum aktuelle Schutzsystem bäidroe kéint, wëssend, dass aktuell un enger Reform vum Jugendschutz geschafft gëtt?

Réponse (03/10/2025) de **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice | **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Dës Fro iwwerschneit sech mat de parlamentaresche Froen N° 2372, 2377, 2393, 2394 an 2427, duerfir géife mir op d'Äntwerten an deem Kader verweisen, souwéi och op d'Ausféierunge vun de Justizautoritéiten an der Justizkommissioun vum 19. Juni 2025. Och ass et wichteg nach eng Kéier ze betounen, datt d'Regierung de Kampf géint sexuelle Mëssbrauch a sexuell Ausbeutung vu Mannerjärege weider verstäerkt, ë. a. andeems se der Police an der Justiz méi Moyene fir eng effikass Strofverfollgung gëtt.

ad 1. an 2. Am Kader vum aktuelle Gesetz iwwert de Jugendschutz vum 10. August 1992 realiséiert d'Sektioun „Enquêtes sociales" vum Service central d'assistance sociale (SCAS) sozial Enquêten op d'Demande vun der Justiz, an ënnert der Autoritéit vum Parquet.

De SCAS besteet aus Agenten, déi speziell forméiert sinn. De SCAS beschäftegt 146 Leit an dovunner schaffen der 54 fir de Service „Enquêtes sociales". Dëse Service ass pluridisziplinär a besteet aus 49 Sozialaarbechter, 3 Psychologen an 2 Kriminologen. D'Aufgabe vun de SCAS-Agente bestinn doranner, all wichteg Informatiounen iwwert de Jugendlechen zesummenzedroen. Et geet drëms, déi komplett Situatioun vum Jugendlechen ze verstoen a virun allem erauszefannen, ob hien a Gefor ass. Dëst soll et dem SCAS erméiglechen, ee gutt Bild vun der Situatioun ze hunn, an der Justiz een detailléierte Rapport zoukommen ze loossen. Op dee Rapport baséiert d'Justiz sech, fir Decisiounen ze huelen an, falls néideg, Mesuren an d'Weeër ze leeden.

An der Chronologie vun dësem konkreete Fall ass et esou, datt laut de Justizautoritéiten op Basis vum Rapport d'enquête, deen d'Autorités judiciaires vun der Police kruten, de Verdächtege vum Untersuchungsriichter convoquéiert an inculpéiert gouf. Fir de Schutz vum Kand, huet de Mann dee Moment och verbuede kritt, mat senger Duechter, wéi och mat

anere Mannerjäregen, a Kontakt ze trieden. Gläichzäiteg gouf de SCAS mat enger „Enquête sociale" beoptraagt.

De SCAS huet also och an dësem Fall eng ëmfaassend Analys vun der familiärer Situatioun gemaach. Laut hiren Informatiounen, huet och d'Kand, dat wärend der Instruktioun iwwer d'Reprochë géintiwwer sengem Papp informéiert gouf, keng Unzeeche vun Trauma oder soss enger psychescher Belaaschtung gewisen, an och de Wonsch geäussert, de familiäre Kontakt oprechtzeerhalen. Et sief an deem Kontext vun de Justizautoritéiten drop verwisen, datt déi zréckbehale Faiten aus hirer Siicht haaptsächlech zwou Serië vu Fotoe sinn, déi 2013 an 2015 gemaach gi sinn, wou d'Kand, wat dee Moment 3 bzw. 5 Joer hat, geschlof huet. De Papp war zum Zäitpunkt vun der Perquisitioun, déi ordonéiert ginn ass, zanter 3 Joer a psychiatrescher Behandlung. De Psychiater huet kloer zum Ausdrock bruecht, dass säi Patient keng Gefor fir säi Kand duerstelle géif.

Op Basis vun alle Feststellungen, déi gemaach goufen, gouf d'Entscheedung geholl, de Jugendriichter net ze saiséieren. Et sief präziséiert, datt dem Kand, wéi och der Mamm, an deem Kontext vum SCAS d'Informatioune fir weider méiglech Hëllefsstellungsofferen op volontairer Basis vermëttelt goufen.

Am aktuelle gesetzleche Kader kann den Office national de l'enfance, ONE, entweeder vun den Demandeurs d'aide selwer, vun de Justizautoritéiten oder vu Professionelle mam Averständnes vun de concernéierte Persoune saiséiert ginn. Den ONE ass an dësem konkreete Fall net saiséiert ginn.

Aus deem Grond kann den ONE d'Situatioun net bewäerten.

ad 4. D'Gesetz vum 16.12.2008 relative à l'aide à l'enfance gesäit am Artikel 11 eng ganz Lëscht u Mesurë vir, déi geholl kënne ginn, wann ee Jugendleche geschützt muss ginn. Dës Moossname gi vun engem einfachen Avertissement bis hin zum Placement vum Jugendlechen, jee no der Gravitéit vun der Situatioun.

Dës Mesurë kënnen esouwuel vum ONE am Fall vun enger volontairer Demande vun den Elteren oder vum Mannerjärege proposéiert ginn, oder vum Jugendgeriicht ordonéiert ginn. Et ass wichteg ze betounen, dass ee Placement judiciaire an extreeme Situatiounen decidéiert gëtt, wann et keng aner Méiglechkeet gëtt an dëst am Intérêt supérieur vum Kand.

Et handelt sech an der Reegel ëm Kanner, déi a Gefor sinn, entweeder well se mëssbraucht goufen (physesch, sexuell oder psychologesch) oder schwéier vernoléissegt goufen, oder well d'Elteren ee schwéiere Suchtproblem hunn. D'Situatioun vun de betraffene Kanner ass an deem Fall oft esou alarméierend, dass een se scho muss, op Basis vun engem Signalement, provisoresch aus der Famill erraushuelen a placéieren, éier et iwwerhaapt zu engem Prozess kënnt.

Wann ee Kand a sengem familiären Ëmfeld bleift, da kann dat u bestëmmte Conditioune gebonne gi wéi z. B., dass de Jonken der Assistance éducative ënnerläit oder dass hien een Traitement suivéiere muss.

Déi meeschte Sozialenquêtë ginn zanter 2020 opgrond vun haislecher oder elterlecher Gewalt ugefrot. Zanter 2022 ass den Alkohol- an Drogekonsum esouwuel vu Jugendleche selwer wéi vun den Elteren ee Motiv, dat signifikant zougeholl huet[1]. Am Joer 2023 sinn d'Signalementer betreffend Jugendlecher, déi een aggressiivt Verhale gewisen hunn, an d'Luucht gaangen. Konflikter mat den Eltere waren och ee Motiv vu Signalementer, dat am Joer 2023 eropgaangen ass.

Den ONE ka just d'Ursaache fir déi volontaire Friemënnerbréngung uginn. D'Haaptursaach an dësem Kontext ass eng Iwwerfuerderung vun den Elteren an/oder e Mangel un Erzéiungskompetenzen, déi derzou féieren, datt si hiren Aufgaben als Elteren net méi gutt oder guer net kënnen nokommen, soudatt eng Vernoléissegung vum Kand entsteet. Eng weider Ursaach vun enger volontairer Friemënnerbréngung kënnen och psychesch Krankheete vun den Elteren oder/an Addiktioune sinn.

ad 3. D'Wuel vum Kand ass een allgemenge juristesche Begrëff. Dëse Begrëff gëtt och net am Jugendschutzgesetz vum 10. August 1992 definéiert. Par contre sinn d'Kannerrechter, esouwuel an der Verfassung, an der UN-Kannerrechtskonventioun wéi och an der EU-Grondrechtscharta festgehalen. D'UN-Kannerrechtskonventioun baséiert op 4 fundamentale Prinzippien. Den Intérêt supérieur vum Kand ass een dovunner. All Professionellen, dee mat Kanner a Jugendlechen ze dinn huet, viséiert den Interêt vum Kand oder Jugendlechen an handelt no deem Prinzipp.

Wéi schonns duergeluecht, huet, laut Jugendschutzgesetz vun 1992, de Service „Protection de la jeunesse" vum SCAS, a méi spezifesch de Service vun den „Enquêtes sociales", d'Missioun, fir sozial Enquêten am Optrag vun der Justiz duerchzeféieren. Esou eng Enquête kann ugefuerdert ginn no engem Signalement, wann déi kierperlech oder psychologesch Gesondheet, d'Bildung oder déi sozial a moralesch Entwécklung vun engem Mannerjäregen a Gefor ass.

– All Dossier, dee beim SCAS erakënnt, gëtt als alleréischt vun der Coordinatrice vum Service vun den Enquêtes sociales an enger Psychologin bewäert an dann engem Mataarbechter zougewisen. Falls een Dossier vun der Justiz selwer als dréngend agestuuft gouf, gëtt den Dossier direkt engem Mataarbechter attribuéiert.

Et gëtt 3 verschidde Behandlungsgraden, no deenen een Dossier engem Mataarbechter zougewise gëtt, jee nodeem wéi héich d'Gefor fir d'Kand oder de Jugendlechen ageschat gëtt.

Am Kader vun dëser Bewäertung gi bestëmmten Dossieren opgrond vun hirem Risikoniveau oder der besonnescher Vulnerabilitéit vum betraffene Mannerjäregen als prioritär agestuuft, an deementspriechend och prioritär behandelt. Dëst ass z. B. de Fall, wann den Dossier ee Kand vun ënnert 4 Joer betrëfft oder well nei Elementer en cours de route erakomm sinn an de Risikograd doduerch geännert huet. Et muss een nach betounen, dass d'Bewäertung op Informatioune baséiert, déi mam Signalement iwwermëttelt gi sinn. Net all Signalement ass komplett, an de Mataarbechter, deen en charge vum Dossier ass, muss, wann et schwéier ass ze wëssen, ob ee Fall prioritär ass oder net, kucken – esouwäit et him méiglech ass –, zousätzlech Informatiounen ze kréien. Am Kader vu senger Analys baséiert de Mataarbechter sech op spezifesch, ausgeschaffte professionell Instrumenter fir eng Aide contrainte (standardiséiert Rapporten, Fiches de suivi, Interventiounsprotokoller, methodologesch Leitfäden, Variablë fir Risiko-/Sécherheetsfacteuren ...).

– Am Fall wou de Kontext ugespaant ass, erlaabt d'Tatsaach, dass hei zwee Agenten am Binôme op engem Dossier schaffen, eng besser Analys vun der Situatioun ze maachen. De „binôme" gëtt och als Instrument gesinn, deen et erméiglecht, nei Mataarbechter, déi manner Erfarung hunn, an hirer Aarbecht ze begleeden. Niewent hirer Grondausbildung absolvéieren d'SCAS-Agenten och weider intern Formatiounen.

– Fir d'Wuel vum Kand oder vum Mannerjäregen ze garantéieren, analyséiert de SCAS-Agent Elementer oder Risikofacteuren, déi engem Suerge bereede kënnen, an déi d'Warscheinlechkeet, dass d'Kand oder de Mannerjäregen a Gefor ass, erhéijen. Dem Kand säin Ëmfeld spillt dobäi eng grouss Roll. Zu de Risikofacteure gehéieren ë. a. Gewalt an all hire Formen, Vernoléissegung, Krankheet, Sucht, Prekaritéit, Isolatioun, Verhalensopfällegkeeten, Strofdoten oder Schoulabsenteismus. Nieft de Risikofacteure gëtt et och positiv Facteure fir d'Sécherheet vum Kand, déi de Risiko vun enger Gefor verréngeren an d'Wuel vum Kand fërdere wéi z. B. d'Ënnerstëtzung säitens der Famill, ee stabillt Schoulëmfeld, d'Zesummenaarbecht mat den Elteren oder nach Unerkennung.

Dem Agent seng Bewäertung fousst op engem holisteschen Usaz. De komplette familiären a soziale Kontext mat de verschiddenen Dynamiken, déi sech dodran entwéckelen, gëtt hei analyséiert. D'Aussoe vum Mannerjärege sinn en zentraalt Element, fir d'Situatioun ze evaluéieren.

– Wann aner Professioneller involvéiert sinn, sicht den Agent d'Gespréich mat hinnen. Dëst erlaabt et dem Agent, d'Situatioun aus verschiddene Perspektiven ze gesinn an och eng besser Vue vun deem Ganzen ze hunn.

D'Zil vun de SCAS-Agenten ass den Intérêt supérieur de l'enfant. Dobäi geet et oft drëms, d'Sécherheet vun de Kanner an hirem familiären Ëmfeld ze stäerken, andeems se d'Eltere wéi och d'Kand oder de Jugendlechen aktiv abanne respektiv och d'Netzwierker, déi d'Famill an/oder de Mannerjäregen ënnerstëtzen. Dofir leeden d'SCAS-Agenten oft d'Familljen an d'Mannerjäreger u spezialiséiert Servicer weider.

Fir den ONE läit eng Menace fir d'Wuel vum Kand vir, wann dat kierperlecht, geeschtegt oder séilegt Wuel vun engem Kand oder Jugendlechen esou tangéiert gëtt, datt eng konkreet oder zumindest onmëttelbar Gefor fir seng Entwécklung oder Integritéit besteet an d'Elteren (oder déi zoustänneg Erzéiungsberechtegt) net bereet oder net an der Lag sinn, dës Gefor ofzewenden.

Falls e Verdacht op Kindeswohlgefährdung besteet, huet den ONE verschidde Richtlinnen, fir de Schutz vum Kand sécherzestellen:

– Dem ONE seng Mataarbechter schaffe mat der Method vun der SOP – Sicherheitsorientierte Praxis – fir d'Wuel vum Kand an der Famill sécherzestellen. Dës Method gëtt eng kloer a standardiséiert Struktur, fir d'Geforen an der Famill anzeschätzen, a setzt de Fokus op konkreet an iwwerpréifbar Sécherheeten (Sécherheets- a Schutzplang).

– Eng weider Richtlinn ass de „Véier-Ae-Prinzipp", e Sécherheetskrittär, deen den ONE a senger pädagogescher Aschätzung uwent. Dëst heescht, dass e Fall ni vun engem Mataarbechter aleng ageschat gëtt, mee datt minimum zwou Persounen um Fall schaffen.

– Den ONE huet an all sengen Equippen e Fachberoder, dee spezifesch forméiert ass an deen als Ënnerstëtzung an esou engem Fall erbäigezu gëtt.

– E weidere Qualitéits- a Sécherheetskrittär ass de Monitoring vun de Fäll, wou eng eventuell Gefor fir d'Kand besteet.

ad 5. D'Motivatioun vun den Entscheedungen an dësem Fall gouf vun de Justizautoritéiten an dëser an an de viregte parlamentareschen Ufroen, awer och am direkten Austausch mat den Deputéierten an der Justizkommissioun vum 19. Juni 2025 exposéiert.

[1] rapports-juridictions-judiciaires-2023.pdf* pages 338 et 339.

Wat d'Evaluatioun vum bestoende Gesetzeskader ugeet, ass ze betounen, datt, wéi vum Här Deputéierte präziséiert, aktuell intensiv un enger Reform vum Jugendschutz geschafft gëtt. Sou soll dat aktuellt Jugendschutzgesetz vun 1992 zäitno duerch dräi nei Gesetzestexter ersat ginn. Am Mee 2025 goufen d'Amendementer vum Educatiounsministère a vum Justizministère dozou och deposéiert.

Et handelt sech ëm eng fundamental Reform, déi allgemeng d'Schwächte vum aktuelle gesetzleche Kader duerch eng kloer Trennung tëschent Jugendschutz a Jugendstrofrecht behiewe soll. Dofir ass et wichteg an dësen neien Texter sécherzestellen, datt strukturell Problemer vu vireran evitéiert ginn. Wéi an der Justizkommissioun vum 19. Juni 2025 a Präsenz vum Här Deputéierten duergeleucht, wäert no der Adoptioun vun den neie Gesetzesprojeten e Suivi gemaach an d'Applikatioun vun den neien Texter um Terrain analyséiert ginn.

Accès des DPI, BPI et frontaliers au Pacte citoyen et aux formations associées | Question **2548** (02/07/2025) de **Mme Liz Braz** (LSAP)

De Biergerpakt ass eent vu 4 Instrumenter, déi mam Gesetz vum 23. August 2023 iwwert d'interkulturellt Zesummeliewen agefouert gi sinn. De Biergerpakt riicht sech un all volljäreg Persoun, déi zu Lëtzebuerg lieft oder schafft. D'Signatairë vum Biergerpakt hunn déi moralesch Verflichtung, sech um Prozess vum interkulturellen Zesummeliewen ze bedeelegen an déi domat verbonne Wäerter ze ënnerstëtzen.

Am Kader vum Biergerpakt gëtt et och d'Méiglechkeet, u Sproochecoursen a Civiquescoursen deelzehuelen. Fir d'Demandeuren a Beneficiairë vu Protection internationale (DPI a BPI), gëtt et och d'Méiglechkeet fir eng sproochlech Integratioun, déi vum Service de la formation des adultes assuréiert gëtt. Dat si gratis Alphabetiséierungscoursen op Franséisch esouwéi Ufängercoursen op Franséisch.

An deem Kontext géing ech dem Här Minister fir Famill, Solidaritéit, Zesummeliewen an Accueil follgend Froe stellen:

1. Wéi vill Persounen hu bis elo a pro Joer de Biergerpakt ënnerschriwwen? Wéi vill vun dëse Persoune waren DPI, BPI oder Frontalier?

2. Wéi vill Persounen hu bis elo vun der Offer u Sproochecoursen a Civiquescoursen am Kader vum Biergerprakt profitéiert? Wéi vill vun dëse Persoune waren DPI, BPI oder Frontalier?

3. Wéi eng Moossnamen huet d'Regierung getraff, fir DPIen a BPIen iwwer de Biergerpakt ze informéieren a si dorop opmierksam ze maachen?

4. Wat sinn déi verschidden Offeren un Alphabetiséierungs- a Sproochecoursen, déi DPIen a BPIen zur Verfügung stinn? Wéi vill DPIen a BPIen hunn an deene leschten dräi Joer vun dësen Offere profitéiert?

Réponse (02/10/2025) de **M. Max Hahn,** Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1. De Biergerpakt ass mam Gesetz vum 23. August 2023 iwwer dat interkulturellt Zesummeliewe geschaaft ginn, dat op den 1. Januar 2024 a Kraaft getrueden ass. Am éischte Joer, 2024, hu sech 2.641 Persounen am Biergerpakt ageschriwwen, dorënner keng DPI an 23 Grenzgänger. Am Joer 2025 si bis de 15. Juli 1.267 Persounen dem Biergerpakt bäigetrueden, dorënner 20 DPI an 11 Grenzgänger.

Vu dass Bénéficiaires de protection internationale als Residentë consideréiert ginn, kënne keng BPI aus den Zuelen erausgefiltert ginn.

De Ministère schafft och un enger Serie vu Podcasten, déi de Grenzgänger Lëtzebuerg méi nobréngen an de Biergerpakt promouvéiere sollen.

Donieft organiséiert de Ministère de Module „Bienvenue au Grand-Duché de Luxembourg", dee sech un all DPI riicht. All DPI, dee beim ONA hebergéiert ass, kritt eng individuell Invitatioun fir dëse Module. D'Zil vun dësem Atelier ass et, Lëtzebuerg mat senger Geschicht, Kultur, Institutiounen a politeschem System méi nozebréngen. All DPI, deen deelhëlt, gëtt invitéiert, sech an de Biergerpakt anzeschreiwen.

ad 2. a 4. Zanter Ufank 2024 hu sech 1.143 Persounen an e Civiquescours am Kader vum Biergerpakt ageschriwwen, dovun 2 DPI a 4 Grenzgänger. Dëse Cours ass zanter dem Akraafttriede vum Gesetz iwwer d'interkulturellt Zesummeliewen e Module vum Biergerpakt an heescht „Découvrir le Grand-Duché de Luxembourg".

D'Gesetz a spezifesch de Biergerpakt gesi keng klassesch Sproochecoursen en présentiel vir, sou wéi se ënner anerem vum Institut national des langues Luxembourg (INLL) ugebuede ginn. D'Zil vum Biergerpakt ass et, déi bestoend Offer an deem Beräich ze ergänzen duerch en Accès op eng digital Plattform, déi et engem erlaabt, déi verschidde Sprooche ganz flexibel an am eegene Rhythmus ze léieren, gradewéi d'Sproochepraxis ze fërderen, wou d'Participanten dat, wat se geléiert hunn, applizéiere kënnen.

Sou hunn d'Adherentë vum Biergerpakt d'Méiglechkeet, sech op der digitaler Plattform, fir Lëtzebuergesch ze léieren, dem LLO anzeschreiwen an esou online d'Sprooch ze léieren. Fir déi däitsch an déi franséisch Sprooch ze léieren, kënnen d'Adherenten ee Code ufroen, deen Accès gëtt op eng weider digital Plattform.

Tëscht dem 1. Januar 2024 an dem 15. Juli 2025 sinn 1.007 Coden erausgeschéckt ginn, fir Däitsch oder Franséisch ze léieren (dovun 10 DPI an 12 Grenzgänger). Den Accès op d'Plattform LLO ass gratis an et ass eis dowéinst net méiglech, Zuelen zu den Adherenten ze liwweren, déi vun dëser Offer profitéiert hunn.

Spezifesch fir DPI bitt de Familljeministère de Module „Bienvenue au Grand-Duché de Luxembourg" un. All DPI, dee beim ONA hebergéiert ass, kritt eng individuell Invitatioun fir dëse Module. De Participatiounstaux loung 2023/2024 bei ronn 80 %. Am zweeten Deel vun dësem Module geet et ëm d'Theema Zesummeliewen – dozou zielt och de Biergerpakt. Hei gëtt erkläert, wat de Biergerpakt ass a wéi ee sech aschreiwe kann. Iwwer dëse Wee gi systematesch eng grouss Unzuel un DPI iwwert de Biergerpakt informéiert.

De „Service de la formation des adultes" (SFA) bitt Integratiounssproochecoursen (IL) fir DPIen, BPIen a Beneficiairë vum temporäre Schutz (BPT) un.

Säit 2015 gëtt et de „Parcours d'intégration accompagné" (PIA), deen op enger Zesummenaarbecht tëscht dem Edukatiounsministère an dem Familljeministère baséiert. An dësem Kader goufen d'Integratiounssproochecoursen 2017/2018 agefouert.

Dës Coursë gi gratis ugebueden a sinn haaptsächlech fir DPIe geduecht, mee sinn och op fir BPIen a BPTen ab 18 Joer. Si riichten sech un all Persoun, déi komplett Ufänger an der franséischer Sprooch ass.

De PIA huet sech iwwer d'Joren entwéckelt. Aktuell besteet en aus enger Berodungssëtzung (PIA 1), wou kontrolléiert gëtt, ob d'Persounen alphabetiséiert sinn. Bei dësem Gespréich gëtt hinnen eng vun zwou verschiddenen Optiounen ugebueden:

– IL-Alphabetisatiounscoursë fir Persounen, déi nach net dat laténgescht Alphabeet beherrschen, oder

– IL-Coursë fir Franséisch als Integratiounssprooch (FLI) fir Persounen, déi dat laténgescht Alphabeet beherrschen.

Dës zwee Weeër, déi de PIA 2 ausmaachen, zilen op e Basisniveau A1 am Franséischen of. Fir nei Leit no an no kënnen ze integréieren, gëtt et all Trimester eng Rentrée.

Zënter hirer Aféierung hu sech d'IL-Coursë konsequent weiderentwéckelt. Ufanks waren zwou Stonnen den Dag fir een Trimester virgesinn, mee zënter dem Schouljoer 2024/2025 gëtt et véier Stonnen den Dag iwwer dat ganzt Joer. Mat dëser Ännerung gëtt de Schwéierpunkt nach méi staark op d'mëndlech Kommunikatioun geluecht, fir d'Integratioun vun den Apprenanten ze vereinfachen. D'Inhalter behandelen déi üblech Theemen aus dem FLI-Léierprozess op eng praktesch Aart a Weis (Atelieren a pädagogesch Ausflich). D'Zil ass d'Autonomie vun den Apprenanten.

Zënter der Verstäerkung vum System goufe ganz wichteg Fortschrëtter am Léier-Rhythmus erreecht.

De Syllabus vun den IL-Coursen ass donieft och komplett online a ka gratis erofgeluede ginn, dat op www.sfadocs.lu. Et gëtt och Online-Übungen, Videoen an e Lexikon fir d'Apprenanten, souwéi och pädagogesch Guiden a Spiller zum Ausdrécke fir Formateuren a fir all interesséiert Persoun. Sou kréien och Persounen, déi net en présentiel un de Coursen deelhuele kënnen, d'Méiglechkeet, d'Sprooch iwwer dëse Wee ze léieren.

D'Entwécklung vun den Aschreiwungen iwwer déi lescht Joer stellt sech follgendermoossen duer:†

Déi héich Zuelen an de Schouljoren 2021/2022 an 2022/2023 hänke mam massiven Afflux vu Persounen aus der Ukrain (BPT) zesummen. D'Zuele fir 2024/2025 enthalen och d'Coursen, déi am Summer ugebuede ginn.

ad 3. De Familljeministère schafft un enger ganzer Rei Initiativen, fir de Biergerpakt, deen et säit dem 1. Januar 2024 gëtt, konstant weiderzeentwéckelen a bei den ënnerschiddleche Publics cible ze promouvéieren:

– Spezifesch fir DPI bitt de Familljeministère de Module „Bienvenue au Grand-Duché de Luxembourg" un. All DPI, dee beim ONA hebergéiert ass, kritt eng individuell Invitatioun fir dëse Module. De Participatiounstaux loung 2023/2024 bei ronn 80 %. Am zweeten Deel vun dësem Module geet et ëm d'Theema Zesummeliewen – dozou zielt och de Biergerpakt. Hei gëtt erkläert, wat de Biergerpakt ass a wéi ee sech aschreiwe kann. Iwwer dëse Wee gi systematesch eng grouss Unzuel un DPI iwwert de Biergerpakt informéiert.

– D'Offer vu Moduller, déi am Kader vum Biergerpakt ugebuede ginn, gëtt konstant weiderentwéckelt. Sou komme reegelméisseg nei Moduller derbäi respektiv d'besteeënd Offer gëtt ugepasst fir sécherzestellen, dass d'Besoine vun de spezifesche Publics cible ofgedeckt sinn. Sou gëtt et elo schonn eng Rei Moduller, déi sech méi spezifesch un DPI a BPI riichten.

Projet « Natur genéissen » | Question **2658** (24/07/2025) de **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

Natur genéissen est un projet lancé par le SICONA avec l'appui du Ministère du Développement durable et des Infrastructures, qui poursuit un triple objectif : la promotion de l'agriculture locale, la promotion de la protection de la nature et de l'environnement, ainsi que la promotion de l'alimentation saine et durable. Concrètement, Natur genéissen repose sur un modèle de

mise en relation directe entre les producteurs·trices agricoles locaux et les cantines des services d'éducation et d'accueil (maisons relais), selon un cahier des charges exigeant. Celui-ci inclut des critères environnementaux, des standards de qualité pour les produits, ainsi que des exigences en matière de bien-être animal et de durabilité.

À ce jour, 45 communes et 51 producteurs·trices participent activement au projet, permettant ainsi la distribution d'environ 13.000 repas par jour avec une part importante de produits biologiques, régionaux, équitables et labellisés Natur genéissen. À côté du SICONA, les trois parcs naturels du Luxembourg ont rejoint le projet en 2021, et le SIAS est actuellement en train de mettre en œuvre le projet dans ses communes.

Le système Natur genéissen présente de nombreux avantages à la croisée des enjeux agricoles, environnementaux, sociaux et éducatifs. En soutenant les circuits courts, il offre un débouché stable et sécurisé aux entreprises agricoles locales (de toute taille), tout en renforçant la résilience de l'agriculture régionale. Le projet valorise des pratiques agricoles respectueuses de l'environnement et de la biodiversité, en intégrant des critères stricts de durabilité dans ses cahiers des charges. Du côté des structures d'accueil, il permet de proposer aux enfants une alimentation saine, de qualité et adaptée aux saisons, tout en intégrant une dimension pédagogique sur la nutrition et le développement durable. Enfin, en favorisant une coopération directe entre communes, éducateurs·trices et agriculteurs·trices, Natur genéissen contribue à renforcer les liens territoriaux et à sensibiliser les jeunes générations aux enjeux de la transition alimentaire.

Le projet est ancré dans le Plan national pour la protection de la nature (PNPN3) et porté par les communes membres SICONA et des parcs naturels avec le soutien du Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité et du Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire.

Considérant la pertinence et le succès croissant de ce projet, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité, à Madame la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Comment le Gouvernement évalue-t-il l'impact du projet Natur genéissen, notamment en ce qui concerne les effets sur l'agriculture locale, la biodiversité et l'éducation alimentaire ?

2) Le Gouvernement envisage-t-il d'ancrer le projet dans la future stratégie alimentaire du Luxembourg ? Si oui, quel rôle spécifique entend-il lui attribuer ?

3) Le Gouvernement envisage-t-il de renforcer l'éducation à l'alimentation durable au sein des services d'éducation et d'accueil, notamment à travers une intégration plus poussée dans les activités pédagogiques, mais aussi dans la formation initiale et continue du personnel éducatif et du personnel de cuisine ?

Réponse (30/09/2025) de **Mme Martine Hansen,** Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1) Le projet Natur genéissen a permis de créer de nouveaux débouchés pour une multitude de produits agricoles issus de l'agriculture locale (notamment les produits laitiers, viande de bœuf, de porc et de poulet, œufs, fruits et légumes, jus de fruits, pâtes alimentaires, céréales et autres grandes cultures, champignons). Le fait que les communes participantes s'engagent dans ce projet permet de garantir des débouchés sur le long terme, ce qui est fort apprécié par les exploitations agricoles, aussi bien conventionnelles que biologiques. Les exploitations agricoles sont ainsi plus motivées à diversifier leur production tout en respectant un cahier des charges assez strict quant aux règles de production, ainsi que quant aux mesures en faveur de l'environnement.

Au-delà de la création de débouchés supplémentaires pour les produits de l'agriculture locale, le projet Natur genéissen se distingue par son caractère ouvert et inclusif : il est accessible à toutes les exploitations agricoles, qu'elles soient conventionnelles ou biologiques, à condition de respecter le cahier des charges qui le régit. Actuellement, environ 80 % des agriculteurs engagés dans Natur genéissen pratiquent l'agriculture biologique. Le projet contribue également à la diversification des productions agricoles et encourage les circuits courts de commercialisation afin de répondre au mieux aux besoins des cuisines collectives. Ainsi, un des effets les plus marqués du projet Natur genéissen a été l'augmentation notable de la demande en viande bovine d'origine biologique au niveau des cantines participant au projet.

Par ailleurs, grâce à diverses actions de sensibilisation, le projet renforce la visibilité des producteurs locaux auprès du grand public.

Quant à la protection de la biodiversité, qui est au cœur de Natur genéissen, le cahier des charges impose qu'un minimum de 5 % des surfaces agricoles soient consacrées à des éléments de structure du paysage (tels que haies, arbres, bandes écologiques ou zones humides) ainsi qu'à des biotopes surfaciques (comme les prairies maigres de fauche de type 6510). Cette exigence permet de contribuer activement à la préservation et à la restauration d'habitats naturels.

Les surfaces nettes des biotopes sont cartographiées numériquement pour chaque exploitation participante. En moyenne, les exploitations engagées dans Natur genéissen consacrent 16 % de leur surface agricole à ces éléments – dépassant ainsi largement les seuils minima. Ces surfaces offrent des habitats précieux pour la faune et la flore sauvages.

Un monitoring des oiseaux typiques des paysages agricoles, réalisé par le SICONA en 2022 et en 2023 sur les exploitations Natur genéissen, a révélé la présence exceptionnelle de certaines espèces en déclin au niveau national, telles que l'Alouette des champs, le Rougequeue à front blanc ou encore la Pie-grièche écorcheur. Ces résultats sont d'autant plus significatifs que la situation générale des milieux ouverts et de leurs espèces associées reste particulièrement préoccupante au Luxembourg.

En matière d'alimentation, les articles 2 et 18 du règlement grand-ducal modifié du 14 novembre 2013 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires des services d'éducation et d'accueil pour enfants (SEA), stipulent que les services d'éducation et d'accueil doivent proposer une alimentation équilibrée, basée sur des produits frais et adaptée à l'âge des enfants.

Le projet Natur genéissen, porté par SICONA, soutient les SEA dans une démarche constructive visant à répondre à ces exigences réglementaires. Il intègre par ailleurs les principes de durabilité définis dans le cadre de référence national relatif à l'alimentation des enfants. À ce titre, le projet contribue à assurer la qualité nutritionnelle des repas et aussi à valoriser l'agriculture locale, la préservation de la biodiversité et à l'éducation alimentaire des enfants dans une perspective durable.

À l'heure actuelle, 47 services d'éducation et d'accueil participent au projet et bénéficient d'un accompagnement personnalisé sur base d'un partenariat établi entre les communes et SICONA.

ad 2) Dans le cadre de la consultation publique relative à l'élaboration du Plan d'action national Alimentation, les porteurs de projet Natur genéissen ont également été sollicités. Leurs observations et propositions ont fait l'objet d'une analyse et seront, dans la mesure du possible, intégrées dans le plan d'action à venir.

Le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse soutient le projet Natur genéissen conforme aux cadres réglementaires en vigueur. Cette initiative combinant qualité nutritionnelle, durabilité et sensibilisation pédagogique constitue un exemple pertinent de bonne pratique pouvant inspirer des réflexions ministérielles en ce qui concerne l'amélioration de l'accès à une alimentation saine pour les enfants de 0 à 12 ans.

ad 3) Dans le cadre de l'élaboration du futur Plan d'action national Alimentation, la thématique de l'éducation alimentaire sera reconnue comme un levier essentiel. Il convient toutefois de souligner que plusieurs initiatives sont déjà en cours.

Le cadre de référence national pour l'éducation non formelle, à travers son champ d'action « Mouvement, conscience corporelle et santé », met en lumière l'importance d'une approche pédagogique de l'alimentation. Il encourage les structures à exposer les enfants à des produits régionaux, biologiques, écologiques et issus du commerce équitable, afin de les sensibiliser, dès le plus jeune âge, aux enjeux de durabilité. L'objectif est d'initier les enfants à une alimentation saine et responsable, et le lien entre santé et protection de l'environnement.

Par ailleurs, conformément au règlement grand-ducal modifié du 14 novembre 2013, le personnel de cuisine est tenu de suivre une formation obligatoire dans le domaine de la cuisine pour enfants. Le dispositif de formation continue du ministère (FOCO) offre des formations variées destinées aux professionnels du secteur de l'éducation non formelle. Parmi celles-ci, figurent des modules portant sur l'alimentation saine, l'éveil sensoriel au goût et la prévention du gaspillage alimentaire. Par ailleurs, des réflexions sont en cours afin d'élargir l'offre de formation continue dans le domaine de l'alimentation saine et durable.

Dans le cadre du projet Natur genéissen, SICONA dispose d'un module de formation destiné à la fois au personnel de cuisine et au personnel éducatif. Cette formation aborde l'alimentation saine pour les enfants ainsi que les principes de l'éducation au développement durable à travers l'alimentation. Actuellement proposée en dehors du catalogue FOCO, cette formation est accessible aux structures participant au projet Natur genéissen.

De plus, le Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture propose une formation gratuite au personnel de cuisine. La formation met l'accent sur l'utilisation de produits locaux et biologiques ainsi que sur la lutte contre le gaspillage alimentaire. Par ailleurs, une formation destinée au personnel encadrant est en cours d'élaboration.

Dans ce contexte, les services d'éducation et d'accueil mettent en œuvre de nombreuses initiatives pédagogiques comme p. ex. « Fro de Bauer », « Landwirtschaft erliewen » ou encore le kit pédagogique « Mir sinn Antigaspi, an Dir? ». Celles-ci incluent notamment des visites de fermes et de marchés, des activités de cueillette dans des fermes ouvertes, des ateliers de cuisine et de découverte de la pyramide alimentaire, la mise en place de jardins potagers,

ainsi que la réalisation de supports pédagogiques tels qu'un calendrier des aliments de saison ou un livre de recettes. Ces projets, tout comme le sujet plus large de l'éducation alimentaire, font également l'objet d'une analyse dans le cadre du futur Plan d'action national Alimentation.

Application de la loi sur l'Office national de l'accueil (ONA) | Question **2684** (29/07/2025) de **Mme Nathalie Morgenthaler** | **M. Marc Spautz** (CSV)

D'Gesetz vum 4. Dezember 2019 zur Schafung vum Office national de l'accueil (ONA), dat den 1. Januar 2020 a Kraaft getrueden ass, huet ë. a. zum Zil, d'Zesummenaarbecht tëschent de verschiddene Ministèren an den eenzelne staatlechen a kommunale Verwaltunge besser ze koordinéieren. Op deem Wee soll ë. a. d'Employabilitéit vun de Flüchtlingen an den Asylbewerber·inne verbessert ginn, fir esou d'Integratioun ze férderen. Den Artikel 3 vum ONA-Gesetz gesäit vir, datt den zouständege Minister der Chamber all 5 Joer e Rapport muss virleeën.

An deem Zesummenhang wollte mir follgend Froen un den Här Familljeminister Max Hahn stellen:

1. Wéi funktionéiert d'Zesummenaarbecht tëschent den eenzelne Ministèren a Verwaltungen an der interministerieller Plattform?

2. Wéini kritt d'Chamber de Rapport, deen am Artikel 3 vum ONA-Gesetz virgesinn ass?

Réponse (02/10/2025) de **M. Max Hahn,** Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1. Wéi an der Äntwert vum 25. Abrëll 2025 op d'parlamentaresch Ufro N° 2149 präziséiert, setzt sech den interministeriellen Aarbechtsgrupp, fir d'Employabilitéit vun Demandeurs de protection internationale (DPI) ze stäerken, aus Vertrieder vum Familljeministère, dem Office national de l'accueil (ONA), dem Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend, der Generaldirektioun fir d'Immigratioun (DGIMM) vum Inneministère, dem Aarbechtsministère an der Agence pour le développement de l'emploi (ADEM) zesummen. Den Aarbechtsgrupp huet als Zil, d'Koordinatioun tëschent de verschiddenen Acteuren ze assuréieren – all Acteur ass awer selwer zoustänneg fir d'Ëmsetzung vun de Moossnamen, déi a säi Kompetenzberäich falen.

Den Aarbechtsgrupp befaasst sech ënner anerem mat den Auswierkunge vun der neier Direktiv iwwert den Accueil (2024/1346), dorënner notamment der Méiglechkeet, d'Dauer fir Demandeurs de protection internationale (DPI) Zougang zum Aarbechtsmarché am Kader vun enger Autorisation d'occupation temporaire (AOT) ze ginn, vun aktuell sechs op véier Méint ze reduzéieren, sou wéi dat och am Koalitiounsaccord festgehalen ass. En anert Theema ass d'Schafe vun engem Evaluatiounsmechanismus vun de Kompetenze vun den DPIen, fir esou fréi ewéi méiglech hir Employabilitéit ze determinéieren a si esou beschtméiglech an eng cibléiert Formatioun orientéieren ze kënnen.

ad 2. De fréiere Minister fir Immigratioun an Asyl, Jean Asselborn, huet zënter dem Akraafttriede vum ONA-Gesetz all Joer e Rapport annuel vum ONA an der Chamber virgestallt, begleet vun enger uschléissender Pressekonferenz. Als aktuellen Accueilsminister hunn ech dës Praxis iwwerholl an ugangs des Joers zesumme mam Minister fir Immigratioun Léon Gloden der Chamber wéi och der Press en État des lieux vun der Situatioun presentéiert.

Cours de langues et de vivre-ensemble pour les demandeurs de protection internationale | Question **2688** (29/07/2025) de **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

Au sujet du renforcement des mesures d'inclusion sociale, le programme gouvernemental 2023-2028 prévoit que « le Gouvernement organisera des cours de langues et de vivre-ensemble pour tous les demandeurs de protection internationale (DPI). Ces cours seront obligatoires. »

En réponse à ma question parlementaire n° 1686 concernant la précitée ambition du Gouvernement, Monsieur le Ministre a expliqué qu'une plateforme interministérielle a été créée sous l'égide du Ministère de la Famille, qui a comme objectif fondamental de « définir ensemble un parcours d'insertion professionnelle commun qui vise à renforcer l'employabilité des individus concernés, à coordonner de manière efficace l'intervention des différents acteurs impliqués et à promouvoir l'intégration et le vivre-ensemble au sein de la société luxembourgeoise ». Monsieur le Ministre a estimé qu'il serait trop tôt pour se prononcer sur les détails, étant donné que « le développement de l'offre de cours de langues et de vivre-ensemble, en sus de l'offre existante, fait partie des travaux de la plateforme interministérielle en question », et que les travaux y relatifs se poursuivent.

Au vu de ce qui précède, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil :

1) De manière générale, à quelle fréquence cette plateforme interministérielle s'est-elle réunie depuis sa création ? Quelles sont les principales priorités de travail de la plateforme, et quels progrès concrets ont été réalisés à ce jour ?

2) Où en sont les préparatifs et le calendrier pour répondre à l'ambition du Gouvernement d'organiser des cours de langues et de vivre-ensemble obligatoires pour tous les DPI ?

3) Une évaluation des cours donnés ces dernières années à des DPI a-t-elle eu lieu ? Dans l'affirmative, quelles en sont les principales conclusions ? Dans la négative, quelles en sont les raisons ?

4) Est-ce qu'il y a eu des échanges de pratiques avec les chargé·e·s de cours du MENJE (p. ex. INL, SNA, des cours agréés par le MENJE), ou est-ce que de pareils échanges sont prévus ?

5) Est-ce qu'il y a eu des échanges avec les bénévoles qui donnent des cours, souvent sources d'approches innovantes ? Dans la négative, de pareils échanges sont-ils prévus ?

6) Pour quelles langues le Gouvernement prévoit-il d'organiser les cours ?

7) Combien de chargé·e·s de cours supplémentaires sont prévu·e·s pour répondre à l'ambition de cours obligatoires ? Quelle sera la formation de ce personnel ?

8) Où ces cours seront-ils dispensés concrètement ?

9) Étant donné que la plupart des DPI et bénéficiaires de protection logé·e·s dans des structures d'hébergement n'ont que peu d'occasion de pratiquer les acquis des cours, est-ce que l'intégration de formules de conversation sera prévue également ?

Réponse (02/10/2025) de **M. Max Hahn,** Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1) Depuis sa création au printemps 2024, les membres de la plateforme interministérielle se sont réunis à sept reprises. L'objectif ultime de ce groupe de travail est de définir ensemble un parcours d'insertion professionnelle commun qui vise à renforcer l'employabilité des individus concernés, à coordonner de manière efficace l'intervention des différents acteurs étatiques impliqués et à promouvoir l'intégration et le vivre-ensemble des personnes concernées au sein de la société luxembourgeoise.

Deux axes majeurs ont été développés parallèlement aux discussions entre les nombreux partenaires impliqués dans la redéfinition du parcours des demandeurs de protection internationale (DPI).

– Renforcement de l'employabilité, tel que prévu dans l'accord de coalition : Il est envisagé que les DPI puissent, quatre mois après le dépôt de leur demande, accéder à un contrat de travail à travers une AOT.

– Orientation individualisée vers l'emploi ou la formation : Une évaluation initiale des compétences et expériences professionnelles permettra de mieux cibler les parcours professionnels ou de formation futurs des DPI au Luxembourg.

ad 2) Les travaux y relatifs se poursuivent au sein de la plateforme. À ce stade, il n'est pas possible de donner un calendrier précis quant à l'aboutissement de ceux-ci.

ad 3) Dans le cadre de l'accueil et de l'accompagnement des demandeurs de protection internationale (DPI), le dispositif d'autonomisation des primo-arrivants (DAPA) de l'ONA a pour objectif de fournir aux nouveaux arrivants des informations essentielles à leur orientation et à leur insertion progressive au Luxembourg. Tandis qu'une évaluation formelle n'a pas eu lieu, les ateliers s'adaptent au niveau de connaissance et à la situation des participants, les méthodes utilisées favorisent l'interaction et la participation active. En général, les participants expriment une appréciation favorable du contenu et des informations transmises.

Pour ce qui est du module « Bienvenue au Luxembourg », organisé par le Ministère de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil, il s'agit d'un atelier visant à faire connaître le Luxembourg (histoire, religions, démocratie, institutions politiques) ainsi que les règles de notre société (libertés constitutionnelles, interdictions principales, culture, règles de bon voisinage). Il s'adresse à toute personne DPI.

Mis en place depuis 2017-2018, les cours d'Intégration linguistique (IL) sont offerts à tous les DPI qui arrivent au Luxembourg. Depuis leur création, ils ont régulièrement été évalués et ajustés tant au niveau de la formule que du contenu.

Le niveau d'alphabétisation des futurs apprenants est vérifié par un test écrit réalisé lors d'un entretien individuel. Les personnes sont orientées vers :

– soit des cours IL d'alphabétisation pour les personnes qui ne maîtrisent pas encore l'alphabet latin ;
– soit des cours IL de français langue d'intégration (FLI) pour les gens qui maîtrisent l'alphabet latin.

Il n'y a pas eu d'évaluation formelle, mais, très rapidement, il est apparu qu'un niveau minimum A1 était nécessaire pour permettre aux personnes nouvellement arrivées de commencer à pouvoir s'exprimer. Des ajustements ont donc régulièrement été effectués afin d'étoffer l'offre pour atteindre ce niveau de découverte dans un délai raisonnable. Ainsi, prévus initialement pour deux leçons quotidiennes sur un trimestre, les cours d'IL sont passés à quatre leçons quotidiennes sur trois ou quatre trimestres, depuis l'année scolaire 2024-2025.

Avec ce changement, l'accent est encore davantage mis sur la communication orale afin de faciliter l'intégration des apprenants. Les contenus proposés traitent les sujets habituels de l'apprentissage du FLI de façon très pratique sous forme d'ateliers. Des éléments clés, comme la numératie et les compétences de base au niveau digital, y sont intégrés. L'évaluation des compétences des apprenants se fait sous forme de contrôle continu en cours.

Depuis le renforcement de ce dispositif, des progrès dans le rythme d'apprentissage substantiels ont été réalisés. Le niveau A1 était initialement visé. Après une année scolaire de mise en place de cette nouvelle formule, le niveau A2 est aussi entamé, notamment à l'oral.

ad 4) Les échanges sont possibles lors de la formation initiale à l'IFEN puisque les formateurs se retrouvent dans le même département « Enseignement secondaire – Formateurs d'adultes ».

ad 5) Les cours de l'IL sont entièrement visibles, téléchargeables gratuitement et libres d'accès sur le site www.sfadocs.lu. Ce site est développé par les enseignants du SFA (Service de la formation des adultes) du MENJE à destination des apprenants. Il existe également des guides pédagogiques et des jeux à imprimer pour les formateurs et les bénévoles, régulièrement mis à jour, au fur et à mesure du développement des ressources. On y trouve des exercices en ligne, des vidéos et des lexiques.

Pour son lancement public en avril 2022, tous les partenaires et organismes impliqués dans l'encadrement des DPI ont été invités. De plus, lors des échanges réguliers avec l'ONA, en charge d'encadrer les DPI dans les foyers, où les bénévoles interviennent, le site est régulièrement mentionné.

ad 6) Les cours sont prévus en langue française. Il s'agit de la langue qui domine sur le marché du travail et la langue administrative principale.

ad 7) Pour l'année 2025-2026, dix nouveaux postes ont été octroyés au SFA qui offre les cours d'accueil d'Intégration linguistique. Ces formateurs réaliseront le stage de formation initiale de l'IFEN pour le département « Enseignement secondaire – Formateurs d'adultes ».

ad 8) Afin d'être au plus près des différents foyers dans lesquels les personnes sont logées, ces cours seront dispensés sur le nord (Ettelbruck-Warken), le centre (plusieurs sites prévus comme il s'agit de la zone où se trouvent le plus de DPI) et le sud (Belval) du pays.

ad 9) Pour ce qui est du SFA, cette formule n'est pas prévue puisque la prise en charge des personnes s'arrête aux niveaux A1-début A2.

En effet, de façon générale, avant le niveau A1 voire A2, participer à des ateliers de pratique de langue n'est pas recommandé pour ne pas risquer de placer les personnes dans des situations d'insécurité linguistique pouvant être contreproductives. Cependant, les cours d'IL sont basés sur des situations très concrètes de la vie quotidienne où l'oral (dialogues, jeux de rôle) est la priorité.

Un guide de pratique des langues a été élaboré au sein du MENJE, en collaboration avec le Ministère de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil. Il est mis à disposition des partenaires des deux ministères afin de s'appuyer sur des bonnes pratiques pour la mise en place d'ateliers potentiels.

Par ailleurs, tout DPI a la possibilité d'adhérer au Biergerpakt qui lui offre la possibilité de pratiquer les langues du pays avec d'autres participants, en présentiel et/ou en ligne. Par exemple, le Café des langues est proposé en présentiel dans plusieurs communes du pays, tandis qu'une offre en ligne est également disponible via l'ASTI. D'autres activités viendront s'y ajouter, l'offre du Biergerpakt étant progressivement élargie. À partir de la rentrée 2025, les DPI ayant participé au module « Bienvenue au Luxembourg » sont invités à adhérer au Biergerpakt.

Présence du souchet comestible (Cyperus esculentus) au Luxembourg | Question **2702** (31/07/2025) de **M. Jeff Boonen** | **Mme Octavie Modert** (CSV)

D'Planzenaart Cyperus esculentus, bekannt als Erdmandelgras, staamt ursprénglech aus Afrika respektiv aus Westasien. D'Onkraut huet sech mëttlerweil och an Europa ausgebreet. An de leschte Joren ass et an e puer europäesche Länner als besonnesch invasiivt an agrarwirtschaftlech problematescht Gewächs erkannt ginn. Dës Aart breet sech haaptsächlech iwwer Knëllercher séier aus a gëllt als resistent géint déi gängeg Bekämpfungsmëttel. D'Bekämpfung ass deier an zäitintensiv, besonnesch wann de Befall net fréi erkannt gëtt. A verschiddenen Nopeschlänner gëtt Cyperus esculentus als Gefor fir d'Erträg an d'Biodiversitéit ugesinn.

An dësem Kader wollte mir déi follgend Froen un den Här Ëmweltminister stellen:

1. Ass d'Aart Cyperus esculentus zu Lëtzebuerg schonn offiziell detektéiert ginn?
– Wa jo, wéini a wou genau?
– Wa jo, wat fir Schied bei den Erträg oder bei der Biodiversitéit sinn zu Lëtzebuerg bis elo duerch d'Aart dokumentéiert ginn?

2. Gëtt et national Moossnamen, fir dës invasiv Aart ze identifizéieren, ze kontrolléieren oder ze bekämpfen?

3. Sinn Informatiounscampagnë geplangt, fir d'Baueren ze sensibiliséieren?

Réponse (30/09/2025) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **Mme Martine Hansen,** Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1.
– Jo, an enger Bamschoul konnt d'Virkomme vun der Erdmandel (Cyperus esculentus) de 27. August 2024 vun engem Expert confirméiert ginn.

– Bis elo gouf et zu Lëtzebuerg kee finanziellen Opwand, deen duerch dat manuellt Erausrappe vun der Planz entstan ass.

Den negativen Impakt vun der Erdmandel op d'Biodiversitéit gëtt éischter als marginal agestuuft. D'Aart ass haaptsächlech dofir bekannt, a landwirtschaftleche Kulture fir ekonomesch Schied ze suergen.

ad 2. Dës Aart gëtt vun der EPPO (European and Mediterranean Plant Protection Organisation) als invasiven Neophytt gefouert. Am „European Alien Species Information Networkl gëtt si ënnert der EASIN ID: R04713 als „Alien species with impact" beschriwwen, mee zu dësem Zäitpunkt gëtt si weeder am europäesche Reglement 1143/2014[2] nach am EU-Reglement 2016/2031[3] als reglementéierte „Schuedorganismus" opgelëscht.

Wann dës Aart momentan enzwousch festgestallt gëtt an d'Autoritéiten informéiert ginn, kënne si berodend intervenéieren. Et gouf am Kader vum Éischtnoweis eng wëssenschaftlech a praktesch Begleedung am Optrag vum Ministère fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit, fir d'Aart lokal an effikass ze bekämpfen, dëst fir ze verhënneren, datt d'Planz sech weider verbreet.

Et gëllt ze rappeléieren, datt weiderhin d'Ausbezuele vun de PAC-Hëllefen un d'Respektéiere vun de Grondufuerderunge fir d'Betribsféierung an d'Standarde fir de gudde landwirtschaftlechen an ökologeschen Zoustand (GLOZ) gebonnen ass.

Et ass virgesinn, d'Erdmandelgras am Kader vum GLOZ 8 („Erhalt vun net produktive Landschaftselementer a Flächen zur Verbesserung vun der Biodiversitéit") op d'Lëscht vun Aarten ze setzen, déi obligatoresch musse bekämpft ginn.

ad 3. D'Erfarung vum Ëmgang mam Éischtnoweis ka genotzt ginn, fir de landwirtschaftleche Secteur an Zukunft ze informéieren. De Landwirtschaftsministère plangt eng Informatiounscampagne, fir d'Betriber ze sensibiliséieren, a wäert e Monitoring op ufällege Flächen en place setzen.

Construction de logements pour les agriculteurs en zone verte | Question **2708** (31/07/2025) de **Mme Joëlle Welfring** | **M. Meris Sehovic** (déi gréng)

En octobre 2024, des représentant·e·s du Ministère de l'Agriculture et du Ministère de l'Environnement ont eu une entrevue avec des représentant·e·s de la Chambre d'Agriculture. Selon le registre des entrevues gouvernementales, lors de cette entrevue, les représentant·e·s de la Chambre d'Agriculture ont plaidé pour que « tout agriculteur, quelle que soit son activité agricole spécifique, ainsi tout viticulteur et tout horticulteur exerçant son activité à titre principal, puisse ériger une ou des unités de logement en zone verte à proximité directe d'une de ses constructions agricoles. Cette ou ces unités devraient pouvoir héberger trois familles, à savoir un couple de la génération n (retraité) et deux agriculteurs de la génération n1 avec leur famille, à condition que les personnes aient un lien direct avec l'exploitation agricole. La Chambre d'Agriculture propose une surface habitable maximale totale de 500 m² (> 700 m² surface constructible brute) pour le ou les hébergements sur un même site agricole. La chambre aimerait que les agriculteurs à titre accessoire avec un revenu standard annuel supérieur à 25.000 € puissent pouvoir ériger des constructions agricoles en zone verte. »

Lors de l'ouverture officielle de la Foire agricole, Monsieur le Ministre de l'Environnement a annoncé qu'il comptait répondre favorablement à la demande du secteur de pouvoir construire des logements à proximité des constructions agricoles.

Dans ce contexte, nous souhaitons poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité et à Monsieur le Ministre du Logement et de l'Aménagement du Territoire :

1) Monsieur le Ministre de l'Environnement peut-il confirmer que le Gouvernement a ou va donner suite à la demande de la Chambre d'Agriculture concernant la possibilité d'ériger des unités de logement en zone verte ?

2) Si oui, quelles seront les conditions d'application concrètes (types d'exploitants concernés, surfaces autorisées, lien exigé avec l'exploitation, critères de localisation, etc.) ?

3) Le Gouvernement dispose-t-il d'une estimation du nombre d'unités de logement supplémentaires qui pourraient être construites en zone verte avec la mise en œuvre de la future disposition ? Si oui, quelle est

[2] Règlement (UE) n° 1143/2014 du 22 octobre 2014 relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes

[3] Règlement (UE) 2016/2031 du Parlement européen et du Conseil du 26 octobre 2016 relatif aux mesures de protection contre les organismes nuisibles aux végétaux

cette estimation, et quels scénarios ou hypothèses ont été retenus pour l'établir ?

4) Étant donné que cette mesure est susceptible d'avoir un impact sur l'organisation territoriale, notamment en lien avec l'émergence de nouveaux hameaux, de quelle manière des représentant·e·s du Ministère des Affaires intérieures et du Ministère du Logement et de l'Aménagement du Territoire ont-elles·ils été associé·e·s aux réflexions et négociations dans ce contexte ?

5) Comment Monsieur le Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire entend-il intégrer l'élargissement de la possibilité de construire des logements à proximité des constructions agricoles dans une approche nationale cohérente en matière de planification territoriale, notamment en ce qui concerne la disponibilité et la planification des services publics, l'articulation avec les zones de développement définies et les objectifs de limitation de l'artificialisation des sols ?

6) Le Gouvernement envisage-t-il d'autres modifications de dispositions ayant trait à d'autres types de constructions en zone verte (en dehors de celles prévues dans le projet de loi ayant trait à la zone verte bis) ? Dans l'affirmative, lesquelles ?

Réponse (07/10/2025) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **M. Claude Meisch,** Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

Des discussions sont en cours.

Une modification du régime actuel applicable aux constructions en zone verte nécessitant une modification de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité saisira, le moment venu, le Conseil de Gouvernement d'un avant-projet de loi qui sera par la suite soumis à la Chambre des Députés.

Les différents ministères concernés, dont notamment le Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire ainsi que le Ministère des Affaires intérieures, seront associés à ces travaux afin d'assurer une prise en compte des stratégies d'aménagement du territoire.

Rapport de la loi du 16 mars 2009 sur l'euthanasie et l'assistance au suicide | Question **2716** (01/08/2025) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Georges Engel** (LSAP)

La loi du 9 mars 2009 sur l'euthanasie et l'assistance au suicide prévoit en son article 9 que « La Commission établit à l'attention de la Chambre des Députés, la première fois endéans les deux ans de l'entrée en vigueur de la présente loi, et, par la suite, tous les deux ans :

a) un rapport statistique basé sur les informations recueillies dans le second volet du document d'enregistrement que les médecins remettent complété en vertu de l'article 8 ;
b) un rapport contenant une description et une évaluation de l'application de la présente loi ;
c) le cas échéant, des recommandations susceptibles de déboucher sur une initiative législative et/ou d'autres mesures concernant l'exécution de la présente loi. »

Or, il apparaît que le dernier rapport couvrant les années 2021-2022 a été déposé en date du 14 mars 2023.

– Nous aimerions dès lors savoir de Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale endéans quels délais le rapport sur les années 2023 et 2024 sera déposé et quelles sont les raisons du dépôt tardif.

Réponse (03/10/2025) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

La loi modifiée du 16 mars 2009 sur l'euthanasie et l'assistance au suicide prévoit dans son article 9 l'établissement à l'attention de la Chambre des Députés d'un rapport contenant les statistiques basés sur les informations contenues dans le volet II des déclarations transmises à la Commission, une description et évaluation de l'application de la loi et, le cas échéant, des recommandations de la part de la Commission. Le dépôt du prédit rapport est prévu tous les deux ans.

Le 7e rapport, comportant les données des années 2021-2022 a été remis à la Chambre des Députés en date du 14 mars 2023. Le 8e rapport, couvrant les années 2023-2024, a été retravaillé au niveau de la présentation et est en cours de finalisation. Le dépôt à la Chambre des Députés est prévu dans le courant de l'automne.

Évolution et réduction des concentrations de dioxyde d'azote au Luxembourg et à Echternach | Question **2729** (04/08/2025) de **Mme Carole Hartmann** (DP)

Och 2024 huet d'Ëmweltverwaltung an Zesummenaarbecht mat der Klima-Agence eng landeswäit Analys vun de Stéckstoffdioxid-Wäerter (NO_2) an der Loft duerchgefouert. D'Resultater weisen, dass d'Wäerter op deene meeschte Standuerter schonn haut den zukünftegen europäesche Limitten entspriechen. Eng gréisser Belaaschtung géif ee besonnesch laanscht staark befuere Strooss feststellen. Och Iechternach wier engem rezente Presseartikel no méi concernéiert.

Allgemeng wieren d'Resultater awer zefriddestellend. Mee och wann d'Wäerter aktuell nach konform wieren, missten d'Efforte fir d'Reduktioun vun der Loftverschmotzung an enker Zesummenaarbecht mat de Gemenge virugefouert ginn, besonnesch mat Bléck op déi europäesch Direktiv, déi fir 2030 méi strikt Limitte virgesäit.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit, der Madamm Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten an dem Här Inneminister follgend Froe stellen:

1. Wéi ginn d'Gemengen an d'Standuerter an de Gemengen, wou d'Analyse gemaach ginn, determinéiert? Wie finanzéiert d'Analysen?

2. Wéi hunn d'Stéckstoffdioxid-Wäerter generell a wéi hunn d'Stéckstoffdioxid-Wäerter spezifesch zu Iechternach iwwer déi lescht 10 Joer evoluéiert an aus wéi enge Grënn?

3. Ginn d'Stéckstoffdioxid-Wäerter haaptsächlech duerch vill opkommende Verkéier an/oder duerch bestëmmte Gefierer wéi Camione verursaacht?

4. D'Begréngung vun de Bannestied steet immens am Fokus. Säit Ufank 2025 goufen zu Iechternach beispillsweis 80 nei Beem an der Stad geplanzt. Kënne Stéckstoffdioxid-Wäerter duerch eng méi staark Begréngung vun de Bannestied reduzéiert ginn?

5. Wéi kënnen d'Stéckstoffdioxid-Wäerter generell reduzéiert ginn? Mat wéi enge Mesurë kënnen dës Wäerter reduzéiert ginn?

6. Sinn op der concernéierter Streck zu Iechternach staatlech Mesurë geplangt, déi d'Stéckstoffdioxid-Wäerter kuerz-, mëttel- an/oder laangfristeg verbesseren?

7. Wéi vill Transit-Kontrollen a generell Camions-Kontrolle sinn iwwer déi lescht 5 Joer vun der Police an der Douane op der Streck, déi duerch Iechternach féiert, gemaach ginn? Wéi eng Verstéiss konnte bei dëse Kontrolle festgestallt ginn a wéi vill Camione goufe protokolléiert?

8. Gëtt et eng Méiglechkeet, den Transit-Verkéier iwwer alternativ Strecken ze dirigéieren, virun allem am Echange mat eisen däitschen Noperen? Sinn heizou schonn emol Gespréicher mat den däitschen Autoritéite gefouert ginn? Falls nee, wisou net? Falls jo, wat ass bei dëse Gespréicher erauskomm?

Réponse (29/09/2025) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Bei der viséierter landeswäiter Analys hunn d'Gemengen d'Standuerter selwer determinéiert an och d'Analys selwer finanzéiert.

ad 2. D'Joresmëttelwäerter vun de Stéckstoffdioxid-Konzentratiounen an der Bausseloft sinn iwwert déi lescht 10 Joer generell staark zeréckgaangen, besonnesch op Plaze mat vill Trafic.

D'Reduktioun vun den Emissiounen aus dem Stroosseverkéier duerch d'Moderniséierung vum Fuerpark mam Fortschrëtt vun den neien EURO-Normen an den elektresche Gefierer sinn d'Haaptursaach fir dëse Réckgang. Dës Entwécklung gëtt deelweis gebremst duerch d'allgemeng Zounam vum Verkéier, deen – trotz dem Bäibehale vun den Teletravail-Méiglechkeeten no der Covid-19-Pandemie – erëm zougeholl huet.

Am Joer 2018, dem éischte Joer vun der landeswäiter Analys, loungen d'Wäerter zu Iechternach an der Rue des Remparts nach bei 51 µg/m³, also däitlech iwwert dem europäesche Grenzwäert vu 40 µg/m³. Zënterdeem sinn d'Wäerter op dëser besonnesch belaaschter Plaz erofgaangen, mat engem besonnesch staarke Réckgang am Joer 2020 wéinst der Covid-19-Pandemie wou d'Wäerter bis op 35 µg/m³ gefall sinn. Säitdeem gouf de Grenzwäert net méi iwwerschratt. An de Joren 2023–2024 hunn sech d'Wäerter op dëser Plaz op 32 µg/m³ agependelt. Op anere Plazen zu Iechternach leien d'Wäerter däitlech méi niddreg.

ad 3. D'Stéckstoffdioxid-Wäerter ginn effektiv haaptsächlech duerch de vill opkommende Verkéier verursaacht. Eng Analys vun der Situatioun zu Iechternach am Joer 2018 hat gewisen, datt do iwwer 80 % vun de Stéckstoffoxid-Emissiounen aus dem Stroosseverkéier stamen, vun deenen 81 % op d'Dieselautoen a 14 % op d'Camionen zeréckzeféiere waren.

ad 4. a 5. D'Begréngung vun de Bannestied ass e wäertvollt Element, fir d'Loftqualitéit an de Stied ze verbesseren, mee et geet aleng net duer, fir d'Stéckstoffdioxid-Konzentratioun signifikant ze reduzéieren.

De Loftqualitéitsplang beschreift am Detail, wéi d'Stéckstoffdioxid-Wäerter generell kënne reduzéiert ginn:

https://environnement.public.lu/fr/loft/air/plans-air/pnqa.html.

D'Mesurë gi vun der Promotioun vum ëffentlechen Transport, kombinéiert mat der Notzung vu méi ëmweltfrëndleche Bussen, iwwert d'Promotioun vun Elektroautoe bis d'Bäibehale vum Teletravail. Allgemeng sollen d'Instrumenter iwwerduecht ginn, fir de Wiessel vum Diesel zu manner polluéierenden Technologien ze erliichteren. Punktuell an op méi staark betraffene Plaze kënnen och ganz spezifesch

verkéierstechnesch Mesuren envisagéiert ginn, fir den Trafick ze entlaaschten.

ad 6. Ab dem Joer 2030 gëllt e méi strenge Grenzwäert vun 20 µg/m^3 fir de Stéckstoffdioxid. Déi nei Loftqualitéitsdirektiv (EU) 2024/2881 gesäit an hirem Artikel 19 d'Opstellung vu sougenannten „Air Quality Roadmaps" vir, wann de Risiko besteet, datt d'Grenzwäerter net bannent de gesetzleche Fristen erreecht kënne ginn. Sou eng Roadmap gëtt bis 2028 vun der Ëmweltverwaltung erstallt a wäert gegeebenefalls konkreet Mesuren an en Zäitplang virgesinn, fir den NO_2-Seuil zu Iechternach an op Hotspots am ganze Land bis 2030 ënnert de méi strenge Grenzwäert ze bréngen.

Et ass wichteg ze betounen, dass d'Stroossebauverwaltung keng Miessunge vun den NO_2-Wäerter (Stéckstoffdioxid) duerchféiert. Doriwwer eraus plangen déi staatlech Instanzen zesumme mat der Stad Iechternach u verschiddenen Infrastrukturprojeten. Obwuel keng eigentlech Ëmgeeungsstrooss fir d'Stad Iechternach selwer virgesinn ass, gi säit e puer Joren Entlaaschtungsstroosse geplangt, déi de Verkéier aus dem historesche Stadkär ewechhale sollen.

Eng am Joer 2010 realiséiert Verkéiersetüd huet erginn, dass 76 % vum Trafick entweeder Iechternach als Destinatioun (Zilverkéier) oder als Startpunkt (Quellverkéier) huet. Dee rengen Transitverkéier beleeft sech domat nëmmen nach op 24 % vum Gesamtverkéier. Dës Erkenntnis huet däitlech gemaach, dass eng Léisung gebraucht gëtt, déi de Verkéier duerch Iechternach méi fléissend mécht, an dobäi den historesche Stadkär entlaascht.

Deemno si follgend Upassungen zu Iechternach geplangt:

1. d'Erweiderung vun der Rue du Charly (N10) op 2 x 1 Verkéiersspuer;

2. de Bau vun engem By-Pass beim Akafszenter, als Verlängerung vun der Rue du Charly, an deen an d'Rue des Remparts féiert;

3. de Bau vun der sougenannter „Morgenstern"-Verbindung, déi als Verlängerung vun der Rue des Remparts op d'N10 (Rue du Pont) féiert.

D'Aarbechten un der éischter Phas vun der Entlaaschtungsstrooss („Morgenstern"-Verbindung) si schonn zënter 2023 amgaangen. Dës Aarbechten ëmfaassen eng Verbindungsstrooss ausserhalb vun der mëttelalterlecher Stadmauer, a verbënnt deemno d'N10 „Waasserbëlleg–Dikrech" mat der N11 „Lëtzebuerg–Iechternach".

Wat d'Weiderféierung vum Projet ugeet, konkreet also d'Phas vun der Erweiderung vun der Rue du Charly an dem By-Pass „Knepperkräizung" beim Akafszenter, gesäit den aktuelle Phasage vir, dass d'Stad Iechternach als éischt d'Rue du Pont an d'Place du Marché reamenagéiere wëll. Dat bedeit, dass d'Aarbechten um Rescht vun der Entlaaschtungsstrooss net virun 2030 wäerten ufänken.

ad 7. Op der Streck, déi duerch Iechternach féiert, huet d'Police follgend Transitkontrollen duerchgefouert:

An der Gemeng Iechternach insgesamt huet d'Police vum 1. Januar 2020 bis den 31. Juli 2025 iwwer 1.900 Verkéierskontrollen duerchgefouert. Heidrënner falen och déi hei uewendriwwer opgezielten Transitkontrollen.

Tëscht dem 1. Januar 2020 an dem 31. Juli 2025, goufen op dëser Streck 66 Avertissements taxés zu jeeweils 250 Euro resp. 500 Euro am Beräich Transitverkéier ausgestallt, dëst, well d'Camionschauffeuren ënnert anerem de virgeschriwwenen Itineraire net agehalen hunn an duerch Iechternach gefuer sinn, se géint d'Bestëmmunge betreffend de Chargement verstouss hunn oder keng Eurovignette haten.

Eng automatiséiert Recherche op d'Zuel vun de Procès-verbaux am Transitberäich zu Iechternach kann net duerchgefouert ginn, well déi entspriechend Verstéiss am Transitberäich an der Datebank vun der Police ënnert der allgemenger Kategorie „Zuwiderhandlungen oder Vergehen gegen die Strassenverkehrsordnung" gefouert ginn.

Infraktiounen, déi d'Douane am Kontext vun dëse Kontrolle feststellt, ginn net no geographesche Krittären erfaasst, esou dass d'Douane heizou keng weider Informatioune liwwere kann.

ad 8. Wéi schonns an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 0687 vum 13. Mee 2019 vun der Madamm Deputéiert Carole Hartmann ervirgehuewen, ass d'N11, déi duerch d'Stad Iechternach verleeft, en integralen Deel vun der europäescher Streck E29. Dës Streck verbënnt Köln mat Sarreguemines iwwer Lëtzebuerg a Saarbrécken a gëllt am Kader vum Europäeschen Ofkommes iwwer international Haaptverkéiersachsen (AGR-Ofkommes) als wichteg Zwëschestreck am europäesche Verkéiersnetz.

D'europäesch Streck E29 verleeft zu Iechternach iwwer d'Grenzbréck, déi 1973 dofir gebaut gouf, a Lëtzebuerg eran. Dës Grenzbréck verbënnt also d'Bundesstrooss B257 op däitscher Säit mat der Nationalstrooss N11A zu Iechternach.

Déi däitsch Autoritéiten hunn an de leschte Jore scho substanziell Investissementer gemaach, dorënner de Bau vun der Ëmgeeungsstrooss bei Wolfsfeld. Eng Ëmleedung vum Verkéier iwwer méi grouss Ëmweeër, wéi beispillsweis vu Bitburg aus iwwert d'Tréierer Autobunn a Richtung Lëtzebuerg, schéngt net virgesinn ze sinn.

Wat den Transitverkéier ubelaangt, gëtt awer och op dat modifizéiert groussherzoglecht Reglement vum 5. Mee 1994 higewisen. Entspriechend den Dispositioune vun dësem Reglement, ass Iechternach net vum Transitverkéier a Richtung Däitschland betraff, well dëse Verkéier iwwert den Autobunnsreseau ofgewéckelt gëtt. Fir den Transit, deen iwwert de Grenzpunkt Iechternach-Iechternacherbréck a Lëtzebuerg erafiert, gëtt et awer keng alternativ Streck. Dëse Verkéier geet iwwert d'Iechternacher Streck N11/E29, fir ab dem Echangeur Waldhaff op d'Autobunn A7 geleet ze ginn.

Collecte des eaux pluviales | Question **2733** (05/08/2025) de **M. David Wagner** (déi Lénk)

Pendant une interview accordée à la radio 100,7 le 23 juillet 2025, le président de la Chambre agricole a affirmé que si l'eau de pluie était recueillie et stockée pendant les mois d'hiver ou les temps de pluies fortes, cela rendrait nettement plus résiliente notre agriculture pendant les sécheresses.

En effet, l'avenir nous réserve des conditions météorologiques de plus en plus extrêmes (de fortes chaleurs et des sécheresses alternant avec des temps de pluie forte plus longs). En décembre 2024 une question parlementaire de Messieurs les Députés André Bauler et Luc Emering avait déjà été posée à ce sujet, mais la réponse avait laissé en suspens certaines questions.

Dès lors, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité et à Madame la Ministre de l'Agriculture :

1) Une aide de maximum 1.000 euros est accordée actuellement aux ménages qui souhaitent installer un système de collecte d'eau de pluie. Dans votre réponse à la question parlementaire de Messieurs Bauler et Emering vous dites : « Afin de stimuler la collecte des eaux de pluie pour économiser l'eau du robinet, il est prévu de rendre le dispositif plus attractif d'un point de vue financier. » Pourriez-vous confirmer que le projet de rendre plus attractif le dispositif est bel et bien en cours et sera bientôt réalisé ?

2) Un projet de loi ou un règlement grand-ducal ayant pour objet un dispositif d'aides pour les installations de collecte d'eau destiné aux agriculteurs professionnels est-il en cours de réalisation ? Dans l'affirmative, pourriez-vous donner plus de détails ? Dans la négative, pourquoi pas ?

3) Vous évoquez dans votre réponse à la question parlementaire mentionnée ci-dessus que « des discussions sont actuellement menées avec le Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture en vue de définir un éventuel soutien renforcé [au secteur agricole, horticole et viticole] ». Monsieur le Ministre et Madame la Ministre pourraient-ils clarifier où en sont ces discussions après plus de six mois et en communiquer les conclusions, provisoires ou définitives ?

4) Monsieur le Ministre pourrait-il de façon générale détailler de quelles façons le Gouvernement compte faire face aux défis en matière d'eau qui résulteront du réchauffement climatique, et communiquer ses priorités en matière d'approvisionnement, de gestion et de traitement de l'eau ?

Réponse (02/10/2025) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **Mme Martine Hansen,** Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1) Les travaux de préparation du texte législatif sont en cours et la saisine du Conseil de Gouvernement est prévu pour fin 2025/début 2026.

ad 2) La loi modifiée du 2 août 2023 concernant le soutien au développement durable des zones rurales prévoit des possibilités d'aides à l'investissement pour la construction d'installations d'irrigation, y compris celles destinées à la collecte d'eau de pluie.

Dans le cadre de la loi du 16 juin 2025 instituant une aide à la construction de serres horticoles, des infrastructures liées à la collecte d'eau de pluie sont également subventionnées en tant qu'ouvrage connexe lié au fonctionnement de la serre.

ad 3) La diversification de l'agriculture et l'amélioration de la souveraineté alimentaire sont des objectifs fixés dans le programme gouvernemental. Compte tenu des besoins élevés, l'approvisionnement en eau pour l'irrigation est essentiel pour le développement et la résilience du secteur de l'horticulture et en particulier pour les productions maraîchères et fruitières. La disponibilité d'eau d'irrigation est aussi cruciale pour les jeunes pieds de vigne.

Afin de promouvoir une utilisation rationnelle et responsable de l'eau pour protéger les ressources, le programme gouvernemental prévoit la mise en place d'une stratégie de réduction de la consommation d'eau avec tous les secteurs, dont l'industrie, le tertiaire, l'agriculture et les ménages (« stratégie nationale de résilience de l'eau »). Les discussions se focalisent actuellement sur la facilitation de la réalisation de projets dans le domaine horticole. Cette facilitation comprend différents aspects : simplifier les démarches administratives, trouver des solutions innovatrices, fournir des supports technique et scientifique. Les défis les plus importants qui se posent

actuellement sont la disponibilité d'eau en période d'étiage, ainsi que la qualité de l'eau à utiliser. L'identification des ressources en eau disponibles, la définition de capacités de stockage suffisantes, ainsi que l'utilisation efficace de l'eau revêtent une importance particulière.

Les outils à mettre en œuvre pour une utilisation résiliente de l'eau dans le secteur agricole/horticole, font également l'objet d'une étude scientifique réalisée par les universités de Liège et Gembloux Agro-Bio Tech. La finalisation de cette étude lancée en 2022 et financée à 100 % par le Fonds pour la gestion de l'eau est prévue pour fin 2025. L'étude permettra notamment d'identifier les régions propices à l'utilisation de l'eau à des fins d'irrigation. Cette étude vise aussi à identifier et à quantifier les ressources en eau potentiellement disponibles pour l'irrigation. Ses conclusions serviront notamment à faciliter les démarches d'autorisation conformément à la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau.

À mentionner aussi les projets pilotes en vue de l'utilisation des eaux de pluie ou des eaux usées traitées qui ont été lancés en 2021 et qui sont financés à 100 % par le Fonds pour la gestion de l'eau[4]. Un premier projet temporaire, prévoit la mise à disposition sur une période limitée des secteurs horticole et viticole de l'eau usée traitée. Dans le cadre d'un deuxième projet, la faisabilité de la collecte d'eau pluviale à partir de surfaces industrielles pour l'irrigation a été analysée. Ces projets ont notamment montré l'importance de la mise en place de structures de gestion à long terme. Pour que ces projets soient viables à long terme, des acteurs privés doivent être disposés à prendre la responsabilité de gérer les infrastructures d'irrigation (surveillance de la qualité de l'eau, gestion des réseaux et des bassins). Cet aspect est indispensable afin que des projets de récupération d'eau de pluie ou de réutilisation d'eaux usées traitées puissent aboutir.

Finalement, il est à mentionner que les ministères et leurs administrations se concertent en vue de faciliter un projet visant le prélèvement d'eau de surface d'une petite rivière pendant les périodes de pluies abondantes avec un bassin de stockage. Ce projet pourra servir comme modèle pour faciliter la mise en œuvre de projets similaires au futur.

ad 4) Les défis en matière d'eau sont détaillés dans le projet de stratégie d'adaptation aux effets du changement climatique[5]. Soumis à la consultation et participation active du public de février à juin 2025, ce projet contient plusieurs mesures concrètes pour préserver la qualité et la quantité de l'eau au Luxembourg. Les conclusions de la consultation du public et les mesures à mettre en place seront présentées en automne.

Le Gouvernement compte également relancer les efforts pour atteindre le bon état des masses d'eau dans le cadre de la préparation du 4e cycle du plan de gestion de la directive-cadre sur l'eau. Le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité organisera en novembre une table ronde nationale pour stimuler la réalisation des projets de renaturation de cours d'eau.

Finalement, une « stratégie nationale de résilience de l'eau » (voir également réponse à la question n° 3) est en élaboration et sera présentée au Gouvernement en conseil au 1er semestre 2026. Cette stratégie élaborera les pistes pour sécuriser l'approvisionnement en eau potable au-delà de 2040 tout en garantissant une préservation des ressources disponibles. L'utilisation efficace et durable des ressources en eau dans l'ensemble des secteurs occupera une partie essentielle de cette stratégie.

[4] https://environnement.public.lu/fr/actualites/2021/novembre2021/Comm_irrigation_prodhorticole.html

[5] https://environnement.public.lu/fr/actualites/2025/02/approche-holistique.html

Dégâts causés par des corbeaux dans l'agriculture | Question **2762** (08/08/2025) de **M. Gusty Graas** (DP)

Aus engem rezente Presseartikel geet eraus, datt e spezifeschen Haff am Süde vum Land Probleemer mat Kueben huet, déi d'Quinoakären um Feld friessen. Ofgesi vun enger Vullenattrapp kann de Bauer net vill maachen, fir d'Kueben dovunner ofzehalen, déi geséinte Kären ze friessen. Dorauser erschléisst sech, datt d'Recolte vun dëser wichteger alternativer Eewäissquell dann um Enn net esou héich ausfält ewéi dat wënschenswäert wier.

An deem Kader wollt ech der Madamm Ministesch fir Landwirtschaft, Ernärung a Wäibau an dem Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit follgend Froe stellen:

1. Ass der Madamm Agrarministesch an dem Här Ëmweltminister dës Problematik, spezifesch beim Quinoa, bekannt?

2. Wuel wëssend, datt d'Kueben ënnert Naturschutz stinn, wéi eng Mesurë kënne geholl ginn, fir d'Felder besser ze schützen? Gedenken d'Madamm Agrarministesch an den Här Ëmweltminister, d'Baueren an dësem Kontext ze ënnerstëtzen?

Réponse (02/10/2025) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **Mme Martine Hansen,** Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1. Et gouf bis elo just een eenzegen Dossier vu Schued am Quinoa, an zwar aus dem Joer 2025.

ad 2. Fir Schied u Kulturen ze reduzéieren, dierfen – am Respekt vun der Naturschutzlegislatioun – bestëmmte visuell, akustesch oder physesch Ofschreckungsmethoden agesat ginn, déi keng Déiere verletzen oder d'Populatioun negativ beaflossen. Well Kueben intelligent Déiere sinn, gëtt recommandéiert, dës Moossnamen ze variéieren, fir eng Gewunnecht ze vermeiden.

Well d'Baueren an enger lieweger Kulturlandschaft wirtschaften, an där och eng Diversitéit un Déierenaarte liewen, ass et un den eenzelne Betriber, fir hir Kulturen op eng adaptéiert a respektvoll Manéier géint potentiell Schied duerch Déieren ze schützen.

Accès wi-fi gratuit aux arrêts de bus | Question **2769** (12/08/2025) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

„Zwischen 4.000 und 6.000 Plaketten lässt das Ministerium für Mobilität und öffentliche Arbeiten anfertigen, um Fahrgäste an sämtlichen Bushaltestellen im Land in Echtzeit über Busstandorte und Abfahrten zu informieren. […] Über einen QR-Code auf der Plakette erhalten Nutzer per Smartphone-Kamera Zugang zu einer Webanwendung." („Wort"-Artikel vum 6. August)

Fir d'Notzung vum QR-Code brauch ee logescherweis ee Smartphone an awer och een Internetzougang.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Fro stellen:

– Wäert op den Haltestellen, wou dës Placketten installéiert ginn, och ee gratis Wifi-Accès kommen?

Réponse (29/09/2025) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

D'Regierung huet an hirem Koalitiounsaccord 2023–2028 virgesinn, dass ënner anerem op den Haltestellen ee gratis Wifi-Accès ugebuede gëtt.

An deem Sënn sinn Echangen tëscht de concernéierte Ministèren a Verwaltungen amgaangen en vue vun enger Etude, fir d'Fro vun de Funklächer besser ze ëmräissen, fir de Bierger*innen dee beschte Service kënnen unzebidden. Eng komplett Ausstattung géif nämlech net heeschen, dass een am aktuelle Kontext eng besser Connectivitéit garantéiere kann.

Doriwwer eraus, ass et esou, dass vill Bierger*inne vum RGTR d'Echtzäitinformatiounen iwwert d'Busser haut gréisstendeels iwwer mobiliteit.lu oder aner Apps ofruffen.

Déi nei Plaquetten um Busarrêt bidden eng zousätzlech Méiglechkeet, d'Bierger*inne beschtméiglech ze informéieren. Duerch d'Scanne vum QR-Code kritt ee vum RGTR déi selwecht Donnéeë wéi op den digitalen Afficheuren op de grousse Busgaren ugewisen, an dat mat engem minimalen Datevolume.

Dégâts agricoles causés par les corvidés | Question **2784** (14/08/2025) de **Mme Alexandra Schoos** | **M. Jeff Engelen** (ADR)

Am Artikel vum „Luxemburger Wort" vum 6. August 2025 „Auf diesen Feldern wächst Luxemburgs ‚Gold der Anden'" gëtt ënnert anerem op d'Problematik higewisen, datt Kréien a Kueben immens vill Schued fir de Bauer uriichte kënnen, andeems si déi frësch geséite Käre friessen. Hei kritt de Bauer zwar eng Entschiedegung fir den Ausfall vu senger Recolte bezuelt, mee déi kann den Ertrag vun enger Recolte natierlech net opweien.

Dacks gëtt och bericht iwwert „plëtzlecht" Kuebestierwen a méi groussem Ausmooss (z. B. am Artikel vum „Luxemburger Wort" vum 16. Mee 2024 „Rabensterben in Bettemburg ist nicht der erste Vorfall").

Hei zu Lëtzebuerg ass et verbueden, Kréien oder Kueben ze joen oder doutzemaachen, mat der Ausnam vun engem Fall: wann dës Vullen eng Gefor fir d'ëffentlech Gesondheet duerstellen. Déi Ausnam muss dann allerdéngs vum Ëmweltministère geneemegt ginn.

An deem Zesummenhang géing ech der Madamm Agrarminister an dem Här Ëmweltminister gär follgend Froe stellen:

1. Wéi grouss waren d'Schied an der Landwirtschaft – verursaacht duerch Vullen, déi zur Famill vun de Corvidae gehéieren –, déi rembourséiert gi si vum Joer 2023 bis haut, an dëst opgeschlësselt no Joer?

2. Gëtt et Iwwerleeungen, ob d'Vulle vun der Famill vun de Corvidae, am Fall vu beispillsweis grousse landwirtschaftleche Schied oder enger Iwwerpopulatioun, zäitlech a raimlech limitéiert och solle gejot duerfe ginn – dëst am Sënn vun engem naturschutzrechtleche Wëlddéiere-Management, an net ënnert dem normale Juegdrecht?

3. Wéi stellt d'Regierung sécher, datt Bierger net op eege Fauscht géint d'Problemer vun enger Iwwerpopulatioun – an déi domat verbonne Schied un der Landwirtschaft souwéi d'Verschmotzung an de Stied – virginn an dobäi op illegal an dacks déiereschutzwiddreg Mëttel zeréckgräifen, fir d'Vullen ëmzebréngen?

Réponse (02/10/2025) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. Am Joer 2023 goufen 119.068,36 EUR betreffend Schued vu Kueben u landwirtschaftleche Kulturen ausbezuelt an am Joer 2024 waren et 125.971,12 EUR.

ad 2. Momentan gëtt et keng esou Iwwerleeungen.

ad 3. Am Fall vun illegalen Interventioune ginn déi rechtlech Mëttel, déi zur Verfügung stinn, agesat.

Impact de l'intelligence artificielle sur le marché du travail | Question **2794** (20/08/2025) de **M. Jeff Engelen** | **M. Fred Keup** (ADR)

Bei enger Holding-Gesellschaft um Kierchbierg ass et zur Entloossung vun 115 Mataarbechter komm. Als offiziell Begrënnung gouf eng intern Ëmstrukturéierung an den Ausbau vum Asaz vu Kënschtlecher Intelligenz ugefouert. Och wann aner, net genannte Facteuren eng Roll gespillt kéinten hunn, ass et eises Wëssens déi éischte Kéier, datt zu Lëtzebuerg d'Kënschtlech Intelligenz explizitt als Grond fir Entloossunge genannt gëtt.

Zanter Jore kritt een ze héieren, d'Kënschtlech Intelligenz géif no an no mënschlech Aarbechtsplazen ersetzen. Haut schéngt dës Prognos scho Realitéit ze sinn.

An deem Kontext hu mir follgend Froen un d'Regierung:

1. Wéi gedenkt d'Regierung, op dës Entwécklung ze reagéieren?

2. Sinn der Regierung nach aner Fäll hei am Land bekannt, bei deenen Entloossunge mam Asaz vu Kënschtlecher Intelligenz begrënnt goufen? Wa jo, wéi vill an a wéi enge Beräicher?

3. Ass d'Regierung der Meenung, datt dee bestoende sozialen Dialog (Betribsréit, Gewerkschaften, Tripartitt) op dës nei Erausfuerderung virbereet ass?

4. Ass sech d'Regierung bewosst, datt duerch dës Entwécklung de Chômage-Taux massiv an d'Luucht goe kéint?

5. Ass d'Regierung bereet, e legale Kader fir den Asaz vu Kënschtlecher Intelligenz um Aarbechtsmaart ze schafen, inklusiv engem spezifesche Schutz fir d'Salariéen? Wann net, wéi eng Grënn schwätzen dogéint?

6. Op LinkedIn kann ee liesen: „Es ist nicht die KI, die deinen Job übernehmen wird, sondern jemand, der weiß, wie man KI nutzt!" Wéi steet d'Regierung zur Iwwerleeung, datt dat intelligent Notze vu KI zu engem wichtege Bestanddeel vun eise Schoulprogrammer misst ginn, fir d'Schüler optimal op den Aarbechtsmaart virzebereeden?

7. Gëtt et an deem Kontext scho konkreet Initiative vum Schoulministère?

Réponse (29/09/2025) de **M. Georges Mischo,** Ministre du Travail | **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Déi lëtzebuergesch Wirtschaft ass staark op Secteuren ausgeriicht, déi d'KI kënnen asetzen, wéi zum Beispill de Finanzsecteur oder de Secteur vun de Servicer.

Dëst ass ee vun de Grënn wisou am Kader vum Koalitiounsaccord 2023–2028 d'Regierung sech verflicht huet, d'Innovatioun ze fërderen, fir datt Lëtzebuerg un der Spëtzt vun den neien Technologien an der Digitaliséierung bleift, ouni awer de Mënsch an deem ganze Prozess ze vergiessen.

An dësem Kontext stinn Donnéeën, d'KI an déi quantentechnologesch Entwécklungen am Mëttelpunkt vun de Prioritéiten, déi Lëtzebuerg sech am Kader vu senge Strategien „Accelerating digital sovereignty 2030" gesat huet. D'Zil ass et, fir d'Wirtschaft weider ze stäerken, d'Liewensqualitéit vun de Bierger ze verbesseren, déi digital an technologesch Souveränitéit ze stäerken, de Leit hir digital Kompetenzen ze stäerken an zur digitaler Souveränitéit vu Lëtzebuerg an der Europäescher Unioun bäizedroen. An dësem Kader ass ausserdeem e Projet phare am Beräich Skills geplangt. Dës Initiativ viséiert ënnert anerem:

– Den aktuellen an zukünftege Kompetenzbedarf mat Hëllef vun der KI ze ermëttelen, fir Mängel ze identifizéieren an d'Bierger a Beruffer ze orientéieren.
– D'Weiderbildung an d'Ëmschoulung ze ënnerstëtzen, andeems d'Formatiounsofferen op d'Nofro um Aarbechtsmaart ugepasst ginn.
– Eng evidenzbaséiert Politickgestaltung duerch dynamesch, KI-verstäerkt Aarbechtsmaartdonnéeën ze erméiglechen.

Den erwaarten Afloss op d'Aarbechtswelt ass am grousse Ganze positiv, well déi grouss Majoritéit vun de Beruffer erwaart, mat der KI zesummenzeschaffen, amplaz einfach duerch si ersat ze ginn. Dëst stellt eng Chance fir Lëtzebuerg duer, mee gläichzäiteg och eng Erausfuerderung. Fir dës Chance kënnen ze ergräifen, ass et wichteg, d'Aarbechtskräften drop virzebereeden, mat der KI ze schaffen an sech deenen neien Zäiten unzepassen.

De Gesetzesprojet N° 8476 vum Staatsministère vum 23.12.2024 ergänzt den AI-Act duerch déi néideg national Bestëmmungen, am besonneschen d'Designatioun vun den zoustännegen nationalen Autoritéiten, déi fir d'Ëmsetzung an d'Iwwerwaachung vum Reglement zoustänneg sinn. Lëtzebuerg ass domat dat éischt Land, wat e Gesetzesprojet fir d'national Ëmsetzung vum AI-Act agereecht huet.

D'Ziler vum AI-Act si follgend:

– sécherzestellen, datt d'KI-Systemer, déi um Bannemaart vun der Unioun op de Marché kommen oder agesat ginn, sécher sinn a mat der Gesetzgeebung am Beräich vun de Grondrechter an de Wäerter vun der Unioun am Aklang stinn;
– juristesch Sécherheet ze garantéieren, fir Investissementer an Innovatioun am Beräich vun der KI ze erliichteren;
– d'Gouvernance an d'effikass Ëmsetzung vun der besteeënder Gesetzgeebung am Beräich vun de Grondrechter an de Sécherheetsfuerderungen, déi op KI-Systemer uwennbar sinn, ze stäerken;
– d'Entwécklung vun engem Bannemaart fir legal, sécher a vertrauenswierdeg KI-Applikatiounen ze erliichteren an eng Fragmentatioun vum Marché ze verhënneren.

D'ITM gouf als Autoritéit genannt, fir Informatioune vun de Betriber ze froen, déi am Zesummenhang mat KI-Systemer ze dinn hunn, an dës Informatiounen un déi zoustänneg Maartiwwerwaachungsautoritéit weiderzeginn.

D'Regierung ass sech natierlech och bewosst, datt de séieren Entwécklungsvirstouss vun der Kënschtlecher Intelligenz Froen opwerft, wat hiren Impakt op d'Beschäftegung an d'Aarbechtslosegkeet ugeet.

Insgesamt ass et der Regierung dofir ganz wichteg, dass d'Salariéen duerch déi Ännerungen an der Aarbechtswelt, déi eeben och besonnesch duerch d'Kënschtlech Intelligenz kommen, begleet ginn. An deem Sënn ass et wichteg, d'Gesetz vum 19. Juni vun dësem Joer betreffend de sougenannte „Skills-Plang" ze erwänen, wat verschidde Finanzéierungsméiglechkeete fir Betriber virgesäit, déi an d'Kompetenze vun hire Salariéen investéiere wëllen, déi duerch staark Ännerungen an der Aarbechtswelt betraff sinn.

Dëst Gesetz verfollegt 3 Haaptziler: d'Kompetenze vun de Salariéë stäerken, andeems se un d'Ännerunge vun der Technologie (also och KI) ugepasst ginn, d'Kompetitivitéit vun de Betriber stäerken, déi staark duerch esou Ännerunge betraff sinn, an och fir preventiv géint de Chômage virzegoen.

Dat Gesetz ass natierlech keng honnertprozenteg Garantie fir de Salarié, eng Kënnegung wéinst enger Ëmstrukturatioun vum Betrib ze vermeiden, mee et erméiglecht de Betriber, hir Leit besser op Ännerungen an hirem Beruff virzebereede respektiv och ëmzeschoulen, fir dass déi Leit och weiderhi kënne vum Betrib beschäftegt ginn an esou hir Aarbechtsplaz net verléieren.

Wichteg ass och ze ernimmen, datt am Kader vum europäesche „Plan de résilience" en neit Format u Formatiounen, d'Skillsbridges, zanter September 2024 ugebuede gëtt, dëst ënner der Responsabilitéit vum MENJE. Hei ginn an de CNFPCen (Centre national de formation professionnelle continue) ënnert der Responsabilitéit vum MENJE, och Formatiounen ugebueden, déi sech ganz spezifesch mat der Integratioun vun der KI op der Aarbechtsplaz befaassen.

ad 2. Aktuell gëtt et dozou keng empiresch Donnéeën, déi op eng massiv Hausse vun der Aarbechtslosegkeet duerch KI hindeiten. Déi spezifesch Struktur vum lëtzebuergeschen Aarbechtsmarché – gepräägt vun enger héijer Proportioun u qualifizéierten Aarbechtsposten an am Déngschtleeschtungssecteur – léisst d'Erwaardung opkommen, datt KI éischter eng Transformatioun vun de gefrote Kompetenze bewierkt, amplaz e massiivt Ofschafe vu Posten. Ënnert anerem weisen 2 Etüden – The Economic Opportunity of Generative AI in Luxembourg, gemaach vum Implement Consulting Group a publizéiert am Juni 2024, an d'Survey results: Perspectives on AI and Generative AI in industry vun der FEDIL aus dem Juni 2025 –, datt nëmmen e klenge Prozentsaz vun de Posten direkt ersat kéinte ginn, wärend eng Majoritéit vun de Posten transforméiert a mat AI wäerten zesummeschaffen.

Den Aarbechtsministère ass aktuell iwwert keen anere Fall ewéi dee vun der Firma Byborg informéiert.

Laut Sozialplang vu Byborg Entreprises géifen allgemeng 115 Aarbechtsplazen ofgebaut ginn. Et sief awer gesot, dass et net méiglech ass ze chiffréieren, wéi vill Plazen hei konkreet duerch d'KI ofgeschaaft gi respektiv ersat ginn.

ad 3. Jo, d'Regierung ass der Meenung, datt déi néideg Gremien an Outile bestinn, fir dee wichtegen Dossier ze beschwätzen a Lëtzebuerg adäquat op d'Zukunft kënne virzebereeden.

ad 4. D'Regierung ass sech bewosst, datt de séieren Entwécklungsvirstouss vun der Kënschtlecher Intelligenz (KI) Froen opwerft, wat hiren Impakt op d'Beschäftegung an d'Aarbechtslosegkeet ugeet.

An dëser Phas gëtt et keng empiresch Donnéeën, déi op eng massiv Hausse vun der Aarbechtslosegkeet duerch KI hindeiten. Déi spezifesch Struktur vum lëtzebuergeschen Aarbechtsmarché – gepräägt vun enger héijer Proportioun u qualifizéierten Aarbechtsposten an am Déngschtleeschtungssecteur – léisst d'Erwaardung opkommen, datt KI éischter eng Transformatioun vun de gefrote Kompetenze bewierkt, amplaz e massiivt Ofschafe vu Posten. Eng Etüd, publizéiert am Juni 2024 – The Economic Opportunity of Generative AI in Luxembourg, gemaach vum Implement Consulting Group – weist, datt just ronn 6 % vun de Posten direkt ersat kéinte ginn, wärend 72 % transforméiert ginn an 22 % wéineg betraff wieren.

Fir d'Aarbechtsichend an d'Aarbechtnehmer an dëser Entwécklung ze begleeden, ass d'ADEM scho mobiliséiert:

– Weiderbildung a Beruffsëmschoulung gi gestäerkt;
– Bedierfnisser un digitale Kompetenzen anticipéieren: an enger Zäit wou d'KI d'Aarbechtsplazen transforméiert, gëtt d'Beherrschung vun digitalen Instrumenter essenziell fir all Salarié. D'ADEM huet e Zoom iwwer déi rezent Tendenzen an der IT veröffentlecht, deen den Aarbechtssichenden an de Salariéen et erméiglecht, sech iwwert déi aktuell gefroten digital Kompetenzen informéiert ze halen. Zousätzlech integréiert d'ADEM d'Auswierkunge vun der Kënschtlecher Intelligenz op d'Beschäftegung aktiv an d'Formatiounsofferen. D'Offer vu professionelle Formatiounen, déi vun der ADEM fir d'Joren 2025 an 2026 proposéiert ginn, sinn op zwee Niveauen opgebaut:

• Allgemeng (Ufängerniveau): Dës Formatiounen enthalen Aféierungsmodullen an d'Kënschtlech Intelligenz, mat dem Fokus op hiren Asaz an alldeeglechen Aufgabegebitter. D'Zil ass, d'Participantë fir d'Chancen an Erausfuerderunge vun der KI ze sensibiliséieren an hinnen dat weesentlecht Basiswëssen ze vermëttelen, adaptéiert un de Kontext vun all Formatioun.
• Spezialiséiert (Zwëschen-/Fortgeschratt-Niveau): Ënner anerem gi komplett Programmer ugebuede fir strateegesch Beräicher, déi technesch Kompetenzen am Detail vermëttelen, wéi: Data & KI, IT & Cloud, Webentwécklung a Low-/No-Code-Léisungen.

Eng Rei Partnerschafte besti schonn oder sinn amgaangen ze entstoen, an nei Formatioune fir 2026 sinn amgaangen, fir KI-Modullen dauerhaft ze integréieren.

D'ADEM proposéiert notamment och Formatiounen „digital Grondkompetenzen", déi Moduller iwwert d'Digitalisatioun an hire Lien mat der KI integréieren. Zousätzlech gëtt et sektoriell Formatiounen an zentrale Beräicher, déi direkt vun der Digitaliséierung betraff sinn.

D'Partner vun der ADEM completéieren dës Offer mat Gratisformatiounen, déi fir Aarbechtssichender zougänglech sinn, ënner anerem MOOC „Elements of AI", proposéiert vum Competence Centre vun der Universitéit Lëtzebuerg (ULCC). Dësen E-Learning Module erlaabt, d'Fundamenter vun der KI ze léieren an hir Haaptuwendungen ze entdecken. D'Editioun 2025 war e groussen Erfolleg, mat enger Promotiounsaktioun vun der ADEM, déi bal 18.000 Aarbechtssichender, déi am Januar 2025 ageschriwwe waren, erreecht huet.

An dësem Kontext spillt den Digital Learning Hub (DLH), deen ënnert der Responsabilitéit vum MENJE steet, eng wichteg Roll bei der Ëmsetzung vun der nationaler Strategie am Beräich vun den digitale Kompetenzen. Och an den nationale Strategië vun der Kënschtlecher Intelligenz an de Donnéeë gëtt den DLH als Schlëssel-Acteur genannt.

Modulär zertifizéiert Formatiounen a ville Beräicher vun der Informatik, wéi z. B. KI, Data Science, Governance an Dateschutz, ginn ugebuede fir all interesséierten Erwuessenen an och an Zesummenaarbecht mat der ADEM – dëst fir Leit, déi eng Aarbecht sichen.

Eleng am Joer 2025 betreffen 231 vun deene 674 Formatioune mat iwwer 2.000 Aschreiwunge bis elo de Beräich vun der KI.

Fir dem ëmmer méi grousse Besoin u Fachleit gerecht ze ginn, wäert den DLH ugangs 2026 eng „AI Academy" lancéiere mat zwou Spezialiséierungen: Machine Learning an Data Sciences. Dës Programmer zilen drop of, Spezialisten auszebilden, déi capabel sinn, KI-Systemer an ënnerschiddleche Secteure vun der Lëtzebuerger Wirtschaft ze entwéckelen, ëmzesetzen an ze geréieren.

Vergiesse mer net „42 Luxembourg", déi Erwuessenen ouni Prerequis et an enger innovativer pedagogescher Demarche erlaabt, sech digital Kompetenzen unzëeegnen.

Als weidere Schlëssel-Acteur bitt de CNFPC Weiderbildungen am Beräich vun der KI un. D'Zil ass et, Salariéen, Demandeurs d'emploi an Entreprisë mat den néidege Kompetenzen auszestatten, fir den neien Erausfuerderunge vum „Future of work" gerecht ze ginn.

Hei sollten d'Skillsbridges „Formatiounen am Beräich vun der KI fir administratiivt Personal" ervirgehuewe ginn, déi sech op déi praktesch Uwendung vun der neier Technologie konzentréieren.

De CNFPC bitt och all seng weider KI-Formatioune ganz praxisorientéiert un an d'Reussite vun der Formatioun ass un d'Reussite vun engem Projet um Terrain gebonnen.

Wann déi éischt Formatioun sech un dat administratiivt Personal adresséiert huet, sou sinn elo weider KI-Formatioune fir verschidde Publicken ausgeschafft ginn: KI fir Entscheedungsträger (fir d'Potenzial vun der KI an der strateegescher Entwécklung vun der Organisatioun ze verstoen), Green IT and AI (Formatiounen, déi ëmweltbewosst Aspekter fir eng responsabel Notzung vun der Technologie fërderen) a Formations sur mesure, déi dem jeeweilege Betrib eng moossgeschneidert Formatioun ubidden, déi senge Besoine gerecht gëtt. Hei kann de Formateur no enger detailléierter Analys mam Betrib op d'Plaz goen, fir d'Salariéen ze forméieren.

All dës Formatiounen adresséieren sech net nëmmen u Betriber, Salariéen an Demandeurs d'emploi, mee och u Ministèren, Administratiounen an Associatiounen.

An engem Kontext vu séierer Transformatioun vum Aarbechtsmaart an der rapider Verbreedung vun der KI an alle Secteuren, verstäerkt d'ADEM hir Efforten – si adaptéiert a beräichert hir Formatiounsoffer fir Aarbechtssichender. D'Zesummenaarbecht mat de Partner bleift zentral, fir nei Formatiounen an déi opstriewend Beruffer an der digitaler Transformatioun an an der KI, wéi Prompt Engineer, AI Ethics Officer oder Data Architect, ze entwéckelen.

Fir d'Entreprisen an Aarbechtnehmer an dëser Transitioun ze ënnerstëtzen:

De Skills-Plang (Plan de gestion prévisionnelle de l'emploi et des compétences) ass eng nei finanziell Hëllef, etabléiert vum Aarbechtsminister an der ADEM am Kader vum Gesetz vum 19. Juni 2025.

Dësen Dispositif huet d'Zil, Entreprisen an hir Salariéen an den déifgräifende wirtschaftlechen, technologeschen an organisatoreschen Transformatiounen ze begleeden, déi den Aarbechtsmarché redefinéieren. Hie mécht et den Entreprisë méiglech, d'Beruffer vun der Zukunft ze identifizéieren, déi néideg Kompetenze kuerz-, mëttel- a laangfristeg ze definéieren, an eng adaptéiert Formatiounsstrategie ëmzesetzen. Genee gesot hëlleft de Skills-Plang Entreprisë bei der Identifikatioun vun zukünftege Kompetenzen, beim Strukturéiere vum Formatiounsplang fir hir Mataarbechter an der effizienter Implementatioun vun dësen Aktiounen. Hie stellt eng pragmatesch, fokusséiert Äntwert op déi séier Entwécklung vun der KI duer, déi d'Produktioun, d'Servicer an d'Aarbechtsorganisatioun transforméiert. Andeems een de Salariéen d'Méiglechkeet gëtt, sech digital Kompetenzen unzëeegnen an d'Instrumenter vun der KI ze beherrschen, erlaabt dësen Dispositif den Ecart tëscht der technescher Evolutioun an de Qualifikatiounen, déi um Aarbechtsmaart ze fanne sinn, ze reduzéieren.

D'Regierung gesäit d'KI net nëmmen als Erausfuerderung, mee och als Deel vun enger Chance, d'Wirtschaftskompetitivitéit ze stäerken an d'Qualitéit vun der Beschäftegung ze verbesseren, amplaz si als Ursaach vun enger massiver an automatescher Hausse vun der Aarbechtslosegkeet ze gesinn.

Am Kader vum Flagship AI, Deel vun der AI Strategy vun der Regierung, wäert en interministeriellen Aarbechtsgrupp zesumme mat concernéierten Acteuren un engem Projet schaffen, fir d'Donnéeën iwwert d'Kompetenzen, déi eisen Aarbechtsmaart brauch, ze verbesseren. Dat laangfristegt Zil ass et, all deene Leit en Outil zur Verfügung ze stellen, mat deem si kënne besser erausfannen, wat si brauchen, fir sech gutt an der „neier" Aarbechtswelt erëmzefannen, sech weiderzebilden an och Formatiounen ze fannen, déi hinnen dobäi kënne weiderhëllefen.

ad 5. E generelle legale Kader betreffend KI op der Aarbechtsplaz, souwéi och e spezifesche Schutz fir Aarbechter, ass den Ament net virgesinn.

Wat awer kloer ass, ass, dass d'Salariéë bei der Weiderentwécklung vun hire Kompetenzen ënnerstëtzt musse ginn, fir se an hirem Beruff par rapport zu de Verännerungen, déi d'KI mat sech bréngt, ze stäerken an hinnen den Iwwergank op nei Beruffer ze erliichteren.

Zu dëse Kompetenze gehéieren eng staark Basis am Digitalen, elementar Kenntnisser an der KI, gutt analytesch Kompetenzen (kritescht Denken a Problemléisung) souwéi sozial Fäegkeeten (Kreativitéit, Kommunikatioun asw.).

Zesumme mat der ADEM goufe verschidden Initiativen ëmgesat, fir den Auswierkunge vun der KI an den technologeschen Entwécklungen um lëtzebuergeschen Aarbechtsmarché virzegräifen.

Op Basis vun den Erfarunge vum Pilotprojet „Luxembourg Digital Skills Bridge" gouf de Gesetzesprojet „Skills-Plang" ausgeschafft, deen dorop ausgeriicht ass, de Verännerungen um Aarbechtsmarché virzegräifen.

Dëst Gesetz vum 19. Juni 2025 erméiglecht et de Betriber, vun enger Begleedung ze profitéieren, fir hire Bedarf u Kompetenzen ze analyséieren an ze plangen; spezifesch Formatiounspläng fir hir Salariéë virzegesinn an eng Finanzéierung vum Staat ze kréien, fir dës Efforten ze ënnerstëtzen.

Parallell dozou huet d'ADEM e Service „Salariés" geschaf, deen et duerch geziilten „Upskilling"- a „Reskilling"-Moossnamen erméiglecht, dem Chômage präventiv entgéintzewierken. Dëse Service bitt de Salariéen eng personaliséiert Begleedung un, déi et hinne méi einfach mécht, sech un déi technologesch Verännerungen unzepassen.

Zousätzlech dozou sinn aner Sensibiliséierungs- a Formatiounsinitiative wichteg am aktuelle Kontext vun der digitaler Transformatioun, besonnesch am Beräich vun der KI. Sou dréit de gratis Zougang zum MOOC (Massive Open Online Course) „Elements of AI", dee vun der Universitéit Lëtzebuerg Competence Centre (ULCC) ugebuede gëtt, souwéi d'Ressourcen, déi iwwer den Digital Learning Hub (DLH) ugebuede ginn, dozou bäi, d'digital Kompetenze vun de Leit, déi eng Aarbecht sichen, de Salariéen an de Bierger ze stäerken. Dës Efforten, déi a Partnerschaft mat private wéi och ëffentlechen Acteuren a mat der ADEM realiséiert ginn, si wichteg, fir laangfristeg um Aarbechtsmarché kënnen ze bleiwen an d'digital Transformatioun zu Lëtzebuerg ze ënnerstëtzen.

D'Aféierung vun neien Technologien an d'Entwécklung vun der KI hunn och en Afloss op d'Aarbechtskonditiounen, an d'Reegelung vun dësen

Aarbechtskonditioune muss, wann néideg, dorop ugepasst ginn.

Fir op eng Aarbechtswelt am staarke Wandel kënnen ze reagéieren, féiert den Aarbechtsministère ënner anerem eng Reform vun der ITM duerch. Nieft hirer Kontroll- an Inspektiounsaufgab gëtt d'Roll vun der ITM als Präventiouns- a Begleedungsinstanz fir d'Entreprisë gestäerkt.

Fir d'Entwécklung vun enger mënschen- a vertrauenswierdeger KI ze ënnerstëtzen, déi eiser Gesellschaft an eiser Ekonomie déngt a gläichzäiteg och hëlleft, potenziell Geforen anzeschränken, ass e Reglement iwwert KI (AI-Act) op europäeschem Niveau ugeholl ginn.

D'Bestëmmunge vum AI-Act gesinn ënner anerem vir, datt eng Rei vu KI-Systemer, déi am Kontext vun der Aarbechtswelt agesat ginn, als Héichrisiko-Systemer klassifizéiert kënne ginn. Dëst betrëfft ënner anerem d'KI-Systemer, déi fir de Recrutement, d'Bewäertung vun de Salariéen oder fir d'Gestioun vum Personal agesat ginn.

Dës Bestëmmunge gesinn och vir, datt séchergestallt muss ginn, datt d'Rechter vun de Salariéë respektéiert ginn, datt keng Diskriminatioun entsteet an datt d'Sécherheet a Gesondheet op der Aarbecht garantéiert bleift.

D'ITM gouf als Autoritéit genannt, fir Informatioune vun de Betriber ze froen, déi am Zesummenhang mat KI-Systemer ze dinn hunn, an dës Informatiounen un déi zoustänneg Maartiwwerwaachungsautoritéit weiderzeginn.

Der ITM hir Kontrollaktivitéite bezéien sech virun allem op de Beräich Sécherheet a Gesondheet op der Aarbecht, wou d'Integratioun vun Héichrisiko-Systemer an den Aarbechtsprozesser eng besonnesch Iwwerwaachung verlaangt, souwéi op d'Aspekter vum Gläichbehandlungsrecht vun de Salariéen.

D'ITM wäert zousätzlech eng präventiv a pedagogesch Roll iwwerhuelen, andeem si d'Betriber an d'Salariéen iwwer hir Obligatiounen a Rechter, déi sech aus dem AI-Act erginn, sensibiliséiert. Déi nei Technologië sollen am Aklang mam Aarbechtsrecht an am Respekt vun de fundamentale Rechter ugewant kënne ginn.

Bleift nach ze erwänen, datt d'Direktiv iwwer d'Plattformaarbecht och en neie rechtleche Kader etabléiert fir d'Persounen, déi fir Betriber schaffen, wou d'Aarbecht iwwer Plattformen organiséiert gëtt.

D'Haaptzil vun dëser Direktiv ass et, d'Beschäftegungskonditiounen ze stäerken, eng falsch Klassifikatioun vum Beschäftegungsstatut ze verhënneren an den Asaz vun Algorithmen a Systemer vun der automatiséierter Iwwerwaachung ze reguléieren.

Am Kontext vun der Plattformaarbecht ass et net ongewéinlech, datt Decisiounen iwwer d'Zoudeelung vun den Aufgaben, d'Bestëmmung vun de Paien, d'Evaluatioun vun der Leeschtung oder d'Iwwerwaachung vun de Salariéen iwwer algorithmesch Systemer geholl ginn. Dës Systemer baséieren dacks op Technike vun der KI.

D'ITM wäert och hei eng zentral Roll an der Ëmsetzung vun dëser Direktiv spillen. Si wäert zoustänneg ginn, fir de Beschäftegungsstatut am Kader vun der Plattformaarbecht ze iwwerwaachen an, wou noutwendeg, festzestellen, ob eng presuméiert Aarbechtsbezéiung am Sënn vum nationale Recht virläit. Si huet weiderhin d'Aufgab, d'Entreprisen op hir Obligatiounen am Zesummenhang mat der Notzung vun Algorithmen hinzeweisen, a souwuel d'Salariéë wéi och d'Plattformen iwwert hir Rechter a Pflichten ze informéieren.

ad 6. D'Regierung deelt d'Analys, datt eng intelligent a kritesch Notzung vu KI zu engem ëmmer méi wichtege Facteur gëtt – net nëmmen um Aarbechtsmaart, mee och fir d'Participatioun un eiser Gesellschaft am Allgemengen. Fir d'Schoul gëtt an deem Sënn eng national Strategie mat klore Guidelines an de kommende Woche breet diskutéiert; d'Verankerung an de Schoulprogrammer ass en Deel dovunner. D'Zil ass et dobäi net, d'KI ëm jiddwer Präis an d'Klassenzëmmer ze bréngen, mee datt d'Schüler an d'Schülerinne léieren, mat a virun allem och ouni KI ze denken. Doduerch gëtt verhënnert, datt si ëmmer méi kognitiv Prozesser un d'Maschinn delegéieren a gläichzäiteg gi kritescht Denken, Kreativitéit a Kollaboratioun gestäerkt.

An der Schoul gëllt dofir: léieren ouni KI, iwwer KI, mat KI. Esou gi Schüler net nëmme befäegt, d'Tools ze notzen, mee och ze verstoen, wou hir Limitte leien a wéi een se verantwortlech asetzt. Dat ass déi bescht Preparatioun op en Aarbechtsmaart, wou d'KI eng ëmmer méi grouss Roll spillt, ouni datt d'Mënschlechkeet, d'Kreativitéit an de kritesche Geescht verluer ginn.

Ervirzestäichen ass och nach de Flagship AI „A sovereign AI chatbot for education", Deel vun der AI Strategy, fir eng multidimensional Datebase mat alle Curricula vum Lëtzebuerger Schoulsystem ze schafen, gekoppelt un eng intelligent Sichfunktioun.

ad 7. De MENJE leet an de kommende Wochen e Strategiepabeier vir, deen zesumme mat allen Acteuren am Bildungswiesen – Enseignanten, Direktiounen, Schüler- an Elterevertriedungen, Gewerkschaften – breet diskutéiert gëtt. Dëse partizipative Prozess soll garantéieren, datt d'Orientatiounen net nëmme politesch festgehale ginn, mee och am Schoulalldag drobar an ëmsetzbar sinn.

Nomination du conseil d'administration de la Coque | Question **2796** (20/08/2025) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Laut groussherzoglechem Reglement vum 23. Juli 2020 sinn, ënner der Berécksiichtegung vun den Dispositioune vum ofgeännerte Gesetz vum 29. Juli 2000 iwwert d'Organisatioun vum nationale Sport- a Kulturzenter, och nach Coque genannt, no 5 Joer op den Dag vum 31. Juli 2025, d'Mandater vun de Membere vum Verwaltungsrot vun der Coque ofgelaf.

Laut engem Artikel vum 1. August 2025 an enger Lëtzebuerger Dageszeitung huet de Regierungsrot no laangem Hin an Hier schlussendlech eng nei Besetzung vum Verwaltungsrot vun der Coque ugeholl, wat dann och op Basis vum groussherzogleche Reglement vum 29. Juli 2025, publizéiert den 1. August 2025, en „bonne et due forme" gemaach ginn ass.

Bezüglech dem Ernennungsprozess vum neie Verwaltungsrot vun der Coque an den ëffentlechen Aussoe vum Minister doriwwer stellen sech eng Rei Froen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Sport dës Froe stellen:

1. Stëmmt et, dass de Regierungsrot, esou ewéi et am Zeitungsartikel steet, d'Propositioune vum Sportminister 2-mol verworf huet?

2. Stëmmt et, dass absënns d'Propositioun vum Minister, wat de Poste vum Präsident ubelaangt, verworf ginn ass, obschonn dëse laut Aussoe vum Minister am besoten Zeitungsartikel déi néideg Erfarung huet?

3. Kann de Minister bestätegen, dass virun allem d'Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten heibäi hir Bedenken hat? Wa jo, wat fir Bedenke waren dat?

4. Laut de Bestëmmunge vum virdru genannte Gesetz muss eng vun den 9 Persounen aus dem Verwaltungsrot Kompetenzen am Beräich vun der Verwaltung vu Betriber hunn. Et stellt sech elo eraus, dass den neie Präsident dës Roll mat soll iwwerhuelen. Wat qualifizéiert de fréieren Diplomat, fir dës Funktioun ze iwwerhuelen?

5. Am besoten Zeitungsinterview sot de Sportminister wuertwiertlech: „Der Verwaltungsrat ist so aufgestellt, dass er gut funktionieren kann. Viele Leute haben im Sport ihr Zuhause. Es ist ein tolles Team, das nicht aus einfachen Kopfnickern besteht. Das möchte ich unterstreichen."
– Huet de Sportminister sech heimadder op de viregte Verwaltungsrot bezunn an seng Memberen domadder pauschal als „einfache Kopfnicker" bezeechent?
– Wéi kënnt de Sportminister zum Urteel, dass am viregte Verwaltungsrot lauter „einfache Kopfnicker" waren, obwuel d'Reunioune vum Verwaltungsrot net ëffentlech sinn?
Ass sech de Sportminister bewosst, dass en domadder och déi 2 Membere vum fréiere Verwaltungsrot, dorënner och säin ursprünglech proposéierte Präsident, ofgestempelt huet, deenen hiert Mandat erneiert ginn ass – an domadder, no den Aussoe vum Minister, 2 vun 9 Membere vum neie Verwaltungsrot weiderhin „einfache Kopfnicker" sinn?
Mengt de Sportminister, dass dës Aussoen opportun gewiescht waren?

Réponse (02/10/2025) de **M. Georges Mischo,** Ministre des Sports

ad 1. Nee. D'Propositioun vum Sportminister stoung de 24. Juli um Ordre du jour vum Regierungsrot.

ad 2. Et gëtt op d'Äntwert op d'Fro 1 verwisen.

ad 3. Et gëtt op d'Äntwert op d'Fro 1 verwisen

ad 4. D'ofgeännert Gesetz vum 29. Juli 2000 iwwert Organisatioun vum nationale Sport- a Kulturzentrum gesäit engersäits vir, dass ee vun de Membere vum Verwaltungsrot erausgesicht gëtt opgrond vun senge Kompetenzen am Beräich vun der Verwaltung vu Betriber. Dat selwecht Gesetz gesäit dann och vir, dass de Regierungsrot de President an de Vizepresident bestëmmt. Dës zwou Bestëmmunge schléissen sech net géigesäiteg aus. De Regierungsrot huet d'Ausbildung esouwéi déi jorelaang Erfarung an der Gestioun vu Betriber vun der betraffener Persoun als zoutreffend ugesinn, fir dëser Kompetenz gerecht ze ginn.

ad 5.
– Neen, dës Ausso war eng einfach Feststellung, déi net op viregt Membere bezu war.

– Opgrond vun der Äntwert zum éischte Punkt vun dëser Fro, sinn déi weider Froen hifälleg.

Obésité chez les enfants | Question **2799** (20/08/2025) de **M. Sven Clement** (Piraten)

An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 1406 vum 28. November 2024 huet d'Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet wichteg Informatiounen iwwer d'Obesitéitssituatioun zu Lëtzebuerg geliwwert. Besonnesch alarmant ass d'Tatsaach, datt den Undeel vun Iwwergewiicht/Obesitéit bei Jugendlechen tëschent 11–18 Joer vu 14 % am Joer 2006 op 21 % am Joer 2022 geklommen ass, an datt et eng staark Korrelatioun mat dem sozioekonomeschen Niveau gëtt.

Wärend d'Zuele fir Kanner tëschent 4–12 Joer relativ stabill bliwwe sinn (ëm 13–14 %), besteet d'Gefor, datt d'Basis fir Iwwergewiicht schonn an der fréier Kandheet geluecht gëtt. Wichteg an deem Kontext ass, dass Fettzelle bei iwwergewiichtege Kanner dacks schonn an der Kandheet vill méi staark geklomme si wéi bei Kanner mat engem normale Gewiicht, wat dofir suergt, dass dës e vill méi héije Risiko hunn, och als erwuesse Persoun iwwergewiichteg ze bleiwen, well d'Fettzellen ee Liewe laang am Kierper bleiwen an och duerch eng Diät net manner ginn. An dësem Kontext spillen dowéinst och Liewensmëttel, déi speziell fir Puppelcher a kleng respektiv jonk Kanner entwéckelt an ugebuede ginn, eng wichteg Roll.

Vill industriell Produkter, wéi zum Beispill d'Uebstgliesercher fir Bëbeeën oder speziell Desserten, Snacken oder aner Liewensmëttel fir kleng respektiv jonk Kanner enthalen typescherweis héich Zockerquantitéiten, och wann se als „natierlech", „gesond" oder als gudde Pausesnack vermaart ginn. Dëst fréit Gewinnen un de séisse Goût kann d'Geschmacksvirléiften an d'Alimentatiounsverhalen op laang Sicht ganz staark beaflossen, well dëse besonnesch staark an den éischten zwee Liewensjore vun engem Kand gepräägt gëtt.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Landwirtschaft, Ernärung a Wäibau dës Froe stellen:

1. Gëtt et spezifesch Donnéeën iwwer Iwwergewiicht/Obesitéit bei Kanner ënner 4 Joer zu Lëtzebuerg? Wéi ginn dës Donnéeën erhuewen an iwwerwaacht, a wéi entwéckelt sech d'Situatioun an dëser Altersgrupp?

2. Wéi eng national an europäesch Reguléierunge ginn zu Lëtzebuerg applizéiert, fir d'Zesummesetzung vun industriell hiergestallte Liewensmëttel fir Puppelcher a kleng Kanner ze kontrolléieren? Gëtt et spezifesch Limitte fir den Zocker-, Salz- a Fettgehalt an dëse Produkter?

3. Wéi héich ass den duerchschnëttlechen Zockergehalt an de meescht verkaaften industriell hiergestallte Produite fir Puppelcher wéi zum Beispill Gliesercher mat Uebstbräi respektiv a Liewensmëttel, déi spezifesch kleng respektiv jonk Kanner sollen uspriechen? Gëtt et eng Iwwerwaachung vum Zockergehalt an dëse Produkter?

4. Wéi ginn dës Produiten zu Lëtzebuerg kontrolléiert? Gëtt et reegelméisseg Analyse vum Zockergehalt an aneren Närstoffer an dëse Produkter? Wéi eng Sanctiounen existéieren, wann d'Produkter net de Reglementatiounen entspriechen?

5. Ass d'Ministesch der Meenung, dass d'Etikettéierung vun dëse Produkter, wat den Zockergehalt ugeet, transparent genuch gestallt ass, fir op een héijen Zockergehalt opmierksam ze maachen? Ginn d'Eltere genuch iwwer d'Auswierkunge vum héijen Zockergehalt op d'Gesondheet vun hire Kanner informéiert?

6. Gëtt et spezifesch Campagnen oder Informatiounsinitiativen, fir Elteren iwwer d'Richtlinne fir eng gesond Alimentatioun bei Puppelcher a klenge Kanner ze informéieren?

7. Plangt d'Regierung, eventuell och op europäeschem Niveau, verschäerft Reguléierungen oder Richtlinne fir d'Reduktioun vum Zockergehalt an industriell hiergestallte Liewensmëttel fir Bëbeeën a kleng Kanner? Gëtt et Initiativen op europäeschem Niveau, fir d'Reguléierunge vun dëse Produkter ze harmoniséieren?

Réponse (02/10/2025) de **Mme Martine Hansen,** Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. De Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet huet keng spezifesch Donnéeën iwwer d'Iwwergewiicht oder d'Obesitéit bei Kanner ënner 4 Joer. Allgemeng Informatiounen zur Gesondheet vun de Kanner fënnt een am Rapport „Eng gesond Zukunft", deen am Januar 2024 publizéiert gouf[6].

ad 2. D'Zesummesetzung vun industriell hiergestallte Liewensmëttel fir Puppelcher a kleng Kanner ass op europäeschem an nationalem Niveau gereegelt.

Europäesch:

– Règlement (UE) n° 609/2013 du Parlement européen et du Conseil du 12 juin 2013 concernant les denrées alimentaires destinées aux nourrissons et aux enfants en bas âge, les denrées alimentaires destinées à des fins médicales spéciales et les substituts de la ration journalière totale pour contrôle du poids ;
– Directive 2006/125/CE de la Commission du 16 février 1996 concernant les préparations à base de céréales et les aliments pour bébés destinés aux nourrissons et enfants en bas âge.

National:

– Règlement grand-ducal du 27 août 1997 concernant les préparations à base de céréales et les aliments pour bébés destinés aux nourrissons et enfants en bas âge. (Transpose l'ancienne directive 96/5/CE) ;
– Projet de loi↑ qui transposera la directive 2006/125/CE.

Déi spezifesch Limitten iwwert de Gehalt un Zocker, Fett a Salz si mam Règlement grand-ducal vum 27. August 1997 festgeluecht ginn. Déi zwee follgend Tableaue↑ resuméieren d'Wäerter fir Zocker, Fett a Salz.

ad 3. Industriell hiergestallte Produkter fir Puppelcher a kleng Kanner – mat Ausnam vun der Puddermëllech – mussen net offiziell bei der ALVA gemellt ginn. Aus dësem Grond leien och keng Donnéeë vum duerchschnëttlechen Zockergehalt vun dëse Produite vir. Am Kader vun der Liewensmëttelkontroll, eng spezifesch Iwwerwaachung vum Zockergehalt an dëse Produite fënnt aktuell net statt. D'Liewensmëttelproduzenten droen d'Verantwortung, déi gesetzlech Ufuerderungen anzehalen.

ad 4. Zu Lëtzebuerg ginn dës Produiten ënner anerem op follgend Substanze kontrolléiert: Schwéiermetaller, Mykotoxinen (z. B. Aflatoxinen, Fumonisinen, Ochratoxin A), cheemesch Kontaminanten (z. B. Pestiziden, Nitraten, PFAS, Mineralueleger), mikrobiologesch Kontaminanten a Substanzen, déi sech wärend der Hierstellung kënne bilden (z. B. Furan, Acrylamid, polyzyklesch aromatesch Kuelewaasserstoffer).

Analysen iwwert den Zockergehalt oder aner Närstoffer ginn aktuell net duerchgefouert. Wann e Produkt net der Reglementatioun entsprécht, gëllen d'Sanktiounen, déi an der Loi du 28 juillet 2018 instaurant un système de contrôle et de sanctions relatif aux denrées alimentaires virgesi sinn.

An der Praxis heescht dat, datt en Evaluatiounsrapport erstallt gëtt, an deem d'Mesuren entspriechend der festgestallter Nonkonformitéit festgehale ginn. Dës kënne vum Reetiquetage – zum Beispill am Fall vun enger inkorrekter Närwäertdeklaratioun – bis hin zum Retrait oder Rappell vum Produit reechen, inklusiv enger Demande fir d'Ännerung vun der Zesummesetzung, wann déi gesetzlech Limitten net agehale goufen. All Kontroll zitt e bezuelbare Suivi mat sech.

ad 5. D'Liewensmëttelkennzeechnung, och fir Produiten, déi fir Kanner geducht sinn, ënnerläit der EU-Veruerdnung (EU) Nr. 1169/2011[7], déi ënner anerem eng obligatoresch Närwäertdeklaratioun fir virverpaakte Liewensmëttel virschreift.

Déi obligatoresch Närwäertdeklaratioun muss follgend Informatiounen enthalen: den Energiegehalt, d'Quantitéit u Fett, gesiedegte Fettsaieren, Kuelenhydrater, Zocker, Proteinnen a Salz.

Dës Deklaratioun muss d'Quantitéit u Kuelenhydrater an Zocker uginn, ausgedréckt a Gramm pro 100 g oder 100 ml, fir et de Konsumente méi einfach ze maachen, d'Produiten ënnerteneen ze vergläichen.

Och wann et méi spezifesch Bestëmmungen an der Veruerdnung (EU) Nr. 609/2013 souwéi an der Direktiv 2006/125/EG[8] fir Getreidepreparatiounen an d'Bëbeenarung fir Neigebueren a kleng Kanner gëtt, ginn d'Reegelen zur Kennzeechnung vu Kuelenhydrater no der selwechter Logik wéi fir aner Liewensmëttel ugewannt.

D'delegéiert EU-Veruerdnung 2016/127[9] – Narung fir Neigebueren a Follgemëllech – verbitt all ernierungstechnesch Aussoen op Bëbeenarung.

Déi negativ Auswierkunge vum Marketing am Beräich vun der Ernierung ginn ëmmer méi ënnersicht a bewisen. Eng rezent Studie[10] iwwer den Impakt vu Liewensmëttelkennzeechnungen op d'Ernierungsentscheedunge vun Eltere fir hir Kanner, weist ënner anerem, datt Messagë wéi „ab 6 Méint" oder „ouni bäigesaten Zocker" dozou féiere kënnen, datt Elteren de reellen Zockergehalt ënnerschätzen. Kloer Warnhiweiser iwwert den Zocker reduzéieren d'Bereetschaft, fir de Produit ze kafen.

ad 6. Den nationale Kaderplang GIMB „Gesond iessen, méi beweegen", deen eng equilibréiert Ernierung an eng reegelméisseg kierperlech Aktivitéit promovéiert, ëmfaasst verschidden Initiativen, déi d'Zil hunn, eng gesond Ernierung fir Kanner ze fërderen an hir Elteren ze sensibiliséieren:

Campagnen

– Campagne nationale 2024 an 2025: Réduction de la consommation de sucre: www.gimb.public.lu/fr/campagne-gimb.html (Resultater vun der Campagne 2024: Rapport d'activité GIMB 2024: www.gimb.public.lu/fr/publications/2025/rapportdactivite2024.html)
– Campagne 2023: Artikel an der Zeitung „Kachen" iwwer „Petit déjeuner équilibré pour les enfants"

Brochuren

– Moieskaffi a Collatioun:
www.gimb.public.lu/fr/publications/2025/brochure-petitdejeuner.html
Flyer „Comment créer une boîte à tartines équilibrée"

Guiden

– Ernierung fir de Bëbee: www.gimb.public.lu/fr/publications/2022/alim-nourrison.html
– Carnet de maternité - Partie informations:

https://santesecu.public.lu/fr/publications/c/carnet-maternite-dossier-medical.html

Site GIMB

– Recommandatioune fir d'schwanger Fra: www.gimb.public.lu/fr/gesond-iessen/besoins-nutritionnels/femme-enceinte.html

6 https://santesecu.public.lu/fr/publications/o/obsante-infographies-sante-enfants.html

7 Règlement - 1169/2011 - EN - inco - EUR-Lex↑
8 Directive - 2006/125 - EN - EUR-Lex↑
9 Règlement délégué (UE) 2016/127↑
10 How labelling of commercial infant food impacts parents' beliefs about sugar content and related purchasing and feeding decisions: a scoping review↑

– Recommandatioune fir de Bëbee: www.gimb.public.lu/fr/gesond-iessen/besoins-nutritionnels/bebe.html
– Recommandatioune fir kleng Kanner: www.gimb.public.lu/fr/gesond-iessen/besoins-nutritionnels/petite-enfance.html
– Recommandatioune fir Kanner: www.gimb.public.lu/fr/gesond-iessen/besoins-nutritionnels/enfant.html

Sensibiliséierungsdeeg

– Journée GIMB 2025, 24 October: Prett fir d'Liewen, L'importance de manger équilibré et de bouger, dès la préconception à la petite enfance:
www.gimb.public.lu/fr/publications/2025/journee-gimb2025.html
– Journée GIMB 2024: GIMB, un projet de vie :
www.gimb.public.lu/fr/programme-gimb/journees-gimb/journeegimb2024.html

Am Kader vum GIMB, schafft d'Gesondheetsdirektioun mam Educatiounsministère un der Elaboratioun vun engem Guide iwwer eng equilibréiert Ernierung fir kleng Kanner, dës soll d'Praktiken an de Servicer fir Bildung an Empfang (SEA) harmoniséieren.

Zousätzlech gi Formatioune fir d'Personal vun de SEA organiséiert, déi sech op d'Recommandatioune vum GIMB baséieren.

ad 7. Am Kader vun der Reglementatioun (EU) Nr. 609/2013 vum 12. Juni 2013 sur les denrées alimentaires destinées aux nourrissons et aux enfants en bas âge, les denrées alimentaires destinées à des fins médicales spéciales et les substituts de la ration journalière totale pour contrôle du poids – ass virgesinn, datt d'Kommissioun en neie Règlement délégué iwwer Puppelchers- a Kannernarung adoptéiert. D'Aarbechten un dësem Text sinn ënnerbrach, an et ass den Ament net ofzegesinn, wéini si nees opgeholl ginn.

Éditorial dans un quotidien luxembourgeois sur le « Projet ALPHA » | Question **2805** (25/08/2025) de **M. Fred Keup** (ADR)

Am „LW"-Leitartikel „Luxemburgisch nur noch Nebensache?" vum 21. August 2025 ginn am Hibléck op déi 2026/27 ustoend landeswäit Aféierung vum „Projet ALPHA" der allgemenger medialer, politescher an akadeemescher Euphorie zu dësem „Joerhonnert-Projet" e puer kritesch Froen entgéintgestallt:

„Doch was bedeutet die frühe Trennung der Schüler nach Sprache und im Fach Mathematik für das schulische Zusammenleben, für das gemeinsame Lernen und das soziale Miteinander? Droht nicht eine noch früher einsetzende Segregation? Reicht das Zusammensein der Schüler im übrigen Unterricht aus, um den sozialen Zusammenhalt zu sichern? Und welche Rolle spielt die luxemburgische Sprache in einem schulischen Kontext, in dem besonders die französischsprachige Gruppe deutlich weniger Kontakt mit der Landessprache hat als bisher?"

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Educatiounsminister:

1. Wéi steet den Här Minister zur Ausso vun der „LW"-Journalistin, déi uewen zitéiert Froe wiere „von großer Bedeutung, wurden bisher aber kaum untersucht"?

2. Kann den Här Minister déi uewen zitéiert Froe beäntweren?

Réponse (29/09/2025) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Ech erënneren dorunner, datt et ënner anerem d'Zil vum Projet ALPHA – zesumme wuessen ass, fir d'Lëtzebuerger Sprooch ze stäerken an, trotz ënnerschiddlechen Alphabetiséierungssproochen, d'Schüler zesummen an enger Klass ze ënnerriichten, zumindest fir sämtlech Schoulfächer, ausser de Sproochen an der Mathematik.

Awéiwäit déi an aner Ziler erreecht ginn, war Géigestand vun engem ausféierleche Rapport (Rapport d'évaluation du Projet ALPHA – zesumme wuessen), deen den 11. Juli 2025 der Press an de 15. Juli 2025 der zoustänneger Chamberkommissioun presentéiert gouf. Ech verweisen dofir op dee besote Rapport, deen d'Stellungnam vum Conseil scientifique, der Uni.lu, de Regionaldirektiounen, den Enseignanten, den Elteren an de Schüler integréiert huet. (https://men.public.lu/fr/publications/enseignement-fondamental/informations-generales/rapports-evaluation-alpha.html)

Als Minister ralliéieren ech mech deene Constaten, déi an deem Rapport festgehale goufen, an d'Regierung baséiert sech an hirem weidere Virgoen dorobber.

Wat d'Fro vun der Presenz vun der Lëtzebuerger Sprooch ugeet, esou erlaben ech mer hei just kuerz, de Conseil scientifique ze zitéieren. „Le Conseil observe que le luxembourgeois est omniprésent : il joue le rôle de langue véhiculaire dominante et partagée ..."

Wat déi gefaarten Trennung vun de Schüler ubelaangt, esou bezitt och dozou de Conseil scientifique onmëssverständlech Stellung: „Nous souscrivons à la conception globale du programme qui ne crée pas de ‚classes silos' et qui maintient le projet d'un groupe commun, mixte (Alpha français et Alpha allemand). Nous n'avons en effet jamais senti de répartition entre ‚groupe faible' ou ‚groupe fort' mais au contraire un soin et une vraie attention, affective, cognitive, et en un mot éthique pour chaque élève au sein du groupe."

Mise en œuvre du Registre national des bâtiments et logements | Question **2806** (25/08/2025) de **M. Franz Fayot** (LSAP)

À ce jour, le nombre exact de logements existants au Luxembourg n'est pas connu, ce qui complique toute politique efficace en matière de logement, notamment pour identifier et viabiliser les logements vacants. L'ancien Gouvernement a déposé un projet de loi visant à créer un registre national des bâtiments et logements. Le nouveau Gouvernement, dans son programme, s'est engagé à finaliser les travaux.

Or, dans un article de presse récent, la bourgmestre de la Ville de Luxembourg, Madame Lydie Polfer, a exprimé son opposition à la création de registres nationaux des bâtiments et logements, en invoquant notamment la défense de l'autonomie communale et la charge administrative considérable qu'impliquerait la mise en œuvre d'un tel dispositif. Cette position contraste avec celle du Gouvernement, qui souhaite déposer un projet de loi dans le courant de l'année 2026 pour établir un registre national.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement :

1) Comment le Gouvernement évalue-t-il les préoccupations exprimées par la bourgmestre de la Ville de Luxembourg concernant la mise en œuvre du Registre national des bâtiments et logements ? Comment le Gouvernement évalue-t-il la pertinence même de ce projet si le soutien de la plus grande ville du pays devait faire défaut ?

2) Quelles mesures le Gouvernement entend-il prendre pour rassembler l'ensemble des acteurs concernés – y compris la bourgmestre de la plus grande ville du pays – afin de garantir une coopération constructive dans la réalisation de ce projet ?

3) Le Gouvernement estime-t-il que la connaissance précise du parc immobilier et des logements vacants constitue une étape indispensable pour lutter efficacement contre la crise du logement au Luxembourg ?

4) Quelles garanties le Gouvernement peut-il donner aux communes quant à l'appui technique, financier et en ressources humaines pour faire face à la charge de travail engendrée par ce registre ?

Réponse (30/09/2025) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | **M. Claude Meisch,** Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

ad 1) D'emblée, il y a lieu de rappeler que l'accord de coalition 2023-2028 prévoit la mise en place d'un registre national des bâtiments et des logements destiné notamment à la saisie des logements occupés et non occupés ainsi qu'au calcul de l'impôt sur les logements vacants.

Le projet de loi n° 8086 relatif aux registres national et communaux des bâtiments et des logements, déposé le 19 octobre 2022, s'inscrit précisément dans cette perspective.

Il a fait l'objet d'avis, notamment de la part du Syndicat des villes et communes luxembourgeoises (Syvicol) et du Conseil d'État.

Afin de tenir compte des observations formulées, le projet de loi est actuellement en voie d'être amendé.

Avant le dépôt de ces amendements, une concertation est prévue entre le Ministère des Affaires intérieures, le Syvicol et la Ville de Luxembourg.

Le Gouvernement est bien conscient que la mise en place d'un tel registre représente un effort important pour les communes, mais il tient à souligner qu'il s'agit d'une étape indispensable pour disposer enfin d'une vue d'ensemble fiable sur les logements occupés et vacants, information qui fait défaut à ce jour.

Compte tenu de l'ampleur des travaux requis, l'une des préoccupations majeures du Gouvernement est de garantir aux communes un délai réaliste pour la mise en œuvre du registre.

Pour ce qui est de la pertinence même de ce projet, il convient de rappeler qu'il s'inscrit dans la continuité des annonces gouvernementales relatives à la lutte contre la spéculation foncière et la crise du logement.

La création d'un registre national des bâtiments et des logements constitue également une condition préalable indispensable à l'introduction d'un impôt sur la non-occupation des logements.

De surcroît, ce registre apportera une plus-value effective, non seulement en matière fiscale, mais également pour des finalités statistiques, de planification et de recherche, tant au niveau national que communal.

Il permettra d'attribuer un numéro unique à chaque bâtiment et logement, garantissant une base de données uniforme et fiable.

En outre, il facilitera la coordination entre les registres communaux et contribuera à une meilleure gestion du territoire, en cohérence avec les objectifs du Programme directeur de l'aménagement du territoire de 2023.

Ainsi, la pertinence du projet ne se limite pas à l'identification des logements inoccupés, mais répond à un besoin structurel de transparence et d'efficacité administrative dans la politique du logement et de l'aménagement du territoire.

Le logement figure parmi les plus grandes préoccupations des citoyens et du Gouvernement.

Face à la crise actuelle en matière de logement, il est d'autant plus nécessaire de disposer d'un registre de référence permettant de mettre en œuvre des mesures ciblées et efficaces.

ad 2) Tel qu'énoncé dans la réponse à la première question, la poursuite de la procédure législative s'effectuera en étroite concertation avec l'ensemble des acteurs concernés, dans un souci constant de privilégier des solutions pragmatiques et d'aboutir à un texte de loi à la fois praticable et efficace dans son application concrète.

Le Gouvernement veillera en outre à ce que la mise en place d'un tel registre puisse se faire dans un délai raisonnable, sans devoir mobiliser un nombre trop important de ressources humaines au niveau communal.

ad 3) La crise du logement au Luxembourg est multidimensionnelle de même que les raisons et les mesures qui devraient être mises en œuvre pour y parer. La connaissance précise de l'état et de l'évolution du parc des logements en fait partie. Ceci est non seulement vrai pour connaître enfin le taux et l'évolution du nombre de logements non occupés, mais également pour mieux identifier les besoins en logements nouveaux ou pour pouvoir proposer des mesures et programmes afin d'améliorer l'adéquation du parc existant avec l'évolution des compositions de ménages.

ad 4) La mise en place d'un tel registre s'effectuera dans le respect des principes consacrés par la Charte européenne de l'autonomie locale, en particulier du principe de connexité.

Par ailleurs, l'Administration du cadastre et de la topographie est investie de la mission de développer l'application informatique constituant la base opérationnelle du Registre national susmentionné.

Validité du permis luxembourgeois à l'étranger | Question **2807** (25/08/2025) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

An engem Lieserbréif, deen den 21. August am „Tageblatt" publizéiert gouf, ass ze liesen, datt Lëtzebuerger, déi an de Vereenegten Arabeschen Emirater liewen, hire Lëtzebuerger Fürerschäi mussen ofginn, wa si gär eng Fuererlabnis vun de lokalen Autoritéite wëllen ausgestallt kréien. Falls si dann zeréck op Lëtzebuerg reesen, mussen si en internationale Fürerschäin ufroen, fir hei dierfen ze fueren. Dem selwechte Lieserbréif no ass déi Modalitéit méiglecherweis op en „oubli" bei der Ratifikatioun vun engem Traité zeréckzeféieren. Bierger aus aneren EU-Länner, déi sech als Resident an den Emirater néierloossen, kënnen de Fürerschäi vun hirem Heemechtsland par konter zousätzlech zu hirem lokale Fürerschäi behalen.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung déi Faiten, esou wéi am Lieserbréif duergestallt, bestätegen?

2. Falls dës Modalitéiten effektiv op en „oubli" zeréckzeféiere sinn, gesäit d'Regierung vir, dësen nodréiglech ze korrigéieren?

3. A wéi engen Net-EU-Länner kann een als Tourist aktuell ouni zousätzlech Prozedur oder Dokument mat engem Lëtzebuerger Fürerschäi fueren?

4. A wéi engen Net-EU-Länner kann een als Resident aktuell ouni zousätzlech Prozedur oder Dokument mat engem Lëtzebuerger Fürerschäi fueren?

5. Applizéiert Lëtzebuerg am Sënn vun deenen zwou Froe virdrun ëmgekéiert déi selwecht Méiglechkeeten an Obligatiounen?

6. Wäert d'Regierung sech am Kader vun der EU-Fürerschäinsdirektiv duerfir asetzen, datt de Lëtzebuerger Fürerschäin zukünfteg automatesch an all deene Länner an zu deene selwechte Modalitéiten unerkannt gëtt, wéi dat fir aner Memberstaate schonn de Fall ass? Falls net, firwat net?

Réponse (24/09/2025) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

Den honorabelen Deputéierte renseignéiert sech iwwert d'Unerkennung vum lëtzebuergesche Führerschäin am Ausland.

ad 1. Zanter 2015 besteet e Memorandum of Understanding tëschent Lëtzebuerg an de Vereenegten Arabeschen Emirater, deen d'géigesäiteg Unerkennung vun de Führerschäiner virgesäit a reegelt. Déi Begeebenheeten, op déi am vum honorabelen Deputéierten zitéierten Artikel verwise gëtt, stinn a priori awer net am Zesummenhang domat. Souwuel déi national Gesetzgeebung wéi och déi europäesch Führerschäinsdirektiv gesinn nämlech vir, datt all Persoun nëmmen een eenzege Führerschäin dierf hunn.

Dat bedeit, datt een – wéi am beschriwwene Fall – säi lëtzebuergesche Führerschäi muss ofginn, wann een an engem anere Land duerch en Ëmtausch en neie kritt.

Fir Reesen a Länner, wou d'Autoritéiten de Führerschäi wéinst enger anerer Sprooch oder Schrëft eventuell net liese kënnen, ass et – jee no Land – rotsam oder esouguer obligatoresch, zousätzlech zu sengem gëltege Führerschäin och en internationale Führerschäi matzehuelen. Aus deem Grond ass et zu Lëtzebuerg néideg, fir en internationale Führerschäin ze hunn, fir zum Beispill der Police d'Méiglechkeet ze ginn, den arabesche Führerschäin ze kontrolléieren.

En internationale Führerschäin ass kee selbststännege Führerschäin, mee eng offiziell Iwwersetzung vum nationale Führerschäin a verschidde Sproochen, déi d'Kontroll vun den Autoritéiten am Ausland erliichtert. Hie gëllt nëmmen zesumme mam Original-Führerschäin an huet keng eegestänneg Gëltegkeet. Den internationale Führerschäi kann nëmme vun deem Land ausgestallt ginn, an deem ee wunnt an dat och den Original-Führerschäin ausgestallt huet. Zu Lëtzebuerg kritt een e beim ACL (Automobile Club du Luxembourg).

ad 2. Et handelt sech net ëm en Oubli, mä ëm gëltegt europäescht an nationaalt Recht.

ad 3. Normalerweis dierf ee mat engem gëltege Lëtzebuerger Führerschäin als Tourist an all Land fueren, wat déi Genfer Konventioun vun 1949 iwwert de Stroosseverkéier oder d'Wiener Konventioun iwwert de Stroosseverkéier vun 1968 ratifizéiert huet. Hei gëllt et awer virun der Rees ofzeklären, ob de Lëtzebuerger Führerschäin als Solches oder nëmmen zesumme mat engem internationale Führerschäin, esou wéi an der Fro 1 beschriwwen, unerkannt gëtt. Heizou fënnt ee Lëschten, déi sinn awer net offiziell, well all Land dat festleeën an ännere kann.

ad 4. Wann een an en Net-EU-Land plënnert, däerf een de lëtzebuergesche Führerschäin nach eng gewëssen Zäit benotzen, muss en awer no Oflaf vun der jeeweileger nationaler Frist an e lokale Führerschäin ëmtauschen. Zu Lëtzebuerg ass den Delai 12 Méint. An de Länner, déi eng vun den internationale Stroosseverkéierskonventiounen ënnerschriwwen hunn, ass dësen Ëmtausch normalerweis ouni Problemer méiglech, d'Fristen a Konditioune kënnen awer vu Land zu Land ënnerschiddlech sinn.

ad 5. Zu Lëtzebuerg ginn all d'Führerschäiner, déi vu Länner, déi d'Genfer oder d'Wiener Stroosseverkéierskonventioun ratifizéiert hunn, unerkannt. Führerschäiner aus Länner, déi dës Konventiounen, déi gewësse Standarde festleeën, net ratifizéiert hunn, ginn zu Lëtzebuerg net unerkannt. Lëtzebuerg huet awer mat e puer Länner ausserhalb den EU Accorden ofgeschloss, wou déi géigesäiteg Unerkennung vun de Führerschäiner dra gereegelt ass. Dat sinn déi Vereenegt Arabesch Emirater, d'Schwäiz, Hongkong, Andorra an d'Mongolei. Fir d'Ukrain gëtt et am Moment duerch en europäescht Reglement eng Ausnamereegelung.

ad 6. Am Kader vun de Verhandlungen zur neier EU-Führerschäinsdirektiv huet Lëtzebuerg sech konsequent dofir agesat, d'Unerkennung vu Führerschäiner souwäit wéi méiglech ze vereinfachen an ze harmoniséieren. Déi europäesch Richtlinn reegelt awer nëmmen d'géigesäiteg Unerkennung vun de Führerschäiner tëschent de Memberstaate vun der EU, well dat eng Kompetenz vun der Europäescher Unioun ass.

Fir d'Unerkennung an Net-EU-Länner gëllen aner Reegelen: dës Froe ginn op internationalem Niveau iwwer d'Genfer Konventioun vun 1949 oder d'Wiener Stroosseverkéierskonventioun vun 1968 gereegelt. Dës Konventioune bestëmmen, ënner wéi enge Konditiounen d'Länner géigesäiteg Führerschäiner unerkennen. Dëst betrëfft och nëmmen d'Fueren an net den Ëmtausch. D'EU ass awer kee Vertragspartner vun dëse Konventiounen; nëmmen déi eenzel Memberstaate kënnen dës ënnerschreiwen an ëmsetzen.

Aus deem Grond kann d'EU-Richtlinn net virgesinn, datt all EU-Führerschäiner automatesch an Net-EU-Länner unerkannt ginn. Lëtzebuerg setzt sech awer dofir an, datt iwwer bilateral Ofkommessen a multilateral Konventiounen esouvill wéi méiglech Ofdeckung erreecht gëtt.

Engagement du Luxembourg en faveur des Rohingyas | Question **2808** (27/08/2025) de **M. Franz Fayot** (LSAP)

Le Bangladesh organise actuellement une conférence de deux jours à Cox's Bazar sur la communauté persécutée des Rohingyas, afin de relancer les efforts de justice pour les Rohingyas au niveau mondial. Cette réunion, organisée par le Ministère des Affaires étrangères du Bangladesh, intervient huit ans après que plus d'un million de Rohingyas, dont beaucoup sont aujourd'hui apatrides, ont été contraints de fuir le Myanmar pour se réfugier au Bangladesh.

Une autre réunion est par ailleurs prévue en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies, le 30 septembre.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur :

1) Le Luxembourg a-t-il participé à la conférence organisée par le Bangladesh au sujet de la persécution des Rohingyas ? Dans l'affirmative, quelles sont les conclusions tirées de cette rencontre ?

2) Le Luxembourg assistera-t-il à la conférence prévue d'avoir lieu en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies le 30 septembre ? Quelles sont les attentes de Monsieur le Ministre concernant les issues de cette réunion ?

3) Quels sont les engagements du Luxembourg envers les Rohingyas actuellement en cours ? Monsieur le Ministre envisage-t-il de s'engager davantage en faveur de ce peuple persécuté ?

Réponse (19/09/2025) de **M. Xavier Bettel,** Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

ad 1) Le Luxembourg n'a pas participé à la conférence organisée par le Bangladesh à Cox's Bazar au sujet de la persécution des Rohingyas.

ad 2) La Représentation permanente du Luxembourg auprès des Nations Unies participera à la conférence organisée par le Bangladesh au sujet de la persécution des Rohingyas en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies le 30 septembre 2025.

ad 3) En 2025, le Luxembourg a apporté un soutien humanitaire significatif à travers les agences des Nations Unies, en finançant des projets du Programme alimentaire mondial (PAM) et du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR) à hauteur d'un million d'euros. Au Bangladesh, l'UNHCR joue un rôle essentiel en venant en aide aux réfugiés rohingyas installés à Cox's Bazar et Bhasan Char. En étroite collaboration avec le Gouvernement bangladais, l'agence veille à garantir leur accès à la protection, aux services de base, et prépare des solutions durables pour un retour volontaire et sécurisé lorsque les conditions le permettront.

Parallèlement, le PAM fournit une aide alimentaire vitale grâce à un système de bons électroniques, tout en déployant la plateforme innovante « Building Blocks », qui facilite la coordination de l'aide multisectorielle. Ces interventions s'inscrivent dans le cadre du Plan de réponse conjointe 2025-2026, lancé le 24 mars 2025, visant à répondre aux besoins des réfugiés rohingyas ainsi qu'à ceux des communautés d'accueil locales.

En complément, le Luxembourg soutient également l'ONG Friendship à hauteur de 207.388 euros en 2025, pour ses actions dans les domaines de l'éducation en situation d'urgence, de la prévention des catastrophes et de la préparation aux crises.

Enfin, dans le cadre de son engagement continu en faveur des droits humains, le Luxembourg alloue, depuis 2024, une contribution financière annuelle de 100.000 euros au programme du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) au Myanmar.

Soutien étatique à l'association Sichhënn.lu | Question **2809** (27/08/2025) de **Mme Claire Delcourt** (LSAP)

D'Associatioun Sichhënn.lu ass zanter Joren en zentrale Partner, wann et drëms geet, vermëssten Hausdéieren ze sichen an d'Besëtzer an Noutsituatiounen ze ënnerstëtzen. Si verfüügt iwwer spezifesch Kompetenzen a Material ewéi trainéiert Sichhënn, Liewendfalen oder Drone mat thermescher Kamera.

De Service gëtt vun nëmmen 11 Benevolle gedroen, déi sech aktuell mat enger ëmmer méi grousser Unzuel vun Asätz konfrontéiert gesinn. Déi héich Nofro féiert dozou, datt d'Kapazitéite vum Veräi bei Wäitem iwwerschratt ginn. Dowéinst hunn si annoncéiert, hire Service aus Capacitéitsgrënn bis op Weideres ze reduzéieren, dëst besonnesch bei de Kazefäll, déi saisonal bedéngt extreem heefeg sinn.

Obwuel et schonn zanter Dezember 2023 Gespréicher mat verschiddene Ministèren an Autoritéite gouf, konnt bis elo keng konkreet finanziell oder strukturell Ënnerstëtzung op d'Bee gesat ginn.

An deem Kader wëll ech der Regierung follgend Froe stellen:

1. Wéi eng konkreet Mesuren huet d'Regierung zënter Dezember 2023 ënnerholl, nodeems et Reuniounen tëschent dem Veräi Sichhënn.lu an de concernéierte Ministèren an Autoritéite gouf?

2. Ass d'Regierung bereet, eng Konventioun oder eng reegelméisseg Subventioun mat dëser Associatioun opzestellen, fir hir Aarbecht finanziell ofzesécheren a fir eng professionell Struktur (z. B. eng administrativ Kraaft) kënnen ze schafen?

3. Wéi gesäit d'Regierung generell d'Roll vu private Veräiner, am Kontext vum Déierewuel a vun der ëffentlecher Sécherheet? An awéiwäit gesäit si et als hir Verantwortung un, esou Déngschter systematesch ze ënnerstëtzen?

4. Ass virgesinn, sech mat den Déiereschutzorganisatiounen zesummenzesetzen, fir eng méi breet, national Koordinatioun am Beräich „vermëssten Hausdéieren" opzebauen?

5. Falls keng direkt Ënnerstëtzung virgesinn ass: Wéi begrënnt d'Regierung dës Decisioun, a wéi eng Alternative gesäit si, fir d'Fro vum Sich- an Asazdéngscht fir vermëssten Hausdéieren an Zukunft ze léisen?

Réponse (29/09/2025) de **Mme Martine Hansen,** Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1. Et huet am November 2024 eng Entrevue tëschent dem Inneminister, dem deemolegen Directeur des opérations adjoint an Directeur Unité de garde et d'appui opérationnel (UGAO) vun der Police an der ASBL stattfonnt, an där de Projet „Animal Responder" an d'Statistik vun 2023 presentéiert goufen.

D'Police ass zoustänneg fir Mënschen an net fir Déieren an intervenéiert just ganz sielen am Fall vun engem vermëssten Déier. Eng Ausnam ass, wann dat vermëssten Déier eng Gefor duerstellt. Deemno gouf an der Entrevue 2024 och keng konkreet Zesummenaarbecht mat der Police oder Ënnerstëtzung duerch den Inneministère festgeluecht.

Am Januar 2025 huet d'ASBL hir Aktivitéiten de Responsabele vun der Direction de la coordination opérationnelle vum CGDIS virgestallt.

De CGDIS ass zoustänneg fir d'Mënscherettung. Am Fall vun enger Sich no enger vermësster Persoun gëtt dës vum Groupe cynotechnique duerchgefouert. An der Entrevue 2025 tëscht dem CGDIS an der ASBL gouf och keng konkreet Zesummenaarbecht ausgemaach.

Beim Treffen am Mee 2025 mat der Ministesch Madamm Hansen am Landwirtschaftsministère huet de Veräin seng Aarbecht an och d'Erausfuerderungen an deem Zesummenhang virgestallt.

ad 2. bis 5. D'Police gräift am Fall vun enger Vermësstemeldung op hir eege Ressourcen zeréck. Wann zousätzlech Hondsstaffelen néideg sinn, schafft d'Police mat den offizielle Partner zesummen, dem CGDIS an der Croix-Rouge. Dës Equippe si professionell ausgebilt an d'Déiere si konform zu internationale Standarden trainéiert.

Leit, déi der Police ee vermësstent Déier mellen, ginn an der Reegel u kompetent Kontaktstelle weidergeleet, dorënner och d'ASBL Sichhënn.lu. Et gëtt awer keng formell Zesummenaarbecht oder Ofkommes.

Mat de Rettungs- a Sichhënn vum CGDIS an der Croix-Rouge stinn zu Lëtzebuerg 24/24 Stonnen a 7/7 Deeg genuch Hënn fir d'Missiounen, déi de CGDIS laut Gesetz erfëlle muss, zur Verfügung. Et besteet also an deem Beräich kee Besoin, fir op weider privat Vereenegunge mussen zeréckzegräifen.

De Landwirtschaftsministère kann iwwer ee Subside eng finanziell Ënnerstëtzung ginn. Eng formell Demande ass nach net agereecht ginn.

Zones de basses émissions et immatriculations luxembourgeoises | Question **2811** (27/08/2025) de **M. Yves Cruchten** (LSAP)

Dans la ville de Gand, en Belgique, une zone de basses émissions (LEZ) est en vigueur – seuls les véhicules qui respectent certaines normes d'émission sont autorisés à y circuler. Les véhicules immatriculés à l'étranger doivent également être enregistrés dans la LEZ (à l'exception des plaques néerlandaises). L'enregistrement doit avoir lieu au plus tard un jour après l'entrée dans la zone. Les contrôles s'effectuent automatiquement par caméras et par croisement avec des bases de données. En cas d'infraction, une amende d'environ 150 € est infligée, même si le véhicule respecte la norme d'émission requise. Ces amendes sont le cas échéant recouvrées par une société privée allemande.

Les détenteurs de véhicules luxembourgeois doivent donc eux-mêmes s'enregistrer dans ce système s'ils circulent dans les zones concernées – or, d'après mes informations, très peu en ont connaissance.

Je souhaite dès lors interroger le Gouvernement sur les points suivants :

1) Sur quelle base s'effectue l'échange d'informations concernant les plaques d'immatriculation luxembourgeoises avec des administrations communales et étatiques étrangères ?

2) Le Gouvernement est-il informé que les données de citoyens luxembourgeois sont transmises à des sociétés privées étrangères de recouvrement d'amendes ?

3) Une telle pratique est-elle compatible avec la réglementation européenne et luxembourgeoise en matière de protection des données ?

4) Dans la négative, que compte faire le Gouvernement pour mettre un terme à une telle pratique ?

5) Le Gouvernement exclut-il qu'à l'avenir, de telles pratiques – ou des pratiques similaires – soient introduites au Luxembourg par l'installation de systèmes automatiques d'enregistrement des plaques d'immatriculation ?

6) Qu'entend faire le Gouvernement pour informer les détenteurs de véhicules luxembourgeois des réglementations en vigueur à l'étranger et, le cas échéant, les protéger contre de tels abus ?

7) Existe-t-il des zones semblables dans d'autres villes, régions ou pays européens ?

Réponse (24/09/2025) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1) L'échange d'informations sur les données relatives aux propriétaires ou aux détenteurs de véhicules s'effectue sur base de la directive (UE) 2015/413 du 11 mars 2015 facilitant l'échange transfrontalier d'informations concernant les infractions en matière de sécurité routière, modifiée par la directive 2024/3237 du 19 décembre 2024 modifiant la directive 2015/413.

L'article 4 de cette directive dispose que les États membres se donnent réciproquement accès à leurs données nationales relatives à l'immatriculation des véhicules et leur permettent d'y effectuer des

recherches automatisées. Les accès sont accordés à un point de contact national par État membre. Au Luxembourg, la Police grand-ducale est désignée comme le point de contact national.

L'accès aux données d'immatriculation des véhicules n'est autorisé que pour 8 infractions routières définies à l'article 2 de la directive :

1) excès de vitesse ;
2) défaut de port de la ceinture de sécurité ;
3) franchissement d'un feu rouge ;
4) conduite en état d'ébriété ;
5) conduite sous l'influence de stupéfiants ;
6) défaut de port du casque ;
7) circulation sur une voie interdite ;
8) usage illicite d'un téléphone portable ou de tout autre appareil de communication en conduisant un véhicule.

« Le conducteur [qui] ne respecte pas les règles relatives aux redevances et autres taxes à payer avant d'entrer dans une zone soumise à des restrictions d'accès des véhicules » est explicitement exclu par la directive 2024/3237.

Le contrôle de véhicules immatriculés à l'étranger dans une zone soumise à des restrictions, telle que celle visée par l'honorable Député, n'est actuellement pas autorisé au sens de la législation.

ad 2) Le recouvrement des amendes n'est pas couvert par la directive évoquée ci-dessus. Il appartient à chaque État membre de définir sous quelle forme et par quels moyens le recouvrement d'amendes pour des infractions routières est effectué. Si des sociétés privées de recouvrement d'amendes sont mandatées par des États, le Luxembourg ne reçoit pas d'information et n'est pas inclus dans le processus.

ad 3) Le Luxembourg n'a pas recours à des sociétés privées pour le recouvrement de ses amendes. Il appartient à chaque État membre de s'assurer que ses actes sont en conformité avec la législation sur la protection des données.

ad 4) Le considérant n° 27 de la directive (UE) 2024/3237 indique « Afin de prévenir les pratiques abusives qui ont émergé au cours de la mise en œuvre de la directive (UE) 2015/413 et de protéger les droits fondamentaux des citoyens concernés par les procédures d'échange transfrontalier établies par ladite directive telle qu'elle a été modifiée par la présente directive, les États membres devraient veiller à ce que leurs autorités compétentes et leurs points de contact nationaux chargés de la mise en œuvre de la directive (UE) 2015/413 [...] respectent pleinement les obligations qui leur sont attribuées sans conférer aux entités juridiques détenues ou gérées à titre privé les activités liées à la mise en œuvre de la présente directive. »

Dans le cas où une des infractions routières énumérées à l'article 2 de la directive est imputée à un conducteur d'un État membre, c'est l'État membre dans lequel l'infraction a été commise qui est compétent. Toute contestation doit obligatoirement être faite dans l'État membre de l'infraction et conformément au droit national de cet État.

Dans le dispositif de la directive, l'État dans lequel le véhicule supposé fautif a été immatriculé se borne à fournir, de manière entièrement automatisée, les données relatives au propriétaire ou détenteur du véhicule.

Pour ce qui est d'éventuelles demandes parvenant de l'étranger à des détenteurs de véhicules immatriculés au Luxembourg, les autorités des pays concernés sont contactées par le Gouvernement luxembourgeois dans le cas de figure où ces pratiques ne sont pas en accord avec des réglementations européennes et internationales auxquelles le Luxembourg a adhéré.

ad 5) Le Gouvernement n'a pas l'intention d'introduire les pratiques concernées.

ad 6) Tout citoyen qui se rend à l'étranger est censé s'informer au préalable sur les lois et règlements en vigueur dans le pays visité. À côté des informations disponibles sur les sites des associations automobiles, notre Ambassade en Belgique renseigne également sur son site Internet le lien pour s'inscrire à une LEZ en Belgique : https://bruxelles.mae.lu/fr/service_citoyens/voyages.html.

ad 7) Il n'existe pas de liste officielle sur des zones de basses émissions ou zones environnementales dans l'Union européenne. Par contre, le site Internet de l'Automobile Club Lëtzebuerg (ACL) propose des informations quant aux zones environnementales dans les pays voisins : https://www.acl.lu/fr/voyagesorganises/preparer-un-depart/, notamment en Belgique (Bruxelles, Anvers, Gent), en France (Strasbourg, Metz, Nancy) et en Allemagne (Trèves, Sarrebruck, Fribourg).

Prévention et évolution du diabète de type 2 | Question **2813** (27/08/2025) de **Mme Alexandra Schoos** (ADR)

Et ass allgemeng bekannt, datt de Konsum vun Zocker an eiser Gesellschaft däitlech zougeholl huet an, kombinéiert mam Manktem u kierperlecher Aktivitéit, zu enger verstäerkter Verbreedung vun iwwergewiichtege Leit an der Populatioun bäidréit. Dëst kann ënner anerem zu Diabeetes féieren. Et ass awer och bekannt, dass ëmmer méi jonk an net iwwergewiichteg Fraen un Diabeetes Typ 2 erkranken. Um Site vum „Observatoire national de la santé" fënnt ee Prozentzuele fir Diabeetes Typ 2 fir d'Bevëlkerung tëschent 20 an 79 Joer fir den Zäitraum 2011 bis 2024.

An deem Zesummenhang hunn ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsminister:

1. Leien der Regierung detailléiert Zuele vir fir Diabeetes Typ 2, opgeschlësselt no Jore vun 2015 bis haut, no Altersgruppen (0–10 Joer; 11–20 Joer; 21–40 Joer; 41–60 Joer; > 60 Joer) an no Geschlecht? Wann et fir eng bestëmmt Altersgrupp keng Zuele gëtt, firwat net?

2. Der „Fédération internationale du diabète" no si 26,2 % vun de Betraffenen – dat heescht ongeféier ee vu véier – hei zu Lëtzebuerg net diagnostizéiert. Wéi gedenkt d'Regierung, dës Zuel a signifikanter Form ze reduzéieren?

3. Wéi eng Zuelen existéieren iwwer Persounen, déi wéinst engem feelenden oder spéiden Diagnostik scho Komplikatiounen (z. B. Niereversoen, kardiovaskulär Krankheeten oder Amputatiounen) entwéckelt hunn?

4. Wéi eng Moossname si scho geholl ginn oder wäerten nach geholl ginn, fir de Kanner an Erwuessenen eng gesond Ernärung a Liewensweis effektiv an nohalteg méi nozebréngen? Wéi eng aner Präventiounsmoossname si virgesinn, fir d'Entstoe vun Diabeetes Typ 2 bei de verschiddene Bevëlkerungsgruppen ze reduzéieren?

Réponse (01/10/2025) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Déi vum Observatoire de la santé publizéiert Donnéeën, betreffend déi geschätzte Prevalenz vum Diabeetes Typ I an Typ II bei Erwuessenen zu Lëtzebuerg, sinn agreéiert Donnéeë fir d'Populatioun tëscht 20 a 79 Joer, ouni Ënnerscheed vu Geschlecht oder Alterskategorie, publizéiert vun der International Diabetes Foundation (IDF)[11].

Fir Kanner tëscht 0 a 14 Joer ass d'Prevalenz vum Diabeetes Typ II net bekannt. Dofir awer déi vum Diabeetes Typ I: am Joer 2022 waren 155 Kanner zu Lëtzebuerg ënner Insulin oder engem änlechen Insulin-Traitement. Dëst entsprécht engem Prevalenz-Taux vu 16.2 pro 10.000 Kanner[12]. Dës Donnéeë goufen am Rapport „Eng gesond Zukunft: E Rapport iwwer d'Gesondheet vun de Kanner zu Lëtzebuerg" publizéiert. Jongen a Meedercher waren änlech betraff.

ad 2. Déi 26,2 % vun der „Fédération internationale du diabète" bezéie sech op déi geschätzten Unzuel vu Persoune mat Diabeetes zu Lëtzebuerg am Joer 2024 (33.100), also ongeféier 8.600 Leit, déi net au courant si vun hirer Erkrankung[13].

Et gëtt Sensibiliséierungsmoossname fir d'Bevëlkerung, an d'Association luxembourgeoise du diabète (ALD) féiert all Joer verschidden Aktioune fir ënnerschiddlech Zil-Populatiounen duerch (inklusiv Dokteren):

– Sensibiliséierungsdeeg mat Informatiounsstand
– Sensibiliséierung fir Persounen ouni Diabeetes oder mat Pre-Diabeetes
– Organisatioun vun 2 Konferenzen „Diabeetes, betrëfft dat mech?" am Joer 2024.

Zënter 2023 gëtt et eng Zesummenaarbecht tëscht der Gesondheetsdirektioun, dem Syndicat des pharmaciens luxembourgeois (SPL) an der ALD, fir d'Gesellschaft ze sensibiliséieren. All Joer, wärend der Woch vum Weltdiabeetesdag, kënnen d'Leit an eng Apdikt goen (déi un der Aktioun deelhëlt), fir hire Risiko fir Diabeetes ze testen an sech gläichzäiteg besser iwwer d'Krankheet ze informéieren.

ad 3. Laut dem Health at a Glance 2023 huet Lëtzebuerg 147 vermeidbar Hospitalisatioune wéinst Diabeetes pro 100.000 Awunner am Joer 2021 registréiert (standardiséiert Donnéeën no Alter a Geschlecht). Dëst ass e liicht méi niddrege Prozentsaz wéi deen an Däitschland, an änlech wéi dee vu Frankräich an der Belsch am Joer 2019.

ad 4. Aktuell sinn d'Preventiounsmoossname fir Kanner an Erwuessener Deel vun enger globaler Preventiounsapproche géint chronesch Krankheeten. D'Divisioun vun der Médecine préventive vun der Gesondheetsdirektioun geréiert zënter 2006 den nationale Plang „Gesond iessen, méi beweegen" (GIMB), am Kader vun enger Collaboratioun tëschent 4 Ministèren, mat follgenden Ziler:

– D'Opstelle souwéi d'Kommunikatioun vun nationale Recommandatioune fir eng equilibréiert Ernierung a reegelméisseg kierperlech Aktivitéit.
– D'Schafung an d'Gestioun vu verschiddenen nationalen Aarbechtsgruppen, zesummegesat aus nationalen Experten, fir spezifesch Kontexter am Beräich vun der Promotioun vu physescher Aktivitéit an equilibréierter Ernierung unzegoen.
– D'Konzeptioun an d'Ëmsetzung vu Sensibiliséierungsaktioune fir spezifesch Zil-Populatiounen an d'Allgemengheet.

[11] FID, Atlas du diabète, édition 2011, 2013, 2015, 2017, 2019, 2021 et 2025.
Méthodologie : Estimations de la FID pour le Luxembourg, basées sur les résultats de deux enquêtes (LU : LIH, ORISCAV-LUX et EHES LUX) ; la FID est une source fiable de données probantes sur l'impact du diabète dans le monde.

[12] Basé sur les données de remboursement de la Caisse nationale de santé pour l'insuline et les analogues injectables. Les prescriptions avec une DDJ minimale de 60 par prescription ont été prises en compte.

[13] Statistiques et tendances du diabète au Luxembourg | Atlas de la FID*

– D'Organisatioun vu Campagnen a Konferenze mam Zil, d'Fachleit um Terrain an d'Allgemengheet ze informéieren an auszebilden.
– D'Ënnerstëtzung vun nationalen a regionale Moossnamen, déi vun de Partner um Terrain ëmgesat ginn.

D'Resultater an d'Aktivitéite vum „GIMB" sinn um Site https://gimb.public.lu ze fannen.

Hei sinn e puer rezent Aktivitéiten:

– D'Schafung an d'Verbreedung vun engem praktesche Guide fir d'Promotioun vu kierperlecher Aktivitéit an equilibréierter Ernierung fir Patronen an Employéen. D'Recommandatiounen a praktesch Instrumenter fir d'Betriber fir d'Promotioun vun enger equilibréierter Ernierung an enger reegelméisseger kierperlecher Aktivitéit sinn an der Preparatioun.
– D'Opstellen an d'Distributioun vun enger informativer Broschür fir Elteren iwwer d'Virbereedung vu Früstücker an Tëschemolzechte fir Kanner.
– D'Lancéiere vun enger nationaler Campagne fir d'Reduktioun vum Zockerkonsum. Et goufen och kollaborativ Sensibiliséierungsaktiounen am Beräich vun der formeller Bildung (wéi d'Reduktioun vum Zocker an de Kantinnen) an der nonformeller Bildung (wéi equilibréiert Rezepter fir Kanner) an an de Gemengen (wéi een eng equilibréiert Schmierekëscht preparéiert) ëmgesat.

D'Gesondheetsdirektioun an de Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet schaffen un engem interministerielle Pilotprojet, wou d'Dokteren eng adaptéiert kierperlech Aktivitéit fir Patiente kënne verschreiwen, encadréiert vun Experten an der physescher Aktivitéit. D'Doktere kéinten dann ugepassten Aktivitéite fir Persoune mat Typ-II-Diabeetes, Kriibs oder kardiovaskuläre Krankheete verschreiwen. Wëssenschaftlech Etüde weisen, datt reegelméisseg kierperlech Aktivitéit hëlleft, Gesondheetsproblemer, déi duerch dës Krankheete verursaacht ginn, ze reduzéieren.

Typ-II-Diabeetes an Iwwergewiicht sinn dacks zesumme verbonnen als chronesch Krankheeten a ginn als Virleefer fir d'Entwécklung vu kardiovaskuläre Krankheeten ugesinn. D'Präventioun vum Typ-II-Diabeetes ass dofir meeschtens Deel vu méi breede Preventiounsmoossname géint Iwwergewiicht a kardiovaskulär Krankheeten.

Parallell zu de Recommandatiounen, Campagnen an nationale Moossname fir verschidde Populatiounen, déi vum GIMB gefouert ginn, ginn och vill lokal Aktioune vun de GIMB-Partner, déi de GIMB-Label kruten, initiéiert an ëmgesat. Hei e puer Beispiller:

– Encadrement-Aktioune fir Jugendlecher mat Risiko op Gemengenniveau, wéi de „Wibbel" zu Diddeleng a „Moving Kids" an der Stad Lëtzebuerg.
– Sensibiliséierungsdeeg oder -Wochen an de Lycéeën, Jugendhaiser an aner Organisatioune fir Kanner a Jugendlecher.
– Reegelméisseg kierperlech Aktivitéiten a Kachcoursen, organiséiert vun de Clubs Actif Plus (fir Leit iwwer 50 Joer).

An de Lycéeën ass d'Divisioun fir Schoulmedezinn vun der Gesondheetsdirektioun do, fir d'Gesondheet vun de Schüler ze suivéieren. Wann e Risiko detektéiert gëtt, gëtt d'Schoulmedezinn den Eltere vun de Schüler d'Recommandatioun, wéi eng Servicer consultéiert kënne ginn, déi hire Besoinen entspriechen.

Propagation et lutte contre les écrevisses américaines invasives au Luxembourg | Question **2814** (28/08/2025) de **Mme Alexandra Schoos** | **M. Jeff Engelen** (ADR)

Zanter 40 Joer sinn an Europa invasiv amerikanesch Kriibsaarten, ewéi de Sumpfkriibs (Procambarus clarkii) noweisbar. A ville Regiounen an Däitschland breet sech eng weider invasiv Variant, den amerikanesche Signalkriibs (Pacifastacus leniusculus), onkontrolléiert aus. Dëst stellt eng akut Bedroung vun deenen do heemeschen Ökosystemer duer, well de Signalkriibs an de Fléss ganz Biotopen zerstéiert an doduerch d'Aartevillfalt drastesch reduzéiert. Doduerch datt de Kriibs sech immens séier ausbreet, ass et schwéier, där Situatioun nach meeschter ze ginn.

Och Lëtzebuerg huet mat invasive Kriibsaarten ze kämpfen, deemno kann een an enger Publikatioun vun der Administration de la nature et des forêts (ANF) noliesen, datt hei direkt dräi Kriibsaarten – den amerikanesche Sumpfkriibs (Procambarus clarkii), den amerikanesche Kamberkriibs (Faxonius limosus) an den amerikanesche Signalkriibs (Pacifastacus leniusculus) – déi zu Lëtzebuerg heemesch Kriibsaart „Edelkrebs" (Astacus astacus) verdrängen. Dës invasiv Aarte breeden sech séier aus a stellen eng akut Bedroung fir eis Ökosystemer duer. Experten no ka grad de Sumpfkriibs kilomeeterwäit Strecken zeréckleeën a füügt als kannibalesch Aart an Allesfriesser eise fragillen Ökosystemer grousse Schued zou.

Dës invasiv Kriibsaarte fannen sech iwwerdeems esouwuel a stëlle Gewässer, ewéi och an de Fléss a Baachen – z. B. an der Our a Sauer. Bei der ANF kann een och noliesen, datt Lëtzebuerg riskéiert, datt sech weider invasiv Kriibsaarten, ewéi de Galizesche Sumpfkriibs (Astacus leptodactylus) an/oder de Kalikokriibs (Oronectes immunis) hei ausbreeden. Laut engem EU-wäiten Aktiounsplang mussen dës invasiv Kriibsaarten agedämmt ginn.

An deem Kontext hätte mir follgend Froen un d'Regierung:

1. Huet den Ëmweltministère Informatiounen doriwwer, zanter wéini invasiv amerikanesch Kriibsaarten zu Lëtzebuerg noweisbar sinn?

2. Wéi huet sech d'Populatioun vun den invasive Kriibsaarten zu Lëtzebuerg an de leschten zwanzeg Joer entwéckelt? Ass festzestellen, datt d'Populatioun exponentiell séier wiisst?

3. Wéi steet et an deem Kontext mam heemeschen Edelkriibs? Sinn d'Bestänn noweislech zeréckgaangen, respektiv besteet e Parallelismus tëscht dem Réckgang vun der heemescher Kriibszort an dem Zouwuess vun invasive Kriibsaarten?

4. Sinn eis heemesch Ökosystemer an den Ae vum Ëmweltministère duerch déi invasiv Kriibsaarten akut a Gefor, respektiv riskéieren si an Zukunft a Gefor ze geroden, wann d'Verbreedung vun den invasive Kriibsaarten esou weidergeet?

5. Wéi schätzt den Ëmweltministère an deem Kontext déi weider Entwécklung an?

6. Huet Lëtzebuerg am Kader vum EU-wäiten Aktiounsplang fir d'Bekämpfe vun invasiven Aarten, dorënner och Kriibsaarten, schonn éischt Schrëtt an d'Weeër geleet respektiv e Konzept erstallt, wéi mir déi invasiv Kriibsaarte kënnen andämmen?

7. Ginn an deem Kontext déi invasiv Kriibsaarten zu Lëtzebuerg den Ament aktiv bekämpft? Wa jo, wéi geet een hei vir a wéi gestalten sech d'Resultater?

Réponse (01/10/2025) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. Mir verweisen déi éierewäert Deputéiert op d'Äntwerten op d'parlamentaresch Froen 2676 an 1491.

ad 2. Mir verweisen déi éierewäert Deputéiert op d'Äntwerten op d'parlamentaresch Froen 2676 an 1491.

ad 3. Mir verweisen déi éierewäert Deputéiert op d'Äntwerten op d'parlamentaresch Fro 2676.

ad 4. Mir verweisen déi éierewäert Deputéiert op d'Äntwerten op d'parlamentaresch Fro 1491.

ad 5. Mir verweisen déi éierewäert Deputéiert op d'Äntwerten op d'parlamentaresch Fro 1491.

ad 6. Mir verweisen déi éierewäert Deputéiert op d'Äntwerten op d'parlamentaresch Fro 2676.

2020 gouf ee Plan d'action[14] ausgeschafft, fir de Kamberkriibs an de Signalkriibs ze bekämpfen.

ad 7. D'ANF fänkt am Kader vun deem uewe genannte Plan d'action invasiv Kriibsen op puer Plazen, déi fir déi eenheemesch Biodiversitéit vu besonnescher Wichtegkeet sinn. Op deene puer Hotspots goufen an de leschten zwee Joer ronn 36.000 invasiv Kriibse gefaangen.

Droits des consommateurs SEPA | Question **2816** (28/08/2025) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Am Kader vun de rezenten Zwëschefäll bei engem groussen Online-Bezuelungsservice, deen säin europäesche Sëtz zu Lëtzebuerg huet, sinn d'Sécherheetssystemer ausgefall, déi betrügeresch Domiciliatiounen erausfiltere sollen. Dëst huet dozou gefouert, dass Banken europawäit Lastschrëften am Milliardeberäich gestoppt hunn. D'Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) gouf am Kader vum Digital Operational Resilience Act (DORA) iwwer dës IT-Zwëschefäll informéiert. Wärend d'Entreprise confirméiert huet, dass de Problem geléist gouf, weist dësen Zwëschefall op wichteg Froe ronderëm de Konsumenteschutz an d'Informatioun vun de Clienten iwwer hir Rechter ënner dem SEPA Direct Debit Scheme hin.

Dësen Tëschefall ënnersträicht d'Noutwendegkeet, fir d'Konsumente besser iwwer hir Rechter ze informéieren, besonnesch wat d'Méiglechkeet ugeet, Domiciliatiounen ze widderruffen an am Fall vun onberechtegten Ofbuchunge Reklamatiounen ze maachen. Et ass essenziell ze garantéieren, dass d'Clientë séier an einfach Zougank zu Informatiounen a Recoursmëttel hunn, wann esou Zwëschefäll entstinn.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Finanzen a fir Konsumenteschutz dës Froe stellen:

1. Wéi eng konkreet Moossnamen huet d'Regierung virgesi fir ze garantéieren, dass d'Konsumente besser iwwer hir Rechter ënner dem SEPA Direct Debit Scheme informéiert ginn, besonnesch iwwer hiert Recht, autoriséiert Lastschrëfte bannent 8 Wochen ze widderruffen an onberechtegt Transaktioune bis zu 13 Méint ze reklaméieren?

2. Wéi eng Initiative gi geplangt, fir d'Prozeduren ze vereinfachen, déi et de Konsumenten erlaben, méi einfach Reklamatioune bei onberechtegten Transaktiounen ze deposéieren?

3. Wat fir Informatiouns-Kanäl ginn entwéckelt oder verstäerkt, fir d'Clienten direkt ze informéieren, wann esou systematesch Zwëschefäll bei Bezueldéngschter entstinn?

4. Wéi eng Roll spillt d'CSSF bei der Koordinatioun mat aneren europäeschen Autoritéite fir sécherzestellen, dass d'Konsumenten europawäit gläichzäiteg a kohärent informéiert ginn?

[14] https://environnement.public.lu/dam-assets/documents/natur/plan-d-action-eee/2020/PA-Faxonius-limosusPacifastacus-leniusculus.pdf .

5. Gëtt et Pläng, fir eng national Informatiounsplattform ze schafen, déi d'Konsumenten iwwer hir Rechter bei Lastschrëften-Zwëschefäll informéiert an hinnen hëlleft, séier an einfach Reklamatiounen ze maachen?

6. Wéi gëtt garantéiert, dass d'Banken zu Lëtzebuerg hir Clientë proaktiv iwwer esou Zwëschefäll informéieren an hinnen erklären, wéi si hir Konte kontrolléiere kënnen?

7. Wat fir Mesurë ginn ënnerholl oder gi geplangt fir ze garantéieren, dass betraffe Konsumente séier Ersatz kréien, wann et zu onberechtegten Transaktioune komm ass?

Réponse (29/09/2025) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | **Mme Martine Hansen,** Ministre de la Protection des consommateurs

Den éierbaren Deputéierte stellt eng Rei Froen zu SEPA-Laaschtschrëften, och nach Domiciliatioune genannt, an zu de Rechter vun de Konsumenten, wann et zu Tëschefäll bei Bezueldéngschtleeschter kënnt.

SEPA-Laaschtschrëften ënnerleien engem harmoniséierten EU-Reegelwierk. Kënnt et zu Tëschefäll, sinn d'Bezueldéngschtleeschter gesetzlech verflicht, hir Clienten doriwwer ze informéieren an hinnen d'Moossname matzedeelen, déi si kënnen huelen, fir de Schued ze limitéieren. Dat geschitt iwwer verschidden digital Kanäl – vu generelle Messagen iwwer personaliséiert Notifikatioune bis hin zu Kommunikatioun iwwer d'Press am Fall vun engem systeemesche Virfall.

Laut den Artikelen 89 an 90 vum ofgeännerte Gesetz vum 10. November 2009 iwwert Bezueldéngschtleeschtungen, huet de Client bei enger autoriséierter Laaschtschrëft Recht op e bedéngungslose Remboursement bannent aacht Wochen. Bei enger net autoriséierter oder schlecht ausgefouerter Ofbuchung kann de Client bis zu dräizéng Méint dono eng Zréckbezuelung afuerderen. De Client muss duerfir de Bezueldéngschtleeschter ouni onbegrënnte Verspéidung iwwer dës Buchung a Kenntnis setzen.

Clienten hunn och ronderëm d'Auer (24/24) d'Méiglechkeet iwwer Web-Banking, e Remboursement unzefroen, oder kënnen sech un de Service Client vun hirer Bank wenden.

D'CSSF iwwerwaacht d'Anhale vun de gesetzleche Bestëmmungen zu Lëtzebuerg. D'CSSF huet eng Reklamatiounsprozedur, wann et zu Onstëmmegkeeten tëscht dem Bezueldéngschtleeschter an dem Client kënnt. Dës Prozedur ass um Internetsite vun der CSSF publizéiert: https://www.cssf.lu/fr/reclamations-clientele/.

Op europäeschem Niveau kooperéiert d'CSSF, am Aklang mat den uwennbaren Texter, mat den zoustännegen Autoritéiten an aneren EU-Länner, insofern déi betraffen Entitéiten Déngschtleeschtungen an deene Länner erbréngen.

D'Opklärung an d'Sensibiliséierung vun de Konsumente bleift eng wichteg Aufgab. D'CSSF koordinéiert d'Moossname fir d'Finanzedukatioun vun de Konsumenten zu Lëtzebuerg a bitt, iwwert den Internetsite Lëtzfin.lu, Informatiounen iwwer aktuell Finanztheemen, dorënner och allgemeng Informatiounen iwwer d'SEPA-Reglementatioun.

Och d'Banken informéieren hir Clienten a ginn hinne praktesch Rotschléi, fir z. B. hir SEPA-Laaschtschrëften a Kontobeweegunge reegelméisseg ze kontrolléieren, onberechtegt Ofbuchunge séier ze contestéieren an online Funktiounen ze notzen, fir SEPA-Mandater ze blockéieren oder e Montantsplaffong festzeleeën.

Santé mentale et life coaches | Question **2818** (28/08/2025) de **Mme Alexandra Schoos** | **M. Jeff Engelen** (ADR)

Déi mental Gesondheet ass e Sujet, mat deem sech ëmmer nees beschäftegt gëtt. An deem Kontext gi Pläng ausgeschafft, wéi zum Beispill de Plan national santé mentale 2024–2028 vun der aktueller Regierung oder deen, deen am Koalitiounsaccord 2018–2023 vun der viregter Regierung festgeschriwwe war.

Trotzdeem liest een ëmmer nees an de Medien, datt sech d'Liewenssituatioun vu betraffene Leit zu Lëtzebuerg verschlechtert – virun allem bei de Jonken. D'Ursaache kënne ganz ënnerschiddlech sinn, mee an eiser ëmmer méi digitaler Gesellschaft spillen déi sozial Medien eng grouss Roll. Biller a Messagen, déi do gedeelt ginn, hunn en Afloss op d'Mënschen.

An deem Zesummenhang muss ee feststellen, datt ëmmer méi sougenannt Life Coaches, déi sech selwer esou bezeechnen a probéieren, de Leit Rotschléi oder Motivatioun mat op de Wee ze ginn, op de sozialen Netzwierker optauchen. Dëst geschitt awer net nëmmen am Internet, mee och am reale Liewen.

Besonnesch fir Mënschen, déi vulnerabel sinn oder déi grad en Déifschlag erlidden hunn, kënne sou Life Coaches eng reell Gefor fir d'mental Gesondheet duerstellen.

An deem Zesummenhang hu mir follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsminister an un den Här Aarbechtsminister:

1. Sinn Etüden hei zu Lëtzebuerg um Lafen oder geplangt, déi de potentiellen Impakt an déi domat verbonne Risike vun autoproklaméierte Life Coaches op déi mental Gesondheet vu Jonke wéi och vun Erwuessenen ënnersichen? Wann et schonn Donnéeë gëtt, wat sinn hei d'Conclusiounen?

2. Sinn der Regierung konkreet Fäll bekannt, bei deenen eenzel Persounen duerch Life Coaches op de soziale Medien oder am reale Liewe bedrunn oder ausgenotzt goufen?

3. Wéi ass d'Ausübung vum sougenannte Beruff Life Coach aktuell zu Lëtzebuerg gereegelt, a wéi vill Persoune sinn den Informatiounen no, déi der Regierung virleien, an dësem Beruff aktiv? Ass d'Regierung gewëllt, op nationalem Niveau Initiativen ze ergräifen, fir eng Reglementéierung vun dësem Beruff an d'Weeër ze leeden? Wa jo, a wéi engem Zäitraum, a wéi wëll si do virgoen?

Réponse (25/09/2025) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1. Aktuell si keng Etüden hei zu Lëtzebuerg um Lafen oder geplangt, déi de potentiellen Impakt an déi domat verbonne Risike vun autoproklaméierte Life Coaches op déi mental Gesondheet vu Jonke wéi och vun Erwuessenen ënnersichen.

ad 2. De Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet huet keng Kenntnis vu konkreete Fäll, bei deenen eenzel Persounen duerch Life Coaches op de soziale Medien oder am reale Liewe bedrunn oder ausgenotzt goufen.

ad 3. Life Coaches brauche fir hir kommerziell Aktivitéit eng Handelsermächtegung, eng „Autorisation d'établissement activités et services commerciaux" vum Wirtschaftsministère. D'Unzuel vun Autorisations d'établissement fir Commerce, déi spezifesch fir Life Coaches ausgestallt sinn, ass net bekannt.

D'Regierung gesäit aktuell keng weider Reglementéierung vir.

Impact des espèces animales invasives sur la nature et l'environnement | Question **2819** (28/08/2025) de **Mme Alexandra Schoos** | **M. Jeff Engelen** (ADR)

Rezent hu mir dem Här Ëmweltminister eng parlamentaresch Foo gestallt iwwert d'Gefor vun den invasive Kriibsaarten op eis heemesch Biotopen an eise fragillen Ökosystem. An deem Zesummenhank wier et wichteg ze wëssen, wéi et zu Lëtzebuerg allgemeng ëm déi invasiv Déierenaarte steet a wéi hiren Impakt ass op eis Natur an Ëmwelt.

Dowéinst wéilte mir dem Här Ëmweltminister gär follgend Froe stellen:

1. Kann den Här Minister déi eenzel Déierenzorten opschlësselen, déi zu Lëtzebuerg als invasiv gëllen?

2. Wéi vill invasiv Déierenzorte sinn zanter 1990 nei zu Lëtzebuerg opgetaucht an ëm wéi eng Déierenzorten handelt et sech?

3. Kann den Här Minister präziséieren an opschlësselen, wéi vill vun all deenen invasiven Déierenzorten e problemateschen Impakt op eis heemesch Natur an Ëmwelt hunn a wat genau den Impakt op eis Natur an Ëmwelt ass vun deene respektiven Déierenzorten?

4. Am Fall wou invasiv Déierenzorten e schiedlechen Impakt op eis Natur an Ëmwelt hunn: Wat gëtt aktuell ënnerholl, fir dogéint virzegoen, a mat wéi engem Resultat?

5. Wéi schätzt den Här Minister déi wéider Entwécklung an, wat den Impakt vun den invasiven Déierenzorten op eis heemesch Natur an Ëmwelt ugeet?

Réponse (07/10/2025) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. an 2. Et si bis lo 86 invasiv exotesch Déierenaarten zu Lëtzebuerg nogewise ginn, opgedeelt a 27 Wirbeldéieren an 59 Wirbelloser. D'Lëschte sinn op www.neobiota.lu ze fannen. All Joer ginn nei invasiv Aarten zu Lëtzebuerg festgestallt, wéi zum Beispill déi Asiatesch Runn (Vespa velutina nigrithorax) am Joer 2021 oder 2022 déi Asiatesch Tigerméck (Aedes albopictus).

ad 3. Op der EU-Lëscht vun den invasiven exoteschen Aarten[15] sinn et 11 vun de Wirbeldéieren a 5 Wirbelloser, déi zu Lëtzebuerg virkommen. D'EU-Reglement 1143/2014 relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes gëtt kloer Krittäre vir, wéini eng nei Aart op d'EU-Lëscht kann opgeholl ginn. An der Risikoanalys gëtt, baséiert op den disponibele wëssenschaftlechen Erkenntnisser, gekuckt, wéi d'Dynamik vun Introductioun, Reproduktioun a Propagatioun ass, souwéi déi negativ Impakter op d'Biodiversitéit an déi ofhängeg Ökosystemer.

Als Beispill vun negativem Impakt vun invasiven exoteschen Déierenaarten hei zu Lëtzebuerg sief bei de Wirbeldéieren d'Nutria (Myocastor coypus) genannt, een Nagedéier, wat ursprünglech aus Südamerika staamt. Dëst Déier ka bei héije Populatiounsdichten a sensibele Gebidder quasi d'ganz Vegetatioun opfriessen an doduerch de Liewensraum fir vill eenheemesch Aarten zerstéieren. De Bisam (Ondatra zibethicus), eng grouss Wullmausaart mat Ursprong an Nordamerika, ka lokal e grousse Probleem fir

15 Règlement d'exécution (UE) 2025/1422 du 17 juillet 2025 modifiant le règlement d'exécution (UE) 2016/1141 pour mettre à jour la liste des espèces exotiques envahissantes préoccupantes pour l'Union.

PRIORITAIRE
BY AIR MAIL

IBRS/CCRI n°1001256

No stamp required
Ne pas affranchir

RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID
LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
ENVOI-RÉPONSE 1001256
L - 3208 BETTEMBOURG

eenheemesch Muschelaarten ewéi déi europawäit geschützte Flosspärelmuschel a Baachmuschel duerstellen. De Wäschbier (Procyon lotor), mëttlerweil am ganze Land verbreet, ka lokal zu engem massive Probleem fir verschidde Vullenaarten an Amphibiepopulatioune ginn. Ganz problematesch ass och d'Schmuckschildkröt (Trachemys scripta), déi oft vu Mënschen als Hausdéier gehale gëtt an dann ausgesat gëtt. Dës Aart ka sech duerch Predatioun negativ op d'Amphibiepopulatiounen auswierken. Bei de Vulle stécht sécherlech d'Nilgäns (Alopochen aegyptiaca) eraus, déi sech an de leschte Jore massiv verbreet huet, an als Konkurrent vun anere Wasservulle gëllt.

Bei de Wirbellosen sinn op éischter Plaz déi invasiv Kriiibsaarten ze nennen, déi eis eenheemesch Kriibsen duerch d'Aschleefe vun der Kriibspescht verschwanne gedoen hunn. Do ass besonnesch de Signalkriibs (Pacifastacus leniusculus) ze nennen, deen zënter den 1960er- an 1970er-Joren duerch aktiv Besatzmoossnamen a Mëtteleuropa an och bei eis a Baachen a Flëss agefouert gouf. Des Weidere sief déi Asiatesch Runn (Vespa velutina nigrithorax) erwäänt, déi sech säit 2023 massiv ausbreet, mee där hiren Impakt op déi heemesch Fauna wëssenschaftlech nach net beluecht ass.

ad 4. De Ministère fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit an d'Naturverwaltung hunn, an Zesummenaarbecht mat aneren Acteuren, eng ganz Partie Aktiounspläng erstallt, duerch deenen hir Ëmsetzung d'Verbreedung vun invasiven Aarte soll agedämmt respektiv hir Progressioun soll gebremst ginn. Dës Pläng sinn all op www.emwelt.lu ze fannen. Dës Pläng gi reegelméisseg op Basis vun neien Erkenntnisser iwwerschafft. D'Ausschaffe vun den Aktiounspläng duerchleeft allkéiers eng Consultation publique, bei där all Biergerin a Bierger kënnen hir Remarken eraginn.

ad 5. Weltwäit stellen invasiv Aarten nieft der Zerstéierung, der Degradatioun an der Fragmentéierung vu Liewensraim ee vun de gréisste Problemer am Natur- an Aarteschutz duer. Eng efficace Bekämpfung ass allerdéngs a ville Fäll extreem schwiereg, well se massiv Ressourcë verschléngt, déi vill Länner net hunn. Och zu Lëtzebuerg wäert et schwéier ginn, d'Verbreedung vun deenen Aarten ze stoppen.

Real Estate Investment Trusts (REIT) | Question **2820** (29/08/2025) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

Le régime des Real Estate Investment Trusts (REIT), largement éprouvé notamment dans nos pays voisins et aux États-Unis constitue un instrument efficace de structuration des investissements immobiliers, garantissant transparence, discipline de distribution et exigences de gouvernance.

Au Luxembourg, des travaux techniques associant le secteur financier, le Ministère des Finances et la CSSF ont permis de dégager une convergence de vues en faveur de l'introduction d'un tel régime. Nonobstant ce constat, aucune initiative politique ou législative concrète n'a, à ce jour, été soumise à la Chambre.

Or, la compétitivité et la résilience de la place financière requièrent une capacité d'innovation normative continue. L'instauration d'un cadre REIT, dûment calibré et conforme aux exigences européennes et internationales, apparaît dès lors opportune.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

– Quelles démarches concrètes ont été accomplies par le Gouvernement en vue de l'introduction d'un régime REIT ?

– Quel est le calendrier prévisionnel (consultation, avant-projet, dépôt, entrée en vigueur) que le Gouvernement entend suivre ?

Réponse (01/10/2025) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

Conformément à son accord de coalition, le Gouvernement continue à soutenir activement le développement, la diversification et la promotion de la place financière du Luxembourg et adapte sa législation continuellement pour renforcer la compétitivité de celle-ci.

En 2024 et 2025, le Gouvernement a déjà mis en place une panoplie de mesures visant à renforcer la compétitivité du pays et l'attractivité de la place financière. D'autres sont en train d'être mises en œuvre. L'introduction, dans la législation luxembourgeoise, d'une nouvelle forme de véhicule d'investissement spécifique telle qu'évoquée par l'honorable Député ne figure pas parmi les priorités du Gouvernement.

Ce symbole renvoie à une information complémentaire (hyperlien, tableau, graphique, annexe) dans la version numérique de la question parlementaire. Pour y accéder, veuillez vous rendre sur www.chd.lu et introduire le numéro de la question respective dans le champ de recherche.

Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

– per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress, Code postal an Uertschaft ugitt
– iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

Ech abonéiere mech:

◯ fir déi gedréckte Versioun*   ◯ fir déi elektronesch Versioun op follgend E-Mails-Adress: ____________

Ech desabonéiere mech:

◯ vun der gedréckter Versioun*   ◯ vun der elektronescher Versioun op follgend E-Mails-Adress: ____________

*Déi follgend Casen ausfëlle beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: ____________ Virnumm: ____________

Societéit/Administratioun: ____________

Adress: ____________ Boîte postale: ____________

Code postal: ____________ Uertschaft: ____________ Land: ____________

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donneeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatioune kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.

Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |

PERIODIQUE

POST LUXEMBOURG

Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799